



**HAL**  
open science

# L'ambassade de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg (1807-1811)

Olivier Varlan

► **To cite this version:**

Olivier Varlan. L'ambassade de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg (1807-1811). Sciences de l'Homme et Société. Ecole nationale des chartes, 2009. Français. hal-04085586

**HAL Id: hal-04085586**

**<https://enc.hal.science/hal-04085586v1>**

Submitted on 29 Apr 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES

---

**Olivier Varlan**  
*titulaire d'un master 2 en histoire*

**L'AMBASSADE DE CAULAINCOURT À  
SAINT-PÉTERSBOURG (1807-1811) :**  
Représentation et négociations diplomatiques  
durant l'alliance franco-russe

TOME I



Thèse  
pour le diplôme d'archiviste paléographe  
2009

## **REMERCIEMENTS**

Je tiens à remercier tout particulièrement M. Jacques-Olivier Boudon, professeur à l'université Paris IV-Sorbonne, président de l'Institut Napoléon, et Mme Nougaret, professeur à l'École nationale des chartes, pour leur aide et leurs conseils, notamment dans la définition de ce sujet, l'élaboration du plan, et l'approche des sources disponibles.

Je voudrais remercier également le personnel des centres d'archives que j'ai visité, Archives nationales, Archives des Affaires étrangères de Paris, Service historique de la Défense, en insistant sur les Archives des postes diplomatiques, à Nantes, qui m'ont fourni une aide précieuse et approfondie. Je remercie également la Fondation Napoléon.

C'est aussi grâce aux descendants du duc de Vicence, qui m'ont permis d'accéder au fonds 95 AP, cartons 1 à 25, que ce travail a été possible : je les en remercie chaleureusement.

Merci enfin à Natacha Leclercq pour sa relecture et pour son aide précieuse.

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

Dans son roman-fleuve, *Guerre et Paix*, Léon Tolstoï, décrivant la société de Saint-Pétersbourg où évoluent ses nombreux personnages, fait apparaître un court instant celui dont le nom reste attaché à la retraite de Russie et à la fin de l'Empire. Lors d'une des fêtes qui rythment le roman, à une question d'une invitée, la maîtresse de maison répond : « Comment, mais c'est l'ambassadeur de France en personne, Caulaincourt, [...] Voyez, on dirait un empereur »<sup>1</sup>. Armand de Caulaincourt, duc de Vicence, grand écuyer de l'Empereur, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg de 1807 à 1811, est en effet propre à marquer les esprits et à apparaître comme un « empereur ». Grand, beau, un portrait de Gérard<sup>2</sup> de cette époque nous le montre dans son uniforme de général de division, le regard décidé et conquérant. Quand les personnages de Tolstoï le remarquent, il est l'envoyé de Napoléon auprès du tsar Alexandre, et son prestige est directement lié à la paix de Tilsit qui a fait de la France et de la Russie deux alliées contre l'Angleterre, deux alliées pour la maîtrise du monde. Napoléon est alors au sommet de sa puissance, après Austerlitz, après Iéna, après Friedland, avant l'Espagne, avant Essling, avant Moscou, et son ambassadeur est le représentant de la nation la plus puissante du continent, qui a défait toutes les coalitions dressées contre elle.

---

<sup>1</sup> Léon Tolstoï, *La Guerre et la Paix*, Paris, Folio, 1972, 2 vol., t.1, p.746.

<sup>2</sup> Le portrait de Caulaincourt par Gérard appartient à une collection particulière. On peut en voir une reproduction en exergue du premier tome des *Mémoires* de Caulaincourt. Voir aussi en annexe les gravures représentant Caulaincourt, comme celle qui figure sur la couverture de ce volume.

François-Pascal-Simon Gérard (1770-1837) : peintre français, Bonaparte lui confie de nombreux portraits et, sous l'Empire, il peint tous les grands dignitaires et les maréchaux. Sa fonction de portraitiste ne lui laisse que le temps de peindre une fresque historique, *La Bataille d'Austerlitz*. Il devient le peintre officiel de la Cour sous la Restauration.

1812. Après une poursuite à travers tout l'Ouest de la Russie, les armées russes ont été vaincues, de façon inutile et équivoque, à Borodino-La Moscowa. Moscou, occupée par les troupes napoléoniennes, a été réduite en cendres. La retraite est devenue inévitable et s'annonce comme un désastre sans précédent, annoncé par certains, notamment Caulaincourt, revenu de son ambassade en 1811 et reparti pour la Russie dans des conditions bien différentes. Après la Bérézina, victoire militaire mais symbole d'une déroute, Napoléon, inquiet des troubles à Paris, provoqués par l'affaire Malet<sup>3</sup>, quitte l'armée dans son traîneau, accompagné de son grand écuyer qui va, tout au long de ce pénible voyage, prendre note des discussions qu'il a avec son maître. Ses mémoires, et plus particulièrement cette partie où Napoléon évoque de nombreux sujets et revient sur sa défaite, font de Caulaincourt une des sources les plus pertinentes pour la fin de l'Empire, en décrivant le processus qui mène du sommet de la puissance jusqu'à la chute.

Car de Tilsit à la campagne de Russie, on passe véritablement par deux extrêmes, dominés par les luttes entre Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup> et par leur alliance. Si ces années ont toujours enflammé les imaginations, c'est parce qu'elles semblent mener inexorablement au désastre, alors qu'elles promettaient une gloire sans équivalent peut-être dans l'Histoire. Au milieu de toutes ces questions de gloire et de puissance, un ambassadeur, Caulaincourt, est le premier témoin des méandres de l'alliance et de la relation entre les deux empereurs. Cette ambassade, qui dure de 1807 à 1811, est le cadre de cette thèse qui s'appuie sur l'étude des relations franco-russes sous le Premier Empire et sur la biographie d'Armand-Louis de Caulaincourt, et qui se justifie par les lacunes et les limites de l'historiographie de ces questions. Avant d'exposer la problématique de ce travail et d'en annoncer le plan, nous allons, en introduction, revenir sur ces trois points.

---

<sup>3</sup> Claude-François de Malet (1754-1812) : général de la Révolution, il manifeste ses sentiments républicains et s'oppose au Consulat et à l'Empire. Mis à la retraite en 1808. Il organise un complot à Paris, en 1812, annonçant la mort de Napoléon en Russie. Le complot échoue mais montre les failles et les faiblesses du régime.

## 1. Les relations franco-russes jusqu'en 1807.

Durant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, les relations entre la France et la Russie sont complexes, marquées par de nombreux conflits d'intérêts, notamment en Pologne et en Turquie, et par l'inévitable tiédeur d'une des plus anciennes monarchies d'Europe, récemment amoindrie par la guerre de Sept-Ans, envers un empire encore jeune qui acquiert véritablement sous Catherine la Grande le statut de grande puissance européenne<sup>4</sup>. À la veille de la Révolution, s'amorce un certain rapprochement entre les deux pays, visible à travers le traité de commerce qui lie la France et la Russie, rapprochement qui va être brutalement remis en question. Catherine II s'affirme alors comme la championne des monarchies face à l'hérésie révolutionnaire mais se garde bien d'engager son pays dans la première coalition (Prusse, Autriche, puis Angleterre en 1793). L'expédition d'Égypte de Bonaparte, en 1798, et la prise de Malte par les Français vont motiver son successeur Paul I<sup>er</sup> à entrer dans la seconde coalition. L'échec des troupes russes de Souvorov<sup>5</sup> en Suisse, défaites par Masséna<sup>6</sup> devant Zürich en 1799, mais surtout les dissensions entre alliés (avec l'Autriche notamment) conduisent la France et la Russie à se rapprocher, grâce à l'admiration du Tsar pour le Premier consul<sup>7</sup>. L'alliance des deux extrémités de l'Europe est à portée de main jusqu'à l'assassinat de Paul, en 1801, et à l'avènement d'Alexandre I<sup>er</sup>, bien décidé à ne pas brusquer la société russe comme son père avait pu le faire. Si la paix persiste entre les deux pays, il n'est plus question d'alliance, bien au contraire.

---

<sup>4</sup> Hélène Carrère d'Encausse, *Catherine II, un âge d'or pour la Russie*, Paris, Fayard, 2002, 656 p.

<sup>5</sup> Alexandre Souvorov (1729-1800) : général russe, il s'illustre contre les Turcs puis dirige les armées russes qui interviennent en Italie, en 1799. Après une victoire à Novi, ses troupes sont défaites, en 1799, à Zürich, par Masséna, et il doit faire retraite dans de mauvaises conditions.

Cette occurrence d'un nom russe amène une note nécessaire. Dans ce travail, les noms russes suivent l'orthographe convenue (terminaisons en -v par exemple), sauf dans les citations où la graphie de l'auteur est maintenue.

<sup>6</sup> André Masséna (1758-1817) : « l'enfant chéri de la Victoire », général français, il participe au siège de Toulon puis à la campagne d'Italie. Vainqueur des Russes à Zürich, en 1799, il devient maréchal d'Empire en 1804, est fait duc de Rivoli, puis prince d'Essling, mais échoue au Portugal contre Wellington.

<sup>7</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, chapitre I, 2 : « la première mission de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg, en 1801 ».

## *Le premier choc entre Napoléon et Alexandre.*

De 1801 à 1805, les relations entre la France et la Russie sont difficiles à définir. En apparence, la paix règne et les relations diplomatiques sont maintenues, avec l'envoi de Duroc<sup>8</sup> et de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg, comme chargés de mission, qui précèdent l'ambassadeur français, Hédouville<sup>9</sup>. En réalité, si le Premier consul place beaucoup d'espérances dans ses relations avec Alexandre, le jeune tsar est, lui, farouchement opposé à Bonaparte, ne partageant pas l'admiration aveugle de son père pour le « héros italique ». Les menées de Bonaparte en Suisse et en Allemagne ne peuvent qu'irriter la Russie qui tient à son influence dans le centre de l'Europe et dans les contrées traversées par le grand Souvorov en 1799. L'affaire du duc d'Enghien<sup>10</sup> en 1804 et la proclamation de l'Empire la même année, le 18 mai, exaspèrent le tsar et motivent son adhésion à la troisième coalition, qui réunit, en plus de la Russie, l'Angleterre, l'Autriche, Naples et la Suède. Immortalisée du côté russe par *Guerre et Paix*, la bataille d'Austerlitz<sup>11</sup>, le 2 décembre 1805, est le premier choc personnel entre les deux empereurs, qui se termine par la déroute complète des Russes. Le tsar, comme François II de Habsbourg<sup>12</sup>, présent sur le champ de la bataille des « Trois Empereurs », est contraint de fuir et ne doit sa liberté qu'à la clémence de Napoléon. Les relations entre les deux empires partent sur de très mauvaises bases, et nul doute qu'Alexandre a toujours ressenti l'humiliation de la défaite personnelle.

Ni paix, ni alliance avec la Russie, mais une campagne contre la Prusse marque l'année 1806, dans le cadre des guerres de la quatrième coalition, qui oppose à Napoléon la Prusse, l'Angleterre, la Suède, Naples et l'empire des tsars qui tarde à intervenir. Les défaites sans

---

<sup>8</sup> Géraud-Christophe-Michel Duroc, duc de Frioul (1772-1813) : aide de camp de Bonaparte depuis la campagne d'Italie, il devient général de Brigade sous le Consulat, puis gouverneur du palais impérial et grand maréchal du palais. Il exerce aussi des fonctions militaires et diplomatiques, à Berlin ou Saint-Pétersbourg. Il meurt en 1813, lors de la campagne de Saxe, les jambes brisées par un boulet. C'est un ami de Caulaincourt, qui est témoin de sa mort.

<sup>9</sup> Gabriel-Marie-Joseph-Théodore Hédouville, comte d' (1755-1825) : participe aux guerres de Vendée, sous Hoche. En 1803-1805, il est ambassadeur à Saint-Pétersbourg, puis à Lucques. En 1805-1807, il est chef d'état-major de Jérôme Bonaparte mais, en 1814, se rallie à Louis XVIII.

<sup>10</sup> Louis-Antoine-Henri de Bourbon, duc d'Enghien (1772-1804) : fils du dernier prince de Condé, le duc d'Enghien sert dans l'armée des émigrés et, en 1801, se retire dans le duché de Bade. Ayant appris que Cadoudal et Pichegru attendaient l'arrivée d'un prince de la maison de Bourbon, Bonaparte fait enlever le duc à Ettenheim en 1804, puis le fait fusiller dans les fossés du château de Vincennes. Les noms de Talleyrand, Fouché et Caulaincourt sont liés à l'époque à cette affaire, quoique le rôle du duc de Vicence ait été indirect.

<sup>11</sup> Voir Oleg Sokolov, *Austerlitz : Napoléon, l'Europe et la Russie*, Saint-Germain-en-Laye, Commios, 2006, 541 p.

<sup>12</sup> François II (1768-1835) : dernier empereur du Saint-Empire romain germanique, il devient, en 1806, François Ier d'Autriche. En 1815, il devient président de la Confédération germanique.

appel de Frédéric-Guillaume III<sup>13</sup>, à Iéna et Auerstedt, amènent Alexandre I<sup>er</sup> à soutenir militairement son ami et la femme de celui-ci, la belle reine Louise<sup>14</sup>. La campagne de Pologne de 1807 met aux prises directement les deux empires, dans des conditions extrêmes qui préfigurent celles de 1812. La lutte est rude, longue, incertaine, comme à Eylau où la victoire de Napoléon ne se décide qu'au dernier moment, après une formidable charge de cavalerie : la stratégie et la tactique napoléoniennes, qui ont été élaborées dans la plaine du Pô sont mises en difficulté par les distances et les conditions météorologiques de la Pologne. Enfin, le 14 juin 1807, date anniversaire de la victoire de Marengo, les armées russes de Bennigsen<sup>15</sup> sont vaincues à Friedland, au point que le grand-duc Constantin<sup>16</sup> supplie son frère de négocier la paix, sous peine de voir l'empire envahi. L'entrevue de Tilsit, du 25 juin 1807, date de la rencontre des deux empereurs sur un radeau au milieu du fleuve Niémen, jusqu'aux traités des 7 et 9 juillet 1807, tient une place particulière dans l'épopée napoléonienne, considérée souvent, avec raison, comme l'apogée de l'empire français. Au milieu des festivités qui réunissent officiers français et russes, l'Europe entière est remodelée par les deux monarques qui tiennent à l'écart le roi de Prusse et font ensemble des projets à la hauteur de leurs ambitions. Par le traité d'alliance du 7 juillet, destiné à rester secret, Napoléon laisse son nouvel allié envahir la Finlande, tandis qu'il obtient les îles Ioniennes et que sont jetées les bases d'un projet de démembrement de l'Empire ottoman. Le traité du 9 juillet, signé entre la Prusse et la France, consacre l'abaissement du royaume de Frédéric-Guillaume, qui perd toutes ses possessions à l'ouest de l'Elbe, ainsi que les territoires obtenus au détriment de la Pologne en 1793 et 1795. Ce royaume n'est pas rétabli, au grand dam des Polonais qui ont soutenu Napoléon, mais la création d'un grand-duché de Varsovie, donné au roi de Saxe<sup>17</sup>, fidèle allié de la France, est pour certains une première étape vers une restauration, ce que nie

---

<sup>13</sup> Frédéric-Guillaume III (1770-1840) : roi de Prusse en 1797, il entre dans la quatrième coalition, en 1806, mais ses armées sont vaincues à Iéna et Auerstedt. De profondes réformes permettent à la Prusse de participer victorieusement aux campagnes de la fin de l'Empire et de s'imposer, après le congrès de Vienne, comme une puissance européenne majeure.

<sup>14</sup> Louise de Mecklembourg-Strelitz (1776-1810) : elle épouse en 1793 le futur Frédéric-Guillaume III et le pousse en 1806 à la guerre contre la France. Elle ne parvient pas, à Tilsit, à obtenir des conditions moins sévères pour son royaume.

<sup>15</sup> Levin August Gottlieb Bennigsen (1745-1826) : général russe d'origine hanovrienne, il fait partie de la conspiration à l'origine de l'assassinat du tsar Paul I<sup>er</sup>. Il dirige les armées russes en 1807, où, après la semi-défaite d'Eylau, il est battu à Friedland. Il a un commandement à La Moskowa, en 1812, et à Leipzig, en 1813.

<sup>16</sup> Grand-duc Constantin Pavlovitch (1779-1831) : deuxième fils de Paul I<sup>er</sup>. Il participe à la campagne d'Austerlitz et à celle de Friedland. Fervent admirateur de Napoléon, il presse son frère de conclure la paix en 1812. Après le Premier Empire, il devient commandant en chef des forces armées de Pologne et dirige de fait le royaume. Ayant refusé le trône, celui-ci passa à son frère Nicolas, à la mort du tsar Alexandre I<sup>er</sup>.

<sup>17</sup> Il s'agit de Frédéric-Auguste I<sup>er</sup> (1750-1827) : électeur puis roi de Saxe, en 1806, il participe à la guerre contre la France aux côtés de la Prusse. Napoléon le traite avec magnanimité, érige son électorat en royaume et lui donne le grand-duché de Varsovie. En 1815, il doit abandonner le nord de la Saxe à la Prusse.

l'empereur des Français. Quand Napoléon et Alexandre se séparent, l'alliance semble consolidée, proposant un véritable modèle européen qui se plie au Système continental de Napoléon, instauré par le décret de Berlin du 21 novembre 1806. Mais toute alliance, *a fortiori* quand elle repose sur des bases aussi fragiles, après plusieurs années de conflit, ne peut subsister que grâce à la représentation diplomatique.

### *L'ambassade de Caulaincourt*

Le choix des ambassadeurs est toujours délicat et souvent lourd de conséquences. Si le comte Tolstoï<sup>18</sup>, qui sera remplacé par le prince Kourakine<sup>19</sup>, est désigné par Alexandre pour suivre Napoléon jusqu'à Paris après Tilsit, l'empereur des Français diffère son choix en envoyant son aide de camp Savary<sup>20</sup> en mission de reconnaissance diplomatique<sup>21</sup>. Le général français découvre la société de Saint-Pétersbourg et ses nombreux écueils. Difficile toutefois de s'y faire accepter quand les églises résonnent encore des prières anti-françaises et surtout quand on est soupçonné d'avoir fait exécuter le duc d'Enghien dans les fossés de Vincennes, le 21 mars 1804. De toute façon, proche de Napoléon, Savary n'est pas destiné à rester en mission de longue durée en Russie, et déjà se profile le choix de l'Empereur.<sup>22</sup>

Parmi différents noms, s'impose celui de Caulaincourt, général de division et grand écuyer de l'Empereur. Ce n'est pas un novice en diplomatie puisqu'il a accompagné Aubert du Bayet<sup>23</sup> à Constantinople, en 1796<sup>24</sup>, et surtout qu'il a effectué une mission de 5 mois à

---

<sup>18</sup> Pierre Alexandrovitch Tolstoï, comte (1761-1844) : général russe ayant servi sous Souvorov, ministre plénipotentiaire russe à Paris, d'octobre 1807 à octobre 1808. violemment opposé à l'alliance avec la France, il conseille la rupture et prophétise la guerre de 1812.

<sup>19</sup> Prince Alexandre Borissovitch Kourakine (1752-1818) : ambassadeur russe à Vienne puis à Paris, en remplacement du comte Tolstoï.

<sup>20</sup> Anne-Jean-Marie-René Savary, duc de Rovigo (1774-1833) : aide de camp du général Desaix, il devient celui de Bonaparte après la mort de son général à la bataille de Marengo, en 1800. Commandant la gendarmerie d'élite, il est chargé d'enquêtes et supervise l'exécution du duc d'Enghien en 1804. Il se distingue comme général lors de la campagne de 1807, avant d'effectuer une mission diplomatique à Saint-Pétersbourg. En 1810, il devient ministre de la police, après Fouché, et reste un des favoris de l'Empereur jusqu'à la fin de l'Empire, malgré des échecs comme lors de la conspiration de Malet, en 1812.

<sup>21</sup> Titre du chapitre 2 du premier volume d'Albert Vandal, *Napoléon et Alexandre, l'alliance russe sous le Premier Empire*, Paris, Plon, 1898-1900, 3 vol.

<sup>22</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, chapitre I, 3: « La reconnaissance diplomatique de Savary et la désignation de Caulaincourt comme ambassadeur. »

<sup>23</sup> Jean-Baptiste Annibal Aubert du Bayet (1757-1797) : né en Louisiane, il participe à la guerre d'Indépendance américaine, puis, favorable aux idées révolutionnaires, est élu député de l'Isère à la Législative. Il sert à l'armée du Rhin puis contre les Vendéens, mais est vaincu à Clisson. Emprisonné sous la Terreur, il est libéré à la chute de Robespierre et reprend du service sur le Rhin. Mis à la tête d'une hypothétique armée des Indes, il dirige ensuite l'armée des côtes de Cherbourg, avant d'être un éphémère ministre de la guerre et d'être envoyé en

Saint-Pétersbourg en 1801<sup>25</sup>. Cette mission, où il a côtoyé Alexandre et l'essentiel de son personnel politique, motive très certainement Napoléon dans son choix, malgré les réticences de l'intéressé. Mais les volontés du nouveau maître de l'Europe sont difficilement contestables et Caulaincourt part, en novembre 1807, pour un séjour qu'il espère bref mais dont il ne reviendra finalement qu'en juin 1811.

L'ambassade de Caulaincourt prend place dans le cadre de l'alliance russe qui occupe l'essentiel de l'histoire politique de la période. Par sa position, il intervient dans certaines des grandes discussions diplomatiques qui transforment l'Europe, dans les faits ou dans les rêves des deux empereurs. Toutes les affaires des années 1807-1812 ramènent toujours aux relations entre la France et la Russie, véritable socle de la politique européenne. La guerre d'Espagne, à partir de 1808, la campagne de 1809, le mariage de Napoléon en 1810, le projet de partage de la Turquie ou les préparatifs de la guerre de 1812 sont les événements les plus marquants d'une alliance où tout est prétexte à tractations, à menaces voilées. Les affaires qui occupent l'ambassadeur français, sous la direction de l'omniprésent Napoléon, sont nombreuses, complexes, entremêlées et bien souvent périlleuses pour la survie même de l'alliance. Dès Erfurt, en septembre et octobre 1808, celle-ci commence à décliner, minée par la question polonaise, par le mariage autrichien, par l'annexion du duché d'Oldenburg, jusqu'au duel final.

À côté de ces questions politiques, l'ambassade française en Russie est aussi la confrontation de la France impériale, issue de celle de la Révolution, avec la société de Saint-Pétersbourg, qui a mal supporté les défaites de ses armées et qui supporte encore plus mal les contraintes imposées par le Blocus continental. Une rencontre qui se fait dans le cadre merveilleux de la cité de Pierre le Grand, au gré des fêtes et des bals qu'illustre encore une fois à merveille le roman *Guerre et Paix* de Tolstoï. Une œuvre où figure le nom de Caulaincourt, grand dispensateur de réjouissances à Saint-Pétersbourg, soutenant son maître et l'alliance franco-russe au moyen de fastes qui étonnent parfois les contemporains par leur démesure. La représentation diplomatique et toute la splendeur qu'elle suppose sont ici un instrument politique, un moyen de consolider une alliance souvent incertaine, ou du moins de sauver les apparences jusqu'à la rupture finale.

L'ambassade de Caulaincourt reste plus dans les esprits par sa magnificence que par ses résultats politiques. Les contemporains et les historiens ont été sévères au sujet de cette

---

ambassade à Constantinople, où il meurt.

<sup>24</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, chapitre I, 1: « Caulaincourt à Constantinople: une première expérience diplomatique (1796-1797) ».

<sup>25</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, chapitre I, 2: « La première mission de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg en 1801 ».

mission diplomatique<sup>26</sup>, constatant les résultats, la guerre de 1812, et reprochant au duc de Vicence sa naïveté, son peu de hauteur de vue ou son insignifiance au milieu des grandes tensions européennes et de ses grands acteurs, tels Napoléon, Alexandre, Talleyrand<sup>27</sup> ou Metternich<sup>28</sup>. Incontournable en ce sens qu'elle touche à toutes les affaires de la période, l'ambassade est vue comme une lente mais inexorable marche vers la catastrophe. Ces jugements ont détourné les regards d'un personnage central, tant par son rôle effectif dans l'alliance que par l'image qu'il se crée et qui s'impose à la fin de l'Empire : Caulaincourt lui-même.

---

<sup>26</sup> Voir Albert Sorel, Georges Lefebvre ou Émile Dard.

<sup>27</sup> Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord (1754-1838) : évêque d'Autun, député aux États généraux et à l'Assemblée constituante, ministre des Relations extérieures sous le Directoire, puis du Consulat et de l'Empire, jusqu'en 1807. Grand chambellan de l'Empire et prince de Bénévent, il est disgracié en 1809. Ministre des Affaires étrangères sous la Restauration, il joue un rôle essentiel lors du Congrès de Vienne. Il est ambassadeur de France à Londres, sous Louis-Philippe. Ami de Caulaincourt, jusqu'en 1814, voir 2<sup>e</sup> partie, chapitre I, 3, la question de la « trahison » de Caulaincourt.

<sup>28</sup> Klemens Wenzel Nepomuk Lothar Metternich, prince de (1773-1859) : diplomate autrichien, il prend part au congrès de Rastadt (1797-1799) et devient ambassadeur en Prusse en 1803 et à Paris en 1806. Ministre des Affaires étrangères en 1809, il donne Marie-Louise en mariage à Napoléon. Après avoir tenté d'imposer sa médiation, il fait entrer l'Autriche dans la coalition, en 1813. Partisan de la Sainte-Alliance, il organise la répression des mouvements libéraux en Europe. Il est chassé du pouvoir en 1848. Ses relations avec Caulaincourt se résument à l'entrevue d'Erfurt, en 1808, et aux événements de 1813-1814, notamment le congrès de Prague.

## 2. Armand-Louis de Caulaincourt (1773-1827)

### *Caulaincourt : une figure d'Empire*

Les grands personnages du Premier Empire ne manquent pas, que ce soient les incontournables maréchaux ou les personnalités civiles comme Talleyrand ou Cambacérés<sup>29</sup>. Caulaincourt, sans prétendre dans l'historiographie à une place dominante, appartient à ces personnalités qui ont attaché leur nom à Napoléon. Mais quand on pense à Caulaincourt, ce n'est pas sa carrière ou son ambassade qui vient en premier à l'esprit, mais ses Mémoires<sup>30</sup>, et plus précisément le retour en traîneau de la Bérézina à Paris. Si leur importance dans l'historiographie impériale est incontestable, ils ne doivent pas faire oublier la carrière de leur auteur, qui est remarquable à de nombreux points de vue et s'apparente à celle d'autres grands dignitaires de l'Empire.

L'ambassadeur de Napoléon à Saint-Pétersbourg est en effet général de division<sup>31</sup>, aide de camp et grand écuyer de l'Empereur (et du fait de cette fonction, toujours proche de l'Empereur, à l'instar du maréchal du palais, Duroc). En 1808, il est fait duc de Vicence, du nom d'une ville de Vénétie où il n'a vraisemblablement jamais mis les pieds<sup>32</sup>. Après la campagne de Russie, Caulaincourt est nommé ministre des Relations extérieures<sup>33</sup>, poste qu'il occupera jusqu'en 1814, puis durant les Cent-Jours, et représente Napoléon au congrès de

---

<sup>29</sup> Jean-Jacques de Cambacérés, duc de Parme (1753-1824) : deuxième consul durant le Consulat, archichancelier de l'Empire en 1804, il est à l'origine de la rédaction du Code civil.

<sup>30</sup> Voir Historiographie.

<sup>31</sup> Il ne sera jamais maréchal, à son plus grand regret, estimant que sa carrière diplomatique lui a fermé cet accomplissement de la carrière militaire.

<sup>32</sup> Son titre n'est pas une référence à une victoire militaire comme peuvent l'être ceux d'autres personnalités comme Ney, duc d'Elchingen, prince de la Moscowa ou Lannes, duc de Montebello. Le duché de Vicence, créé le 30 mars 1806, à partir d'une des provinces des États vénitiens cédés par l'Autriche au traité de Presbourg, lui est donné de façon arbitraire, afin de lui conférer le titre de duc.

<sup>33</sup> Caulaincourt est ministre des Relations extérieures du 20 novembre 1813 au 3 avril 1814.

Prague en 1813, et à celui de Châtillon en 1814. Si on ajoute à cela sa présence lors de la plupart des grandes batailles de la période, celles des campagnes de 1805, 1806, 1807 puis de 1812, 1813 et 1814, en tant qu'aide de camp de l'Empereur, force est de constater l'importance du personnage, qui appartient aux grandes figures de l'Empire, certes moins mis en avant que d'autres, comme Talleyrand et les maréchaux par exemple, mais ne déméritant pas au niveau de ses titres de noblesse dans le régime napoléonien.

### *Caulaincourt avant l'ambassade de Saint-Pétersbourg*

Armand-Augustin-Louis de Caulaincourt, futur premier duc de Vicence, est né à Caulaincourt<sup>34</sup>, le 9 décembre 1773, fils de Gabriel-Louis, et de Anne-Joséphine de Barandier de la Chaussée d'Eu<sup>35</sup>. Le général Gabriel de Caulaincourt (1740-1808), issu d'une famille de grande noblesse militaire de Picardie, avait suivi la carrière des armes sous les ordres du maréchal de Broglie<sup>36</sup>. À la Révolution, il n'émigra pas mais prêta serment à la constitution en 1791. Lié à Alexandre de Beauharnais<sup>37</sup>, il resta fidèle à Joséphine puis à Napoléon qui le fit sénateur en 1805, jusqu'à sa mort en 1808. La duchesse d'Abrantès<sup>38</sup> qui l'avait connu, fait de lui cet éloge : « Pour ceux qui ont connu cet excellent homme, dire son nom, c'est rappeler tout ce qui est bon, honorable et honoré »<sup>39</sup>. Il avait épousé la mère d'Armand de Caulaincourt, Anne-Joséphine de la Chaussée d'Eu, le 29 mars 1770, qui lui donna cinq enfants. Deux fils, le duc de Vicence et Auguste-Jean-Gabriel (1777-1812), général de division, qui fut le grand écuyer du roi Louis de Hollande, et qui mourut à la

---

<sup>34</sup> Caulaincourt, département de l'Aisne, arrondissement de Saint-Quentin, canton de Vermand.

<sup>35</sup> Service historique de la Défense, Yd 407, Caulaincourt, « Extrait des registres de baptême de la paroisse de St-Quentin de Caulaincourt, diocèse de Noyon, élection de St-Quentin, pour l'an mil sept cent soixante douze ». Cet extrait donne comme date de naissance le 9 décembre 1772, mais il s'agit vraisemblablement d'une erreur. En effet, cet extrait a été fait en 1788 et triche peut-être volontairement sur la date afin de vieillir Caulaincourt et de faciliter ainsi son avancement. Un autre extrait de baptême, fait à Saint-Quentin, le 27 février 1813, rétablit la date exacte.

<sup>36</sup> Victor Français duc de Broglie (1718-1804) : maréchal de France en 1759, Broglie est ministre de la Guerre en 1789, il dirige les armées des émigrés à partir de 1792, avant de se mettre au service de l'Angleterre puis de la Russie.

<sup>37</sup> Alexandre François Marie vicomte de Beauharnais (1760-1794) : sert sous Rochambeau en Amérique, député aux États généraux, général de division en 1793, il dirige l'armée du Rhin. Il est exécuté en 1794 pour son échec devant Mayence. Époux de Joséphine Tascher de La Pagerie, l'impératrice Joséphine, père d'Eugène et Hortense de Beauharnais.

<sup>38</sup> Laure-Adélaïde-Constance Permon, épouse Junot, duchesse d'Abrantès (1784-1838) : célèbre mémorialiste, la duchesse d'Abrantès a épousé Junot en 1800 et suit le destin de son époux jusqu'à la mort tragique de celui-ci. Ses *Mémoires* sont célèbres, malgré des inexactitudes dues à l'imagination débordante de leur auteur.

<sup>39</sup> *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, édition Garnier, Paris, s.d., t. II, p. 392. Cité par Jean Hanoteau, *Mémoires de Caulaincourt*, Paris, Plon, 1933, 3 vol., p.11.

bataille de La Moscowa après avoir dirigé la prise de la Grande Redoute, action qui décida de la victoire française. Trois filles, Augustine-Louise<sup>40</sup>, Augustine-Amicie<sup>41</sup> et Almerine-Charlotte-Gabrielle, qui mourut jeune.

Jean Hanoteau résume dans son introduction aux mémoires de Caulaincourt, l'influence de ses origines sur le personnage : « le duc de Vicence appartenait à une très vieille famille féodale, dont l'ancienneté de la noblesse ne fut jamais contestée et au sein de laquelle se rencontrent de nombreux chevaliers de Malte. Race purement militaire et, si l'on en excepte quelques alliances normandes et la goutte de sang savoyard apportée par les Barandier<sup>42</sup>, race purement picarde. De ces deux origines, nous retrouverons les traces tout au long de l'histoire du grand écuyer »<sup>43</sup>. Caulaincourt sera marqué par ces influences, la première lui donnant « l'élégance chevaleresque du militaire [...] qui, sans rien perdre de son allant, ne dédaigne plus les cultures de l'esprit, sait embellir sa vie des charmes de l'art et n'est insensible ni aux splendeurs du décor, ni à la grâce de l'étiquette de cour », tout en gardant « une volonté de fer, une certaine dureté pour lui-même et pour les autres, une bravoure qui n'a pas besoin d'être exaltée. » De son côté picard, il a une « finesse mâtinée d'un soupçon d'ironie, [une] souplesse de l'esprit qui n'exclut pas la fermeté de caractère [...] ». Hanoteau conclut sur les origines de Caulaincourt en affirmant que malgré les campagnes militaires et les voyages, il « n'a jamais pu renier son terroir natal ».<sup>44</sup>

La jeunesse de Caulaincourt, entre sa Picardie et Versailles, et son éducation ne disposent pas de sources susceptibles de les éclairer. L'acte fondateur de la carrière du jeune homme est son engagement dans le régiment Royal-étranger, commandé par Théodore de Lameth<sup>45</sup>, le 13 janvier 1788, à l'âge de 14 ans. À partir de ce moment, et jusqu'à la mission diplomatique à Constantinople avec Aubert du Bayet, la carrière de Caulaincourt sera celle des armes. En observant ses états de service<sup>46</sup>, on remarque une première période qui culmine avec le poste d'aide de camp de son père, général jusqu'en 1792, puis, suite à la démission de celui-ci, une seconde carrière qui commence dans la garde nationale de Paris. En 1794, il est

---

<sup>40</sup> Elle épousa le comte Christophe de Mornay-Montchevreuil puis, en secondes noces, Ange-Philippe-Honoré, comte d'Esterno.

<sup>41</sup> Elle épousa Paul-Louis de Thélusson, baron de Copet puis Nicolas-Auguste-Marie-Rousseau, comte de Saint-Aignan, diplomate et pair de France.

<sup>42</sup> Famille de la mère de Caulaincourt.

<sup>43</sup> Introduction aux *Mémoires de Caulaincourt*, p. 15.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 16

<sup>45</sup> Théodore de Lameth (1756-1854) : après avoir participé à la guerre d'indépendance américaine, il est colonel au régiment de cavalerie Royal-étranger, avant d'être élu député à la Législative. Il est relevé de son commandement de général en 1793, et, réfugié en Suisse, reste à l'écart de la vie politique.

<sup>46</sup> Voir annexe n°7.

fait maréchal des Logis et combat dans l'Ouest, sous Kléber<sup>47</sup> puis Hoche<sup>48</sup>. Vite remarqué par son général, celui-ci le charge de porter au Comité de salut public une missive demandant une augmentation de grade pour le jeune officier, dont il fait l'éloge : « Sa tenue, sa conduite et ses talents militaires l'ont fait chérir et respecter de tout le régiment. J'ai cru, en vous l'indiquant, citoyens, comme pouvant être placé plus convenablement, faire un acte de justice et, pour les services que peut rendre à la République le citoyen Collencourt [sic], lui en rendre un moi-même »<sup>49</sup>. Finalement, celui qui va aider l'avancement de Caulaincourt, c'est le général Aubert du Bayet, dont il devient l'aide de camp et qu'il suit à Constantinople en 1796.<sup>50</sup>

Revenu de Turquie, en accompagnant l'ambassadeur ottoman, à Paris, il est muté dans l'armée d'Allemagne jusqu'en 1801. Il est d'abord employé à l'inspection de la cavalerie, mais il préfère un commandement : en 1798, il est chef d'escadron au 8<sup>e</sup> régiment de cavalerie. Mais c'est avec le 2<sup>e</sup> Carabiniers qu'il va particulièrement s'illustrer, en 1799 sous Lecourbe<sup>51</sup>, en 1800 sous Moreau<sup>52</sup>. Le 2 novembre 1799, il est blessé à la bataille de Winheim, et sauvé par le dévouement de ses hommes. En décembre 1800, il est à Hohenlinden, où Moreau lui propose le grade de général de brigade qu'il refuse pour ne pas quitter son 2<sup>e</sup> Carabiniers (il ne sera général qu'en 1803). Cette relation avec Moreau, qu'il considère comme un père<sup>53</sup>, sans faire de lui un véritable opposant au régime, montre qu'il est encore loin des centres du pouvoir.

Sa désignation comme porteur de lettre auprès du tsar Alexandre à Saint-Pétersbourg va donner une nouvelle impulsion à sa carrière, et l'attacher définitivement à la personne de

---

<sup>47</sup> Jean-Baptiste Kléber (1753-1800) : sert sur le Rhin puis en Vendée où il est nommé général de division après sa victoire de Cholet, en 1793. Il est vainqueur en 1794 à Fleurus. Il suit Bonaparte en Egypte, en 1798 et prend le commandement de l'expédition après le départ de celui-ci, mais meurt assassiné par un jeune Syrien, en 1800.

<sup>48</sup> Louis Lazare Hoche (1768-1797) : général de division en 1793, il dirige l'armée de Moselle, puis combat dans l'Ouest. Il écrase les émigrés à Quiberon, en 1795. Son expédition en Irlande, en 1796, est un échec. Il meurt de la tuberculose. Un des généraux les plus remarquables de la Révolution.

<sup>49</sup> Hoche au Comité de Salut public, Locminé, 23 frimaire an III (13 décembre 1794). Cité par J. Hanoteau, *Introduction aux mémoires de Caulaincourt*, p. 21. Ce document est indiqué comme conservé au Service historique de la Défense, Yd 407, dossier Caulaincourt, mais il semble avoir disparu aujourd'hui, peut-être volé car écrit par le général Hoche.

<sup>50</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I, 1.

<sup>51</sup> Claude-Jean Lecourbe, comte (1759-1815) : général en 1794, il combat sur le Rhin puis à l'armée d'Helvétie. Il commande l'aile droite de l'armée de Moreau, en 1800. Ses liens avec ce général occasionnent sa disgrâce brutale en 1804. Il se rallie finalement à Napoléon, durant les Cent-Jours, pour défendre son pays.

<sup>52</sup> Jean-Victor Moreau (1763-1813) : général révolutionnaire, il sert à l'armée du Nord puis reçoit le commandement de celle-ci en 1795, puis de celle de Rhin-et-Moselle, en 1796. Il se distingue particulièrement par sa victoire de Hohenlinden contre les Autrichiens, en 1800. Opposant à Bonaparte, il est compromis par le complot Cadoudal-Pichegru de 1804 et exilé après un procès truqué qui ne satisfait pas Napoléon. Après un séjour au Etats-Unis, Moreau passe au service du tsar en 1813 mais meurt près de Dresde des suites d'une blessure reçue par un boulet.

<sup>53</sup> AN, Fonds Mornay-Soult 402 AP, Caulaincourt à Mme d'Harville, Döllingen, près de Stuttgart, le 14 floréal an IX (4 mars 1801). Caulaincourt appelle Moreau son « père ».

Napoléon Bonaparte.<sup>54</sup> Au retour de Russie, en 1802, il est fait aide de camp du Premier consul, alors qu'il n'a jamais servi sous son commandement, mais il peut se prévaloir de ses relations personnelles avec Joséphine et Talleyrand<sup>55</sup>, ainsi que de son nom et de ses états de service impeccables. Cette fonction d'aide de camp implique que le jeune officier escorte Bonaparte dans ses déplacements et à l'armée, proximité qui explique les faveurs qui l'accablent : en 1803 il est fait général et chargé de la formation de la 112<sup>e</sup> demi-brigade. En 1804, dans le contexte du changement de régime, l'affaire du duc d'Enghien voit l'implication de Caulaincourt, bien que son rôle soit mineur. Contrairement à ce que purent penser ses détracteurs, c'est le général Ordener<sup>56</sup>, le grand écuyer de l'impératrice, et non lui qui fut chargé de l'enlèvement du duc : Caulaincourt était chargé de faire parvenir au gouvernement de Bade la proclamation de Talleyrand qui justifiait l'acte. Il est certain aussi que la nouvelle de la mort du prince fut un choc pour l'aide de camp de Napoléon<sup>57</sup>, dont le nom fut, à tort, taché à jamais par l'affaire<sup>58</sup>.

La proclamation de l'Empire entraîne une nouvelle promotion : il devient aide de camp de l'Empereur mais surtout grand écuyer. Cette fonction de grand dignitaire de la Cour impériale suppose une présence presque constante auprès de Napoléon, dans ses déplacements en France, comme lors de ses campagnes militaires à l'étranger. Le grand écuyer avait une fonction essentielle auprès de l'Empereur, devant par exemple lui présenter son fauteuil à table ou lui donner son cheval sur le champ de bataille si le sien venait à mourir. Lors du Sacre, Caulaincourt dirige le cortège impérial et il est bien visible sur le tableau de David<sup>59</sup>, non loin de son ami Talleyrand. Lors des campagnes de 1805, 1806 et 1807 il accompagne Napoléon du fait de son office de grand écuyer et d'aide de camp : il est le témoin des grandes heures de l'épopée, comme il sera celui des revers et des défaites. En 1805, il est aussi promu au grade de général de division qui sera le sommet de sa carrière militaire. En 1807, il est désigné comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, s'éloignant des faveurs de son maître qui le fait toutefois duc de Vicence en 1808. N'oublions pas non plus son accession à la Légion d'honneur dont il est fait grand officier en 1805. Au moment de son départ pour la Russie,

---

<sup>54</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I, 2 : « la première mission de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg en 1801 ».

<sup>55</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, chapitre I, 1 et 2, et 2<sup>e</sup> partie, chapitre I, 3.

<sup>56</sup> Michel Ordener, comte (1755-1811) : participe à la campagne d'Italie en 1796. Il est chargé d'enlever le duc d'Enghien en 1804 et commande la cavalerie de la Garde à Austerlitz qui marque la fin de sa carrière militaire. Il est ensuite fait sénateur et premier écuyer de l'Impératrice.

<sup>57</sup> Comtesse de Rémusat, *Mémoires (1802-1808)*, édités par Paul de Rémusat, Paris, Plon, 1879-1880, t. I, p. 327.

<sup>58</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 3, pour les échos de cette affaire chez les Russes.

<sup>59</sup> Voir annexes, iconographie, pour la localisation de Caulaincourt.

Jacques Louis David (1748-1825) : le plus grand peintre de la période révolutionnaire, « artiste patriote », il organise les fêtes révolutionnaires et siège au Comité de sûreté générale. Il devient peintre de l'Empereur et signe le fameux *Sacre*.

Caulaincourt est donc comblé par Napoléon, devenu une sorte de favori, malgré le fait qu'il n'a participé ni au siège de Toulon, ni à la première campagne d'Italie, ni à l'expédition d'Égypte comme les autres « proches » de l'Empereur (Duroc, Savary, Junot, Marmont, etc.).

### *Caulaincourt après 1811*

Comme nous le verrons<sup>60</sup>, le retour de Russie, en juin 1811, sonne comme une semi-disgrâce pour Caulaincourt, qui reprend néanmoins sa place dans la cour impériale. Cependant, le désastre de 1812, qu'il a prophétisé, et le retour en traîneau aux côtés de l'Empereur donnent une nouvelle ampleur à sa carrière. Dès 1813, il est nommé grand maréchal de Napoléon, en remplacement de Duroc et avant que le général Bertrand soit nommé à cette fonction. Il devient surtout, la même année, ministre des Relations extérieures, aboutissement de sa carrière diplomatique. Il est l'envoyé de Napoléon au Congrès de Prague, en 1813 à celui de Châtillon, en 1814 et tente, sans succès, de conclure la paix entre son maître et les alliés coalisés contre la France. Son rôle est prépondérant lors de l'abdication de Fontainebleau, racontée dans ses *Mémoires*<sup>61</sup>, lorsqu'il est témoin de la tentative de suicide de Napoléon et qu'il reçoit sa renonciation au trône. Son amitié avec le tsar Alexandre permet aussi au grand écuyer d'obtenir pour son empereur l'île d'Elbe, comme lieu d'exil, plutôt qu'un lieu plus éloigné. Le tsar tente de recommander le duc de Vicence au roi Louis XVIII mais son ami est trop marqué par son action auprès de Napoléon et comprend qu'il ne trouvera pas sa place dans le nouveau régime. Le retour de l'Empereur, durant les Cent-Jours, lui permet de retrouver un périlleux ministère des Relations extérieures qui s'achève rapidement, avec la défaite impériale de Waterloo, en juin 1815. Après avoir été choisi comme membre du gouvernement provisoire qui procède à la seconde abdication de Napoléon puis à la reconnaissance de Louis XVIII comme roi des Français, Caulaincourt quitte définitivement la vie politique. Les dernières années de sa vie se passent en exil, en Picardie, avec la duchesse de Vicence, à mettre en forme ses mémoires et à se justifier notamment de son action lors de l'affaire du duc d'Enghien. Le duc de Vicence décède à Paris, le 19 février 1827.

L'ampleur de la carrière est indéniable, prouvant que, malgré les critiques souvent

---

<sup>60</sup> Voir Conclusion générale.

<sup>61</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. III.

acerbes de Napoléon à son égard, la faveur de Caulaincourt ne s'est jamais démentie. Malgré cela, sa place dans l'histoire impériale est relativement minimisée, son rôle n'étant reconnu qu'aux derniers moments de l'Empire, comme symbole d'une politique de paix. À l'inverse de la plupart des dignitaires impériaux, il n'a pas attiré de façon exclusive l'attention des historiens. Il convient, désormais, d'observer sa place dans l'historiographie impériale et, plus généralement, d'étudier les travaux qui concernent les relations franco-russes et l'ambassade de 1807-1811.

### 3. Historiographie des relations franco-russes et de Caulaincourt.

#### *Introduction*

L'alliance franco-russe, au centre de la politique européenne des années 1807-1812, occupe une place non négligeable dans l'historiographie de l'Empire, mais une place souvent conditionnée par son contexte d'élaboration. L'ambassade de Caulaincourt, si elle n'est pas étudiée pour elle-même, est bien sûr indissociable de cette question, qu'elle parcourt presque entièrement (excepté le traité de Tilsit et les brèves ambassades de Savary et Lauriston). Le personnage de Caulaincourt, enfin, malgré le peu d'études spécialisées, reste une figure omniprésente de l'histoire de la période, acteur d'un grand nombre d'événements essentiels. La conjonction des références liées à l'alliance russe et celles liées à Caulaincourt permet de délimiter un ensemble d'ouvrages qui renseignent sur le travail du duc de Vicence en Russie, sur ses relations, sur sa pensée parfois.

L'évolution de l'historiographie de l'Empire aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles est aussi visible dans les approches du sujet, l'aspect polémique des questions (responsabilité du conflit de 1812, trahisons de Talleyrand et de Caulaincourt) s'estompant au fur et à mesure, les nouvelles approches historiques bouleversant les thématiques et les centres d'intérêt. Excepté quelques grandes éditions au XX<sup>e</sup> siècle (comme les *Mémoires* de Caulaincourt en 1933<sup>62</sup>), la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle voit la publication massive de Mémoires de contemporains impliqués plus ou moins directement dans l'histoire de l'Empire, témoins français ou russes qui constituent l'essentiel de l'historiographie sur l'alliance franco-russe.

L'alliance de la fin du siècle entre la France et la Russie remet le sujet au goût du jour avec la grande œuvre de Vandal, celles du grand-duc Mikhaïlovitch ou de Serge Tatichtchev.

---

<sup>62</sup> CAULAINCOURT Armand de, *Mémoires du général de Caulaincourt, duc de Vicence, Grand écuyer de l'Empereur, introduction et notes de Jean Hanoteau*, Paris, Plon, 1933, 3 vol.

Jusqu'au premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle les questions de politique européenne font l'objet de l'attention des grands historiens de l'Empire, les ouvrages d'érudition se multipliant et fixant les événements qui marquent la période.

Dans la seconde partie du siècle, l'histoire s'oriente vers des voies nouvelles qui négligent ces questions et les rares ouvrages qui persistent à les traiter sont d'un intérêt mineur. Les monographies les plus récentes, à l'exemple du livre de Ratchinski sur Napoléon et Alexandre<sup>63</sup>, mettent en avant les questions idéologiques ou envisagent des synthèses sur le travail diplomatique, rationalisant les études et mettant en relation les expériences individuelles.

La biographie, enfin, domaine de prédilection de l'histoire impériale (trop souvent cantonnée aux personnalités militaires malheureusement), après une longue crise au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, connaît un certain renouveau qui implique de nouvelles méthodes et de nouvelles thématiques, présageant des études neuves sur les figures de l'Empire. Après cette vision d'ensemble des grandes tendances historiographiques, il s'agit de voir concrètement le traitement qui est accordé aux relations franco-russes, à l'ambassade de Caulaincourt, et à la figure même du duc de Vicence.

### *Les mémoires au XIX<sup>e</sup> siècle*

Les ouvrages qui représentent la première période de l'historiographie impériale sont ceux écrits par les contemporains, c'est-à-dire les mémoires<sup>64</sup>. Il n'est pas besoin de dire la masse considérable que cette production représente, publiée progressivement au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Il faut toutefois préciser que la valeur de ces textes est très aléatoire (voir le livre de Jean Tulard qui répertorie les mémoires et précise leur intérêt historique<sup>65</sup>) : souvent rédigés dans un contexte de justification et répondant parfois à d'autres mémoires. Les expériences militaires sont innombrables, mais on trouve aussi les textes des grands collaborateurs de Napoléon (Fouché, Cambacérès, Savary<sup>66</sup>,...) ou de particuliers qui estiment que leur expérience apporte quelque chose à l'histoire de leur époque : il s'agit notamment d'hommes et

---

<sup>63</sup> RATCHINSKI André, *Napoléon et Alexandre Ier, La guerre des idées*, Bernard Giovanongeli, 2002, 403 p.

<sup>64</sup> Voir bibliographie, sources imprimées.

<sup>65</sup> TULARD Jean (dir.), *Bibliographie critique des mémoires sur le consulat et l'empire écrits ou traduits en français*, Genève, 1971, 182 p., rééd. Paris, Droz, 1991.

<sup>66</sup> SAVARY, *Mémoires du duc de Rovigo. Edition nouvelle refondue et annotée par Désiré Lacroix*, Paris, Garnier, 1900, 5 vol.

surtout de femmes de cour (Mme de Rémusat<sup>67</sup>, la comtesse de Boigne<sup>68</sup>, la duchesse d'Abrantès,...) dont la véracité des dires est en conflit perpétuel avec la recherche de l'anecdote percutante.

L'alliance franco-russe est évidemment très présente dans le corpus des mémoires du Premier empire mais elle sert plus de toile de fond que d'objet de réflexion et Caulaincourt n'est souvent que mentionné : on ne trouve aucune analyse de son ambassade. Seuls les mémoires de personnages directement impliqués dans l'alliance, comme Savary, lui-même présent à Saint-Pétersbourg en 1807, y consacrent une place importante. Les autres mémoires ne s'intéressent jamais directement à l'ambassade du duc de Vicence, et ne sont donc pas d'une grande pertinence pour notre sujet. L'affaire de l'enlèvement du duc d'Enghien, auquel est mêlé Caulaincourt, intéresse plus les mémorialistes, jusqu'à Chateaubriand dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*<sup>69</sup>. Le statut de grand écuyer est parfois évoqué (comme chez la comtesse de Boigne dans une de ses fameuses anecdotes<sup>70</sup>), mais c'est surtout la fin de l'Empire, peut-être à juste titre, qui fait couler le plus d'encre : tous s'accordent à voir en Caulaincourt un personnage central de la période 1812-1815, depuis son opposition opiniâtre lors de la campagne de Russie, jusqu'à son appartenance au gouvernement provisoire de Fouché après les Cent-Jours, en passant par les négociations de Prague, Châtillon et Paris. Une majorité de mémoires consacre donc quelques pages à définir la personnalité du duc de Vicence, parfois de façon hautement élogieuse, tel Castellane<sup>71</sup>, parfois moins, comme Talleyrand<sup>72</sup>.

S'il est parfois intéressant de voir les représentations de Caulaincourt dans le corpus « classique » des mémoires d'Empire, ceux-ci ont donc rarement été utiles pour notre étude<sup>73</sup>. Les mémoires les plus pertinents et les plus détaillés sur l'ambassade de Saint-Pétersbourg sont de deux catégories : ceux écrits par des Français en Russie (voyageurs, émigrés, ou artistes) et ceux écrits par des Russes proches des milieux de Cour ou témoins privilégiés des relations franco-russes. La production est assez conséquente et presque exclusivement en français. Là encore, les mentions de Caulaincourt sont éparées et souvent très contrastées, là

---

<sup>67</sup> RÉMUSAT comtesse de, *Mémoires (1802-1808)*, édités par Paul de Rémusat, Paris, Plon, 1879-1880, 3 vol.

<sup>68</sup> BOIGNE comtesse de, *Mémoires de la comtesse de Boigne, née d'Osmond. Récits d'une tante*, nouvelle édition présentée par Jean-Claude Berchet, Paris, Mercure de France, 1986, 2 vol.

<sup>69</sup> CHATEAUBRIAND René de, *Mémoires d'outre-tombe*, Paris, Gallimard, « La Pléiade », 1970, 2 vol.

<sup>70</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, chapitre III, 2.

<sup>71</sup> CASTELLANE Boniface, marquis de, *Journal du maréchal de Castellane*, publié par la comtesse de Beaulaincourt, née Castellane et P. Le Brethon, Paris, Plon, 1895-7, 5 vol.

<sup>72</sup> TALLEYRAND, *Mémoires du prince de Talleyrand publiés avec une préface et des notes, par le duc de Broglie*, Paris, Calmann-Lévy 1891-1892, 5 vol.

<sup>73</sup> On peut mentionner essentiellement les mémoires de Savary, ceux de Talleyrand, de Metternich, de Ségur pour la campagne de 1812, voire ceux de la comtesse de Boigne et du comte de Rambuteau.

encore des personnalités comme le tsar Alexandre peuvent monopoliser l'attention du mémorialiste au détriment d'autres sujets. Néanmoins, on y trouve des références très pertinentes pour notre sujet et surtout les évocations de l'univers dans lequel l'ambassadeur évolue à Saint-Pétersbourg<sup>74</sup>. Parmi les mémoires de Français en Russie, on peut signaler ceux d'émigrés comme Langeron ou le baron Damas<sup>75</sup> qui donnent une bonne idée de la vie en Russie à cette époque, même si l'aspect militaire est particulièrement mis en valeur. Il faut noter qu'en général la campagne de 1812 occupe une place prépondérante au détriment des périodes précédentes. Les mémoires de Domergue<sup>76</sup>, régisseur du théâtre de Moscou et grand voyageur sont aussi utiles pour appréhender la vie de ces Français en Russie, témoins d'un cosmopolitisme hérité du siècle des Lumières.

Les mémoires de Russes, témoins de l'alliance franco-russe, sont sans conteste ceux qui nous ont été les plus utiles. Il s'agit d'une part d'ouvrages de grands personnages politiques comme Tchitchagoff, amiral russe admirateur de Bonaparte et ami de Caulaincourt, et dont les mémoires sont malheureusement lacunaires pour la période qui nous intéresse<sup>77</sup>, ou comme le polonais Czartoryski, animateur du cabinet noir d'Alexandre et fervent partisan de la renaissance de son pays sous l'égide russe<sup>78</sup>. À côté de ces témoignages au contenu plus politique, on trouve de nombreux mémoires issus de membres de la Cour et plus particulièrement de femmes. Véritables homologues slaves de la comtesse de Boigne ou de Madame de Rémusat, les comtesses Golovine<sup>79</sup>, Edling<sup>80</sup> ou Potocka<sup>81</sup> suivent avec attention les événements qui marquent leur temps, tout en laissant une place centrale aux différentes intrigues de cour, aux ragots, aux anecdotes. Il n'est pas étonnant dans ces conditions d'y retrouver Caulaincourt, souvent victime de remarques acerbes de la part de ces femmes qui voient en son maître rien moins que l'Antéchrist. Malgré cet aspect, l'ensemble de ces mémoires permet de confronter les opinions sur Caulaincourt et d'élaborer une synthèse de la vision de ses contemporains, tout en gardant à l'esprit les dangers de cette littérature : son peu

---

<sup>74</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, chapitre III, 3.

<sup>75</sup> DAMAS baron de, *Mémoires du Baron de Damas, publiés par son petit-fils*, Paris, Plon, 1922, 2 vol.

<sup>76</sup> DOMERGUE Armand, *La Russie pendant les guerres de l'Empire, 1805-1815. Souvenirs historiques d'Armand Domergue*, recueillis et publiés par Melchior Tiran, Paris, Arthur Bertrand, 1835, 2 vol.

<sup>77</sup> TCHITCHAGOFF amiral, *Mémoires de l'amiral Tchitchagoff (1767-1849), avec une notice biographique, d'après des documents authentiques*, Leipzig, 1862, 229 p.

<sup>78</sup> CZARTORYSKI Adam, *Mémoires du prince Czartoryski et correspondance avec l'empereur Alexandre I<sup>er</sup>. Préface de Charles de Mazade*, Paris, Plon, 1887, 2 vol., in-8°, t.1. 438 p., t.2. 396 p.

<sup>79</sup> GOLOVINE princesse, *Souvenirs de la princesse Golovine, née princesse Galitzine. Introduction et notes de K. Waliszewski*, Paris, Plon, 1910, XXXVIII-431 p.

<sup>80</sup> EDLING comtesse, *Mémoires de la comtesse Edling (née Stourdza)*, Moscou, imprimerie du Saint-Synode, 1888, in-16, II-284 p.

<sup>81</sup> POTOCKA princesse, *Mémoires de la princesse Potocka*, C. Stryenski, Paris, L'Harmattan, 2005, XIII-XXXI-424 p.

d'historicité dans certains cas, montrés par Jean Tulard dans sa bibliographie, ses incohérences (liées souvent aux délais de rédaction), sa volonté de justification ou de démonstration, etc. S'il faut rester vigilant face à ces textes, d'autant plus dans notre étude où sont abordées des questions sujettes à polémique comme l'affaire du duc d'Enghien ou les responsabilités de la campagne de Russie, on ne peut les négliger, surtout en ce qui concerne l'historiographie du premier XIX<sup>e</sup> siècle.

### *Les grands travaux d'érudition de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*

Les histoires de l'Empire se multiplient au cours du siècle, s'attachant à décrire dans le détail les guerres de l'Empire et les événements de la politique européenne. Napoléon est bien entendu au centre de toute cette littérature, entraînant une production historiographique rarement égalée. Il est évident que des événements aussi déterminants que la paix de Tilsit, l'alliance franco-russe ou la campagne de Russie tiennent une place de premier choix dans ces récits. Mais c'est la diplomatie contemporaine qui va permettre l'élaboration des grandes synthèses sur ces questions. En effet, après la guerre de 1870, les objectifs stratégiques de la France l'amènent à se tourner vers la Russie, qu'elle a pourtant combattue en Crimée de 1853 à 1856. L'alliance est loin d'aller de soi et les antécédents historiques ne sont pas là pour la renforcer. Toutefois, après de nombreuses hésitations, les deux pays se rapprochent au cours des années 1890, jusqu'à pouvoir présenter, au commencement de la Grande Guerre, un plan commun d'attaque contre l'Empire allemand de Guillaume II. Si les politiques rechignent longtemps à l'alliance franco-russe, les populations des deux pays sont enthousiastes à cette idée et tout un ensemble de relations se forment, dont l'exemple le plus fameux est le système des emprunts russes. Au niveau culturel, et plus particulièrement dans le domaine historique, les érudits ne restent pas inactifs, du côté français comme du côté russe. L'alliance entre Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup>, malgré sa conclusion tragique, représente le seul antécédent concret de relations entre les deux pays.

Parmi les ouvrages français de l'époque, *Napoléon et Alexandre, l'alliance franco-russe sous le premier empire* d'Albert Vandal<sup>82</sup>, par ailleurs auteur d'un travail sur le coup d'État de Bonaparte et les premières années du Consulat, va s'imposer comme la somme sur le sujet, et

---

<sup>82</sup> VANDAL Albert, *Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup>, l'alliance russe sous le premier empire. I. De Tilsit à Erfurt*, Plon, Paris, 1891. 527 p.

ce jusqu'à aujourd'hui, malgré sa parution en 1891. Cet ouvrage, découpé en trois tomes de 500 pages environ, retrace dans le détail toutes les péripéties des relations franco-russes sous le premier Empire, du lendemain de la bataille d'Austerlitz au franchissement du Niémen par les troupes napoléoniennes en 1812. Il s'agit d'un véritable travail d'érudition, s'appuyant sur les archives françaises, ainsi que sur quelques papiers russes et sur le manuscrit des mémoires de Caulaincourt, qui n'est cependant pas explicitement cité. Tous les détails de l'alliance sont narrés par Albert Vandal qui garde une grande objectivité, tout en montrant comment pouvait être évitée l'issue funeste qui marque les relations entre les deux empereurs. Caulaincourt est omniprésent dans cet ouvrage, mais plus comme intermédiaire que comme véritable acteur du jeu diplomatique. Les conditions de son ambassade à Saint-Pétersbourg ne sont pas décrites et son caractère est très brièvement analysé par l'auteur, auquel le titre de son ouvrage impose un point de vue particulier. Si par certains aspects (présentation, thèmes abordés, style de l'auteur) *Napoléon et Alexandre* peut paraître vieilli à l'historien du XXI<sup>e</sup> siècle, il n'en reste pas moins le livre le plus ambitieux sur la question, et une référence incontournable pour toutes les monographies postérieures, qui reconnaissent leur dette envers Albert Vandal. Cet ouvrage est un des principaux outils de cette étude, notamment pour tout ce qui concerne les questions de politique européenne, qui ne constituent pas le cœur de notre sujet : pour plus de précisions sur certains événements, il s'agira de s'y reporter.

C'est un Français qui fournit la première œuvre aboutie sur l'alliance franco-russe, mais les Russes ne restent pas en retrait, surtout en ce qui concerne un moment de leur histoire jugé si glorieux, véritable fondement de leur nation au XIX<sup>e</sup> siècle. Serge Tatichtchev, s'appuyant sur un certain nombre de lettres inédites d'Alexandre, retrace à la façon de Vandal les péripéties de l'alliance<sup>83</sup>. L'optique reste sensiblement identique. Le Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch Romanov, grande figure de l'historiographie russe et ami de l'historien français Frédéric Masson, fournit quant à lui une œuvre immense d'édition<sup>84</sup>. Après une longue introduction (en russe) qui retrace les grands moments de l'alliance, six volumes fournissent, comme le titre du livre l'indique, l'ensemble des papiers produits par les ambassadeurs. Le titre de l'ouvrage est toutefois trompeur, puisque seuls les papiers de Caulaincourt et de Lauriston sont édités : il n'y a pas traces des documents produits par les ambassadeurs russes à Paris. À noter aussi que cette édition s'appuie sur les archives du ministère des Affaires

---

<sup>83</sup> TATICHTCHEV Serge, *Alexandre et Napoléon d'après leur correspondance inédite, 1801-1812*, Paris, Perrin, 1891, XIII-640 p.

<sup>84</sup> NICOLAS MIKHAÏLOVITCH Grand-duc, *Les Relations diplomatiques de la Russie et de la France, d'après les rapports des ambassadeurs d'Alexandre et de Napoléon, 1808-1812*, Saint-Pétersbourg, Manufacture des papiers de l'État, 1905-1914, 6 vol., 263 p., 411 p., 409 p., 435 p., 429 p., 439 p.

étrangères et, de ce fait, ne concerne que la correspondance politique et néglige d'autres sources, comme les archives privées de la famille Caulaincourt. Si l'apparat critique de cette édition n'est pas très développé (peu de notes), on remarque la présence d'un index qui fait de ces volumes une référence primordiale pour l'étude de ces questions et des personnages qui y sont rattachés.

Après ces grands travaux (auxquels on peut ajouter le livre d'Alexandre Tratchevskii<sup>85</sup>) qui paraissent à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, sommet de la seconde alliance franco-russe, l'historiographie sur la question ralentit fortement. Toutefois, différentes questions annexes sont traitées dans le même souci d'érudition. On peut ainsi citer l'ouvrage de Mouravieff sur la Russie et la Turquie à l'époque des guerres napoléoniennes où Caulaincourt est présent du fait de ses discussions avec Roumiantzov au sujet du partage de l'empire Ottoman<sup>86</sup>. Plus généralement les travaux d'Edouard Driault<sup>87</sup> sur la politique extérieure de Napoléon et ceux d'Emile Dard<sup>88</sup> sur Talleyrand marquent l'intérêt persistant pour les questions européennes, jusque dans les années 1930 qui voient émerger de nouveaux centres d'intérêt historiographiques. Les historiens considèrent que les relations franco-russes ne nécessitent plus de travaux d'ensemble, après la floraison de publications au tournant du siècle (on peut aussi penser que le contexte de l'après 1917 s'y prête moins...). Si Caulaincourt est apparu dans cette production sur l'alliance franco-russe et s'il reste attaché à la fin de l'Empire, notamment dans les écrits de ses contemporains, il manque un témoignage de choix pour le faire accéder au statut de personnage principal de l'histoire impériale : le sien.

### *Les Mémoires de Caulaincourt par Jean Hanoteau*

Il était de notoriété publique que Caulaincourt rédigeait, loin des yeux de Napoléon, un journal où il reproduisait ses conversations avec l'Empereur, qu'il avait suivi de 1804 à 1807, puis surtout de 1812 à 1814. Après 1815, retiré dans ses terres, Caulaincourt travaillait à la mise en forme de ses notes sous forme de mémoires, devant servir d'une part à l'histoire de

---

<sup>85</sup> TRATCHEVSKII Aleksandre Semenovitch, *Rapports diplomatiques de la Russie avec la France à l'époque de Napoléon Ier*, Saint-Petersbourg, Stasoulevitch, 1890-1893, 6 vol.

<sup>86</sup> MOURAVIEFF Boris, *L'Alliance russo-turque au milieu des guerres napoléoniennes*, Neuchâtel, Baconnière, 1934, 423 p.

<sup>87</sup> DRIAULT Édouard, « La Reprise de Constantinople et l'alliance franco-russe », *Revue des Études napoléoniennes*, 1915, p. 340-411.

<sup>88</sup> DARD Émile, *Napoléon et Talleyrand*, Paris, Plon, 1935, 420 p.

Napoléon, mais surtout à la justification du duc de Vicence en ce qui concerne l'affaire du duc d'Enghien. La mort de Caulaincourt avant la parution des mémoires, et la crainte des descendants de salir en quoi que ce soit l'honneur de leur aïeul en faisant paraître le document, interdirent l'accès à des informations essentielles pour l'histoire de la campagne de 1812 et pour celle de l'abdication de Napoléon. Il fallut se contenter des *Souvenirs du duc de Vicence* par la très productive et très peu véridique Charlotte de Sor<sup>89</sup> qui reproduisit selon sa fantaisie, plus que selon les soi-disant paroles recueillies auprès de Caulaincourt, les mémoires oubliés. Si le succès fut au rendez-vous (il l'était toujours à cette époque), les grandes entreprises historiques de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle comme celle de Vandal attirèrent l'attention sur le duc de Vicence et cherchèrent à prendre connaissance du manuscrit original. Vandal put y accéder<sup>90</sup> mais c'est seulement 40 ans plus tard que Jean Hanoteau fut autorisé à procéder à une édition scientifique.

Le manuscrit original étant réputé détruit lors de l'incendie du château de Caulaincourt durant la première guerre mondiale, Hanoteau utilisa la copie de la main de l'auteur pour publier son édition en deux parties et trois volumes, les deux premiers consacrés à la Russie, le dernier à l'abdication de Fontainebleau. Finalement, la découverte du manuscrit original dans des décombres entraîna l'ajout d'une annexe à la fin du troisième volume, afin de rendre compte des éventuelles divergences entre les manuscrits. Cette édition fut considérée comme une œuvre définitive, révélant enfin l'ampleur de l'implication de Caulaincourt auprès de Napoléon à la fin de l'Empire, devenant une référence de premier rang sur la retraite de Russie et sur la tentative de suicide de Napoléon et la défection de Marmont. Le retour en traîneau avec l'Empereur de la Bérézina à Paris a été particulièrement utilisé par les historiens, du fait du grand nombre de réflexions que fait Napoléon sur son histoire personnelle, sur ses subordonnés, sur les causes de la débâcle de Russie et sur ses conséquences prévisibles. Mais à côté des informations fournies par les mémoires eux-mêmes, il faut mettre en avant le travail d'édition de Jean Hanoteau, parfaitement remarquable. Les notes sont d'une rare précision, mettant en relation les mémoires avec les papiers de Caulaincourt mais aussi d'autres documents de contemporains, offrant ainsi un corpus de textes impressionnant. On peut aussi signaler la présence d'un index et d'annexes pour les variantes. Mais le plus intéressant est la longue introduction par Hanoteau (200 pages environ) qui, en plus de présenter les *Mémoires* et son propre travail, retrace la vie de Caulaincourt à travers un texte bref et précis, extrêmement bien référencé. Dans un parfait souci d'objectivité, sans analyses

---

<sup>89</sup> SOR Charlotte de, *Souvenirs du duc de Vicence*, Paris, Levavasseur, 1837, 2 vol.

<sup>90</sup> L'auteur cite de nombreux passages des *Mémoires de Caulaincourt* mais indique en note « source inédite ».

partisanes, Hanoteau donne une vision d'ensemble et ouvre des pistes, notamment en ce qui concerne l'ambassade de Saint-Pétersbourg, qu'il aborde cependant de façon superficielle. De toutes façons, il l'annonce lui-même dès le départ : son introduction (aussi intéressante soit-elle) n'est là que pour rendre intelligible le texte qui va suivre et ne peut constituer une biographie de Caulaincourt, au sens scientifique du terme. Malgré cette nuance, l'introduction des mémoires du duc de Vicence constitue le travail le plus abouti sur celui-ci. De plus, même si elle ne définit pas de façon formelle le caractère et les aspirations de Caulaincourt, elle statue définitivement sur l'affaire du duc d'Enghien par exemple, écartant la responsabilité de celui-ci (et peu d'historiens se risqueront à affirmer le contraire par la suite). Malgré toutes ses qualités, on peut cependant penser que ce texte a détourné les historiens d'une biographie dite « définitive » de Caulaincourt : l'introduction et les *Mémoires* semblaient suffisants pour cerner le personnage, ce qui est sûrement exagéré. Comme l'indique lui-même l'auteur, ce texte reste une introduction et n'est pas une biographie au sens scientifique du terme. De plus, Jean Hanoteau avoue la nécessité de s'intéresser plus en profondeur à l'ambassade de Saint-Pétersbourg (qui occupe une place minime, tant dans l'introduction que dans les *Mémoires* eux-mêmes), et surtout au rôle réel de Caulaincourt, à son bilan. Cette idée a été une des bases de notre travail.

### *Les dernières productions*

La seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle est loin d'être une période florissante pour l'historiographie de l'alliance franco-russe. Seul l'historien Constantin de Grünwald travaille exclusivement sur ces questions, tout en les replaçant dans le contexte général des relations entre les deux pays au cours des siècles<sup>91</sup>. Mais l'histoire des relations internationales a beaucoup évolué, délaissant les travaux de pure érudition pour envisager de nouvelles approches des rapports entre pays. Peu à peu les relations franco-russes sont diluées dans une vision plus large, géographiquement et chronologiquement, qui cherche à dégager des tendances, de grandes lignes, à la politique de Napoléon, à l'exemple du *Grand Empire* de Tulard<sup>92</sup>. De même, les études sur le personnel diplomatique commencent timidement à se

---

<sup>91</sup> GRÜNWARD Constantin de, *Les alliances franco-russes*, Paris, 1965, 407 p.

<sup>92</sup> TULARD Jean, *Le Grand Empire, 1804-1815*, Paris, Albin Michel, 1982, 365 p.

répandre, avec notamment le très bon ouvrage de Whitcomb, *Napoléon's diplomatic service*<sup>93</sup> qui fait une large part à Caulaincourt, le montrant comme le meilleur ministre des relations extérieures de l'Empereur, d'une grande franchise, à l'opposé des flatteries de Talleyrand. L'histoire de l'Empire est donc à la recherche de voies nouvelles que représente, en histoire de l'Europe, l'ouvrage de Stuart Woolf sur la conquête napoléonienne<sup>94</sup>: on est loin désormais de l'histoire-batailles (qui perdure toujours en dehors des milieux universitaires). L'alliance franco-russe, sans que soit contestée son importance (et de nouveaux livres sur 1812 paraissent régulièrement<sup>95</sup>), devient un épiphénomène de tendances plus larges, politiques, mais aussi économiques ou sociales. Le colloque *Napoléon et l'Europe* rend bien compte des nouveaux points de vue, proposant un ensemble de conférences aux thèmes très différents<sup>96</sup>. Tous les domaines font l'objet d'études, que ce soient les questions économiques, à travers une étude sur le blocus continental<sup>97</sup>, les questions idéologiques (la Sainte-Alliance d'Alexandre I<sup>er</sup> par exemple<sup>98</sup>), l'état de l'Europe en 1800<sup>99</sup>, ou encore les rapprochements qui peuvent être faits entre Napoléon et Louis XIV<sup>100</sup> ou Charles de Gaulle<sup>101</sup>. Le personnel diplomatique fait aussi l'objet d'une étude<sup>102</sup>, ainsi que Talleyrand<sup>103</sup> et Caulaincourt. Ce dernier article, dû à Mireille Musso<sup>104</sup>, et quoique assez anecdotique, montre l'importance du personnage dès qu'on aborde les questions diplomatiques, une importance qui fait écho à celle accordée au duc de Vicence dans son ouvrage. Ce colloque *Napoléon et l'Europe* est représentatif de l'évolution de l'historiographie qui, tout en conservant l'acquis du passé, développe des thèmes nouveaux afin de renouveler des faits fixés pour la plupart par l'histoire de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais malgré ces publications, l'histoire européenne et la diplomatie de Napoléon ne sont pas les thèmes les plus en vue, à côté des questions politiques ou sociales.

L'historiographie de l'alliance-russe est, en définitive, assez conséquente, malgré souvent une grande ancienneté peu propice aux analyses comparatistes et aux thématiques

<sup>93</sup> WHITCOMB Edward A., *Napoleon's Diplomatic service*, Durham, N.C., Duke University Press, 1979.

<sup>94</sup> WOOLF Stuart, *Napoléon et la conquête de l'Europe*, Paris, Flammarion, 1990, XIV-396 p.

<sup>95</sup> Le plus récent à ce jour: MUHLSTEIN Anka, *Napoléon à Moscou*, Paris, Odile Jacob, 2007, 305 p.

<sup>96</sup> LENTZ Thierry (dir.), *Napoléon et l'Europe*, Fayard, 2005, 445 p.

<sup>97</sup> *Ibid.*, Silvia Marzagalli, « Le Blocus continental pouvait-il réussir ? », p.103-114.

<sup>98</sup> *Ibid.*, Marie-Pierre Rey, « Le projet européen d'Alexandre I<sup>er</sup> », p. 288-308.

<sup>99</sup> *Ibid.*, Jacques-Olivier Boudon, « L'Europe en 1800 », p. 77-83.

<sup>100</sup> *Ibid.*, Lucien Bély, « Napoléon, juge de Louis XIV », p. 31-40.

<sup>101</sup> *Ibid.*, Alain Larcen, « Napoléon jugé par le général de Gaulle », p. 411-423.

<sup>102</sup> *Ibid.*, Yves Bruley, « Le personnel diplomatique napoléonien », p.154-168.

<sup>103</sup> *Ibid.*, Emmanuel de Waresquiel, « Talleyrand, une vision européenne », p.133-141.

<sup>104</sup> *Ibid.*, Mireille Musso, « Caulaincourt ambassadeur en Russie et la réalité de l'alliance franco-russe », p.142-153. On observe tout de suite la concision de l'article qui se veut seulement un rappel des grandes négociations diplomatiques de l'alliance franco-russe.

nouvelles. Les grandes questions d'histoire diplomatique semblent balayées mais l'histoire de l'Europe napoléonienne est loin d'être fixée, de même que l'étude des collaborateurs de Napoléon, qui doit déboucher un jour sur une grande synthèse, comparant les différentes expériences et faisant la part de la volonté impériale et des volontés individuelles. De même, la pensée des ambassadeurs de Napoléon nécessiterait une grande étude, mettant en relation les écrits de Narbonne, Otto, Sébastiani, Caulaincourt, et des autres représentants du Grand Empire à l'étranger. Mais l'étude de la pensée des diplomates impose aussi une approche particulière de leur biographie.

### *La biographie*

Par le nombre de ses personnalités charismatiques ou pittoresques, le Premier Empire s'est toujours particulièrement prêté au genre biographique. Napoléon est bien sûr le premier concerné, avec un nombre impressionnant d'ouvrages, de celui de Stendhal à celui de Tulard<sup>105</sup> en passant par Bainville<sup>106</sup>. Plus récemment, on peut signaler les biographies de l'italien Migliorini<sup>107</sup> et de l'américain Englund<sup>108</sup>. Mais, pour le sujet qui nous intéresse, les biographies de Napoléon sont moins intéressantes que celles d'Alexandre, elles aussi très nombreuses. Parmi une abondante production, on peut signaler les biographies du grand-duc Mikhaïlovitch<sup>109</sup>, de Constantin de Grünwald<sup>110</sup> ou d'Olivier Daria<sup>111</sup>. Quoique n'émanant pas d'un historien, il ne faut pas négliger la production de Henri Troyat sur les tsars de Russie (Paul I<sup>er</sup><sup>112</sup> et Alexandre I<sup>er</sup><sup>113</sup>).

Au fur et à mesure, la biographie s'est vue dévalorisée dans l'historiographie, surtout pour une période où les personnalités militaires font l'objet d'une production impressionnante, rarement universitaire. Les biographies des figures d'Empire restent souvent un simple étalage de leur participation aux batailles napoléoniennes, ou une paraphrase de mémoires. Pourtant, comme pour l'ensemble de la période moderne, le genre biographique est en plein

---

<sup>105</sup> TULARD Jean, *Napoléon ou le mythe du sauveur*, Paris, Fayard, 1987, 512 p.

<sup>106</sup> BAINVILLE Jacques, *Napoléon*, Paris, Gallimard, 2005, LXVIII-616 p.

<sup>107</sup> MIGLIORINI Luigi Mascilli, *Napoléon*, Paris, Perrin, 2001, 668 p.

<sup>108</sup> ENGLUND Steven, *Napoléon*, Paris, Éditions de Fallois, 2004, 639 p.

<sup>109</sup> NICOLAS MIKHAILOVITCH grand-duc, *L'empereur Alexandre I<sup>er</sup>, essai d'étude historique*, Saint-Pétersbourg, 1812, 2 vol.

<sup>110</sup> de GRÜNWARDL Constantin, *Alexandre I<sup>er</sup>, le tsar mystique*, Paris, Amiot-Dumont, 1955, 343 p.

<sup>111</sup> DARIA Olivier, *Alexandre I<sup>er</sup>, prince des illusions*, Paris, Fayard, 1973.

<sup>112</sup> TROYAT Henri, *Paul I<sup>er</sup>, le tsar mal aimé*, Paris, éditions Grasset et Fasquelle, 2002, 250 p.

<sup>113</sup> TROYAT Henri, *Alexandre I<sup>er</sup>, le sphinx du nord*, Paris, Flammarion, 1980, 467 p.

renouvellement depuis quelques années. L'étude des collaborateurs de Napoléon tend à se détacher de l'influence oppressante de l'Empereur dont l'ombre masque souvent la personnalité ou la pensée des personnes qui gravitent autour de lui : Caulaincourt en est un exemple parfait. Les biographies de Fouché ou de Murat par Jean Tulard se rapprochent de cette idée. Talleyrand, déjà sujet de longs travaux comme celui de Lacour-Gayet<sup>114</sup>, a fait l'objet d'une nouvelle biographie, due à Emmanuel de Waresquiel, et saluée par la critique, où le personnage s'affirme au-delà des régimes politiques qu'il a traversés. La biographie de Savary par Thierry Lentz<sup>115</sup> est un autre bon exemple, cherchant à dégager le personnage de son image négative de simple exécutant et à montrer le caractère complexe du « séide de Napoléon ». Une biographie de Caulaincourt doit s'efforcer de suivre une méthodologie comparable.

---

<sup>114</sup> LACOUR-GAYET Georges, *Talleyrand, 1754-1838*, Paris, Payot, 1946-1947, 3 vol.

<sup>115</sup> LENTZ Thierry, *Savary, le séide de Napoléon*, Paris, Fayard, 2001, 556 p.

#### 4. Problématique et annonce du plan.

##### *Problématique et méthodologie.*

Nous avons déjà insisté sur les limites des recherches concernant Caulaincourt et surtout son ambassade à Saint-Pétersbourg, qui se trouve réduite par les travaux sur l'alliance franco-russe. L'histoire des relations entre Napoléon et Alexandre, si elle sert de cadre général et d'arrière-plan à notre étude, n'en est pas l'objet principal qui est de comprendre la place et l'importance de l'ambassade de Saint-Pétersbourg dans la carrière de Caulaincourt et dans l'histoire diplomatique du Premier Empire. Cette thèse vise à appréhender la mission du duc de Vicence autour de deux axes principaux, la représentation diplomatique et les négociations politiques, l'objectif étant de dégager un bilan du personnage, tant au niveau de l'alliance franco-russe qu'au niveau personnel. Si le bilan politique, du fait de la reprise de la guerre en 1812, apparaît comme un échec, il faut se demander quel est le rôle joué par l'ambassadeur et quelle pensée il élabore au fil de sa mission. Car, après 1812, il s'impose, aux Congrès de Prague et de Châtillon notamment, comme l'homme de la paix, celui qui représente, parmi les collaborateurs de Napoléon, la politique pacifique et qui, en tant que tel, est envoyé par l'Empereur pour négocier avec les puissances européennes. Ce rôle de négociateur, qui s'ajoute à sa fonction de ministre des Relations extérieures, est peut-être le sommet de sa carrière de diplomate. Quel rôle l'ambassade à Saint-Pétersbourg, de 1807 à 1811, joue-t-elle dans la formation de ce rôle politique qui est celui de Caulaincourt à la fin du Premier Empire ? Quel est, au-delà de la reprise de la guerre en 1812, le véritable bilan de l'ambassade du duc de Vicence ?

Il s'agit d'envisager cette ambassade d'une façon sensiblement différente de celle des historiens du tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles<sup>116</sup>, qui ne la conçoivent que comme une illustration des affaires politiques de l'alliance franco-russe et qui ne voient en Caulaincourt qu'un intermédiaire, indispensable certes, mais dont le rôle est presque inexistant, au milieu

---

<sup>116</sup> Voir Historiographie.

des deux empereurs. Dans cette vision, la pensée de Napoléon éclipse celle de ses collaborateurs, et à plus forte raison des diplomates qu'il nomme aux différents postes européens et qui doivent suivre sa politique étrangère. Notre travail se base sur cette volonté de dissocier la pensée et l'action de Caulaincourt, de celle de son maître, quand et si cela est possible. Notre visée est donc essentiellement biographique, en étudiant la part prise par le duc de Vicence aux négociations politiques, en cherchant à définir sa pensée face aux événements, en appréhendant ses relations avec la société russe, en revenant sur ses antécédents diplomatiques, etc. Dans la mesure du possible, nous nous sommes attaché à mettre en avant la vision de Caulaincourt, son point de vue, sa conception des choses, en privilégiant notamment les sources produites par lui, tels ses mémoires, sans négliger de faire le bilan de son ambassade, de voir ses échecs comme ses réussites.

### *Annonce du plan*

Comme nous venons de l'énoncer, cette thèse s'articule en deux grandes parties, la première cherchant à voir les raisons du choix de Caulaincourt, les moyens mis à sa disposition et le prestige de sa position à Saint-Pétersbourg ; la seconde montrant, une fois analysées ses relations avec les deux empereurs, son action diplomatique dans les grands projets de l'alliance, ainsi que face aux différends qui s'accroissent entre la France et la Russie.

En première partie, avant d'étudier l'ambassade de 1807, il s'agit d'en voir les origines et notamment celles qui motivent le choix de Caulaincourt comme ambassadeur. Ses antécédents diplomatiques sont évidents : une mission à Constantinople en 1796, en tant qu'aide de camp de l'ambassadeur en titre, et une mission à Saint-Pétersbourg en 1801, comme porteur de lettre auprès du tsar Alexandre. L'étude de ces premières expériences permettra de déterminer les caractères annonciateurs de l'ambassade de 1807 et de voir l'évolution personnelle de Caulaincourt qui, encore purement militaire en 1796, s'impose comme un candidat au poste d'ambassadeur, après Tilsit. La mission de Savary, dans la seconde moitié de l'année 1807, permet à Napoléon de déterminer le profil de la personne qu'il destine auprès du tsar. Il s'agira de voir quel est ce profil et de quelle manière le grand écuyer de l'Empereur y correspond. Ces différents éléments, mis en relation afin de

comprendre ce choix fait par Napoléon, fourniront la matière de la première partie de ce travail, qui se conclut avec l'arrivée de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg.

Une fois déterminé le profil de l'ambassadeur apte à plaire au tsar et aux Russes, nous envisagerons les moyens et le fonctionnement de l'ambassade, afin de déterminer en quoi celle-ci peut être qualifiée d'extraordinaire et quel prestige y est attaché. Le personnel de la mission, le faste matériel ainsi que l'argent du duc de Vicence participent de ce prestige et sont les outils pour conquérir la société de Saint-Pétersbourg : les étudier permettra de montrer les atouts mis à la disposition de l'ambassadeur dans sa mission. Le fonctionnement de l'ambassade, notamment la correspondance de Caulaincourt, pourra aussi montrer son caractère extraordinaire et ses particularités. La notion de prestige de l'ambassade de Caulaincourt est au centre de ce chapitre, qui présentera, en troisième lieu, les relations entre le duc de Vicence et le personnel diplomatique napoléonien : consuls, envoyés des pays dans la dépendance de l'Empire de Napoléon et ambassadeurs français dans les autres capitales d'Europe. Ces points successifs serviront à montrer que tout est fait pour que Caulaincourt puisse s'imposer à Saint-Pétersbourg, en tant que représentant de l'empereur des Français et que son prestige est le reflet de celui qui entoure l'alliance de Tilsit, même lorsque la crise se rapproche.

Après le choix de l'ambassadeur et les moyens, tant au niveau matériel qu'à celui de l'image, qui sont mis à sa disposition, la troisième partie de ce travail s'intéressera aux rapports entre Caulaincourt et la société de Saint-Pétersbourg. Après avoir fait la description de la Cour et de la société et envisagé de quelle façon leur conquête est donnée comme objectif à l'ambassadeur de France, nous verrons quelle forme prend la représentation diplomatique du duc de Vicence, lors des célébrations officielles mais aussi lors de la vie mondaine. Celle-ci est le lien avec l'opinion pétersbourgeoise que nous étudierons à travers différents documents comme les « nouvelles et on-dit » que Caulaincourt envoie à son ministre ou les mémoires des Russes et des émigrés Français à Saint-Pétersbourg. La correspondance de Joseph de Maistre fournira enfin un exemple précis de l'image renvoyée par le duc de Vicence et finalement du bilan de sa représentation auprès de la société. Mais ce bilan nécessite aussi de considérer l'action de Caulaincourt dans le cadre politique de l'alliance franco-russe.

En seconde partie, il s'agit tout d'abord d'étudier les relations qui existent entre Caulaincourt et les deux empereurs, qui, se passant parfois d'intermédiaires, déterminent une grande partie de l'alliance franco-russe. Nous verrons quelles sont les rapports du duc de

Vicence avec son maître mais aussi avec l'empereur de Russie. Nous insisterons sur l'originalité de la position de l'ambassadeur, intermédiaire entre les alliés, mais aussi sur les difficultés de cette situation, afin de déterminer la marge de manœuvre qui lui est laissée, ainsi que le degré d'indépendance de son action politique. Enfin, pour illustrer ces relations, nous étudierons plus précisément l'entrevue d'Erfurt de 1808 qui voit réunis les trois personnages et qui constitue une étape dans l'élaboration de la pensée politique de Caulaincourt. Cela permettra de déterminer le cadre dans lequel évolue l'ambassadeur, et d'observer où sa pensée se situe par rapport à celle de son maître, ce chapitre servant ainsi de point de comparaison par rapport à l'évolution ultérieure du duc de Vicence.

Une fois étudié les relations entre l'ambassadeur et les empereurs, il s'agira d'étudier concrètement son rôle de négociateur, en suivant deux grands projets de l'alliance franco-russe : le partage de la Turquie et le mariage russe de Napoléon. Ces deux négociations représentent deux projets ambitieux qui lient les alliés avant d'échouer et de contribuer aux difficultés des relations franco-russes. Dans les deux cas, le duc de Vicence est un acteur de première importance, menant les débats avec les Russes, informant l'Empereur et son ministre, réfléchissant sur ces questions politiques et sur leur importance. En observant dans le détail ces négociations, nous verrons quels sont les véritables pouvoirs de l'ambassadeur, comment se forme son expérience diplomatique, quel langage il utilise ou comment il conçoit le métier de diplomate. Nous verrons aussi comment ces projets échouent et si ces échecs peuvent être imputés à Caulaincourt, dont le bilan se dessine déjà avec ces affaires.

Enfin, dans un dernier chapitre, nous étudierons l'action du duc de Vicence face au délitement de l'alliance franco-russe. Nous suivrons pour cela ce qu'il considère comme les quatre causes de la guerre de 1812, et principalement les trois dernières qui ont des répercussions directes sur la rupture finale entre Napoléon et Alexandre : la guerre de 1809 et la question polonaise, l'oukase de commerce de décembre 1810, et l'annexion du duché d'Oldenbourg en 1811. Nous nous attacherons à montrer l'évolution de ces questions, le rôle qu'y joue l'ambassadeur de France, ainsi que son opinion face à ces événements. Nous tenterons, par ces analyses, de discerner un bilan politique de Caulaincourt et surtout de voir l'évolution de sa conception de l'alliance franco-russe. Nous étudierons en conclusion de cette seconde partie, les raisons du retour du duc de Vicence à Paris, ainsi que son remplacement par le comte de Lauriston, en mai 1811.

Après avoir suivi ces deux grands axes, nous aborderons, dans une grande conclusion, les conséquences, directes et indirectes, de l'ambassade de 1807-1811. Ce sera, tout d'abord,

une analyse du retour de Caulaincourt à Paris, et notamment de la longue conversation qu'il a avec Napoléon et où s'opposent deux visions politiques antagonistes. Ensuite, nous verrons la conséquence la plus terrible de l'ambassade, à savoir la campagne de 1812, qui voit la ruine des conceptions du duc de Vicence mais aussi sa consécration *a posteriori* aux yeux de ses contemporains. Enfin nous observerons de quelle manière la mission de Caulaincourt en Russie contribue à le désigner, à la fin de l'Empire, comme l'homme de la paix, l'interlocuteur des alliés dans les conférences de paix, ainsi que comme l'intermédiaire entre Napoléon et Alexandre, lors de l'épilogue de leur lutte, à Paris, en 1814.

### Liste des abréviations

AN	Centre historique des Archives nationales.
AP	Archives Privées des Archives nationales.
AMAE	Archives du Ministère des Affaires étrangères, centre de Paris.
AMAE-Nantes	Archives des postes diplomatiques, Nantes.
Corr. Pol.	Correspondance politique.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **PLAN :**

#### **Sources imprimées**

**Correspondances**

**Mémoires**

#### **Bibliographie**

**Guides de recherche, instruments de travail**

**Généralités sur l'Empire**

**Sur le personnel diplomatique**

**Sur l'émigration**

**Sur la Russie**

**Sur les relations internationales et l'alliance franco-russe**

**Sur Caulaincourt et l'ambassade de Saint-Pétersbourg**

**Dictionnaires biographiques**

**Biographies**

**Ouvrages de littérature**

## Sources imprimées

### Correspondances

*Correspondance de Napoléon Ier publiée par ordre de l'empereur Napoléon III*, Paris, Imprimerie Impériale, 1861-1869, 32 vol.

*La Suède et la Russie, documents et matériaux (1809-1818)*, [recueil de documents préparé par] l'Académie royale suédoise des belles-lettres, de l'histoire et des antiquités, les Archives nationales suédoises [et al.], Stockholm, Almqvist och Wiksell, 1985, VII-460 p.

LECESTRE Léon, *Lettres inédites de Napoléon I<sup>er</sup> (an VIII-1815)*, Paris, Plon, 1897, 2 vol.

LENTZ Thierry (dir.), *Napoléon Bonaparte, Correspondance générale publiée par la Fondation Napoléon, t.3, Pacifications (1800-1802), préface J. Tulard, avec la collaboration de Gabriel Nadec*, Paris, Fayard, 2006, 1406 p.

de MAISTRE Joseph, *Œuvres complètes*, Genève, Slatkine Reprints, 1979, 14 vol. [réimpression de Librairie générale catholique et classique, Lyon, 1885].

—, *Joseph de Maistre et Blacas, leur correspondance inédite et l'histoire de leur amitié (1804-1820), introduction, notes et commentaires par Ernest Daudet*, Paris, Plon, 1908, X-398 p.

MARTENS Georg Friedrich von, *Nouveau recueil général des traités, conventions et autres transactions remarquables, servant à la connaissance des relations étrangères des puissances et États dans leurs rapports mutuels, édité par Frédéric Murhard*, Nendeln-Liechtenstein, Klaus Reprint, 1975, 20 vol.

NESSELRODE comte Alexandre de, *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode, 1760-1850*, Paris, A. Lahure, 11 vol.

NICOLAS MIKHAILOVITCH Grand-duc, *Les Relations diplomatiques de la Russie et de la France, d'après les rapports des ambassadeurs d'Alexandre et de Napoléon (1808-1812)*, Saint-Pétersbourg, Manufacture des papiers de l'État, 1905-1914, 6 vol.

PINGAUD Léonce, *L'empereur Alexandre Ier et la grande-duchesse Catherine Pavlovna d'après leur correspondance*, Paris, Plon, 1911, 19 p.

TALLEYRAND Charles-Maurice de, *Lettres inédites à Napoléon (1800-1809)*, Paris, Perrin, 1889, 492 p.

VANDAL Albert, « Documents relatifs au partage de l'Orient négocié entre Napoléon et Alexandre Ier (janvier-juin 1808) », Paris, *Revue d'histoire diplomatique*, 1890, p. 421-470.

## Mémoires

ABRANTÈS duchesse d', *Mémoires de madame la duchesse d'Abrantès ou souvenirs historiques sur Napoléon*, Paris, Ladvocat, 1831-1835, 18 vol.

BEAUHARNAIS Eugène de, *Mémoires et correspondance politique et militaire du prince Eugène de Beauharnais*, A. Du Casse, Paris, Lévy, 1858-1860, 10 vol.

BIGNON Louis, *Souvenirs d'un diplomate, la Pologne (1811-1813)*, Paris, Dentu, 1864, 436 p.

BOIGNE comtesse de, *Mémoires de la comtesse de Boigne, née d'Osmond. Récits d'une tante*, nouvelle édition présentée par Jean-Claude Berchet, Paris, Mercure de France, 1986, 2 vol.

BOUTOURLINE Dimitri Petrovitch, *Histoire militaire de la campagne de Russie en 1812*, Paris, Auselin et Pochard, 1824, 2 vol.

CASTELLANE Boniface, marquis de, *Journal du maréchal de Castellane, publié par la comtesse de Beaulaincourt, née Castellane et P. Le Brethon*, Paris, Plon, 1895-7, 5 vol.

CAULAINCOURT Armand de, *Mémoires du général de Caulaincourt, duc de Vicence, grand écuyer de l'Empereur, introduction et notes de Jean Hanoteau*, Paris, Plon, 1933, 3 vol.

CHAMPAGNY Charles de Nompère de, *Souvenirs de M. de Champagny, duc de Cadore*, Paris, Renouard, 1846, 212 p. Nouvelle édition, Slatkine-Megariotis, Genève, 1975, 215 p.

CHATEAUBRIAND René de, *Mémoires d'outre-tombe*, Paris, Gallimard, « La Pléiade », 1970, 2 vol.

CHOISEUL-GOUFFIER comtesse de, *Mémoires historiques sur l'empereur Alexandre et la cour*

*de Russie, publiés par Mme la comtesse de Choiseul-Gouffier*, Paris, Leroux, 1829, in-8°, XIV-390 p.

—, *Réminiscences sur l'empereur Alexandre Ier et sur l'empereur Napoléon*, Paris, Bonvalot, 1862, VIII-392 p.

CZARTORYSKI Adam, *Mémoires du prince Czartoryski et correspondance avec l'empereur Alexandre Ier, Préface de Charles de Mazade*, Paris, Plon, 1887, 2 vol.

DAMAS baron de, *Mémoires du baron de Damas, publiés par son petit-fils*, Paris, Plon, 1922, 2 vol.

DAVYDOV Denis Vasilevich, *In the Service of the Tsar against Napoleon*, Londres, Greenhill Books, 1999, 223 p.

DINO duchesse de, *Souvenirs de la duchesse de Dino, publiés par sa petite-fille, la comtesse Jean de Castellane, préface d'Etienne Lamy*, Paris, Calmann-Lévy, 1901, 364 p.

DOMERGUE Armand, *La Russie pendant les guerres de l'Empire (1805-1815), Souvenirs historiques d'Armand Domergue, recueillis et publiés par Melchior Tiran*, Paris, Arthur Bertrand, 1835, 2 vol.

EDLING comtesse, *Mémoires de la comtesse Edling (née Stourdza)*, Moscou, imprimerie du Saint-Synode, 1888, II-284 p.

FAIN baron, *Mémoires du baron Fain, présentés par Christophe Bourachot*, Paris, Arléa, 2001, XVI-272 p.

FIERRO Alfred, *Les Français vus par eux-mêmes sous le Consulat et l'Empire*, Paris, Laffont, « Bouquins », 1998, 1317 p.

GOLOVINE princesse, *Souvenirs de la princesse Golovine, née princesse Galitzine, Introduction et notes de K. Waliszewski*, Paris, Plon, 1910, XXXVIII-431 p.

GOURGAUD Gaspard, *Journal de Sainte-Hélène (1815-1818)*, Paris, Flammarion, 1947, 2 vol.

LAS CASES Marie-Joseph-Emmanuel de, *Le Mémorial de Sainte-Hélène, édité par Marcel Dunan*, Paris, Flammarion, 1951, 2 vol., rééd. Garnier-Flammarion, 1983, 2 vol.

MACDONALD maréchal, *Souvenirs du maréchal Macdonald duc de Tarente*, édités par Camille Rousset, Paris, Plon, 1892, XCVI-423 p.

METTERNICH Clément, *Mémoires, documents et écrits divers laissés par le prince de Metternich, chancelier de cour et d'Etat*, Paris, Plon, 1880-1884, 8 vol.

MORIOU comte de, *Mémoires du comte de Moriou sur l'émigration, la Pologne et la cour du Grand-duc Constantin (1789-1833)*, Paris, Ollendorf, 1902, XX-404 p.

O'MEARA Bary Edward, *Napoléon dans l'exil (7 août 1815-25 juillet 1818)*, édité par Paul Ganière, Paris, Fondation Napoléon, 1993, 2 vol.

POTOCKA princesse, *Mémoires de la princesse Potocka*, par C. Stryenski, Paris, L'Harmattan, 2005, XIII-XXXI-424 p.

RAMBUTEAU, *Mémoires du comte de Rambuteau, introduction et notes par Georges Lequin*, Paris, Calmann-Lévy, 1905, 402 p.

RAPP Jean, *Mémoires du général Rapp, aide de camp de Napoléon, écrits par lui-même et publiés par sa famille*, Paris, Le Livre chez vous, 2004, 285 p.

RÉMUSAT comtesse de, *Mémoires (1802-1808)*, édités par Paul de Rémusat, Paris, Plon, 1879-1880, 3 vol.

ROCHECHOUART comte de, *Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration par le général comte de Rochechouart*, Paris, Plon, 1889, III-542 p.

—, *Souvenirs... Nouvelle édition non expurgée établie sur le manuscrit original*, Paris, Plon, 1889, in-8°, XVI-542 p., portr.

SAVARY René, *Mémoires du duc de Rovigo pour servir à l'histoire de l'empereur Napoléon*, Paris, Bossange, 1828, 8 vol.

—, *Mémoires du duc de Rovigo. Édition nouvelle refondue et annotée par Désiré Lacroix*, Paris, Garnier, 1900, 5 vol.

SÉGUR Philippe-Paul de, *Histoire de Napoléon et de la Grande Armée pendant l'année 1812*, Paris-Bruxelles, Baudouin, 1825, 2 vol. Réédition 1960, Hachette, 2 vol.

—, *Un aide de camp de Napoléon (1800-1815), Mémoires, édition nouvelle publiée par les soins de son petit-fils le comte Louis de Ségur*, Paris, Firmin-Didot, 1894-1895, 3 vol.

—, *Histoire et mémoires*, Paris, Firmin-Didot, 1873, 7 vol.

SOR Charlotte de, *Souvenirs du duc de Vicence*, Paris, Levavasseur, 1837, 2 vol.

TALLEYRAND Charles-Maurice de, *Mémoires du prince de Talleyrand publiés avec une préface et des notes par le duc de Broglie*, Paris, Calmann-Lévy 1891-1892, 5 vol.

—, *Talleyrand, Mémoires. Et ce qu'il n'a pas dit*, par P. Léon, Paris, Javal, 1953-1955, 7 vol.

—, *Mémoires de Talleyrand. Introduction, notes et établissement du texte* par P.-L. et J.-P. Couchoud, Paris, Plon, 1957, 2 vol.

TCHITCHAGOV amiral, *Mémoires de l'amiral Tchitchagoff (1767-1849), avec une notice biographique, d'après des documents authentique*, Leipzig, 1862, 229 p.

—, *Mémoires de l'amiral Paul Tchitchagov, commandant en chef de l'armée du Danube*, Paris, Plon, 1909, VIII-416 p.

TULARD Jean (éd.), *Napoléon à Sainte-Hélène*, Paris, Laffont, « Bouquins », 1981, 771 p.

## Bibliographie

### Guides de recherche, Instruments de travail.

*Archives nationales, état sommaire des fonds d'archives privées. Séries AP et AB XIX*, Paris, CHAN, 2004.

BITTNER Ludwig, GROSS Lothar, *Repertorium der diplomatischen Vertreter aller Länder seit dem Westphalischen Frieden (1648)*, Berlin, G. Stalling, 1936, XXXI-756 p.

CALDWELL Ronald J., *The Era of Napoleon, a Bibliography of the History of Western Civilization (1799-1815)*, Garland Publishing Inc., New York & London, 1991, 2 vol.

*Catalogue des périodiques russes des origines à 1970 conservés à la Bibliothèque nationale*, Bibliothèque nationale, 1978.

*Centre des archives diplomatiques de Nantes, État général des fonds*, Nantes, 1998.

CHANDLER David G., *Dictionnaire of the Napoleonic Wars*, Londres, Arms and Armour Press, 1979, XXXVI-570 p.

DRIAULT Édouard, « Les sources napoléoniennes aux archives des affaires étrangères », *Revue des Etudes napoléoniennes*, Paris, janvier-juin 1914, p. 161-186.

*État général des inventaires des archives diplomatiques*, Paris, 1987.

FIERRO Alfred, PALLUEL-GUILLARD André et TULARD Jean, *Histoire et dictionnaire du Consulat et de l'Empire*, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 1995, 1350 p.

HENRI-ROBERT Jacques, *Dictionnaire des diplomates de Napoléon*, Henri Veyrier, Paris, 1990, 366 p.

HORRICKS Raymond, *Napoleon's Elite*, New Brunswick (USA)-Londres, Transaction publ., 1995, 261 p.

LENTZ Thierry, *Dictionnaire des ministres de Napoléon, dictionnaire analytique statistique et comparé des 32 ministres de Napoléon*, Paris, Christian/Jas, 1999, 211 p.

*Les archives du ministère des Relations extérieures depuis les origines. Histoire et guide*,

*suivis d'une étude des sources de l'histoire des affaires étrangères dans les dépôts parisiens et départementaux*, Paris, 1984, 2 vol.,

LESURE Michel, *Les sources de l'histoire de Russie aux archives nationales*, Paris-La Haye, Mouton et Cie, 1970, 503 p.

RÉVÉREND Albert, *Armorial du Premier Empire*, Paris, Annuaire de la noblesse, 1894-1897, 4 vol. Rééd. Paris, H.Champion, 1974, 2 vol.

TULARD Jean (dir.), *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol.

—, *Bibliographie critique des mémoires sur le Consulat et l'Empire écrits ou traduits en français*, Genève, 1971, 182 p., rééd. Paris, Droz, 1991.

### **Généralités sur l'Empire**

BERGERON Louis, *Nouvelle histoire de la France contemporaine, t.4, L'épisode napoléonien, Aspects intérieurs (1799-1815)*, Paris, Seuil, 1972, 255 p.

BERTAUD Jean-Paul, *Le Consulat et l'Empire*, Paris, Armand Colin, 1988.

BOUDON Jacques-Olivier, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, Paris, Perrin, 2003, 511 p.

DARD Émile, *Napoléon et Talleyrand*, Paris, Plon, 1935, 420 p.

DUFRAISSE Roger et KERAUTRET Michel, *Nouvelle histoire de la France contemporaine, t.5, La France napoléonienne, Aspects extérieurs (1799-1815)*, Paris, Seuil, 1999, 334 p.

FURET François, *Les Révolutions 1770-1880*, Paris, Hachette, 1988, 2 vol.

JOURDAN Annie, *L'Empire de Napoléon*, Paris, Champs Flammarion, 2000, 351 p.

GODECHOT Jacques, *L'Europe et l'Amérique à l'époque napoléonienne (1800-1815)*, Paris, Presses universitaires de France, 1967, 365 p.

JESSENNE Jean-Pierre, *Révolution et Empire (1783-1815)*, Paris, Hachette, 1993, 287 p.

LATREILLE André, *L'Ere Napoléonienne*, Paris, Armand Colin, 1974, 383 p.

LAURENS Henry, *L'expédition d'Égypte (1798-1801)*, Paris, Seuil, 595 p.

LEFEBVRE Georges, *Napoléon*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2005, 733 p.

LENTZ Thierry, *Nouvelle histoire du Premier Empire, t.I. Napoléon et la conquête de l'Europe. 1804-1810*, Paris, Fayard, 2002, 607 p.

PETITEAU Nathalie, *Napoléon, de la mythologie à l'histoire*, Paris, Seuil, 1999, 439 p.

ROTHENBERG Gunther E., *Atlas des guerres napoléoniennes*, Paris, Autrement-Atlas des guerres, 2000, 224 p.

TULARD Jean, *Les Révolutions (de 1789 à 1851)*, Paris, Fayard, 1985, 501 p.

TULARD Jean, *Le Grand Empire (1804-1815)*, Paris, Albin Michel, 1982, 365 p.

TULARD Jean, *Napoléon, le pouvoir, la nation, la légende*, Paris, Librairie Générale Française, 1997, 149 p.

### **Sur le personnel diplomatique**

ANDERSON Matthew Smith, *The rise of modern diplomacy (1450-1919)*, London-New York, Longman, 1993, X-320 p.

BAILLOU Jean (dir.), *Histoire de l'administration française, Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français, t.I. De l'Ancien Régime au Second Empire*, CNRS, Paris, 1984, 841 p.

BARBER Peter, *Diplomacy: the world of the "honest spy"*, London, British Library, 1979, 143p.

BLAGA Corneliu S., *L'évolution de la technique diplomatique au XVIII<sup>e</sup> siècle : idéologie, mœurs et procédés*, Paris, A. Pedone, 1937, 494 p.

COQUELLE P., « La mission d'Alquier à Stockholm. Napoléon et Bernadotte (1810-1811) », Paris, *Revue d'Histoire diplomatique*, 1909, p.196-239.

—, « Sébastiani, ambassadeur à Constantinople (1806-1808), d'après des documents inédits », Paris, *Revue d'Histoire diplomatique*, 1904, p. 574-611.

HENRI-ROBERT Jacques, *Le personnel diplomatique français du Consulat et de l'Empire*, thèse

dactylographiée, Paris, Bibliothèque de l'École pratique des Hautes études (IVe section).

LEFEBVRE Armand, *Histoire des cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire (1800-1815)*, Paris, Amyot, 1866-1869, 5 vol.

MASSON Frédéric, *Le département des Affaires Etrangères pendant la Révolution (1787-1804)*, Paris, Plon, 1877, XVI-570 p.

THOMPSON James Westfall, PADOVER Saul. K., *La diplomatie secrète. L'espionnage politique en Europe de 1500 à 1815*, Paris, Payot, 1938, 266 p.

WHITCOMB Edward A., *Napoleon's Diplomatic service*, Duke University Press, Durham, N.C., 1979, XIII-218 p.

WOOLF Stuart, *Napoléon et la conquête de l'Europe*, Paris, Flammarion, 1990, XIV-396 p.

### **Sur l'émigration**

BALDENSPERGER Fernand, *Le mouvement des idées dans l'émigration française (1789-1815)*, Paris, Plon, 1924-1925, 2 vol.

de DIESBACH Ghislain, *Histoire de l'émigration (1789-1814)*, Paris, Perrin, 1984, 635 p.

ÉVEN Pascal, de GRIMOUARD-CAUDE Elisabeth, « Les Français à l'étranger et la Révolution », Paris, *Revue d'Histoire diplomatique*, 1989, p. 45-60.

GOASQUEN Claude, *Les Français au service de l'étranger sous le Premier Empire*, Thèse d'université, Paris-IV, 1976.

HAUMANT Émile, *La culture française en Russie (1700-1900)*, Paris, Hachette, 1913, 571 p.

PINGAUD Léonce, *Catherine II et l'émigration française*, Paris, Librairie Victor Palmé, 1880, 63 p.

PINGAUD Léonce, *Les Français en Russie et les Russes en France*, Paris, Perrin, 1886, XX-482 p.

PINGAUD Léonce, *Le duc de Richelieu en Russie*, Paris, J. Gervais, 1882, 44 p.

VERMALE François, *Joseph de Maistre émigré*, Chambéry, Dardel, 1927, 175 p.

## Sur la Russie

BÉRARD Victor, *L'empire russe et le tsarisme*, Paris, A. Colin, 1905, X-372 p.

BESANÇON Alain, *L'empire russe de 1762 à 1855*, Paris, Centre de documentation universitaire, 1966, 352 p.

DIXOV Simon M., *The modernisation of Russia (1759-1828)*, Cambridge, Cambridge university press, 1999, XVII-376 p.

HELLER Michel, *Histoire de la Russie et de son empire*, Paris, Plon, 1997, 982 p.

LE DONNE John P., *Absolutism and ruling class : the formation of the russian political order (1700-1825)*, New York, Oxford university press, 1991, XVII-376 p.

LEROY-BEAULIEU Anatole, *L'empire des tsars et les Russes, édité par Marc Raeff*, Paris, R. Laffont, 1991, LXXX-1392 p.

MARTIN Marie, *Maria Feodorovna en son temps (1759-1828) : contribution à l'histoire de la Russie et de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 2003, 462 p.

METTERNICH Tatiana, *Les Stroganoff, une histoire de la Russie à travers une chronique familiale*, Neuilly, V. et O., 1991, 293 p.

MILUKOV Pavel Nikolaevic, *Histoire de Russie, t. II, les successeurs de Pierre le Grand, de l'autocratie appuyée sur la noblesse à l'autocratie bureaucratique*, Paris, E. Leroux, 1932, 825 p.

RAEFF Marc, *Comprendre l'Ancien Régime russe : État et société en Russie impériale, essai d'interprétation*, Paris, Seuil, 1982, 247 p.

—, *Origins of the russian intelligentsia : the eighteenth-century nobility*, London, Harcourt Brace, 1966, 248 p.

—, *Politique et culture en Russie : 18<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles*, Paris, éditions de l'EHESS, 1996, 288 p.

RAMBAUD Alfred, *Histoire de la Russie depuis les origines jusqu'à nos jours*, Paris, Hachette, 1893, 840 p.

RIASANOVSKY Nicholas Valentine, *Histoire de la Russie : des origines à 1996*, Paris, R. Laffont, 1998, 872 p.

—, *A parting of ways : government and the educated public in Russia (1801-1855)*, Oxford, Clarendon Press, 1976, VIII-323 p.

### **Sur les relations internationales et l'alliance franco-russe**

AMINI Iradj, *Napoléon et la Perse*, Paris, Fondation Napoléon, 254 p.

ASKENAZY Simon, *Napoléon et la Pologne*, Paris, éditions du Flambeau, 1925, XVI-406 p.

BERTIER DE SAUVIGNY Guillaume de, *Metternich et son temps*, Paris, Hachette, 1959, 272 p.

BITTARD DES PORTES René, « Un ambassadeur de France à la cour de Russie pendant la première Restauration et les Cent-Jours [Le comte Just de Nouailles et les débuts de sa mission à Saint-Pétersbourg de juillet 1814 à août 1815, d'après les archives du Quai d'Orsay] », Paris, *Revue d'Histoire diplomatique*, 1900, p.199-218.

BOIS Jean-Pierre, *Nouvelle histoire des relations internationales, t.3, De la paix des rois à l'ordre des empereurs*, Paris, Seuil, 2003, 489 p.

BRIAN-CHANINOV Nicolas, *Alexandre Ier et la paix*, Paris, Grasset, 1934, 320 p.

CARRA Jean-Louis, *Essai particulier de politique, dans lequel on propose un partage de la Turquie européenne*, Constantinople (Paris), 1777, 66 p.

CATE Curtis, *La campagne de Russie, 1812, le duel des deux empereurs*, Paris, Tallandier, 2006, 483 p.

DARIA Olivier, *L'Incendie de Moscou*, Paris, R. Laffont, 1964, 271 p.

DJUVARA J.-I., « Cent projets de partage de la Turquie », Paris, *Revue des Études napoléoniennes*, 1914, p.141.

DRIAULT Édouard, « La Reprise de Constantinople et l'alliance franco-russe », Paris, *Revue des Études napoléoniennes*, 1915, p. 340-411.

—, *La politique orientale de Napoléon: Sébastiani et Gardane (1806-1808)*, Paris, Alcan, 1904, 410 p.

FUGIER André, *Histoire des relations internationales, sous la direction de Pierre Renouvin, t.IV, La Révolution française et l'Empire napoléonien*, Paris, Hachette, 1954, 432 p.

GRÜNWALD Constantin de, *La Campagne de Russie, 1812*, Paris, Julliard, 1964, 391 p.

—, *Les alliances franco-russes, neuf siècles de malentendus*, Paris, Plon, 1965, 407 p.

*La Russie et la France, trois siècles de relations. Actes du colloque organisé à saint-Lô et à l'abbaye d'Hambye, 17-18 septembre 1993*, dans *Revue russe*, 1994, n° 6.

LARIVIÈRE Charles de, « Le Tsar Alexandre Ier dans ses relations avec Napoléon », Paris, *Revue des Études napoléoniennes*, t.1, 1930, p.151-202.

LEBEL Germaine, *La France et les principautés danubiennes du XVIe siècle à la chute de Napoléon Ier*, Paris, Presses universitaires de France, 1955, 460 p.

LENTZ Thierry (dir.), *Napoléon et l'Europe*, Paris, Fayard, 2005, 445 p.

LOBANOV-ROSTOVSKY André, *Russia and Europe (1789-1825)*, Londres, 1948, II-330 p.

MARTENS Fedor Fedorovitch, *Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères*, Saint-Pétersbourg, Imprimerie des voies de communication, 1874-1903, 15 vol.

MOURAVIEFF Boris, *L'Alliance russo-turque au milieu des guerres napoléoniennes*, Neuchâtel, Baconnière, 1934, 423 p.

MUHLSTEIN Anka, *Napoléon à Moscou*, Paris, Odile Jacob, 2007, 305 p.

NIVEN Alexandre C., *Napoleon and Alexandre I, a study in franco-russian relations, 1807-1812*, Washington, D.C., University Press of America, 1978, 83 p.

PURYEAR Vernon J., *Napoléon and the Dardanelles*, Berkeley, University of California, 1951, IV-437 p.

RAGSDALE Hugh, *Détente in Napoleonic era: Bonaparte and the Russians*, Lawrence, the regents press of Kansas, 1980, XII-183 p.

RATCHINSKI André, *Napoléon et Alexandre Ier, La guerre des idées*, Paris, Bernard Giovanongeli, 2002, 403 p.

SOKOLOV Oleg, *Austerlitz : Napoléon, l'Europe et la Russie*, Saint-Germain-en-Laye, éditions

Commios, 2006, 541 p.

SOREL Albert, *L'Europe et la Révolution française, t.6, Le Blocus continental-Le Grand Empire*, Plon, 1907, 606 p.

TATICHTCHEV Serge, *Alexandre et Napoléon d'après leur correspondance inédite (1801-1812)*, Paris, Perrin, 1891, XIII-640 p.

TRATCHEVSKII Aleksandr Semenovitch, *Rapports diplomatiques de la Russie avec la France à l'époque de Napoléon Ier*, Saint-Pétersbourg, Stasoulevitch, 1890-1893, 6 vol.

VANDAL Albert *Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup>, l'alliance russe sous le premier empire*, Paris, Plon, 1891, 3 vol.

WALISZEWSKI K., *Le règne d'Alexandre Ier*, Paris, Plon, 1923-1925, 3 vol.

### **Sur Caulaincourt et l'ambassade de Saint-Pétersbourg**

BEAUVOIS Daniel, « Le 'système asiatique' de Jean Potocki ou le rêve oriental dans les empires d'Alexandre Ier et de Napoléon (1806-1808) », Paris, *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1979, p. 467-485.

BERTRAND Pierre, « Projet de mariage de Napoléon Ier avec la grande-duchesse Anne de Russie, correspondance secrète et inédite de Champagny et de Caulaincourt », Paris, *Le Correspondant*, avril-juin 1890, p. 845-876.

BITTARD DES PORTES René, « Les préliminaires de l'entrevue d'Erfurt (1808) », Paris, *Revue d'Histoire diplomatique*, 1890, p. 94-144.

BOURGEOIS Émile, « L'alliance de Bonaparte et de Paul Ier (1800-1801) », *Revue des sciences politiques*, 1921, p. 273-90.

GRANDMAISON Goefroy de, « Un diplomate français enlevé par les Russes. Épisode du premier empire (1806-1807) », Paris, *La Quinzaine*, 1901, p. 43-62.

JACOBY Jean, « Les fiançailles manquées de Napoléon », Paris, *Mercure de France*, 1937, p. 5-28.

LESSEPS Jean-Baptiste Barthélémy de, *Les prémices de l'alliance franco-russe, deux missions de Barthélémy de Lesseps à Saint-Pétersbourg (1806-1807), d'après sa correspondance, édité*

par le comte Jean de la Tour, Paris, Perrin, 1914, 318 p.

ROONEY John, « Le marquis de Caulaincourt et la politique étrangère française pendant les Cent-Jours ou une diplomatie de désespoir, de frustration et d'échec », Paris, *Revue de l'Institut Napoléon*, 1987, p.38-56.

SCHUMANN Maurice, *Qui a tué le duc d'Enghien?*, Paris, Perrin, 1984, 214 p.

VANDAL Albert, « Négociations avec la Russie relatives au second mariage de Napoléon », Paris, *Revue d'histoire diplomatique*, 1890, p. 1-42.

—, « La France et la Russie pendant la campagne de 1809 », Paris, *Annales des Sciences politiques*, 1891, p. 304-334.

—, « La cour de Russie en 1807-1808 », Paris, *Revue d'Histoire diplomatique*, 1890, p.399-419.

VAUTHIER Gabriel, « Un projet de démembrement de la Turquie en 1808 », Paris, *Annales Révolutionnaires*, 1916, p. 713-719.

—, « Un projet de partage de la Turquie entre la France et la Russie en 1808 », Athènes, *L'Acropole*, 1926, p. 45-49.

### **Dictionnaires biographiques**

(La dernière mention de pages est celle de l'article qui concerne Caulaincourt)

*Biographie moderne ou Galerie historique, civile, militaire, politique, littéraire et judiciaire*, 2e édition, Paris, Eymery, 1816, 3 vol., t.1, p.242-243.

*Biographies des grands hommes et des personnages remarquables qui ont vécu sous l'Empire*, Paris, 1852, 336 p., p.113-115.

BAILLEHACHE Marcel de, *Grands bonapartistes, douze biographies avec portraits*, Paris, Taillandier, 1899, II-334 p., p.265-268.

BROTONNE Léonce de, *Les Sénateurs du Consulat et de l'Empire: tableau historique des Pairs de France 1789, 1814, 1848*, Genève, Slatkine, XI-327 p., p.53.

CAMPARDON Émile, *Liste des membres de la noblesse impériale*, Paris, Société de l'histoire de la Révolution française, 1889, 189 p.

COURCELLES Jean Baptiste Pierre Julien, dit le chevalier de, *Histoire généalogique et*

*héraldique des pairs de France, des grands dignitaires de la couronne, des principales familles nobles du royaume et des maisons princières de l'Europe*, Paris, l'Auteur, 1822-1833, 12 vol., t.IV, p. 57-60.

FELLER François-Xavier, *Biographie universelle des hommes qui se sont fait un nom*, Besançon, 1844, 13 vol., t.II, p.402-403.

FRANGULIS A.-F. (dir.), *Dictionnaire diplomatique*, Paris, Académie diplomatique internationale, 1268 p., p.202-203.

GALLOIS Léonard, *Biographie des ministres français, depuis juillet 1789*, Bruxelles, Grignon et H. Tarlier, 1826, VIII-318 p., p. 51-3.

HOEFER Ferdinand, *Nouvelle biographie universelle depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, Paris, Firmin-Didot, 1852-1856, 46 vol., t.IX, p.247-250.

LIÉVYNS A., VERDOT Jean-Maurice, BÉGAT Pierre, *Fastes de la Légion d'honneur: biographie de tous les décorés accompagnée de l'histoire législative et réglementaire de l'ordre*, Paris, bureau de l'Administration, 1844-1847, 5 vol.

MAHUL Alphonse, *Annuaire nécrologique*, Paris, 7 vol., p.325-363.

MICHAUD M. (dir.), *Biographie universelle ancienne et moderne: histoire par ordre alphabétique de la vie publique et privée de tous les hommes, tome septième*, 704 p., 1995 [ressource électronique, gallica.fr], p. 247-251.

MULLIÉ C., *Biographie des célébrités militaires des armées de terre et de mer de 1789 à 1850*, Paris, Poignavant, 1851, 2 vol., t.I, p.277-8.

POLI Xavier, *Autour d'un centenaire : Napoléon et le département de l'Aisne*, Soissons, Société historique de Haute-Picardie, 1922, p. 22-26.

ROBERT Adolphe (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français: depuis le 1er mai 1789 jusqu'au 1er mai 1889*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t.I, p.610.,

SAVANT Jean, *Les ministres de Napoléon*, Paris, Hachette, 1959, 318 p., p.243-251.

SIX Georges, *Dictionnaire biographique des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire*, Paris, 1934.

THOUMAS Ch., *Les grands cavaliers du Premier Empire : notices biographiques*, Paris, Beger-Levrault, 1890-1909, 3 vol., t.3, p.351-361.

VALYNSEELE Joseph, *Les princes et ducs du Premier Empire, non maréchaux, leur famille et*

*leur descendance*, Paris, 1959, XX-325 p., p.31-47.

## **Biographies**

ASKENAZY Simon, *Le prince Joseph Poniatowski, maréchal de France (1763-1813)*, Paris, Plon, 1931, 335 p.

BAINVILLE Jacques, *Napoléon*, Paris, Gallimard, 2005, LXVIII-616 p.

BERTAUD Jean-Paul, *Le Duc d'Enghien*, Paris, Fayard, 2001, 466 p.

BERTIER DE SAUVIGNY Guillaume de, *Metternich*, Paris, Fayard, 1986, 535 p.

DARD Émile, *Un confident de l'Empereur, le comte de Narbonne (1755-1813)*, Paris, Plon, 1944, 314 p.

DARIA Olivier, *Alexandre I<sup>er</sup>, prince des illusions*, Paris, Fayard, 1973, VI-476 p.

ENGLUND Steven, *Napoléon*, Paris, Éditions de Fallois, 2004, 639 p.

GRAUX Lucien, *Le Maréchal de Beurnonville*, Paris, Honoré Champion, 1929, XV-429-II p.

de GRUNWALD Constantin, *Alexandre I<sup>er</sup>, le tsar mystique*, Amiot-Dumont, Paris, 1955, 343 p.

—, *L'Assassinat de Paul I<sup>er</sup>*, Hachette, Paris, 1960, 208 p.

KUKIEL Marian, *Czartoryski and European Unity (1770-1861)*, Princeton, University press, 1955, XVIII-354 p.

LACOUR-GAYET Georges, *Talleyrand (1754-1838)*, Paris, Payot, 1946-1947, 3 vol.

LA TOUR Jean de, *Duroc (1772-1813)*, Paris, éditions Nouveau Monde, 2004, 202 p.

LENTZ Thierry, *Savary, le séide de Napoléon*, Paris, Fayard, 2001, 556 p.

MESMAY Jean-Tiburce de, *Horace Sébastiani : soldat, diplomate, homme d'État, Maréchal de France (1772-1851)*, Paris, Honoré Champion, 1948, 324 p.

MIGLIORINI Luigi Mascilli, *Napoléon*, Paris, Perrin, 2001, 668 p.

NABOKOV Serge et de LASTOURS Sophie, *Koutouzov*, Paris, Albin Michel, 1990, 332 p.

NICOLAS MIKHAILOVITCH grand-duc, *Le Tsar Alexandre I<sup>er</sup>*, Paris, Payot, 1931, 359 p.

—, *Le comte Paul Stroganov*, Paris, Imprimerie nationale, 1905, 3 vol.

—, *L'impératrice Élisabeth, épouse d'Alexandre I<sup>er</sup>*, Saint-Pétersbourg, Manufacture des papiers de l'État, 1908-1909, 3 vol.

PALÉOLOGUE Maurice, *Alexandre I<sup>er</sup>, un tsar mystique*, Plon, Paris, 1937, 315 p.

PERRIN DE BOUSSAC Henri, *Charles Jean-Marie Alquier (1752-1826) : un témoin de la Révolution et de l'Empire*, La Rochelle, Rumeur des âges, 1983, 301 p.

RAEFF Marc, *Michael Speransky, Statesman of Imperial Russia (1772-1839)*, The Hague, M. Nijhoff, 1957, 387 p.

RAIN Pierre, *Alexandre I<sup>er</sup>, un tsar idéologue*, Paris, Perrin, 1913, XII-460 p.

SAVINEL Pierre, *Moreau, rival républicain de Napoléon*, Rennes, « Ouest France », 1986, 286 p.

STRAKHOWSKY Leonid, *Alexander I of Russia, the man who defeated Napoléon*, New York, W. Norton, 1947, 302 p.

TROYAT Henri, *Alexandre I<sup>er</sup>, le sphinx du nord*, Paris, Flammarion, 1980, 467 p.

TROYAT Henri, *Paul I<sup>er</sup>, le tsar mal aimé*, Paris, Grasset, 2002, 250 p.

TULARD Jean, *Napoléon ou le mythe du sauveur*, Paris, Fayard, 1987, 512 p.

WARESQUIEL Emmanuel de, *Talleyrand, le prince immobile*, Paris, Fayard, 2003, 796 p.

### **Ouvrages de littérature**

RAMBAUD Patrick, *Il neigeait*, Paris, Grasset, 2000, 330 p.

REISET baronne Adèle de, *Souvenirs de la Cour de Russie sous l'empereur Alexandre de 1807 à 1815*, Le Mans, imprimerie Monnoyer, 1856, 461 p.

TOLSTOÏ Léon, *La guerre et la paix*, Gallimard, 1972, Folio, 2 vol.

## État des sources

### Présentation

Les sources archivistiques consultées pour cette thèse sont essentiellement françaises. La principale raison en est la difficulté d'accès aux archives russes, notamment celles des Affaires étrangères, qui nécessitent, outre la recommandation de professeurs russes, d'être doctorant. Il faut noter toutefois que de nombreuses sources ont été éditées ou communiquées à des historiens français. De plus, au vu des objectifs de ce travail et surtout de la visée biographique, il apparaît que ces sources ne sont pas toujours pertinentes : dans de nombreux cas, c'est le point de vue de Caulaincourt, sa perception des événements qui ont été privilégiés, puisqu'il ne nous appartient pas de faire une histoire générale de l'alliance franco-russe. Les sources russes auraient peut-être été cependant des compléments utiles sur certains points et nul doute que notre analyse de l'opinion russe à l'égard du duc de Vicence en aurait été approfondie, sans toutefois changer notre propos.

Les sources archivistiques étudiées se séparent en deux ensembles principaux : les fonds des Archives nationales, à Paris, et les fonds des Affaires étrangères, à Paris et à Nantes. Il faut insister sur le fait que le fonds 95 AP Caulaincourt, assez peu exploité par le passé, ou de façon parcellaire, a été la source principale de notre travail et a fourni l'essentiel des pièces annexes présentées dans notre travail de master ou d'École des chartes. À mentionner aussi, le fonds Yd 407, Caulaincourt, au Service historique de la Défense, à Vincennes, qui fait partie des dossiers d'officiers généraux (ici un général de division) et qui concerne les aspects militaires de la carrière du duc de Vicence, principalement avant sa nomination au poste d'aide de camp de Napoléon, en 1802.

## *Aux Archives nationales*

Les sources sur Caulaincourt et sur son ambassade à Saint-Pétersbourg sont nombreuses, marquées par une abondante correspondance, propre à l'activité diplomatique. La production personnelle du duc de Vicence y est très importante : lettres, notes et rapports se succèdent presque au jour le jour, offrant une masse de texte d'où il faut extraire les informations proprement biographiques au milieu des résumés de politique européenne et des formules de politesse. Les lettres reçues par Caulaincourt sont essentiellement celles du ministère des Affaires étrangères (Champagny puis Maret) et celles de Napoléon (jusqu'au 15 août 1809, date à partir de laquelle il ne s'adresse plus directement à son ambassadeur). Le duc de Vicence répond à l'Empereur et au ministre en joignant à ses lettres un certain nombre de rapports détaillés qui rendent compte de ses discussions avec Alexandre ou Roumiantzov ainsi que de l'état de l'opinion à Saint-Pétersbourg (les « on-dit »). À cela il faut bien entendu ajouter l'ensemble des notes personnelles de l'ambassadeur ainsi que les autres correspondances, en Russie (avec Alexandre et son ministre) et dans le reste de l'Europe (avec Talleyrand, avec d'autres ambassadeurs comme Gardanne ou Sébastiani, avec des militaires comme Davout ou Bernadotte, etc.).

Le fonds principal sur le personnage n'est autre que le fonds privé de sa famille, qui commence avec son père et son grand-père et se poursuit avec ses successeurs. Ce fonds est conservé aux Archives nationales (cote 95 AP) et demande une autorisation de consultation pour les cartons 1 à 25, à savoir les papiers sur le duc de Vicence, ainsi que sur son père et son frère, le héros de La Moskowa. Ces cartons, conservés aux Archives nationales, sont toujours la propriété des descendants du duc de Vicence qui seuls peuvent fournir une autorisation de consultation. Les cartons 4 à 24 rendent ainsi compte de l'ensemble de la carrière de Caulaincourt, les cartons 6 à 9 étant plus précisément consacrés à l'ambassade de Saint-Pétersbourg. Souvent constitué de copies de lettres mais aussi d'originaux, par son exhaustivité et sa cohérence, le fonds Caulaincourt est le premier outil de ces recherches. Toute la carrière du grand écuyer a droit à un carton consacré à un des grands moments de celle-ci. Les premiers cartons (4 et 5) s'intéressent à son activité militaire et notamment la gestion de son régiment de carabiniers sur le front du Rhin. Les papiers de l'ambassade à Constantinople ainsi que ceux de la mission à Saint-Pétersbourg en 1801 (étudiés dans le premier chapitre de ce travail), baptêmes de la diplomatie pour Caulaincourt, y sont aussi

conservés. L'affaire du duc d'Enghien, dont l'influence fut si profonde sur les mentalités de l'époque et plus particulièrement sur l'évolution personnelle du duc de Vicence, occupe une grande place dans le carton 5. Les cartons 6 à 9, consacrés à la grande ambassade de 1807-1811 regroupent en premier lieu la correspondance du ministre des Relations extérieures avec Caulaincourt, puis celle de Napoléon avec son grand écuyer. Le carton 6 a une importance toute particulière dans la mesure où, en plus de la correspondance du général Savary, il conserve un certain nombre de documents originaux, de mémoires politiques de la main de l'ambassadeur, de relations d'événements (comme l'entrevue d'Erfurt), la plupart totalement inédits. Les cartons 7 et 8 ont un contenu souvent similaire à celui d'autres fonds comme ceux des Affaires étrangères ou de la secrétairerie impériale, mais ont l'avantage de rassembler les différentes correspondances entre l'ambassadeur et la France. Les nombreux rapports numérotés du duc de Vicence occupent enfin l'ensemble du très volumineux carton 9.

Si ces cartons sont les plus utiles pour appréhender le travail diplomatique de Caulaincourt, le fonds 95 AP recèle d'autres dossiers intéressants. Le carton 10, concerne les comptes de l'ambassade (ainsi que des éléments sur la mission de Lauriston), comptes qui s'arrêtent à la fin de l'année 1808 mais qui sont disponibles dans leur intégralité (jusqu'à la fin 1810) dans le carton 36. Les cartons suivants se consacrent à la suite de la carrière du personnage. Il faut signaler le carton 12 qui rassemble les papiers relatifs à la campagne de Russie, ou encore le carton 15 qui contient différents textes politiques dont une relation de l'entrevue d'Erfurt de 1808. Les *Mémoires*, source principale et omniprésente de ce travail, trouvent leur place dans les cartons 16 à 19, avec une copie manuscrite et une copie dactylographiée. Les deux cartons suivants concernent les différentes dotations acquises par Caulaincourt au cours de la période, notamment en Italie et en Allemagne : leur intérêt est simplement de montrer la faveur du personnage vis-à-vis de Napoléon, sans entrer dans les détails de la gestion de son patrimoine. Enfin, les cartons 22 à 24 regroupent les correspondances entre Caulaincourt et différents personnages de la période comme Talleyrand ou Metternich, mais aussi avec sa famille et ce jusqu'à sa mort en 1827.

Les cartons 26 à 86 du fonds Caulaincourt (qui ne sont pas soumis à autorisation) regroupent les papiers de la famille. Si la majorité des documents concerne les descendants du duc de Vicence et les familles qui leur sont apparentées, on retrouve un certain nombre de cartons qui touchent à notre travail, notamment ceux qui s'intéressent à la succession de Caulaincourt ou à sa comptabilité. Certaines lettres et mémoires politiques y sont aussi conservés, mais de façon moins systématique bien entendu. On peut aussi signaler les cartons complémentaires 87 et 88 (suppléments au fonds 95 AP) qui regroupent des pièces acquises

récemment, dont certaines lettres originales de Caulaincourt à l'Empereur.

Les Archives nationales, en plus du fonds privé, conservent une masse conséquente de documents dans la fameuse série AF IV de la secrétairerie impériale, dans la section des papiers du ministère des Relations extérieures. Les relations avec la Russie occupent les cartons 1696 à 1699. Il s'agit d'un ensemble disparate de documents où Caulaincourt occupe une place prépondérante. Il faut toutefois signaler qu'une grande partie des papiers (comme les rapports à Napoléon) recourent ceux de 95 AP. Si le carton 1696 ne contient que quelques documents ayant un vague rapport avec Caulaincourt, les cartons 1697 et 1698 lui sont presque entièrement consacrés, avec ses lettres et rapports à Napoléon ainsi que la copie des lettres d'Alexandre au duc de Vicence. Le carton 1699 complète ces papiers et ajoute différentes pièces comme les « nouvelles et on-dit ». Ce carton conserve aussi les restes des papiers de la secrétairerie au sujet de la campagne de 1812, en partie détruits sur l'ordre de Napoléon durant la campagne de Russie. En résumé, AF IV présente un ensemble presque exhaustif sur les questions de l'alliance franco-russe, sans toutefois avoir cet aspect biographique et personnel qui caractérise le fonds 95 AP, et qui nous intéresse plus particulièrement.

Enfin, toujours aux Archives nationales, on peut regretter le peu d'intérêt présenté par les autres fonds privés. Les fonds Champagny (181 AP), Duroc (184 AP), Lauriston (201 AP), Talleyrand (215 AP), Aubert-Dubayet (170 AP), très parcellaires, ne conservent rien en rapport avec l'ambassade de Caulaincourt. Seul le fonds Mornay-Soult, 402 AP, qui contient un ensemble de lettres de Caulaincourt à sa tante, madame d'Harville, se distingue en comparaison des autres archives privées. Les fonds Maret (204 AP) et Savary (421 AP) se révèlent dignes d'intérêt, sans s'avérer des sources principales, mais simplement des compléments intéressants aux documents liés directement à l'ambassade de Saint-Pétersbourg.

### *Aux Affaires étrangères*

Les archives du ministère des Affaires étrangères sont, dans le cas d'un travail sur la diplomatie, incontournables, dans la mesure où y est conservée toute la correspondance des ambassadeurs et des ministres. Toutefois, la configuration de la politique étrangère à l'époque napoléonienne, ainsi que le caractère particulier de l'ambassade de Caulaincourt tempèrent fortement ces propos. En effet, les copies de lettres effectuées par le duc de Vicence et

conservées dans son fonds privé, ainsi que les doublons qui peuvent exister dans les archives de la secrétairerie impériale diminuent l'importance des collections du Quai d'Orsay. Elles présentent cependant l'avantage de ne pas se limiter à la correspondance de Caulaincourt, mais d'envisager les relations franco-russes dans un contexte chronologique plus large. On y retrouve les correspondances de Duroc, chargé de mission avant Caulaincourt en 1801, celle de Lesseps, consul à Saint-Pétersbourg qui assure l'intérim, comme chargé d'affaires, en 1807, avant l'arrivée de Savary. Les correspondances politiques sont conservées chronologiquement (par tranche de six mois) dans le dossier Russie, ainsi que dans le Supplément Russie, et présentent les originaux des lettres envoyées par Caulaincourt, mais les minutes de celles adressées par le ministère à l'ambassadeur. Les archives du centre de Paris conservent aussi différents documents liés au fonctionnement du ministère. Les comptes du ministère sont un outil de première importance pour appréhender les sommes octroyées au personnel diplomatique et pour comprendre le fonctionnement de l'ambassade. L'étude du personnel passe aussi par les dossiers nominatifs, conservés sous forme de liasses ou de microfilms aux Affaires étrangères : c'est grâce à eux que nous avons trouvé des informations sur les secrétaires de l'ambassade notamment. En résumé, le centre de Paris propose un ensemble de documents qui dépasse la simple correspondance diplomatique et qui permet une étude de l'aspect institutionnel de l'ambassade de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg.

Les archives des postes diplomatiques, à Nantes, sont un ensemble complexe, issu des rapatriements d'archives effectués au XX<sup>e</sup> siècle, de Saint-Pétersbourg vers la France. Il est à noter qu'une partie des archives, arrivée à la toute fin du XX<sup>e</sup> siècle, n'a pas encore été inventoriée et n'est donc pas disponible. Un premier ensemble est constitué par la correspondance politique et plus précisément les minutes de celle-ci, quand il s'agit de la correspondance du poste vers le ministère, ou les originaux quand il s'agit de l'inverse. Ces documents représentent donc le pendant de ceux conservés au Quai d'Orsay. À côté de cet ensemble, il faut signaler les trois registres de suppléments (256\*, 257\* et 258\*) qui rassemblent un grand nombre de documents intéressant notre sujet. À savoir principalement des copies de documents ayant trait aux différentes affaires politiques de l'époque et qui nous renseignent sur les informations dont dispose Caulaincourt, mais aussi les correspondances qu'il tient avec d'autres ambassadeurs, comme ceux de Vienne, Constantinople, Berlin, Stockholm ou avec Gardane, envoyé de Napoléon en Perse. Ces documents sont liés au travail de l'ambassadeur mais il faut leur ajouter les très nombreux papiers des consulats français de Russie : celui de Saint-Pétersbourg où M. de Lesseps collabore avec le duc de Vicence mais aussi ceux de Riga, d'Odessa ou de Moscou. Les cartons de la série « Cartons et registres »,

qui se présentent sans véritable classification, présentent les correspondances de ces consulats ainsi que les papiers des affaires qu'ils traitent, celles qui concernent la navigation et le commerce, mais aussi celles liées aux Français implantés en Russie, où Caulaincourt est parfois amené à jouer un rôle. En résumé, le centre de Nantes fournit de nombreux documents annexes qui éclairent d'autres aspects du sujet. On peut cependant regretter les difficultés qu'imposent le système de classement, le peu de diffusion des instruments de recherche (disponibles essentiellement sur place) et la part de documents non disponibles.

## ARCHIVES NATIONALES

### 95 AP FONDS CAULAINCOURT

86 cartons, 12,5 m linéaires

#### **1-25 (déposés en 1952) soumis à autorisation.**

- 1-3 Papiers de Marc-Louis, marquis de Caulaincourt, maréchal de camp, et de Gabriel-Louis, comte puis marquis de Caulaincourt, général de division, sénateur, son fils [père du duc de Vicence], 1756-1808.
- 4-24 Papiers de Armand-Augustin-Louis de Caulaincourt, duc de Vicence, général de division, grand écuyer de l'Empereur, ambassadeur en Russie, ministre des Relations extérieures, fils de Gabriel-Louis, 1795-1847.
- 4- Mission en Turquie-négociations avec l'Angleterre-Première mission en Russie et mission pour la formation du 112e régiment de ligne, 5 juin 1795-15 juillet 1804.
- 5- Mission de Strasbourg et Affaire du duc d'Enghien, 21 juin 1800-11 mai 1847.
- 6- Mission du général Savary-Ambassade du duc de Vicence, 12 juillet 1806-15 septembre 1813.
- 7- Ambassade du duc de Vicence, 19 septembre 1807-12 mai 1811.

- 8- Ambassade du duc de Vicence, 9 décembre 1807-11 mai 1811.
- 9- Ambassade du duc de Vicence, 22 décembre 1807-11 mai 1811.
- 10- Dépêches et comptes de l'ambassade de France en Russie-Ambassade du comte de Lauriston et rupture avec la Russie, 9 décembre 1807-21 août 1812.
- 11- Service du grand écuyer, 29 août 1811-21 juin 1815.
- 12- Campagne de Russie : service des estafettes-Pièces d'administration-Campagne de Saxe, 15 janvier 1812-11 avril 1814.
- 13- Correspondance diplomatique du duc de Bassano, ministre des Relations extérieures-Congrès de Prague, 3 mai 1813-5 octobre 1815.
- 14- Congrès de Châtillon-Traité de Valencay-Négociations de Fontainebleau, 18 août 1813- 14 juin 1815.
- 15- Commission de gouvernement-Les Cent-Jours-Mémoires et traités politiques, 3 février 1814-7 novembre 1816.
- 16- Mémoires du duc de Vicence : « Notes depuis Tilsit jusqu'après le retour de Russie », manuscrit collationné et copie de madame de Villeneuve, 9 février 1812-9 octobre 1815.
- 17- « Notes depuis Tilsit », copies manuscrites et dactylographiées, s.d.
- 18- « Campagne de Saxe 1813 »- minute et copies dactylographiées, s.d.
- 19- « Journal de Châtillon jusqu'après le traité du 30 mai », minute collationnée par le duc de Vicence, copies manuscrites et dactylographiées. Notice sur le duc de Vicence et papiers divers lui appartenant, 23 juin 1813- 26 juillet 1826.
- 20- Dotations : domaine du Cornacchie, rente sur le mont de Milan, dotations de biens en Hanovre, 30 novembre 1803- 17 septembre 1829.
- 21- Dotations : domaine de Hans-Gröningen en Westphalie, domaine de Dortmund dans le Grand-duché de Berg et dotations diverses, 6 février 1808- 9 janvier 1824.
- 22- Correspondance du duc de Vicence, 6 décembre 1804- 22 juin 1826.
- 23- Correspondance, 27 janvier 1819-17 août 1827.
- 24- Correspondance familiale-Affaire Galitzine, 6 décembre 1806- 18 août 1826.

25- Papiers d'Auguste Jean-Gabriel, comte de Caulaincourt, général de division, frère du duc de Vicence-Correspondance de Louis Bonaparte, roi de Hollande-Pièces appartenant à des tiers, 1766-1845.

#### **26-86 2<sup>e</sup> partie, famille de Caulaincourt, dation de 1983-1984**

31- Gabriel-Louis de Caulaincourt (1740-1808), lieutenant-général et sénateur : papiers personnels et militaires, 1740- 25 janvier 1809.

32- Gabriel-Louis de Caulaincourt (1740-1808) : papiers et correspondance d'affaires, 1754-1809.

33- Marquise de Caulaincourt, née de La Chaussée d'Eu, mère du duc de Vicence : succession, 1809-1830.

34- Armand-Augustin de Caulaincourt, duc de Vicence.  
Papiers personnels et de fonction, 1814-1815.  
Correspondance militaire et diplomatique, 1805-1815.  
Lettres et papiers d'affaire, 1807-1827.

35- Comptes, An XI-1806.

36- Comptes- comptes de l'ambassade de Russie, 1806- 1810.

37- Factures et comptes, 1812- 1823.

38- Succession du duc de Vicence, 1810- 1836.

39- Succession du duc de Vicence, inventaire après décès, documents d'affaires, 1813-1827.

40-42 Succession du duc de Vicence : factures, comptes et papiers divers, 1814-1832.

43- Duchesse de Vicence, née Adrienne de Carbonnel de Canisy : papiers personnels et affaires (affaire du duc d'Enghien), 1821- 1855

85- Autographes-Documents Caulaincourt : lettres du duc et de la duchesse de Vicence, An XIII- 1814

#### **87-90 Suppléments au fonds Caulaincourt**

87-88 Service du grand écuyer, 1804-1814 (complément à 95 AP 11, entré en 1998).

- 89- Lettre autographe signée du général Charles-Nicolas Fabvier à Caulaincourt, duc de Vicence, ambassadeur de France à Pétersbourg, sur un incident survenu entre des officiers russes et lui-même lors de son voyage en Russie, Varsovie, 9 juillet 1809 (complément à 95 AP 88, entré en 1993).
- 90- Quatre minutes de la main [?] du duc de Vicence, 1809-1811.

#### **LES AUTRES FONDS D'ARCHIVES PRIVÉES**

##### **204 AP MARET**

- 1- Dossier 2 : Ministre des relations extérieures (1811-1813).  
Police des ambassadeurs étrangers en France (Kourakine).

##### **402 AP MORNAY-SOULT**

- 61- Dossiers de la famille d'Harville.

##### **421 AP SAVARY**

- 4- Mémoires de Savary. s.d.  
Dossier 1 : Registre factice contenant le manuscrit des *Mémoires* de Savary.  
Dossier 2 : Notes et brouillons de travail sur feuilles volantes et dossiers préparatoires numérotés A à D établis par Savary pour ses *Mémoires*.

#### **AF IV- SECRÉTAIRERIE IMPÉRIALE**

##### **1696 Russie, mémoires, rapports et correspondance An VIII-1812**

**Dossier 1** : régime consulaire: Lettres de Paul Ier (an XI), mission du général Duroc à Saint-Pétersbourg (an XI).

**Dossier 2** : documents relatifs à la rupture entre la France et la Russie (1805).

**Dossier 4** : notes et mémoires depuis la paix de Tilsit (1807).

**Dossier 5** : pièces diverses (1807-1808).

**Dossier 6** : correspondance et pièces diverses (1808-1809).

**Dossier 7** : traités, mémoires, notes et pièces diverses (1791-1809).

#### **1697 Russie, correspondance de Savary et Caulaincourt 1807-1808**

**Dossier 1** : Rapports de Savary, envoyé par Napoléon à Saint-Pétersbourg après la paix de Tilsit (août-septembre 1807).

**Dossier 3** : Lettres de Caulaincourt, ambassadeur de France en Russie, à Napoléon (31 décembre 1807- 1er semestre 1808).

**Dossier 4** : Lettres de Caulaincourt à Napoléon (2e semestre 1808).

**Dossier 5** : Rapports de Caulaincourt (31 décembre 1807- 26 août 1808).

#### **1698 Russie, correspondance de Caulaincourt, pièces annexées- 1808-1809**

**Dossier 1** : Copies de lettres du tsar Alexandre à Caulaincourt (1808-1809).

**Dossier 2** : Lettres de Caulaincourt adressées à Napoléon et à d'autres correspondants, accompagnées d'annexes (1809).

**Dossier 3** : Rapports de Caulaincourt à Napoléon lui rendant compte de ses entretiens avec le tsar Alexandre et avec Roumiantsov (1809).

#### **1699 Russie, retraite de Russie 1810-1812**

**Dossier 1** : Pièces diverses (1810).

**Dossier 2** : Dépêches de l'ambassadeur Caulaincourt (1810).

**Dossier 3** : Rapports de l'ambassadeur Caulaincourt (1810).

**Dossier 4** : Correspondance de l'ambassadeur de France, Caulaincourt (janvier-mai 1811). Nouvelles et on-dit.

**Dossier 5** : Rapports de Caulaincourt, ambassadeur en Russie (1810-1811).

**Dossier 6** : Ministère des Relations extérieures (1811). Documents concernant le commerce de la France avec la Russie.

**Dossier 7** : Pièces diverses (1811).

**Dossier 8** : Relations extérieures: Russie (1812). Les documents en déficit ont été détruits sur l'ordre de Napoléon pendant la campagne de 1812.

## **DOSSIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

LH/451/80    Caulaincourt, duc de Vicence

## **ARCHIVES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES-PARIS**

### **CORRESPONDANCE POLITIQUE**

#### **RUSSIE**

- 141- Le général Duroc, le colonel Caulaincourt, chargés de mission, septembre 1801-septembre 1802.
- 144- Lesseps, commissaire général et chargé d'affaires ; le général Savary, chargé de mission ; le général Caulaincourt, duc de Vicence, ambassadeur, septembre 1804-décembre 1807.
- 145- Lesseps, commissaire général et chargé d'affaires, 1806.
- 146- Le général Caulaincourt, duc de Vicence, ambassadeur, janvier-juin 1808.
- 147- Le général Caulaincourt, duc de Vicence, ambassadeur, juillet-décembre 1808.
- 148- Le général Caulaincourt, duc de Vicence, ambassadeur, janvier-juin 1809.
- 149- Le général Caulaincourt, duc de Vicence, ambassadeur, juillet-décembre 1809.
- 150- Le général Caulaincourt, duc de Vicence, ambassadeur, janvier-juin 1810.
- 151- Le général Caulaincourt, duc de Vicence, ambassadeur, juillet-décembre 1810.
- 152- Caulaincourt, puis le général de Lauriston, ambassadeurs, janvier-mai 1811.
- 153- Lauriston, ambassadeur, juin-décembre 1811.
- 154- Lauriston, ambassadeur, janvier-octobre 1812.

## **SUPPLÉMENT-RUSSIE**

17- Ségur, Genet (dépêches à la Cour), Caulaincourt, 1789-1812.

## **MÉMOIRES ET DOCUMENTS-RUSSIE**

32- 1800-1813.

Mémoire sur la Cour de Russie, par le chevalier de Bray (1807).

Mémoires et documents divers sur l'administration, le commerce, les productions, etc. de la Russie.

Mémoire sur un projet d'union entre les deux grandes puissances continentales, dans le but d'amener l'Angleterre à des vues de pacification (1808).

## **CORRESPONDANCE POLITIQUE-TURQUIE**

194- Verninac, envoyé extraordinaire ; général Aubert Dubayet, ambassadeur, juin-septembre 1796.

## **COMPTABILITÉ DU MINISTÈRE**

XVIIIe-XXe siècle

19- 1804-1808.

20- 1809-1812.

## **PERSONNEL-DOSSIERS INDIVIDUELS**

1ère série: cartons.

2596- Jean Baptiste Barthélémy de Lesseps.

3410- Alphonse de Rayneval.

3411- Joseph Maximilien Gérard François de Rayneval.

3579- Duc de Rovigo.

3591- Marquis de Rumigny.

3624- Alexis comte de Saint-Priest.

4092- Duc de Vicence (fils).

**PERSONNEL-VOLUMES RELIÉS (DOSSIERS INDIVIDUELS)**  
Origine-1830.

Volume 15- Caulaincourt, duc de Vicence (1803-1815).

Volume 62- Courbon de Saint-Genest (1800-1818).

**AFFAIRES ETRANGERES-CENTRE DE NANTES**

**SAINT-PÉTERSBOURG -VOLUMES RELIÉS**

2\*- Correspondance politique de l'ambassade à l'arrivée et au départ, janvier 1804-décembre 1807.

3\*- Départ, 1808, janvier-décembre.

4\*- Arrivée, idem.

5\*- Départ, 1809, janvier-octobre.

6\*- Arrivée et départ, 1809, janvier-décembre.

7\*- Départ, 1810, janvier-décembre.

8\*- Arrivée, 1810, janvier-décembre.

- 9\*- Départ, 1811, janvier-août.
- 10\*- Arrivée et départ, 1811, janvier-décembre.
- 11\*- Idem, 1812, janvier-juin.

#### **SUPPLÉMENT DE LA CORRESPONDANCE POLITIQUE RELIÉE**

256\*- **Supplément 1.** 1801-1812.

- 7° « Lettres et documents relatifs à l'ambassade du duc de Vicence ». Juillet 1807-novembre 1811.
- 9° « Rapports particuliers du duc de Vicence à l'Empereur depuis l'entrevue d'Erfurt ». 1808-1811.
- 10° « Projet de construction de navires de guerre en Russie pour compte de la marine française », 1808.
- 11° « Pièces diverses relatives à la coopération de la marine russe avec la marine française », 1808-1810.
- 12° « Dernières communications, échangées entre le général Lauriston et le gouvernement russe au moment de la rupture ». 1812, mars-août.

257\*- **Supplément 2.** 1807-1810.

- 1° « Correspondance et pièces diverses relatives aux relations de la France et de la Russie avec l'Autriche et particulièrement à la campagne de 1809 », décembre 1807-août 1810.
- 2° « Correspondance relative à la participation de l'armée russe à la campagne contre l'Autriche. » 1809, mai-septembre.

258\*- **Supplément 3.**

- 1° « Documents politiques et diplomatiques ». Juillet 1807-mars 1811.
- 2° « Correspondance et pièces diverses relatives aux relations de la Russie avec la Suède et la conquête de la Finlande ». Octobre 1807-décembre 1810.
- 4° « Pièces relatives aux tentatives de négociations avec l'Angleterre et au Blocus continental ». Octobre 1807- octobre 1809.
- 6° « Correspondance avec Constantinople », 1807-1810.
- 7° « Correspondance avec la Perse », 1807-1810.
- 8° « Deux notes sur l'Asie et l'Inde rédigées pendant l'ambassade du Duc de Vicence ». s.d.

#### **SÉRIE CARTONS ET REGISTRES**

- 5- Certificats d'origine (passeports)-Saint-Pétersbourg, 1809-1810.  
Pièces annexes d'état civil, 1809-1810.
- 6- Correspondance générale-minutes de Lesseps, 1809-1811.
- 7- Lettres diverses-particuliers, 1811-1812.
- 11- Notes verbales, 1811-1812.  
Minutes de la correspondance adressée au ministère de la marine, 1811-1812.
- 22- Consulat de Saint-Pétersbourg-Lettres ministérielles, 1807-1808.  
Correspondance consulaire-correspondance adressée de Riga et d'autres postes consulaires, an XI-1812.  
Documents commerciaux, 1806-1816.  
Correspondance avec la Marine-minutes, 1808-1809.  
Correspondance avec Ministère de l'Intérieur et de la Guerre-arrivée, 1808-1809.  
Correspondance arrivée de Memel, 1808-1809.
- 432- Saint-Pétersbourg : consulat.  
Correspondance, procurations, extraits des registres, etc. (1797-1812).  
Quittances, lettres et minutes relatives aux prisonniers de guerre (1808).  
Correspondance du consulat de Riga (1808-1811).  
Correspondance avec l'ambassadeur (1808-1811).  
Correspondance du consulat d'Odessa (1808-1811).
- 492- Odessa : consulat-correspondance, 1808-1811.

## **SERVICE HISTORIQUE DE LA DÉFENSE-VINCENNES**

### **Dossiers personnels-officiers généraux.**

Yd 407          Armand-Louis de Caulaincourt, duc de Vicence.

## **BIBLIOTHEQUE NATIONALE-RICHELIEU**

Fr.12142- Recueil de lettres autographes de Duroc, duc de Frioul, de la duchesse sa femme, et de Caulaincourt, duc de Vicence, à M. Leduc, secrétaire du duc de Frioul (1813). Récit de la mort de Duroc par Caulaincourt. XIXe siècle. Papier. 38 feuillets. 310 sur 195 millimètres. Cartonné.

**1<sup>ère</sup> partie : L'ambassade de  
Caulaincourt à Saint-Pétersbourg, une  
mission de représentation diplomatique.**

## **CHAPITRE I : LES ORIGINES DU CHOIX DE CAULAINCOURT : EXPÉRIENCES ET PROFIL DE L'ENVOYÉ DE NAPOLÉON (1796-1807).**

### **Introduction**

Les raisons et les motivations du choix de l'ambassadeur de France en Russie, en 1807, sont une des premières questions qui se posent au sujet de cette ambassade. Pourquoi choisir Caulaincourt, alors grand écuyer de l'Empereur, plutôt que quelqu'un qui se rapprocherait plus de l'idée du diplomate de formation, surtout en ce qui concerne un poste aussi important et décisif ? Attaché à la personne de Napoléon depuis sa nomination comme aide de camp en 1802, Caulaincourt ne l'a jamais quitté, sa fonction en faisant un de ses plus proches collaborateurs, à l'instar de Duroc ou de Berthier par exemple. Se séparer de lui, c'est remettre en question l'organisation de la Cour, c'est aussi éloigner du grand écuyer les faveurs de Napoléon et les différentes mondanités. Mais l'enjeu est de taille. Après trois campagnes (contre l'Autriche et la Russie en 1805, contre la Prusse en 1806, contre la Russie et les débris de la Prusse en 1807), la France est enfin parvenue à imposer sa paix à l'Europe, une paix qui passe par l'alliance avec la Russie, conclue à Tilsit, en juillet 1807, entre les deux empereurs<sup>117</sup>. Si le radeau du Niémen et les fraternisations entre Français et Russes renvoient

---

<sup>117</sup> Voir Introduction générale.

au reste de l'Europe une image idyllique, une alliance fondée sur la défaite sans appel d'un des contractants est un édifice fragile, qui doit être consolidé. Le rôle des ambassadeurs est par conséquent primordial, tant pour faire la liaison entre les deux souverains, que pour renforcer la toute neuve amitié entre les deux pays. Même si Napoléon veut diriger lui-même les futures négociations et espère rencontrer à nouveau Alexandre en tête-à-tête (comme c'est le cas à Erfurt en 1808<sup>118</sup>), il ne néglige pas le choix de son représentant, qui devra être à la hauteur de sa tâche.

S'il est évident que les raisons du choix de Caulaincourt ne peuvent être entièrement déterminées, et dépendent en grande partie de la volonté personnelle de Napoléon, un retour sur les débuts de la carrière du duc de Vicence éclaire en partie la genèse de l'ambassade de Saint-Pétersbourg. Il semble nécessaire, plus généralement, de ne pas isoler la période 1807-1811 de celles qui l'ont précédée et de celles qui vont suivre : certains aspects ne sont compréhensibles que par une remise dans un contexte plus général. Ainsi, l'affaire du duc d'Enghien, qui a tant bouleversé Saint-Pétersbourg, en 1804, reste comme une zone obscure parmi les raisons de cette motivation. Est-elle écartée par Napoléon comme insignifiante, est-elle utilisée à dessein? On remarque notamment que Caulaincourt, plus ou moins lié à l'affaire (plutôt plus que moins pour l'opinion), suit Savary, coupable principal de l'exécution du duc à Vincennes. Il est utile de ne pas écarter cette affaire pour montrer les méandres des choix politiques de l'époque, les erreurs ou les manœuvres secrètes de Napoléon. Mais c'est aussi le meilleur exemple de ces paramètres qui nous échappent dans la nomination du grand écuyer pour l'ambassade de Saint-Pétersbourg.

Sans pouvoir tout expliciter, nous nous bornerons à rappeler brièvement les missions de Constantinople et de Saint-Pétersbourg, en cherchant les conséquences visibles pour l'ambassade de 1807 et en insistant sur le parcours personnel du jeune Caulaincourt et sur les aspects qui annoncent son action ou ses idées futures. Nous aborderons ensuite la mission de Savary, dans son optique de recherche d'un ambassadeur pour la cour russe, ce point permettant de nous attarder sur les grandes caractéristiques recherchées par Napoléon et définies par le duc de Rovigo lors de sa mission. Enfin, en guise de conclusion et d'amorce des chapitres suivants, nous décrirons l'arrivée de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg, résultat des péripéties et des décisions qui l'ont précédée.

---

<sup>118</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, chapitre I, 3.

## **1. Caulaincourt à Constantinople : une première expérience diplomatique (1796-1797).**

*Introduction : Constantinople, première coupure dans une carrière militaire*

Élément curieux de la carrière de Caulaincourt, son voyage à Constantinople en 1796 et 1797 est le point de départ de son futur métier de diplomate, même si ce tournant dans sa vie est loin d'être accepté comme tel. Issu d'une famille purement militaire<sup>119</sup>, Caulaincourt ne conçoit pas d'autre voie que celle des armes, et s'il ne déroge pas en accompagnant son général, Aubert du Bayet à Constantinople, il n'y voit qu'une mission militaire, agrémentée peut-être d'un certain apparat représentatif. Si sa fonction d'aide de camp ne lui offre pas de véritable rôle diplomatique à Constantinople même, son retour en qualité de *Mihmandar*<sup>120</sup> de l'ambassadeur turc Ali-Effendi<sup>121</sup>, va être à l'origine de ses faveurs, et va démontrer d'indéniables qualités d'organisation et de représentation. Si la mission du futur duc de Vicence à Saint-Pétersbourg, en 1801<sup>122</sup>, peut paraître plus significative et plus lourde de conséquences pour celle de 1807, le voyage à Constantinople marque une coupure plus profonde avec sa vie antérieure, avec ses projets, avec sa place dans le jeu politique en mouvement du Directoire. En effet, jusqu'au départ pour l'empire ottoman, la carrière de Caulaincourt est exclusivement militaire, suivant les grades de cavalerie, sous-lieutenant en 1789, sergent-major en 1793, brigadier en 1794, chef d'escadrons en 1795<sup>123</sup>. Ses campagnes

---

<sup>119</sup> Tous ses ancêtres au XVIII<sup>e</sup> siècle sont dans l'armée royale, comme son père. Lui-même, mais aussi son frère, le héros tragique de la Moskowa, est avant tout un militaire.

<sup>120</sup> Terme turc, équivalent de maréchal des logis. Son orthographe varie fortement dans les correspondances, le plus courant étant « Mismandar ».

<sup>121</sup> Ambassadeur extraordinaire en France à partir de 1797. Voir Maurice Herbette, *Une ambassade turque sous le Directoire*, Paris, Perrin, 1902, 343 p.

<sup>122</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I, 2.

<sup>123</sup> Voir annexe n°7.

le font évoluer dans des contrées familières, dans le Nord<sup>124</sup>, en Normandie<sup>125</sup>, à Paris<sup>126</sup> (il ne découvre l'Allemagne qu'à son retour de Turquie). Constantinople, pour tout homme de cette époque, et à l'instar de Saint-Pétersbourg, c'est l'exotisme, l'inconnu, surtout quand son horizon est resté limité jusque-là. Cette mission, pour Caulaincourt, sera celle des découvertes : découverte de pays étrangers, des missions diplomatiques, des fêtes de cour, mais aussi de ses capacités personnelles. Pour toutes ces raisons, il s'agit d'un jalon qui contient en germe ses futures missions et le développement de sa carrière.

### *Aubert du Bayet et Caulaincourt*

Le général Aubert du Bayet est lié à cette époque à la carrière de Caulaincourt. Il se l'est attaché comme aide de camp (lui et son frère Auguste) le 24 ventôse an III (14 mars 1795). Après quelques soucis sous la Terreur, Aubert du Bayet était devenu un fervent républicain, prouvant ses nouveaux sentiments en combattant les Chouans dans l'Ouest, en tant que chef de l'armée des Côtes de Cherbourg. Personnage assez haut en couleur, il fait preuve dans ses lettres à Caulaincourt, d'un grand républicanisme, traitant les Chouans de « scélérats »<sup>127</sup>, citant à son aide de camp les quatre mots les plus importants pour lui : « Humanité, justice, républicanisme, et honneur »<sup>128</sup>. Il semble, par ailleurs que cet attachement à la République soit une des causes de sa future brouille avec Caulaincourt. En 1795, leurs relations sont pourtant au beau fixe, le général étant un grand ami de la famille, lié en particulier avec un autre général de la République, le comte d'Harville<sup>129</sup>, oncle de Caulaincourt. Estimant le jeune officier de cavalerie et lui vouant un réel attachement, comme lorsqu'il écrit le 28 prairial « à son bon enfant Armand Caulaincourt »<sup>130</sup>, il l'envoie plusieurs fois à Paris afin de se charger de différentes missions, le congratulant d'une parole prophétique : « si jamais je gouverne une grande république, je n'aurai jamais d'autre ambassadeur que toi, mon cher Armand »<sup>131</sup>. Le caractère du jeune Armand se prêtait-il déjà aux discussions diplomatiques? En tous cas, son univers est alors encore entièrement militaire, malgré ces quelques missions.

---

<sup>124</sup> En tant qu'aide de camp de son père.

<sup>125</sup> Avec Aubert du Bayet à l'armée des côtes de Cherbourg.

<sup>126</sup> Dans la Garde nationale.

<sup>127</sup> AN, 95 AP 4, Aubert du Bayet à Caulaincourt, Alençon, 21 Prairial an III (10 juin 1795).

<sup>128</sup> *Ibid.*, Aubert du Bayet à Caulaincourt, Alençon, 10 messidor an III (28 juin 1795).

<sup>129</sup> Sur la famille d'Harville et ses relations avec Caulaincourt, voir, aux AN, le fonds 402 AP 61 Mornay-Soult.

<sup>130</sup> AN 95 AP 4, Aubert du Bayet à Caulaincourt, s.l., 28 prairial an III.

<sup>131</sup> *Ibid.*

Aubert du Bayet est nommé le 3 novembre 1795 au ministère de la guerre, mais, sous la pression de Carnot<sup>132</sup>, finit par démissionner<sup>133</sup>: un de ses actes est de désigner Caulaincourt comme chef d'escadron au 8<sup>e</sup> régiment de cavalerie. Afin de compenser cette perte du ministère, le général est envoyé comme ambassadeur à Constantinople, et Caulaincourt, en tant qu'aide de camp, est chargé de l'accompagner. L'arrêté du Directoire exécutif du 24 ventôse an IV notifie cette désignation : « le directoire exécutif arrête que le citoyen Caulaincourt, aide de camp de l'ambassadeur est autorisé à suivre le citoyen Aubert Dubayet à Constantinople » Signé : Ch. Delacroix<sup>134</sup>, ministre des Relations extérieures<sup>135</sup>. On voit par ces différents événements l'importance persistante, malgré l'évolution sociale révolutionnaire, des relations dans le milieu militaire. Caulaincourt, issu d'une grande famille nobiliaire, apparentée à de grands noms, suit le destin d'un général de la République qui, malgré la transformation de son nom en Dubayet (comme Desaix ou Davout), reste un représentant de l'ancienne caste militaire nobiliaire. Ce personnage va exercer une profonde influence sur l'évolution de la carrière du jeune officier de cavalerie qui découvre déjà deux de ses principales attributions futures : celle d'aide de camp et celle d'ambassadeur. Véritable mentor, Aubert du Bayet entraîne à sa suite quelqu'un qui se destinait à une carrière militaire classique mais qui va dévier de cette voie tracée. Il est intéressant de voir à la fois la persistance des cadres de l'Ancien Régime dans ce cas précis, mais aussi les formidables opportunités offertes par la Révolution, brisant certaines conventions<sup>136</sup> et ouvrant des carrières prometteuses dans le sillage de réussites personnelles, comme celle d'Aubert du Bayet, qui s'impose comme un des grands protecteurs du futur duc de Vicence, avant Talleyrand ou bien sûr Bonaparte.

---

<sup>132</sup> Lazare-Nicolas-Marguerite Carnot (1753-1823) : directeur des affaires militaires au Comité de salut public, il est salué du titre d'« organisateur de la victoire ». Directeur après Thermidor, il est un éphémère ministre de la Guerre en 1800, puis retrouve une haute fonction durant les Cent-Jours, celle de ministre de l'Intérieur. Comme Caulaincourt, il est membre du gouvernement provisoire qui se met en place après la défaite de Waterloo. Carnot meurt en exil après le retour des Bourbons.

<sup>133</sup> Voir J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 23.

<sup>134</sup> Charles Delacroix (1741-1805) : après avoir voté la mort du roi, Delacroix devient un Thermidorien convaincu et entre au Conseil des Anciens. Il est ministre des Relations extérieures du Directoire, mais doit quitter ce poste en 1797. Il est ensuite ambassadeur en Hollande, puis préfet sous le Consulat.

<sup>135</sup> 95 AP 4, arrêté du directoire, 24 ventôse an IV (14 mars 1796).

<sup>136</sup> On voit ainsi la nomination de Caulaincourt comme aide de camp alors qu'il n'est encore que sous-officier, pratique contraire aux règles de l'avancement militaire.

*Voyage à Constantinople, brouille avec Aubert du Bayet et choix de Caulaincourt comme Mihmandar d'Ali-Effendi*

Du fait du blocus des côtes françaises par les Anglais, le voyage vers Constantinople doit se faire par terre. Passant par Grenoble, Gênes, Venise, la Bosnie, l'Albanie et la Roumélie, le trajet est l'occasion pour Caulaincourt de noter tout ce qu'il découvre. Il écrit un journal de voyage très détaillé<sup>137</sup>, décrivant les contrées traversées, détaillant les villages et leur population, faisant même le croquis d'un monument antique avec ses mesures. Le goût pour le voyage s'est développé depuis peu et Caulaincourt agit de la même manière que d'illustres contemporains comme le duc d'Enghien en exil qui note par écrit ses observations lors de ses pérégrinations dans les Alpes suisses<sup>138</sup>. Partie de Paris le 16 germinal an IV (5 avril 1796), l'ambassade, conduite par un *mihmandar* fonction qu'exercera Caulaincourt durant son retour vers la France, arrive à Constantinople le 10 vendémiaire an V (1<sup>er</sup> octobre 1796). Si la ville réserve quelques merveilles, le jeune<sup>139</sup> officier de cavalerie se montre très critique vis-à-vis de la population turque, comme il le sera plus tard de la population russe. Il l'écrit dans sa première lettre de Constantinople à sa tante la comtesse d'Harville : « l'opinion des Turcs, leurs usages, leur apathie naturelle s'opposent trop à leur instruction pour que l'on puisse en faire quelque chose »<sup>140</sup>. La Turquie est loin d'être l'Eden oriental que véhicule l'imagerie traditionnelle : « À côté du faste oriental, de la profusion, est la plus affreuse misère et un très grand nombre d'habitants ne vivent pendant toute l'année que de fruits verts ou gâtés, ce qui ne contribue pas peu à conserver la peste, pour laquelle les Turcs ont toujours autant de respect que les Francs de peur. »<sup>141</sup> On voit chez ce Français un grand mépris pour la barbarie orientale, malgré ses parures chatoyantes : la civilisation occidentale reste pour lui le modèle à atteindre.

Le séjour à Constantinople, malgré son caractère officiel, n'est pas propice à l'apprentissage diplomatique de Caulaincourt. Son seul rôle officiel consiste à accompagner Aubert du Bayet en audience officielle auprès du sultan Selim III<sup>142</sup>, consistant en un repas puis une présentation devant le sultan<sup>143</sup>. À part ce moment fastueux, la vie officielle est totalement inexistante pour l'aide de camp qui ne peut qu'observer ce qui l'entoure et se lier

---

<sup>137</sup> AN, 95 AP 4.

<sup>138</sup> Jean-Paul Bertaud, *Le duc d'Enghien*, Paris, Fayard, 466 p.

<sup>139</sup> Caulaincourt a alors 22 ans.

<sup>140</sup> 402 AP 61, fonds Mornay-Soult, Caulaincourt à la comtesse d'Harville, Constantinople, 18 vendémiaire an V (9 octobre 1796).

<sup>141</sup> *Ibid.*

<sup>142</sup> Sélim III (1761-1808) : sultan ottoman de 1789 à 1807, renversé par une révolution de palais.

<sup>143</sup> AMAE, Corr. Pol. Turquie, 194.

avec les gens qu'il rencontre. C'est d'ailleurs là un des aspects les plus intéressants de cette mission. Ainsi il rencontre Kotchoubey<sup>144</sup>, ambassadeur de Russie à Constantinople qu'il retrouvera à Saint-Pétersbourg en 1801, mais aussi l'orientaliste Ruffin<sup>145</sup>, attaché de l'ambassade de France et futur ambassadeur par intérim après la mort d'Aubert du Bayet, ainsi que son gendre, Barthélémy de Lesseps<sup>146</sup> futur consul de France à Saint-Pétersbourg durant l'ambassade de 1807-1811<sup>147</sup>. Ces relations constituent déjà un aspect positif de la mission de Caulaincourt.

Il s'agit aussi d'une période de réflexion profonde pour lui. Abandonné à lui-même, bientôt brouillé avec son mentor, sans nouvelle de sa famille (il s'en plaint souvent dans ses lettres à sa tante), il réfléchit à ses objectifs, à sa vie. Sa fonction immédiate est ainsi vite remise en question : « Militairement je crois bien difficile d'être employé utilement d'après les dispositions pacifiques de ce gouvernement et le peu de succès et l'occupation des officiers qui sont ici en plus grand nombre déjà qu'il en faut »<sup>148</sup>. On voit qu'il exclut tout séjour prolongé en Turquie comme conseiller militaire<sup>149</sup>, mais réfléchit sérieusement à la suite de sa carrière, envisageant à contrecœur de s'écarter de la voie militaire : « celle de la politique offre une perspective plus étendue ; mais, outre que je ne la connais point, je n'ai rien fait encore dans ce genre et, d'inclination, vous savez que je tiens au militaire »<sup>150</sup>. Et bien vite ces considérations sur sa carrière se transforment en nostalgie, puis en méditation personnelle, fortement imprégnée de romantisme. « Je ne sais ce que je deviendrai ici. Malgré tout ce que ce voyage m'a fait connaître d'intéressant je suis presque au regret de l'avoir entrepris ; car après tout il faudra revenir »<sup>151</sup>. « En attendant, je médite et réfléchis toute la journée ; sans cependant me trouver plus raisonnable le soir. Enfin j'espère que le temps sera plus fort que la

---

<sup>144</sup> Victor Pavlovitch Kotchoubey (1768-1834) : diplomate russe, ambassadeur de Catherine II à Constantinople, vice-chancelier de Paul I<sup>er</sup>, en 1798, ami d'Alexandre I<sup>er</sup>, il est son ministre de l'Intérieur de 1802 à 1807, puis en 1819.

<sup>145</sup> Pierre Jean Marie Ruffin (1742-1824) : attaché dès 1758 à l'ambassade de Constantinople, interprète en 1770, premier secrétaire en 1794, il occupa un poste de conseiller officieux des différents ambassadeurs Français à Constantinople. Il fut chargé d'affaires à deux reprises, en 1797 et 1814. Membre de l'Institut, il est aussi connu pour ses travaux d'orientaliste.

<sup>146</sup> Jean-Baptiste Barthélémy de Lesseps, baron (1766-1834) : consul de France à Cronstadt, en 1783, il partit avec La Pérouse pour son expédition autour du monde et traversa l'empire russe pour apporter des documents en France. Consul général de France à Saint-Pétersbourg, en 1793, il se rendit en 1794 à Constantinople où il fut incarcéré en 1798, en compagnie de son beau-père l'orientaliste Ruffin. Il retrouva son poste de consul général à Saint-Pétersbourg, en 1802, poste qu'il conserva jusqu'en 1812. Il fut chargé d'affaires en 1807. Pendant la Restauration, il fut consul général de France à Lisbonne.

<sup>147</sup> Voir *Orientalistes et Antiquaires, La vie de Pierre Ruffin, orientaliste et diplomate, 1742-1824*, Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner, 1929, 2 vol.

<sup>148</sup> Caulaincourt au général d'Harville, Constantinople, 30 vendémiaire (31 octobre 1796).

<sup>149</sup> Projet un moment caressé par Bonaparte dans sa jeunesse.

<sup>150</sup> Caulaincourt au général d'Harville, Constantinople, 30 vendémiaire (31 octobre 1796).

<sup>151</sup> 402 AP 61, Caulaincourt à madame d'Harville, Constantinople, 17 brumaire (7 novembre 1796).

raison, et qu'il mûrira ma tête »<sup>152</sup>. Caulaincourt semble mener sur lui-même une profonde réflexion personnelle, nourrie d'une certaine tristesse due à l'éloignement.

La brouille avec son général n'est pas faite pour améliorer ce sentiment. Dans ses lettres à sa femme, Aubert du Bayet se plaint amèrement de son aide de camp : « tu sauras aussi que j'ai de puissants motifs de mécontentement contre le citoyen Caulaincourt ; ses principes politiques ne sont point en harmonie avec les miens, et si enfin l'exagération est un défaut, du moins faut-il aimer la liberté avec vérité et chaleur »<sup>153</sup>. Il semblerait, ce que confirment certaines réflexions ultérieures de Caulaincourt, que l'aide de camp du général Aubert du Bayet ne partageait pas sa récente ferveur républicaine et restait attaché à des valeurs d'ordre et d'autorité plus personnelles, ce que laisse supposer la dernière partie de la citation. Quoiqu'il en soit, la crise est patente, l'ambassadeur traitant son protégé de « fat et présomptueux » dans une autre lettre à son épouse<sup>154</sup>.

Caulaincourt se fait l'écho de cette tension dans sa propre correspondance : « quelques différents survenus aussi entre Annibal [prénom d'Aubert du Bayet] et moi, pendant la route, me décident également à ne point rester. Depuis qu'il n'est plus militaire je ne pourrais que lui être inutile ou à charge. En outre, brouillé également avec St-Cyr<sup>155</sup>, son ami de 25 ans, son compagnon de tout temps, j'ai prévu, je crois sagement, ce qui m'arriverait aussi tôt ou tard [...] »<sup>156</sup>. Le langage est différent mais la réalité de la brouille est partagée. Dans ces conditions et malgré une réconciliation<sup>157</sup> qui semble loin d'être sincère et partagée<sup>158</sup>, le séjour à Constantinople est voué à se conclure.

Une occasion est vite trouvée pour Aubert du Bayet d'écarter un protégé devenu déplaisant et pour Caulaincourt de retrouver son pays, sa famille et la vie militaire : la Porte ottomane se décide à envoyer un ambassadeur à Paris. Esseïd-Ali-Effendi est nommé par le sultan à ce poste et l'ambassadeur de la République française désigne son aide de camp pour l'accompagner comme *Mihmandar*. Le 28 ventôse an V (18 mars 1797), Aubert du Bayet statue sur les nouvelles fonctions de Caulaincourt : « [il] se rendra, autant qu'il le pourra, utile

---

<sup>152</sup> *Ibid.*

<sup>153</sup> *Les généraux Aubert du Bayet, Carra Saint-Cyr et Charpentier, correspondances et notices biographiques, 1757-1834*, par le comte Fazi du Bayet, Paris, Honoré Champion, 1902, 350 p. Aubert du Bayet à sa femme, Constantinople, 7 floréal an IV (25 avril 1796).

<sup>154</sup> 18 vendémiaire, de Péra-lez-Constantinople. À noter que Péra est un quartier de Constantinople réservé au corps diplomatique.

<sup>155</sup> Claude Carra Saint-Cyr, comte (1760-1834) : participe à la guerre d'indépendance américaine avant d'être aide de camp du général Aubert du Bayet dans l'Ouest et à Constantinople. Il est fait général de division en 1803 et participe aux campagnes de l'Empire.

<sup>156</sup> 402 AP 61, Caulaincourt à madame d'Harville, Constantinople, 18 vendémiaire an IV (9 octobre 1796).

<sup>157</sup> Que Caulaincourt notifie à son oncle dans une lettre du 30 vendémiaire (31 octobre 1796).

<sup>158</sup> Voir J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 27.

et agréable à cet ambassadeur pendant la traversée et se servira des lettres dont nous le chargeons pour le garantir de toute atteinte de la part des Malthais (sic) »<sup>159</sup>. Il organise le retour vers Paris et pour le Turc, utilisera « tous les moyens d'instruction qui pourront agrandir le cercle de ses connaissances »<sup>160</sup>. La suite de l'ambassadeur sera composée d'une vingtaine de personnes aux fonctions souvent pittoresques (porte-pipe, donne-le-café,...), de l'équipage de 15 personnes ainsi que du capitaine Spiro-Chelmi. Le passeport de Caulaincourt<sup>161</sup> nous renseigne au passage sur ses caractéristiques physiques : 23 ans, taille : 5 pieds, 6 pouces ; sourcils : châains foncés ; yeux : gris ; front : haut ; nez : moyen ; bouche : moyenne ; menton : petit ; visage : ovale, marqué de petite vérole<sup>162</sup>.

Aubert du Bayet, pour éviter de donner à cette mission l'aspect d'une disgrâce<sup>163</sup>, adresse à Caulaincourt, peu avant son départ<sup>164</sup>, une lettre où il s'efforce de mettre en avant les qualités de son aide de camp qui sont à l'origine de cette désignation, « le concours des facultés personnelles que demandait son exécution »<sup>165</sup> : « Si j'ai eu lieu d'apprécier vos qualités militaires, lorsque vous avez été mon aide de camp, je n'ai pas moins eu occasion de distinguer en vous cette urbanité de mœurs et d'esprit que donne l'éducation et que l'usage de la société perfectionne »<sup>166</sup>. Encore une fois, Aubert du Bayet laisse présager la carrière diplomatique de son protégé, et il semble bien avoir décelé les qualités nécessaires chez Caulaincourt, notamment ses facultés d'adaptation : « D'ailleurs la connaissance que vous avez acquise des mœurs turques, pendant votre séjour à Constantinople, et votre habitude naturelle de la Société française vous donneront la facilité d'initier l'ambassadeur ottoman à nos usages, sans heurter les siens, et de le préparer utilement pour lui-même à l'observation de toutes les convenances locales, sur un théâtre où il va paraître pour la première fois »<sup>167</sup>. La

---

<sup>159</sup> 95 AP 4, Aubert-Dubayet, nomination de Caulaincourt, Péra-lez-Constantinople, 28 ventôse an V (18 mars 1797).

<sup>160</sup> *Ibid.*

<sup>161</sup> 95 AP 4, passeport donné le 14 germinal an IV (2 avril 1796) par Delacroix.

<sup>162</sup> À comparer notamment avec les passeports émis pour Caulaincourt en 1815 et qui, sans changer grand chose à sa description physique, mentionnent sa capillarité pour faire état de sa calvitie. 95 AP 22.

<sup>163</sup> Tout est fait, officiellement, pour présenter cette mission comme un moyen de promotion. Service historique de la Défense, Yd 407, Caulaincourt. Aubert du Bayet à Petiet, ministre de la Guerre, Péra-lez-Constantinople, 1<sup>er</sup> germinal an V (21 mars 1797) : « En confiant au citoyen Caulaincourt, mon cher Petiet, la mission qu'il va remplir auprès de l'ambassadeur ottoman, et dont il vous rendra compte de vive voix, j'ai trouvé la double occasion de m'acquitter envers un peuple ami des procédés hospitaliers que j'en ai reçus pendant mon voyage, et de rendre à la Patrie un jeune militaire dont les facultés donnent trop d'espérance pour n'être pas utilement employées. Je vous recommande donc, mon cher Petiet, l'avancement du citoyen Caulaincourt, après sa mission, et tous les agréments qu'il vous sera possible de lui procurer dans le nouveau poste où l'appellera l'intérêt de la République ».

<sup>164</sup> 95 AP 4, Aubert du Bayet à Caulaincourt, Constantinople, 1<sup>er</sup> germinal an V (21 mars 1797).

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> *Ibid.*

<sup>167</sup> *Ibid.*

mission de Constantinople a donc comme premier acquis d'avoir amené Caulaincourt à réfléchir sur d'autres voies que celle militaire et d'avoir fait remarquer les capacités diplomatiques du futur duc de Vicence.

Après un séjour qui paraissait fort ennuyeux au début, le départ de Constantinople, est l'occasion pour Caulaincourt, dans son journal de voyage, de regretter amèrement un amour anonyme, qu'il laisse derrière lui. Ce long passage, symptomatique du préromantisme où il baigne comme nombre de ses jeunes contemporains, mérite d'être cité dans son entier, révélant chez lui un certain talent littéraire et une grande émotivité :

Il est inutile de rapporter que nos yeux furent longtemps tournés vers cette terre hospitalière où pendant six mois j'avais joui du calme de l'esprit, du repos du corps et de cette paix profonde que l'homme ne peut apprécier qu'après avoir été battu par la tempête, ma séparation d'avec mes compagnons d'arme fut bien pénible, une être bien sensible augmenta encore mes regrets, je sentais douloureusement le poids d'un cœur trop aimant et en vérité s'il est doux d'avoir des affections dans ce monde, j'éprouvais dans ce moment qu'il est bien pénible de rompre une chaîne que le sentiment et l'intime ont formés, quelques larmes coulèrent de mes yeux, ma bien-aimée en versa d'aussi douces pour mon cœur et le devoir rigoureux obtint encore une fois le sacrifice de ma félicité. Enfin je laissais mon cœur sensible pour prendre celui d'un soldat, et les ténèbres enveloppèrent de leur voile cette terre chérie que je quittais avec tant de regrets.<sup>168</sup>

On est bien loin des sentiments exprimés par Caulaincourt au début de son séjour... Et c'est sur cette note poétique que s'achève l'épisode de Constantinople. Mais paradoxalement, c'est lors de son retour vers Paris que Caulaincourt va faire montre de ses capacités et attirer l'attention des hommes au pouvoir.

### *De Constantinople à Paris : une difficile mission d'intendance*

Le long voyage de Constantinople à Marseille, du 24 mars au 13 mai 1797, suivi de la quarantaine et du trajet jusqu'à Paris, permet à Caulaincourt de montrer ses capacités d'organisation. Le voyage par mer est très fastidieux, marqué par différents arrêts en Morée<sup>169</sup> puis à Messine, en Sicile. L'ambassadeur va se révéler extrêmement capricieux, voire insupportable et son *mihmandar*, choisi en fonction de « l'amitié qu'Ali-Effendi veut bien [lui] accorder depuis [son] arrivée avec l'ambassadeur Aubert du Bayet »<sup>170</sup>, doit faire

---

<sup>168</sup> 95 AP 4, « Voyage de Constantinople à Marseille avec Ali-Effendi », s.d.

<sup>169</sup> Ancien nom du Péloponnèse.

<sup>170</sup> 95 AP 4, Caulaincourt au ministre relations extérieures, s.l., 3 germinal an V (23 mars 1797).

preuve d'une grande patience pour ne pas brusquer le Turc.

C'est à Marseille que le rôle de Caulaincourt va véritablement commencer. Maurice Herbette, dans son ouvrage sur l'ambassade turque, montre le contraste entre le voyage jusqu'à Marseille et celui jusqu'à Paris : « Depuis l'embarquement de l'ambassade à Constantinople, les fonctions d'interprète [Venture] et de maréchal des logis [Caulaincourt] étaient restées purement honorifiques et leurs titulaires n'avaient pu déployer d'autre qualité qu'une admirable patience ; par contre, le temps n'avait pas manqué aux délégués du gouvernement pour se préparer à leur tâche »<sup>171</sup>. La quarantaine est un véritable défi pour les Français qui doivent retenir l'impétueux ambassadeur, bien décidé à raccourcir sa peine. En attendant l'échéance, Caulaincourt fait montre de sa grande conscience professionnelle en envoyant le plus d'informations possibles au Directoire. Le 29 floréal (18 mai), il donne des renseignements personnels sur l'ambassadeur, son apparence, les motivations de sa désignation, son caractère<sup>172</sup>. Les jours suivants, il commence à organiser le voyage vers Paris, s'occupant de sa tâche avec une grande précision, qui est celle du futur Grand-écuyer<sup>173</sup>. Les lettres qu'il rédige sont innombrables, à destination du Directoire d'une part, mais surtout des différentes administrations locales, comme celles des Bouches-du-Rhône ou du Rhône. Toutes les étapes sont planifiées et préparées, même les petites excursions comme celle que l'ambassadeur exige vers Toulon. Un arrêté du 23 germinal (12 avril), article 11, fixe précisément la fonction de Caulaincourt : « pour lui [à l'ambassadeur] procurer toutes facilités, il sera adressé au citoyen Caulaincourt qui fait auprès de l'ambassadeur ottoman l'office de *Mihmandar* (maréchal des logis) un ordre du Directoire exécutif pour les commandements militaires et agents municipaux sur la route de Marseille à Paris afin que cet officier puisse, en cas de besoin, recourir à ces autorités pour les logements et autres objets à fournir à l'ambassadeur »<sup>174</sup>. La tâche est loin d'être aussi aisée qu'il n'y paraît, Caulaincourt, Venture<sup>175</sup>, l'interprète, et Guys<sup>176</sup>, l'agent du ministère des Relations extérieures à Marseille, se plaignant du manque d'argent et des difficultés pour trouver des moyens de transport dignes de l'ambassadeur. Maurice Herbette rend hommage à ces personnages :

---

<sup>171</sup> Voir M. Herbette, *Une ambassade turque...*, p. 44.

<sup>172</sup> 95 AP 4, minute des lettres de Caulaincourt, au ministre des Relations extérieures, 29 floréal an V (18 mai 1797).

<sup>173</sup> 95 AP 4, Caulaincourt aux administrateurs des Bouches-du-Rhône, 8 prairial an V (27 mai 1797).

<sup>174</sup> AN, 95 AP 4, arrêté du 23 germinal an V (12 avril 1797), article 11.

<sup>175</sup> Jean Michel Venture de Paradis (1742-1799) : attaché d'ambassade à Constantinople, en Egypte, à Tunis, au Caire, il revient à Paris avec Esseïd-Ali-Effendi, devient secrétaire interprète et professeur aux langues orientales. Meurt pendant la retraite de Saint-Jean d'Acre. Après son voyage avec Caulaincourt, il restera en contact avec lui.

<sup>176</sup> Gabriel-Augustin Guys de Saint-Charles (1758-1800) : commerçant aux Indes, correspondant du ministre des Relations extérieures à Marseille.

« Caulaincourt, Venture et le citoyen Guys étaient les hommes qui convenaient. Le *Mihmandar* avait accompagné Aubert du Bayet, et son expérience était précieuse : l'interprète connaissait à fond les usages orientaux ; quant à l'agent du ministre des Relations extérieures à Marseille, ses fonctions répondaient à son zèle. Tous trois avaient un égal esprit de sage économie et appréciaient d'autant plus l'argent qu'ils en avaient moins »<sup>177</sup>.

Le voyage est finalement un succès. Après avoir remercié le capitaine Spiro : « [...] vos attentions pour l'ambassadeur et pour nous pendant la traversée étant au-dessus de tout éloge, nous nous bornerons à vous en remercier et à vous offrir tous les vœux que nous formons pour votre bonheur [...] »<sup>178</sup>, le convoi se met en marche et suit les étapes préparées, jusqu'à Fontainebleau et Paris le 25 messidor (13 juillet). Maurice Herbette conclut par un éloge du talent d'organisateur de Caulaincourt dont « les dispositions [...] pour assurer le succès des relais ont été couronnées de succès, et jamais, chose exceptionnelle à cette époque, les 24 chevaux nécessaires aux trois berlines, à la diligence et aux fourriers de l'ambassade, n'ont manqué »<sup>179</sup>. Ce voyage, malgré son peu d'importance apparente, est assez significatif des qualités de Caulaincourt. Avec des moyens limités et soumis à la pression de l'ambassadeur comme du Directoire, il parvient à tout organiser, sans froisser personne. Le grand écuyer, à partir de 1804, exercera des fonctions analogues en suivant Napoléon à la Grande Armée. Ce talent semble être le reflet du caractère méticuleux et consciencieux de Caulaincourt qui, même dans le domaine militaire, se voit vite confier la fonction d'aide de camp (de son père, d'Aubert du Bayet, plus tard de Bonaparte), destiné à s'occuper des affaires annexes du général, à porter ses messages, à organiser ses déplacements. Le grand écuyer est déjà en germe à cette époque, ne serait-ce que par la passion qu'il éprouve pour les chevaux, dont il témoigne dans ses lettres à son oncle<sup>180</sup>: « je vous désirerais bien quelqu'un des beaux chevaux entiers, arabes ou égyptiens que l'on voit ici ». Il parviendra d'ailleurs à en ramener un en France<sup>181</sup>. À côté de cet aspect anecdotique, il ressort un véritable apprentissage de ces fonctions lors du voyage de Marseille à Paris. Le zèle de Caulaincourt est d'ailleurs remarqué par le pouvoir.

---

<sup>177</sup> Voir M. Herbette, *Une ambassade turque...*, p.31.

<sup>178</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Spiro, Marseille, 30 prairial an V (18 juin 1797).

<sup>179</sup> Voir M. Herbette, *Une ambassade turque...*, p.95.

<sup>180</sup> 402 AP 61, Caulaincourt au général d'Harville, Constantinople, 30 vendémiaire an V (31 octobre 1796).

<sup>181</sup> 402 AP 61, Caulaincourt à la citoyenne d'Harville, Constantinople, 6 germinal an V (26 mars 1797).

Les conséquences de la mission sont de différents ordres. D'abord, on peut voir la fin de l'épisode Aubert du Bayet. À Marseille, la lettre de Caulaincourt à son général est peu chaleureuse, montrant la persistance de rancœurs plus ou moins contenues<sup>182</sup>. Le ton est trop convenu, tandis que l'objet de la lettre est simplement de mettre en avant la valeur du capitaine de navire qui a conduit l'ambassade turque jusqu'à Marseille. Les relations entre les deux hommes sont donc bien rompues et elles le resteront car, peu après, Aubert du Bayet meurt à Constantinople. La lettre de la veuve, Armande du Bayet<sup>183</sup>, n'est que de pure forme : « je n'ai point oublié l'attachement et l'estime particulière que mon époux avait conçue pour votre personne et pour votre famille respectable ». Cette page de la carrière du jeune officier de cavalerie est tournée, avant de prendre un nouveau départ.

Les lettres du ministre de la guerre Petiet<sup>184</sup> à Caulaincourt montrent le début d'un intérêt des classes dirigeantes pour celui-ci. Ainsi, le 15 prairial, quand le *Mihmandar* est encore en quarantaine à Marseille, le ministre souhaite le rencontrer pour lui donner « le témoignage de l'intérêt [qu'il] mérite »<sup>185</sup>, et signale que le général d'Harville lui avait « déjà fait part de ses vues d'avancement »<sup>186</sup> pour lui. Mais le 10 messidor, il ralentit ces projets d'avancement « que les circonstances d'une prochaine réforme dans l'armée rendent difficile »<sup>187</sup> : Petiet est en effet remplacé à cette époque par Scherer<sup>188</sup>. Ignorant ces complications, Caulaincourt révèle une grande ambition, estimant sûrement que de récents sacrifices nécessitent une récompense. Il voit de plus s'éloigner la protection de son mentor et cherche d'autres soutiens. En conséquence, il ne passe pas par quatre chemins pour signifier au ministre son désir de monter en grade et de trouver une occupation à sa mesure : « j'ai reçu la lettre flatteuse dont vous avez bien voulu m'honorer le ... [15] courant, mon zèle et mon dévouement justifieront la proposition que vous avez bien voulu faire pour mon avancement au directoire exécutif »<sup>189</sup>. Finalement, après l'intervention d'Ali-Effendi soucieux de voir

---

<sup>182</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Aubert du Bayet, Marseille, 30 prairial an V (18 juin 1797).

<sup>183</sup> 95 AP 4, Armande du Bayet à Caulaincourt, Péra, 22 germinal an VI (11 avril 1797).

<sup>184</sup> Claude-Louis Petiet (1749-1806) : il défend Nantes contre les Vendéens, puis est élu au Conseil des Cinq-Cents sous le Directoire. En 1796, il devient ministre de la Guerre, poste qu'il conserve jusqu'au 4 juillet 1797. Sous le Consulat, il est conseiller d'État et intendant de l'armée du camp de Boulogne.

<sup>185</sup> 95 AP 4, Petiet à Caulaincourt, Paris, 15 prairial an V (3 juin 1797).

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> 95 AP 4, Petiet à Caulaincourt, Paris., 10 messidor an V (28 juin 1797). La minute de cette lettre est conservée au Service historique de la Défense, Yd 407, Caulaincourt.

<sup>188</sup> Barthélémy Louis Joseph Scherer (1747-1804) : aide de camp du général Beauharnais à l'armée du Rhin, il est général de division en 1794. Il est ministre de la Guerre du 25 juillet 1797 au 21 février 1799.

<sup>189</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Petiet, Marseille, 30 prairial an V (18 juin 1797).

récompensé son *Mihmandar*<sup>190</sup>, le 16 août 1797, Caulaincourt est employé à l'inspection de la cavalerie sous les ordres du général d'Harville<sup>191</sup> et sa carrière militaire va se poursuivre durant les campagnes d'Allemagne<sup>192</sup>. Le seul souci apparent du futur duc de Vicence a été de poursuivre sa carrière militaire, malgré la disgrâce subie de la part de son général, Aubert du Bayet. Le soutien d'une personnalité équivalente, son oncle d'Harville, lui a permis de réintégrer le métier, et de poursuivre son avancement dans la cavalerie. Il s'agit là du seul objectif, de la seule ambition de Caulaincourt. Pour lui, la mission à Constantinople n'a eu comme conséquence que de le signaler à l'attention du ministre de la Guerre et de faciliter sa carrière dans les armes. Cela n'a pas été sans mal, du fait du remplacement du ministre à cette époque, et au vu du poste, somme toute assez limité, qui lui est offert. Mais ce résultat apparent va se révéler bien moindre que le résultat latent de la mission à Constantinople.

Déjà remarqué par Aubert du Bayet, le talent de diplomate de Caulaincourt va aussi attirer l'attention d'une personnalité montante : Talleyrand, nouveau ministre des Relations extérieures, et bientôt acolyte de Bonaparte pour son projet égyptien et ses ambitions politiques. Pour l'avancement militaire du *Mihmandar*, déjà soutenu par l'ambassadeur de l'empire ottoman, Talleyrand donne un avis favorable « car il s'agit d'une marque de politesse à l'égard de Son Excellence. Et Caulaincourt, à qui son voyage compte comme une campagne, reçoit le brevet de chef de brigade dans les troupes à cheval »<sup>193</sup>. Mais son intérêt pour le jeune officier est plus profond. Déjà lié à sa famille, il laisse voir dans ses lettres de félicitation qu'il juge à leur juste valeur les qualités de Caulaincourt : « [...] Je m'en rapporte au zèle que vous avez montré pendant votre voyage avec cet ambassadeur pour être bien convaincu de votre empressement à remplir à son égard les intentions du directoire exécutif »<sup>194</sup>, ou le 16 thermidor (3 août) : « Mon prédécesseur ne m'a pas laissé ignorer,

---

<sup>190</sup> M. Herbet, *Une ambassade turque...*, p.203: « le Turc ayant demandé que son ex-*Mihmandar* reçoive la récompense de ses services avec le grade de chef de brigade, le ministre de la guerre Schérer manifeste les dispositions les plus favorables ». Service historique de la Défense, YD 407, Caulaincourt, « Mémoire adressé au ministre de la Guerre, pour le chef d'escadron Armand Caulaincourt », s.d. (an VII) : « À son retour de Constantinople, l'ambassadeur turc qu'il avait accompagné en qualité de *mismandar*, avait formé la demande de lui faire donner le brevet de chef de brigade par réciprocité de l'avancement que le gouvernement ottoman a donné au *mismandar* qui fut employé par lui auprès de l'ambassadeur français Aubert-Dubayet ; mais le Directoire exécutif ne crut pas, dans le temps, devoir accéder à ce vœu ».

<sup>191</sup> Celui-ci se fait le plus ardent promoteur de l'avancement de Caulaincourt. Voir les nombreuses lettres adressées au ministère de la Guerre, Service historique de la Défense, Yd 407, Caulaincourt. « Rapport au Directoire exécutif. Département de la Guerre, 4<sup>e</sup> division, Bureau des officiers des troupes à cheval », 3 prairial an V (22 mai 1797) : « le général de division Auguste Harville, son oncle, sollicite l'avancement du citoyen Caulaincourt, son neveu, avec d'autant plus de confiance qu'il joint à une excellente conduite des talents réels et peu communs [...] ».

<sup>192</sup> Sur les questions d'avancement militaire de Caulaincourt, voir Service historique de la Défense, Yd 407, Caulaincourt.

<sup>193</sup> Voir M. Herbet, *Une ambassade turque...*, p.204.

<sup>194</sup> 95 AP 4, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 10 Thermidor an V (28 juillet 1797).

citoyen, combien il a été satisfait de la correspondance active que vous avez entretenue avec lui pendant tout le temps que vous avez accompagné l'ambassadeur ottoman. [...] Je me fais un plaisir de vous témoigner aussi ma satisfaction du zèle avec lequel vous l'avez remplie et de vous assurer que je serai toujours flatté de trouver des occasions de vous être de quelque utilité »<sup>195</sup>. Le lien entre Caulaincourt et Talleyrand est, dès cet instant, forgé et il sera une des constantes de leurs carrières. Il est aussi à l'origine de la première mission diplomatique confiée à l'officier de cavalerie : celle à Saint-Pétersbourg, en 1801, proposée par le ministre des Relations extérieures, Talleyrand<sup>196</sup>. Celui-ci semble bien avoir vu, dans l'anodin voyage à Constantinople, les débuts d'une carrière diplomatique que Caulaincourt ne soupçonne pas et qui ne l'intéresse pas. C'est bien malgré lui, dans la nostalgie constante du métier des armes, qu'il devra partir en représentation pour de longues années.

### *Conclusion : une entrée dans la diplomatie*

Le voyage à Constantinople est bien une étape dans la vie de Caulaincourt. Aide de camp d'Aubert du Bayet, celui-ci était destiné à une carrière conventionnelle dans la cavalerie, jusqu'au grade de général peut-être, comme son père et son oncle, mais ce grade étant considéré comme un aboutissement et non comme un point de départ. Les mésaventures de Constantinople ont donné une nouvelle tournure à sa carrière, tournure qui est au début loin d'être manifeste, quand Caulaincourt exerce sa fonction d'inspecteur de cavalerie dans les armées d'Allemagne. Mais la diplomatie est désormais attachée à son nom pour des personnalités au pouvoir comme Talleyrand, désireux de se lier de jeunes officiers prometteurs. C'est précisément ce qu'est Caulaincourt à cette époque : quelqu'un de prometteur, qui s'est illustré dans une affaire très ponctuelle, certes, mais non dénuée d'importance. Constantinople est un point de départ modeste, à côté de Saint-Pétersbourg notamment, mais c'est un déclencheur, à une époque où la reconnaissance par les hommes au pouvoir est la base de toute carrière.

---

<sup>195</sup> 95 AP 4, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 16 Thermidor an V (3 août 1797).

<sup>196</sup> Voir le sous-chapitre suivant.

## 2. La première mission de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg en 1801.

### *Introduction : une première expérience à Saint-Pétersbourg*

Si l'ambassade de 1807 est le grand moment de la carrière diplomatique d'Armand de Caulaincourt, ce n'est pas son unique expérience en Russie. Après avoir suivi Aubert du Bayet<sup>197</sup> à Constantinople et avoir dirigé son régiment de cavalerie sur le front du Rhin<sup>198</sup> pendant la campagne de 1800, Caulaincourt se voit confier une mission à Saint-Pétersbourg, premier contact avec l'univers dans lequel il évoluera de 1807 à 1811. Si ses objectifs sont limités (porter une lettre du Premier consul à l'empereur Alexandre), ce voyage est l'occasion de créer des liens, d'en renforcer d'autres et de poser les bases d'une future ambassade. En ce sens, la mission est un moment essentiel de sa carrière, celui qui détermine ses premières récompenses (devenir aide de camp de Bonaparte) et ses futures responsabilités (ambassadeur et ministre des Affaires étrangères). Cette mission se place d'abord dans le contexte particulier de l'échec de la première alliance franco-russe sous Paul I<sup>er</sup><sup>199</sup> et dans celui du nouvel ordre européen qui se dessine à Amiens, en 1802, entre la France et l'Angleterre. L'assassinat de l'empereur Paul I<sup>er</sup>, père d'Alexandre, a réduit à néant les ambitions du Premier consul de s'allier aux Russes contre l'Angleterre mais le contexte de paix (Lunéville et Amiens) qui s'instaure en Europe peut permettre une évolution des relations franco-russes, qui rendrait nécessaire une représentation française à Saint-Pétersbourg. Caulaincourt va évoluer dans cette situation complexe où l'erreur diplomatique n'est pas permise et où se mêlent espérances et illusions. Si les réalisations de l'envoyé sont presque nulles (là n'est pas l'objet de sa

---

<sup>197</sup> Sur l'ambassade de Caulaincourt à Constantinople, voir le sous-chapitre précédent.

<sup>198</sup> Caulaincourt a fait la campagne de 1800 sous Moreau.

<sup>199</sup> Sur le règne de Paul I<sup>er</sup>, voir la biographie d'Henri Troyat, *Paul I<sup>er</sup>, le tsar mal aimé*, Paris, Grasset et Fasquelle, 2002, 250 p. et Constantin de Grunwald, *L'assassinat de Paul I<sup>er</sup>, tsar de Russie*, Paris, Hachette, 1960, 208 p.

mission) se dessinent déjà les premiers traits d'une pensée européenne qui s'étoffera en 1807. De même, cette première mission voit se mettre en place les principales caractéristiques du travail diplomatique à Saint-Pétersbourg où priment la représentation et les réseaux d'amitié, le souci de plaire et de défendre des intérêts complexes sur un échiquier européen en mutation perpétuelle. Déjà aussi, Alexandre éblouit un jeune Caulaincourt qui, comme plus tard, est vite nostalgique de son pays et des occupations militaires qu'il vient de laisser.

### *L'échec de la première alliance russe : la mort de Paul I<sup>er</sup> et l'avènement d'Alexandre I<sup>er</sup>*

Malgré la haine de Catherine II pour la Révolution française<sup>200</sup>, les partages de la Pologne en 1793 et 1795, et le peu de volonté de l'impératrice d'engager ses troupes à l'autre bout de l'Europe détournent la Russie de la première coalition. L'avènement du tsar Paul I<sup>er</sup> et surtout l'expédition d'Égypte de Bonaparte modifient le comportement de l'Empire russe à l'égard de la France<sup>201</sup> et provoquent la formation d'une deuxième coalition autour notamment de la Turquie, de la Russie et de l'Angleterre. Malgré les premiers succès de l'illustre et adulé Souvorov en Italie, la mauvaise volonté des Autrichiens et surtout la victoire de Masséna à Zürich en 1799 compromettent l'engagement russe. Furieux de voir ternie la gloire de son maréchal et de ses armées, Paul I<sup>er</sup> rappelle ses troupes et se détourne des Autrichiens. De plus, le contexte politique français a brusquement changé avec Brumaire et l'avènement de Bonaparte<sup>202</sup>, vainqueur en juin 1800 à Marengo. Le Premier consul ouvre une politique de rapprochement avec la Russie contre l'Angleterre, dernière adversaire de la France. Le consul propose notamment la restitution des prisonniers de guerre russes et des accommodements au sujet des questions territoriales qui préoccupent le tsar, notamment Malte<sup>203</sup>. Malgré la mauvaise volonté évidente du personnel diplomatique et ministériel de Paul I<sup>er</sup>, comme le comte Panine<sup>204</sup>, le tsar, poussé par une admiration sans borne pour Bonaparte, cherche à se rapprocher de la France et à transformer l'ordre européen en faveur des deux extrémités de

---

<sup>200</sup> Sur la question : Charles de Larivière. *Catherine II et la Révolution française*, Paris, 1895, XXXIII-396 p.

<sup>201</sup> Sur les origines de la deuxième coalition, on peut consulter l'ouvrage de Henry Laurens, *L'expédition d'Égypte (1798-1801)*, Paris, Seuil, 595 p.

<sup>202</sup> Voir l'ouvrage classique d'Albert Vandal, *L'avènement de Bonaparte*, Paris, Plon, 1902-1907, 2 vol.

<sup>203</sup> Émile Bourgeois, « L'alliance de Bonaparte et de Paul I<sup>er</sup> (1800-1801) », *Revue des sciences politiques*, 1921, p. 481-495

<sup>204</sup> Nikita Petrovitch Panine (1770-1837) : diplomate russe, vice-chancelier d'État (1799-1800), ministre des Affaires étrangères. Un des assassins de Paul I<sup>er</sup>.

l'Europe. Le général Sprengporten<sup>205</sup> est envoyé à Paris pour négocier le retour des prisonniers russes et atteindre le Premier consul sans passer par le très francophobe ambassadeur russe Kolitcheff<sup>206</sup>. L'ardeur de Paul I<sup>er</sup> à faire aboutir ces projets contre son ministre des affaires étrangères, le comte Panine, rapproche singulièrement cette période de celle du traité de Tilsit. Le tsar propose même à Bonaparte une diversion contre les Anglais en Inde et envoie quelques régiments de Cosaques en Asie centrale, qui feront demi-tour à l'annonce de sa mort. Car l'assassinat de Paul I<sup>er</sup> ruine ces projets : la conspiration contre le tsar, menée par des hommes comme Pahlen<sup>207</sup> ou Bennigsen, avec l'accord naïf d'Alexandre, stoppe net le rapprochement avec la France et exprime peut-être la pensée profonde de l'aristocratie et de la société russe, toute emplies de francophobie et d'anglomanie. Face à cette nouvelle qui compromet ses négociations avec Londres, Bonaparte ne peut qu'exprimer son amertume et offrir à l'Europe ses conclusions: « Paul I<sup>er</sup> est mort dans la nuit du 24 au 25 [avril 1801]. L'escadre anglaise a passé le Sund le 31. L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux événements »<sup>208</sup>.

L'avènement d'Alexandre I<sup>er</sup>, porté au pouvoir par une réaction francophobe, ne peut que signifier un rapprochement avec l'Angleterre et une remise en question des projets franco-russes. La détente entre la France et l'Angleterre ouvre toutefois une période de trêve, plus que de paix, où la Russie tend à jouer un rôle de médiateur, protecteur (théorique) de territoires comme Malte, la Sardaigne, l'Helvétie<sup>209</sup>, voire l'Allemagne, du fait du lien d'Alexandre avec certaines maisons allemandes comme celle d'Oldenbourg<sup>210</sup>, pomme de discorde en 1811. Dans ce contexte européen, en paix mais hautement instable, Napoléon Bonaparte prépare l'avenir, un avenir indissociable du conflit avec l'Angleterre. L'alliance russe reste une des possibilités à lui offertes d'assurer la pérennité de ses conquêtes et de balancer la puissance maritime anglaise. Si le refroidissement des relations avec Saint-Pétersbourg est notable, il persiste à vouloir y être représenté et à rechercher l'amitié du jeune empereur, personnage auréolé d'un certain prestige et, en théorie, acquis aux idéaux de

---

<sup>205</sup> Egor Maximovitch Sprengporten (1734-1819) : général d'origine finlandaise, au service de la Russie depuis 1786, il fit la campagne de Finlande en 1808.

<sup>206</sup> Ambassadeur russe à Paris.

<sup>207</sup> Comte Pierre de Pahlen : gouverneur général de Saint-Pétersbourg, en 1801, au moment de l'assassinat de Paul I<sup>er</sup>, gouverneur de Livonie, mort en 1826.

<sup>208</sup> *Moniteur* d'avril 1801, cité par Émile Bourgeois « L'alliance de Bonaparte et de Paul I<sup>er</sup> (1800-1801) », p. 481.

<sup>209</sup> Reliquat de la campagne de Souvorov en 1799.

<sup>210</sup> Famille ducale d'Allemagne dont Alexandre se trouvera être le chef du fait des origines allemandes de Catherine II, comme de sa mère par ailleurs. L'annexion de l'Oldenbourg en 1811, dans le cadre du Blocus continental, constituera un des *casus belli* principaux de la campagne de 1812. Voir 2<sup>e</sup> partie, III, 3.

la réforme du fait de son éducation, effectuée sous la tutelle du Suisse La Harpe<sup>211</sup>. Tout reste donc en évolution et le Premier consul mise beaucoup sur le choix de ses envoyés pour tenter de renverser encore la situation, ou tout au moins de préserver la paix entre les deux états.

### *Le choix de Caulaincourt pour une mission à Saint-Pétersbourg*

Depuis 1792, les relations diplomatiques entre la France et la Russie sont épisodiques. Les guerres de la deuxième coalition ont paradoxalement ranimé ces liens qui reprennent avec la volonté affichée de Paul I<sup>er</sup>. Sous Alexandre, et malgré son indéniable hostilité, ces liens se maintiennent et se développent avec l'envoi réciproque de personnages à Paris et à Saint-Pétersbourg. Dans la capitale française, l'envoyé russe en 1801 est le comte Markoff<sup>212</sup> (remplaçant Kolitcheff) qui va vite se faire remarquer et s'attirer le mépris de Bonaparte<sup>213</sup>. Comme premier envoyé officiel en Russie, le Premier consul décide de déléguer un homme qui lui est profondément attaché, son aide de camp, Duroc. Celui-ci, loin d'être un véritable ambassadeur, est d'abord chargé de signifier à Alexandre les félicitations de Bonaparte pour son couronnement, auquel il assiste. Homme de la noblesse d'Ancien Régime, d'allure et de tenue agréable, Duroc réussit à plaire, au moins en apparence, à Alexandre et à sa Cour, et donne le ton des futures représentations françaises en Russie. Le principal résultat de cette mission de l'aide de camp est la signature à Paris d'un traité de paix entre les deux pays le 26 septembre-8 octobre et le 28 septembre-10 octobre 1801, traité qui vise aussi à la pacification générale de l'Europe sous la direction de la France et de la Russie. C'est dans ce contexte que Caulaincourt est choisi pour porter une lettre de la part de Bonaparte à Alexandre, mission qui doit précéder l'envoi d'un ambassadeur français à Saint-Pétersbourg.

Les raisons du choix d'Armand de Caulaincourt pour cette mission, point de départ de sa carrière, restent difficiles à déterminer de façon certaine : il est sûrement dû aux relations qu'il entretenait avec Joséphine de Beauharnais dont son oncle et lui-même fréquentaient le salon. Dans ses *Mémoires*, Caulaincourt explique ce choix « au bien qu'avait dit de moi le général

---

<sup>211</sup> Jean-François de La Harpe (1739-1803) : précepteur du jeune Alexandre. Pétri d'esprit des Lumières, il sera finalement congédié par Catherine II, qui de favorable aux idées nouvelles était devenue hostile à tout rapport avec les idées de la Révolution.

<sup>212</sup> Comte Arcade Ivanovitch Markoff (1747-1827) : diplomate russe, ambassadeur à Paris en 1801, opposant à un rapprochement avec la France, son nom reste lié aux intrigues qui se développent autour de lui lors de son ambassade et dont les échos parviennent jusqu'aux oreilles de Caulaincourt, alors en mission à Saint-Pétersbourg.

<sup>213</sup> Un sentiment qui s'exprimera à nouveau à l'égard de l'ambassadeur de Russie en France, en 1807, le comte de Tolstoï.

Moreau [proposition assez douteuse compte tenu des relations entre les deux généraux rivaux], en parlant des officiers de son armée, et à M. de Talleyrand, que j'avais eu occasion de voir quelquefois à mon retour de Constantinople »<sup>214</sup> mais il reconnaît le peu de relations qu'il avait eues avec Bonaparte avant cette mission : « je connaissais à peine le Premier consul, pour l'avoir rencontré quelquefois chez madame de Beauharnais »<sup>215</sup>. L'influence de Talleyrand et son poids dans la carrière de Caulaincourt apparaissent patents dès cet événement, et on retrouvera l'importance de ces relations entre les deux personnages tout au long de la période<sup>216</sup>. Quelles que soient les raisons qui ont décidé le choix de Bonaparte, le colonel de l'armée de Moreau part pour Saint-Pétersbourg, deuxième grand voyage après Constantinople. Il est évident que ce choix est un des grands moments de la carrière de Caulaincourt.

Dans sa lettre du 14 octobre 1801 à Caulaincourt, Talleyrand définit les buts de cette mission, qui, par bien des aspects, se place dans la droite ligne de celle de Duroc : « l'intention du Premier consul est que vous vous rendiez sur le champ à Saint-Pétersbourg, pour remettre de sa part une lettre à S.M. l'empereur de Russie »<sup>217</sup>. Le colonel<sup>218</sup> Caulaincourt devra se présenter au comte Panine, ministre des Affaires étrangères, puis recevoir audience d'Alexandre lui-même, afin de réitérer ses félicitations pour son avènement et de renforcer les liens entre les deux pays, comme l'expose Talleyrand dans la même lettre, lorsqu'il montre « la ferme disposition où est le gouvernement français de cultiver avec le plus grand soin la bonne harmonie et les rapports d'amitié qui viennent d'être heureusement rétablis entre les deux Etats »<sup>219</sup>. Cette politique de rapprochement, initiée par l'intermédiaire de Duroc et de Caulaincourt, doit se poursuivre et se concrétiser grâce au travail d'un ambassadeur dont le présent envoyé doit attendre la venue : ce sera le général Hédouville. Le colonel sert en quelque sorte de relais entre le proche de Bonaparte et l'ambassadeur muni de véritables pouvoirs : « le Premier consul se dispose à nommer un ministre plénipotentiaire pour résider habituellement de la part de la République française près S.M. l'empereur de Russie, et qu'il se persuade que le choix qui aura lieu, lui sera parfaitement agréable »<sup>220</sup>. Le rôle de Caulaincourt est en définitive assez minime et n'appelle pas de travail de négociation

---

<sup>214</sup> Jean Hanoteau, *Mémoires de Caulaincourt*, tome III, p. 424-425.

<sup>215</sup> *Ibid.*, p. 424.

<sup>216</sup> Notamment à l'entrevue d'Erfurt et lors de la conclusion du mariage entre Edmond de Périgord et la duchesse de Dino.

<sup>217</sup> 95 AP 4, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 14 octobre 1801.

<sup>218</sup> Colonel d'infanterie, Caulaincourt n'est nommé général et aide de camp du Premier Consul qu'à son retour de la mission de Saint-Pétersbourg.

<sup>219</sup> 95 AP 4, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 14 octobre 1801.

<sup>220</sup> *Ibid.*

particulier. Toutefois, la mission exige une certaine habilité et exclut toute maladresse qui pourrait compromettre les délicates relations franco-russes. C'est une mission secondaire, certes, mais une mission de confiance.

Le voyage vers Saint-Pétersbourg est difficile, marqué par de violentes tempêtes et un cheminement par des routes défoncées : après un voyage harassant et une pénible formalité aux frontières, que Caulaincourt fera épargner à son successeur Hédouville, c'est enfin l'arrivée à Saint-Pétersbourg, le 17 novembre<sup>221</sup>. Sans délai, l'envoyé remet ses lettres à Panine et rencontre le prince Kotchoubey, chancelier de l'empereur, qu'il avait rencontré à Constantinople<sup>222</sup> et à qui il demande une audience auprès d'Alexandre, qui a lieu le 19 novembre. Le colonel transmet à l'empereur la lettre de Bonaparte et Alexandre l'assure de toute sa considération pour le Premier consul<sup>223</sup>, l'accueillant avec empressement, affirmant « qu'elle verrait toujours avec un grand plaisir toutes les personnes que le Premier consul enverrait ici »<sup>224</sup>. Caulaincourt est, dès le premier abord, flatté de ces marques de considération et pris au jeu de la représentation diplomatique que mène le tsar : « Sa Majesté a eu la bonté d'ajouter des choses personnellement flatteuses pour moi, m'a engagé à rester longtemps ici. [...] Elle voulait me présenter à l'impératrice qui voulait me voir. [...] J'ai été accueilli avec la même distinction et bonté »<sup>225</sup>. Le porteur de lettre est ébloui par cette audience avec l'empereur de toutes les Russies, qui marque un moment crucial de sa carrière et de sa vie et va déterminer une grande partie des événements auxquels il prendra part. Mais la mission, à peine commencée, est déjà officiellement finie, Caulaincourt devant désormais remettre à Bonaparte une lettre d'Alexandre. Cependant, alors que l'audience avec Alexandre se déroule en novembre, c'est seulement fin mai 1802 que le colonel français quitte Saint-Pétersbourg, après avoir attendu l'ambassadeur Hédouville. Maintenu dans la capitale russe par la volonté de Bonaparte et par celle de Talleyrand, pour assurer une continuité diplomatique en Russie, s'il ne participe pas de façon déterminante aux affaires qui troublent la situation européenne, Caulaincourt va voir se dessiner lors de ce séjour les grands traits de sa future ambassade.

---

<sup>221</sup> Le jour du départ reste incertain, mais suit de peu la remise à Caulaincourt de son passeport, le 26 vendémiaire an X (18 octobre 1801), conservé dans 95 AP 4.

<sup>222</sup> Lors de la mission de Caulaincourt avec Aubert du Bayet, Kotchoubey est l'envoyé du tsar auprès de la Porte.

<sup>223</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, s.d. (sûrement 19 novembre 1801) : « elle [Sa Majesté Alexandre] était fort attachée à la personne du Premier Consul et à la France. »

<sup>224</sup> *Ibid.*

<sup>225</sup> *Ibid.*

Comme toute mission de représentation, même s'il ne s'agit que d'un port de lettre, les affaires abordées sont multiples et les sollicitations pour le représentant, incessantes, ne seraient-ce qu'en ce qui concerne les fêtes qui égayent le séjour. L'Europe de la paix d'Amiens, toute juste rassurée, vit dans l'attente, tandis que les situations évoluent, que les grandes questions se préparent. Caulaincourt n'a pas de rôle officiel à jouer dans les débats qui s'ouvrent, mais sa présence auprès du tsar en fait un témoin privilégié de la politique « vacillante »<sup>226</sup> d'Alexandre et un intermédiaire utile dans le cas de tensions ou de crises. Les questions envisagées par Alexandre sont nombreuses et diversifiées. Elles se regroupent en différents domaines. Il s'agit tout d'abord des problèmes de l'équilibre européen. L'expansion française vers l'Allemagne, la Suisse et l'Italie inquiète un tsar qui se veut le garant de la sécurité européenne et qui protège plus particulièrement certains pays. Dans sa dépêche du 27 mars 1802<sup>227</sup>, Caulaincourt résume ces différentes questions européennes, points de friction entre la France et la Russie : Malte, l'Helvétie, Naples, la Sardaigne. On remarque tout de suite le fort tropisme méditerranéen de ces points, lié aux ambitions russes dans cette région, et toujours la question suisse, véritable point d'honneur de la politique étrangère russe. L'enjeu pour Bonaparte est de s'assurer l'appui d'un allié de poids contre l'Angleterre, celui d'Alexandre est de se créer une zone d'influence au cœur de l'Europe<sup>228</sup>.

Les rapports de Caulaincourt montrent les enjeux de cette participation russe aux questions européennes, participation que les Autrichiens cherchent à provoquer, notamment dans le cas des affaires d'Allemagne<sup>229</sup>, afin de contrarier les ambitions françaises. Et Saint-Pétersbourg se pique vite de prendre part aux débats, en tant que puissance médiatrice, l'envoyé français ne se faisant que l'écho des pensées avérées de l'empereur Alexandre, relevant « le désir qu'aurait S.M.I. que le Premier consul consentit à rendre la France et la Russie des médiateurs arbitres des indemnités de l'Allemagne »<sup>230</sup>. L'Europe est au cœur des débats mais Alexandre reste conscient des limites de son influence et Caulaincourt n'est peut-être pas un interlocuteur suffisant pour élaborer des projets grandioses. Le contexte n'est pas non plus propice aux vastes ambitions, l'objectif principal étant de renouer les liens franco-russes, liens qui sont aussi commerciaux. Chaque rapport de Caulaincourt à Talleyrand

---

<sup>226</sup> J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p.46.

<sup>227</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 27 mars 1802.

<sup>228</sup> C'est un des objectifs des tsars depuis Pierre le Grand.

<sup>229</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 17 décembre 1801.

<sup>230</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 18 mars 1802.

insiste sur cette volonté du tsar de reprendre le commerce au niveau européen, un désir partagé par la France. Ainsi, le 20 février 1802<sup>231</sup>, Talleyrand, à côté de considérations sur la bonne amitié avec la Russie, montre sa volonté d'« étendre les relations commerciales entre les deux pays ». Tout au long du séjour, les mentions à ce sujet se multiplient, allant jusqu'à l'envoi de renseignements sur le prix du bois<sup>232</sup> en Russie et aux projets de nomination d'un consul russe à Marseille et d'un consul français en Crimée<sup>233</sup>. Les résultats de ces tentatives ne peuvent se faire sentir du fait de la reprise de la guerre continentale en 1805 : de nouvelles relations économiques entre les deux pays sont élaborées après le traité de Tilsit.

Un autre point sensible concerne le statut des émigrés français en Russie. La politique d'amnistie de Bonaparte après Brumaire a radicalement modifié la condition de ceux-ci, leur permettant de rentrer en France, selon certaines conditions, le Premier consul se réservant le droit d'amnistier les nobles qui en feraient la demande. Caulaincourt est vite sollicité, afin de plaider la cause de certaines personnalités auprès de son maître, sujet qui tient particulièrement à cœur Alexandre. Ces négociations sont fructueuses et, dès le 28 décembre<sup>234</sup>, le vice-chancelier Kourakine peut remercier le Premier consul des radiations d'émigrés comme Richelieu<sup>235</sup> ou Langeron<sup>236</sup>, qui préfèrent toutefois rester en Russie.

Le déroulement de la mission de Caulaincourt est donc assez calme, et les questions plus ou moins importantes se mêlent et se répètent au fil des jours, enrobées par d'incessantes preuves d'amitié pour Bonaparte qui semble presque devenu le sauveur de l'Europe : « la France doit beaucoup au Premier consul, mais l'Europe lui doit la paix »<sup>237</sup>. Les exemples de ce type sont légion. La mission est aussi marquée par une attente obsédante, celle de l'ambassadeur français, à savoir le général Hédouville, objet de tous les espoirs, symbole du renouveau prochain des relations franco-russes. Celui-ci, parti fin février 1802<sup>238</sup> de Paris met beaucoup de temps pour parvenir à Saint-Pétersbourg, rallongeant encore la mission de Caulaincourt, sans en augmenter l'importance.

---

<sup>231</sup> 95 AP 4, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 20 février 1802.

<sup>232</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, s.d.

<sup>233</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 7 janvier 1802.

<sup>234</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 28 décembre 1801.

<sup>235</sup> Armand-Emmanuel-Sophie-Septimanie de Vignerot du Plessis, duc de Richelieu (1766-1822) : arrière-petit-neveu du cardinal de Richelieu, il émigre après Varennes et s'engage dans l'armée russe. Radié de la liste des émigrés, il refuse de servir Napoléon et devient gouverneur d'Odessa avant de revenir en France en 1814. Il signe la paix avec les puissances européennes, mais cède le pouvoir à Decazes en 1818. Revenu au pouvoir en 1820, il se retire définitivement en 1821.

<sup>236</sup> Alexandre-Louis Andrault, comte de Langeron (1763-1831) : émigré en Russie, Langeron sert contre la France en 1805 puis à nouveau en 1812, après des années de campagnes contre les Turcs. Après les guerres de l'Empire, il devient gouverneur de la Nouvelle Russie, à la suite du duc de Richelieu.

<sup>237</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 18 décembre 1801. Il s'agit de paroles d'Alexandre répétées à Caulaincourt par le prince Kourakine.

<sup>238</sup> 95 AP 4, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 25 février 1802.

Une seule « affaire » vient véritablement secouer le cours tranquille de la mission : c'est l'attitude de l'envoyé russe à Paris, Markov<sup>239</sup>. Affaire assez ténébreuse en vérité où se cachent de nombreux sous-entendus et où tout le souci des Russes est d'en diminuer la portée. Il semblerait que l'envoyé russe ait souscrit à une feuille anglaise contre Bonaparte et que celui-ci en ait eu vent, le faisant remarquer à Markov. Les conséquences furent très faibles mais l'affaire montre la fragilité des relations franco-russes, le tsar soutenant son représentant, tout en vantant les mérites du Premier consul. Le rôle de Caulaincourt dans cette affaire est encore une fois très limité, servant d'intermédiaire des pensées de la France et concluant la crise en affirmant « qu'une inconséquence ne pouvait se traiter comme une affaire d'État »<sup>240</sup>. Talleyrand lui-même ne fera que peu de cas de cette affaire, blâmant simplement Markov, qui a eu « peu de déférence pour le gouvernement qui l'emploie, peu d'égards pour celui auprès duquel il est envoyé », mais recommandant à son envoyé d'agir avec finesse : « il suffira que, dans vos conversations, vous vous attachiez à relever légèrement, avec mesure et finesse, toutes les inconséquences de la conduite de M. de Markov »<sup>241</sup>. Alors que toutes les questions se traitent à Paris, directement auprès de Talleyrand ou de Bonaparte, l'influence de Caulaincourt sur les événements est à peu près nulle, puisqu'il est destiné avant tout à faire figure de « mannequin de représentation »<sup>242</sup>, comme il le dit lui-même, et à affirmer en toutes occasions la bonne foi de son gouvernement, comme lors d'un incident diplomatique de Champagny à Vienne<sup>243</sup>. Jean Hanoteau, dans sa préface des *Mémoires* de Caulaincourt<sup>244</sup> résume cette condition :

Caulaincourt devait rester six mois à Saint-Pétersbourg, naviguant avec adresse à travers les écueils dont était parsemée la politique vacillante d'Alexandre. Sans caractère diplomatique bien défini, simple officier français, dont la présence avait été réclamée par courtoisie par les Russes qui avaient insisté pour la prolongation de son séjour, maintenu volontiers sur place par Talleyrand qui comprenait l'intérêt de ne pas laisser oublier la France sur les bords de la Neva, son rôle officiel fut assez terne.

---

<sup>239</sup> Sur l'affaire Markov, voir Jean Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 46-47.

<sup>240</sup> AMAE, Corr. Pol., Russie, 141, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 27 mars 1802.

<sup>241</sup> 95 AP 4, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 28 février 1802.

<sup>242</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, s.d.

<sup>243</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 2 février 1802. Face au désordre provoqué par l'incident de Champagny, Caulaincourt a « hautement soulevé [...] combien le gouvernement français était loyal et combien ses ministres sont pénétrés de ses principes de droiture, de grandeur et de paix. » L'incident de Champagny est une simple tension entre la France et l'Autriche, au sujet de la reconnaissance des frontières issues de la paix de Lunéville, en 1801.

<sup>244</sup> Jean Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 46.

## *Les caractères de la mission de 1801 et leur influence sur celle de 1807*

À côté de ce faible bilan se dégagent des caractères originaux qui formeront la base de l'ambassade de 1807. Si les réalisations diplomatiques sont presque inexistantes, les conséquences de la mission sont bien supérieures à ce qu'il paraît au premier abord. Quatre points principaux ressortent de la mission de 1801-1802 et trouvent leur importance dans la suite de la carrière de Caulaincourt. Il s'agit de la place de la représentation et des réseaux de connaissances dans le travail diplomatique du futur duc de Vicence, de l'influence du tsar Alexandre sur ce personnage, du développement d'une pensée sur l'alliance russe et sur l'Europe, mais aussi des débuts d'une nostalgie de Caulaincourt, due aux conditions particulières de la présence en Russie et à l'isolement du pays.

Les fêtes, héritage de l'Ancien Régime, constituent le cœur du travail du diplomate, moyen efficace de conquérir l'opinion et d'éblouir une capitale. Dès 1801, à Saint-Pétersbourg, Caulaincourt est emporté par le tourbillon des réjouissances, d'autant plus que son séjour est long, et son travail assez faible. « Je passe ma vie en fêtes »<sup>245</sup>, voilà comment l'envoyé de Napoléon juge son séjour. Mais cet état des choses est loin de déplaire à son ministre, Talleyrand, qui critique dans ses lettres l'attitude de l'envoyé russe, mettant en cause « la vie mesquine qu'il mène à Paris. Il est vrai de dire que depuis qu'il y réside, il n'a pas donné un dîner et qu'on sait à peine où il demeure »<sup>246</sup>. La représentation est plus qu'un supplément, c'est un impératif politique<sup>247</sup>. Les fêtes servent à charmer l'opinion, de même que les présents que s'échangent les cours, Caulaincourt insistant sur l'effet de ceux-ci, comme le service de porcelaine envoyé par Vienne au tsar Alexandre<sup>248</sup>, ou les cadeaux du Premier consul offerts à Markov et transmis à Saint-Pétersbourg<sup>249</sup>. Là encore, l'objectif est bien plus élevé que ne pourrait le laisser croire la futilité des présents : derrière la politesse s'esquisse toujours la politique. Un autre point, qui s'y rattache, est celui des relations liées

---

<sup>245</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Hédouville, Saint-Pétersbourg, s.d.

<sup>246</sup> 95 AP 4, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 20 février 1802.

<sup>247</sup> Un impératif qui coûte cher, ce que constate Caulaincourt dans une lettre à Talleyrand, du 6 février 1802: « Par ma dernière lettre j'ai eu l'honneur de vous demander quelques fonds pour la fin de mon séjour ici et mon retour, ceux mis à ma disposition étant presque finis par suite des dépenses inconcevables et exorbitantes auxquelles on est forcé ici ; [...] » Une demande qui sera répétée lors de l'ambassade de 1807 et qui prouve l'ampleur de la représentation à Saint-Pétersbourg. Voir AMAE, Personnel-Lois et décrets : le 5 brumaire An X, sont donnés 40 000 francs à Caulaincourt pour sa mission, puis le 4 vendémiaire an XII (*a posteriori* donc) 62 000 francs supplémentaires. La question des fonds dont dispose Caulaincourt est aussi visible dans les archives des Affaires étrangères, Personnel, Volumes Reliés, volume 15, Caulaincourt, où il est question des 62 000 francs octroyés au chargé de mission par le ministère. Ces sommes apparaissent déjà élevées au regard de l'importance de la mission. Voir 1<sup>ère</sup> partie, II, 1, pour les questions financières de l'ambassade de 1807.

<sup>248</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, s.d.

<sup>249</sup> *Ibid.*

par Caulaincourt. Celles-ci représentent sûrement une des causes de sa nomination et facilitent grandement son travail. Dès son arrivée, il retrouve le chancelier Kotchoubey qu'il a rencontré à Constantinople avec Aubert du Bayet.<sup>250</sup> L'envoyé est bien conscient de cette réalité et de ses potentialités :

J'ai retrouvé ici dans les personnes en place beaucoup de celles qui ont habité longtemps en France et qui ont été particulièrement liées avec ma famille, entre autres le comte de Strogonoff<sup>251</sup>, ami intime de l'empereur avec lequel j'ai été élevé pendant un an qu'il a logé chez moi, cela m'a donné le moyen de faire beaucoup de connaissances, c'est agréable et *cela pourrait être utile*<sup>252</sup>.

De telles remarques font penser que le choix de Caulaincourt pour cette mission n'est pas aussi anodin qu'il y paraît. Ces relations vont être d'une grande utilité en 1807, notamment pour contrebalancer la mauvaise réputation des Français en Russie, préventions qui, selon Caulaincourt, prendront quelques années à disparaître<sup>253</sup>.

Le tsar Alexandre, personnalité fort complexe et ambiguë, exerce, dès 1801, une profonde fascination sur l'envoyé français qui ne se séparera jamais tout à fait de ces premiers sentiments. La première entrevue avec l'empereur enchante Caulaincourt qui y voit une marque d'estime personnelle : « Sa Majesté a eu la bonté d'ajouter des choses personnellement flatteuses pour moi, m'a engagé à rester longtemps ici »<sup>254</sup>. Comme en 1807, il réfute déjà les critiques à l'encontre du caractère trouble du tsar et affirme « le caractère loyal et franc de S.M.I. »<sup>255</sup>. Si Caulaincourt conçoit les réserves de l'aristocratie face à la France, il a déjà entièrement confiance dans la famille impériale, ne voyant aucune hypocrisie dans les innombrables marques de reconnaissance. S'il est difficile de mettre en exergue les relations entre les deux personnages, au vu du faible nombre de leurs entretiens, il est indéniable que, dès 1801, la fascination qu'exerce Alexandre sur de nombreux personnages de l'époque se fait sentir. Le premier contact établi ne sera pas inutile non plus pour la seconde mission de Caulaincourt. Alexandre, à la fin de la mission de l'envoyé, envoie au Premier consul une lettre où il se révèle satisfait du personnage, lien vers une seconde mission:

Citoyen Premier consul, le chef de brigade Caulaincourt ayant terminé l'objet de sa mission et devant se rendre auprès de vous, je me fais un plaisir de vous témoigner combien j'ai été satisfait de sa conduite et de la manière

---

<sup>250</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 18 novembre 1801.

<sup>251</sup> Paul Alexandrovitch Strogonov, comte (1774-1817) : fils d'Alexandre Sergueevitch Strogonov (1734-1811), il fit ses études à Paris où il côtoya notamment la comtesse d'Harville, tante de Caulaincourt. Officier russe. Voir l'ouvrage du Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Le comte Paul Strogonov*, Paris, 1905, 2 vol.

<sup>252</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, s.d.

<sup>253</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, s.d.

<sup>254</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 2<sup>e</sup> dépêche (19 novembre 1801).

<sup>255</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 15 mars 1802.

dont il s'est acquitté des commissions dont il a été chargé près de moi. Il pourra vous transmettre tout ce qu'il a été à portée de connaître de mes sentiments particuliers pour vous et pour la nation française en général. Je vous prie de croire à leur sincérité aussi bien qu'à mon désir constant de vous donner des preuves de ma considération distinguée.<sup>256</sup>

En 1808, le tsar se souvient de la première mission de Caulaincourt, gage des bons rapports entretenus dès cette époque. L'ambassadeur le notifie, peut-être avec une certaine fierté, dans un rapport à l'Empereur :

« Vous rappelez-vous encore », telles furent ses paroles, « nos anciennes conversations sur le Premier consul : les événements n'ont rien changé à mon admiration. Vous et Duroc, vous êtes les premiers auxquels je l'ai témoignée. C'est à vous surtout, puisque vous êtes resté plus longtemps ici et que vous y étiez même lorsqu'on commençait à nous brouiller du temps de Markov ». <sup>257</sup>

À côté de ces aspects purement relationnels, s'ébauche, chez l'envoyé de Bonaparte, et quoique très timidement, une pensée sur les relations franco-russes, visibles dans une série de notes de la main de Caulaincourt, destinées au ministère des Relations extérieures. La pensée du personnage prend comme point d'appui les relations entre la France et la Russie, tout en développant une forte animosité à l'égard de l'Angleterre, voire de l'Autriche. C'est la nature qui fournit son principal argument à l'envoyé français, qui considère la France et la Russie comme les pivots de l'Europe : « la nature semble avoir placé la France et la Russie aux deux pôles du monde »<sup>258</sup>. Il parle de même des intérêts de la Russie « comme la nature les a liés avec les nôtres »<sup>259</sup>. Si pour lui, la suprématie de la France est indiscutable et nécessaire, la notion de l'équilibre des puissances exige « un second pôle européen pour maintenir avec la France la tranquillité de l'Europe »<sup>260</sup>. Malgré le contexte de paix qui s'instaure, Caulaincourt stigmatise la perfidie de l'Angleterre et voit le remplacement de son influence « diabolique »<sup>261</sup> en Russie comme le but suprême de la diplomatie du Consulat dans ces régions. Il critique aussi les manœuvres de l'Autriche destinées à détourner Alexandre de ses

---

<sup>256</sup> S. Tatichtchev, *Alexandre Ier et Napoléon...*, Lettre IX, Alexandre à Bonaparte, Saint-Pétersbourg, 24 mai 1802.

<sup>257</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 1<sup>er</sup> février 1808. On ne mentionnera pas, durant ce travail, les lieux de conservation des lettres écrites par Caulaincourt à Napoléon et au ministre des Relations extérieures, ainsi que les rapports de Caulaincourt à Napoléon, datés de l'ambassade de 1807-1811, par souci de simplification. En effet, ces documents sont conservés à la fois dans le fonds 95 AP Caulaincourt, sous forme de copies, aux archives des Affaires étrangères, à Nantes, et aux archives des Affaires étrangères, à Paris, sous forme d'originaux. À noter aussi l'édition proposée par le Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, qui s'appuie sur les archives des Affaires étrangères de Paris (voir Historiographie). Nous nous basons sur les documents conservés au ministère des Affaires étrangères.

<sup>258</sup> 95 AP 4, note manuscrite n°178, s.d.

<sup>259</sup> 95 AP 4, note n° 179, s.d.

<sup>260</sup> *Ibid.*

<sup>261</sup> *Ibid.*

véritables intérêts, intérêts que la France doit lui rappeler, afin de « balancer les démarches, les insinuations, les instances de l'Angleterre et de l'Autriche »<sup>262</sup>. Cette vision est loin d'être originale mais, se développant au fur et à mesure des années, à partir de ces bases, elle va acquérir une certaine portée.

Ces relations personnelles retrouvées, cet intérêt pour la Russie, ces fêtes, ne peuvent toutefois faire oublier l'isolement de Saint-Pétersbourg. Une mission diplomatique en Russie est très différente de celle dans une autre monarchie d'Europe, du fait de ses conditions difficiles et de son éloignement. Le voyage de Caulaincourt de Paris à Saint-Pétersbourg et la longueur de celui du général Hédouville démontrent les aléas du chemin. De même, les correspondances sont difficiles, ce que remarque Caulaincourt : « Je n'ai reçu [...] encore aucun accusé de réception fait à mes lettres par la poste »<sup>263</sup>. Face à ces difficultés, se développe la nostalgie de l'envoyé français, sentiment qui sera omniprésent de 1807 à 1811, et qui motivera des demandes régulières de retour<sup>264</sup>. Issu du métier des armes, Caulaincourt souhaite retourner s'occuper de son régiment<sup>265</sup> : « l'intérêt du régiment que je commande [...] me fait désirer mon rappel, puisque ma mission est terminée et que je ne suis plus ici qu'un mannequin de représentation »<sup>266</sup>. La politesse masque ici un début de ressentiment contre le ministère qui le maintient ici alors que sa mission est depuis longtemps finie et certaines lettres sont encore plus acerbes, notamment lorsqu'il déclare à son ami Bernouville : « je n'ose parler quoique j'en aie bien envie »<sup>267</sup>. Les fêtes ne font qu'amoindrir un mal du pays toujours très présent chez Caulaincourt. Le moment du retour est donc perçu comme un vrai soulagement. Dès le 20 février 1802, Talleyrand donne ses consignes de retour à son envoyé qui doit attendre Hédouville : « quand il sera arrivé, vous pourrez immédiatement vous mettre en route pour revenir ici, où vous recevrez les témoignages de la satisfaction du Premier consul sur l'excellente conduite que vous aurez eue dans votre mission »<sup>268</sup>. Caulaincourt peut donc partir serein, assuré du bon effet qu'il a eu sur Bonaparte (et qui ne sera pas étranger à sa nomination de 1807). Après l'arrivée de l'ambassadeur de France, il demande son audience de congé le 12 mai 1802<sup>269</sup> et reçoit des cadeaux d'Alexandre. L'impératrice-mère et les grands-ducs et grandes-duchesses ne paraissent pas à Saint-Pétersbourg pour son audience de congé,

---

<sup>262</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, s.d.

<sup>263</sup> 95 AP 4, Caulaincourt au général Beurnonville, ambassadeur de France à Berlin, Saint-Pétersbourg, 7 janvier 1802.

<sup>264</sup> Notamment pendant l'entrevue d'Erfurt où le duc de Vicence demande son retour avec insistance à Napoléon.

<sup>265</sup> Il s'agit du 112<sup>e</sup> régiment de ligne.

<sup>266</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, s.d.

<sup>267</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Beurnonville, Saint-Pétersbourg, 7 janvier 1802.

<sup>268</sup> 95 AP 4, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 20 février 1802.

<sup>269</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 12 mai 1802.

à cause du danger de rougeole<sup>270</sup>. Est-ce une preuve d'hostilité comme ce sera souvent le cas en 1807 pour Savary<sup>271</sup> ? Caulaincourt, lui, n'y voit aucune duplicité. Après avoir hésité entre la route de Suède et celle de Vienne<sup>272</sup>, il se décide pour la seconde option, qui lui permet de rencontrer Champagny, alors ambassadeur auprès des Habsbourg<sup>273</sup>, et futur ministre des Relations extérieures, en relation permanente avec le futur duc de Vicence, lors de l'ambassade de 1807-1811. Le bilan de l'envoyé de Bonaparte est faible mais de solides bases ont été créées. L'expérience diplomatique du jeune colonel s'est étoffée d'une expérience en Russie et d'un lien avec l'empereur de Russie. Surtout, il a su satisfaire le ministre des Relations extérieures ainsi que l'homme qui dirige la France. Désormais, la carrière de Caulaincourt est lancée et suivra les destinées de l'Empire et de son maître jusqu'à leur terme<sup>274</sup>.

---

<sup>270</sup> 95 AP 4, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 29 mai 1802.

<sup>271</sup> Voir le sous-chapitre suivant.

<sup>272</sup> Voir J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 49.

<sup>273</sup> Jean-Baptiste de Nompère de Champagny, duc de Cadore (1756-1834) : officier de marine, Champagny participe à la guerre d'indépendance américaine, avant d'être élu aux Etats généraux. En 1801, il est ambassadeur à Vienne. En 1804, il est ministre de l'Intérieur, puis, en 1807, ministre des Relations extérieures, jusqu'en 1811. Considéré par Napoléon comme un simple exécutant, il réprovoque les intentions belliqueuses de son maître et, partisan de l'alliance avec la Russie, il est victime du changement de politique de l'Empereur. Après s'être occupé de différentes charges à la cour, il se rallie à Louis XVIII.

<sup>274</sup> Nommé aide de camp du Premier consul à son retour, puis général, Caulaincourt est fait grand écuyer de l'Empereur en 1804 et suit ainsi Napoléon jusqu'en 1807, et son départ pour la Russie.

### **3. La reconnaissance diplomatique de Savary et la désignation de Caulaincourt comme ambassadeur (1807).**

#### *Introduction : la situation après Tilsit*

Les missions de Constantinople et Saint-Pétersbourg constituent les causes lointaines du choix de Caulaincourt pour l'ambassade de 1807, ainsi que les fondements de sa formation diplomatique. Il faut voir maintenant les causes plus directes et le mécanisme de ce choix, phénomènes qui prennent place entre septembre 1807, la paix de Tilsit, et décembre 1807, l'arrivée de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg. Durant ces six mois se forment, notamment à travers la mission de Savary en Russie, les principaux mécanismes des relations diplomatiques entre les deux grandes puissances continentales de l'Europe. Entre 1801 et 1807, les choses ont beaucoup évolué entre les deux pays, passant d'une lutte acharnée marquée par les batailles d'Austerlitz en 1805, Eylau et Friedland en 1807, à une alliance totale conclue à Tilsit sur le Niémen. S'il est bien sûr hors de notre propos de retracer ces relations conflictuelles et leur conclusion idyllique<sup>275</sup>, il est intéressant de voir le passif qui s'est formé ainsi que les enjeux nouveaux de l'alliance. La Russie de 1807 n'est pas celle de 1801 et le radeau du Niémen ne peut faire oublier les durs combats de Pologne<sup>276</sup>. Si Napoléon et Alexandre semblent être d'accord entre eux, toute la difficulté est de faire durer

---

<sup>275</sup> On peut voir avec profit les premiers chapitres du premier volume d'A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*.

<sup>276</sup> Il faut rappeler le caractère nouveau de cette guerre qui, contrairement aux campagnes d'Austerlitz ou d'Iéna, met la Grande Armée aux prises avec de grands espaces et des conditions météorologiques difficiles, annonçant la campagne de 1812. Pour la première fois, la troupe se plaint violemment des conditions et gagne son surnom de « Grognards ». Les combats de Pulstuk et Eylau sont particulièrement meurtriers, la bataille de Friedland, le 18 juin 1807, est une grande victoire malgré une approche frontale qui privilégie la concentration d'artillerie au détriment des manoeuvres d'encerclement. Si le grand-duc Constantin envoie à son frère un message désespéré sur l'état de l'armée, l'empire Russe n'est pas encore envahi, ni les réserves d'hommes entamées. Seulement, tous, soldats comme généraux, n'y croient plus.

cette entente après le retour des souverains dans leur pays, au moyen d'ambassadeurs bien choisis. Pour la Russie, est désigné le comte de Tolstoï, général russe qui ne s'attire pas l'estime de l'Empereur. Pour la France, c'est Caulaincourt. Mais ce choix ne va pas sans difficulté ni réticence de la part de l'intéressé, qui rechigne à s'éloigner de la France et à retourner dans la lointaine Russie, malgré les relations qu'il y a et l'estime que lui porte l'empereur Alexandre. Ce choix n'est pas non plus immédiat : afin de sonder la Cour de Saint-Pétersbourg et de fixer son choix en fonction des attentes des Russes, Napoléon envoie, après Tilsit, un de ses aides de camp, Savary, en mission auprès du Tsar. Destinée en grande partie à déterminer les caractéristiques nécessaires du futur ambassadeur, cette mission est le prélude évident à la désignation de Caulaincourt. À Saint-Pétersbourg, Savary prend le pouls de l'opinion et prépare l'arrivée de son successeur, ses méthodes et ses relations avec la société et la Cour russe annonçant celles du grand écuyer<sup>277</sup>. Sans s'appesantir sur les négociations des lendemains de Tilsit, ni sur le détail de la mission de Savary<sup>278</sup>, il est intéressant de remarquer quelques grandes tendances communes, ne serait-ce qu'entre les deux personnages, et de voir les origines du choix de Caulaincourt, ainsi que sa concrétisation<sup>279</sup>. Nous verrons donc d'abord les points importants de la mission de Savary, à travers quelques exemples significatifs, en s'appuyant sur ses rapports et sur ses *Mémoires*. Il s'agira ensuite de déterminer avec lui le profil de l'ambassadeur français en Russie, puis de conclure sur la difficile résignation du grand écuyer face à la volonté de l'Empereur, et enfin sur son arrivée à Saint-Pétersbourg.

### *La mission de Savary*

Albert Vandal, dans son ouvrage sur Napoléon et Alexandre, donne pour titre au chapitre consacré à Savary en Russie, « une reconnaissance diplomatique » et c'est cet aspect de sa mission qui nous intéresse plus particulièrement, au-delà des différentes questions

---

<sup>277</sup> Caulaincourt a été nommé grand écuyer de l'Empereur peu après la proclamation de l'Empire, devenant ainsi un des grands dignitaires du nouveau régime.

<sup>278</sup> On peut se reporter aux *Mémoires du duc de Rovigo* qui décrivent longuement cet épisode : *Mémoires du duc de Rovigo. Edition nouvelle refondue et annotée par Désiré Lacroix*, Paris, Garnier, 1900, 5 vol. ; ainsi qu'à Thierry Lentz, *Savary, le séide de Napoléon*, Paris, Fayard, 2001, 556 p.

<sup>279</sup> Thierry Lentz remarque aussi cette similitude entre les deux aides de camp de Napoléon : « Les grandes années de la carrière de Savary commencèrent après la campagne de 1807. Des aides de camp de Napoléon, il allait être le plus choyé. Dans cette catégorie, seul Caulaincourt pourrait lui être comparé et encore, son ascension commença plus tard. » Dans T. Lentz, *Savary*, p.163.

politiques soulevées après Tilsit comme celle de la Turquie (armistice avec la Russie) ou de la Suède, sur lesquelles nous reviendrons. Le général Anne Jean Marie René Savary, duc de Rovigo (1774-1833), ancien aide de camp du général Desaix<sup>280</sup>, est à cette époque, à l'instar de Caulaincourt, aide de camp de l'Empereur, et un de ses plus fidèles « séides » ; il s'est particulièrement illustré en Pologne où il assume un commandement<sup>281</sup>, honneur que ne connaît jamais le grand écuyer. Après Tilsit, Napoléon décide de l'envoyer en Russie, en attendant le choix d'un ambassadeur permanent, afin de préparer le terrain. Il est à noter que Savary connaît déjà Alexandre puisqu'il lui a porté une lettre de l'Empereur après la bataille d'Austerlitz : on voit toujours l'importance des antécédents dans les choix que fait Napoléon<sup>282</sup>. Le 10 juillet, celui-ci fait appeler Savary, toujours auprès de lui en Pologne, pour lui confier cette mission :

Je viens de faire la paix ; on me dit que j'ai eu tort, que je serai trompé ; mais, ma foi, c'est assez faire la guerre, il faut donner du repos au monde. Je veux vous envoyer à Saint-Pétersbourg, en attendant que j'ai fait choix d'un ambassadeur ; je vous donnerai pour l'empereur Alexandre une lettre qui sera votre lettre de créance. Vous ferez là mes affaires : souvenez-vous que je ne veux faire la guerre avec qui que ce soit ; et établissez-vous sur ce principe-là. Ce serait me déplaire beaucoup que de ne pas m'éviter de nouveaux embarras<sup>283</sup>.

Napoléon donne des conseils précis à son aide de camp, afin de respecter les usages et d'éviter toute erreur diplomatique. Comme plus tard pour Caulaincourt, les instructions sur la conduite à tenir sont aussi importantes que celles sur les négociations, d'autant plus que l'Empereur entend bien diriger de loin les discussions. Il prévient donc Savary : « Dans vos conversations, évitez soigneusement tout ce qui peut choquer. Par exemple, ne parlez jamais de guerre ; ne frondez aucun usage, ne remarquez aucun ridicule : chaque peuple a ses usages, et il n'est que trop dans l'habitude des Français de rapporter tout aux leurs, et de se donner pour modèles. C'est une mauvaise marche, qui vous empêchera de réussir en vous rendant insupportable à toute la société »<sup>284</sup>. Munis de ces quelques instructions, le général Savary se met en route pour Saint-Pétersbourg, à la fois curieux de découvrir la ville<sup>285</sup> et décidé à

---

<sup>280</sup> Louis-Charles-Antoine Desaix (1768-1800) : général d'origine noble, il refuse d'émigrer et dirige les armées révolutionnaires sur le Rhin. Ayant rencontré Bonaparte en 1797, il le suit en Egypte et, lors de cette expédition, il poursuit Mourad Bey en Haute-Egypte. Il acquiert à cette occasion le surnom de « sultan juste ». Revenu en France, il retrouve Bonaparte en Italie, se voit confier un corps d'armée, mais, après avoir décidé de la victoire, meurt à Marengo, en 1800.

<sup>281</sup> Savary sera plus tard responsable d'un commandement en Espagne, ce que Caulaincourt réclame lorsqu'il menace de quitter la Grande Armée en 1812.

<sup>282</sup> T. Lentz, *Savary*, p.148.

<sup>283</sup> *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III, p.147.

<sup>284</sup> *Ibid.*

<sup>285</sup> Dans une discussion avec M. de Merveldt, ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg, Savary explique les

mener à bien sa mission pour rentrer en France et retrouver la compagnie de l'Empereur.

À son arrivée, son sentiment est mitigé : certes la capitale russe l'impressionne<sup>286</sup> mais l'accueil est plus froid, car « l'opinion était tellement montée contre les Français, que dans aucun hôtel on ne voulait [le] loger »<sup>287</sup>. Aussitôt après son arrivée, Savary est reçu par l'empereur Alexandre qui le retient après dîner pour causer avec lui. Durant tout son séjour, jusqu'en décembre 1807, la fréquence de ces discussions d'après dîner est très élevée, montrant tout l'intérêt que le tsar porte à l'envoyé de Napoléon. Dans ses longs rapports, Savary, comme le fera aussi Caulaincourt, tente de retranscrire mot à mot les paroles échangées (sous la forme: L'empereur : ..... ; Réponse : .....). Ses rapports contiennent aussi ses discussions avec le nouveau ministre des Affaires étrangères de la Russie, le comte de Roumiantsov, futur interlocuteur du duc de Vicence ; ainsi que celles qu'il juge intéressantes, notamment avec M. de Merfeldt<sup>288</sup>, véritable leader, au sein du corps diplomatique, de l'opposition larvée à l'alliance franco-russe. Les conversations avec Alexandre, toutes imprégnées de l'esprit de Tilsit, sont en grande partie des compliments mutuels ou des échanges de bons procédés. Simple porteur de lettre, Savary n'est pas crédité d'un véritable rôle diplomatique et il ne fait qu'entériner des décisions prises à Tilsit, notamment en ce qui concerne les prisonniers de guerre, ou réagir à des événements qui touchent à l'alliance franco-russe. Ainsi, l'Angleterre refuse la médiation de la Russie et attaque la flotte danoise et la ville de Copenhague, le 2 septembre 1807, soulevant l'indignation du tsar et, forcément, celle de l'envoyé français. L'armistice entre la Russie et la Turquie, ainsi que les troubles internes de celle-ci sont aussi au centre des débats, remettant sur le devant de la scène la question du partage de l'empire ottoman, déjà abordée à Tilsit, et que soutient avec ardeur Roumiantsov : « Il ne m'est sans doute pas permis d'approfondir la pensée des deux empereurs sur ce projet ; mais, entre nous soit dit, *il serait d'un grand intérêt pour nous qu'on l'entreprît*

---

raisons personnelles de sa venue en Russie : « [...] j'avais depuis longtemps manifesté le désir de voir Pétersbourg et comme j'avais fait les trois quarts du chemin, j'ai saisi cette occasion de venir visiter une ville aussi étonnante ». AN AF IV 1697, Rapport de Savary à Napoléon, 6 août 1807. Tous les rapports de Savary à Napoléon sont datés de Saint-Pétersbourg.

<sup>286</sup> *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III, p. 149 : « J'arrivai à Pétersbourg le 14 juillet, vers 11 heures du matin ; je fus frappé d'admiration en me trouvant dans une aussi belle ville, après avoir traversé un pays à l'extrémité duquel j'aurais été moins surpris de rencontrer le chaos mais il faut être arrivé jusqu'à la porte pour s'apercevoir que l'on approche d'une grande capitale ».

<sup>287</sup> *Ibid.* Voir aussi, Nantes AMAE, 256\* Supplément à la correspondance politique, la lettre anonyme adressée au baron de Stroganov à Madrid, interceptée et communiquée à Caulaincourt, le 7 décembre 1807. Cette lettre présente la mission de Savary, « simple particulier voyageur », ce qui lui « procure la facilité et l'honneur de dîner avec l'Empereur, de lui parler sans la participation d'un intermédiaire. » Mais la société pétersbourgeoise n'est pas aussi enthousiaste : « Le public au contraire n'use pas de la même indulgence. Ils ne sont reçus chez personne, excepté les ministres étrangers. Cette circonstance ne plaît pas à la Cour, et le vieux comte Stroganov doit en avoir eu même quelques désagréments et en éprouver encore ».

<sup>288</sup> Comte Maximilien Merveldt (1761-1817) : ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg.

*bientôt*<sup>289</sup> [...] »<sup>290</sup>. Il est aussi question des préparatifs d'une expédition russe en Finlande contre la Suède, en particulier lorsqu'Alexandre va inspecter ses troupes en partance et qu'il est « surpris de les voir aussi bien *réhabillés et réorganisés* »<sup>291</sup>. Toutes ces affaires, simplement mentionnées par Alexandre et Savary, vont être le coeur du travail diplomatique de Caulaincourt, il s'agit pour l'instant d'une introduction des grands thèmes de l'ambassade : la Finlande, le partage de la Turquie, le Blocus contre l'Angleterre et la Pologne (qui n'est pas encore mentionnée). On peut dire que le bilan diplomatique de Savary est assez mince, ce qui se comprend aisément au vu de ses objectifs et du caractère même de sa mission. L'air de Tilsit reste dans la bouche d'Alexandre et c'est le plus important pour Napoléon, qui cultive ses relations avec le tsar : « Entre nous deux ce cérémonial de cour ne doit pas être de règle, et une lettre d'amitié me fera plus de plaisir »<sup>292</sup>. Mais même au milieu des plus grandes flatteries d'Alexandre à l'égard de l'empereur des Français, quelques ombres demeurent : « je vous avouerai que l'on n'a jamais eu plus de préventions contre quelqu'un que je n'en ai eu contre lui [Napoléon], mais, après trois quarts d'heure avec lui, elles ont toutes disparu comme un songe et jamais je ne m'en suis rappelé tant j'ai été pénétré de tout ce qu'il m'a dit »<sup>293</sup>.

En définitive, Savary est parfaitement satisfait de ses relations avec Alexandre, et l'on peut dire que, comme Caulaincourt il est vite séduit par le personnage qui le comble de tant d'honneurs. Il est ainsi introduit à des cérémonies où, comme il se plaît à le répéter, il est « le premier étranger »<sup>294</sup> à participer à des parades, à aller à l'Ermitage, à aller à la messe avec la famille impériale<sup>295</sup>. Les honneurs qui lui sont faits par l'empereur dépassent tout ce qu'un ambassadeur habituel peut attendre. La confiance entre les deux personnages est aussi renforcée par la révélation des projets d'attentat contre Alexandre découverts par Soult<sup>296</sup> et

<sup>289</sup> Les termes soulignés le sont par Savary.

<sup>290</sup> AN, AF IV 1697, Rapport de Savary à Napoléon, 21 octobre 1807. Il est à noter que les rapports de Savary à Napoléon, retranscrivant plusieurs journées de discussions avec Alexandre ou son ministre, dans l'attente du départ d'un courrier, sont par conséquent extrêmement longs, plusieurs dizaines de pages au minimum.

<sup>291</sup> *Ibid.* On voit aussi par cet exemple que la désinformation militaire, malgré la conclusion de la paix, reste un atout à ne pas négliger et qu'Alexandre met en avant le bon état de ses troupes malgré les récentes défaites. Tout est fait pour montrer que l'alliance a été traitée sur un relatif pied d'égalité, ce qui est faux. Tilsit, née de la victoire militaire française, est, pour cette raison, un édifice chancelant.

<sup>292</sup> AN, AF IV 1697, Rapport de Savary à Napoléon, 4 novembre 1807.

<sup>293</sup> AN, AF IV 1697, Rapport de Savary à Napoléon, 9 octobre 1807.

<sup>294</sup> AN, AF IV 1697, Rapport de Savary à Napoléon, 6 août 1807.

<sup>295</sup> *Ibid.*, « Je fus le seul étranger invité le lendemain [de l'anniversaire de l'impératrice-mère, le 2 août] à la parade et placé immédiatement à la gauche de l'empereur qui se fit présenter les officiers que j'avais avec moi. J'eus ensuite l'honneur d'être admis à la messe et placé au premier rang après la famille impériale, c'est-à-dire avec le grand maréchal, le grand chambellan, les princes etc.[...] J'ai été honorablement affiché par de grandes distinctions qui furent pour le public l'avertissement du ton sur lequel on en était aujourd'hui. Depuis ce moment je ne rencontre que des visages riants. »

<sup>296</sup> Jean de Dieu Soult, duc de Dalmatie (1769-1851) : maréchal de France. Soult fait la guerre sur le Rhin, durant la Révolution, et décide de la victoire d'Austerlitz en 1805. Nommé duc de Dalmatie, en 1808, il dirige le 2<sup>e</sup> corps de la Grande Armée en Espagne et ambitionne de devenir roi du Portugal. Il ramène les débris de l'armée

transmis par Savary<sup>297</sup>. La sollicitude du général ne peut que toucher l'empereur malgré le peu d'ampleur de la conspiration. Comme plus tard avec Caulaincourt, Alexandre, avec son ministre des Affaires étrangères, est le pilier de l'alliance franco-russe ; malheureusement, son sentiment n'est pas partagé par ses compatriotes, jusque dans sa famille même. Savary comprend rapidement la réalité de l'opinion russe, celle de la Cour et celle de la société pétersbourgeoise, à laquelle sera aussi confronté son successeur.

Sans décrire dans les détails la cour de Russie<sup>298</sup> que découvrira Caulaincourt, on peut insister sur l'intérêt que lui porte le futur duc de Rovigo, qui en parle dans différents rapports, notamment les « Notes sur la Cour de Russie et Saint-Pétersbourg », du 6 décembre 1807,<sup>299</sup> où il donne des informations sur ses grandes personnalités, des impératrices et du grand-duc Constantin jusqu'aux ministres et aux ambassadeurs étrangers. Force lui est de constater que, si Alexandre se montre particulièrement favorable à l'alliance avec la France, ses proches lui sont opposés, cette opposition se cristallisant autour de l'impératrice-mère<sup>300</sup>, femme du défunt Paul I<sup>er</sup>, qui, selon Savary, « agit dans le sens des ennemis de la France »<sup>301</sup>. Les autres membres de la Cour se partagent entre différentes opinions, le grand-duc Constantin est très favorable à la France, lui qui a supplié son frère d'accepter la paix après la défaite de Friedland, l'impératrice régnante est sans relief, Kotchoubey, Orlov, Stroganov sont opposés mais peuvent peut-être encore être convertis, etc. Plus généralement, l'aide de camp de Napoléon découvre l'opinion de la société pétersbourgeoise qui est loin de lui être acquise à son arrivée, et qui restera fuyante durant toute la période<sup>302</sup>. Il résume toute sa mission en quelques lignes de ses mémoires : « J'ai passé six mois à Saint-Pétersbourg, comblé des

---

en France, en 1814, se bat à Waterloo. Il est ministre de la Guerre en 1830, des Affaires étrangères, en 1839, président du Conseil en 1840.

<sup>297</sup> Cette question est visible dans AN, AF IV 1697, rapport de Savary à Napoléon, 9 septembre 1807 et dans le chapitre XIII des *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III.

<sup>298</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 1.

<sup>299</sup> AN, AF IV 1697. Edité par Albert Vandal dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 1890, p. 399-419, sous le titre : « La cour de Russie en 1807-1808. Notes sur la cour de Russie et Saint-Pétersbourg écrites en décembre 1807 par le général Savary ». Voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 1.

<sup>300</sup> L'impératrice-mère fait tout son possible pour marquer sa désapprobation face à l'envoyé de Napoléon. La duchesse de Courlande, dont le témoignage est reproduit par le chevalier de Bray, raconte une scène à ce sujet : « Il est constant aussi qu'un jour, il [Alexandre] a reproché à l'impératrice-mère l'éloignement qu'elle témoignait au général Savary. Cette princesse, après l'audience qu'elle lui avait donnée en ville, où elle était rentrée exprès pour cela n'a jamais invité le général à la campagne ; et l'empereur lui en faisant un jour des reproches très vifs, au point de lui dire que c'était comme empereur qu'il lui demandait raison d'une conduite qui était en opposition avec les intérêts de son pays, l'impératrice lui répondit que, comme sujette, elle croyait au moins pouvoir jouir du privilège qu'avait le dernier des sujets de S.M. de voir dans son intimité qui bon lui semblait. » AMAE, Mémoires et documents, Russie, 32, « Mémoire particulier et secret sur la cour de Russie, par le chevalier de Bray », Berlin, décembre 1807.

<sup>301</sup> AMAE, Corr. Pol., Russie 144, Savary à Talleyrand [remplacé à cette époque par Champagny], Saint-Pétersbourg, 10 août 1807.

<sup>302</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 3.

bontés de l'empereur Alexandre à un tel point, qu'il ne m'avait plus laissé le moyen de me renfermer dans la gravité du caractère diplomatique, si j'avais eu à traiter d'affaires importantes. [...] L'accueil de la société envers moi et ce qui m'accompagnait, était en raison inverse des bontés de l'empereur Alexandre »<sup>303</sup>.

Sa vision de l'opinion est, tout au long de ses rapports, très pessimiste, et constitue la base de ses recommandations au futur ambassadeur : s'il juge la pensée d'Alexandre acquise à la France, il estime que la société doit être apprivoisée par le représentant de la France, et lui-même prétend avoir réussi ce tour de force : « peu à peu, je parvins, non sans peine, à me faire ouvrir les portes des maisons devant lesquelles, quinze jours avant, il aurait fallu que j'ouvrissse la tranchée ; et comme les extrêmes se touchent dans le monde, et surtout en Russie, j'eus, par la suite, autant à faire pour me dérober aux prévenances du grand monde que j'avais eu besoin de patience pour supporter ses rigueurs »<sup>304</sup>. De jour en jour, la situation de Savary s'améliore donc mais les préventions demeurent et, s'il est satisfait de pouvoir participer plus activement à la vie mondaine, il reste lucide sur le fond de l'opinion, qui accepte difficilement l'alliance avec la France de la Révolution, et surtout la défaite militaire<sup>305</sup>. Dans ses notes pour son successeur il dresse finalement un portrait sans naïveté de Saint-Pétersbourg : seule la confiance du tsar lui semble acquise, ce qui est sûrement vrai au commencement de l'alliance franco-russe.

La mission de Savary n'a donc, au premier abord, qu'un caractère très restreint et limité : les objectifs diplomatiques ne sont qu'un simple prolongement passif des discussions de Tilsit entre les deux empereurs. Simple porteur de lettre, l'aide de camp de Napoléon occupe le terrain avant la désignation d'un ambassadeur, désignation qu'il doit préparer en s'assurant des sentiments des Russes à l'égard de la France. Par de nombreux traits, cette mission annonce la longue ambassade du duc de Vicence, notamment dans ses relations avec Alexandre et avec la société russe, et elle rappelle aussi, par sa forme et par sa durée, le séjour de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg en 1801, quoique dans un contexte très différent. La mission de Savary, sans réel bilan diplomatique, va toutefois contribuer à déterminer le profil et les objectifs de l'ambassadeur de France que chacun attend.

---

<sup>303</sup> *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III, p.152-153.

<sup>304</sup> *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III, p.166.

<sup>305</sup> L'aspect militaire des préventions de la société russe contre la France est visible dans le fait que, même les officiers russes qui ont fêté la paix à Tilsit avec leurs homologues français, se détournent vite de leur nouvel allié. Savary note : « J'ai remarqué beaucoup de gens n'osant pas encore me parler et même des officiers que j'avais eu occasion de connaître pendant la campagne dernière ». AN, AF IV 1697, Rapport de Savary du 6 août 1807.

Malgré toute sa bonne volonté et sa curiosité, Savary, quoiqu'en dise Napoléon dans les *Mémoires de Caulaincourt*<sup>306</sup>, n'ambitionne pas de rester à Saint-Pétersbourg comme ambassadeur et il le dit clairement au ministre français des Relations extérieures comme à Alexandre. Dès le mois d'août, il met en avant un argument qui sera aussi celui de Caulaincourt : « je saisis cette occasion de remercier Votre Altesse de m'avoir fait donner une mission si flatteuse, mais je lui observerai qu'elle m'a fait espérer qu'elle ne se prolongerait pas<sup>307</sup> et mon plus grand désir est de rejoindre bientôt l'Empereur, il n'y a pas de poste flatteur et agréable pour ses serviteurs que près de lui, et je ne puis vivre que là »<sup>308</sup>. Pour un aide de camp, seul le service rapproché de l'Empereur a une véritable valeur : Savary se justifie ainsi de ce qui n'est sûrement qu'une nostalgie plus générale due à l'éloignement. Une discussion avec Alexandre, retranscrite dans son rapport du 9 octobre 1807, élargit les raisons de cette nostalgie :

Alexandre : « Je vous verrais avec plaisir si l'on voulait vous accréditer. Cela vous ferait-il beaucoup de peine ? [...] »

Savary : « Ma position m'empêche de former d'autre désir que celui de retourner en France aussitôt que l'Empereur m'en aura donné l'ordre. Je fais la guerre depuis si longtemps que je n'ai pas encore goûté le repos, et V.M. trouvera sans doute raisonnable que je sois un peu empressé de revoir ma famille que je ne ferais pas venir ici dans tout état de choses. D'ailleurs accoutumé depuis longtemps à servir l'Empereur de si près, il me manquerait toujours quelque chose aussi loin de sa personne »<sup>309</sup>

Les excuses avancées par Savary sont étrangement similaires à celles que présente Caulaincourt, qui regrette la carrière militaire aux côtés de l'Empereur et la vie parisienne auprès de Mme de Canisy, son grand amour que Napoléon lui refuse.

La volonté de Savary de revenir en France rend encore plus pressant le choix d'un ambassadeur. Les Russes, et Alexandre le premier, s'étonnent des retards dans cette décision et du silence de Napoléon. Dès juillet, Savary est questionné à ce sujet par le tsar : « L'empereur : avez-vous entendu parler du choix que veut faire l'Empereur pour envoyer près de moi<sup>310</sup>? Réponse : non sire. Beaucoup de personnes ambitionnent cette faveur mais

---

<sup>306</sup> Voir plus loin, la longue citation des *Mémoires de Caulaincourt*.

<sup>307</sup> On remarque que, comme avec Caulaincourt, pour convaincre Savary, on lui a laissé espérer une mission brève: il restera six mois en Russie. Caulaincourt, des six mois-un an prévus, restera plus de trois ans...

<sup>308</sup> AMAE, Corr. Pol., Russie 144, Savary à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 2 août 1807.

<sup>309</sup> AN, AF IV 1697, rapport de Savary à Napoléon, 9 octobre 1807.

<sup>310</sup> L'Empereur, avec une majuscule désigne Napoléon. L'empereur avec une minuscule, représente le tsar Alexandre.

l'Empereur n'avait encore rien prononcé »<sup>311</sup>. De plus, l'ambassadeur russe en France, M. de Tolstoï est, lui, rapidement choisi, les Russes attendant par conséquent la réciproque, comme Roumiantsov s'en inquiète : « Il est étonnant que vous n'avez encore rien reçu! Cependant il me paraît difficile que votre Empereur n'envoie pas quelqu'un ici. Attend-il l'arrivée du comte Tolstoï? Je ne le pense pas. Il est cependant difficile que vos affaires avec nous se fassent comme cela, parce qu'enfin il faudra se voir, s'entendre discuter, et tout cela ne peut se faire qu'avec quelqu'un accrédité à cet effet »<sup>312</sup>. Ne serait-ce que par bienséance diplomatique, un ambassadeur français est requis pour faciliter les débats et permettre des développements aux ouvertures de Tilsit.

Mais, au-delà de ce respect des convenances, Savary et les Français de sa mission estiment qu'un ambassadeur, au vu de la configuration et des caractéristiques de la société pétersbourgeoise, est indispensable. Il s'agit d'abord de remplacer l'influence de l'ambassadeur anglais dans la capitale russe<sup>313</sup> car « on est tellement accoutumé à l'influence étrangère qu'une fois l'ambassadeur d'Angleterre parti, on serait surpris que la maison de l'ambassadeur de France ne fut pas la meilleure de Saint-Pétersbourg »<sup>314</sup>. Il s'agit aussi, et plus généralement, de « vaincre l'opposition »<sup>315</sup> en montrant le prestige de la France en Russie. Savary insiste beaucoup sur le faste qui doit entourer le futur ambassadeur : « un simple général logé à l'auberge et roulant en voiture de place, n'est pas ce qu'il faut ici pour donner aux habitants l'opinion qu'ils doivent avoir de la Nation Française et qu'ils ne se formeront que d'après ce qui frappera leurs yeux »<sup>316</sup>. Les exemples sont nombreux de ces recommandations du général qui, en fonction de ce qu'il voit dans la société, affine le portrait de son successeur, qui doit avant tout bien présenter aux yeux des Russes : les questions politiques sont accessoires à partir du moment où Alexandre est convaincu du bien-fondé de l'alliance. Dans ses « Notes sur la cour de Russie » chaque description d'une partie de la société est suivie de conseils qui forment une véritable doctrine de l'ambassadeur français en Russie : « L'ambassadeur de France doit exercer une surveillance bien active de cette noblesse dérangée et être habile à observer la direction qu'elle peut prendre dans des circonstances difficiles »<sup>317</sup>. Sans tout réduire au choix du seul ambassadeur de France, on peut noter que les recommandations se portent aussi sur la suite de cet ambassadeur qui doit être composée de

---

<sup>311</sup> AN, AF IV 1697, rapport de Savary à Napoléon, 6 août 1807, correspondant à une discussion du 23 juillet 1807.

<sup>312</sup> AN, AF IV 1697, rapport de Savary à Napoléon, 9 octobre 1807.

<sup>313</sup> AMAE, Corr. Pol., Russie, 144, Savary à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 7 août 1807.

<sup>314</sup> AN, AF IV 1697, « Notes sur la Cour de Russie », 6 décembre 1807.

<sup>315</sup> AN, AF IV 1697, « Rapport de Saint-Aignan, parti de Saint-Pétersbourg le 24 août 1807 ».

<sup>316</sup> AMAE, Corr. Pol., Russie, 144, Savary à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 7 août 1807.

<sup>317</sup> AN, AF IV 1697, « Notes sur la Cour de Russie », 6 décembre 1807.

« beaucoup de jeunes gens agréables et d'une éducation soignée »<sup>318</sup>, ainsi que sur les ambassadeurs des nations dans la mouvance de l'Empire français qui doivent soutenir le représentant de l'Empereur<sup>319</sup>. Le caractère particulier de l'opinion russe rend nécessaire ces recommandations précises.

Finalement, si Savary n'a pas son mot à dire dans le choix de l'ambassadeur, il dresse un portrait pertinent de ce que doit être son successeur, et propose ses réflexions à Napoléon dans une lettre du 21 octobre 1807, arrivée en novembre, au moment où l'Empereur prend sa décision. Les conséquences des observations faites par Savary sont donc incontestables : c'est le véritable bilan de sa mission à Saint-Pétersbourg. Il est utile de reproduire de longs extraits de cette lettre pour comparer ces réflexions avec la réalité de l'ambassade de 1807-1811:

Il n'y a point de second rôle à la cour de Russie pour un ambassadeur de France, si il n'a pas le premier, il aura le dernier. L'opinion qu'on y a de la nation, et particulièrement de V.M. fait désirer qu'on y envoie point, si il ne doit pas en quelque sorte y gouverner, [...] Cet homme qui arrivera sous d'autres couleurs, ne trouvera plus guère de bile. [...] J'entends parler des Orloff, Stroganoff, Kotchoubey, [...], Czartoryski<sup>320</sup>, etc. Tous ces personnages là ont plus d'importance en Russie que des ministres. Si comme je l'espère notre ambassadeur est moins contrarié que moi en arrivant, qu'il n'éprouve plus d'opposition de la part de ces messieurs, il conduira ce pays-ci, comme bon lui semblera. [...] Je regarderais comme malheureux pour nous, que notre ambassadeur ne fut que ce que l'on appelle vulgairement un homme de bien, estimable etc. Quel que fut d'ailleurs son mérite en affaires. Tout ce que je vois, et tout ce que j'entends, me prouve, qu'il faut que ce soit un homme tranchant du grand seigneur, apportant des titres, un nom, de la gloire, qui fixe tous les regards, un homme qui attire tous les hommages sans se prodiguer tout le monde, qui voye chez lui tous les grands de la Russie et enfin qui soit considérable dans tout ce qu'il fait, et dans tout ce qu'il dit [...].<sup>321</sup>

Nul doute que ce portrait a eu une influence certaine sur le choix de Napoléon, choix qui, après quelques timides hésitations, se porte résolument sur Caulaincourt.

---

<sup>318</sup> AMAE, Corr. Pol., Russie, 144, Savary à Champagny, Saint-Pétersbourg, 23 août 1807.

<sup>319</sup> « Pour arriver à cet heureux dénouement qu'il me soit permis de représenter à votre altesse l'avantage qui résulterait de l'envoi prochain dans cette capitale de plusieurs ministres des souverains alliés de la France, ceux, par exemple, des rois de Hollande, de Naples, de Westphalie et des différentes cours d'Allemagne, se ralliant à ceux d'Espagne, de Portugal et de Danemark, formeraient masse autour de l'ambassadeur français, et, se dispersant ensuite dans toutes les sociétés, maîtriseraient et dirigeraient, à leur gré, l'opinion publique qui, selon moi, n'a besoin que de ce secours pour ne plus éprouver de variation ». AMAE, Corr. Pol., Russie, 144, Lesseps à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 12 août 1807. Voir chapitre II, 3.

<sup>320</sup> Adam Jerzy Czartoryski (1770-1861) : homme politique polonais, ambassadeur en Sardaigne, en 1798, il dirige les Affaires étrangères de la Russie à partir de 1804 et proteste énergiquement contre l'enlèvement du duc d'Enghien. En 1807, il est remplacé au ministère par André Budberg, mais reste un conseiller influent du tsar Alexandre I<sup>er</sup>. Après 1815, il milite pour l'indépendance de la Pologne et accepte en 1830 la présidence du gouvernement provisoire de ce pays. Après l'échec de cette tentative, il se réfugie en France.

<sup>321</sup> AN, AF IV 1697, Savary à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 7 octobre 1807.

## *La désignation de Caulaincourt et son arrivée à Saint-Pétersbourg*

Durant la mission de Savary, différents noms circulent à Saint-Pétersbourg pour le prochain ambassadeur, noms qui sont ceux des Français connus par le public, ainsi Clarke<sup>322</sup>, « je crois que c'est parce qu'ils ont vu son nom au traité de M. d'Oubril<sup>323</sup> et qu'ils n'en connaissent pas d'autre »<sup>324</sup>, mais souvent sans raison valable ni fondement de réalité. Pourtant, un nom va s'imposer, celui de Laforest<sup>325</sup>, pressenti comme ambassadeur, puis véritablement attendu par la Cour de Russie : d'après Caulaincourt il avait déjà préparé ses affaires avant que Napoléon ne change définitivement d'avis. L'information est assez fiable pour que Savary l'annonce à Alexandre : « Maintenant sire, j'ai une communication à faire à Votre Majesté. Les lettres que je reçois aujourd'hui de Paris m'annoncent qu'il est vraisemblable que M. de La Forêt (sic) viendra ici comme ambassadeur. [...] L'empereur : je ne le connais pas, mais il suffit que l'Empereur l'envoie pour qu'il soit très bien reçu »<sup>326</sup>. L'affaire semble entendue, toutefois les portraits d'ambassadeurs dressés par Savary modifient la pensée de Napoléon qui cherche quelqu'un s'en rapprochant de façon plus pertinente. De plus, Alexandre ne semble pas emballé par ce choix, comme il le confie à Caulaincourt en décembre : « je sais que vous avez fait un sacrifice en vous éloignant de l'Empereur ; mais La Forest (sic) ne convenait point. Je ne pouvais le voir comme cela. Il fallait ici un officier général et un homme qui ralliât la société par des formes. L'Empereur choisit toujours bien »<sup>327</sup>. La pensée du tsar est claire sur ce point et le militaire l'emporte sur le diplomate de carrière, montrant l'aspect particulier de cette ambassade, mission de représentation plus que de négociation.

On peut aussi penser qu'Alexandre a en tête depuis longtemps le nom de Caulaincourt, comme ambassadeur de France en Russie. Il se rappelle forcément le jeune officier au nom illustre et aux manières élégantes, venu en 1801, et qu'il a dû revoir à Tilsit auprès de

---

<sup>322</sup> Henry-Jacques-Guillaume Clarke, comte de Hunebourg, duc de Feltré (1765-1818) : ministre de la Guerre en 1807, nommé duc de Feltré en 1809. Ministre plénipotentiaire en vue de négocier un traité de paix avec la Russie, en 1806.

<sup>323</sup> Pierre Jacovlevitch d'Oubril : envoyé extraordinaire de Russie à Paris, il signa avec Napoléon, le 8/20 juillet 1806, un traité de paix qui fut refusé par le tsar Alexandre I<sup>er</sup>.

<sup>324</sup> AMAE, Corr. Pol. Russie 144, Savary à Champagny, Saint-Pétersbourg, 23 août 1807.

<sup>325</sup> Antoine-René-Charles-Mathurin, comte de Laforest (1756-1846) : militaire et diplomate, il participe aux négociations du traité de Lunéville, avant d'être ministre plénipotentiaire à Berlin en 1805 et ambassadeur à Madrid de 1808 à 1813. Il est ministre des Affaires étrangères pendant la première Restauration puis ministre plénipotentiaire auprès des puissances alliées, lors de la seconde. Diplomate de formation, il fut jugé trop « diplomatique pour le monde complexe et inquiet de Saint-Pétersbourg », par Napoléon (J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 94).

<sup>326</sup> AN, AF IV 1697, rapport de Savary à Napoléon, 21 octobre 1807.

<sup>327</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 22 décembre 1807.

Napoléon. Le nom de Caulaincourt, ainsi que celui de Duroc, envoyé lui aussi en 1801 pour féliciter Alexandre de son avènement<sup>328</sup>, revient ainsi souvent dans les paroles de l'empereur russe, notamment lorsqu'il recommande Tolstoï à leurs bons soins : « Dites à Duroc et à Caulaincourt que je recommanderai à mon ambassadeur de les voir beaucoup et que je compte sur eux et leur amitié pour lui »<sup>329</sup>. Même si le tsar aimerait voir Caulaincourt, on peut aussi objecter sa participation supposée dans l'affaire du duc d'Enghien. Sans revenir sur la biographie de Caulaincourt de 1801 à 1807, il est bon de rappeler les deux événements marquants de cette période : sa mission en Bade au moment où Ordener saisissait le duc d'Enghien, interprétée à tort comme une participation effective à l'enlèvement puis à l'assassinat<sup>330</sup>, et sa nomination au poste de grand écuyer de l'Empereur, symbole de l'ampleur prise par sa carrière auprès de Napoléon. Dans l'esprit d'Alexandre, la place de Caulaincourt auprès de son allié de Tilsit compense-t-elle la part, même minime, prise à une affaire que la Cour de Russie est la plus ardente à condamner en 1804 ?

Malgré ces hypothèses et ces réflexions sur l'influence d'Alexandre, même indirecte, dans la désignation de Caulaincourt, le choix appartient entièrement à Napoléon qui va tenter de convaincre son grand écuyer, par l'entremise de l'ami de celui-ci le grand maréchal Duroc, de partir en Russie, avant de lui forcer la main, en balayant tous ses arguments et toutes ses réticences, notamment celles concernant Mme de Canisy<sup>331</sup>. Le mieux est encore de citer dans son intégralité le passage des *Mémoires de Caulaincourt* qui décrit cette pénible lutte entre les deux hommes, et qui est un document essentiel pour comprendre les enjeux de cette désignation et la complexité des relations entre le grand écuyer et son Empereur :

Dès Tilsit, l'Empereur avait voulu me nommer à l'ambassade de Russie. C'est sur mon second refus, à Koenigsberg, que M. le général Savary fut envoyé en mission à Pétersbourg et partit sur-le-champ en attendant le choix d'un ambassadeur. Je désirais alors trouver l'occasion de quitter le service et de me marier. L'Empereur, pensant que je serais plus facile à déterminer à mon retour à Paris, après avoir vu mes amis, qu'il croyait être la cause de mon refus, me parla plusieurs fois de cette ambassade sans changer ma détermination. Je ne cachais même pas au général Duroc, chargé par l'Empereur de me décider, mon désir de me reposer et de quitter le service. Duroc fut jusqu'à me dire que Sa Majesté exigeait que j'acceptasse cette ambassade, ne fût-ce que pour six mois, que c'était le seul moyen d'arranger

---

<sup>328</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I, 2.

<sup>329</sup> AN, AF IV 1697, Savary à Napoléon, « Rapport de deux conversations avec l'empereur Alexandre », 25 août 1807.

<sup>330</sup> Maurice Schumann, *Qui a tué le duc d'Enghien ?*, Paris, Perrin, 1984, 214 p. ; J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, chapitre VII, p. 53-81.

<sup>331</sup> Adrienne-Hervé-Louise de Carbonnel de Canisy (1785-1876) : de vieille famille normande, elle épouse en 1798 un de ses oncles, Louis-Emmanuel de Carbonnel de Canisy. En 1805, elle est dame du palais de Joséphine. Elle divorce en 1813 et épouse Caulaincourt le 24 mai 1814. Celui-ci, depuis longtemps épris d'elle, s'était vu refuser cette union par Napoléon qui ne voulait pas de divorcés au sein de sa Cour.

les affaires du mariage que je projetais ; que mon absence concilierait tout ; que l'Empereur donnerait son consentement et que tout s'arrangerait convenablement pendant que je serais à Pétersbourg ; mes projets de retraite lui paraissaient inadmissibles tant que la guerre durerait. L'Empereur s'en ferait, me disait-il, un prétexte pour rompre ce que j'avais intérêt à concilier. Tout ce que je pus obtenir de la loyale obligeance de Duroc, fut qu'il saisirait toutes les occasions favorables de parler de mes projets de mariage, projets que mon refus d'aller à Pétersbourg ne rendait pas faciles à réaliser.

L'Empereur parut enfin avoir renoncé à moi pour cette ambassade, car il y nomma, quelques mois après, M. le comte de La Forest. Ses arrangements étaient faits ; il était même au moment de partir pour Pétersbourg au mois d'octobre, époque à laquelle M. de Tolstoï, ambassadeur de Russie, était attendu à Paris, lorsque l'arrivée à Fontainebleau de M. Eugène de Montesquiou, officier d'ordonnance, porteur des dépêches du général Savary, près duquel il venait de passer deux mois, changea subitement toutes les dispositions de l'Empereur et le ramena à sa première idée.

Arrivé à neuf heures du matin, l'Empereur causa une demi-heure avec lui et partit pour la chasse. Pendant que la Cour la suivait, l'Empereur s'en écarta et reprit avec moi ses conversations sur la Russie.

« Savary, me dit-il, a envie de rester à Pétersbourg, mais il ne me convient pas là ; il m'est utile ici !... Il me mande qu'il faut un militaire, un homme qui puisse aller aux parades, un homme qui, par son âge, ses formes, ses goûts, sa franchise, puisse plaire à l'empereur Alexandre, et dont les dehors diplomatiques ne repoussent pas sa confiance. Montesquiou m'a dit la même chose ; il me faut là un homme bien né, dont les formes, la représentation et la prévenance pour les femmes et la société plaisent à la Cour. Montesquiou m'en a parlé franchement. La gravité diplomatique de La Forest effarouchera l'Empereur et ne plaira pas à la Cour. Alexandre vous a conservé de la bienveillance. Vous pourrez l'accompagner partout. Vous serez général ou aide de camp quand il faudra, ambassadeur quand il sera nécessaire. Les affaires du monde sont là... La paix générale est à Pétersbourg. Il faut partir. »

Sans me donner le temps de placer un mot, il entra dans beaucoup de détails sur l'empereur Alexandre, sur ce pays, sur ce que lui mandait le général Savary, et, sans attendre une réponse qui ne lui parut sans doute pas devoir être plus affirmative que les précédentes, il pressa son cheval qu'il ne ralentit que quand, placé au milieu de son groupe, il fut sûr que je ne pourrais lui répondre. À la fin de la chasse l'Empereur reparla encore de la Russie, de ce qu'il appelait ma ridicule répugnance pour les affaires, des services qu'on pourrait rendre à la France près de cette Cour, de la nécessité d'y avoir un homme droit, éloigné de tout esprit d'intrigue et ami de la paix.

« Le maintien de celle de l'Europe, ajouta-t-il, en dépend. C'est la belle Mme de C...<sup>332</sup> qui vous retient à Paris. Cependant vos affaires, puisque vous voulez vous marier, s'arrangeront mieux de loin que de près. »

J'articulai quelques raisons, les meilleures que je pus trouver, pour porter son choix sur d'autres, sans qu'il parût m'écouter. En rentrant au palais, l'Empereur me dit de me trouver dans son cabinet immédiatement après son dîner et de passer par l'entrée des secrétaires. Une conversation d'une heure fut employée à me prouver que je me devais à mon pays, à mon souverain ; que je ne pouvais refuser une mission qui leur serait utile et, d'ailleurs, si honorable pour moi. L'Empereur me dit que je ne resterais qu'un an, que les affaires pour mon mariage s'arrangeraient pendant ce temps et qu'à mon retour je ferais ce que je désirerais.

---

<sup>332</sup> Madame de Canisy.

J'admirai la patience et, je puis dire, la bonté de l'Empereur, car l'entêtement de mes refus et la désobéissance de mes « non », faute de bonnes raisons, étaient faits pour le pousser à bout.

Le lendemain, de grand matin, il me fit appeler, me chapitra de nouveau sans que je donnasse encore mon consentement. Il me quitta avec humeur et je crus avoir gagné mon procès, mais Duroc arriva chez moi, une heure après, pour me dire que l'Empereur exigeait que j'acceptasse. Je tins bon et crus d'autant plus que l'Empereur jetterait les yeux sur un autre que je lui avais déjà trouvé la veille irrité. Chez l'Impératrice, où la Cour se réunissait le soir, il affecta de ne point me parler mais mon espoir fut de courte durée.

Le lendemain, au grand lever, sans m'en avoir dit le mot aux petites entrées, l'Empereur annonça son choix pour l'ambassade de Pétersbourg. Devant partir sous quatre jours pour Venise et l'Italie, cette forme me donna la mesure du poids qu'auraient de nouvelles représentations. Je me résignai.

Une heure après, l'Empereur me fit demander ; son premier mot fut de m'appeler : Monsieur l'Ambassadeur. « Vous êtes une mauvaise tête, » me dit-il en plaisantant et en me tirant en même temps l'oreille. Après m'avoir répété tout ce qu'il m'avait dit dans mes précédentes conversations, il m'ordonna de donner des instructions bien précises pour son voyage, et pour que mon service ne souffrit pas de mon absence. Il me demanda ma parole de me mettre en route pour Pétersbourg six jours après son départ et me prescrivit de rester jusqu'à ce moment à Fontainebleau, afin que nous puissions causer à fond de ces affaires.<sup>333</sup>

Les considérations de Savary sur les aptitudes nécessaires du futur ambassadeur ont joué un rôle non négligeable dans la nomination de Caulaincourt, mais Napoléon met aussi en avant d'autres facteurs, tels la probité et la fidélité de son grand écuyer, et surtout son souci de la paix. Déjà, avant même ses préventions face aux préparatifs de la campagne de Russie, en 1812, ou ses négociations avec les alliés, en 1813 et 1814, Caulaincourt est perçu comme un homme de paix, étiquette qui lui collera jusqu'à la fin de sa carrière. A-t-il manifesté son désir d'alliance avec la Russie durant la campagne de Pologne, souvenir des idées de politiques européennes élaborées à Saint-Pétersbourg en 1801 ?<sup>334</sup> Il a peut-être manifesté cette propension à la paix durant cette période mais aucun document n'en rend compte, du fait de la proximité de Caulaincourt et Napoléon durant les années 1804 à 1807. Quoi qu'il en soit, l'Empereur juge finalement que son grand écuyer est nécessaire à l'ambassade de Russie. Le 1<sup>er</sup> novembre, il écrit à Savary : « j'envoie décidément Caulaincourt »<sup>335</sup>. Ce mot scelle le destin de celui-ci, qui est nommé ambassadeur extraordinaire le 3 novembre et quitte la France deux semaines plus tard.

La nouvelle de cette désignation parvient à Saint-Pétersbourg tandis que Caulaincourt est en chemin : « Vers la fin de novembre, je reçus l'avis officiel de mon remplacement à

---

<sup>333</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 239-243.

<sup>334</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I, 2.

<sup>335</sup> *Correspondance de Napoléon Ier publiée par ordre de l'empereur Napoléon III*, Paris, Imprimerie Impériale, 1861-1869, 32 vol. Lettre 13 318.

Saint-Pétersbourg par Monsieur de Caulaincourt qui y était nommé ambassadeur »<sup>336</sup>. Savary va enfin pouvoir retourner en France, mais il doit attendre son successeur et surtout préparer la société à cette venue, la tâche s'annonçant difficile, comme il l'admet lui-même :

Je ne dois pas taire ici que l'opinion la plus générale de la société était tout-à-fait défavorable à Monsieur de Caulaincourt ; et je m'aperçus bientôt que cette mauvaise disposition apporterait des difficultés à la marche qu'il aurait à tenir, pour la conduite des affaires que j'allais lui remettre en bon chemin. En cherchant la cause de cette disposition, je fus forcé d'en reconnaître la source dans la part qu'on lui supposait avoir eue dans l'affaire du duc d'Enghien : j'étais déjà devenu assez fort en Russie, par le retour de l'opinion en ma faveur, pour l'employer à servir mon successeur, auquel j'étais attaché par des liens d'amitié étrangers à notre situation politique réciproque; je balançai d'autant moins à le faire, qu'en rendant service à un camarade, je servais à la fois mon pays, en lui aplanissant des difficultés qui, tôt ou tard, auraient nui à ses intérêts<sup>337</sup>.

La société pétersbourgeoise est donc clairement opposée à Caulaincourt, du fait de sa participation à « l'affaire ». Il est étrange de voir la confiance de Savary dans ses *Mémoires*, alors que son nom est bien plus sali par les fossés de Vincennes que celui du duc de Vicence...

Savary va s'employer dans le temps qu'il lui reste à faire la justification de son camarade. Il raconte ainsi dans les pages suivantes de ses *Mémoires* comment il a tenté de convaincre la société, et notamment Joseph de Maistre<sup>338</sup>, de l'innocence du grand écuyer<sup>339</sup>. Si le résultat, au vu des sentiments postérieurs du penseur contre-révolutionnaire, est peu probant, il donne à Savary le sentiment du devoir accompli sans avoir remis en cause la politique de Napoléon. Dans ses mémoires, il critique à mots couverts la méthode de Caulaincourt qui consistera à se justifier directement auprès de l'empereur Alexandre, quitte à le faire arbitre de la politique française...<sup>340</sup>

Il ne reste plus à Savary qu'à attendre l'ambassadeur et à effectuer la transition : « Monsieur de Caulaincourt arriva à Saint-Pétersbourg vers le 10 ou le 15 décembre 1807<sup>341</sup>. Je lui remis l'ouvrage que j'avais créé, et passai près de lui tout le temps nécessaire pour lui donner les explications dont il avait besoin; après quoi, je demandai mes audiences de congé. »<sup>342</sup>. Sa mission remplie, Savary, gratifié du titre de duc de Rovigo, retourne au service direct de l'Empereur, laissant Caulaincourt, ambassadeur de France en Russie.

Celui-ci arrive exactement le 17 décembre et est reçu avec une pompe rarement atteinte

---

<sup>336</sup> *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III, p.198.

<sup>337</sup> *Ibid.*, p. 200.

<sup>338</sup> Sur Joseph de Maistre, voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 3.

<sup>339</sup> *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III, p.203.

<sup>340</sup> *Ibid.*

<sup>341</sup> Caulaincourt arrive à Saint-Pétersbourg le 17 décembre 1807.

<sup>342</sup> *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III, p.203.

auparavant pour quelque ambassade que ce soit. Il est logé au palais Wolkonsky<sup>343</sup>, « une ville » comme il le dit lui-même, « le plus bel hôtel de Saint-Pétersbourg et sans contredit, la plus belle maison après le palais du grand-duc »<sup>344</sup> : les fastes de sa mission commencent déjà. Mais il faut avant qu'il soit introduit auprès de la Cour. Sa lettre à Champagny du 22 décembre 1807 résume ses premiers jours dans la capitale russe et ses premiers entretiens :

Je suis arrivé le 17 au soir. Le 18, j'ai notifié mon arrivée à M. Le comte de Romantsoff, ministre des Affaires étrangères, et lui ai envoyé copie de mes lettres de créance. Il m'a reçu immédiatement après. Cette première conférence s'est passée en politesses de part et d'autre. Le même jour, le maître de cérémonie est venu me remettre le cérémonial de ma présentation à S.M. l'Empereur et à toute la famille impériale. [...] Le 19, le ministre des Affaires étrangères m'a donné une audience pour quelques explications sur mes lettres de créances, les mots *allié* et *confédéré* qu'elles renferment n'étant point de ceux consacrés par les formules d'usage. [...] Le 20, j'ai eu ma première audience de l'Empereur. [...] Votre Excellence verra dans le rapport de ma première audience ce qui s'y est dit. Quant à celle des impératrices, j'y ai également été traité avec une prévenance toute particulière, notamment par l'impératrice-mère. Le même jour j'ai été invité à l'Hermitage, où aucun des membres du Corps diplomatique n'est admis. [...] Le 21, j'ai eu l'honneur de dîner chez S.M. Après ce dîner, j'ai reçu les visites formelles des deux ministres des Affaires étrangères, des ambassadeurs et des Grands de la Cour.<sup>345</sup>

Après ces quelques jours, Caulaincourt est désormais introduit à tous les niveaux de Saint-Pétersbourg, auprès du tsar, auprès du ministre des Affaires étrangères, auprès de la Cour, auprès de la société et auprès des ambassadeurs. Il peut dès lors envisager sa tâche et commencer le grand cycle de la représentation, des bals, des fêtes, des dîners, des

---

<sup>343</sup> Palais situé sur les rives de la Néva. Pierre Mikhailovitch Wolkonsky (1776-1852) : aide de camp général, chef de l'État-major général, membre du Conseil d'État, il est, sous le tsar Nicolas I<sup>er</sup>, ministre de la Cour et des apanages, et chancelier ; en 1834, il reçoit le titre d'altesse sérénissime. C'est l'hôtel de sa famille, à Saint-Pétersbourg, qui est octroyé à Caulaincourt lors de son ambassade.

<sup>344</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 20 décembre 1807. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre...*, t. I, p. 203 : « Entré dans Pétersbourg, l'ambassadeur fut conduit au palais Wolkonski, le plus beau de la capitale après ceux de l'empereur et du grand-duc ; là, on lui fit connaître qu'il était chez lui, et que le tsar mettait à sa disposition cette magnifique demeure. »

<sup>345</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 22 décembre 1807.

Barthélémy de Lesseps, consul de France à Saint-Pétersbourg et chargé d'affaires en attendant l'arrivée d'un ambassadeur, rend compte des premiers jours de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg : « J'ai l'honneur de vous prévenir que S.E. Monsieur le général de Caulaincourt est arrivé dans cette capitale le 17 de ce mois, à 9 heures du soir ; j'avais été la veille au-devant de lui avec Monsieur de Saint-Aignan, jusqu'à Iambourg, à 30 lieues de distance, et j'ai eu la satisfaction de lui être de quelque utilité pendant le court trajet qui restait à faire. L'ambassadeur est descendu à l'hôtel du prince Wolkonsky qui lui a été destiné et qu'il a trouvé richement et agréablement meublé. Dès le lendemain, il a adressé ses notifications au ministre des Affaires étrangères auquel j'ai en même temps annoncé la cessation de mes fonctions de chargé d'affaires. V.E. verra la marche que j'ai suivie à cet égard dans la copie de ma note ci-jointe, adressée à S. E. M. le comte de Romantsoff. L'ambassadeur a reçu en pompe son audience de l'Empereur et de la famille impériale, dimanche passé, 8/20 de ce mois. L'empressement qu'on a mis à l'accueillir à la cour est une preuve de l'impression agréable qu'il y a faite et à laquelle je l'avais préparé d'avance. Il a bien voulu me permettre de l'accompagner, et me donne, depuis son arrivée, des marques d'estime et de confiance auxquelles je tâcherai de répondre de mon mieux. » Lesseps à Champagny, Saint-Pétersbourg, 23 décembre 1807. In-Jean-Baptiste Barthélémy de Lesseps, *Les prémices de l'alliance franco-russe*, p. 301.

conversations avec Alexandre. Qu'il l'ait voulu ou non, il est désormais le représentant de l'Empire le plus puissant d'Europe, l'ambassadeur le plus courtisé de l'époque et celui sur lequel reposent les plus lourdes responsabilités, face à un monarque séduisant mais secret et à une Cour et une société foncièrement hostiles à la France mais sensibles aux manières et aux fastes de la représentation diplomatique. Caulaincourt sera-t-il à la hauteur du profil d'ambassadeur dressé par Savary et approuvé par Napoléon ?

### *Conclusion : tendances générales et originalités*

Le choix de Caulaincourt comme ambassadeur présente des aspects très classiques, à rapprocher d'autres exemples, et certaines originalités. Le profil de l'ambassadeur français en Russie est celui d'un tiers des représentants de Napoléon, à savoir des militaires, le plus souvent nobles<sup>346</sup>, envoyés pour de grandes missions de représentations, comme Sébastiani à Constantinople ou Gardanne en Perse. Le grade d'officier général, qui porte une part de la gloire des armées françaises, est un gage certain de prestige et est destiné à en imposer aux sociétés des capitales étrangères<sup>347</sup>. Les questions militaires ne sont pas absentes de ces nominations, quand il s'agit d'aider un allié plus faible à entraîner ses troupes comme en Perse, ou quand l'ambassadeur a une mission, plus ou moins voilée, d'espionnage militaire. La noblesse du nom est utile dans une Europe où les mentalités n'ont pas encore été modifiées en profondeur par la Révolution française. La société cosmopolite européenne perdure ainsi souvent dans le milieu des ambassadeurs qui, s'il critique le plus souvent le représentant de

---

<sup>346</sup> Sur la question de la noblesse de Caulaincourt, il faut citer un passage de la conversation entre Napoléon et le duc de Vicence lors du retour en traîneau, en 1812. *Mémoires de Caulaincourt*, II, 330 : « Vous-même, Caulaincourt, me dit-il, quoique sorti comme les autres des rangs de l'armée, quoique soldat et enfant de vos oeuvres, comme mes autres généraux, votre naissance, votre qualité de noble vous faisaient jalouser. J'ai dû vous soutenir, et, plus d'une fois, vous défendre. On vous enviait ; on m'a souvent donné des préventions contre vous ; on a cherché à vous perdre dans mon esprit lors du procès de Moreau, parce que vous aviez continué à le voir depuis l'armée du Rhin. C'était un prétexte. Votre tort véritable, aux yeux de ces zélés amis, était d'être noble. Je n'en fus pas la dupe. Ces préjugés sont ceux de beaucoup de braves gens. Après vous avoir renversé, on aurait attaqué Duroc, Lauriston. » Ce discours montre bien l'importance de cette qualité de noble pour l'Empereur mais aussi les difficultés qu'elle implique. Le duc de Vicence figure ici comme une sorte de favori impérial, protégé par son maître contre les attaques personnelles venues des envieux.

<sup>347</sup> Sur le profil des ambassadeurs de Napoléon, voir Jean Baillou (dir.), *Histoire de l'administration française, Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, t.1. *De l'Ancien Régime au Second Empire*, CNRS, Paris, 1984, 841 p., p. 422 : « Les généraux tiennent encore [sous l'Empire] les missions les plus importantes [...] » ; p. 423 : « Le choix d'hommes sans antécédents professionnels dans le service diplomatique mais connus personnellement de Napoléon est un trait constant au cours de la période » ; p. 424 : les nobles d'Ancien Régime sont 1/3 en 1800 mais 50% en 1809.

l'Empire français, se plaît à constater ses bonnes manières ou l'ancienneté de son nom<sup>348</sup>. De même, les envoyés français, surtout les militaires, sont loin d'avoir une véritable éducation diplomatique et apprennent leur métier sur le tas, avec notamment les secrétaires d'ambassade qui restent à leur poste d'un ambassadeur à l'autre. Les diplomates de Napoléon sont le plus souvent des novices qui doivent se plier aux directives de l'Empereur et faire confiance à leurs subordonnés pour le travail d'ambassade<sup>349</sup>. Caulaincourt, sans grande originalité, suit ce modèle de l'ambassadeur napoléonien, homme de représentation plus que diplomate aguerrri, militaire devant en imposer aux sociétés étrangères.

Mais son expérience personnelle, à Constantinople et Saint-Pétersbourg, modère ce jugement et fait de lui, par la force des choses et même si sa carrière est essentiellement militaire, l'homme de la situation, plus que Laforest, plus négociateur, plus professionnel, mais moins au fait des affaires russes, moins propre à apprivoiser la société russe. Une des caractéristiques originales de la désignation de Caulaincourt tient aussi à son importance décisive pour la politique européenne de Napoléon. Tout est mis en œuvre pour ne pas faire échouer l'alliance et les projets qui y sont liés, jusqu'à envoyer Savary simplement pour préparer le terrain et informer l'Empereur des conditions de la future ambassade. Il n'y a pas d'autres exemples sous le Premier Empire, d'une ambassade qui ait nécessité une telle mission préliminaire, ce qui montre l'importance de l'enjeu et le caractère tout particulier de la Cour et de la société qui attendent Caulaincourt. Il faut avoir à l'esprit les antécédents belliqueux de cette alliance et l'hostilité latente de la plupart des Russes à l'égard des Français pour voir à quel point la marge de manœuvre de Napoléon, comme de son ambassadeur, est mince et ténue. Dès les premiers mois, tout est mis en œuvre pour limiter les risques et faire de l'ambassade française plus qu'une réussite : le symbole éclatant du nouvel état de paix européen et la promesse d'un partenariat complet à visée universelle. Le plus glorieux empire d'Europe envoie son représentant au plus grand empire du globe : rien ne doit être fait avec timidité ou sans préparation. Caulaincourt, lorsqu'il refuse obstinément ce poste, a peut-être perçu les difficultés qui y sont attachées et les écueils qui le menacent, lui et sa carrière auprès de l'Empereur. Mais un refus devant un ordre net signifie une fin de carrière encore plus abrupte et définitive... Les problèmes sont amoindris par le succès que représente l'entrevue de Tilsit mais les rapports encourageants de Savary ne masquent pas totalement la complexité de l'opinion russe, tandis que les douces paroles d'Alexandre sont peut-être déjà trop prononcées à l'égard des Français. À tous les niveaux de la société pétersbourgeoise, de

---

<sup>348</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 3.

<sup>349</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, II, 1.

l'empereur à la noblesse, en passant par la famille d'Alexandre, par les ministres et les hauts dignitaires, les dangers sont voilés mais bien réels. Caulaincourt, dès son arrivée à Saint-Pétersbourg, va devoir comprendre ce milieu pour le charmer, l'apprivoiser et consolider ainsi l'alliance franco-russe. Pour réaliser cet objectif, l'ambassadeur n'est pas seul, ni démuné : Napoléon et son ministre lui fournissent des moyens, du personnel et l'entourent d'un prestige qui participent de l'ambassade « extraordinaire » à la tête de laquelle il vient d'être désigné.

## **CHAPITRE II : CAULAINCOURT EN RUSSIE : MOYENS, FONCTIONNEMENT ET PRESTIGE D'UNE AMBASSADE EXTRAORDINAIRE.**

### **Introduction**

Comme vu dans le chapitre précédent, le choix de Caulaincourt résulte d'une réflexion approfondie de la part de Napoléon, qui ne néglige aucun détail en faveur de l'alliance de Tilsit. Si la personne de l'ambassadeur est déterminante pour une mission de cette envergure, elle n'est pas suffisante pour séduire la société de Saint-Pétersbourg. Savary a insisté sur ce point : « un simple général logé à l'auberge et roulant en voiture de place, n'est pas ce qu'il faut ici pour donner aux habitants l'opinion qu'ils doivent avoir de la Nation Française et qu'ils ne se formeront que d'après ce qui frappera leurs yeux »<sup>350</sup>. L'aspect matériel de l'ambassade est déterminant et Caulaincourt doit avoir les moyens de sa représentation diplomatique. Ces moyens sont avant tout financiers : l'ambassade de 1807 se distingue par les sommes colossales qu'elle met en jeu et qui sont rendues nécessaires par le train de vie de l'ambassade française. Aux moyens financiers s'ajoute le faste matériel de l'ambassade qui doit éblouir les Russes et diffuser le goût français. Ces deux points touchent au visuel de la mission, un point qui n'est pas laissé au hasard par Caulaincourt. Les moyens consistent aussi dans le personnel qui est mis à la disposition de l'ambassadeur, et notamment les secrétaires d'ambassade qui

---

<sup>350</sup> AMAE, Corr. Pol., Russie, 144, Savary à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 7 août 1807.

doivent seconder le duc de Vicence, et dont le choix n'est pas non plus anodin. Eux aussi sont partie intégrante de cette ambassade qui, par ses moyens, est véritablement « extraordinaire ». Il s'agit de voir de quelle façon elle se distingue et comment son faste participe de cette représentation diplomatique érigée en objectif politique.

Le fonctionnement de l'ambassade est lui aussi à mettre en avant. La typologie des papiers de Caulaincourt, l'ampleur des correspondances et le lien direct qui unit l'ambassadeur à Napoléon montrent que la mission de Saint-Pétersbourg est à part dans le réseau des postes diplomatiques d'Europe. L'ambassade est aussi extraordinaire par ses modalités, par ses mécanismes, et par les relations qui lient Caulaincourt et Alexandre. Sans aborder les négociations diplomatiques, nous verrons de quelle façon le fonctionnement de l'ambassade de Saint-Pétersbourg participe de son prestige.

Ce prestige est aussi à chercher dans les relations qu'entretient le duc de Vicence avec le personnel diplomatique napoléonien. Celui-ci regroupe les consuls français en Russie, et plus particulièrement le consul général à Saint-Pétersbourg, Barthélémy de Lesseps, les ambassadeurs français dans les autres postes européens, mais aussi les ambassadeurs des pays alliés de la France, à Saint-Pétersbourg. À travers les correspondances entretenues par Caulaincourt et ces diplomates, on peut observer l'importance de l'ambassadeur de France qui, en s'affirmant et en marquant son rôle éminent dans le système diplomatique napoléonien, renforce son prestige face à la cour russe et à la société pétersbourgeoise.

En étudiant ces différents éléments, moyens, fonctionnement et prestige de la fonction d'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, nous chercherons à déterminer les caractères de l'ambassade extraordinaire et de quelle manière ceux-ci sont un outil politique, ayant la conquête de la société russe comme objectif.

## 1. Les moyens de l'ambassade : les instruments du prestige.

Nous avons vu, dans le premier chapitre, la désignation de Caulaincourt dont les origines et l'expérience, en font, d'une certaine manière, un des moyens de l'ambassade. Mais ceux-ci ne se limitent pas à la personne du duc de Vicence. Afin d'assurer le bon fonctionnement de sa mission, mais aussi d'en affirmer le prestige face à la société pétersbourgeoise, un certain nombre de moyens sont mis à sa disposition. Le personnel, d'abord, et les secrétaires d'ambassade désignés pour le seconder, notamment ; l'équipement, le mobilier et les objets nécessaires au fonctionnement de l'ambassade ; les moyens financiers enfin, nécessaires à une représentation diplomatique d'envergure.

### *Le personnel : les secrétaires d'ambassade et les autres membres de l'ambassade*

Parmi le personnel à la disposition de Caulaincourt pour son ambassade, il faut distinguer tout particulièrement les secrétaires d'ambassade qui jouent le rôle le plus important après l'ambassadeur. Si certains postes diplomatiques, tels ceux de résidents, ne possèdent pas toujours de secrétaire, la plupart en a au moins un, certains deux. Seuls les plus grandes ambassades, telles Vienne et Saint-Pétersbourg en possèdent trois, nombre maximum sous le Premier Empire<sup>351</sup>. Caulaincourt a donc auprès de lui trois secrétaires, qui le secondent dans son travail. Ce nombre est, encore une fois, le reflet du prestige attaché à cette ambassade, mais aussi une nécessité au vu de l'ampleur de la tâche, tant politique que de représentation, qui incombe au duc de Vicence. Il serait inconcevable d'envisager une

---

<sup>351</sup> J. Baillou, *Les affaires étrangères...*, t. I, p. 413. « La plupart des légations, en effet, ne comptaient qu'un secrétaire et plusieurs postes de résidents ou de chargés d'affaires n'en disposaient d'aucun. Dans les missions diplomatiques plus importantes, la moyenne était de 2 agents à côté du chef de poste. À Vienne et Saint-Pétersbourg, il y eut souvent 3 secrétaires [...]. »

ambassade qui ne comporterait qu'un seul secrétaire : l'importance des relations entre la France et la Russie rend nécessaire cette configuration du personnel français à Saint-Pétersbourg. Durant sa mission, Caulaincourt demande même à son ministre s'il peut engager un quatrième secrétaire en la personne du marquis de Rumigny<sup>352</sup>, attaché à l'ambassade depuis avril 1809. Mais cette demande est rejetée par Napoléon : « J'ai lu à S.M. l'Empereur la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au sujet de M. de Rumigny, et j'ai tâché d'attirer l'attention de S.M. sur la demande d'avancement que vous faites en faveur de ce jeune homme et dont je me ferai un plaisir d'assurer le succès. Mais la création d'une quatrième place de secrétaire a été jusqu'à présent un obstacle invincible, et S.M. ne se montre pas du tout disposée à favoriser ce qu'elle appelle un abus. Il faut donc attendre l'occasion de remplir vos vœux et les miens en procurant à M. de Rumigny un titre que je reconnais avec V.E. parfaitement mérité »<sup>353</sup>. L'importance du poste de Saint-Pétersbourg n'est pas suffisante pour justifier une telle innovation : trois secrétaires, nombre déjà rare, reste donc un maximum.

Ces trois secrétaires, Rayneval (1<sup>er</sup> secrétaire), Saint-Genest (2<sup>e</sup> secrétaire) et Prevost (3<sup>e</sup> secrétaire), ont des profils qui méritent qu'on s'y attarde. Ils ont tous une expérience diplomatique certaine, à leur arrivée à Saint-Pétersbourg, et poursuivent, après 1812, leur carrière dans la diplomatie et l'administration. Ils représentent d'une certaine façon la continuité du métier de diplomate, face à l'aspect plus exceptionnel et ponctuel de l'ambassade de Caulaincourt, qui peut s'appuyer sur leur expérience de la diplomatie, ou sur leur connaissance du pays, en ce qui concerne Rayneval et Prevost<sup>354</sup>. Malgré ses antécédents diplomatiques, le duc de Vicence reste extérieur à cette carrière : sa collaboration avec des secrétaires qui sont, eux, des gens du métier est là pour compenser ses lacunes et pour assurer le bon fonctionnement de tous les aspects de l'ambassade<sup>355</sup>. Mais ce personnel reste toutefois

---

<sup>352</sup> Voir AMAE, Dossiers personnels, 1<sup>ère</sup> série, cartons, 3591. Rumigny est dépêché en Russie par le ministre des Relations extérieures en décembre 1808 et, en avril 1809, attaché d'ambassade (envoyé trois fois en mission à Paris pendant cette ambassade). D'une famille noble picarde, militaire, il est ainsi en lien direct avec Caulaincourt. Entré dans les bureaux de la 2<sup>e</sup> division politique, le 1<sup>er</sup> frimaire an XII (23 novembre 1803), en 1810, il est auditeur du Conseil d'Etat, en 1811, secrétaire de légation à Stuttgart, en 1812, secrétaire d'ambassade à Varsovie. Il est momentanément attaché au cabinet de l'empereur Napoléon en 1813. Après la chute de l'Empire, il poursuit une carrière diplomatique sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, à Stockholm, Dresde, Munich et Berlin. Il meurt en 1871.

<sup>353</sup> 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Vienne, 12 juin 1809.

<sup>354</sup> J. Baillou, *Les affaires étrangères...*, t. I, p. 421 : « Le corps des secrétaires de légation était donc composé, dans une proportion d'environ 80%, d'agents dotés d'un minimum de formation ou d'une certaine expérience diplomatique, situation qui diffère sensiblement de celle que l'on constate pour les chefs de poste ».

<sup>355</sup> Il est par ailleurs difficile de faire la part du travail entre l'ambassadeur et ses secrétaires qui, sauf à de rares occasions telle l'entrevue d'Erfurt pour Rayneval, restent dans l'ombre, comme le signale J. Baillou, *Les affaires étrangères...*, t. I, p. 490 : « La contribution de leurs collaborateurs à l'activité diplomatique est difficile à cerner ».

dans l'ombre de l'ambassadeur qui dirige toute la représentation : ce sont des commis qui ne peuvent prétendre au même prestige. Leur traitement, même s'il leur est entièrement destiné, au contraire de celui de Caulaincourt qui doit payer une partie des dépenses de l'ambassade, est beaucoup moins élevé. Le premier secrétaire reçoit en effet 12 000 francs par an, le second 8000 et le troisième 5000 ; l'ambassadeur reçoit lui 40 000 francs par mois, soit 480 000 francs par an<sup>356</sup>. L'écart est considérable mais ces salaires correspondent à ceux de n'importe quel autre secrétaire d'une grande légation française en Europe : c'est le salaire de Caulaincourt qui est exceptionnel<sup>357</sup>.

Le premier secrétaire de l'ambassade, François Joseph Maximilien Gérard de Rayneval, a déjà connu une importante carrière qui en fait l'homme d'expérience de l'ambassade. Il est, avec Lesseps, consul général de France à Saint-Pétersbourg, le meilleur connaisseur des réalités russes. Il a débuté comme attaché à la légation de Copenhague, en 1800 et, dès 1801, il est deuxième secrétaire de celle de Saint-Pétersbourg, dirigée par le général Hédouville. Rayneval rencontre à cette époque le colonel de Caulaincourt, venu en mission dans la capitale russe, et lui remet une lettre venue de France et l'informant de l'arrivée prochaine de l'ambassadeur Hédouville<sup>358</sup>. En juin 1804, après le départ de l'ambassadeur et le début de la guerre entre la France et la Russie, Rayneval est chargé d'affaires par intérim, dans l'attente de la normalisation des rapports entre les deux pays. Mais il doit finalement quitter lui aussi la Russie, pour être placé à Lisbonne, en tant qu'unique secrétaire de légation. Sa connaissance incontestable de la Russie le fait nommer premier secrétaire de l'ambassade de Caulaincourt. Il est difficile de déterminer son travail effectif durant cette période. On remarque toutefois son rôle lors de l'entrevue d'Erfurt : tandis que Caulaincourt est auprès des deux empereurs, c'est lui qui envoie de brèves lettres au ministre des Relations extérieures pour rendre compte du quotidien de la capitale russe<sup>359</sup>. Il a donc bien un rôle de second, qui en fait le remplaçant

---

<sup>356</sup> AMAE, Comptabilité-finances du ministère, volume 19 (1804-1808). « Compte de la dépense du ministère des Relations extérieures sur les fonds affectés par le Corps Législatif à l'exercice 1807, à commencer du 1<sup>er</sup> janvier 1807 au 31 décembre suivant, rendu par M. le comte Nompère de Champagny ». Saint-Pétersbourg : « À M. le général Caulaincourt, ambassadeur en Russie, un quartier d'avance à 40 000 francs par mois..... 120 000 francs. À M. Rayneval fils, premier secrétaire d'ambassade, un quartier d'avance à 12 000 francs par an..... 3 000 francs. À M. Saint-Genest, deuxième secrétaire d'ambassade, un quartier d'avance à 8 000 francs par an.....2 000 francs. À M. Prevost, troisième secrétaire d'ambassade, un quartier d'avance à raison de 5 000 francs par an.... 1 250 francs. » Total : 126 250 francs. Voir aussi AMAE, Personnel-Lois et décrets, volume 10, « analyse des décrets impériaux et observations ». Venise, 5 décembre 1807 : « Décret portant que les traitements des secrétaires d'ambassade à Saint-Pétersbourg, sont fixés ainsi qu'il suit : Le traitement du premier secrétaire [Rayneval] sera de 12 000 francs, le traitement du deuxième secrétaire [Saint-Genest] sera de 8000 francs, le traitement du troisième secrétaire [Prevost] sera de 5000 francs ».

<sup>357</sup> Voir infra, « L'argent de l'ambassade : les moyens financiers du prestige ».

<sup>358</sup> AMAE, Dossiers personnels, 1<sup>ère</sup> série, carton 3411, Rayneval à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 23 pluviôse an X (12 février 1802).

<sup>359</sup> Rayneval, dans une lettre au ministre, se dit « chargé d'affaires par intérim ». AMAE, Corr. Pol., Russie, 147,

du duc de Vicence quand la situation le demande. Un certain nombre de témoignages permettent de remarquer sa très bonne implantation dans le milieu pétersbourgeois, puisqu'il va jusqu'à épouser une noble polonaise résidant en Russie, mademoiselle Vladeck, fille d'un général et alliée à différentes familles de l'aristocratie russe. La correspondance de Caulaincourt rend compte de cette demande en mariage<sup>360</sup>.

La suite de la carrière de Rayneval est impressionnante. Il est délégué comme secrétaire auprès du duc de Vicence lors des congrès de Prague et de Châtillon, preuve du lien qui existe entre les deux hommes et de leur étroite coopération durant toute la période. En 1815, après la chute de l'Empire, il est directeur des chancelleries au ministère des Affaires étrangères ; en 1819, directeur des affaires politiques et des chancelleries ; en 1820, il est sous-secrétaire d'État. Il reprend alors une carrière diplomatique en Europe, comme ambassadeur à Berlin, en 1821, en Suisse en 1825, à Vienne en 1829, et en Espagne en 1832<sup>361</sup>. À sa mort, en 1836, son éloge funèbre rappelle, entre autres événements, sa participation à l'ambassade de Caulaincourt : « Son caractère lui mérita l'estime des Portugais, tandis que ses talents furent remarqués de l'Empereur. Il lui en donna la preuve, en le nommant, à la fin de 1807, premier secrétaire de l'importante ambassade de Saint-Pétersbourg. L'ambassadeur, M. de Caulaincourt, qui par sa loyauté, acquit promptement l'amitié de l'empereur Alexandre, accorda à M. de Rayneval une confiance sans borne après son départ en mars 1811, lorsqu'allait éclater une guerre que les plus sages conseils n'avaient pu prévenir, M. de Rayneval eut ordre de rester en Russie (sous les ordres du général Lauriston) aussi longtemps qu'il serait possible de le faire comme si l'Empereur, au moment de commencer une lettre qui devait ébranler le monde, reculait devant l'idée de fermer la dernière voie aux paroles d'accommodement »<sup>362</sup>. Le même texte montre l'affinité de travail qui existe entre le duc de Vicence et son secrétaire, visible à Prague, en 1813 : « un congrès fut indiqué dans la capitale de la Bohême : l'Empereur y envoya le duc de Vicence, qui s'empessa de réclamer l'assistance de son collaborateur à Saint-Pétersbourg »<sup>363</sup>. Et de même à Châtillon, en 1814 : « Là, le duc de Vicence s'aida encore des lumières et du dévouement de M. de Rayneval : mais leurs patriotiques efforts furent inutiles : les destinées devaient s'accomplir »<sup>364</sup>.

---

Rayneval à Champagny, Saint-Pétersbourg, 18 septembre 1808.

<sup>360</sup> AMAE, Dossiers personnels, 1<sup>ère</sup> série, carton 3411, Rayneval, Champagny à Caulaincourt, Paris, 28 juin 1810 : le ministre accuse réception de la demande faite par Rayneval. Cette demande est finalement acceptée, ce qu'en témoigne une lettre de Maret à Napoléon, du 12 juillet 1811.

<sup>361</sup> À noter aussi que Rayneval est fait baron en 1818, puis comte en 1828.

<sup>362</sup> AMAE, Dossiers personnels, 1<sup>ère</sup> série, carton 3411, Rayneval, « Notice nécrologique sur la vie, les travaux et les services de M. le comte de Rayneval : Éloge de M. le comte de Rayneval, 1836 ».

<sup>363</sup> *Ibid.*

<sup>364</sup> *Ibid.*

Symbole de la carrière diplomatique, proche de Caulaincourt durant toute la fin du Premier Empire, Rayneval est, à tous points de vue, le second du duc de Vicence, son soutien principal durant l'ambassade et au-delà.

Les second et troisième secrétaires ont, par définition, un rôle plus effacé, surtout quand on considère les antécédents de Rayneval. Ils sont toutefois, eux aussi, des produits du monde de la diplomatie et leur carrière ne fait pas pâle figure à côté de celle de leur supérieur hiérarchique. Au contraire des deux autres secrétaires, Saint-Genest n'a aucune expérience de la Russie avant son arrivée en 1807. Il a en revanche le même profil du secrétaire d'ambassade. Il fait toute sa carrière jusqu'en 1807, en Allemagne, d'abord à Berlin, comme attaché auprès de l'ambassadeur Laforest, qui demande pour lui le grade de secrétaire, qui lui est refusé par le ministère<sup>365</sup>. À l'époque de cette demande, Saint-Genest, à 25 ans, est employé depuis trois ans (soit depuis 1799), auprès de l'ambassadeur, après avoir fait des études préparatoires au métier de diplomate. Il poursuit sa carrière, comme secrétaire d'ambassade, à Cassel<sup>366</sup>, mais se rappelle au souvenir de Talleyrand, afin d'obtenir un poste plus important, en vain<sup>367</sup>. La nomination de Champagny comme ministre lui offre une nouvelle occasion de demander un poste : « Je m'estimerai heureux, Monseigneur, si vous daignez m'accorder quelque bienveillance, et favoriser le désir que j'ai toujours eu de consacrer ma vie au service de Sa Majesté l'Empereur. M. Labesnardière<sup>368</sup> pourra vous dire qu'en restant à Cassel jusqu'à présent, je me suis conformé aux intentions du prince de Bénévent. Je crois devoir y attendre les ordres de Votre Excellence, me bornant à lui exprimer seulement combien il me serait agréable de les recevoir avant l'arrivée du roi de Westphalie dans sa capitale. Depuis 6 ans que je suis en Allemagne, j'ai tâché de mériter les bontés de mes supérieurs en travaillant à acquérir les connaissances nécessaires dans la diplomatie. De nouveaux emplois m'encourageraient à de nouveaux efforts. Si j'ai le bonheur de servir sous les ordres de Votre Excellence, ma plus grande ambition sera toujours d'obtenir son estime »<sup>369</sup>. Cette demande est couronnée de succès, et Saint-Genest devient second secrétaire

---

<sup>365</sup> AMAE, Dossiers personnels, 1<sup>ère</sup> série, volumes reliés, volume 62, Courbon de Saint-Genest. La Forest à Talleyrand, Berlin, 10 fructidor, an X.

<sup>366</sup> Ville d'Allemagne, capitale de la Hesse, puis du royaume de Westphalie de Jérôme Bonaparte.

<sup>367</sup> AMAE, Dossiers personnels, 1<sup>ère</sup> série, volumes reliés, volume 62, Courbon de Saint-Genest, Saint-Genest à Talleyrand, Cassel, 27 juillet 1807. Dans cette lettre, Saint-Genest félicite le ministre pour la conclusion des traités de Tilsit et espère que la nouvelle configuration diplomatique l'amènera à jouer un rôle. C'est effectivement le cas lorsqu'il est désigné comme secrétaire de la légation française à Saint-Pétersbourg.

<sup>368</sup> Jean-Baptiste de Gouey, comte de Labesnardière (1765-1843) : en 1796, commis au département des Relations extérieures, sous-chef du département des consulats, en 1799, directeur de la première division politique, en 1807. Il assiste au congrès de Châtillon, en 1814.

<sup>369</sup> AMAE, Dossiers personnels, 1<sup>ère</sup> série, volumes reliés, volume 62, Courbon de Saint-Genest Saint-Genest à Champagny, Cassel, 19 août 1807.

à Saint-Pétersbourg. Lors de l'ambassade, on n'entend pas parler de lui ; son travail n'est pas visible à travers la correspondance, au contraire de celui de Rayneval. Après la Russie, il poursuit un temps sa carrière de diplomate, avant de se tourner vers l'administration : il est préfet en Corse en 1816, et en Haute-Marne, en 1818<sup>370</sup>. Bien que n'ayant aucune connaissance de la Russie, Saint-Genest est aussi un exemple de carrière dans les Affaires étrangères : c'est un technicien qui peut se prévaloir de ses relations et d'une expérience acquise lors de longs séjours à l'étranger, en l'occurrence ici, en Allemagne.

Après ces deux exemples de carrières, celle d'Achille Prevost, troisième secrétaire à Saint-Pétersbourg, ne se distingue pas particulièrement<sup>371</sup>. Lui aussi est un produit du ministère des Relations extérieures. Une note du ministère résume ses premières années de service : « Le 1<sup>er</sup> messidor an IX [20 juin 1801], il fut enregistré au bureau de M. d'Hauterive comme élève de l'école diplomatique, que l'on avait le projet de former, et travailla aux archives des Relations extérieures, jusqu'au moment de son départ pour la Russie, avec le général Hédouville, en qualité d'élève attaché à l'ambassade. Lors du rappel de ce ministre, M. de Rayneval, chargé d'affaires, le garda près de lui jusqu'à son retour en France, le 15 brumaire an XIII [6 novembre 1804] »<sup>372</sup>. Il a donc le profil de l'élève diplomate et a aussi participé à l'ambassade de Hédouville avec Rayneval, dont il semble être, en quelque sorte, le second. Lorsque Rayneval quitte Saint-Pétersbourg, en 1804, pour Lisbonne, Prevost est attaché à l'ambassade de Constantinople, avant de retrouver la Russie. Son profil est en tous points comparable à celui du premier secrétaire et ce jusque dans la suite de sa carrière qui le voit devenir chef des chancelleries du ministère, de 1818 à 1824.

En résumé, on peut dire que les profils des secrétaires sont assez identiques, par leur formation, leur carrière sous le Premier Empire et sous les régimes suivants. Tous ont une solide expérience acquise auprès d'ambassades importantes. Seul Saint-Genest se distingue par sa méconnaissance de la Russie, mais on peut penser que le personnel passé par Saint-Pétersbourg était assez faible et que les questions administratives ne nécessitent pas une connaissance approfondie du pays qui constitue le cadre de l'ambassade. Les trois secrétaires apparaissent comme un personnel capable et cohérent, dont la carrière, après l'ambassade de Caulaincourt, marque la continuité de l'appareil administratif sous les différents régimes politiques qui se succèdent<sup>373</sup>. Il faut aussi insister sur le fait que ces secrétaires ne sont pas

---

<sup>370</sup> *Ibid.*

<sup>371</sup> Il fait cependant un séjour à Paris, début 1810, que retrace Kourakine, dans ses lettres à Caulaincourt, conservées aux AN, 95AP 34.

<sup>372</sup> AMAE, Dossiers personnels, 1<sup>ère</sup> série, carton 3360, Prevost, note, s.d.

<sup>373</sup> On peut aussi considérer la formation de véritables dynasties de diplomates, comme celle des Rayneval. Le

choisis par défaut mais sont révélateurs de tout le soin mis par le ministère pour assurer le succès de cette ambassade et pour fournir à Caulaincourt un personnel de qualité qui puisse témoigner de l'importance donnée par Napoléon au poste de Saint-Pétersbourg et, par conséquent, à l'alliance franco-russe.

Membres les plus importants de l'ambassade, les secrétaires ne sont pas les seuls à suivre Caulaincourt à Saint-Pétersbourg<sup>374</sup>. Il faut mentionner aussi la maison militaire du duc de Vicence qui, en tant que général, a droit à des aides de camp qui l'accompagnent en toute occasion<sup>375</sup>. M. de Hervas est souvent cité, mais aussi M. de Saint-Aignan, le beau-frère de Caulaincourt, qui tarde à rejoindre son général, comme le prouve cette lettre d'août 1808 : « J'ose rappeler à V.M. que M. de Saint-Aignan, mon aide de camp, attend encore ses ordres en France avec le désir de la servir ; il me serait utile ici »<sup>376</sup>. Ce personnel militaire a des missions d'un caractère plus ponctuel ou exceptionnel. C'est le cas de M. de Lespinay<sup>377</sup>, officier d'ordonnance de Napoléon, qui, en 1809, est envoyé sur le front austro-russe, afin d'inspecter les troupes du prince Galitzine puis celles du grand-duché de Varsovie, dirigées par le prince Poniatowski<sup>378</sup>. D'autres, tel Saint-Aignan qui rédige deux rapports sur le projet d'expédition aux Indes<sup>379</sup>, ont des missions d'information, de collecte de données. Les

---

fils de Rayneval « fils », Alphonse (1813-1858), connaît une brillante carrière sous la monarchie de Juillet et le Second Empire. En 1857, il est même ambassadeur à Saint-Pétersbourg, après avoir refusé le ministère des Affaires étrangères, en 1849. AMAE, Dossiers personnels, 1<sup>ère</sup> série, carton 3410. À comparer avec le fils de Caulaincourt, attaché surnuméraire au secrétariat du ministère des Affaires étrangères, en 1836, ou à la dynastie de diplomates que constituent les Lesseps. Cette importance des réseaux et des liens familiaux n'est pas à négliger, dans le monde de la diplomatie. AMAE, Dossiers personnels, 1<sup>ère</sup> série, carton 4092.

<sup>374</sup> J. Baillou, *Les affaires étrangères...*, t. I, p. 413 : « Aux agents du cadre, rémunérés par le Département, s'ajoutaient, en nombre très variable selon les postes, d'autres collaborateurs de l'ambassadeur ou du consul, au statut imprécis. Les généraux-diplomates se faisaient souvent accompagner d'une « maison militaire » [...] Dans tous les cas, le chef de poste devait entretenir un secrétariat particulier et un personnel domestique laissés à sa charge, sans compter les élèves et attachés divers qui étoffaient sensiblement les effectifs en place dans certaines grandes ambassades ou légations [...] ».

<sup>375</sup> On ne trouve pas de documents permettant de lister le personnel militaire de l'ambassade. Seules des mentions dans la correspondance générale permettent de nommer les membres de cet entourage militaire. Il en est de même pour les attachés d'ambassade ou les porteurs de courrier qu'on ne peut appréhender qu'à travers la correspondance de Caulaincourt, ou celle en provenance de Paris.

<sup>376</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 24 août 1808.

<sup>377</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, chapitre III, 1.

<sup>378</sup> Joseph-Antoine Poniatowski, prince (1763-1813) : neveu de Stanislas-Auguste, dernier roi de Pologne, il combat avec Kosciuszko pour l'indépendance polonaise. Nommé gouverneur de Varsovie par le roi de Prusse, il commande la Légion polonaise au service de la France, en 1807. Il combat les Autrichiens en 1809, en Galicie, puis participe aux campagnes de Russie et de Saxe. Il meurt noyé à la bataille de Leipzig, en 1813, en tentant de franchir un fleuve à cheval.

<sup>379</sup> AMAE-Nantes, supplément à la correspondance politique, registre 258. « Note sur l'Inde par monsieur de Saint-Aignan. » et « Note sur l'Asie, par M. de Saint-Aignan. » « L'ambassadeur m'ayant chargé de lui procurer des renseignements sur les affaires de l'Asie, sur les routes militaires et commerciales qui se dirigent vers l'Inde et sur l'état actuel des pays qu'elles traversent, je me suis lié avec les personnes que j'ai cru pouvoir me donner les meilleures notions, soit négociants, militaires ou voyageurs ; particulièrement avec le comte Jean Potosky [Potocki, le voyageur et écrivain qui a parcouru la Russie d'Asie], l'homme le plus instruit de toutes les affaires asiatiques. »

attachés d'ambassade, élèves diplomates en apprentissage, ont un rôle assez similaire, notamment lorsqu'ils sont dépêchés par l'ambassadeur loin de Saint-Pétersbourg. M. d'Asnières est ainsi envoyé à Moscou, après que des rumeurs inquiétantes sur l'état de l'opinion sont parvenues jusqu'aux oreilles du représentant de Napoléon :

Les bruits inquiétants qu'on répandait sur l'opinion des habitants de Moscou où plusieurs grands seigneurs avaient, disait-on, ôté de leurs appartements les bustes et portraits de l'empereur, m'ont décidé à y envoyer M. d'Asnières, élève attaché à ma légation. Il y a passé quinze jours. Tous ces bruits sont faux. Il a été accueilli partout, bien traité, même fêté.<sup>380</sup>

Le personnel de l'ambassade est mouvant et, aux secrétaires et attachés d'ambassade, il faut ajouter les envoyés extraordinaires comme M. Deponthon<sup>381</sup>, venu pour aider les Russes à mettre leurs ports en défense contre les Anglais et que Caulaincourt accompagne lors de ses visites : « L'empereur m'ayant engagé à voir Cronstadt<sup>382</sup> en même temps que M. de Ponthon, nous y avons été avec le ministre de la marine. Ce port est maintenant dans le meilleur état de défense »<sup>383</sup>. Présent auprès du tsar pour un long séjour, Deponthon n'est toutefois pas membre permanent de l'ambassade<sup>384</sup>.

Il en est de même des courriers qui font le voyage de Paris à Saint-Pétersbourg et qui demeurent à chaque fois quelque temps dans la capitale russe, en attendant de porter les lettres du duc de Vicence en France. La correspondance de Caulaincourt rend compte de ces déplacements et l'ambassadeur en profite pour complimenter ces courriers qui sont, la plupart du temps, de jeunes gens de bonne famille promis à un brillant avenir, à l'instar de Louis de Périgord : « Elle [Napoléon] a dans ce jeune officier un homme entièrement dévoué, dont le ton et les manières sont parfaits, et qu'Elle pourra sûrement et utilement employer à tout par la justesse de son jugement et la grande mesure qu'il met dans sa conduite et dans ses paroles »<sup>385</sup>. Certains courriers, comme le marquis de Rumigny<sup>386</sup>, que nous avons déjà évoqué, peuvent être attachés à l'ambassade ; mais, généralement, ce personnel n'est là que de

---

<sup>380</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 2 avril 1808.

<sup>381</sup> Charles-François Deponthon, baron (1777-1849) : sorti de l'école du génie de Metz, il sert en Italie en 1796 et en Egypte, puis au camp de Boulogne et dans la Grande Armée de 1805 à 1807. Fait colonel en 1810, il participe aux campagnes de Russie et de Saxe et est finalement général, en 1814.

<sup>382</sup> Île et base navale russe, à l'ouest de Saint-Pétersbourg, dans le golfe de Finlande.

<sup>383</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 29 juin 1808.

<sup>384</sup> Sur cette mission de Deponthon, il faut noter la duplicité qu'elle implique, dans la mesure où les conseils dans l'art de la fortification masquent un relevé, par l'envoyé de Napoléon, des défauts des places fortes russes. Champagny informe Caulaincourt de cet aspect de la mission de Deponthon : « C'est pour son pays et son souverain qu'il doit réserver la connaissance particulière des défauts des places russes que sa tournée le met dans le cas d'acquérir. » L'espionnage militaire semble indissociable de la diplomatie... 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 3 avril 1808.

<sup>385</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 28 avril 1808.

<sup>386</sup> 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 3 décembre 1808 : « M. de Rumigny est à la disposition de V.E. Elle règlera le moment de son retour et pourra lui remettre ses dépêches. »

manière épisodique et ne participe que superficiellement du travail de l'ambassade, à l'inverse des secrétaires d'ambassade.

Une dernière catégorie de personnel à évoquer est celle qui travaille dans le bâtiment même de l'ambassade, à savoir le petit personnel, visible dans les comptes de Caulaincourt<sup>387</sup>. Leur liste n'est pas forcément significative<sup>388</sup>, mais permet de voir les différentes charges représentées : un dénommé Landry est maître d'hôtel ; Vaillant, cuisinier ; Mme Royal, femme de charge ; Félix, valet de chambre ; Royal, valet de chambre ; Montier, aide de cuisine ; Talon, pâtissier ; Wamant, valet de pied. Ces différents noms se retrouvent dans les comptes de toute la période, preuve de la continuité de leur fonction<sup>389</sup>. À noter aussi que leurs gages varient entre 100 et 150 francs par mois, soit 1200 à 1800 francs par an : un salaire honnête si on le compare à celui des secrétaires d'ambassade<sup>390</sup>, mais dérisoire face à la plupart des dépenses de la mission.

En conclusion, au sujet de ce personnel de l'ambassade, il faut insister sur le prestige apporté par ces hommes, prestige qui s'ajoute à celui qui émane de la personne de Caulaincourt. Celui-ci reconnaît ce rôle et regrette parfois que certains officiers ne puissent demeurer à Saint-Pétersbourg. En effet, un personnel habitué à la société de la capitale russe et tourné vers la représentation serait utile à sa mission :

Je supplie V.M. de remarquer que je reste pour ainsi dire seul, et qu'elle m'ôte tous les moyens de savoir ce qui se passe et se dit dans le moment où il peut être le plus important d'être instruit de tout. De nouveaux visages, des officiers qui ne connaissent personne ne sont bons à rien : il leur faut deux ou trois mois pour se lier, connaître la société et éloigner la méfiance qui ferme la bouche devant les nouveaux venus. Quant aux employés de la légation, peut-être convenablement traités pour un autre pays, ils n'ont pas de quoi avoir un carrosse dans celui-ci où le plus malaisé particulier va avec quatre chevaux. J'ai déjà appelé l'attention du ministre sur cet objet pour lequel j'ose réclamer les bontés de V.M. Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour suppléer à ce qui manquera, mais je crois de mon devoir de soumettre ces respectueuses observations à V.M. parce qu'elles intéressent son service.<sup>391</sup>

---

<sup>387</sup> Notamment dans le carton 95 AP 36.

<sup>388</sup> Ainsi, on voit mentionnés, dans les comptes, les gages de trois valets, mais aussi l'achat de fournitures pour sept personnes (voir infra), même si on peut considérer que les achats ne reflètent pas un nombre effectif et sont fait de façon prévisionnelle. En définitive, il est difficile de faire une liste précise de ce personnel et aucun document ne permet d'en savoir plus sur eux.

<sup>389</sup> Un document sans date des AN, 95 AP 34, intitulé « Maison de S.E. le duc de Vicence, état général des gages » présente le personnel de Caulaincourt, avant ou après l'ambassade. On y retrouve certains noms : Landry, M. et Mme Royal, et Montier. Ces personnes ont donc suivi l'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, ou sont retournés à Paris avec lui.

<sup>390</sup> Il faut aussi noter que ce personnel est habillé par l'ambassade.

<sup>391</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 4 juin 1808. Voir aussi A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. I, p. 328 : « Si sa [à Caulaincourt] grandeur même l'empêchait de trop multiplier les avances, s'il lui fallait attendre la société plutôt que de la rechercher, il lui adressait, avec mission de la ramener, les membres les plus actifs et les plus séduisants de son ambassade ; il demandait même à son gouvernement que l'on grossît le nombre de ces

S'il est le pilier de la représentation diplomatique, le duc de Vicence a besoin d'être secondé dans cette entreprise. Les secrétaires d'ambassade ne semblent destinés à ce rôle que de façon secondaire. Les officiers envoyés comme courriers peuvent remplir cette fonction, à condition de les attacher pour une longue période au poste diplomatique de Saint-Pétersbourg. Le personnel déjà présent est de qualité mais les impératifs qu'impose la conquête de la société pétersbourgeoise rendent nécessaires de nouvelles figures qui, comme le duc de Vicence, seraient choisies dans cet objectif :

J'ose lui rappeler aussi qu'un officier jeune, surtout bien élevé et spirituel, musicien, chantant agréablement, me serait fort utile pour mettre à la raison quelques jeunes femmes plus indignées que les autres. Les gardes fourmillent de jolis jeunes gens qui ont des talents de société ; quelques-uns sont aimables : il faut donc mieux qu'eux ou rien. Je rappelle à V.M. M. de Flahaut, parce que je suis certain de le bien diriger, et que personne ne peut me seconder mieux que lui pour ramener tout le parti Czartoryski et Kotchoubey sous nos bannières ; on peut se passer de leur influence, mais il faut savoir ce qui se passe chez eux et chez les jeunes femmes qui tiennent à ce parti, qui est, il faut l'avouer, celui où s'est réfugié l'esprit mâle et femelle de la capitale.<sup>392</sup>

Un personnel enfin qui est marqué par les réseaux familiaux du duc de Vicence, ce que montre la recommandation qu'il fait du comte de Saint-Aignan, son beau-frère, à Napoléon, mais aussi par ses réseaux d'amitié. En effet, M. de Flahaut<sup>393</sup>, qu'il demande auprès de lui, est le fils de Talleyrand, son protecteur et son ami. Le personnel met donc en jeu des éléments qui dépassent le cadre des carrières diplomatique : l'ambassadeur s'impose parfois comme le soutien de jeunes gens prometteurs, comme il a pu lui-même être soutenu au début de son parcours<sup>394</sup>.

---

auxiliaires ; il sollicitait des renforts. »

<sup>392</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 28 avril 1808.

<sup>393</sup> Auguste-Charles-Joseph Flahaut de la Billarderie (1785-1870) : peut-être fils illégitime de Talleyrand, Flahaut vit, sous le Directoire, dans l'entourage de Talleyrand et de Barras. En 1800, il entre dans la garde du Premier consul. En 1803, il est aide de camp de Murat. Il participe aux grandes campagnes de la période, est l'amant de Caroline Bonaparte, est fait baron de l'Empire après Wagram. En 1813, il est fait aide de camp de l'Empereur, général de division la même année. Il est ambassadeur à Londres de 1841 à 1848 et sénateur sous le Second Empire. Il est le père du duc de Morny, qu'il a eu avec Hortense de Beauharnais.

<sup>394</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, chapitre I.

## *Les préparatifs matériels : nécessité et prestige*

Avant son départ pour Saint-Pétersbourg, Caulaincourt doit se pencher sur une question cruciale : celle des fournitures nécessaires à son ambassade. Au regard des exigences de prestige imposées par Napoléon, l'affaire n'est pas anodine et elle est de plus révélatrice de l'attention accordée par le grand écuyer à chaque détail de sa mission, des grandes questions européennes jusqu'aux boutons dorés de ses valets de chambre. Dans un pays comme la Russie où les conditions d'une ambassade sont très particulières rien ne doit être laissé au hasard, tant pour s'adapter au climat que pour séduire la noblesse en apportant avec soi le goût parisien.

Les comptes de l'ambassade et les comptes particuliers de Caulaincourt, gérés à Paris par M. Danet<sup>395</sup>, secrétaire général des écuries impériales (et par conséquent employé du grand écuyer jusqu'à son départ pour la Russie) présentent les sommes reçues et celles dépensées, à la fois pour les fournitures générales de l'ambassade et pour celles destinées à l'ambassadeur lui-même<sup>396</sup>. On remarque par ailleurs la façon dont ces deux domaines sont indissociablement liés, dans la tradition des diplomates de l'Ancien Régime qui doivent soutenir leur rang en grande partie aux moyens de leurs fonds privés. Nous reviendrons plus en détail sur les fonds de l'ambassade et les différentes questions financières qui se posent tout au long de sa mission<sup>397</sup>. Les premiers bordereaux<sup>398</sup> des comptes de l'ambassade regroupent les dépenses occasionnées par les préparatifs et les achats de fournitures qui sont décrites ensuite dans les factures conservées parmi ses papiers par Caulaincourt. Si les achats sont constants durant la période de l'ambassade, les premiers mois, depuis la désignation jusqu'à l'installation à Pétersbourg (de septembre à janvier pour prendre une large fourchette d'étude) nous renseignent sur l'ampleur des préparatifs matériels et sur le luxe qui les accompagne : au travers de ces détails transparait le prestige d'une ambassade qui se veut extraordinaire et qui doit marquer les esprits par sa magnificence, reflet de la gloire française.

L'ensemble des factures couvre la plupart des types de fournitures, des articles les plus nécessaires et fonctionnels à ceux qui appartiennent au domaine du grand luxe. On remarque la nécessité pour un nouvel ambassadeur de renouveler l'environnement de l'ambassade à son

---

<sup>395</sup> Claude Louis Danet, secrétaire général des écuries de Sa Majesté l'Empereur et Roi.

<sup>396</sup> Les comptes de l'ambassade de Caulaincourt sont réunis dans le carton 10 des archives privées 95 AP Dossier 2. « Comptes de l'ambassade et particuliers ». 9 décembre 1807-10 janvier 1811. 255 pièces. Ainsi que dans le carton 95 AP 36.

<sup>397</sup> Voir sous-chapitre suivant.

<sup>398</sup> AN, 95 AP 10. Bordereau n°3, du 9 octobre 1807 au 15 janvier 1808. 4<sup>e</sup> Bordereau, janvier 1808 et Comptes de l'ambassade du 15 janvier au 31 janvier 1808.

arrivée. Il ne s'agit pas simplement de remplacer Savary, mais d'offrir un nouveau faste et de nouveaux sujets d'étonnements pour les Russes, qui découvrent les productions parisiennes. On peut résumer cela en affirmant que les soucis les plus utilitaires se mêlent à une certaine idée de la représentation diplomatique, indissociable de toutes les questions matérielles. Pour soutenir cette vaste entreprise d'achats, le ministère des Relations extérieures octroie à Caulaincourt, en plus de son salaire d'ambassadeur, des sommes supplémentaires, dont rendent compte des décrets approuvés par Napoléon : « Décret portant que le traitement du Sieur de Caulaincourt, grand écuyer de S.M.I. et R., nommé ambassadeur à la Cour de Russie, sera de 40 000 francs par mois. Il lui sera accordé, pour ses frais d'établissement, une somme de 260 000 francs employés en objets, tel qu'argenterie, linge de table, plateaux etc. destinés à rester à l'ambassade. Il sera justifié de l'emploi de cette dernière somme et tenu note des acquisitions qui auront été faites »<sup>399</sup> ou encore « Décret portant qu'indépendamment de la somme de 260 000 francs accordée à M. de Caulaincourt, ambassadeur en Russie, pour ses frais d'établissement, il lui sera fourni une argenterie de la valeur de 100 000 francs et un service en porcelaine de la manufacture de Sèvres. M. Caulaincourt sera responsable de ces objets, qui appartiendront à l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg, et qu'il devra transmettre en nature, à celui qui le remplacera. Les frais de transport de ces objets seront à sa charge »<sup>400</sup>. Ces sommes fabuleuses sont jugées nécessaires pour le faste de l'ambassade : la porcelaine et l'argenterie ne sont pas une question annexe mais un agrément indispensable.

Parmi les nombreuses factures d'achats, tous effectués à Paris, afin de suivre cette logique de mise en avant des productions françaises, certaines concernent le fonctionnement général de l'ambassade et présentent en conséquence un aspect utilitaire. Le « mémoire des fournitures faites pour le service de S.E le grand écuyer de France, par Devaux, entrepreneur des équipages de S.M. l'Empereur et Roi »<sup>401</sup> décrit les véhicules achetés pour le voyage jusqu'à Saint-Pétersbourg, notamment « un charriot de poste neuf » « garni de tous les accessoires de voyage » au prix de 4 000 francs, somme importante qui rend compte du souci attaché au choix d'un article qui sera sûrement la première impression faite par Caulaincourt en arrivant en Russie. Une autre facture de décembre 1807, chez le même Devaux, concerne des réparations sur un véhicule du grand écuyer : la pose de « ressorts neufs », « afin de rendre la voiture plus douce »<sup>402</sup>. Il faut garder à l'esprit les conditions difficiles du voyage de

---

<sup>399</sup> AMAE, Personnel-Lois et décrets, volume 10, « analyse des décrets impériaux et observations », Fontainebleau, 3 novembre 1807.

<sup>400</sup> *Ibid.*, Fontainebleau, 11 novembre 1807.

<sup>401</sup> AN, 95 AP 10, 20 septembre 1807.

<sup>402</sup> *Ibid.*, 6 décembre 1807.

France jusqu'en Russie, long, rendu pénible par le mauvais temps et la qualité des routes...

Une des dépenses principales recensées par les bordereaux est celle qui touche l'habillement du personnel de l'ambassade. On arrive à presque 30 000 francs de dépenses chez le tailleur, en vestes, redingotes, pantalons et autres vêtements destinés aux valets de chambre (vraisemblablement au nombre de sept au vu des commandes) et aux maîtres d'hôtel qui accompagnent Caulaincourt<sup>403</sup>. À cette somme s'ajoutent celles dues à Daydé, maître chapelier : 2 328 francs pour sept chapeaux et un ensemble de plumets d'autruche, de cocardes et autres décorations<sup>404</sup>. Même chose chez le bonnetier qui fournit pour plus de 1 000 francs d'articles en fourrure de renard par exemple<sup>405</sup>. Véritable engouement européen, au XVIII<sup>e</sup> siècle, quelque peu ralenti par la Révolution, la mode parisienne se doit d'être représentée par le personnel de l'ambassade.

Le mobilier est aussi concerné par ces achats massifs, et, là encore, le luxe est insolent<sup>406</sup>. Les factures d'ustensiles de cuisine et de couverts en porcelaine dorée se multiplient<sup>407</sup>, sans atteindre l'incroyable commande d'argenterie à destination de Saint-Pétersbourg, reproduite dans les comptes de l'ambassade de janvier 1808<sup>408</sup> : 117 135 francs de fournitures de toute sorte en prévision des réceptions de l'ambassadeur. La somme est de loin la plus importante en ce qui concerne les achats de l'ambassade et est, comme vu plus haut, prévue et payée par le ministère qui montre ainsi les ambitions déclarées de cette mission. Dans le même ordre, les meubles de l'ambassade, décrits minutieusement dans les factures, sont chacun des œuvres d'art, comme cette écritoire de bureau de 900 francs dont tous les ornements sont en « bronze ciselé et doré »<sup>409</sup>. Les exemples sont encore nombreux mais tous tendent à prouver la minutie attachée au choix de ces articles destinés à une ambassade véritablement princière.

La personne de Caulaincourt, qui va être l'objet de toutes les attentions, implique aussi l'achat d'un grand nombre d'articles de luxe : habillement, accessoires, armes, etc. La liste des factures reprend, à destination de l'ambassadeur cette fois, 594 francs de paires de bas et de chaussettes<sup>410</sup>, des bottes en grand nombre, tant anglaises qu'américaines, achetées chez un marchand qui se targue d'être « ci-devant bottier du duc d'Orléans, présentement de Son

---

<sup>403</sup> *Ibid.*, 22 décembre 1807.

<sup>404</sup> *Ibid.*, 26 décembre 1807.

<sup>405</sup> *Ibid.*, 15 novembre 1807.

<sup>406</sup> Sur la question du devenir de ce mobilier après le départ de Caulaincourt, voir Conclusion de la 2<sup>e</sup> partie.

<sup>407</sup> *Ibid.*, 20 novembre et 22 décembre 1807.

<sup>408</sup> *Ibid.*, « comptes de l'ambassade du 15 janvier au 31 janvier 1808. »

<sup>409</sup> *Ibid.*, 6 janvier 1808.

<sup>410</sup> *Ibid.*, 19 novembre 1807.

Excellence le général Colincour [sic], grand écuyer de l'Empire français »<sup>411</sup> ; 3 011 francs en vêtements divers<sup>412</sup> ; une multitude de chapeaux toujours achetés chez Daydé<sup>413</sup> : c'est une immense garde robe qui accompagne l'ambassadeur en Russie.

Son luxe personnel est encore souligné par différents accessoires. Ainsi, Caulaincourt se procure une paire de boucles en or émaillé chez un bijoutier, rue de Bussy, à Paris<sup>414</sup> ; chez le brodeur D'Allemagne il fait préparer les différentes plaques de ses ordres de chevalerie, telle la légion d'honneur, la croix de Saint-Hubert ou celle de Saint-Joseph, destinées à orner ses costumes officiels<sup>415</sup>. Le Page, arquebusier à Paris, lui fournit des armes, certaines fonctionnelles comme une paire de pistolet, d'autres plus décoratives comme cette « épée à la romaine, représentant sur la demie coquille le serment des Horaces, la première de ce modèle » ou cette « épée à demie coquille, dorée à poignée de nacre, modèle Napoléon »<sup>416</sup>. Ce goût pour les articles de luxe uniques, véritables œuvres d'art, peut aller très loin, jusqu'à cette montre, d'un montant de 1 000 francs : « une petite montre à médaillon à deux fonds et deux calottes d'or, cadran d'or excentrique, au défaut du dit cadran est une petite chienne avec l'expression de fixer l'heure, sur l'autre face est une pensée au milieu d'un rayon de gloire. Le mouvement de cette montre est de mon ouvrage [l'horloger de Napoléon], le mieux fait à échappement libre, garni de rubis »<sup>417</sup>. Tous ces exemples participent de la représentation diplomatique de l'ambassadeur français à Saint-Pétersbourg, qui doit marquer les esprits autant par son apparence générale que par ces détails somptueux.

Enfin, à côté de ces éléments purement matériels, il ne faut pas oublier d'autres achats qui révèlent une autre dimension de ces préparatifs. On voit ainsi l'achat d'un « grand cachet en argent aux armes de France avec la légende de l'ambassade » ou d'une « planche en cuivre gravée en taille-douce représentant les grandes armoiries de Sa Majesté impériale »<sup>418</sup> pour les passeports, objets qui donnent une réalité institutionnelle à la mission de Caulaincourt et fixent la présence française en Russie, après plusieurs années d'absence diplomatique. Les livres que commande Caulaincourt, comme la « monarchie prussienne » en quatre volumes, ou une relation de la campagne d'Italie, montrent son goût pour l'histoire récente et sa volonté de comprendre les forces en présence en Europe, afin de mieux exécuter son travail

---

<sup>411</sup> *Ibid.*, 1807.

<sup>412</sup> *Ibid.*, 10 octobre 1807.

<sup>413</sup> *Ibid.*, 26 septembre 1807.

<sup>414</sup> *Ibid.*, 18 septembre 1807.

<sup>415</sup> *Ibid.*, 7 août 1807.

<sup>416</sup> *Ibid.*, 15 décembre 1807.

<sup>417</sup> *Ibid.*, 14 janvier 1808.

<sup>418</sup> *Ibid.*, 27 janvier 1808.

d'ambassadeur<sup>419</sup>. Dans la même optique, il faut signaler les achats de cartes géographiques. Si on trouve tout naturellement « collée sur toile, la carte générale ou tableau d'assemblage de l'Empire de Russie » ou « l'Atlas de Russie en 100 petites feuilles formant 25 morceaux », la commande concerne aussi des cartes de la Prusse orientale, de la Prusse méridionale, de la Westphalie, de l'Espagne et du Portugal, de l'Europe, du royaume d'Italie, de la Turquie d'Europe et même de l'Amérique<sup>420</sup>. Là encore se décèle l'ambition de l'ambassadeur qui ne se limite pas au cadre géographique qui lui est destiné, mais envisage son travail en fonction des relations européennes, entendues au sens le plus large : à une époque où Napoléon et Alexandre ambitionnent de se partager le monde, qui sait quelles régions seront concernées par de futures négociations ?

Si les commandes et les achats se poursuivent au fil de l'ambassade<sup>421</sup>, ces premières factures touchent à la majorité des domaines et offrent un aperçu éclairant des fournitures nécessaires à une ambassade extraordinaire et à son ambassadeur<sup>422</sup>. Les objets triviaux (brosses, balais, spatules<sup>423</sup>) se mêlent aux produits somptueux qui grèvent une bonne part des fonds de l'ambassade et des fonds personnels de Caulaincourt. Mais ce coût financier important n'est pas destiné au plaisir personnel du grand écuyer ou à son goût pour les objets d'art : l'objectif est d'atteindre un certain train de vie et d'éblouir au moyen d'articles luxueux, voire originaux. Dédaigner cet aspect des choses serait faire montre de bien peu de clairvoyance face à une noblesse russe, perpétuellement endettée pour pouvoir soutenir son rang. Caulaincourt, par ses préparatifs matériels, entend montrer qu'il a compris cette réalité et qu'il inscrit son ambassade dans la plus haute magnificence, gardant toujours à l'esprit les visées politiques.

---

<sup>419</sup> *Ibid.*, 17 septembre 1807.

<sup>420</sup> *Ibid.*, 7 septembre 1807.

<sup>421</sup> On peut ainsi citer les renouvellements d'abonnements à différentes revues, comme au journal de l'Empire, dont les factures sont régulièrement conservées dans 95 AP 10 et 95 AP 36.

<sup>422</sup> En revanche, on ne trouve pas d'informations sur les modalités et les délais d'acheminement de tout ce matériel jusqu'à Saint-Pétersbourg.

<sup>423</sup> AN 95 AP 10, 21 janvier 1808 ; « Mémoire des caisses et emballages faits pour le départ en ambassade de Son Excellence Monsieur de Caulaincourt par Blovet, maître boisselier layetier, rue Montmartre. »

## *Les comptes de l'ambassade*

Dans la droite ligne des dépenses matérielles, l'ambassade de Caulaincourt, par son faste et son ampleur, présente un aspect financier indissociable des questions de représentation diplomatique. Deux cartons du fonds Caulaincourt, 95 AP 10 et 95 AP 10 conservent les bordereaux de comptabilité qui concernent l'ambassade de Saint-Pétersbourg, du n° 3 au n° 31. Il faut tout d'abord insister sur les conditions de cette comptabilité. En effet, les bordereaux sont rédigés à Paris par M. Danet, secrétaire général des écuries et comptable du duc de Vicence. Ce M. Danet gère à la fois l'argent personnel de Caulaincourt et l'argent destiné au fonctionnement de l'ambassade, les bordereaux se divisant en « compte particulier » et « compte de l'ambassade ». Si les deux comptes sont distincts, on remarque néanmoins que l'ensemble est géré par Danet qui dispose de ces deux sommes simultanément, et qui fait l'état mois par mois, sur le même document, des recettes et des dépenses. Une fois le bordereau préparé à Paris, il est envoyé à Saint-Pétersbourg, afin d'être approuvé par le duc de Vicence. Ainsi, le bordereau n° 26, qui fait état des comptes du 10 novembre au 10 décembre 1809, est vérifié le 14 janvier 1810 par Caulaincourt et le n° 31, du 10 avril au 10 mai, n'est vu que le 2 juillet 1810. Cette situation rend la comptabilité complexe mais augmente la rigueur du comptable. Ainsi, toutes les notes et factures du mois accompagnent les bordereaux, ce qui permet d'appréhender précisément les dépenses de Caulaincourt et de son ambassade.

On peut regretter en revanche l'arrêt soudain de cette comptabilité rigoureuse, à la fin du mois de mai 1810, les derniers mois de l'ambassade ne présentant plus qu'une somme des dépenses particulières et des dépenses de l'ambassade, accompagnées de l'ensemble des factures provenant de toutes les sources d'approvisionnement (parisiennes pour l'essentiel) de Caulaincourt. À partir de la fin de 1810, on ne trouve même plus trace de ces dépenses : les comptes ont totalement disparu. Est-ce dû à une certaine lassitude, au pressentiment de la fin de l'ambassade, à la normalisation des dépenses, ou simplement à une lacune dans les fonds d'archives ? Malgré cette absence d'informations pour les derniers mois de l'ambassade, les bordereaux de décembre 1807 à mai 1810, voire décembre 1810 pour les dépenses, permettent d'observer les sommes disponibles à la fin de chaque mois (la balance), tant dans le compte particulier que dans celui de l'ambassade, ainsi que les recettes et les dépenses. Les trois tableaux qui suivent exposent bordereau par bordereau les fluctuations d'argent du compte particulier puis du compte de l'ambassade, en s'intéressant d'abord à la balance (tableau 1),

puis aux recettes (tableau 2) et enfin aux dépenses (tableau 3). Le tableau 3bis montre les dépenses notées dans les bordereaux de la seconde moitié de l'année 1810, qui ne présentent plus les recettes ni la balance.

**Tableau 1 : Balance des comptes particulier et de l'ambassade.**

<b>N° du bordereau</b>	<b>Date</b>	<b>Compte particulier (en francs)</b>	<b>Compte de l'ambassade (en francs)</b>	<b>Total (en francs)</b>
3	9 octobre 1807- 15 janvier 1808	63 497, 54	215 734, 05	279 231, 79
4	15 janvier 1808- 31 janvier 1808	108 860, 50	115 761, 79	224 622, 29
5	1er février 1808- 29 février 1808	113 016, 76	185 147, 19	298 163, 89
6	1er mars 1808- 5 avril 1808	78 497, 29	0	78 497, 29
7	5 avril 1808- 30 avril 1808	84 370, 47	24 729, 22	109 099, 69
8	30 avril 1808- 31 mai 1808	91 811, 29	42 494, 39	134 305, 68
9	1er juin 1808- 30 juin 1808	94 049, 87	38 199, 54	132 177, 41
10	1er juillet 1808- 10 août 1808	99 333, 29	52 824, 80	152 158, 05
11	10 août 1808- 10 septembre 1808	101 112, 69	43 890, 03	145 002, 66
12	10 septembre 1808- 10 octobre 1808	99 726, 56	15 756, 40	115 489, 40
13	10 octobre 1808- 10 novembre 1808	113 650, 64	54 426, 61	168 077, 25
14	10 novembre 1808- 10 décembre 1808	130 606, 70	78 813, 90	246 219, 41
15	10 décembre 1808- 10 janvier 1809	136 484, 08	31 859, 18	168 337, 26
16	10 janvier 1809- 10 février 1809	173 847, 76	98 230, 13	212 077, 89
17	10 février 1809- 10 mars 1809	181 980, 42	49 759, 79	231 740, 21

18	10 mars 1809- 10 avril 1809	232 493, 95	92 015, 84	324 509, 79
19	10 avril 1809- 10 mai 1809	232 326, 28	129 926, 93	362 259, 21
20	10 mai 1809- 10 juin 1809	299 156, 81	102 001, 08	401 157, 89
21	10 juin 1809- 10 juillet 1809	238 976, 27	144 370, 59	383 346, 80
22	10 juillet 1809- 10 août 1809	113 652, 70	94 442, 98	208 095, 68
23	10 août 1809- 10 septembre 1809	151 485, 57	142 779, 84	294 265, 41
24	10 septembre 1809- 10 octobre 1809	128 345, 40	146 859, 39	275 204, 89
25	10 octobre 1809- 10 novembre 1809	170 023, 88	150 419, 63	320 443, 51
26	10 novembre 1809- 10 décembre 1809	169 364, 16	134 189, 54	303 547, 70
27	10 décembre 1809- 10 janvier 1810	94 962, 22	197 074, 54	292 036, 76
28	10 janvier 1810- 10 février 1810	136 109, 08	204 449, 16	340 558, 24
29	10 février 1810- 10 mars 1810	154 189, 46	156 821, 61	311 011, 07
30	10 mars 1810- 10 avril 1810	163 259, 06	168 596, 84	331 849, 70
31	10 avril 1810- 10 mai 1810	162 242, 66	170 729, 37	332 972, 03

**Tableau 2 : Recettes des comptes particulier et de l'ambassade.**

<b>N° du bordereau</b>	<b>Date</b>	<b>Compte particulier (en francs)</b>	<b>Compte de l'ambassade (en francs)</b>	<b>Total (en francs)</b>
3	9 octobre 1807- 15 janvier 1808	8350, 13	100 000 <sup>424</sup>	108 350, 13

<sup>424</sup> Pour l'argenterie (les notes des tableaux expliquent les principales fluctuations des recettes et des dépenses).

4	15 janvier 1808- 31 janvier 1808	46 410, 70 <sup>425</sup>	23 703, 70	70 114, 40
5	1er février 1808- 29 février 1808	4500	73 733, 41	78 233, 41
6	1er mars 1808- 5 avril 1808	8516, 96	119 661, 90 <sup>426</sup>	128 178, 86
7	5 avril 1808- 30 avril 1808	6258, 33	40 000	46 258, 33
8	30 avril 1808- 31 mai 1808	10 539, 38	40 493, 89	51 033, 27
9	1er juin 1808- 30 juin 1808	6274, 33	40 000	46 274, 33
10	1er juillet 1808- 10 août 1808	5583, 33	66 763, 56	72 346, 89
11	10 août 1808- 10 septembre 1808	7833, 33	53 421, 11	61 254, 44
12	10 septembre 1808- 10 octobre 1808	5583, 33	98 439, 13 <sup>427</sup>	104 022, 46
13	10 octobre 1808- 10 novembre 1808	14 874, 33	90 000	104 874, 33
14	10 novembre 1808- 10 décembre 1808	18 666, 66 <sup>428</sup>	140 000 <sup>429</sup>	158 666, 66
15	10 décembre 1808- 10 janvier 1809	11 337, 53	59725	71 062, 53
16	10 janvier 1809- 10 février 1809	43 882, 19 <sup>430</sup>	69 079, 72	112 961, 91
17	10 février 1809- 10 mars 1809	9166, 66	62 765	71 931, 66
18	10 mars 1809- 10 avril 1809	58 333, 33 <sup>431</sup>	108 293, 40 <sup>432</sup>	166626, 73
19	10 avril 1809- 10 mai 1809	7458, 33	54 604, 64	62 062, 97
20	10 mai 1809-	68 524, 33 <sup>433</sup>	0 <sup>434</sup>	68 524, 33

<sup>425</sup> Remboursement de l'argenterie

<sup>426</sup> Argent emprunté au compte particulier : 42 532, 63 francs.

<sup>427</sup> 50 000 francs pour faire face aux dépenses.

<sup>428</sup> 15 333, 33 francs comme rente sur le duché de Vicence.

<sup>429</sup> 100 000 francs de secours accordés par Napoléon.

<sup>430</sup> Remboursement du prêt fait par Caulaincourt à l'ambassade.

<sup>431</sup> 55 000 francs sur le revenu du duché.

<sup>432</sup> 60 000 francs pour rembourser les fêtes du roi de Prusse.

<sup>433</sup> 30 000 francs de rente sur le Monte Napoleone.

<sup>434</sup> Somme passé sur le compte particulier en janvier 1809.

	10 juin 1809			
21	10 juin 1809- 10 juillet 1809	7333, 33	44 500	51 833, 33
22	10 juillet 1809- 10 août 1809	937, 66	45 125	46 062, 66
23	10 août 1809- 10 septembre 1809	104 167, 74 <sup>435</sup>	101 741, 41 <sup>436</sup>	205 909, 15
24	10 septembre 1809- 10 octobre 1809	9333, 33	55 212, 10	64 545, 43
25	10 octobre 1809- 10 novembre 1809	41 900, 73	49 409, 44	91 310, 17
26	10 novembre 1809- 10 décembre 1809	3333, 33	81 713, 96	85 047, 29
27	10 décembre 1809- 10 janvier 1810	47 552, 67	66 922, 25	114 474, 92
28	10 janvier 1810- 10 février 1810	45 792, 01	40 000	85 792, 01
29	10 février 1810- 10 mars 1810	18 587, 38	50 000	68 587, 38
30	10 mars 1810- 10 avril 1810	16 609, 36	54 537, 58	71 146, 94
31	10 avril 1810- 10 mai 1810	1875	56 219, 23	58 094, 23

**Tableau 3 : Dépenses des comptes particulier et de l'ambassade**

N° du bordereau	Date	Compte particulier (en francs)	Compte de l'ambassade (en francs)	Total (en francs)
3	9 octobre 1807- 15 janvier 1808	119 767, 84	50 779, 11	170 546, 95
4	15 janvier 1808- 31 janvier 1808	1047, 74	123 676, 02	124 723, 76

<sup>435</sup> Différentes rentes.

<sup>436</sup> Remboursements de dépenses par le ministère.

5	1er février 1808- 29 février 1808	323, 74	4348, 01	4671, 75
6	1er mars 1808- 5 avril 1808	43 036, 43	304 809, 03	347 845, 46
7	5 avril 1808- 30 avril 1808	385, 15	15 270, 18	15 655, 33
8	30 avril 1808- 31 mai 1808	3098, 56	22 728, 66	25 827, 22
9	1er juin 1808- 30 juin 1808	4041, 75	44 360, 85	48 402, 60
10	1er juillet 1808- 10 août 1808	293, 95	52 072, 30	52 366, 25
11	10 août 1808- 10 septembre 1808	6053,95	62 355, 88	68 409, 83
12	10 septembre 1808- 10 octobre 1808	6969, 40	126 572, 32	133 541, 72
13	10 octobre 1808- 10 novembre 1808	950, 25	51 330, 23	52280, 48
14	10 novembre 1808- 10 décembre 1808	1710, 60	78 813, 90	80 524, 50
15	10 décembre 1808- 10 janvier 1809	5460, 15	143 484, 53 <sup>437</sup>	148 944, 68
16	10 janvier 1809- 10 février 1809	6452, 45	62 696, 77	69 149, 22
17	10 février 1809- 10 mars 1809	1034	51 295, 34	52329, 34
18	10 mars 1809- 10 avril 1809	7819, 80	66 037, 35	73 857, 15
19	10 avril 1809- 10 mai 1809	7626	16 693, 55	24 319, 55
20	10 mai 1809- 10 juin 1809	1693, 80	27 925, 85	29 619, 65
21	10 juin 1809- 10 juillet 1809	67 513, 87 <sup>438</sup>	2130, 55	69644, 42
22	10 juillet 1809- 10 août 1809	126 261, 23 <sup>439</sup>	95 052, 55 <sup>440</sup>	221 313, 78
23	10 août 1809-	66 334, 87	53 404, 55	119 739, 42

<sup>437</sup> Remboursements de crédits.

<sup>438</sup> Dépenses pour la succession de son père.

<sup>439</sup> Idem.

<sup>440</sup> Remboursements de crédits

	10 septembre 1809			
24	10 septembre 1809- 10 octobre 1809	32 473, 50	51 132, 55	83606, 05
25	10 octobre 1809- 10 novembre 1809	216, 25	45 849, 20	46 065, 45
26	10 novembre 1809- 10 décembre 1809	3993, 05	97 950, 05	101 943, 10
27	10 décembre 1809- 10 janvier 1810	121 943, 61 <sup>441</sup>	4031, 25	125 974, 86
28	10 janvier 1810- 10 février 1810	4645, 15	32 625, 38	37 270, 53
29	10 février 1810- 10 mars 1810	507	97 627, 55 <sup>442</sup>	98 134, 55
30	10 mars 1810- 10 avril 1810	7545, 76	42 762, 55	50 308, 31
31	10 avril 1810- 10 mai 1810	2885, 40	54 086, 55	56 971, 95

**Tableau 3bis : Dépenses de la seconde moitié de l'année 1810.**

32	10 mai 1810- 10 juin 1810	14 035, 42	72 378, 67	86 414, 09
33	10 juin 1810- 10 juillet 1810	136 152, 57 <sup>443</sup>	5305, 05	141 457, 62
34	10 juillet 1810- 10 août 1810	504, 20	4762, 32	5266, 52
35	10 août 1810- 10 septembre 1810	5394, 23	48 465	53 859, 23
36	10 septembre 1810- 10 octobre 1810	4781, 89	24 078, 16	28860, 05
37	10 octobre 1810- 10 novembre 1810	879	34 165, 16	35 044, 16
38	10 novembre 1810- 10 décembre 1810	137, 85	44 805, 86	44 943, 71
39	10 décembre 1810- 31 décembre 1810	3618, 71	99 178, 16 <sup>444</sup>	102 796, 87

<sup>441</sup> Affaires de succession.

<sup>442</sup> Remboursements de crédits.

<sup>443</sup> Affaires de succession.

<sup>444</sup> Remboursements de crédits.

Ces différents tableaux permettent de faire un certain nombre d'observations sur les finances de Caulaincourt et de son ambassade. La balance des comptes permet tout d'abord de voir l'ampleur des sommes possédées par Caulaincourt tout au long de sa mission, que ce soit son argent privé ou celui de sa fonction : il a souvent entre 100 000 et 200 000 francs disponibles, 300 000 vers la fin de sa mission. On observe une seule crise dans la balance, en avril 1808, où, du fait de dépenses considérables (plus de 300 000 francs dépensés en mobilier), le compte de l'ambassade est vide. Il faut alors emprunter au compte particulier la somme de 42 532, 63 francs afin de maintenir un solde nul. Cet exemple est significatif de la frontière ténue qui existe entre le compte particulier et celui de l'ambassade. Dans la tradition des diplomates de l'Ancien Régime, le duc de Vicence doit pouvoir tenir son rang. Toute mission diplomatique est synonyme pour le diplomate d'un honneur certain mais aussi d'une importante charge financière : il serait absurde d'envoyer quelqu'un de démuné, sous peine de le voir demander continuellement une aide pécuniaire à son ministère. Cependant, ces sommes qui passent du compte particulier au compte de l'ambassade ne le font qu'à titre de prêt. Si on observe attentivement les bordereaux de comptabilité, on retrouve cette somme en janvier 1809, comme recette du compte particulier, tandis qu'en mai 1809, les recettes du compte de l'ambassade sont nulles : l'argent est retourné en possession du duc de Vicence. Au final, Caulaincourt ne dépense pas personnellement pour l'ambassade de Saint-Petersbourg, mais une certaine aisance financière s'avère néanmoins nécessaire pour pallier aux lourdes dépenses.

Cette aisance est rendue possible par les nombreuses recettes dont dispose l'ambassadeur, à titre personnel et au titre de sa fonction. Les revenus personnels de Caulaincourt consistent en différents traitements qu'il reçoit de l'Empereur. Il s'agit tout d'abord de son traitement militaire, qui correspond au grade qu'il a atteint dans l'armée (général de division) : même sans exercer de commandement, il reste membre de l'armée et perçoit à ce titre la somme de 2250 francs par mois. Son traitement de grand écuyer de 3333, 33 francs par mois s'ajoute à cela, malgré, encore une fois, l'impossibilité dans laquelle il est de remplir sa charge : il s'agit plutôt d'une rente sur la charge. De même, la légion d'honneur lui procure 2500 francs par trimestre, en qualité de grand officier. Ces trois traitements sont les principaux revenus en provenance de l'Empereur, jusqu'à la nomination de Caulaincourt

comme duc de Vicence. En mars-avril 1809, le duché de Vicence lui fournit 55 000 francs<sup>445</sup>, et tout au long de l'ambassade, les majorats créés en Hanovre, en Westphalie, en Hanovre-Dortmund ou au Monte Napoléone rapportent des sommes considérables (jusqu'à 30 000 francs pour la dernière rente citée)<sup>446</sup>. Les recettes du compte particulier fluctuent du fait, avant tout, des retards dans ces paiements, et des cumuls qui s'opèrent certains mois : l'ensemble reste marqué par une grande régularité dans les revenus.

Les revenus personnels de Caulaincourt sont aussi fonction de ses affaires personnelles. Ainsi, de mois en mois, on observe la progression de son affaire de bétail, qui finit par lui procurer 33 000 francs à la mi-1809<sup>447</sup>. On voit par ces différentes observations que les sources pécuniaires sont multiples pour le duc de Vicence et que son accession à la noblesse d'Empire marque une étape déterminante, dans la mesure où elle le fait accéder à la grande propriété foncière et où elle lui offre tout un ensemble de rentes sur des territoires situés aux quatre coins de l'Empire. Les comptes particuliers de Caulaincourt, malgré de fortes hausses à certaines périodes (en 1809 notamment) restent assez stables, et n'atteignent jamais un niveau critique, même durant la succession de son père qui impose de fortes dépenses dans la seconde moitié de l'année 1809. À partir de ce moment, le duc de Vicence, chef de sa famille, est tenu d'aider financièrement sa mère, lorsqu'elle restaure son hôtel, pour l'achat de fournitures ou pour faire un voyage aux eaux, par exemple<sup>448</sup>. L'année 1809 est donc celle des grands mouvements financiers au niveau personnel, le reste de l'ambassade étant marqué par une grande stabilité, avec de faibles dépenses la plupart du temps et un bon équilibre recettes-dépenses qui témoigne d'une sage gestion. Caulaincourt, du fait de ses fonctions et des privilèges octroyés par l'Empereur, et malgré les charges imposées par son ambassade et par sa famille, est un homme aisé.

Au niveau des comptes de l'ambassade, la situation est plus complexe. Chaque mois voit l'attribution d'un revenu fixe de 40 000 francs, soit 480 000 francs par an. C'est le traitement le plus important pour un ambassadeur en Europe, comme le souligne Baillou dans son ouvrage sur les Affaires étrangères : « L'ambassadeur le mieux rémunéré au cours de la période fut incontestablement Caulaincourt à Saint-Pétersbourg : la promotion du poste, qui avait été une légation sous le Consulat, et le souci de Napoléon de rehausser le prestige de son représentant auprès du tsar Alexandre, lui valurent un traitement, sans précédent dans la

---

<sup>445</sup> 95 AP 36, Bordereau n°18, du 10 mars au 10 avril 1809.

<sup>446</sup> 95 AP 36, Bordereau n° 21, du 10 juin au 10 juillet 1809.

<sup>447</sup> 95 AP 36, Bordereau n°23, du 10 août au 10 septembre 1809.

<sup>448</sup> 95 AP 36, Bordereau n°21, du 10 juin au 10 juillet 1809.

carrière, de 480 000 francs »<sup>449</sup>. Il faut comparer cette somme avec la moyenne des rémunérations des grands postes, Vienne, Rome, Madrid ou Constantinople, qui atteint 150 000 francs par an<sup>450</sup>. La puissance financière de l'ambassade de Russie est considérable et se distingue des autres postes européens. Mais celle-ci est insuffisante au regard de l'exigence de faste qu'impose la vie pétersbourgeoise<sup>451</sup>. Il faut donc trouver des expédients. Le premier consiste, comme nous l'avons vu, à faire passer des sommes depuis le compte particulier jusqu'à celui de l'ambassade : c'est ce qui se passe par exemple en mars 1808, où Caulaincourt, à titre personnel, prête plus de 40 000 francs au compte de l'ambassade « pour faire face aux dépenses du mois »<sup>452</sup>. Dans la même optique, les emprunts sont nombreux, toujours passés auprès d'un certain Gustav Baër, exerçant le métier d'usurier à Saint-Pétersbourg<sup>453</sup>. À charge pour le ministère des Relations extérieures et pour Napoléon de rembourser ces différentes sommes, jugées nécessaires pour soutenir le rang de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg. Nous reviendrons dans le prochain chapitre sur le budget des fameuses fêtes qu'organise le duc de Vicence et qui réclament des sommes considérables, qui s'ajoutent à celles que demandent les illuminations, les *Te Deum*, les étrennes, etc. À partir d'Erfurt, les finances de l'ambassade s'améliorent, notamment grâce aux 100 000 francs donnés par l'Empereur<sup>454</sup> ou, en 1809, le remboursement des fêtes données en l'honneur du roi de Prusse (plus de 60 000 francs)<sup>455</sup>. La valse des emprunts et des remboursements se poursuit cependant jusqu'à la fin du séjour à Saint-Pétersbourg, mais l'équilibre des comptes est respecté.

Les dépenses faites par l'ambassadeur sont toujours conséquentes, dues à la représentation, aux fêtes, aux achats de mobilier, etc. Elles sont assez similaires à celles occasionnées par la préparation de la mission à la fin de l'année 1807<sup>456</sup>. On retrouve un ensemble d'achats de fournitures, des plus communes aux ouvrages de grand luxe, à la nourriture la plus raffinée en provenance de France (du roquefort ou du foie gras aux truffes de Toulouse par exemple<sup>457</sup>). Persistent aussi les différents abonnements aux revues impériales (telle la *Collection des portraits des Grands Aigles et des Grands Officiers de la Légion d'honneur, dédiée aux Grands Aigles et Grands officiers de la Légion* ou le *Moniteur*)

<sup>449</sup> J. Baillou, *Les affaires étrangères...*, t. I, p. 434.

<sup>450</sup> *Ibid.* Voir aussi AMAE, Comptabilité-finances du ministère, volumes 19 et 20.

<sup>451</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, chapitre III, 2.

<sup>452</sup> 95 AP 10, Bordereau n°6, du 1<sup>er</sup> mars au 5 avril inclus [1808].

<sup>453</sup> 95 AP 36, Bordereau n°22, du 10 juillet au 10 août 1809. 80 000 francs sont empruntés à Gustav Baër.

<sup>454</sup> 95 AP 10, Bordereau n°14, du 10 novembre au 10 décembre 1808.

<sup>455</sup> 95 AP 36, Bordereau n°18, du 10 mars au 10 avril 1809.

<sup>456</sup> Voir sous-chapitre précédent.

<sup>457</sup> 95 AP 36, Bordereau n°17, du 10 février au 10 mars 1809.

ou les nombreux achats de livres. Caulaincourt achète des cours d'agriculture, une série de livres intitulés *Tableaux sur Paris*, les œuvres de Rolin, le *Tableau de l'Allemagne*, l'*Histoire des deux derniers Stuarts*, une *Vie de Washington*, *De la monarchie romaine*, *Agnès Sorel*, le *Tableau historique du sac de Rome*, une *Histoire de l'inquisition*, un *Voyage en Espagne*, le *Système physique et moral de la femme*, etc. ; mais aussi *L'enfant volé* en 4 vol., ou *L'épouse du bandit* en 5 vol., qui correspondent vraisemblablement à une littérature de loisir<sup>458</sup>. Il s'agit là d'un exemple de la culture de l'ambassadeur et de sa volonté de maîtriser son métier en se renseignant sur l'Europe. Le fait qu'il achète une carte de la Galicie en 1809 est à mettre sur le même plan : il se met à jour tout au long de son ambassade, afin de suivre l'évolution des questions de politiques européennes, comme, dans ce cas précis, la campagne de 1809 contre l'Autriche. Même à travers ses dépenses, se dessinent les grandes lignes de la pensée de Caulaincourt.

En définitive, l'argent de l'ambassade s'impose comme un moteur irremplaçable de la vie de la légation et de sa représentation diplomatique. Finances de l'ambassadeur et finances de l'ambassade se mêlent dans la recherche du faste et du luxe, tout en ne sacrifiant pas les dépenses utilitaires ou culturelles, tels ces achats de livres qui témoignent de la conscience professionnelle du duc de Vicence, chez qui coexistent désir de frapper les imaginations, et souci de comprendre les tenants et les aboutissants de sa mission, à travers une connaissance précise de son environnement et de l'Europe. Malgré les inévitables difficultés financières, les comptes donnent l'image d'une ambassade pensée dans ses moindres détails. Les moyens, que ce soit au niveau du personnel, du matériel ou des finances, ne sont pas laissés au hasard et, loin de restreindre les ambitions et les potentialités de l'ambassadeur, soutiennent et renforcent une représentation ambitieuse. Questions annexes peut-être, en comparaison des grandes manœuvres de séduction de la Cour ou des négociations diplomatiques, les moyens sont non seulement une nécessité pour le fonctionnement de la mission, mais aussi un instrument du prestige de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg.

---

<sup>458</sup> 95 AP 36, Bordereau n°26, du 10 novembre au 10 décembre 1809 et Bordereau n°31, du 10 avril au 10 mai 1810.

On remarque que la plupart des ouvrages sont fournis en plusieurs livraisons et sont composés de nombreux volumes (caractéristique de l'édition au XIX<sup>e</sup> siècle).

## 2. Le fonctionnement d'une ambassade extraordinaire.

Les moyens fournis par Napoléon à son ambassadeur auprès du tsar ne sont pas la seule caractéristique qui fait de Caulaincourt le chef d'une ambassade extraordinaire. Aux trois secrétaires d'expérience, aux sommes considérables, aux objets précieux s'ajoute le prestige visible dans le fonctionnement même de la mission, dans le travail de l'envoyé de Napoléon. La correspondance de celui-ci est le moyen d'appréhender ce travail et d'en déterminer les particularités. Par le biais de l'analyse de la production écrite du duc de Vicence, nous allons tenter d'en saisir les spécificités. Plutôt que de faire une simple typologie des documents produits par l'ambassadeur, il s'agit de montrer la place originale qui est celle du poste diplomatique de Saint-Pétersbourg, au niveau des mécanismes de son fonctionnement, par l'étude quantitative mais aussi qualitative de cette production écrite.

### *Ampleur de la production écrite de l'ambassade*

Reflète du travail de l'ambassadeur, sa correspondance est remarquable à plusieurs titres. En effet, de nombreuses ambassades suivent un modèle simple d'échange de lettres avec le ministère des Relations extérieures. Caulaincourt peut se targuer, au moins durant les deux premières années de l'ambassade, d'un lien direct avec Napoléon. Sa production écrite s'en trouve modifiée et organisée autour de trois types principaux de lettres : celles envoyées au ministre (Champagny puis Maret<sup>459</sup> dans les derniers mois), celles envoyées à Napoléon, et

---

<sup>459</sup> Hugues-Bernard Maret, duc de Bassano (1763-1839) : avocat de formation, il est ambassadeur à Naples pendant la Révolution. Il devient secrétaire de Bonaparte à son retour d'Égypte, puis secrétaire des Consuls et secrétaire d'État, en 1799. De 1811 à 1813, il est ministre des Relations extérieures, remplacé par Caulaincourt. Il reste un proche conseiller de Napoléon jusqu'à la fin de l'Empire.

les rapports à Napoléon<sup>460</sup>. Il faut remarquer aussi que toute cette production est de la main même de Caulaincourt<sup>461</sup>, qui rédige lui-même ses missives, d'où l'horaire très tardif parfois noté sur certaines. Cette production se distingue par ses originalités, mais aussi par sa fréquence : les départs de courriers s'échelonnent tous les quinze jours environ<sup>462</sup> et chaque liasse peut contenir plusieurs lettres, certaines écrites le même jour, à des horaires différents<sup>463</sup>. Dans le tableau suivant, nous avons classé les lettres de Caulaincourt, selon leur date d'écriture, en faisant le total mois par mois de la production. Ces chiffres sont donnés à titre indicatif et ne rendent pas compte de l'ensemble de la correspondance du duc de Vicence<sup>464</sup>. L'objectif est simplement d'observer l'évolution de la production lors de l'ambassade, d'en comprendre les principales tendances et de déterminer, si possible, la signification de certaines particularités.

**Tableau des fréquences d'envoi de lettre par Caulaincourt vers la France (les chiffres ne comprennent que les lettres officielles au ministre et à l'Empereur, ainsi que les rapports : on ne trouvera ni les lettres personnelles, ni les mémoires ou les « nouvelles et on-dit »)**

Mois de l'ambassade	Lettres à Champagny	Lettres à Napoléon	Rapports à l'Empereur	Total des lettres
<b>Décembre 1807</b>	12	2	3	17
<b>Janvier 1808</b>	8	2	7	17
<b>Février 1808</b>	12	5	6	23
<b>Mars 1808</b>	5	2	9	16
<b>Avril 1808</b>	11	5	8	24

<sup>460</sup> Voir annexe n°3.

<sup>461</sup> L'écriture de Caulaincourt est reconnaissable dans toutes les lettres conservées au ministère des Affaires étrangères. De même, les copies conservées dans 95 AP sont de sa main. Il faut considérer que ces lettres relatent pour l'essentiel des discussions échangées entre l'ambassadeur et Alexandre ou Roumiantsov : le duc de Vicence est le mieux placé pour les rédiger lorsqu'il revient d'un dîner et qu'il a les paroles du tsar à l'esprit. Il montre aussi, en rédigeant lui-même, son implication personnelle et, peut-être, le secret qu'il garde autour de certaines affaires.

<sup>462</sup> Il s'agit de la durée moyenne de l'acheminement entre Saint-Pétersbourg et Paris.

<sup>463</sup> Ce fait est bien visible dans l'édition de la correspondance par le grand-duc Mikhailovitch.

<sup>464</sup> Les lettres prises en compte sont celles conservées au ministère des Affaires étrangères. Il ne s'agit donc que des lettres officielles à destination de Paris. Ne sont compris ni les notes, ni les ébauches de lettres, ni les missives à d'autres destinataires. N'est prise en compte que la correspondance effective de Caulaincourt vers Champagny et Napoléon.

<b>Mai 1808</b>	6	3	3	12
<b>Juin 1808</b>	4	4	4	12
<b>Juillet 1808</b>	4	4	5	13
<b>Août 1808</b>	8	8	6	22
<b>Septembre 1808</b>	2+2 par Rayneval	3	2	7+2
<b>Octobre 1808 (Entrevue d'Erfurt)</b>	0	0	0	0
<b>Novembre 1808</b>	4	2	2	8
<b>Décembre 1808</b>	3	2	2	7
<b>Janvier 1809</b>	2	1	3	6
<b>Février 1809</b>	9	7	10	26
<b>Mars 1809</b>	3	2	6	11
<b>Avril 1809</b>	12	4	6	22
<b>Mai 1809</b>	14	9	5	28
<b>Juin 1809</b>	4	3	5	12
<b>Juillet 1809</b>	13	5	5	23
<b>Août 1809</b>	7	3	4	14
<b>Septembre 1809</b>	5	1	2	8
<b>Octobre 1809</b>	11	3	1	15
<b>Novembre 1809</b>	3	3	6	12
<b>Décembre 1809</b>	5	2	4	11
<b>Janvier 1810</b>	19	2	5	26
<b>Février 1810</b>	9	1	5	14
<b>Mars 1810</b>	18	1	6	25
<b>Avril 1810</b>	7	0	3	10

<b>Mai 1810</b>	14	0	6	21
<b>Juin 1810</b>	14	0	4	18
<b>Juillet 1810</b>	7	2	2	11
<b>Août 1810</b>	15	1	3	19
<b>Septembre 1810</b>	6	0	4	10
<b>Octobre 1810</b>	12	0	3	15
<b>Novembre 1810</b>	13	0	3	16
<b>Décembre 1810</b>	10	0	7	17
<b>Janvier 1811</b>	7	0	2	9
<b>Février 1811</b>	16	0	4	20
<b>Mars 1811</b>	15	0	6	21
<b>Avril 1811</b>	11+5 ( à Maret)	0	4	20
<b>Mai 1811</b>	9 (à Maret)	0	2	11

On remarque d'abord le taux très élevé<sup>465</sup> de la correspondance de Caulaincourt, et ce jusqu'à la fin de l'ambassade : en moyenne, 16 lettres par mois, sans compter les notes, mémoires et « nouvelles et on dit »<sup>466</sup>, qui peuvent augmenter sensiblement la production écrite du duc de Vicence. Autre constat : malgré les difficultés de l'alliance franco-russe, la correspondance se maintient à un niveau constant par année.

<sup>465</sup> Pour comparer avec une situation similaire, on peut prendre la correspondance de Savary à destination de la France, d'août à décembre 1807. Les rapports sont échelonnés toutes les deux semaines (6 août, 23 août, 9 septembre, 23 septembre, 9 octobre, 21 octobre, 4 novembre), selon les départs du courrier, mais le nombre de missives envoyés par mois est beaucoup plus faible que celles de Caulaincourt : 4 pour le mois de septembre, 3 pour le mois d'octobre, une seule en novembre. De plus, la longueur de ces rapports n'est pas supérieure à celle de ceux du duc de Vicence.

<sup>466</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 3.

**Nombre de lettres envoyées par le duc de Vicence (lettres à Champagny, lettres à Napoléon, rapports à Napoléon (le mois de décembre 1807 n'est pas comptabilisé)).**

**Total 1808** : 178 lettres.

**Total 1809** : 188 lettres.

**Total 1810** : 202 lettres.

**Total 1811** : 81 lettres (sur 5 mois, soit environ 194 lettres, projeté sur 12 mois)

L'égalité est presque parfaitement respectée, surtout si on considère que l'entrevue d'Erfurt, en octobre 1808, stoppe la correspondance pour un mois. Toutefois, ces égalités ne rendent pas compte des fortes fluctuations qu'il peut y avoir à l'intérieur d'une année. Ces fluctuations correspondent le plus souvent aux grandes affaires traitées et au moment de vide qui peuvent les suivre. Ainsi, le projet de partage de la Turquie<sup>467</sup>, dans le premier semestre de l'année 1808, les prémices de la guerre de 1809<sup>468</sup> ou le projet de mariage russe<sup>469</sup> entraînent une augmentation de la production écrite de Caulaincourt. À ces pointes s'opposent des creux, qui correspondent parfois à l'abandon de projets, comme le partage de la Turquie ou le mariage russe ou à certains événements, comme l'entrevue d'Erfurt<sup>470</sup> : celle-ci, qui voit réunis les deux empereurs et l'ambassadeur, permet le traitement sur place des affaires en cours. Les différentes difficultés de l'alliance, principalement dans les années 1810 et 1811, avec la question polonaise et l'annexion de l'Oldenbourg par Napoléon, sont en revanche productrices de correspondance. C'est finalement entre les grands espoirs et les grandes désillusions qui se situent les principaux ralentissements, comme après les victoires françaises contre l'Autriche. Mais ces fluctuations sont-elles des symptômes d'une crise de l'alliance ou de simples aléas du courrier ? En effet, il serait excessif d'interpréter ces chiffres de façon systématique, dans la mesure où les fluctuations de mois en mois peuvent être mises au compte des dates de départ des courriers. De plus, elles ne rendent pas compte de la longueur des lettres qui peut être très variable : d'un verso à plusieurs dizaines de pages pour certains rapports à l'Empereur.

On observe aussi que, tout au long de l'ambassade, les lettres à Champagny sont les plus nombreuses, tendance qui s'accroît au fil des années. Ce sont les lettres les plus « techniques », celles qui renvoient à tous les aspects du travail de l'ambassadeur. Les lettres

---

<sup>467</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, II, 1.

<sup>468</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, III, 1.

<sup>469</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, II, 2.

<sup>470</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, I, 3.

à Napoléon, qui ne sont jamais aussi nombreuses, sont victimes de l'arrêt de la correspondance par Napoléon, en août 1809 : après cette date, le duc de Vicence passe presque exclusivement par le biais de son ministre, comme il est accoutumé dans les autres postes diplomatiques. Les rapports à l'Empereur sont, comme les lettres à Champagny, repartis sur la période, symbole de la persistance des liens entre le tsar et l'ambassadeur durant toute la mission, malgré les crises de l'alliance. En général, on remarque une production surabondante et diversifiée qui démontre le caractère particulier de l'ambassade de Caulaincourt, qui se démarque d'autres missions plus traditionnelles. L'éloignement et les conditions particulières de la mission rendent nécessaire cette correspondance importante, de même que les impératifs politiques de l'alliance franco-russe.

### *Le lien de l'ambassadeur avec les deux empereurs*

L'ampleur et la fréquence de cette correspondance découlent, en grande partie, du lien qui existe entre Napoléon et Caulaincourt<sup>471</sup>. L'Empereur, qui ne peut voir Alexandre régulièrement, et dans l'attente de l'entrevue d'Erfurt, entend être mis au courant le plus souvent possible des faits et gestes de son allié. La demande de nouvelles de la part de Paris est fréquente tout au long de l'ambassade, et dès les premières semaines, Champagny presse Caulaincourt de répondre à ses lettres : « L'Empereur attend avec impatience le résultat de vos premières démarches à la cour de Saint-Pétersbourg »<sup>472</sup> ; « Il [Napoléon] attend que nous ayons reçu de vos nouvelles »<sup>473</sup>. Les exemples sont nombreux et prouvent ce souci constant de l'information qui anime l'empereur des Français, qui plus est en ce qui concerne son alliance avec la Russie, qui détermine l'ensemble des questions de politique européenne. Ainsi, avant de s'engager contre l'Autriche en 1809, Napoléon attend des nouvelles de son ambassadeur : « Je ne veux point attaquer que je n'aie des nouvelles de vous ; mais tout me porte à penser que l'Autriche attaquera »<sup>474</sup>. Les retards dans la correspondance peuvent avoir des conséquences essentielles : c'est le cas lors du projet de mariage russe qui se change, suite à l'absence de réponse claire, en mariage autrichien. À ces questions de retards, s'ajoutent

---

<sup>471</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, I, 1.

<sup>472</sup> 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 14 janvier 1808.

<sup>473</sup> *Ibid.*, en post-scriptum.

<sup>474</sup> Napoléon à Caulaincourt, Paris, 24 mars 1809. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, Appendice I : « Correspondance inédite de Napoléon I<sup>er</sup> avec le général de Caulaincourt, duc de Vicence (1808-1809) », p. 584-586.

celles de la longueur des communications, qui ne facilitent pas la circulation de l'information et rendent la régularité de la correspondance indispensable : au mieux, il faut quinze jours à un courrier pour aller de Paris à Saint-Pétersbourg. Napoléon, tenant compte de ces délais, ne peut que presser son ambassadeur de lui fournir immédiatement les informations demandées.

Le contexte de l'alliance franco-russe impose donc des mécanismes nouveaux dans les liaisons diplomatiques, entre un poste diplomatique et le pouvoir. La caractéristique principale des communications entre l'ambassadeur et Paris réside dans le lien direct qui l'unit à l'Empereur, à travers les lettres à Napoléon, que nous venons d'observer. Ce lien est un des aspects originaux de la mission de Caulaincourt. En effet, celui-ci écrit à son maître et en reçoit des réponses directes, même si celles-ci sont plus rares que les lettres du duc de Vicence à son maître. Quand on considère le nombre des tâches qui accaparent Napoléon, ces communications directes avec son ambassadeur sont significatives de l'importance qu'il accorde à l'alliance franco-russe : l'Empereur tient à être en contact constant avec son envoyé. Cependant, la lettre de Napoléon du 10 avril 1809<sup>475</sup> est la dernière qu'il adresse directement à Caulaincourt. Il est difficile de déterminer pour quelles raisons cette décision est prise. Il est possible que, pris par la campagne militaire contre l'Autriche, l'Empereur ait mis en suspens sa correspondance avec le duc de Vicence et que, une fois connus les atermoiements russes, et au vu de la nouvelle direction prise par sa politique extérieure après la paix avec l'Autriche, il ait décidé de ne pas la reprendre. Cette rupture serait alors le signe d'un désintéressement progressif face à l'alliance de Tilsit, au profit notamment de l'union avec la monarchie des Habsbourg, concrétisée par le mariage avec Marie-Louise. Tout cela n'est bien sûr qu'hypothèses et on peut aussi considérer que le nombre des affaires à traiter détourne Napoléon d'une tâche qui incombe généralement au ministre des Relations extérieures et qui pourrait être jugée superflue. Il reste que le lien entre Napoléon et Caulaincourt est rompu, d'autant plus que, comme nous l'avons vu, le nombre des lettres du duc de Vicence envoyées à son maître décroît rapidement à partir du milieu de l'année 1809. Quoi qu'il en soit, l'ambassade de Saint-Pétersbourg peut se targuer, au moins jusqu'en 1809, de recevoir des missives de la main de l'Empereur lui-même, et son ambassadeur de rendre compte directement à Napoléon de certains événements dont il est témoin.

Les rapports et les documents qui y sont associés, tels les « nouvelles et on dit », sont bien entendu transmis par le ministre des Relations extérieures à Napoléon, qui est ainsi mis au courant des discours tenus par le tsar Alexandre I<sup>er</sup>. En effet, les rapports à Napoléon sont

---

<sup>475</sup> Voir A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, Appendice I, p. 587.

eux aussi une caractéristique essentielle du travail du poste diplomatique de Saint-Pétersbourg sous Caulaincourt. La plupart des envoyés diplomatiques reproduisent dans leurs lettres un certain nombre de phrases des souverains ou des personnalités qu'ils côtoient. Mais, dans le cas du duc de Vicence, cette tendance s'accroît jusqu'à produire des documents bien particuliers par leur présentation et leur ton. Ces rapports, à l'instar du 17<sup>e</sup>, reproduit en annexe<sup>476</sup>, relatent à chaque fois les péripéties qui ont amené une discussion entre l'ambassadeur de France et l'empereur de Russie, parfois entre l'ambassadeur et le ministre russe des Affaires étrangères, Roumiantsov. Suit ensuite la relation des discussions tenues entre les deux hommes, sous la forme d'un dialogue de type théâtral, les paroles de chacun étant introduites par les termes « l'ambassadeur », « l'empereur », parfois « le ministre ». L'objectif de Caulaincourt est de retranscrire mot pour mot les phrases échangées, et c'est en sortant de ces conversations qu'il se met au travail. C'est le même processus qui est à l'origine des fameuses discussions dans le traîneau qui ramène Napoléon et son grand écuyer vers la France, après le passage de la Bérézina. L'ambassadeur, dans ces rapports, se veut exhaustif et retranscrit toutes les paroles échangées, que ce soient des questions politiques ou de simples considérations personnelles, liées directement à la vie pétersbourgeoise, par exemple, le 27 avril : « *L'empereur* : [...] Je regrette de ne pas vous avoir vu hier ; je voulais dîner avec M. le duc, mais Tolstoï<sup>477</sup> m'a assuré qu'il y avait un grand dîner chez M. de Merveldt pour le duc d'Oldenbourg : je n'ai pas voulu vous déranger »<sup>478</sup>. Plutôt que de s'arrêter aux négociations diplomatiques, Caulaincourt vise à reproduire intégralement ce qu'il vit à Saint-Pétersbourg et à montrer l'empereur Alexandre tel qu'il lui apparaît : à Napoléon de juger de ses discours<sup>479</sup>. À noter aussi que ces nombreux rapports (plus de 160, soit environ 4 par mois) peuvent atteindre la longueur de plusieurs dizaines de pages, reproduisant plusieurs heures de conversation, soit des documents inestimables pour appréhender l'alliance franco-russe et ses débats, comme nous le verrons ultérieurement.

Ces rapports sont aussi le symbole du lien particulier qui existe entre Caulaincourt et Alexandre. Sans s'étendre sur leur relation<sup>480</sup>, il s'agit de remarquer que ces documents retracent toutes les discussions privées qui réunissent les deux hommes. La plupart des ambassadeurs français à l'étranger obtiennent des audiences des souverains et négocient avec

---

<sup>476</sup> Voir annexe n°3.

<sup>477</sup> Nicolas Alexandrovitch Tolstoï, comte (1761-1816) : grand-maréchal de la cour de Russie, frère aîné de l'ambassadeur de Russie en 1807-1808, à Paris.

<sup>478</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 27 avril 1808.

<sup>479</sup> Caulaincourt se prémunit ainsi des accusations de naïveté qui ont été formulées à son égard : même s'il est dupe d'Alexandre, il permet à son maître d'entendre les mêmes discours.

<sup>480</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, chapitre I, 2.

le ministre ou d'autres interlocuteurs. Le duc de Vicence a un accès direct au tsar<sup>481</sup>, pendant de sa correspondance avec Napoléon : il est l'intermédiaire entre les deux empereurs. L'ambassadeur de France est, pour Alexandre, plus qu'un diplomate : c'est le représentant de son allié et, qui plus est, un interlocuteur qu'il apprécie et qu'il a déjà appris à connaître lors de la mission de 1801<sup>482</sup>. Le tsar cherche ainsi à renforcer leurs relations en insistant sur leurs points communs, tel la carrière militaire : « Général, j'ai voulu vous montrer toute ma confiance ; on ne peut en avoir plus en vous. Nous ne causons pas comme des diplomates, mais comme des militaires »<sup>483</sup>. Le lien entre les deux hommes va jusqu'aux épanchements de sentiments et ce, dès les premières semaines de l'ambassade, preuve des conséquences de la mission de 1801 et de l'estime que porte le tsar à Caulaincourt : « L'empereur me parla ensuite de son intérieur, du besoin d'aimer et d'être aimé, de l'attrait qui le ramenait toujours vers madame Narischkine<sup>484</sup>, quoiqu'il s'occupât en passant de quelques autres, [...] »<sup>485</sup>. Il n'est pas de notre propos de nous attarder sur cet aspect des relations entre les deux hommes, mais ces exemples sont révélateurs des particularités et des originalités qui marquent le fonctionnement de cette ambassade, dont le centre semble bien être ces conversations entre l'empereur de Russie et l'ambassadeur de France.

La parole est le propre du travail du diplomate et l'écrit en est sa manifestation transmise à l'échelon supérieur du pouvoir. Les négociations diplomatiques, les discussions mondaines, les échanges impromptus avec tel ou tel membre du Corps diplomatique, toutes ces paroles, et leur mise par écrit, constituent l'essentiel du fonctionnement de l'ambassade. Pour celle de Saint-Pétersbourg, le lien qui existe entre Caulaincourt et les deux empereurs est la source d'un prestige immense qui distingue sa mission de celles de ses collègues. L'alliance de Tilsit et la nouvelle configuration de l'Europe modifient la vision que chacun peut avoir du travail diplomatique, pour en faire le reflet d'une situation entre deux pays, autant qu'un moyen de traiter et de s'accorder. Les différentes affaires abordées et l'omniprésence de l'influence napoléonienne sur le continent rendent nécessaires les

---

<sup>481</sup> Il faut insister sur la proximité qui règne entre l'ambassadeur et l'empereur, à Saint-Pétersbourg, et dans les résidences d'été. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. I, p. 380 : « Pendant les semaines qui précéderent l'entrevue [d'Erfurt], Alexandre ne se borna plus à combler Caulaincourt de prévenances et de caresses. Etabli à Kamenoi-Ostrof, il voulut que l'ambassadeur choisît une résidence d'été à côté de la sienne, afin que ce voisinage multipliât les occasions de se voir et de s'entretenir. En août, la cour étant allée passer quelques jours à Péterhof, il fallut que l'ambassadeur fût du séjour ; on l'installa avec sa suite dans l'un des pavillons semés dans le parc du Versailles moscovite, et durant tout le voyage il fut le commensal assidu de l'empereur. »

<sup>482</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, chapitre I, 2.

<sup>483</sup> Rapport à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 9 avril 1808.

<sup>484</sup> Marie Antonovna Narishkine (1779-1854) : née princesse Tchetwertinsky, épouse de Dimitri Narishkine, elle fut pendant 13 ans la maîtresse du tsar Alexandre I<sup>er</sup>. Elle eu de lui trois enfants illégitimes. Alexandre la quitta finalement pour se rapprocher de son épouse, l'impératrice Elisabeth.

<sup>485</sup> Rapport à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 26 janvier 1808.

conversations fréquentes entre Caulaincourt et Alexandre, Caulaincourt et Roumiantsov, afin de se mettre d'accord, de faire des projets, etc. Mais ce fonctionnement original de l'ambassade, qui fait du duc de Vicence l'intermédiaire direct entre les deux souverains les plus puissants du globe, est aussi propre à frapper les imaginaires et à imposer le personnage de l'ambassadeur de France, dont le prestige est alimenté par celui de ses deux augustes interlocuteurs.

### **3. Le prestige de l'ambassadeur extraordinaire : les relations avec le personnel diplomatique napoléonien.**

#### *Introduction*

Ambassadeur extraordinaire par ses moyens financiers et matériels, Caulaincourt l'est aussi par le prestige donné par son poste d'envoyé de Napoléon en Russie, dans le cadre de l'alliance franco-russe. La paix de Tilsit a créé un nouvel ordre européen qui fait de la Russie le grand allié de la France : l'ambassadeur français en Russie a donc une place particulière parmi le personnel diplomatique napoléonien. Cette expression regroupe à la fois les consuls, et notamment ceux qui dépendent du consulat de Saint-Pétersbourg, les ambassadeurs français en Europe, mais aussi les envoyés des États appartenant à la sphère d'influence de l'Empire français (les monarchies de la famille de Napoléon notamment). Toutes ces personnes, qui travaillent plus ou moins directement pour Napoléon, ont des relations avec le duc de Vicence, certains à Saint-Pétersbourg même, d'autres au moyen des courriers échangés tout au long de la période. Ces rapports donnent la mesure du prestige qui entoure Caulaincourt et qui contribue à en faire un ambassadeur extraordinaire, tant par le titre qu'il se donne ou qu'on lui donne, que dans l'esprit des hommes qui sont amenés à travailler avec lui. Il s'agit, pour envisager cette notion, d'étudier les relations de l'ambassadeur de France en Russie avec les trois types de personnel diplomatiques déjà cités : avec les consuls, notamment Barthélémy de Lesseps, consul général à Saint-Pétersbourg, qui gère les consulats français en Russie ; avec les ambassadeurs français dans les capitales européennes (Vienne, Constantinople, Stockholm, Varsovie, Dresde), voire au-delà (la mission du général Gardane en Perse) ; et avec les ambassadeurs des pays dans la mouvance de la France, tel le royaume de Naples et celui de Westphalie.

Les questions commerciales, et celles qui concernent les Français en Russie, sont sous la direction du consul général de Saint-Pétersbourg, qui, durant toute la période, est Barthélémy de Lesseps. Celui-ci dirige l'ensemble des consuls français en Russie : à Moscou, à Odessa<sup>486</sup>, à Tiflis<sup>487</sup> et sur la mer Baltique. Mais, au-dessus de ce réseau, s'impose la figure du duc de Vicence, qui supervise l'ensemble de ces activités. Depuis 1793, les consulats dépendent du ministère des Relations extérieures et non plus de celui de la Marine : le consul de Saint-Pétersbourg est par conséquent dans la dépendance de l'ambassade et cette situation n'évolue pas sous l'Empire<sup>488</sup>. Toutefois, la prégnance des questions commerciales au sein de l'alliance franco-russe, liée au blocus continental notamment, amènent Caulaincourt à s'intéresser à ce sujet, et à ne pas tout déléguer aux véritables spécialistes. Symptomatique de ce fait, la lettre que l'ambassadeur adresse au consul général dès le début de janvier : elle donne tout le programme économique et commercial que le duc de Vicence entend faire appliquer durant son ambassade. L'idée générale est que la France doit remplacer l'Angleterre dans ses rapports commerciaux avec la Russie ; l'alliance est le garant de cette situation nouvelle : « Jamais une plus belle occasion ne s'est offerte pour faire renaître notre commerce devenu presque nul en Russie ; elle est sans contredit unique. L'Angleterre vient de perdre un immense débouché. Il faut se hâter de prendre sa place »<sup>489</sup>. Caulaincourt, loin de délaiss

---

<sup>486</sup> Port d'Ukraine, sur la mer Noire, fondé en 1794 et agrandi par le duc de Richelieu.

<sup>487</sup> Ville du Caucase, en Géorgie, aujourd'hui Tbilissi.

<sup>488</sup> J. Baillou, *Les Affaires étrangères...*, t. I, p. 490.

<sup>489</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 22, Caulaincourt à Lesseps, Saint-Pétersbourg, 3 janvier 1808. Voici l'intégralité de cette lettre :

« J'appelle, Monsieur, toute votre attention sur nos intérêts commerciaux. Jamais une plus belle occasion ne s'est offerte pour faire renaître notre commerce devenu presque nul en Russie ; elle est sans contredit unique. L'Angleterre vient de perdre un immense débouché. Il faut se hâter de prendre sa place. Cette entreprise offrira sans doute quelques difficultés ; l'éloignement, la cherté des transports, l'incertitude du débit, la timidité avec laquelle on se livrera à des spéculations nouvelles et lointaines. Mais des vues saines, des plans bien calculés, mis à exécution avec persévérance doivent triompher de tous ces obstacles. C'est dans cette pensée que j'ai désiré que les négociants les mieux famés et les plus riches me proposassent leurs vues ; c'est dans cette intention que je leur ai parlé à ma première audience. Maintenant le ministre prescrit ce que j'ai déjà fait. Je vous répète donc par écrit les instructions que j'ai données de vive voix. Votre attention et celle de ces négociants doit porter sur les points suivants : 1° Discuter ce qu'il faut faire pour naturaliser en Russie le commerce français. 2° Comment ce commerce peut se faire, par quelles voyes et sur quelles marchandises. 3° Quelles sont les places de France qui peuvent le suivre avec le plus d'utilité. 4° Quels moyens de communication on peut avoir avec elles. 5° Quelles qualités, quelles quantités de marchandises conviendraient davantage à la consommation probable de cet empire. 6° Enfin quels seraient les encouragements que le gouvernement français devrait accorder.

Je crois devoir vous rappeler que ce travail doit être basé sur les avantages qu'on peut espérer, d'après le principe qu'on ne saurait réclamer pour les François des privilèges inusités dans d'autres pays, et qu'on ne peut

ces problèmes, réunit les commerçants français et leur donne ses « instructions », avant de confier l'affaire à Lesseps, tout en gardant un droit de regard certain : « Je vous invite à vous occuper le plus promptement possible de cet objet, dont vous sentez mieux que personne toute l'importance. Vous voudrez bien faire une liste des principaux négociants que vous jugez les plus dignes de coopérer au travail dont je viens d'indiquer les bases, et me la soumettre afin que je puisse y choisir les membres qui devront composer un comité dont vous serez le président »<sup>490</sup>. L'ambassadeur, qui a déjà remplacé Lesseps pour les questions politiques<sup>491</sup>, est désormais conscient de sa charge et applique immédiatement la hiérarchie en vigueur : s'il délègue les affaires courantes, il garde pour lui celles qui impliquent des enjeux politiques. Nous le verrons en ce qui concerne le Blocus continental.

Pour les ministres à Paris, notamment pour Decrès<sup>492</sup>, ministre de la marine, il est évident que l'ambassadeur ne peut s'occuper de toutes les questions commerciales et de leur

---

par conséquent s'opposer à un système général qui aurait pour objet de détruire les corporations de négociants étrangers, cette mesure frappant plus sur les Anglais que sur nous et étant par conséquent dans nos intérêts.

Les négociants français doivent et peuvent compter sur une puissante protection ; mais il faut que le commerce prenne un autre essor. Il doit être basé sur la considération acquise par des opérations sûres et une conduite délicate encore plus que sur la fortune. Quatre à cinq maisons sont recommandables sous ce rapport. Les autres pour la plupart ne doivent leur existence qu'à l'usure ou à un commerce de détail insignifiant qui ne donne aucune considération, et entraîne ceux qui le font dans une foule de procès et de mauvaises affaires qui traînent le nom français dans tous les tribunaux. Ceux-là ne méritent ni la sollicitude du gouvernement ni la protection de son ambassadeur. Mon intention est que vous vous exprimiez fortement à cet égard avec les petits marchands qui ont adopté ce genre de commerce, afin qu'ils évitent toutes ces affaires qui amènent de continuelles dissensions et éloignent par le mécontentement qui en résulte toujours, la nation russe de nous au lieu de l'attirer.

Je vous invite à vous occuper le plus promptement possible de cet objet, dont vous sentez mieux que personne toute l'importance. Vous voudrez bien faire une liste des principaux négociants que vous jugez les plus dignes de coopérer au travail dont je viens d'indiquer les bases, et me la soumettre afin que je puisse y choisir les membres qui devront composer un comité dont vous serez le président. Le rapport qui sera le résultat de ces discussions me sera remis, et je m'empresserai de le faire parvenir au ministre, pour qu'il soit mis sous les yeux de l'Empereur.

C'est principalement, Monsieur, sur vos lumières et le zèle qui vous anime constamment pour l'intérêt de la France, que je fonde l'espoir de voir bientôt notre commerce prendre un nouvel essor et répondre par son étendue et son importance aux vues de l'Empereur. Les services que vous avez déjà rendus, donnent à S.M. le droit d'en attendre encore de nouveaux ; ceux-ci ne seront pas les moins importants. Je me ferai un véritable plaisir de mettre sous les yeux de notre auguste monarque tous les titres que cette circonstance vous donnera à sa bienveillance.

Recevez, Monsieur, les assurances de ma considération distinguée.

Signé : A. Caulaincourt. »

<sup>490</sup> *Ibid.*

<sup>491</sup> Il ne faut pas oublier que Savary n'avait à Saint-Pétersbourg qu'une mission temporaire et de prestige. C'est Lesseps qui avait la fonction de chargé d'affaires auprès de la cour de Russie et qui cède la place à l'ambassadeur de France. AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, carton 22, Champagny à Lesseps, Paris, 19 janvier 1808 : « J'ai reçu, Monsieur, les dépêches dans lesquelles vous m'instruisez de l'arrivée de M. l'ambassadeur Caulaincourt et de la cessation de vos fonctions de chargé d'affaire. Je ne puis qu'approuver la conduite que vous avez tenue dans cette occasion. Je me félicite de conserver toujours des rapports avec vous et quelque soient les objets sur lesquels vous aurez à m'entretenir, vos dépêches seront toujours lues avec intérêt. Les fruits de votre expérience en affaires et de la connaissance que vous avez du pays où vous êtes, seront toujours précieux pour moi. »

<sup>492</sup> Denis Decrès, duc (1761-1820) : il prend part à la bataille navale des Saintes, en 1780 et participe durant la Révolution à l'expédition d'Irlande. Contre-amiral en 1798, il prend part à l'expédition d'Égypte puis devient ministre de la marine en 1801, et vice-amiral en 1804. Il est mis à la retraite en 1815.

détail. Il le dit explicitement et engage Caulaincourt à laisser ce soin à son consul général, tout en conservant un droit de contrôle : « C'est une première opération commise à la surveillance de V.E. et à la direction de M. Lesseps qui vous soumettra ses traites et qui, sur votre approbation, devra transiger définitivement au nom de mon département »<sup>493</sup>. Le même Decrès écrit pareillement à Lesseps : « Vous mettrez cette observation sous les yeux de M. l'Ambassadeur qui fera à cet égard ce qu'il jugera le plus convenable aux intérêts de Sa Majesté »<sup>494</sup>. Il ne faut pas oublier non plus l'influence de Napoléon qui entend que son ambassadeur extraordinaire supervise lui-même le projet, ce que précise le ministre de la marine : « De ces questions, il en est deux qui doivent devenir l'objet d'un traité dont Votre Excellence jugera probablement convenable de charger M. Lesseps. Mais l'intention de l'Empereur étant que Votre Excellence dirige supérieurement cette négociation, c'est à Elle que j'en adresse l'instruction pour qu'Elle veuille bien la remettre au moment opportun à M. Lesseps »<sup>495</sup>

La plupart du temps, le consul se charge du détail des affaires et envoie ses remarques et réflexions à son supérieur qui doit donner son approbation, soutenir une cause face au tsar ou en faire mention dans ses rapports au ministre des Relations extérieures. Il lui prépare en quelque sorte un compte rendu simple qui doit lui permettre d'aviser, comme au sujet du navire français L'Abiguaille<sup>496</sup> dont le statut apparaît douteux aux Russes<sup>497</sup>. Pour les affaires commerciales de grande envergure ou celles qui touchent au domaine politique, ce travail commun est encore plus visible. Quand un navire chargé de vin français débarque à Riga<sup>498</sup> et que les Russes le saisissent après y avoir trouvé des papiers anglais, Lesseps s'en remet à Caulaincourt pour éclaircir le problème et prendre la défense des marins s'ils sont dans leur

---

<sup>493</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 256\*, Decrès à Caulaincourt, Paris, 18 janvier 1808. Le ministre donne 1 000 000 de francs pour acheter des mâtres à Riga, un projet qui est confié au duc de Vicence, mais « dans le concours que vous présentera le zèle et l'expérience de M. Lesseps son consul à Pétersbourg. »

<sup>494</sup> AMAE-Nantes, cartons et registres, volume 22, Decrès à Lesseps, Paris, 25 août 1808.

<sup>495</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 256\*, Decrès à Caulaincourt, Paris, 26 janvier 1808. Le post-scriptum de la lettre montre que l'essentiel est affaire de prestige et que le duc de Vicence n'est pas forcé de suivre les négociations dans leur intégralité : « Il est bien entendu qu'en vous priant de vous charger du début de cette affaire, je ne compte pas que vous preniez la peine d'en suivre la correspondance, dont naturellement devra se charger M. Lesseps, puis l'ingénieur que j'y enverrai, lorsque l'opération leur aura été remise. » Dans une missive postérieure, le ministre remercie Caulaincourt de la part qu'il a pris dans cette affaire, preuve de l'implication du duc de Vicence qui aurait pu tout déléguer à Lesseps : « Agréez tous mes remerciements des détails dans lesquels vous avez bien voulu entrer personnellement pour discuter toutes les considérations qui se lient au projet que j'avais eu l'honneur de vous communiquer. » Decrès à Caulaincourt, Paris, 12 mai 1808.

<sup>496</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, III, 2.

<sup>497</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 6, Rapport du consul général de France à S.E. M. l'Ambassadeur, 25 octobre/11 novembre 1810.

<sup>498</sup> Port russe sur la Baltique, siège d'un consulat français. Actuelle capitale de la Lettonie.

droit : « Plein de confiance dans les lumières de Son Excellence, le consul général, en lui soumettant, avec franchise, confiance et loyauté, ses idées sur cette affaire, la supplie d'agréer l'hommage de son profond respect »<sup>499</sup>. La caution du duc de Vicence est aussi nécessaire en ce qui concerne les questions générales sur le commerce français en Russie<sup>500</sup>, bien que l'ambassadeur les renvoie souvent à son ministre. Au début de janvier 1811, Lesseps pose ainsi trois questions : si l'on peut délivrer des certificats d'origine pour des denrées provenant des provinces asiatiques de la Russie, si les produits du commerce entre la Russie et la Chine sont compris dans les produits de la Russie allant en France et si la Dalmatie et l'Illyrie sont comprises dans cette autorisation : « J'ai aussitôt soumis les questions à S.E. M. l'Ambassadeur qui m'a engagé à recourir à la décision de V.E. [Champagny] à l'égard des deux premières. Quant à la dernière il m'a observé que l'Illyrie et la Dalmatie formant partie intégrante de l'Empire français, il n'y avait aucun inconvénient à les considérer sous ce rapport [...] »<sup>501</sup>. En définitive, Caulaincourt apparaît comme le lien principal avec la France, mais aussi comme celui avec la cour de Russie, et il fait souvent office de recours, sa position lui permettant d'obtenir des avantages particuliers. Lesseps lui transmet ainsi, en 1810, les demandes du consul de Riga qui sollicite l'intercession de l'ambassadeur auprès du ministère impérial, afin de pouvoir organiser le transport des munitions navales, de faire différents achats et des exportations. Le duc de Vicence a pour objectif d'obtenir des passeports, des recommandations auprès des gouvernements de Riga et de Courlande, ainsi que des navires de guerre pour protéger ces entreprises des corsaires<sup>502</sup>. Seul l'envoyé de Napoléon auprès d'Alexandre est à même de supporter ainsi le commerce français auprès de l'allié de Tilsit.

Cette intervention du consul de France à Riga nous amène à envisager ce réseau de consuls en Russie, qui sont autant de partenaires mais aussi autant d'informateurs de Caulaincourt. Les entorses au Blocus continental sont ainsi l'occasion pour eux de transmettre des informations à Saint-Pétersbourg, comme ici le consul de France à Memel<sup>503</sup> : « Beaucoup

---

<sup>499</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 432, « Rapport du Consul général de France à Son Excellence l'Ambassadeur, sur une dénonciation et une réclamation relatives au chargement du navire William Gustaw, capitaine Jean von der Weyde, parti de Bordeaux et arrivé à Riga, dans le cours de l'année dernière. » Saint-Pétersbourg, 12/24 mars 1810.

<sup>500</sup> Et au-delà, comme pour ce projet d'ouverture d'un crédit par Lesseps à Amsterdam. AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 432, Decrès à Lesseps, Paris, 7 avril 1808 : « j'approuverai tout ce que vous ferez avec l'autorisation de M. l'Ambassadeur pour le succès de cette opération [...] ».

<sup>501</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 6, Lesseps à Champagny, Saint-Pétersbourg, 3/15 janvier 1811 (minute).

<sup>502</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 432, Lesseps à Caulaincourt, Saint-Pétersbourg, 30 août / 11 septembre 1810.

<sup>503</sup> Un consulat qui dépend en théorie du consulat général de Königsberg, comme visible dans les comptes du ministère des Relations extérieures, mais qui entre dans la dépendance de celui de Saint-Pétersbourg du fait de sa situation géographique et des intérêts particuliers nés de la paix de Tilsit. Memel est un port sur la Baltique, en

de lettres de Russie annoncent que maintenant toutes les denrées des colonies anglaises et les marchandises manufacturées en Angleterre sont reçues sans difficulté dans cet empire, elles assurent aussi qu'on y est dans l'attente d'une pacification prochaine avec l'Angleterre et la Suède. Peut-on ajouter foi à ces nouvelles ? Ici on fait courir depuis long-tems le bruit qu'il se fait des mouvements en Russie qui ont pour objet une rupture avec la France. J'ai toujours rejeté ces bruits, comme populaires, cependant si ce qu'on marque de vos contrées est vrai, on pourroit les regarder comme les avant-coureurs de quelques événements »<sup>504</sup>. L'importance du rôle à jouer par Caulaincourt est aussi bien perçue par ce même Framery lorsqu'il déclare à Lesseps : « Nous verrons quel effet produiront les représentations de S.E. M. l'Ambassadeur de France. Il sera la pierre de touche de la sincérité des sentiments que manifeste le cabinet de Saint-Pétersbourg ; car pour ceux de l'Empereur on sait qu'ils ne peuvent être plus sincères et plus prononcés »<sup>505</sup>. Toutes ces problématiques, commerce, représentation diplomatique, information, s'imbriquent et forment un véritable réseau, avec Saint-Pétersbourg au sommet, et ces différents consulats à la base.

Chargés des questions concernant les Français en Russie, les consuls envoient leurs rapports à Lesseps qui les transmet parfois à Caulaincourt, selon un cheminement dont le duc de Vicence apparaît comme le dernier recours. Le consul général de France à Saint-Pétersbourg, obtient, tout d'abord, l'autorisation de l'ambassadeur pour les sommes versées aux prisonniers de guerre qui retournent en France. Le ministre de la guerre, à Paris, rend compte de cela : « Monsieur, j'ai reçu avec la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 20 décembre dernier, l'état des avances que vous avez faites en novembre précédent, d'après l'autorisation de M. le duc de Vicence ambassadeur extraordinaire de France en Russie, à deux prisonniers de guerre français, renvoyés de Pétersbourg, à

---

Prusse orientale. Aujourd'hui Klaïpeda en Lituanie.

<sup>504</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 22, Consul Framery à Lesseps, Memel, 28 juin 1808. À noter la date de la lettre et les inquiétudes qui sont déjà manifestées dans celles-ci. Loin de Saint-Pétersbourg et face aux inévitables faiblesses du Blocus, les commentaires peuvent être plus pessimistes qu'auprès du tsar Alexandre... Il semble, par ailleurs, que Framery soit assez lucide sur l'opinion russe, tout en partageant les opinions de Caulaincourt sur le tsar : « Mais pour revenir, Monsieur, à ce qui se passe en Russie, il paraît que, quoique l'empereur Alexandre et la plus saine partie de la nation nous soient sincèrement dévoués, il y existe néanmoins une faction très portée pour l'Angleterre, qui la paye probablement avec générosité, et que ne pouvant réussir à détacher l'empereur de la France, pour faire cause commune avec nos ennemis, elle protège, du moins autant qu'il dépend d'elle, le commerce avec ceux-ci et cherche à faire échouer toutes les entreprises qu'on fait contre eux. » Framery à Lesseps, Memel, 14 juillet 1808.

Daru, à Berlin, est aussi au courant des informations de Framery et les transmet à Caulaincourt : « On y expose qu'il paraît que les marchandises anglaises sont introduites avec quelque facilité en Russie. Comme je n'ai aucune qualité pour vérifier les faits ni pour m'immiscer dans cette affaire, je ne puis faire de cette lettre un autre usage que de l'adresser à votre Excellence. » Daru à Caulaincourt, Berlin, 24 mai 1808.

<sup>505</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 22, Framery à Lesseps, Memel, 14 juillet 1808.

Dantzick<sup>506</sup>»<sup>507</sup>. De même, les consuls rendent compte d'une masse conséquente d'affaires comme des successions, des demandes de passeport, des naturalisations<sup>508</sup>. Il est évident que l'ambassadeur est rarement sollicité, et est occupé par d'autres affaires. Le consul de Moscou en est bien conscient : « J'ai vu madame Marchand qui est toute désolée de ne point recevoir de réponse de Monsieur l'Ambassadeur, auquel elle a envoyé une supplique le 28 mars dernier, pour solliciter la rentrée de son mari en Russie, ne fût-ce qu'à temps limité »<sup>509</sup>. La dame finit par utiliser la voie traditionnelle qui passe par le consul de Moscou puis par Lesseps. Certaines de ces suppliques mettent pourtant en avant le nom de Caulaincourt, comme celle d'un jeune homme qui a enfreint les lois du pays mais espère être absous parce qu'il ne les connaissait pas: « Un compatriote infortuné implore vos bons offices auprès du duc de Vicence »<sup>510</sup>. Une fois cette demande parvenue au consul de Saint-Pétersbourg, celui-ci la transmet à son ambassadeur, qui doit prendre la décision. Il s'agit, par exemple, d'un citoyen de la Confédération du Rhin, Golfried Mönels, qui a vendu des diamants à quelqu'un, à crédit, et qui, lorsqu'il a voulu être payé, s'est vu promettre 700 paysans en échange, paysans qui étaient déjà engagés par un testament. De plus, confiant dans ces 700 paysans, il est retourné chez lui en Allemagne où de nouveaux impôts l'ont ruiné, etc. Il demande, par l'entremise de Caulaincourt un remboursement et un dédommagement. Ce qui est intéressant, ce n'est pas cette affaire tortueuse mais la mention, écrite vraisemblablement par Caulaincourt : « impossible »<sup>511</sup>.

Un autre exemple est fourni par la naturalisation d'un dénommé Werthmann, de Poméranie<sup>512</sup> suédoise, qui veut devenir français. Lesseps fournit la recommandation, « Le consul général, connaissant parfaitement les principes d'honnêteté qui distinguent Monsieur Werthmann, dont la maison, aussi solide que bien accréditée dans cette place, a mérité l'estime et la confiance générale, s'empresse d'assurer Son Excellence que la France ne peut

---

<sup>506</sup> Dantzick, en Pologne, sur la mer Baltique, l'actuelle Gdansk.

<sup>507</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 22, Clarke, ministre de la guerre, comte d'Hunebourg (Clarke n'est pas encore duc de Feltre) à Lesseps, Paris, 27 février 1809. Idem, lettre du 12 décembre 1808.

<sup>508</sup> Naturalisations que Caulaincourt semble superviser personnellement. Patôt d'Orflans, consul de France à Moscou à Lesseps, Moscou, 12/24 juillet 1809 : « Le sieur Jean-Jacques Hilgers, ciseleur de profession, natif de Bonn, département de Rhin et Moselle, désirerait faire renouveler le certificat de nation qu'il a obtenu de Monseigneur le Duc de Vicence [...] »

<sup>509</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 432, Patôt d'Orflans à Lesseps, Moscou, 2/14 août 1809.

<sup>510</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 432, Patôt d'Orflans à Lesseps, Moscou, 8/20 juillet 1809.

<sup>511</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 432, Lesseps à Caulaincourt, Saint-Pétersbourg, s.d.

<sup>512</sup> Région du nord de l'Allemagne, en bordure de la Baltique, séparée par l'Oder en Poméranie occidentale et orientale. Une partie de la région a été octroyée à la Suède au traité de Westphalie, en 1648.

faire une meilleure acquisition »<sup>513</sup>, puis Caulaincourt donne son accord : « Vu le rapport ci-dessus [...] l'ambassadeur extraordinaire de France arrête que le Sieur Werthman sera provisoirement inscrit sur les registres des Français, habitant Saint-Pétersbourg, et copie du présent sera envoyée au ministre des Affaires étrangères pour obtenir son approbation définitive »<sup>514</sup>.

Ces cas montrent bien le fonctionnement général des affaires entre les consuls, le consul général et l'ambassadeur qui garde un droit de contrôle général et se pose comme le dernier recours, celui qui peut, parfois, s'occuper des situations désespérées, et faire jouer le prestige particulier qui est attaché à sa charge<sup>515</sup>. Il apparaît bien que Caulaincourt, ambassadeur extraordinaire à Saint-Pétersbourg domine et supervise ce réseau des envoyés de France en Russie.

### *Caulaincourt et les ambassadeurs français en Europe*

Le réseau des ambassadeurs français en Europe est loin d'être marqué par un lien unique entre le poste diplomatique et le ministre des Relations extérieures à Paris<sup>516</sup>. Napoléon entend certes que ses ambassadeurs passent par le ministère pour toute question politique<sup>517</sup>, et nous verrons qu'il reproche à Caulaincourt une correspondance parallèle. En mai 1808, Champagny transmet les intentions de l'Empereur au sujet de la liberté de communication de ses ambassadeurs, et ceux-ci doivent s'abstenir « autant qu'il est possible, des communications secrètes avec les ministres étrangers »<sup>518</sup>. Toutefois, des liens existent entre les ambassadeurs, d'un poste diplomatique à un autre, permis par le ministère et par l'Empereur, ce qui relativise les ordres que nous venons de citer : « Les lettres que S.M. m'a ordonné de vous écrire et dans lesquelles je vous interdisais toute relation avec ceux de ses agents avec lesquels elle ne vous avait pas mis en communication directe, ne doivent point vous empêcher de remplir les fonctions qui, dans tous les temps, ont été attribuées aux

---

<sup>513</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 432, « Rapport du Consul général de France à Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur. », Saint-Pétersbourg, 20 mars/1<sup>er</sup> avril 1808.

<sup>514</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 432, Caulaincourt à Lesseps, Saint-Pétersbourg, 5 avril 1808.

<sup>515</sup> À noter (même s'il s'agit d'une lettre de Hédouville, Saint-Pétersbourg, 15 frimaire, an XI de la République (6 décembre 1802), AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 432) que l'ambassadeur a une autorité particulière sur les consuls : ainsi celui de Moscou qui s'est plaint de l'intervention de la police russe contre une Française est rappelé vigoureusement à l'ordre par l'ambassadeur.

<sup>516</sup> Voir, en annexe, le réseau de Caulaincourt en Europe.

<sup>517</sup> J. Baillou, *Les affaires étrangères...*, t. I, p. 454.

<sup>518</sup> AN, 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Bayonne, 24 mai 1808.

ambassadeurs, gardiens et défenseurs nés, auprès des Cours où ils sont placés, des intérêts de leur pays ; et c'est à ces fonctions que me paraissent appartenir les soins qu'a réclamés de vous M. le maréchal Davout<sup>519</sup> »<sup>520</sup>.

Ces relations sont dues, bien sûr, aux impératifs du métier, comme nous allons le montrer, mais il ne faut pas négliger les liens personnels, qui renforcent ces contacts et leur donnent une consistance supplémentaire. Le général Gardane<sup>521</sup>, envoyé de Napoléon vers la Perse, qui échange une correspondance avec Caulaincourt, a servi sous ses ordres, en tant qu'écuyer de l'Empereur, et entretient son amitié : « Je me rappelle toujours avec plaisir d'avoir été sous vos ordres et de vos bons avis ; permettez que je vous offre un sabre de ce pays. Vous ne l'accepteriez pas d'un autre, mais de moi que vous avez toujours traité avec bonté, j'espère que vous l'accepterez. Continuez-moi vos mêmes bontés et je vous assure de mes sentiments respectueux. Saurais-je vous prier de me rappeler dans votre famille et de présenter mes respects à mesdames de Caulaincourt<sup>522</sup>, de Saint-Aignan<sup>523</sup> et Deternans, ainsi qu'à Monsieur le général sénateur de Caulaincourt<sup>524</sup> »<sup>525</sup>. De même, l'ambassadeur de France à Berlin, M. de Saint-Marsan<sup>526</sup>, met-il en avant une connaissance commune, madame d'Harville, lors de sa prise de contact avec le duc de Vicence<sup>527</sup>; et celui-ci, à partir de cet élément, envisage avec chaleur les futurs rapports entre leurs deux postes : « Je me rappelle parfaitement d'avoir eu l'avantage de faire votre connaissance chez madame d'Harville, et je m'applaudis des nouvelles relations que votre place près la Cour de Prusse va établir entre nous. Je désire qu'elles me fournissent souvent des occasions de vous être agréable. Je serai

---

<sup>519</sup> Louis-Nicolas Davout, duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl (1770-1823) : officier de la Révolution, il commande une brigade de cavalerie en Egypte. Maréchal d'Empire en 1804, il s'illustre à Austerlitz, avant de remporter, en 1806, la bataille d'Auerstaedt, qui se déroule en parallèle de celle d'Iéna. Après la campagne de 1807, il est gouverneur général du grand-duché de Varsovie. Sa victoire à Eckmühl, en 1809, lui vaut un titre de prince. Il participe aux dernières campagnes de l'Empire et est ministre de la Guerre durant les Cent-Jours.

<sup>520</sup> AN, 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Bordeaux, 30 juillet 1808. Sur cette affaire avec Davout, voir infra.

<sup>521</sup> Claude-Mathieu Gardane, comte de (1766-1818) : aide de camp de Napoléon, en 1804, puis gouverneur des pages, en 1805. Il est nommé ambassadeur en Perse en 1807 et quitte ce pays en 1809. Il combat en Espagne mais quitte l'armée en 1811, après avoir mal rempli une mission.

<sup>522</sup> Mère du duc de Vicence. Voir introduction générale.

<sup>523</sup> Sœur du duc de Vicence. Voir introduction générale.

<sup>524</sup> Père du duc de Vicence. Voir introduction générale.

<sup>525</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 258\*, Gardane à Caulaincourt, 23 décembre 1807 (reçu le 5 mars 1808).

<sup>526</sup> Antoine-Marie-Philippe Asinari, comte de Saint-Marsan (1767-1828) : diplomate piémontais, il est nommé ambassadeur à Berlin par Napoléon, en 1809. Il est négociateur du royaume de Sardaigne au congrès de Vienne, puis ministre des Affaires étrangères de son royaume, en 1815 et de la Guerre en 1817.

<sup>527</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 256\*, M. de Saint-Marsan à Caulaincourt, 28 décembre 1808 : « Je lui serai infiniment reconnaissant si elle veut bien ordonner aux courriers qu'elle expédierait à Paris, de m'avertir de leur passage à Berlin pour la cas que j'eus quelque dépêche à leur confier. Je serai heureux si je pouvais lui être de quelque utilité en ce pays. Il se rappellera peut-être que j'ai eu l'avantage de faire sa connaissance chez madame d'Harville il y a quelques années ; je le prie d'agréer l'assurance de mon dévouement et de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être [...] »

toujours empressé à les saisir»<sup>528</sup>. Des exemples parmi d'autres des liens d'amitié<sup>529</sup>, voire de famille, qui peuvent renforcer les relations entre ambassadeurs.

Dès les débuts de l'ambassade, des liens se nouent avec les postes susceptibles d'entrer en contact avec celui de Saint-Pétersbourg, d'abord pour des raisons de transport du courrier. C'est l'occasion pour les ambassadeurs français de signifier à Caulaincourt leurs félicitations pour sa nomination. Ainsi Serra<sup>530</sup>, résident de France à Varsovie, inaugure-t-il les relations avec le duc de Vicence : « J'ai recueilli ici avec le plus vif intérêt la nouvelle des distinctions extraordinaires qui vous attendaient en Russie, et par lesquelles on a rendu hommage à la personne aussi bien qu'au grade de V.E. Je m'empresse de vous offrir tout ce qui peut dépendre de moi et de mes faibles moyens en ce pays-ci soit par rapport au service de S.M. soit relativement à tout ce qui peut vous regarder, en particulier, et je m'estimerai heureux que sous tel rapport que ce soit vous vouliez mettre à l'épreuve mon zèle et ma bonne volonté. S'il arrivait jamais que V.E. dut faire passer ses courriers par ici, je le prie de me les adresser en toute confiance »<sup>531</sup>. Ces félicitations montrent aussi le prestige attaché à l'ambassade de Saint-Pétersbourg dans le contexte de l'alliance franco-russe. Le cas le plus flagrant est celui de l'ambassadeur de France à Vienne, Andréossy<sup>532</sup>, qui, chargé d'un des postes les plus prestigieux d'Europe, reconnaît l'importance particulière de la désignation de Caulaincourt: « Je profite de l'occasion d'un aide de camp du roi de Naples qui se rend à Pétersbourg pour faire mon compliment à Votre Excellence sur sa nomination au poste le plus important et le plus brillant qu'il y ait aujourd'hui dans la diplomatie et lui donner en même temps quelques détails sur ce pays-ci qui pourront lui servir pour sa direction »<sup>533</sup>. Cette reconnaissance, qu'il faut tempérer peut-être par la politesse qui marque traditionnellement les correspondances, est significative de l'estime en laquelle est tenue le duc de Vicence, envoyé extraordinaire auprès

---

<sup>528</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, Caulaincourt à M. de Saint-Marsan, Saint-Pétersbourg, 5 février 1809.

<sup>529</sup> Le flux constant des porteurs de lettres permet aussi un certain nombre de recommandations. Ainsi, La Tour Maubourg recommande-t-il un courrier, le fils du baron de Hübsch, chargé d'affaire du Danemark à Constantinople, dont Caulaincourt a connu le père : AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 258, La Tour Maubourg à Caulaincourt, Buyuckdiri, 19 novembre 1809. Réponse de Caulaincourt le 22 janvier 1810.

<sup>530</sup> Charles François, baron de Serra (1760-1813) : envoyé de Gênes auprès de la cour d'Espagne, de 1801 à 1803, puis, après le rattachement de Gênes à la France, résident à Varsovie, en 1807. En 1810, il est envoyé extraordinaire auprès du roi de Wurtemberg, puis en Saxe.

<sup>531</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 256\*, Serra, résident à Varsovie, à Caulaincourt, Varsovie, le 3 mars 1808.

<sup>532</sup> Antoine François Andréossy, comte (1761-1828) : participe aux campagnes d'Italie et d'Égypte, ambassadeur à Londres en 1802, inspecteur de l'artillerie en 1803, ambassadeur à Vienne de 1806 à 1809, il ne put empêcher la reprise de la guerre entre l'Autriche et la France. Ambassadeur à Constantinople de 1812 à 1814. Après 1815, il rentra dans la vie privée, jusqu'en 1827 où il fut élu député. Il fut membre de l'Académie des Sciences.

<sup>533</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 257\*, Andréossy à Caulaincourt, Vienne, 14 décembre 1807.

de l'allié de la France, promu par les circonstances, d'une certaine façon, premier ambassadeur d'Europe.

Les relations entre diplomates sont, d'abord, marquées par des échanges de bons procédés<sup>534</sup> ou par de simples prises de contacts<sup>535</sup> mais aussi, et surtout, par la place accordée à l'information, donnée essentielle du travail diplomatique. Le réseau des ambassadeurs qui donnent des nouvelles de leurs cours respectives au duc de Vicence révèle l'importance du poste diplomatique de Saint-Pétersbourg, que l'alliance franco-russe place au centre des préoccupations européennes.

Les échanges d'information peuvent d'abord être de simples vues sur la situation européenne, sur la relation de tel pays avec tel autre. Mais, même à travers ces lettres, on peut déceler chez Caulaincourt une défense du système franco-russe auprès de ses confrères, même quand il est déjà en péril. Ainsi, à Otto<sup>536</sup>, ambassadeur en Autriche : « Les politiques de Vienne devraient bien être guéris par l'expérience de l'année dernière de la manie qu'ils ont de supposer toujours la France et la Russie prêtes à se brouiller. Heureusement il n'est pas en leur pouvoir de troubler la bonne intelligence qui unit les deux Empires »<sup>537</sup>. Une autre catégorie de lettres s'engage plus résolument dans la voie de l'information, afin de faciliter le travail de l'ambassadeur, de lui offrir des perspectives plus larges et de lui permettre de mieux appréhender la situation européenne.

La correspondance entre Andréossy et le duc de Vicence s'inscrit dans ce cadre. Caulaincourt raconte ainsi un différend qu'il a eu avec M. de Merveldt, envoyé autrichien en Russie<sup>538</sup>, tandis que l'ambassadeur de France à Vienne décrit ce qui se passe à sa cour : « J'ai reçu la lettre de Votre Excellence en date du 9 mai. Je la remercie de tous les détails dans lesquels elle a bien voulu entrer, et à mon tour je vais lui transmettre les choses les plus

---

<sup>534</sup> S'il n'est pas diplomate, Davout, en poste dans le grand-duché de Varsovie, envoie un porteur de lettre à Saint-Pétersbourg, à charge pour Caulaincourt de lui permettre de revenir, mais le maréchal ne doute pas de ses moyens financiers : le porteur de lettre a « l'argent nécessaire pour se rendre auprès de vous ; je vous prie de lui en faire donner pour le retour ; j'en use avec cette liberté, parce que je présume que vous avez des fonds pour ces sortes de dépenses [...] ». AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 256\*, Davout à Caulaincourt, Varsovie, 5 juin 1808.

<sup>535</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 258\*, La Tour Maubourg à Caulaincourt, Constantinople, 18 juin 1808, annonce du remplacement de Sébastiani : « Je désirerais beaucoup, Monsieur l'Ambassadeur, que le bien des affaires de Sa Majesté établît des relations suivies entre ses ambassadeurs de Pétersbourg et de Constantinople. Je m'estimerais fort heureux d'avoir des rapports multipliés avec Votre Excellence et je mettrais beaucoup d'empressement à les entretenir. »

<sup>536</sup> Louis-Guillaume Otto, comte de Mosloy (1754-1817) : diplomate originaire du grand-duché de Bade, il est ministre plénipotentiaire de France à Munich, aux États-Unis, sous l'Ancien Régime. En 1803, il est à nouveau ambassadeur en Bavière et négocie en 1809 le mariage de Napoléon avec Marie-Louise.

<sup>537</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 256\*, Caulaincourt à Otto, s.d. (en réponse à une lettre du 11 février 1810).

<sup>538</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 257\*, Caulaincourt à Andréossy, Saint-Pétersbourg, 9 mai 1808.

essentielles qui sont venues à ma connaissance »<sup>539</sup>. Les deux diplomates sont en effet liés par une certaine communauté d'intérêts, qui plus est à cette période, où se réveillent les intentions belliqueuses de la monarchie Habsbourg : « Les affaires d'Espagne étant terminées, l'Empereur va tourner ses regards vers nos régions »<sup>540</sup>. Leur correspondance est aussi marquée par une grande prudence que révèle l'usage du chiffre, preuve de l'importance des données qui sont parfois échangées. Andréossy avertit Caulaincourt des risques inhérents à leur conversation épistolaire : « j'engage Votre Excellence à faire un usage très prudent des renseignements que je lui transmets, et, si elle me fait l'honneur de m'écrire, de ne se servir, ni de la poste, ni des courriers russes »<sup>541</sup>.

La plupart du temps, ces échanges sont assez anodins, comme cette lettre d'avril 1810 où le duc de Vicence raconte par le menu, à Saint-Marsan, ambassadeur à Berlin, les effets du mariage autrichien de Napoléon, les nominations à des ministères russes, etc.<sup>542</sup> Parfois, certaines lettres détiennent des informations graves ou appartiennent au domaine de l'espionnage. Alquier<sup>543</sup>, ambassadeur à Stockholm, dans une dépêche chiffrée pour Caulaincourt, semble déceler un début de collusion entre Bernadotte<sup>544</sup> et les Russes. Face à une telle nouvelle, l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg n'ose déchiffrer l'ensemble de la missive et laisse non-déchiffrés les mots « Saint-Pétersbourg » dans l'accusation portée par l'auteur<sup>545</sup>. La correspondance entre La Tour-Maubourg<sup>546</sup>, chargé d'affaires à Constantinople, et le duc de Vicence, joue aussi sur le secret, notamment quand il s'agit sans conteste d'espionnage : l'ambassadeur français auprès de la Porte décrit ainsi les armées ottomanes, en

---

<sup>539</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 257\*, Andréossy à Caulaincourt, Vienne, 28 mai 1808.

<sup>540</sup> *Ibid.*

<sup>541</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 257\*, Andréossy à Caulaincourt, Vienne, 14 décembre 1807.

<sup>542</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 256\*, Caulaincourt à Saint-Marsan, Saint-Pétersbourg, 4 avril 1810.

<sup>543</sup> Charles-Jean-Marie Alquier (1752-1826) : élu aux États généraux, il vote la mort du roi. Il est élu au Conseil des Anciens, puis, en 1798, ministre plénipotentiaire à Munich. Il est ambassadeur à Madrid, en 1800, à Rome, en 1806, à Stockholm, en 1810. Il est fait baron de l'Empire en 1809.

<sup>544</sup> Jean-Baptiste-Jules Bernadotte, prince de Ponte-Corvo (1763-1844) : officier révolutionnaire, il prend part à la campagne d'Italie et devient ministre de la Guerre en 1799. Malgré son opposition, il est fait maréchal en 1804 puis prince de Ponte-Corvo en 1806. Il ne se distingue pas lors des campagnes militaires mais, en 1810, il est élu prince héréditaire de Suède, destiné à succéder au roi Charles XIII, sans enfant. En 1813, il entre avec son pays d'adoption dans la coalition contre Napoléon et bat Ney et Oudinot lors de la campagne de Saxe. Il obtient ensuite la Norvège et devient roi en 1818, sous le nom de Charles XIV.

<sup>545</sup> Une simple comparaison avec d'autres occurrences de ce terme dans des lettres chiffrées permet de confirmer qu'Alquier accuse les Russes. La réponse de Caulaincourt, du 21 décembre 1810 affirme que, de son point de vue, la Russie est pacifique et il déclare qu'il laisse Alquier juger des relations de ce pays avec la Suède...

<sup>546</sup> Just Pons Florimond, marquis de Fay de la Tour-Maubourg (1781-1837) : secrétaire d'ambassade au Danemark, en 1802, il se rend à Constantinople en 1806, comme second secrétaire, auprès de Sébastiani, avant d'être chargé d'affaires de 1808 à 1812. Créé baron de l'Empire en 1813, il poursuit sa carrière diplomatique sous la Restauration et la monarchie de Juillet.

plein conflit russo-turc<sup>547</sup>. On arrive parfois à des situations plus pittoresques, comme lorsque La Tour-Maubourg utilise un courrier qu'il accuse au passage d'espionnage. La partie non-chiffrée de la lettre le présente simplement : « Je remets cette lettre pour Votre Excellence à Monsieur Bongliaco, italien de naissance, médecin au service de Russie qui se rend de Constantinople à Pétersbourg », puis celle codée porte l'accusation : « Je soupçonne le porteur de cette lettre d'être un espion ; mais je n'ai aucune preuve qui appuie cette croyance. Cependant sans les relations amicales qui existent entre la France et la Russie, je l'aurais fait arrêter »<sup>548</sup>. Exemple du climat particulier qui peut exister entre des cours européennes aux alliances changeantes... Caulaincourt, du fait de sa fonction d'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, s'insère dans le réseau des diplomates et participe des rumeurs, des informations secrètes qui s'échangent : plus qu'une autre ambassade sûrement, la sienne est un pôle de la politique européenne.

Sa position géographique, ainsi que la diplomatie active de la Russie et les différentes guerres qu'elle mène, font aussi de l'ambassade de Caulaincourt un nœud pour le traitement des affaires. Tout au long de la période, il s'intéresse aux questions de Prusse, de Suède et tous ces États qui gravitent dans l'orbite de l'empire des tsars, qu'ils soient soumis ou en conflit avec elle<sup>549</sup>. On voit bien cet aspect à travers la mission du général Gardane en Perse qui, du fait de la situation du pays mais aussi de ses relations avec la Russie, est traitée par le ministère via Saint-Pétersbourg<sup>550</sup>. Le secrétaire d'ambassade de Gardane, Félix Lajard<sup>551</sup>, renseigne le duc de Vicence sur le problème des communications avec Téhéran<sup>552</sup>, tandis que

---

<sup>547</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 258\*, La Tour-Maubourg à Caulaincourt, Constantinople, 7 juillet 1809.

<sup>548</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique La Tour-Maubourg à Caulaincourt, Constantinople, 3 janvier 1809.

<sup>549</sup> Un exemple de ces questions qu'on lui demande de résoudre. AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 258\*, La Tour-Maubourg à Caulaincourt, Constantinople, 1<sup>er</sup> avril 1810. La Tour-Maubourg demande à Caulaincourt de faire en sorte que la Russie permette l'exportation de blé, afin de secourir les Français du Levant qui sont menacés par la disette qui frappe l'Empire Ottoman. Le duc de Vicence a ici un rôle d'intercesseur auprès d'Alexandre pour des affaires qui ne passent pas par Paris mais se règlent entre ambassadeurs. Dans sa réponse du 31 mai, Caulaincourt signifie que la Russie, pour cause de guerre, n'aidera en aucune manière les provinces de Turquie et accentue au contraire les mesures visant à faire durer la disette...

<sup>550</sup> Régulièrement, Champagny parle de la Perse à son ambassadeur et le charge de transmettre une lettre, au moyen du courrier russe qui transite par la frontière perse. AN, 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Vienne, 12 juin 1809. Tout transite par Caulaincourt qui prend en charge par la force des choses la mission de Gardane, s'inquiète de son déroulement, transmet les nouvelles, etc.

<sup>551</sup> Jean Baptiste Félix Lajard (1783-1858) : attaché à la mission du général Gardane en Perse, en qualité de troisième secrétaire, en 1807. Il reste en Perse, comme chargé d'affaires, jusqu'en 1810. En 1813, il assiste au congrès de Prague, en compagnie de Caulaincourt, comme secrétaire de légation. Il poursuivit une carrière dans l'administration sous la Restauration et, en 1830, fut élu à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

<sup>552</sup> Les communications entre Saint-Pétersbourg sont déjà longues mais elles sont parfois coupées par les conflits épisodiques qui mettent au prise Russes et Perses dans le Caucase. La mission de Gardane est ainsi perdue de vue pendant plusieurs semaines et Caulaincourt ne peut faire parvenir au général les dépêches en provenance de France, ce que constate le consul de France à Tiflis : « Pendant la route, M. le comte de Goudovitch m'a remis un

Gardane rend compte régulièrement, et quand cela est possible, de l'avancement de sa mission, jusqu'à son voyage de retour où il hésite à passer par Saint-Pétersbourg pour rencontrer Alexandre, avant de finalement prendre le chemin de Moscou<sup>553</sup>. L'action de Caulaincourt, sa position en Russie et sa place au sein du personnel diplomatique de Napoléon, le prestige personnel qu'il a acquis par sa nomination, tout concourt à le mettre en avant et à en faire l'objet des attentions et des demandes de ses collègues.

### *Caulaincourt et les envoyés des États alliés de la France*

En considérant l'état de l'Europe en 1807, on observe aisément des rapports de forces entre États européens. À côté de l'Empire français proprement dit, il existe tout un ensemble de pays liés, plus ou moins directement, au pouvoir de Napoléon. La Confédération du Rhin ou l'Italie sont les principales zones de cette influence française, qui gardent, officiellement, tous les aspects de l'indépendance, comme la présence d'ambassadeurs en pays étrangers. Saint-Pétersbourg, après la paix de Tilsit, voit donc arriver l'ambassadeur de France mais aussi les envoyés des États qui dépendent de la France. Toutefois cette dépendance se retrouve au niveau des ambassadeurs. Il est évident que le représentant de Napoléon a une influence supérieure que celui d'un frère de l'Empereur, dont la couronne est issue des victoires des armées françaises. Caulaincourt jouit, par rapport à ces envoyés, d'une primauté, qui en fait, en quelque sorte le tuteur des représentants de ces pays qui s'insèrent dans le système européen de Napoléon. Pour montrer cette sujétion particulière à l'ambassadeur, on peut s'intéresser aux exemples de deux monarchies « familiales », le royaume de Naples, et celui de Westphalie<sup>554</sup>, mais l'influence du duc de Vicence est aussi perceptible en ce qui concerne les envoyés des pays alliés dont le lien avec la France est moins étroit, tel le Danemark<sup>555</sup>.

---

paquet que Votre Excellence adressait à M. le général Gardane et que j'ai ouvert d'après l'autorisation que j'en avais. Il m'a été impossible de faire encore passer les lettres de Votre Excellence à Téhéran. Les communications ne sont pas rétablies et je crains même qu'elles ne le soient de longtemps. » AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 258\*, Félix Lajard à Caulaincourt, Tiflis, 6 janvier 1809.

<sup>553</sup> Caulaincourt à Gardane, Saint-Pétersbourg, 17 mai 1809 : Caulaincourt croit en la venue de Gardane à Saint-Pétersbourg jusqu'à ce que celui-ci démente l'information dans une lettre suivante (Gardane à Caulaincourt, Moscou, 3 juillet 1809).

<sup>554</sup> Les lettres échangées par Caulaincourt et les ministres des Affaires étrangères de ces deux royaumes sont conservées à Nantes, au centre des archives des postes diplomatiques, dans le registre 256\*, supplément à la correspondance politique.

<sup>555</sup> Caulaincourt, dans sa correspondance, montre le contrôle qu'il exerce sur tous ces envoyés, qu'ils soient les représentants de monarchies familiales, mais aussi de pays alliés comme le Danemark ou, à cette époque,

On constate, en premier lieu, que Caulaincourt fait naturellement office d'ambassadeur suppléant pour ces royaumes, en cas de vacance du poste. Ainsi, le ministre d'État chargé des Affaires étrangères du royaume de Westphalie, le comte de Fürstenstein, lui écrit-il une lettre afin qu'il fasse part au tsar Alexandre des condoléances que lui adresse le roi Jérôme pour le décès de sa fille Elisabeth<sup>556</sup>. Cette mesure est cependant temporaire, et le duc de Vicence ne saurait remplacer un ambassadeur venu de Cassel. Celui-ci, Wintzingerode<sup>557</sup>, est d'ailleurs prêt à partir ; mais Caulaincourt apparaît ici comme un remplaçant allant de soi, reflet d'une hiérarchie dans le système napoléonien.

Au-delà de cet exemple précis, les ministres des Affaires étrangères recommandent à Caulaincourt l'ambassadeur qui est chargé de représenter leur pays à Saint-Pétersbourg et donnent les grandes lignes de la politique qu'il doit suivre. Le marquis de Gallo, ministre du royaume de Naples est clair à ce sujet : son envoyé doit se conformer à la pensée de Napoléon et, par conséquent, à celle de son ambassadeur. « Sa Majesté [le roi Joseph] désire que les rapports intimes qui existent entre Sa Couronne, et S.M. l'Empereur et Roi Son Auguste Frère, soient la mesure de ceux qui devront se former entre les représentants des Deux Cours respectives auprès des cours étrangères. Ainsi Elle a ordonné d'une manière générale à Monsieur le duc de Mondragone [ambassadeur de Naples à Saint-Pétersbourg] de cultiver avec un soin particulier l'amitié de Votre Excellence, et de dépendre de ses conseils dans tous les cas douteux et importants de sa mission. Le Roi se flatte que Votre Excellence de son côté voudra bien prêter son assistance et son appui à Son ministre dans toutes les occasions où il pourrait les réclamer, et lui donner les directions, qu'Elle jugera nécessaires, pour que sa conduite soit réglée d'après les vues de S.M. l'Empereur et Roi, pour les plus grands intérêts de l'Auguste Famille »<sup>558</sup>. Caulaincourt doit « donner les directions » à monsieur de Mondragone, plaçant celui-ci dans une sujétion indéniable. La réponse du duc de Vicence à monsieur de Gallo va dans ce sens<sup>559</sup>. Pour les questions « importantes », celles qui concernent la politique européenne, la dépendance de cet ambassadeur envers celui de Napoléon est totale<sup>560</sup>, reflet de la suprématie française mais surtout des volontés de

---

l'Espagne : « Je ne puis assez me louer de la conduite du ministre du Danemark ; il marche franchement, et a tenu, malgré ses inquiétudes personnelles, un langage toujours convenable. Celui du roi de Hollande est dans la même ligne, celui d'Espagne sort peu depuis les événements de son pays et parle dans un bon sens des intentions de la France à son égard. » Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 6 mai 1808.

<sup>556</sup> Le ministre d'État chargé des Affaires étrangères, comte de Fürstenstein, à Caulaincourt, Cassel, 31 août 1808.

<sup>557</sup> Ce sera finalement M. de Busche.

<sup>558</sup> Le marquis de Gallo à Caulaincourt, Naples, 15 mars 1808.

<sup>559</sup> Caulaincourt au marquis de Gallo, ministre des Affaires étrangères du roi de Naples, Saint-Pétersbourg, novembre 1808.

<sup>560</sup> À noter que cette dépendance est aussi financière, puisque ce même ambassadeur, endetté, demande de l'aide

Napoléon, qui, supervisant la politique extérieure de ses frères comme de la Confédération du Rhin, attend une situation semblable dans les postes diplomatiques.

Le cas de l'envoyé du royaume de Westphalie est tout aussi significatif. Le comte de Fürstenstein demande à Caulaincourt d'observer les mêmes prévenances à l'égard de son ambassadeur : « M. le baron de Busche jouit ici, et par son caractère et par sa famille, d'une grande considération ; c'est un sujet dévoué au Roi ; mais peu versé dans les affaires diplomatiques, il aura besoin des conseils d'un bon guide et ce sont ceux de Son Excellence que je réclame pour lui. Je la prie de vouloir bien lui donner toutes les informations qui lui seront nécessaires à une Cour avec laquelle le Roi veut entretenir et resserrer les liens de bonne intelligence »<sup>561</sup>. On remarque au passage que Caulaincourt, dont l'expérience diplomatique est finalement assez limitée quoique prestigieuse, est qualifié de « bon guide »<sup>562</sup>. Il est certain que sa proximité avec l'empereur Alexandre en fait un interlocuteur désigné pour l'ambassadeur d'un nouvel état, ignorant les réalités pétersbourgeoises.

Dans ce cas de l'ambassadeur de Westphalie, l'influence de Caulaincourt va jusqu'au contrôle, le duc de Vicence devant rendre compte au ministre du roi Jérôme des écarts de son représentant, s'il n'a pas su se conformer au modèle français qui lui est désigné : « les intérêts de la Westphalie étant essentiellement liés à ceux de la France, un des points les plus importants des instructions données à M. de Busche est de se guider d'après le système adopté par votre Excellence et de concourir de tout son pouvoir à tout ce qui peut le favoriser, si cependant le ministre de S.M. venait à professer une opinion opposée à celle d'un sujet fidèle et dévoué, et à s'écarter du plan qui lui a été tracé, je prie Votre Excellence de vouloir bien m'en informer confidentiellement »<sup>563</sup>. La correspondance entre Caulaincourt et le ministre passe donc par-dessus l'ambassadeur westphalien dont le rôle apparaît bien amoindri. Et en effet, certaines questions sont traitées entre les deux hommes, sans qu'il en soit fait mention à M. de Busche. Lors de son arrivée, le ministre de Westphalie s'aperçoit qu'il ne lui a pas fourni de lettre d'introduction afin de nouer officiellement les liens diplomatiques entre les deux pays. Il en fait part à Caulaincourt qui se charge d'arranger les choses et qui répond au ministre : « Je ne suis point entré avec lui [M. de Busche] dans les détails que renferme cette

---

à Caulaincourt : « Vous seul monsieur l'Ambassadeur, vous seul pouvez me tirer de l'abîme où je suis plongé. » (Duc de Mondragone à Caulaincourt, Saint-Pétersbourg, 16 juin 1809). Car ce nouveau ministre n'a pas gagné la confiance de la société de Saint-Pétersbourg, essentielle dans les affaires d'endettement. Une fois encore, le prestige dont jouit Caulaincourt est un recours déterminant pour les ambassadeurs qui dépendent de lui.

<sup>561</sup> Le comte de Fürstenstein à Caulaincourt, Cassel, 8 novembre 1808.

<sup>562</sup> *Ibid.*

<sup>563</sup> *Ibid.*, 7 décembre 1808. La réponse de Caulaincourt du 18 décembre 1808 montre son accord face à cette recommandation : « Les liens qui unissent nos deux Cours sont trop étroits pour qu'il ne me trouve pas toujours empressé à le seconder dans tout ce qui intéressera le service de S.M. le roi de Westphalie. »

lettre, pensant qu'il serait plus convenable de m'adresser à vous directement et confidentiellement »<sup>564</sup>.

Tout au long de l'ambassade, les envoyés des puissances amies suivent donc la politique de la France et leur rôle est minime. Ils peuvent servir, en plus de leur fonction de représentation, d'informateurs qui multiplient les réseaux de la France. M. de Busche, encore lui, est ainsi informé d'un débarquement de navires anglais à Reval<sup>565</sup> : il s'empresse d'en communiquer la nouvelle à l'ambassadeur de France, qui est alors Lauriston<sup>566</sup> : « à peine informé d'un fait aussi intéressant, je n'ai pas manqué d'en faire part à l'instant même à l'ambassadeur de France qui refusa d'abord d'y ajouter foi »<sup>567</sup>. Ce fait, à savoir que l'envoyé de Westphalie tient au courant l'ambassadeur « à l'instant même », est déjà révélateur. Mais la suite de lettre montre une emprise plus profonde venant du représentant de la France qui modèle l'esprit de ceux qui sont presque ses subordonnés. Avec une certaine candeur, M. de Busche le reconnaît : « Si j'ai jusqu'ici répété à S.E. [le comte de Fürstenstein] que je ne croyais point à l'existence d'une relation directe entre la Russie et l'Angleterre, c'est que non seulement c'était l'opinion de l'ambassadeur de France et de plusieurs de nos collègues, mais encore, je l'avoue, c'est que je la partageais, mais je commence à changer un peu de sentiment encore plus depuis que l'événement dont je viens de rendre compte à S.E., m'a, pour ainsi dire, ouvert les yeux en me faisant faire des rapprochements assez lumineux »<sup>568</sup>. Ce cas particulier est symptomatique de tout un ensemble de comportements propres à la période napoléonienne et à la centralisation des questions de politique européenne.

Ces exemples montrent que, d'une certaine façon, Caulaincourt est l'ambassadeur de l'Europe napoléonienne auprès du tsar. Les ministres de Naples et de Cassel reconnaissent cet état de fait et le duc de Vicence accepte ce rôle, qui s'inscrit dans la droite ligne des conceptions de Napoléon en ce qui concerne la politique internationale de la France et sa suprématie sur l'Europe occidentale. Ambassadeur extraordinaire, Caulaincourt l'est aussi par cette primauté qu'il a vis-à-vis d'une partie du corps diplomatique de Saint-Pétersbourg : l'ambassadeur de France est le représentant de l'empereur des Français et de l'influence qu'il exerce sur d'autres pays. Nul doute que les Russes et les autres ambassadeurs perçoivent bien

---

<sup>564</sup> Caulaincourt à Fürstenstein, Saint-Pétersbourg, 15 janvier 1809.

<sup>565</sup> Reval ou Revel, ville russe sur la Baltique. Aujourd'hui Tallinn, capitale de l'Estonie.

<sup>566</sup> Jacques-Alexandre-Bernard Law, marquis de Lauriston (1768-1828) : aide de camp de Bonaparte à partir de Marengo, Lauriston est gouverneur de Raguse puis de Venise en 1807, avant de commander l'artillerie de la garde impériale en Espagne. Il remplace Caulaincourt comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, en 1811. Après les campagnes de la fin de l'Empire, il vote la mort de Ney, et devient maréchal de France en 1823. Il fait partie de l'expédition d'Espagne de la même année.

<sup>567</sup> Le comte de Busche au comte de Fürstenstein, 10 septembre 1811, dépêche chiffrée.

<sup>568</sup> *Ibid.*

cette hiérarchie implicite<sup>569</sup>.

### *Conclusion : la première ambassade d'Europe*

En ce qui concerne l'ambassade de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg, le terme d' « ambassade extraordinaire » est plus qu'un mot : c'est une réalité. Que ce soient le nombre des secrétaires d'ambassade, la puissance financière, le faste matériel, le lien avec les deux empereurs ou la primauté à l'égard des autres membres du personnel diplomatique napoléonien, tout concourt à faire de la mission du duc de Vicence la première ambassade d'Europe. Andréossy, ambassadeur à Vienne, qui pourrait prétendre à ce titre du fait de l'ancienneté des rapports entre la France et l'Autriche, qui plus est ancienne maison impériale d'Allemagne, reconnaît cette place de l'envoyé de Napoléon à Saint-Pétersbourg, le « poste le plus important et le plus brillant qu'il y ait aujourd'hui dans la diplomatie »<sup>570</sup>. À tous les niveaux, la mission de Caulaincourt est distinguée par l'Empereur, qui montre ainsi à Alexandre tout le prix qu'il attache à l'alliance ; et son désintéret progressif a des répercussions sur les moyens et le prestige du poste. Ainsi, après 1809, sa correspondance en direction de la Russie s'arrête ; et le remplacement de Caulaincourt par Lauriston, en 1811, est marqué par une baisse, limitée certes, des moyens financiers<sup>571</sup>. Mais ces moyens et ce prestige ne visent pas uniquement l'empereur de Russie : ils sont résolument dirigés vers la société pétersbourgeoise qui, encore pénétrée de sentiments anti-français, reste sceptique face aux traités de Tilsit et au nouvel ordre européen. Il s'agit désormais d'envisager cette société et l'utilisation qui est faite par le duc de Vicence des moyens mis à sa disposition, afin de la séduire.

---

<sup>569</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 3. Cette subordination peut aussi être visible dans la représentation diplomatique mise en place par Caulaincourt, comme le fait remarquer Albert Vandal, au sujet du voyage des souverains de Prusse à Saint-Pétersbourg, en janvier 1809 : « Dans cette circonstance, il [Caulaincourt] se montra environné d'une véritable cour, formée par les représentants des États feudataires de la France : chacun avait accepté de l'assister dans ses devoirs de maître de maison, et présida une table au souper de 400 couverts, dont les merveilles dépassèrent tout ce qu'on avait vu de plus beau et de plus réussi en ce genre. » A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. II, p.33.

<sup>570</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 257\*, Andréossy à Caulaincourt, Vienne, 14 décembre 1807.

<sup>571</sup> Voir AMAE, Comptabilité et finances du ministère, volume 20 (1809 à 1812). Lauriston reçoit 300 000 francs par an, alors que Caulaincourt recevait 480 000 francs. Il reçoit en revanche 100 000 francs supplémentaires de frais d'installation. Les traitements des autres membres de l'ambassade, les secrétaires notamment, ne changent pas.

### **CHAPITRE III: CAULAINCOURT ET LA SOCIÉTÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG : REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE ET VISÉES POLITIQUES.**

#### **Introduction**

Choisi par Napoléon pour ses antécédents diplomatiques et pour ses qualités personnelles, Caulaincourt, bénéficiant d'un personnel compétent et surtout de ressources financières considérables, est à même d'entreprendre la conquête de la société pétersbourgeoise. Militaire, de noble naissance, grand écuyer de l'empereur des Français, ambassadeur extraordinaire entouré d'un faste peu commun, le futur duc de Vicence a pour objectif essentiel de séduire la cour russe et la noblesse de la capitale, afin de consolider la paix de Tilsit. Si le radeau sur le Niémen<sup>572</sup> et les marques d'estime entre les officiers des deux armées semblent être des gages prometteurs de l'alliance entre les deux pays, il est difficile d'ignorer les préventions de la société de Saint-Pétersbourg contre les Français. Il suffit de lire les rapports de Savary pour comprendre la francophobie de la majeure partie de l'opinion et la nécessité de la conquérir pour assurer l'alliance<sup>573</sup>. En effet, si Alexandre apparaît comme le garant fiable de l'alliance, son adhésion seule ne suffit pas, surtout quand

---

<sup>572</sup> Fleuve qui, parti d'Ukraine, se jette dans la Baltique. Un radeau construit sur le Niémen fut le cadre de la première rencontre entre Napoléon et Alexandre, à Tilsit, en Prusse-Orientale, aujourd'hui Sovietsk.

<sup>573</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I, 3.

plane encore le spectre d'un précédent funeste. L'assassinat de Paul I<sup>er</sup> est dans tous les esprits (surtout dans celui de l'empereur Alexandre) ainsi que ses conditions particulières : le tsar était sur le point de conclure une alliance ambitieuse avec le Premier consul, considérant désormais les Anglais comme des ennemis à combattre jusqu'en Inde<sup>574</sup>. Savary, lors de sa mission, prévient le tsar au sujet des complots contre sa personne<sup>575</sup> : le traité de Tilsit est donc loin d'être une affaire anodine. De même, la représentation diplomatique du nouvel ambassadeur français n'est pas qu'une simple question de prestige, c'est une question politique qui détermine la stabilité des relations franco-russes ainsi que celle du pouvoir impérial russe engagé dans cette voie. Avant d'aborder les formes prises par cette représentation et ses conséquences sur l'opinion, il s'agit de présenter brièvement ce milieu pétersbourgeois et de revenir sur les conclusions de Savary, ainsi que sur les consignes de Napoléon et de Champagny à l'intention de Caulaincourt.

---

<sup>574</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I.

<sup>575</sup> Voir le complot découvert par Soult, 1<sup>ère</sup> partie, I, 3.

## 1. Saint-Pétersbourg, sa Cour, sa société : un objectif pour Caulaincourt.

### *Saint-Pétersbourg*

L'environnement qui est celui de l'envoyé de Napoléon durant toute son ambassade, c'est Saint-Pétersbourg et ses environs<sup>576</sup>. Capitale de l'empire russe (quand Moscou était la capitale de la Moscovie, avant Pierre le Grand<sup>577</sup>) depuis 1712-1713, la ville nouvelle a été fondée en 1703, autour de la forteresse Pierre-et-Paul, sur les bords de la Néva<sup>578</sup>. Véritable défi lancé par Pierre le Grand aux Suédois<sup>579</sup>, puis fenêtre ouverte sur l'Occident, Saint-Pétersbourg est d'abord un vaste chantier insalubre qui engloutit ses ouvriers, alimentant sa légende noire. Dressée contre les éléments<sup>580</sup>, la ville doit aussi lutter contre les préventions de l'aristocratie à son égard et contre Moscou, ville sainte de la Russie. C'est véritablement avec les impératrices, Elisabeth I<sup>ère</sup> et Catherine la Grande, que Saint-Pétersbourg devient la capitale incontestée de l'empire russe et se pare d'une multitude de monuments qui font de la ville un condensé d'histoire architecturale européenne<sup>581</sup>. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la capitale amorce une grande œuvre de rationalisation, les places et les grands ensembles architecturaux se développant, contribuant à donner à Saint-Pétersbourg son aspect définitif et à en faire une des plus formidables villes de toute l'Europe, rivalisant avec Paris ou Berlin. Quand

---

<sup>576</sup> Sur Saint-Pétersbourg, voir l'ouvrage de Wladimir Berelowitch et Olga Medvedkova, *Histoire de Saint-Pétersbourg*, Paris, Fayard, 1996, 479 p., qui retrace l'histoire de la ville, tant politique qu'artistique et sociale, depuis la fondation en 1703 jusqu'à la révolution de 1917.

<sup>577</sup> Voir Ettore Lo Gatto, *Le Mythe de Saint-Pétersbourg*, La Tour d'Aigues, éditions de l'aube, 2003, II-343 p.

<sup>578</sup> Fleuve de Russie qui, parti du lac de Ladoga, traverse Saint-Pétersbourg et se jette dans le golfe de Finlande.

<sup>579</sup> Vaincus de façon décisive à Poltava, en 1709.

<sup>580</sup> Les inondations sont nombreuses et meurtrières jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Voir Wladimir Berelowitch et Olga Medvedkova, *Histoire de Saint-Pétersbourg*, p. 300-303.

<sup>581</sup> De grands noms de l'architecture de l'époque œuvrent à Saint-Pétersbourg, notamment Rastrelli, Rinaldi, Vallin de la Mothe, et surtout, sous Alexandre I<sup>er</sup>, Rossi.

Caulaincourt la découvre, en 1801, la cité de la Néva est déjà impressionnante<sup>582</sup>, mais c'est encore un chantier permanent. Ainsi, durant son ambassade, la grandiose cathédrale Notre-Dame-de-Kazan, sur la perspective Nevski, est achevée, de même que la Bourse, tandis que commence la reconstruction de l'Amirauté, qui durera jusqu'en 1823. Le climat extrême, la configuration naturelle (la Néva, les îles, les canaux), les réalisations architecturales (le palais d'hiver, les hôtels particuliers), tout contribue à faire de Saint-Pétersbourg une ville hors du commun qui, malgré ses défauts, insalubrité, chantiers, isolement en hiver, ne peut qu'impressionner profondément le voyageur étranger. Ville nouvelle, Pétersbourg présente, le long des rives de la Néva et des canaux, un ensemble de palais construit par les nobles russes comme résidence dans la capitale, en plus de leur résidence moscovite, faisant de la cité le centre du pouvoir russe et, en quelque sorte, sa vitrine pour le voyageur étranger qui retrouve l'aspect cosmopolite des grandes capitales européennes. En comparaison, Moscou apparaîtra aux Français, en 1812, comme une cité asiatique. La proximité des centres du pouvoir avec les résidences des ambassadeurs et des grands nobles russes fait de Pétersbourg l'âme de l'opinion russe, mais aussi le centre de toute la représentation : fêtes de la Cour, fêtes des ambassadeurs, salons de l'aristocratie, etc. De 1807 à 1811, si on excepte l'entrevue d'Erfurt, Saint-Pétersbourg (et ses environs, Péterhof<sup>583</sup>, Kamini Ostrof<sup>584</sup>) est le milieu dans lequel évoluera Caulaincourt, parcourant ses rues et côtoyant sa société.

### *La Cour selon Savary*

La Cour russe et la société de Saint-Pétersbourg constituent un ensemble complexe, organisé par ses hiérarchies en même temps que par ses opinions. Sans revenir sur les raisons du choix de Caulaincourt<sup>585</sup>, on peut s'appuyer sur un mémoire de Savary<sup>586</sup> pour montrer les grands groupes et les figures principales de la société aristocratique russe<sup>587</sup>. Dès les

---

<sup>582</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I.

<sup>583</sup> Série de palais et jardins, mis en place par Pierre le Grand, en 1720, le « Versailles russe ».

<sup>584</sup> Résidence d'été des tsars de Russie, dans la banlieue de Saint-Pétersbourg.

<sup>585</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I.

<sup>586</sup> AN AF IV 1697 (1), « Notes sur la cour de Russie et Saint-Pétersbourg », 6 décembre 1807. Voir 1<sup>ère</sup> partie, I, 3. Repris dans Vandal, Albert, « La Cour de Russie en 1807-1808, notes sur la cour de Russie et Saint-Pétersbourg écrites en décembre 1807 par le général Savary », *Revue d'histoire diplomatique*, Paris, Ernest Leroux, 1890, p. 399-419.

<sup>587</sup> Il faut insister sur le fait que ces rapports ne représentent que l'opinion personnelle du duc de Rovigo et sont donc en grande partie subjectifs. Ils montrent avant tout la vision que peut avoir de la société russe un envoyé étranger, et pas forcément sa nature réelle. Albert Vandal, dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 1890, fait aussi

premières lignes de son rapport, il distingue quatre grands ensembles dans cette société: « Un voyageur qui arrive à Saint-Pétersbourg y remarque quatre choses bien distinctes, la cour, la noblesse, le corps des négociants, et le peuple qui est esclave ». Ce sont les deux premières catégories qui nous intéressent ici.

La Cour d'abord est le centre du pouvoir et le moteur d'une grande partie de la représentation<sup>588</sup>. Selon Savary, elle se divise en trois : « l'empereur, l'impératrice régnante, l'impératrice mère et ses enfants »<sup>589</sup>, selon un modèle classique dans les familles régnantes européennes. Mais ces trois cours sont loin d'avoir une importance comparable. L'empereur réunit autour de lui les ministres et les grands-officiers, à savoir notamment : le grand-maréchal Tolstoï, le prince Galitzine<sup>590</sup>, ministre du Culte, le prince Lobanov<sup>591</sup>, M. De Guriev<sup>592</sup>, ministre des Apanages, Lieven<sup>593</sup> et Ouvarov<sup>594</sup>, aides de camps et hommes de confiance. « Tous ces personnages ont l'entrée du salon de l'empereur en tous temps et dînent régulièrement trois fois par semaine, et quelquefois plus, à la cour. La conversation habituelle roule pendant le dîner sur les voyages, la guerre, l'administration. Il n'y a jamais de cercle chez l'empereur »<sup>595</sup>. La cour de l'empereur consiste donc en un cercle très restreint aux habitudes simples. C'est à ces dîners que va participer Caulaincourt, se retirant avec le tsar pour discuter de l'alliance franco-russe. « Il y a beaucoup d'autres personnes, qui sont également admises chez l'empereur, mais toujours pour travailler, et non pour la société privée »<sup>596</sup>.

Ce n'est pas auprès d'Alexandre que s'organise la représentation, ni auprès de sa femme, à la si faible influence. « L'impératrice régnante vit dans une entière retraite [...], il n'y a chez elle aucune espèce de représentation, ni d'étiquette, et peu de gaieté »<sup>597</sup>. L'impératrice Elisabeth<sup>598</sup> dirige une cour assez terne, sans éclats ni fastes particuliers : « il n'y a jamais eu

---

cette constatation, p. 401 : « [...] nous ne ferons pas difficulté d'admettre que Savary a quelque peu forcé la note et s'est trop souvenu, en tenant sous sa plume ceux qui l'avaient tant de fois éconduits, de ses mésaventures mondaines ». C'est surtout vrai en ce qui concerne les jugements sur les personnalités de l'opposition anglophile...

<sup>588</sup> Voir, en annexe, la généalogie des proches d'Alexandre à l'époque de l'ambassade de Caulaincourt.

<sup>589</sup> AN AF IV 1697 (1), « Notes sur la cour de Russie et Saint-Pétersbourg », 6 décembre 1807.

<sup>590</sup> Serge Théodorovitch Galitzine, prince (1748-1810) : noble russe, il dirige notamment le corps d'armée russe lors de la campagne de 1809, en Galicie, et se distingue par sa lenteur et son inefficacité calculées que critique violemment Caulaincourt.

<sup>591</sup> Dimitri Ivanovitch Lobanov, prince (1758-1838) : général d'infanterie.

<sup>592</sup> Dimitri Alexandrovitch Gouriev (1751-1825) : nommé ministre des apanages en 1806.

<sup>593</sup> Christophe Lieven (1770-1839) : aide de camp de l'empereur Alexandre I<sup>er</sup>.

<sup>594</sup> Théodore Pétrovitch Ouvarov (1769-1824) : aide de camp de l'empereur Alexandre I<sup>er</sup>.

<sup>595</sup> AN AF IV 1697 (1), « Notes sur la cour de Russie et Saint-Pétersbourg », 6 décembre 1807.

<sup>596</sup> *Ibid.*

<sup>597</sup> *Ibid.*

<sup>598</sup> Elisabeth Alexeievna, née Louise de Bade (1779-1826) : elle épousa en 1793 le tsarévitch Alexandre et devint impératrice en 1801. Elle resta dans l'ombre de l'impératrice-mère, et eut des aventures extraconjugales en

d'intrigues politiques à cette cour, qui n'est que l'intérieur d'une particulière très ordinaire »<sup>599</sup>. Si l'impératrice régnante reste dans l'ombre, c'est au profit de l'impératrice-mère<sup>600</sup>, « c'est chez elle que l'on trouve toute la représentation de la cour de Russie ». Dans cette cour, le cérémonial est très complexe, se rapprochant du modèle versaillais absent dans les deux autres cours<sup>601</sup>. De plus, les grands-ducs et les grandes-duchesses dépendent de leur mère, augmentant encore l'importance et le faste de cette maison<sup>602</sup>. La cour de l'impératrice-mère a en effet une place dominante dans la vie de l'aristocratie pétersbourgeoise, bien plus que la cour de l'empereur, et la veuve de Paul I<sup>er</sup> prend souvent le pas sur son fils : « dans les cérémonies publiques, l'impératrice-mère prend le plus souvent le bras de l'empereur. L'impératrice régnante ne marche qu'après elle, et seule. [...] Il est arrivé fréquemment, dans les cérémonies militaires, et je l'ai vu, que les troupes étant sous les armes et l'empereur à cheval, la cérémonie ne commençait pas, parce que l'impératrice mère n'était point arrivée »<sup>603</sup>. Les nobles russes et les envoyés étrangers doivent bien comprendre cet état de fait qui règle la représentation en Russie :

Il ne s'accorde pas une faveur en Russie, il ne se fait pas une nomination, qu'on n'aille lui rendre hommage et lui baiser la main, pour la remercier, sans que, cependant, elle ait pris la moindre part à faire obtenir le bienfait ou la faveur. On ne va rien dire à l'impératrice régnante, et quand un étranger fait une observation à ce sujet, on lui répond que ce *n'est pas d'usage*. Les grands de Saint-Pétersbourg se garderaient bien de laisser quinze jours sans avoir une apparition à la cour de l'impératrice mère, et quoiqu'elle demeure à douze lieues de la ville, on va assister à son cercle jusqu'à minuit et l'on revient à Pétersbourg<sup>604</sup>.

---

parallèle de celles de son mari, avec Adam Czartoryski notamment. Tous les enfants qu'elle eut avec le tsar moururent en bas âge.

<sup>599</sup> L'impératrice Elisabeth, sans être francophile, n'est pas particulièrement hostile à la France, d'après le témoignage du chevalier de Bray : « Quant aux dispositions politiques de cette princesse, quoiqu'elle n'aime point les Français, elle n'était point prononcée pour la guerre contre eux. Au contraire ; elle en redoutait les effets. » AMAE, Mémoires et documents, Russie, 32, « Mémoire particulier et secret sur la cour de Russie, par le chevalier de Bray », Berlin, décembre 1807.

<sup>600</sup> Maria Fedorovna, née Sophie Dorothee de Wurtemberg (1759-1828) : en 1776, la princesse de Wurtemberg devient la femme du tsarévitch Paul et, en 1796, impératrice de Russie. Après l'assassinat de son époux, elle s'impose comme le personnage féminin central dans la cour de son fils, et éclipse l'impératrice régnante, en dirigeant notamment les cérémonies et les établissements caritatifs. Elle s'oppose aux projets de mariage entre Napoléon et ses filles.

<sup>601</sup> AN AF IV 1697 (1), « Notes sur la cour de Russie et Saint-Pétersbourg » : « C'est là que l'on voit l'étiquette, jusque dans les moindres détails de la vie privée. C'est à cette cour qu'il y a des dames d'honneur de service, des chambellans, des écuyers et des pages ». AMAE, Mémoires et documents, Russie, 32 : « Mémoire particulier et secret sur la cour de Russie, par le chevalier de Bray », Berlin, décembre 1807. Dans ce mémoire, le chevalier de Bray reproduit les impressions de la duchesse de Courlande face à la cour de Saint-Pétersbourg et parle ainsi de l'impératrice-mère : « L'impératrice-mère aime le faste, l'étiquette et la représentation. »

<sup>602</sup> AN AF IV 1697 (1), « Notes sur la cour de Russie et Saint-Pétersbourg » : « Chacune de ces maisons a un service d'honneur particulier. Il n'y a que les jours où l'impératrice mère fait inviter ses enfants à dîner que tous ces services se confondent ».

<sup>603</sup> AN AF IV 1697 (1), « Notes sur la cour de Russie et Saint-Pétersbourg ».

<sup>604</sup> *Ibid.*

Autre exemple significatif, le seul véritable théâtre de la ville est celui qui prend place à la cour de l'impératrice-mère. Cette place particulière est, pour Savary, le fait essentiel de la Cour de Saint-Pétersbourg: « Je crois par tous ces détails avoir suffisamment démontré que pour les *yeux*, c'est chez l'impératrice que se trouve toute la représentation d'un grand État, comme la Russie »<sup>605</sup>. Au-delà de la simple représentation, Savary insiste sur le pouvoir politique de la veuve de Paul I<sup>er</sup>: « quand elle est à Saint-Pétersbourg, elle visite régulièrement toutes ses maisons, elle préside elle-même les conseils d'administration, réforme les dépenses, dirige les maîtres dans les instructions, assiste aux cours à la fin de l'année, donne elle-même les récompenses et fait les mariages »<sup>606</sup>.

Cette influence a pour corollaire une très forte prévention contre les Français, « une opposition prononcée contre nous », qui, selon le duc de Rovigo, s'est résorbée au fil de sa mission<sup>607</sup>. S'attacher cette partie essentielle de la Cour reste un objectif central, un des grands défis de l'ambassadeur de France à Pétersbourg. C'est la principale conclusion du rapport de Savary sur la Cour :

Je crois en avoir assez dit sur cette matière pour convaincre de la nécessité d'achever promptement la tâche commencée et de mettre cette princesse tout à fait dans nos intérêts, ou, pour mieux dire, d'enlever à nos ennemis l'espérance de l'attacher encore à leur parti. Il n'y a nul doute que cette conversion ne soit tout à fait l'effet de la justesse de son esprit et de son attachement pour son fils. Je ne puis rien préciser sur ce qu'il faudrait faire de gracieux pour elle, mais je sais positivement qu'elle est disposée à accueillir très bien tout ce qui lui viendra de Saint-Cloud<sup>608</sup>. Mais je le répète, il est important, pour parvenir à l'influence que la France doit exercer sur la Russie, que l'impératrice mère soit entièrement pour nous. C'est, pour ainsi dire, elle seule qu'il faut gagner, [...].<sup>609</sup>

Quand les sentiments de l'empereur Alexandre sont « durables » et que l'influence de l'impératrice régnante est « nulle », seule compte pour Savary la conquête de l'impératrice mère. Si ce schéma peut sembler simpliste, voire caricatural, il ne manque pas de valeur en 1807 et présente les grands enjeux de la cour impériale russe, à charge pour Caulaincourt de percevoir les choses avec plus de profondeur et d'adapter ses vues au fil du temps.

---

<sup>605</sup> *Ibid.*

<sup>606</sup> *Ibid.*

<sup>607</sup> Le chevalier de Bray fait de l'impératrice-mère un chef de l'opposition sans moyens: « Au surplus, l'impératrice-mère a plus d'ambition que de moyens, plus de volonté d'être quelque chose que de titres à être quelque chose en effet. Haïssant les Français, par je ne sais quel orgueil, et cependant craignant la guerre avec eux, il semblait qu'elle s'était constituée chef d'un parti d'opposition [...]. » AMAE, Mémoires et documents, Russie, 32.

<sup>608</sup> Une des principales résidences de Napoléon, dans la banlieue de Paris.

<sup>609</sup> AN AF IV 1697 (1), « Notes sur la cour de Russie et Saint-Pétersbourg ».

Après cet aperçu pertinent de la Cour, Savary présente la noblesse russe, en insistant sur les préférences de l'opinion et sur la manière de la conquérir. Il divise cette noblesse russe, ou du moins ce qu'il en a aperçu à Saint-Pétersbourg, en deux classes, la grande et la petite noblesse : « par la grande noblesse, j'entends parler des plus anciennes généalogies de l'empire russe, des hommes occupant les premières places actuellement [...] »<sup>610</sup>. Selon lui, il y a, d'un côté, les grands dignitaires et, de l'autre, le reste, un vaste ensemble d'aristocrates endettés, qui doivent soutenir un rang à la Cour, mais que le souverain n'aide en aucune manière : « [...] toute cette classe d'hommes accoutumés aux crimes fait-elle craindre qu'étant poussée à bout dans ses ressources, elle ne fasse une révolution contre l'empereur Alexandre [...]. Il n'a vraiment dans son empire que ces gens-là pour ennemis »<sup>611</sup>. Savary insiste aussi sur l'influence que les Anglais peuvent exercer sur cette classe dans le besoin, tributaire des échanges commerciaux et des prêts concédés par les étrangers. C'est ce vaste monde qui doit être l'objectif constant d'un ambassadeur de France en Russie, c'est là que se font les mouvements d'opinion et, pourquoi pas, les révolutions :

L'ambassadeur de France doit exercer une surveillance bien active sur cette noblesse dérangée et être habile à observer la direction qu'elle peut prendre dans des circonstances difficiles. Il y a même quelques individus dans le nombre qui sont dangereux pour l'empereur Alexandre. Il sera nécessaire que notre ambassadeur en reçoive beaucoup chez lui afin de contrebalancer l'intrigue anglaise si elle avait le projet de s'en servir pour une révolution de palais. Ce soin est regardé comme essentiel par des gens même du pays, et ce n'est que par des dîners et des fêtes que nous pouvons gouverner ceux que nous ne pouvons ni ne devons payer<sup>612</sup>.

Dans tout cet ensemble, quelques personnalités, membres du « parti anglais », dirigent plus ou moins les mentalités, et donnent en tout cas l'impulsion aux mouvements de l'opinion. Il s'agit avant tout du prince Adam Czartoryski, de Kotchoubey, croisé par Caulaincourt lors de sa mission à Constantinople, ainsi qu'en 1801, des Stroganov père et fils, eux aussi côtoyés par le duc de Vicence à Paris, de Novosiltsov<sup>613</sup>, du comte Orlov<sup>614</sup>, du comte Pouchkine et de

---

<sup>610</sup> *Ibid.*

<sup>611</sup> *Ibid.*

<sup>612</sup> La dernière phrase est une allusion à la corruption supposée qu'exercent les Anglais sur cette noblesse. Savary estime que l'influence française doit se faire sentir avant tout par le faste de la représentation et les marques d'intérêts de l'ambassadeur français pour la société pétersbourgeoise.

<sup>613</sup> Nicolas Nicolayevitch Novosiltsov (1761-1836) : homme d'État russe, il fait partie du conseil privé d'Alexandre I<sup>er</sup>. Il rédige une constitution pour la Russie qui, comme celle de Speransky, est finalement refusée par le tsar. Après 1815, il occupe différentes fonctions dans le royaume de Pologne, au service du tsar.

<sup>614</sup> Alexis Orlov : frère de Grégoire Orlov (1734-1783), favori de Catherine II. Il fut amiral de la flotte russe contre les Turcs. Exilé par Paul I<sup>er</sup>, il revint en Russie à sa mort, et mourut en 1808. La famille Orlov se distingue

M. de Budberg<sup>615</sup>, « qui est un imbécile » selon Savary. Cette liste non exhaustive désigne à Napoléon les grands noms de ce parti francophobe qui monte la société contre l'alliance franco-russe et la politique du tsar Alexandre. Les émigrés jouent aussi un rôle important dans ce groupe et sont, du fait de leur position particulière, la cible des critiques acerbes de l'aide de camp de l'Empereur : « il y a encore dans ce parti quelques émigrés sans nom, sans naissance, se faisant passer ici pour des descendants des familles qui ont illustré notre histoire, et qui, prévoyant que leur fourberie sera infailliblement reconnue, s'agitent en tous sens »<sup>616</sup>. L'objectif de Caulaincourt sera bien sûr de ramener toutes ces personnes à de meilleurs sentiments à l'égard de l'empereur des Français et de l'alliance conclue à Tilsit, ce qui, pour Savary, se fera avec le temps et sans grande difficulté : « On est tellement accoutumé à l'influence étrangère qu'une fois l'ambassadeur d'Angleterre parti, on serait surpris que la maison de l'ambassadeur de France ne fût pas la meilleure de Saint-Pétersbourg, et constamment ouverte à toutes les personnes de la Cour accoutumées à voir dans le corps diplomatique moins des hommes d'affaires que des ministres chargés du soin de les fêter et de les amuser »<sup>617</sup>.

Après cet exposé, le duc de Rovigo passe vite sur ce qu'il appelle la petite noblesse qui « reçoit son impulsion de la grande et n'en diffère que par la médiocrité de sa fortune [...] ». Cette petite noblesse n'étant pas riche n'a pas tant de désordre que l'autre, et en général est de peu d'importance en Russie »<sup>618</sup>. Quant aux commerçants, leur importance n'est pas niée, de même que la part écrasante de l'Angleterre dans ces activités (une moitié des commerçants est anglaise, l'autre allemande, russe, et française dans une moindre mesure<sup>619</sup>). La seule façon pour la France d'étendre son influence à cette partie de la société pétersbourgeoise est de faire croître la part de son commerce avec la Russie et d'implanter des négociants « respectables et connus dans notre pays. » Alors seulement l'ambassadeur français aura les moyens d'influencer le commerce en Russie. Savary, lucide, « regarde la chose comme impossible dans ce moment ».

---

aussi par son frère, Fiodor et par son neveu, le comte Grégoire Vladimirovitch Orlov (1777-1826), conseiller et sénateur de Russie, homme de lettre.

<sup>615</sup> Baron André Jacowlevitch Budberg (1740-1812) : ministre des Affaires étrangères de Russie, de juillet 1806 à février 1808, après Adam Czartoryski, et avant Nicolas Roumiantsov.

<sup>616</sup> AN AF IV 1697 (1), « Notes sur la cour de Russie et Saint-Pétersbourg ».

<sup>617</sup> *Ibid.*

<sup>618</sup> *Ibid.*

<sup>619</sup> AMAE, Mémoires et documents, Russie, 32. « Mémoire particulier et secret sur la cour de Russie par le chevalier de Bray », Berlin, décembre 1807 : « Cependant, il ne faut pas se dissimuler que l'Angleterre n'ait encore un parti très puissant à Pétersbourg. À la tête de ce parti, sont les négociants. Presque tout le commerce de la Russie se fait avec l'Angleterre. »

Dans un autre rapport au ministère des affaires étrangères<sup>620</sup>, le duc de Rovigo décrit aussi les principales figures du gouvernement russe, en spécifiant leurs sentiments à l'égard de la France. Ainsi Roumiantsov, qui sera le principal interlocuteur de Caulaincourt, est « ami de son pays et de la paix par dessus tout » et est pro-français, Tchitchagov<sup>621</sup> n'est « ni Français, ni Anglais : c'est un bon Russe »<sup>622</sup>. Alexandre Narishkine, grand-chambellan, et son frère Dimitri, grand-veneur, accueillent bien les Français chez eux, etc. Sans entrer dans les détails et faire la liste de tous les dignitaires russes, ce rapport de Savary montre bien l'étiquette accrochée à chaque personnalité importante de Saint-Pétersbourg, à charge pour Caulaincourt de rechercher les faveurs de certains, de se défier d'autres<sup>623</sup> et de s'attacher la majorité influente. Le corps diplomatique<sup>624</sup>, « qui forme ici la très grande partie la société, qui en dirige l'esprit et les plaisirs, se trouve encore aujourd'hui composé bien désavantageusement pour nos intérêts [...] »<sup>625</sup>. C'est un des moteurs de la vie sociale et de la représentation à Saint-Pétersbourg, surtout quand les diplomates sont implantés depuis longtemps dans la capitale russe, comme le duc de Sierra-Capriola<sup>626</sup>, « ci-devant ministre de Naples », plus russe qu'italien, étant présent à la Cour depuis trente ans. On trouve aussi des esprits brillants, représentants du cosmopolitisme européen comme « un comte de Meister, qui prétend être ministre de Sardaigne ». C'est un homme d'esprit et un habitué de la maison de l'ambassadeur d'Autriche et de celui d'Angleterre : il s'agit de Joseph de Maistre, le penseur contre-révolutionnaire, témoin de tout premier ordre dont nous étudierons plus particulièrement les relations avec Caulaincourt<sup>627</sup>. Le monde des diplomates est souvent mal disposé à l'égard des Français, malgré la présence d'envoyés de pays alliés, comme l'Espagne, ou soumis, comme les États de la confédération du Rhin : Napoléon doit faire changer les diplomates des pays

<sup>620</sup> « Note sur le ministère de la Russie et le corps diplomatique à Saint-Pétersbourg », 23 août 1807, AMAE, Corr. Pol., Russie, 141.

<sup>621</sup> Pavel Vassilievitch Tchitchagov (1767-1849) : général portant le titre honorifique d'amiral, grand amiral de Napoléon, il gouverne les provinces danubiennes à la veille de la campagne de 1812. Il coupe les ponts sur la Bérézina, mais, l'Empereur l'ayant traversée, il est jugé responsable de l'échec. Outré par ces reproches, il quitta la Russie et obtint la nationalité britannique.

<sup>622</sup> « Note sur le ministère de la Russie et le corps diplomatique à Saint-Pétersbourg », 23 août 1807, AMAE, Corr. Pol., Russie, 141.

<sup>623</sup> Ainsi Bagration, héros de l'armée russe qui mourra lors de la bataille de La Moskova-Borodino, est clairement désigné comme anti-français puisqu'« on dit qu'il ne voulait pas la paix ». *Ibid.*

<sup>624</sup> *Ibid.* Savary donne la liste des ambassadeurs présents à Saint-Pétersbourg en août 1807 : Lord Gower, ambassadeur d'Angleterre ; M. de Merveldt, ambassadeur d'Autriche, qui « affiche sa préférence pour les Anglais jusqu'à l'oubli de tout sentiment de dignité » ; Le baron de Stedingk, ambassadeur de Suède et « ami de la paix » ; M. de Norona, ambassadeur d'Espagne, « objet du ridicule de la société » ; M. de Navarro, ambassadeur du Portugal ; le comte Einsidel, ambassadeur de Saxe ; M. de Bremer, ambassadeur de Hanovre ; le baron de Bloom, du Danemark.

<sup>625</sup> *Ibid.*

<sup>626</sup> Antonio Maresca, duc de Serra-Capriola (1750-1822) : ministre du roi des Deux-Siciles en Russie, depuis 1782. Il épousa une demoiselle russe, la princesse Wiazemski.

<sup>627</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 3.

sous son influence. « Un corps diplomatique ainsi composé balancerait bientôt l'énorme influence des Anglais dans la société et nous placerait ici comme il convient que les Français y soient »<sup>628</sup>.

Savary, dans ses rapports, présente donc avec perspicacité (et parti pris parfois) les grands ensembles de cette « société » à conquérir, depuis l'empereur Alexandre, jusqu'à la noblesse endettée, en passant par les dignitaires et les ambassadeurs. Si tous sont revêtus d'une importance spécifique ou d'opinions déjà tranchées, ils peuvent et doivent être amenés par Caulaincourt dans l'alliance franco-russe qui a besoin, pour exister, de cet appui de l'opinion. L'envoyé de Napoléon, précédant l'ambassadeur de France, conclut ainsi son descriptif de la société de Saint-Pétersbourg, appelant son successeur à se lier avec « l'empereur Alexandre, dont les sentiments sont durables ». C'est pour lui la base assurée de l'alliance. Pour le reste :

L'impératrice régnante est nulle. Une politesse de loin en loin, un cadeau fait avec grâce la maintiendront dans la ligne de l'empereur son mari. Chez l'impératrice-mère il y a beaucoup à observer; mais, comme elle a beaucoup d'esprit et de jugement, notre Empereur peut encore mieux en tirer parti. Quant à la noblesse, il faut que notre ambassadeur, tout en lui donnant des dîners et des fêtes, se fasse craindre d'elle. Ce n'est que de cette manière qu'il la gouvernera, et il faut qu'elle le soit.

### *Conquérir la société, un objectif pour Caulaincourt*

Comme vu dans le premier chapitre, Savary recommande un ambassadeur apte à séduire cette société, et Napoléon choisit Caulaincourt. Si les instructions de l'Empereur à son grand écuyer ne comportent pas de mention de cet objectif à côté des considérations de politique européenne<sup>629</sup>, le simple choix fait en conformité avec les recommandations du duc de Rovigo montre l'importance donnée à la représentation. Tout au long de son ambassade, Caulaincourt est avant tout sommé d'entretenir Alexandre sur tel ou tel sujet de politique, de préparer telle négociation ou de réfuter telle rumeur, mais il est aussi chargé de tenir le rang d'un ambassadeur de France : « une noble fierté convient surtout à celui qui a l'honneur de

---

<sup>628</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, II, 3 : « Les relations avec le personnel diplomatique napoléonien », au sujet des ambassadeurs des pays alliés de la France, dans la mouvance de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg.

<sup>629</sup> Albert Vandal, « Les instructions données par Napoléon à Caulaincourt, après la paix de Tilsit », *Revue d'histoire diplomatique*, 1890, Paris, Ernest Leroux, p. 54-78.

représenter l'Empereur Napoléon »<sup>630</sup> lui dit Champagny dans une de ses premières lettres. Le souci de représentation fait donc bien partie des instructions données à Caulaincourt et le ministre approuve ce qui est fait par l'ambassadeur pour tenir son rang, et, par là, offrir à la Cour une certaine image de la France<sup>631</sup>. « Il est très bien que vous ayez su prendre à la cour de Pétersbourg le rang qui convient à la puissance que vous représentez, sans que cela ait été matière à difficulté »<sup>632</sup>. Dans une autre lettre de janvier 1808, le duc de Cadore exprime de façon claire ce rôle politique de la représentation, moyen utile d'atteindre à la réalisation complète de l'alliance conclue à Tilsit :

S'il est vrai que par votre rang, votre représentation et l'impulsion que vous donnerez au corps diplomatique qui sera bientôt composé de personnes dévouées à la France, vous puissiez influencer sur l'esprit de la société de Pétersbourg qu'on représente comme exerçant elle-même une grande influence sur la cour et l'armée, vous êtes invité à ne négliger aucun moyen d'atteindre ce but, et tous ceux qui peuvent vous être fournis d'ici seront mis à votre disposition. Mais ce résultat sera-t-il tel que vous puissiez parvenir à réaliser le vœu de l'Empereur, de se borner à exécuter le traité de Tilsit, en maintenant l'alliance de la France et de la Russie jusqu'à la paix avec l'Angleterre, et sans exposer l'empereur Alexandre au danger d'une Révolution.<sup>633</sup>

Quoique subordonnée aux visées politiques, la question de la représentation s'impose donc pour Caulaincourt. Ainsi décrits l'environnement de l'ambassade, les grands ensembles de la cour et de la société, après être revenu sur les recommandations de Savary et les instructions de Champagny, il s'agit maintenant d'envisager les formes prises par cette représentation, et son impact sur l'opinion russe.

---

<sup>630</sup> AN, 95 AP, carton 7. Lettre de Champagny à Caulaincourt. Milan, 25 novembre 1807.

<sup>631</sup> Albert Vandal note dans son ouvrage que les objectifs de l'ambassadeur russe à Paris, étaient radicalement opposés à ceux de Caulaincourt. « L'ambassadeur de Russie en France, pour réussir, devait fournir avec l'ambassadeur de France en Russie un parfait contraste. Il fallait que ce dernier fût avant tout homme du monde ; il était nécessaire que le premier ne le fût pas trop. Loin de conquérir et de gouverner les salons, il devait éviter de les trop fréquenter. En effet, si l'un des devoirs de notre ministre à Pétersbourg était de se concilier personnellement l'aristocratie du pays, afin de la ramener à la France, l'écueil le plus redoutable pour l'envoyé moscovite était de se lier trop particulièrement à Paris avec la société d'Ancien Régime et d'en subir l'influence ». A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. I, p. 189.

<sup>632</sup> AN, 95 AP, carton 7, Champagny à Caulaincourt. Paris, 19 janvier 1808.

<sup>633</sup> AN, 95 AP, carton 7, Champagny à Caulaincourt. Paris, 29 janvier 1808.

## **2. La représentation diplomatique de Caulaincourt : la mise en avant de l'ambassadeur de France comme symbole de l'alliance de Tilsit.**

### *Introduction*

Dès sa mission de 1801 à Saint-Pétersbourg, Caulaincourt, peut-être aigri par les difficultés que rencontrent ses demandes de retour, voit dans son travail d'envoyé français, celui d'un « mannequin de représentation »<sup>634</sup>. Cette expression montre l'ampleur que peut prendre cet aspect du travail de diplomate. L'ambassade de 1807-1811 ne remet pas en question ce point de vue, et au contraire l'amplifie d'une façon rarement atteinte dans l'histoire de la diplomatie, faisant de la mission de Caulaincourt, une ambassade extraordinaire comme il y en eut peu.

Le contexte politique, ainsi que les enjeux de l'opinion et le cadre unique de la capitale russe ont donné toute son ampleur à la représentation diplomatique de Caulaincourt. Celle-ci est d'abord liée aux célébrations officielles et aux grandes fêtes de la Cour, où, tout au long de l'ambassade, le tsar donne au duc de Vicence la première place, marquant ainsi l'importance qu'il accorde à l'envoyé de son allié. Cette première place octroyée à Caulaincourt dans les manifestations officielles est aussi recherchée par lui dans toutes les occasions, dans le but de s'affirmer face aux autres ambassadeurs, voire face aux membres de familles royales étrangères. L'orgueil de l'ambassadeur se mêle au souci de mettre en avant l'immense prestige

---

<sup>634</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I.

nouvellement acquis par l'Empire français. L'importance des hiérarchies, le souci d'être vu et de rappeler à tous l'alliance franco-russe est un objectif essentiel, bien compris par Caulaincourt.

Celui-ci organise aussi de son côté des fêtes destinées, par leur faste extravagant, à s'attacher la Cour et l'aristocratie russe, et à marquer l'esprit des contemporains. La vie mondaine à Saint-Pétersbourg est indissociablement liée à la politique et aux questions d'opinion : observer les fêtes et les salons fréquentés par le duc de Vicence permettra de définir ses réseaux d'amitié et les groupes qui s'opposent à lui. Cet ensemble de points forme la représentation de l'ambassadeur français à Saint-Pétersbourg, à la fois symbole de l'alliance franco-russe et moyen de conquérir la société russe.

### *La place de Caulaincourt dans la vie de la Cour*

Comme vu à la fin du premier chapitre, l'arrivée de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg met en marche tout un ensemble de manifestations et célébrations officielles : il est reçu par le ministre, par l'empereur, à des dîners et à des audiences<sup>635</sup>. Dès le départ, il constate la place particulière qui lui est accordée et qui est affichée aux yeux de la cour, de Saint-Pétersbourg, voire de tout l'empire russe: « j'ai été invité à l'Hermitage<sup>636</sup>, où aucun des membres du corps diplomatique n'est admis »<sup>637</sup>. Ce constat du caractère extraordinaire de son ambassade est une constante dans les rapports du duc de Vicence à son ministre. Il vise à montrer l'estime qu'on lui porte, et par conséquent l'importance donnée à la paix de Tilsit. Les premières lettres de Caulaincourt, notamment celles d'avant Erfurt (après, les questions politiques, et surtout la détérioration progressive des relations franco-russes remettent en question cet enthousiasme) décrivent longuement les célébrations auxquelles il participe et célèbrent ainsi la solidité de l'alliance et le prestige commun, offert aux regards de la Russie, comme à ceux de toute l'Europe. Il est intéressant de citer les descriptions de ces fêtes par Caulaincourt, qui permettent de définir les grands lieux de sociabilité, les endroits où il est utile à l'ambassadeur de se faire voir à la première place, et à l'empereur Alexandre de

---

<sup>635</sup> Il faut noter que ces fêtes sont décrites essentiellement au début de l'ambassade. De même, les dîners avec Alexandre ne sont évoqués que lorsque la discussion qui suit a une importance politique. Il est, par conséquent, impossible de quantifier précisément ces fêtes.

<sup>636</sup> L'Ermitage, ensemble de palais, proches du Palais d'hiver, à Saint-Pétersbourg, construits pour accueillir les collections de Catherine II. Devenu, après sa réunion au Palais d'hiver, un célèbre musée.

<sup>637</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 22 décembre 1807.

montrer à tous ses détracteurs l'envoyé de Napoléon.

Les dîners chez l'empereur sont la base de cette représentation et l'occasion la plus fréquente pour Alexandre de témoigner de l'estime à Caulaincourt. Ces dîners sont souvent suivis des longues conversations entre l'empereur et l'ambassadeur, reproduites dans les rapports au ministre des Relations extérieures<sup>638</sup> : la représentation est alors indissociable des négociations politiques. De plus, le fait que le tsar et le duc de Vicence s'isolent pour discuter montre à tous la relation particulière qu'ils entretiennent et la primauté donnée aux questions de l'alliance franco-russe. Sur la forme de ces dîners à la Cour, il s'agit de repas donnés chez l'empereur en petit comité, comme décrits par Savary dans ses notes sur Saint-Pétersbourg. Le tsar lui-même donne la mesure de ces repas où tout cérémonial semble avoir disparu, lorsqu'il invite l'ambassadeur à venir « manger [sa] soupe »<sup>639</sup>. En l'absence d'Alexandre, ces repas peuvent aussi avoir lieu chez l'impératrice régnante : c'est ainsi le cas pour Savary, en octobre 1807, qui partage la table d'Élisabeth, en compagnie de sa sœur<sup>640</sup> et du comte Roumiantsov<sup>641</sup>. Il s'agit donc des manifestations les plus ordinaires de la vie de la cour, sans faste particulier, avec très peu d'invités. Mais n'est-ce pas justement une formidable marque de faveur que de convier Caulaincourt à ce qui s'apparente presque à une vie familiale bourgeoise ? Il est certain que cette place de l'ambassadeur dans l'appareil épuré de la vie de cour est apte à frapper les esprits tout autant que les célébrations publiques.

Bien supérieures, tant par le nombre d'invités que par les dépenses inouïes qu'elles peuvent provoquer, les fêtes données par la Cour sont l'occasion cette fois de mêler Caulaincourt aux différents membres de la famille impériale, ainsi qu'à l'aristocratie pétersbourgeoise. Les éléments récurrents de ces fêtes sont les bals, mis en valeur par Tolstoï dans *Guerre et Paix*, et les feux d'artifice qui rencontrent un fort engouement. Dans sa lettre du 26 décembre 1807 à Champagny, Caulaincourt décrit un de ces bals, en s'attardant notamment sur un incident qui prouve au passage que la faveur manifestée par Alexandre n'est pas forcément partagée par les membres de son entourage :

Le soir, il y eut bal à la Cour chez l'impératrice-mère. J'eus l'honneur de danser le premier avec l'impératrice régnante et Mesdames les grandes-duchesses. L'empereur me parla souvent et longtemps, ainsi qu'au général Savary. À la danse, la princesse Amélie de Bade ayant affecté de ne me point prier après les grandes-duchesses, et dansé avec l'ambassadeur

---

<sup>638</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, II, 2.

<sup>639</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 15 février 1808.

<sup>640</sup> Amélie-Catherine-Christine de Bade, seconde fille de Charles-Louis, margrave de Bade Durlach, sœur de l'impératrice Élisabeth.

<sup>641</sup> Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *L'impératrice Élisabeth, épouse d'Alexandre I<sup>er</sup>*, Saint-Pétersbourg, Manufacture des papiers de l'Etat, 1908-1909, 3 vol., p. 198. Savary à Champagny, Saint-Pétersbourg, 21 octobre 1807.

d'Autriche, je le fis remarquer au comte de Romantsoff, en me louant de la manière dont la Famille Impériale était pour moi. Il me parut peiné de cela et m'assura que ce ne pouvait être qu'un malentendu du chambellan qui invitait pour elle ; qu'au reste elle n'avait point de rang reconnu. Une demi-heure après, le chambellan de l'impératrice régnante vint me témoigner le regret de la princesse de ne m'avoir point trouvé, dit-il, aux premières polonaises, et m'a engagé à danser avec elle.<sup>642</sup>

Cet exemple est encore une fois significatif de la distinction qui entoure Caulaincourt, une distinction qui est parfois encouragée, et même forcée par les partisans de l'alliance comme Alexandre et Roumiantsov. Ce bal, la première grande fête de l'ambassade de Caulaincourt, est l'occasion pour l'empereur et son ministre d'affirmer le caractère particulier de l'ambassade française et de réprocher tout manque d'égards à son sujet :

Au souper, j'eus la droite, la place d'honneur à la table de l'impératrice, de manière que l'ambassadeur de France se trouve classé dans l'étiquette le premier partout. [...] Toute la ville était à ce bal. Le plus grand nombre a été prévenant pour l'ambassadeur de France. L'empereur s'est fortement prononcé depuis que j'ai eu l'honneur de dîner chez lui, et il a déclaré qu'il n'admettait point aux fêtes de la Cour ceux qui ne seraient point ce qu'ils devaient pour l'envoyé de S.M. Quant aux femmes, j'ai dansé avec les plus révoltées, et le temps fera le reste.<sup>643</sup>

Nous reviendrons sur l'accueil réservé à Caulaincourt par la société pétersbourgeoise mais il est déjà bon de souligner le fait que l'impulsion vient, dès le départ et tout au long de l'ambassade, des deux principaux promoteurs de la paix de Tilsit en Russie, Alexandre I<sup>er</sup> et Roumiantsov : l'essoufflement de l'alliance ne modifiera pas cette distinction, véritable vitrine de l'alliance.

L'exemple de ce bal, le premier de Caulaincourt, est significatif mais il est encore de peu d'envergure à côté des grandes manifestations liées au calendrier ou à des occasions

---

<sup>642</sup> Caulaincourt à Champagny, 26 décembre 1807. Cette scène est à mettre en relation avec une anecdote tirée des mémoires de la comtesse de Boigne, qui raconte un bal en 1804 chez Mme Récamier. Caulaincourt, sali par l'affaire du duc d'Enghien, danse avec mademoiselle Charlot quand tout le monde s'écarte. Mlle Charlot feint alors de se sentir mal pour mettre fin à cette « malheureuse danse ». « Monsieur de Caulaincourt était pâle comme la mort. On peut juger par là à quel point le meurtre de monsieur le duc d'Enghien était encore vif dans les esprits et combien les calomnies (et c'en étaient je crois) étaient généralement accueillies contre Monsieur de Caulaincourt ». *Mémoires de la comtesse de Boigne née d'Osmond, édition présentée et annotée par Jean-Claude Berecht. I. Du règne de Louis XVI à 1820*, Mercure de France, 1986, 545 p., p.160. Ces deux exemples montrent l'importance des bals pour la considération sociale et le fait qu'ils sont l'instrument de la répulsion des femmes. Celles-ci, dont le rôle politique est presque nul, détiennent avec le choix de leur partenaire de danse un moyen de montrer leur opinion sur des personnages, voire sur des situations politiques, comme la princesse Amélie de Bade avec la paix de Tilsit (sauf bien entendu si l'on considère que l'excuse de la princesse est valable...). Plus généralement, il faut remarquer l'influence des femmes, et notamment des épouses des personnalités de l'opposition, comme le souligne le chevalier de Bray (AMAE, Mémoires et Documents, Russie, 32) : « Les femmes sont assez généralement portées pour les Anglais, et Lord Gower [ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg] est, entre autres, appuyé par la princesse Serge Galitzine, Mesdames de Stroganoff, de Kotchoubey et de Novosiltsoff ont aussi pour ce pays une propension qui dérive de leurs habitudes ».

<sup>643</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 26 décembre 1807.

diverses, mariages princiers comme celui de la grande-duchesse Catherine avec le duc d'Oldenbourg<sup>644</sup>, voyages de familles royales étrangères comme celle de Prusse en 1809, etc. Ainsi le bal organisé à l'occasion du nouvel an est un spectacle d'une ampleur incomparable qui réunit 13000 personnes et dont l'ambassadeur est un témoin ébloui et impressionné par la démesure du rassemblement :

On a distribué 17 000 billets pour le bal masqué qui a eu lieu à la Cour le premier janvier (style russe). Il s'y trouvait 13000 personnes. Les impératrices étaient en costume russe. Toutes les classes sont admises à ces bals, à l'exception de ce que l'on appelle mougiks, c'est-à-dire paysans. On y voit par conséquent des gens de tous les pays, des costumes et des figures de toutes les espèces. Les hommes, quels qu'ils soient, portent un domino par-dessus leur habit. Les femmes sont dans le costume qu'elles veulent. Les élégantes de la Cour portent ordinairement celui d'une province de l'Empire, et toujours, le plus extraordinaire, elles sont couvertes de perles et de diamants. C'est une cohue où il règne cependant assez d'ordre. L'empereur se promène au milieu de cette foule avec une confiance qui fait l'éloge de la basse classe de la nation. Il danse indistinctement avec toutes les femmes ; l'impératrice et les grandes-duchesses, seulement avec le corps diplomatique et les gens marquants de la Cour. Cette danse se borne à une promenade qu'on nomme polonaise, et pour laquelle on est obligé de fendre la presse, et de distribuer encore plus de coups de coude qu'on en reçoit, afin d'empêcher sa danseuse d'être étouffée. À la suite de cette fête vraiment populaire, il y a un souper de cérémonie à l'Hermitage. Mais ici on ne laisse entrer que les personnes invitées. Cela se borne au cercle ordinaire de la Cour et aux étrangers de distinction. Les ambassadeurs soupent seuls à la table des impératrices. Les seigneurs russes et les étrangers sont admis à d'autres tables autour de celle-là.<sup>645</sup>

Ce témoignage peut donner la mesure des fastes de la capitale russe où se mêlent les influences européennes et celles des provinces asiatiques de l'empire. Le rassemblement, à la fois populaire et princier, est un formidable moyen de présenter Caulaincourt à toute la société et ce, dès le début de son ambassade. Si toutes les fêtes n'ont pas cette ampleur, elles suivent ce modèle qui propose danse avec des partenaires parées de mille richesses, repas somptueux, et où l'ambassadeur de France a toujours un rôle de premier choix, loin devant les autres diplomates étrangers qui restent à leur place habituelle. Nous reviendrons sur les questions de préséance mais il faut insister sur le fait que cette mise en avant de Caulaincourt

---

<sup>644</sup> Sur la fête donnée pour le mariage de la grande-duchesse, Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 4 mai 1809: « En conséquence, je me suis rendu au palais le 18 [avril] au matin, en grande cérémonie, avec les personnes attachées à mon ambassade, et je fus conduit avec les autres agents diplomatiques dans la chapelle impériale. Le soir, j'assistai au bal paré qui fut donné dans le palais, et j'eus l'honneur de faire, selon l'usage, la partie de l'impératrice mère, et de danser avec S.M. l'impératrice régnante et avec LL.AA.II. mesdames les grandes-duchesses. Le ministre des Affaires étrangères m'avait donné verbalement connaissance d'un ukase qui accordait au prince d'Oldenbourg le titre d'Altesse Impériale. Je crus devoir, d'après cette notification, lui céder le pas et ne danser qu'après lui ».

<sup>645</sup> Bulletin à Champagny. Du 1/13 au 17/29 janvier 1808. N. Mikhailovitch, *Les Relations diplomatiques de la Russie et de la France...*, t. I, p. 95.

brise l'étiquette traditionnelle du corps diplomatique et donne à la France la valeur qu'elle a acquise sur les champs de bataille d'Europe, au grand désarroi de ses opposants.

Autres manifestations, plus austères mais non moins prestigieuses, les célébrations officielles rythment la vie de la Cour et présentent le spectacle de la famille impériale et du pouvoir du tsar. Souvent liées aux fêtes religieuses, elles ne sont pas toujours agréables à suivre. La bénédiction des eaux de la Néva au début de l'année, par un froid glacial, est ainsi pour Caulaincourt une rude épreuve<sup>646</sup> en même temps qu'un honneur insigne. L'ambassadeur de France vit cette journée aux côtés de l'empereur Alexandre, et semble impressionné par l'organisation de la célébration et par son caractère proprement russe :

Le 6 janvier, jour de l'Épiphanie, a eu lieu la bénédiction des eaux de la Néva, à 6 heures du matin ; des salves d'artillerie ont annoncé l'ouverture de la journée. À 10 heures, l'empereur s'est rendu sur la place du château, accompagné de S.E. l'Ambassadeur de France et suivi de son état-major.

30 000 hommes, tant cavalerie qu'infanterie, avaient été réunis pour cette cérémonie et occupaient la place du château. [...] À 11 heures, la procession est sortie du château et s'est rendue sur la Néva dans un pavillon construit en face de la statue de Pierre-le-Grand<sup>647</sup>. [...] Au moment de la bénédiction des eaux, des feux de bataillon furent exécutés sur toute la ligne, et les artilleries de la citadelle et de l'Amirauté firent plusieurs décharges. Les drapeaux et étendards, accompagnés par des officiers, avaient été portés dans le pavillon où se faisait la cérémonie, et le métropolitain, après avoir béni la Néva, jeta de cette eau sacrée sur la Famille Impériale et sur les drapeaux.<sup>648</sup>

Dans une autre lettre il revient sur cette journée pour remarquer encore une fois l'originalité et la nouveauté d'une telle situation : « On a particulièrement remarqué les distinctions dont l'ambassadeur de France a joui le 6 à la fête des Rois. Il a accompagné l'empereur à cheval pendant toute la revue et la cérémonie. Cette faveur n'avait jamais été accordée à aucun étranger »<sup>649</sup>.

Si Caulaincourt se distingue des autres étrangers présents à la Cour, il est en outre placé au même niveau que les membres de la famille impériale, fait inouï dans l'étiquette, symptomatique de l'évolution de ces pratiques depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il le remarque

---

<sup>646</sup> Présent à cette cérémonie, Joseph de Maistre s'amuse beaucoup de la participation de Caulaincourt : Joseph de Maistre au Chevalier de Maistre, Saint-Pétersbourg, 7/19 janvier 1808. « Un spectacle précieux était celui de l'Ambassadeur de France, pénétré et transi de froid, rouge comme une crête de coq, et tremblant comme un roseau. *Il nous a beaucoup divertis*, mais, en récompense, il a été comblé d'honneurs ». Les lettres de Joseph de Maistre, citées à partir de maintenant, sont tirées de l'édition de ses œuvres complètes, tome 11 : Joseph de Maistre, *Œuvres complètes, XI-XII*, Slatkine Reprints, Genève, 1979. Tome onzième, Correspondance III. 1808-1810 [réimpression de Librairie générale catholique et classique, Lyon, 1885].

<sup>647</sup> Le « cavalier d'airain », la statue de Pierre le Grand par le sculpteur français Falconet (1716-1791), érigée à Saint-Pétersbourg de 1767 à 1778.

<sup>648</sup> Bulletin à Champagny. Du 29 janvier au 18 février 1808. N. Mikhailovitch, *Les Relations diplomatiques de la Russie et de la France...*, t. I, p.147.

<sup>649</sup> Bulletin à Champagny. Du 1/13 au 17/29 janvier 1808. N. Mikhailovitch, *Les Relations diplomatiques de la Russie et de la France...*, t. I, p. 95.

lui-même dès le mois de décembre 1807, quand il est convié au théâtre de l'Ermitage, « où aucun des membres du Corps diplomatique n'est admis ». Il n'est jamais superflu pour l'ambassadeur de répéter ce fait à son ministre, afin de satisfaire l'orgueil français :

Un fourrier de la Cour m'attendait dans le salon qui précède la salle, et était chargé de me placer dans le rang de LL. MM. II., sur une chaise comme Elles, et à côté des grands-ducs, distinction dont il n'y avait pas encore eu d'exemple, qui a frappé toute la Cour et a produit le meilleur effet. Le théâtre de l'Hermitage est rond et distribué par gradins en amphithéâtre pour toute la Cour qui y est pêle-mêle. Les ministres et grandes-charges occupent les gradins du bas, et la Famille Impériale est assise sur des chaises derrière l'orchestre, l'empereur au milieu, tous les grands-ducs à sa droite, suivant le rang de leur naissance, à sa gauche l'impératrice-mère, puis l'impératrice-régnante et les grandes-duchesses. Les deux dames d'honneur et la gouvernante des grandes-duchesses, qui sont dames du portrait, sont aussi sur cette ligne à la droite et à la gauche de la Famille Impériale.<sup>650</sup>

Toutes ces occasions, décrites avec précision par Caulaincourt au début de son ambassade, sont donc la preuve de l'estime dans laquelle est tenu l'envoyé de l'empereur Napoléon et surtout de l'importance qui lui est donnée, en comparaison des autres diplomates, et même au sein de la famille impériale. Caulaincourt, s'il fait étalage de son orgueil et de ses prétentions en matière de préséance comme nous allons le voir, ne demande pas tous ces honneurs et il s'en étonne lui-même. Voici le résumé de ces attentions qui lui sont prodiguées et qui l'enchantent, tout comme elles enchantent sûrement ses maîtres :

Je crois devoir tenir V.E. au courant des marques de distinction que je reçois. L'empereur m'a envoyé deux chevaux de selle pour l'accompagner à toutes les parades et revues. Je dîne une et deux fois par semaine à la Cour. J'assiste avec et à côté de la Famille Impériale à tous les spectacles de la Cour. Je suis prié à toutes les petites fêtes d'intérieur et bals de famille à la Cour. J'ai toutes mes entrées chez le ministre tous les jours et à toute heure sans être obligé d'en prévenir. Ma voiture, même celle d'incognito, est placée partout avec celles de la Famille, ainsi que mes gens. La police en a l'ordre.<sup>651</sup>

Cette conquête de la Cour est donc orchestrée par Alexandre qui y voit un instrument politique de premier ordre : à charge pour l'ambassadeur de France de soutenir son rang par ses moyens et son faste personnels, et de bien présenter, d'où l'importance des origines nobles et de la carrière militaire dans le choix de Caulaincourt, ainsi sans doute, sans que cela soit exprimé, de son apparence physique.

Si les distinctions pleuvent sur lui, le duc de Vicence ne reste pas toutefois inactif et cherche à satisfaire la Cour et à rivaliser avec ces faveurs. Sans la surestimer, la place des

---

<sup>650</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 22 décembre 1807.

<sup>651</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 13 janvier 1808.

cadeaux dans cette entreprise d'approvisionnement de la cour impériale est indéniable, par l'attention qu'ils sous-entendent, mais aussi par le prestige qu'ils peuvent contenir : prestige des productions françaises, prestige des campagnes militaires de Napoléon. Ainsi, Savary, dans ses notes sur le ministère de la Russie et le corps diplomatique à Saint-Pétersbourg<sup>652</sup>, estime qu'il serait judicieux d'offrir au couple impérial le service de porcelaine de Sèvres<sup>653</sup> qui retrace l'expédition d'Égypte, ainsi que le tableau des *Pestiférés de Jaffa*<sup>654</sup>, parce qu'Alexandre s'intéresse beaucoup à cette campagne orientale et qu'il a été intrigué par l'épisode figuré par le tableau de Gros<sup>655</sup>. Savary préconise aussi l'envoi de bouteilles de vin de Bourgogne, fleuron de la production agricole française. Caulaincourt, suivant l'exemple de son prédécesseur, fait office d'espion des désirs du tsar et de la tsarine, afin d'indiquer les objets, disponibles en France, susceptibles de leur plaire:

Je sais qu'on a vainement fait chercher par toute la ville, même chez les particuliers, un tapis de la Savonnerie, que l'empereur et l'impératrice désiraient pour y faire jouer la jeune grande-duchesse, se plaignant que ceux des autres fabriques écorchaient l'enfant aux genoux. Si l'empereur autorisait V.E. à m'en faire envoyer deux petits par un courrier, un pour la chambre de l'impératrice et l'autre pour celle de l'enfant, je suis certain que cette attention serait fort agréable à LL.MM., car c'est le comte Tolstoï qui m'a raconté cela, [...] <sup>656</sup>.

C'est en dépassant le cadre purement officiel, et en visant les aspects plus intimes de la vie à la Cour, que Caulaincourt espère répondre aux bonnes grâces de l'empereur Alexandre, et montrer qu'il est conscient de l'honneur qui lui est fait. La politique reste aussi de façon permanente en ligne de mire. En effet, la présence des cadeaux de Napoléon dans les palais d'Alexandre, si elle n'est qu'une manifestation apparente de l'amitié franco-russe, n'en reste-t-elle pas un symbole bien visible de tous les visiteurs : ambassadeurs hostiles, nobles réticents, etc.?

En définitive, tous ces éléments, repas à la Cour, fêtes, célébrations officielles, échanges de cadeaux, tout participe de la promotion de l'alliance de Tilsit, en utilisant l'outil mis à

---

<sup>652</sup> AMAE, Russie, 141, 23 Août 1807. Sur ce document, voir l'introduction de ce chapitre.

<sup>653</sup> À noter que ce service de porcelaine coûte au ministère des Relations extérieures la somme de 60 000 francs. Voir AMAE, Personnel-Lois et Décrets, volume 10.

<sup>654</sup> Tableau peint en 1804 par Antoine-Jean Gros (1771-1835), élève de David, auteur de grandes fresques historiques sur l'épopée napoléonienne, *La bataille d'Arcole* (1801) ou *Napoléon sur le champ de bataille d'Eylau* (1808).

<sup>655</sup> Le tsar remercie Napoléon de ces cadeaux et en envoie aussi: « J'ose aussi offrir à Votre Majesté quelques productions de mon pays, ce ne sont que des blocs de pierres, mais susceptibles d'être embellis par le goût avec lequel on travaille à Paris ». AMAE, Corr. Pol., Russie, Supplément 17, Alexandre à Napoléon, Saint-Pétersbourg, le 1/12 mars 1808. Ces « blocs de pierre », de la Malachite provenant de Sibérie, serviront à confectionner différents meubles présentés par Napoléon au Grand Trianon, symboles encore une fois de l'amitié qui le lie à l'empereur Alexandre.

<sup>656</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 13 janvier 1808.

disposition par Napoléon dans cet objectif : Caulaincourt.

### *Questions de préséance et orgueil de l'ambassadeur*

L'ambassadeur ne reste pas passif devant cette mise en avant : il y participe activement. Si les cadeaux ne visent qu'à séduire Alexandre et à répondre à ses bontés, les questions de préséance montrent l'orgueil de l'ambassadeur de France qui se place résolument au sommet de la société pétersbourgeoise. Albert Vandal résume cette situation : « Bien établi dans la confiance du souverain, il restait [à Caulaincourt] à affronter la société. Avant de chercher à plaire, il voulut frapper les esprits et s'imposer ; aussi se montra-t-il intraitable sur le chapitre de ses prérogatives »<sup>657</sup>. En effet, dès le début de sa mission, Caulaincourt souhaite clarifier les questions de protocole et d'étiquette afin d'être mis en valeur. Ces exigences lui semblent légitimes mais rencontrent, malgré la bonne volonté du tsar, « quelques difficultés » : « J'ai cru devoir faire plusieurs observations sur le cérémonial, et j'ai demandé qu'au lieu d'une seule voiture pour me conduire au palais impérial, on m'en donnât trois ; que ce fût un grand officier de la Couronne qui vint me recevoir à l'entrée des premiers appartements. J'ai également pensé qu'il était convenable qu'un des premiers officiers de S.M. l'impératrice mère vînt au-devant de l'ambassadeur de l'Empereur et qu'elle désignât des officiers et des dames de sa maison pour le recevoir et lui tenir compagnie en attendant son audience. [...] Après quelques difficultés, tout ce que j'avais demandé m'a été accordé »<sup>658</sup>. Cet exemple permet de voir que les honneurs qu'Alexandre fait pleuvoir sur Caulaincourt sont légitimes, du point de vue de l'ambassadeur qui participe de ce mouvement de mise en avant : l'ambassadeur et le tsar jouent chacun un rôle dans cette représentation diplomatique qui vise à mettre en valeur et à consolider l'alliance entre leurs deux pays, et Napoléon applaudit les initiatives de son ambassadeur, approuvées par le tsar : « il est très bien que vous ayez su prendre, à la cour de Pétersbourg, le rang qui convient à la puissance que vous représentez, sans que cela ait été matière à difficulté »<sup>659</sup>.

Parmi ces prérogatives de l'ambassadeur, il faut distinguer les questions de préséance qui renvoient à la nouvelle situation de l'Europe. En effet, la place de la France napoléonienne et l'alliance de Tilsit font de l'ambassadeur de Napoléon une personne à part parmi le

---

<sup>657</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. I, p. 211.

<sup>658</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 22 décembre 1807.

<sup>659</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 19 janvier 1808.

personnel diplomatique présent à Saint-Pétersbourg, une personne qui entend montrer sa supériorité. La victime désignée de cette prétention est l'ambassadeur d'Autriche, qui conserve la mentalité d'Ancien Régime et peut faire valoir les alliances qui ont récemment liées son pays à la Russie. M. de Merveldt revient fréquemment dans les correspondances, pour marquer le contraste qui existe entre sa situation et les honneurs rendus au duc de Vicence. Le conflit est permanent entre les deux hommes sur les questions d'étiquette. L'ambassadeur d'Autriche ne semble pas percevoir l'évolution de la situation diplomatique, tandis que Caulaincourt en est bien conscient. Après une première tentative d'accommodement, les codes diplomatiques anciens sont brisés :

En me rendant du salon d'attente à la salle d'audience, M. de Merveldt me dit qu'il fallait que nous convinssions du rang de chacun, qu'il m'apporterait un matin, si je voulais, les conventions et traités ; que celui d'Aix-la-Chapelle<sup>660</sup> réglait tout. Je lui répondis en riant qu'il me parlait d'histoire ancienne ; que sa mémoire devait lui fournir des dates plus fraîches pour régler le rang que chacun devait avoir ; que chacun se mettait à sa place. En même temps, je tenais la droite et passais le premier pour me placer le premier. Il ne fut plus question de rien.<sup>661</sup>

L'audace et l'orgueil de Caulaincourt s'affirment lors de cet épisode et plus généralement dans ses relations avec l'ambassadeur d'Autriche qu'il « ne ménage en aucune circonstance, sans manquer cependant aux égards dûs à sa place »<sup>662</sup> ; il suit en cela les instructions de Napoléon qui souhaite imposer son envoyé, surtout face aux représentants de l'Europe d'Ancien régime<sup>663</sup>. Champagny donne même des instructions précises en ce qui concerne M. de Merveldt, envers qui le duc de Vicence doit montrer « plutôt hauteur et indifférence »<sup>664</sup>.

Finalement, l'ambassadeur d'Autriche, est en quelque sorte mis à l'écart au profit de Caulaincourt qui rend compte de cette déchéance : « L'ambassadeur d'Autriche boude la

---

<sup>660</sup> Traité de 1748 qui mit fin à la guerre de Succession d'Autriche, signé à Aix-la-Chapelle, actuelle Aachen, Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en Allemagne.

<sup>661</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 26 décembre 1807. Cette scène donne lieu à un « nouvelle et on-dit », du 29 janvier 1808 : « La pirouette de l'ambassadeur d'Autriche, quand l'ambassadeur de France lui a passé sous le nez pour se mettre à la droite qu'il venait de prendre, a beaucoup amusé les cercles, mais surtout les demoiselles d'honneur qui en ont été témoins ». Voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 3, sur les « nouvelles et on-dit ».

<sup>662</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 31 décembre 1807.

<sup>663</sup> Corr. Napoléon, t. XVI, p. 176, Napoléon à Champagny, Milan, 23 novembre 1807, cité par N. Mikhailovitch, *Les relations diplomatiques de la Russie et de la France*, t. I, p.12 (en note) : « Recommandez au général Caulaincourt de se tenir très haut vis-à-vis de M. Merveldt, de le traiter plutôt avec hauteur et indifférence ; qu'il ne doit point oublier que, sous aucun point de vue, M. Merveldt n'est recommandable : comme ambassadeur d'Autriche, il n'a aucun droit vis-à-vis de mon ambassadeur ; comme individu, c'est un militaire sans mérite ; comme diplomate, c'est un petit intrigant sans talent ».

<sup>664</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Milan, 25 novembre 1807. Le ministre voit aussi dans cette position que doit adopter l'ambassadeur de France une revanche après le comportement de Merveldt durant la mission de Savary : « L'Empereur approuverait que vous le punissiez de sa conduite envers le général Savary, lorsque vous en trouverez l'occasion ».

Cour, qui donne partout le pas à l'ambassadeur de France ; depuis le 15 février [1808], il ne va plus à aucune fête. Il fait des visites même chez l'ambassadeur de France. On rit de la mortification qu'il a eue le jour de la fête de Madame la grande-duchesse Anne. Les rieurs ne sont pas pour lui »<sup>665</sup>. Ayant compris le nouvel état des choses, M. de Merveldt doit faire la cour au duc de Vicence pour espérer se maintenir dans la capitale russe : il accepte implicitement que l'ambassadeur de France ait le pas sur lui.

Ce souci de la préséance dépasse les petites tracasseries faites à l'ambassadeur d'Autriche, que ce soit M. de Merveldt ou, début 1809, M. de Schwartzenberg et concerne aussi les relations de l'ambassadeur de France avec des membres de la cour impériale. On a vu qu'au théâtre, Caulaincourt est placé au même niveau que les grands-ducs et grandes-duchesses<sup>666</sup>, mais parfois la situation est plus complexe et demande des éclaircissements et des directives de la part du ministère des Relations extérieures. C'est le cas lors du mariage du prince d'Oldenbourg avec la grande-duchesse Catherine, au mois de décembre 1809. Quelle doit être l'étiquette à observer face à ce personnage qui n'est que le prince héritier d'une maison vassale de la France, puisqu'elle fait partie de la Confédération du Rhin, mais liée directement à la famille impériale de Russie ? Le duc de Vicence demande des instructions à ce sujet : « Je prie V.E. de vouloir bien me donner des instructions sur la manière dont je dois me conduire avec ce prince dans les fêtes, cérémonies et autres occasions publiques. Les ambassadeurs extraordinaires cèdent-ils le pas aux princes étrangers ? [...] Il est nécessaire que les intentions de ma cour me soient promptement connues, pour régler ma conduite sous ces différents rapports »<sup>667</sup>. En effet, la situation n'est pas courante et les exemples anciens sont rares : « Le mariage d'un prince d'Oldenbourg avec une princesse de Russie, l'avantage que lui donnera cette alliance de joindre à la qualité de parent de l'empereur Alexandre, l'honneur de devenir son beau-frère, donnent lieu (sur l'étiquette à observer par l'ambassadeur de S.M. l'Empereur et Roi) à une question de cérémonial, dont la solution paraîtra difficile, si on cherche à l'appuyer sur ce qui s'est pratiqué dans de semblables occasions ».

Cette phrase est extraite d'un rapport, intitulé « Discussion de cérémonial pour le prince d'Oldenbourg »<sup>668</sup>, où sont analysés tous les cas similaires depuis le règne de Louis XIV, qui apparaît ici comme le modèle à suivre sur les questions de préséance, dans la mesure où la

---

<sup>665</sup> N. Mikhailovitch, *Les relations diplomatiques de la Russie et de la France*, t. I, p.144. Bulletin à Champagny, du 19 au 27 février 1808.

<sup>666</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 22 décembre 1807.

<sup>667</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 9 décembre 1809.

<sup>668</sup> Voir annexe n°5.

prépondérance française à cette époque rappelle celle actuelle. Le sous-titre de ce texte, « Les exemples prouvent que les ambassadeurs de France avaient le pas sur les cadets des premières maisons souveraines » est révélateur de la thèse que défend Caulaincourt, à savoir qu'il doit avoir le pas sur le prince d'Oldenbourg, malgré le fait que celui-ci est sur le point de devenir le beau-frère du tsar Alexandre. Finalement, le ministre recommande à son ambassadeur de modérer ses prétentions : « Relativement au rang que l'on veut accorder au jeune prince d'Oldenbourg qui doit épouser une grande-duchesse, l'intention de S.M. est que vous fassiez ce qui conviendra à l'empereur de Russie. « Mon ambassadeur, m'écrit S.M., ne doit et ne peut céder le pas au prince héréditaire d'Oldenbourg ; mais il doit céder sans difficulté au mari de la sœur de l'empereur de Russie, lorsqu'il sera reconnu comme tel »<sup>669</sup>. La lettre de Napoléon à Caulaincourt sur la même question critique le comportement du duc de Vicence : « Vous avez eu tort de faire la moindre difficulté là-dessus. Chacun est maître de faire pour sa famille les lois qu'il veut, et, du moment qu'elles sont faites à titre de famille, aucun ambassadeur ne peut se mettre de pair. Vous ne devez pas céder le pas au prince d'Oldenbourg, pas à son père, mais au beau-frère de l'empereur de Russie, s'il lui donne ce rang dans sa cour »<sup>670</sup>. Les prétentions de Caulaincourt doivent donc s'incliner devant les préventions à observer à l'égard de l'empereur Alexandre : le prestige de l'ambassadeur ne peut compromettre les bonnes relations entretenues avec le tsar<sup>671</sup>.

Ces deux exemples de l'ambassadeur d'Autriche et du prince d'Oldenbourg résument bien ces questions de préséance. Celles-ci sont un souci majeur chez Caulaincourt, souci partagé par Champagny et Napoléon. Dans le contexte de l'Europe napoléonienne et de l'alliance de Tilsit, il n'est pas question que l'ambassadeur de France soit relégué à la seconde place, surtout quand les arguments invoqués par l'ambassadeur d'Autriche sont ceux d'avant 1789. La préséance, qui suit des règles complexes issues des traités conclus entre les puissances européennes depuis celui de Westphalie, en 1648, est un instrument malléable pour Caulaincourt qui s'affirme ainsi vis-à-vis de ses concurrents, avec l'accord d'Alexandre. Mais l'exemple d'Oldenbourg montre que cet orgueil de circonstance va parfois trop loin et

---

<sup>669</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 16 janvier 1809.

<sup>670</sup> Napoléon à Caulaincourt, Valladolid, 14 janvier 1809. Cité par Albert Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, Appendice I, p. 575-577.

<sup>671</sup> Le souci de préséance de Caulaincourt le porte parfois à l'excès, si on suit le témoignage de Domergue, dans *La Russie pendant les guerres de l'Empire (1805-1815). Souvenirs historiques de M. Armand Domergue*, p. 133-134 : « Monsieur Caulaincourt ne montra pas une moindre vigueur de caractère dans une autre occasion, où, pour conserver son droit de préséance, il fit barrer le chemin par son équipage au comte Dolgorouki, tandis que ses gens coupaient les traits (d'autres disent les jarrets) des chevaux du noble comte ». Une fois écartée la part d'exagération, ce témoignage révèle les prétentions de l'ambassadeur qui s'étendent aux diplomates étrangers mais aussi aux aristocrates russes qui fréquentent la Cour.

qu'il ne doit pas heurter les sensibilités du tsar au nom du prestige de l'envoyé de l'empereur des Français.

Ces questions sont finalement assez complexes : d'un côté est affirmé le nouvel ordre européen dont le duc de Vicence se veut le premier représentant ; d'un autre les références au passé sont constantes et justifient souvent *a posteriori* les initiatives de l'ambassadeur de France<sup>672</sup>. Ainsi, un an après la scène entre Caulaincourt et M. de Merveldt, Champagny fait des recherches<sup>673</sup> sur ces questions de préséance entre la France et l'Autriche, sous l'Ancien Régime : « Quel était ce rapport? C'est ce que je ne puis dire en ce moment d'une manière précise. Je ne puis croire néanmoins que la France n'eut pas la prééminence. Je fais à cet égard des recherches dont je m'empresserai de vous faire connaître le résultat »<sup>674</sup>. Et, après recherches, comme celles qui furent menées dans le cas des questions de préséance à observer avec le prince d'Oldenbourg, il donne la préséance à son ambassadeur, qui doit toujours avoir le pas sur celui d'Autriche<sup>675</sup>. Cette tension entre nouvel ordre diplomatique et anciennes préséances n'est-elle pas comparable à celle qui marque la seconde partie du règne de Napoléon où le passé monarchique de la France est de plus en plus invoqué pour légitimer le nouveau régime ?

### *La vie mondaine de l'ambassadeur et ses réseaux*

Les questions de préséance ne sont pas le seul moyen pour Caulaincourt d'affirmer sa fonction. Au-delà du milieu de la cour, sa participation à la vie mondaine de la capitale russe lui permet d'atteindre la société pétersbourgeoise, ses clans, ses réseaux, ses personnalités.

---

<sup>672</sup> Ainsi, avant de pouvoir statuer sur le rang des ambassadeurs de France et d'Autriche, Champagny approuve le comportement de son ambassadeur et l'éviction de son rival : « En attendant, V.E. s'étant déjà mis en possession de la prééminence, doit s'y maintenir et renvoyer les demandes que le nouvel ambassadeur d'Autriche pourra faire à une discussion amiable entre les deux cours intéressées, qui seules peuvent s'entendre et décider sur cet objet ». 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, décembre 1808. Les négociations restent ouvertes, mais à un niveau plus élevé, celui de Vienne et de Paris : à Saint-Pétersbourg, doit être maintenu le *statu quo* favorable à la France.

<sup>673</sup> Il est à noter que des recherches de cette sorte ne peuvent être faites qu'à Paris, puisque Caulaincourt le souligne : « Votre Excellence sait que je suis sans archives ». (Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 10 avril 1811).

<sup>674</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, décembre 1808 (postée le 5).

<sup>675</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 16 janvier 1809 : « J'ai eu l'honneur de vous annoncer une réponse définitive concernant le rang entre les couronnes impériales de France et d'Autriche. Les faits recueillis aux archives ont confirmé mes pressentiments. La préséance appartient incontestablement aux ambassadeurs de France, parce que la maison de France a toujours eu le pas sur celle de Hongrie ou de Bohême, et vous devez le conserver ».

Tout au long de l'ambassade, les fêtes, celles organisées par le duc de Vicence et celles auxquelles il participe, rythment la vie de la ville de Pierre le Grand, avec un faste peu commun. La correspondance de l'ambassadeur, mais aussi les mémoires de l'époque rendent compte de ces festivités qui peuvent atteindre une véritable démesure. Elles sont aussi un instrument politique, au même titre que les fêtes initiées par la Cour impériale de Russie. Pour Caulaincourt, c'est un moyen de séduire, de plaire et de faire la promotion de Napoléon, de la France et de l'alliance de Tilsit. Les ralliements de l'aristocratie russe ou les portes de celle-ci qui lui restent fermées sont révélateurs des clans qui existent à Saint-Pétersbourg, ainsi que des mouvements de l'opinion. Les fêtes de la capitale russe ne sont pas que des phénomènes annexes, mais un des centres de la vie publique et, pour Caulaincourt, de la représentation diplomatique.

Avant tout, on peut observer que ces impératifs de représentation diplomatique ont un coût qui est loin d'être anodin ou négligeable. Nous avons vu que les moyens octroyés à l'ambassadeur de France sont immenses<sup>676</sup>, et, parmi ceux-ci le budget consacré aux fêtes occupe une grande part des dépenses annuelles. Les fonds de l'ambassade suffisent rarement à celles-ci et le duc de Vicence doit avancer de l'argent et surtout demander des sommes au ministère. Ces sommes, tirées de fonds secrets, puisqu'il s'agit de dépenses extraordinaires, sont colossales, mais parviennent à peine à rembourser les frais de représentation de Caulaincourt, comme en témoigne cette lettre de Champagny à Napoléon :

Monsieur le duc de Vicence expose à Votre Majesté ses embarras qui s'accroissent chaque jour, puisqu'il accuse une dette de 180 000 F malgré la somme de 100 000 F qui lui a été accordée sur les fonds secrets de 1808. Il paraît qu'on ne peut établir aucune comparaison entre Pétersbourg et les autres résidences sous le rapport de la dépense, puisque monsieur le duc de Vicence, malgré le traitement extraordinaire dont il jouit et l'ordre qu'il a su établir dans sa maison, ne saurait couvrir les frais de sa représentation.<sup>677</sup>

Ce passage est explicite et fait écho aux suppliques de Caulaincourt qui veut pouvoir tenir son rang : « faut-il vendre ma chemise, comme c'est à bien peu de choses près Votre Majesté qui me l'a donnée, je ne puis lui en faire un sacrifice. La personne lui appartient c'est tout! Je ne lui demande donc qu'une faveur, si elle ne m'accorde pas un secours, c'est de pouvoir vendre pour faire honneur à mes engagements »<sup>678</sup>. Le ministre accorde finalement la

---

<sup>676</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, II, 1.

<sup>677</sup> AN, AF IV 1699 (Russie), Champagny à Napoléon (duplicata), s.d. (fin 1809).

<sup>678</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 20 décembre 1809.

somme de 100 000 francs à l'ambassadeur pour rembourser ses frais, mais cet épisode, qui n'est pas unique, est symptomatique de l'ampleur prise par la représentation que met en place le duc de Vicence.

La représentation de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg est à un niveau rarement atteint, qui résulte du souci de l'ambassadeur d'être le premier dans la capitale russe et de ne jamais transiger sur les moyens utilisés. C'est ainsi que Champagny justifie, auprès de Napoléon, les dépenses de son envoyé : « Monsieur le duc de Vicence a pensé qu'il était utile au service qu'il eût une grande représentation, qu'il était convenable que l'ambassadeur de Votre Majesté eût la meilleure maison, donnât les fêtes les plus brillantes. Dans une ville la plus chère d'Europe où les circonstances ont encore exagéré le prix de toutes choses, les dépenses de Monsieur le duc de Vicence ont dû s'élever proportionnellement et dépasser les bornes ordinaires »<sup>679</sup>. Les « bornes ordinaires » n'ont en effet plus de réalité quand on observe les dépenses occasionnées par la représentation française à Saint-Pétersbourg. Un document de la main de Champagny présente les dépenses dites « extraordinaires », de l'année 1809, à savoir les illuminations, étrennes et *Te Deum* payés par Caulaincourt : le montant s'élève à près de 100 000 francs pour ces seules manifestations, tandis qu'une seule fête en l'honneur du tsar Alexandre coûte 65 000 francs<sup>680</sup>.

Caulaincourt relate régulièrement, dans sa correspondance, les fêtes qu'il organise, en insistant à chaque fois sur leur succès, mais aussi sur leurs résultats politiques : de quelle façon la fête renforce l'alliance, l'amitié entre les empereurs ; qui a été présent, quel membre de l'opposition s'y est rendu, etc. Du fait des sommes engagées, la fête ne peut être présentée comme un simple moment de distraction où s'étale le luxe le plus insolent ; il doit y avoir une valeur ajoutée qui ne peut qu'être politique. Le choix de l'occasion pour donner une fête est, bien entendu, essentiel, tel ce banquet organisé à l'occasion de l'anniversaire de Napoléon, le 15 août, exemple parmi beaucoup d'autres des grandes célébrations dont le duc de Vicence est le maître d'œuvre :

J'ai célébré, le 15, la fête de l'Empereur par un grand dîner de 80 couverts, auquel ont assisté les ministres, les premiers personnages de l'empire. L'empereur avait enjoint aux russes qui y étaient invités de porter la santé de S.M. : elle l'a été, en l'absence de M. de Romantzoff, par le comte Stroganoff, comme le plus ancien membre du Conseil. J'ai porté en même temps celle de l'empereur Alexandre, en disant qu'il ne fallait point séparer des souverains qui étaient si bien unis. Le soir, mon hôtel a été richement illuminé et surmonté d'une gloire, avec le chiffre de l'empereur au milieu. Le

---

<sup>679</sup> AN, AF IV 1699 (Russie), Champagny à Napoléon, 28 février 1810.

<sup>680</sup> Voir Annexe n°2 : « Exemple de dépense annuelle : 1809 ».

lendemain, j'ai donné à dîner à tous les Français, et le soir un bal avec un beau feu d'artifice au Corps diplomatique et aux Russes.<sup>681</sup>

L'objectif est donc toujours éminemment politique. Si ce n'est pas le cas, Champagny recommande d'éviter la dépense : « S.M. s'en rapporte entièrement à V.E. sur la convenance de donner une fête à l'occasion du mariage de la grande-duchesse Catherine. Si cela est agréable à l'empereur Alexandre, vous ne devez pas hésiter. Si au contraire c'est à ses yeux chose indifférente, il vaudrait mieux ne pas en faire la dépense »<sup>682</sup>. Il est certain qu'au fil des mois, ces frais de représentation effraient Napoléon et Champagny qui visent avant tout l'efficacité et les résultats.

Autre question politique qui se greffe sur ces célébrations, le choix des invités peut être lourd de significations. Lors de la crise avec l'Autriche, dans les premiers mois de l'année 1809, Caulaincourt marque sa distance avec l'ambassadeur Schwartzberg, mais avec une subtilité qui montre les calculs et les sous-entendus qu'engendre la représentation diplomatique :

Je donne après-demain un grand dîner à M. le comte de Romantsoff avec tous les gens marquants de ce pays et une partie du corps diplomatique. Dans la position où l'affaire de Braunau a placé M. de Metternich, j'ai pensé qu'il n'était point convenable d'y inviter M. de Schwartzberg. Pour éviter cependant toute plainte fondée de cet ambassadeur, la rupture entre les cours impériales n'ayant pas encore éclaté, je n'ai pas engagé quelques ministres des cours alliées et amies, afin qu'il ne puisse s'appuyer sur ce que lui seul, de tout le Corps diplomatique, aurait été exclu. J'ai aussi engagé à ce dîner le prince Galitzine, destiné à commander l'armée de Galicie.<sup>683</sup>

Caulaincourt, au moyen des fêtes qu'il organise, règle la vie de la capitale russe et surtout la vie politique : l'absence ou la présence d'une personnalité, ici l'ambassadeur d'Autriche peut avoir des conséquences sur le jeu diplomatique.

Politique et fastes sont donc indissociables du point de vue français, et tout est fait pour marquer les esprits par des illuminations, des bals, des feux d'artifice. Même les opposants doivent être impressionnés et, au-delà de leurs critiques, accepter la première place de l'envoyé de Napoléon à Saint-Pétersbourg. Mais la vie mondaine de la capitale est complexe et les fêtes de Caulaincourt ne sont pas les seules à occuper l'aristocratie russe. Le duc de

---

<sup>681</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 19 août 1809.

<sup>682</sup> AN, 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 29 mars 1809.

<sup>683</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 16 avril 1809.

Vicence doit aussi s'insérer dans le contexte de cette société. Il doit faire de ses fêtes un succès auprès du public et, parallèlement, afficher sa présence lors de celles d'autres personnalités. La vie mondaine de Saint-Pétersbourg est faite avant tout de cette réciprocité, de ces échanges : la représentation diplomatique de l'ambassadeur de France ne peut se concevoir à sens unique. Le témoignage de Joseph de Maistre, présent à cette époque dans la capitale russe en tant qu'envoyé du roi de Sardaigne, est essentiel pour appréhender cette vie mondaine et pour saisir les sentiments complexes qui se mêlent à ces célébrations et les significations occultes des faits et gestes de chacun.

Le penseur contre-révolutionnaire émigré Joseph de Maistre, quelles que soient les difficultés de sa position, puisqu'il est officiellement citoyen de l'Empire français est, en tant que membre du corps diplomatique, le témoin de ces fêtes qui rassemblent l'aristocratie russe et les diplomates européens, fêtes qui se caractérisent par leur magnificence et où Caulaincourt, par sa fonction et son prestige, tient une place privilégiée, au point que son absence est toujours un signe. « Dimanche dernier, 5 septembre (n. s.), il y eut une fête superbe chez la favorite [Narischkine] à la campagne : bals, feu d'artifice magnifique sur la rivière, et souper de 200 couverts. Nous ne fûmes pas peu surpris de n'y voir ni l'ambassadeur de France, ni aucun Français »<sup>684</sup>. Le devoir de représentation du duc de Vicence passe aussi par cette présence continue dans le milieu mondain : le public doit le voir dans les fêtes qui marquent les esprits. De même, il lui faut organiser des événements mondains qui marquent les personnes, même s'ils n'y sont pas invités, dans la capitale russe et même à l'étranger<sup>685</sup>.

Ainsi, Joseph de Maistre, même lorsqu'il n'y est pas présent, retrace les fêtes organisées par Caulaincourt, preuve que leur impact est inévitable et que tout Saint-Pétersbourg résonne des échos de ces manifestations somptueuses. Malgré toute sa mauvaise foi, l'ambassadeur du roi de Sardaigne ne peut qu'être émerveillé par leur ampleur :

Le jour de la fête de la Tauride, 7/19 janvier, Caulaincourt eut la prétention de convoquer tout le corps diplomatique chez lui, et de partir en corps. Monsieur de Binder, chargé d'affaires d'Autriche, s'y refusa [...]. Caulaincourt se contenta donc de mener ce qu'il appelle *ses Ministres*. À la fête qu'il a donnée lui-même le 15/27, chacun de *ses Ministres* était chargé de faire les honneurs d'une table. Il y avait 400 couverts, et tout alla à

---

<sup>684</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 17/29 septembre 1809.

<sup>685</sup> L'écho de ces fêtes peut aller loin, comme le montre ce témoignage de Kourakine, ambassadeur de Russie à Paris : « Les lettres de Pétersbourg me parlent toutes de la magnifique fête que vous avez donnée. Rien en cela ne pouvait m'étonner de votre part. Je dois convenir que V.E. avait pour cet objet l'avantage d'un local qui s'y trouvait parfaitement approprié. Quant à moi, je n'essayerai point de lutter avec vous, M. le duc ; mes appartements sont à une trop petite échelle, pour que je puisse en avoir le moyen. » AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, supplément à la correspondance politique, 256\*. Kourakine à Caulaincourt, Paris, 12/24 février 1809. À noter aussi le contraste, souligné par Kourakine, au niveau des moyens et du cadre de la représentation, entre l'ambassadeur de France et celui de Russie.

merveille. Il y avait sur la table de la Cour sept poires magnifiques, venues d'une serre de Moscou, qui avaient coûté 700 roubles. [...] Toute la terre était à cette fête, excepté le duc [ambassadeur de Naples] et moi.<sup>686</sup>

Le luxe et le prestige ne sont pas les seuls critères qui doivent toucher le public : il faut aussi que tous perçoivent l'assentiment et le soutien du tsar Alexandre, en ces occasions. Joseph de Maistre relate ainsi le banquet donné pour la Saint-Napoléon que nous avons évoqué plus haut, en insistant sur le soutien d'Alexandre :

La fête de Saint-Napoléon et celle de Saint-Alexandre ont amené de grandes fêtes chez l'ambassadeur de France. L'empereur a loué pour Caulaincourt deux ou trois maisons de campagne dans deux beaux quartiers, route de Peterhof et Kamini Ostrof, afin qu'il puisse varier son séjour et s'amuser où il veut. Dans la fête qu'il a donnée à Kamini Ostrof, pour la fête de l'empereur Alexandre, il y a eu surtout un beau feu d'artifice, car dans ce moment il ne s'agit que de feux d'artifice.<sup>687</sup>

La dernière remarque de ce passage souligne, malgré sa conscience de l'ampleur des fêtes de Caulaincourt, le ton critique de Joseph de Maistre qui, rarement présent lors de ces festivités, prend un grand plaisir à mettre en avant les échecs de l'ambassadeur, ainsi : « quoique Madame Narischkine n'ait point invité l'ambassadeur de France à sa fête, il l'a cependant invitée à la sienne où il y avait, dit-on, 100 personnes (*c'est peu ici*<sup>688</sup>) ; elle était même destinée à y faire spectacle »<sup>689</sup>. Les fêtes sont ainsi des indicateurs de popularité, de succès personnel et servent aisément à prendre le pouls de l'opinion. Quand une soirée ne semble pas remporter le succès escompté, les opposants comme de Maistre se jettent sur l'occasion pour y voir un mouvement de l'opinion. Son jugement sur la réception qui vient d'être mentionnée est ainsi sans appel : « cette fête, *qui a été froide*. L'opinion est invincible »<sup>690</sup>. La représentation diplomatique est une arme à double tranchant et, une fois habituée au faste, la société n'est que plus sensible aux échecs.

Cette allusion à madame de Narischkine attire enfin l'attention sur la question des ces nobles russes qui participent ou ne participent pas aux fêtes de Caulaincourt, qui l'invitent ou ne l'invitent pas. Le duc de Vicence, au cours de son ambassade, forme des réseaux de personnalités, de tendance francophile, qui l'accueillent chez eux. L'amiral Tchitchagov, qui invite souvent l'ambassadeur chez lui, est un des exemples les plus constants de ces liens<sup>691</sup>.

---

<sup>686</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 3/15 février 1809.

<sup>687</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 17/29 septembre 1809.

<sup>688</sup> Les parties soulignées le sont par Joseph de Maistre.

<sup>689</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 17/29 septembre 1809.

<sup>690</sup> *Ibid.*

<sup>691</sup> C'est chez Tchitchagov que Joseph de Maistre rencontre Caulaincourt. Voir infra. Caulaincourt dit du bien de Tchitchagov dans son rapport à Napoléon, 1<sup>er</sup> mars 1808. Cf. aussi annexe n°4, « Premier mémoire sur la Russie » : « Enfin le ministre de la marine, amiral Tchitchagoff, celui que je connais le mieux personnellement,

L'amiral est, par ailleurs, connu pour ses sentiments pro-français et sa conduite de la guerre lors de la campagne de 1812 donne lieu à des débats sur une possible trahison de sa part<sup>692</sup>. Un autre personnage favorable à la France et à son ambassadeur est le grand-duc Constantin, le frère d'Alexandre, qui est un habitué des fêtes de Caulaincourt : « Je vois assez fréquemment le grand-duc, il me traite fort bien. J'ai eu plusieurs conversations avec lui. Il ne néglige aucune occasion de montrer son admiration pour l'Empereur et son estime pour l'armée française. [...] Le grand-duc m'a invité à trois exercices des régiments qu'il commande ; chaque fois, il a voulu venir me prendre lui-même chez moi, et m'a ensuite prié à dîner »<sup>693</sup>. Le prince Alexandre Kourakine, qui connaît Caulaincourt par l'intermédiaire d'amis communs, semble aussi très lié à celui-ci, comme le prouve l'abondante correspondance qu'ils échangent lors de l'ambassade du prince à Paris, de 1809 à 1811<sup>694</sup>.

Si certains paraissent acquis à la cause française, d'autres subissent une évolution qui les voit se rapprocher de l'ambassadeur de France. Les dîners et les fêtes sont, aux yeux du grand public, le reflet de cette évolution, comme en ce qui concerne Kotchoubey :

Je crois de mon devoir d'entrer avec V.M. dans quelques détails sur M. de Kotchoubey, qui se rend en France. [...] Rangé dans le parti Czartoryski, dans celui opposé à la France, il s'y trouve cependant classé plutôt par ses liaisons, sa parenté et surtout sa femme, que par ses opinions personnelles, que la faiblesse de son caractère a toujours rendues modérées. [...] De tous les Russes qui peuvent aller à Paris, il est le mieux, parce qu'il n'aura plus ses tuteurs. Ici, je lui ai longtemps battu froid à cause de ses liaisons anglomanes ; il marquait le plus : j'ai voulu qu'il fit tout le chemin jusqu'au palais du représentant de mon maître, et il l'a fait, au grand étonnement de tout le monde.<sup>695</sup>

Lorsqu'un membre de l'opposition apparaît chez le duc de Vicence, la représentation de celui-ci est justifiée et atteint ses objectifs. Si les plus fervents anglomanes mènent une lutte d'opinion contre l'alliance et dédaignent souvent les invitations de l'ambassadeur de France, ils viennent parfois chez lui, sûrement pour ne pas se placer en opposition directe à Alexandre.

Il faut aussi insister sur l'influence des événements politiques qui ont des répercussions directes sur la vie mondaine de Saint-Pétersbourg, comme le prouve ce revirement des chefs du parti francophobe : « Les Stroganoff, Czartoryski, Ostermann, Popoff, ont suivi l'exemple

---

se prononce le plus ouvertement en faveur de l'alliance française et sur ses sentiments d'admiration pour le grand empereur ». Le duc de Vicence affirme que l'amiral est sa plus proche relation à Saint-Pétersbourg.

<sup>692</sup> Voir André Ratchinski, *Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup>, La guerre des idées*, Paris, Bernard Giovanngeli, 2002. 403 p.

<sup>693</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 2 avril 1808.

<sup>694</sup> Cette correspondance est conservée aux AN 95 AP 34.

<sup>695</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 17 juin 1808.

de Novosiltsoff et sont venus hier soir chez moi. Je ne puis attribuer cette démarche qu'à la réunion de la Finlande »<sup>696</sup>. Si l'événement politique est la cause du revirement, l'événement mondain en est la manifestation visible.

Il serait vain de tenter de faire une liste des partisans et des opposants de Caulaincourt, dans la mesure où tout cela est instable et changeant. Malgré les oppositions idéologiques et politiques, les liens de la société cosmopolite européenne d'avant 1789 restent vivaces et Caulaincourt, noble picard, lié par exemple à la famille russe des Stroganov, par l'intermédiaire de sa tante la comtesse d'Harville, n'est pas exclu des réseaux de la haute société, d'autant plus qu'il est franc-maçon<sup>697</sup>. S'il est évident que certains personnages, tel Tchitchagov, Kourakine<sup>698</sup> ou Roumiantsov, se placent résolument du côté de l'ambassadeur de France, les réseaux de celui-ci sont loin d'être fixes et dépendent en grande partie des événements politiques et surtout des mouvements de l'opinion, qu'il s'agit maintenant d'aborder.

---

<sup>696</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 5 avril 1808. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. I, p. 320, remarque aussi ce revirement des personnages de l'opposition : « On vit même, symptôme caractéristique, les chefs de l'opposition, les Czartoryski, Novossiltsov, Stroganov, se présenter pour la première fois chez notre ambassadeur, faire acte de présence à ses soirées, et ces démarches individuelles, plus ou moins sincères, mais vivement commentées, semblaient le prélude d'une conversion en masse ».

<sup>697</sup> 95 AP 22, Lettres maçonniques. Caulaincourt est membre de l'Orient de Paris. En 1813, il est fait grand officier d'honneur. De même, il est fait grand secrétaire par Cambacérès dans la loge d'administration. Son appartenance à la franc-maçonnerie n'est donc pas anodine.

<sup>698</sup> Voir notamment AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 256\*, Kourakine à Caulaincourt, Paris, 12/24 février 1809.

### 3. La vision de Caulaincourt par la société de Saint-Pétersbourg.

#### *Introduction*

La place accordée au duc de Vicence par le tsar Alexandre, ainsi que la place revendiquée par l'ambassadeur lui-même, ont une influence certaine sur la société russe, comme nous venons de le voir. La vie mondaine s'organise en grande partie en fonction de Caulaincourt qui va jusqu'à imposer des revendications qui ont des répercussions sur la vie quotidienne de l'aristocratie. C'est le cas en ce qui concerne le port de signes royalistes que le duc de Vicence parvient à faire interdire : « Les ordres qui avaient été donnés pour défendre de porter la cocarde blanche et la croix de Saint-Louis<sup>699</sup> ont été communiqués officiellement, il y a trois jours, au gouverneur militaire, pour qu'il eût à en surveiller l'exécution, quelques personnes ayant encore paru avec ces signes. Ils ont maintenant entièrement disparu »<sup>700</sup>. Il est indéniable que l'ambassadeur de France exerce une influence sur la société pétersbourgeoise.

Mais il faut maintenant se demander quelles sont les réactions face à cette influence et, de façon plus générale, comment est perçu le duc de Vicence par la société qu'il tente de séduire, et, parfois, de contrôler. Nous avons déjà évoqué le penseur émigré Joseph de Maistre qui, tout en admirant les poires à 700 roubles de l'envoyé de Napoléon, ne cache pas son hostilité ; ou encore la conduite des membres du parti anglophile qui refusent souvent de participer aux fastes de l'alliance franco-russe. L'opinion est au centre de toutes ces questions : elle est changeante et difficile à appréhender mais c'est en son cœur que se construit l'image du duc de Vicence. Un des documents produits par celui-ci, les « nouvelles

---

<sup>699</sup> L'ordre royal et militaire de Saint-Louis est un ordre français créé en 1693 par Louis XIV.

<sup>700</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 6 mai 1808.

et on-dit », représente l'approche que peut avoir l'ambassadeur de cette opinion et des rumeurs qu'elle véhicule. Les mémoires russes, souvent postérieurs mais décrivant des événements contemporains, rendent aussi compte de l'image renvoyée par Caulaincourt. L'exemple de Joseph de Maistre, dont la correspondance presque quotidienne témoigne souvent des faits et gestes de l'ambassadeur de France, permet aussi de comprendre les sentiments que la société pétersbourgeoise témoigne envers le duc de Vicence, mais aussi les limites de l'action de celui-ci.

### *Les nouvelles et on-dit : une approche de l'opinion*

Parmi les documents produits par l'ambassadeur de France, et intéressant directement le domaine de l'opinion, se distinguent les « nouvelles et on-dit »<sup>701</sup>. Ceux-ci, accompagnant les rapports envoyés à Napoléon et son ministre, sont des textes de longueur inégale (d'une page à plusieurs dizaines), qui présentent, sous forme de petits paragraphes, les rumeurs qui circulent, principalement à Saint-Pétersbourg, parfois à Moscou ou dans les différentes communautés russes en Europe. Le but de cette recension est d'informer le ministère des Relations extérieures de tous les bruits qui circulent et d'observer cette opinion russe, souvent francophobe, qui tient une place importante dans les mécanismes politiques de l'empire des tsars<sup>702</sup>. Les thèmes de ces « nouvelles et on-dit » sont marqués par une très grande variété, qui va des questions de politique européenne jusqu'à la vie privée des souverains et de leur famille. Ces documents, précieux pour saisir l'ambiance de la capitale russe à cette période, sont d'une grande modernité et s'inscrivent dans le mouvement de prise de conscience par les souverains du rôle joué par l'opinion. Ils peuvent ainsi être comparés aux documents envoyés au ministre de la Police par les préfets et qui renseignent sur la vie des provinces, sur l'opinion et sur les actes des opposants. Pour saisir la particularité de ces textes, nous allons en analyser un plus précisément, avant de rechercher dans l'ensemble du corpus la place de Caulaincourt parmi ces rumeurs. Cette analyse servira de base aux réflexions qui suivront sur la vision du duc de Vicence par l'opinion pétersbourgeoise, et, plus généralement, sur ses

---

<sup>701</sup> On trouve ces documents aux AN, dans le fond AF IV 1699. À noter, pour un usage plus commode, l'édition qui en a été faite par le grand-duc Nicolas Mikhailovitch, *Les Relations diplomatiques de la Russie et de la France, d'après les rapports des ambassadeurs d'Alexandre et de Napoléon, 1808-1812*, t.VI, et qui a l'avantage de proposer un index.

<sup>702</sup> Le souvenir de l'assassinat du tsar Paul I<sup>er</sup> est dans tous les esprits. Voir 1<sup>ère</sup> partie, I, 3.

relations avec la société de la capitale russe.

Les « nouvelles et on-dit » qui se succèdent de janvier 1808 à mai 1811, décrivent par le menu l'ensemble des rumeurs parvenues aux oreilles de l'ambassadeur de France. On peut s'interroger tout d'abord sur les sources sur lesquelles s'appuie le duc de Vicence. Il n'est pas fait mention de celles-ci, mais on peut penser qu'il est renseigné, principalement par des membres de son ambassade ou par des Français en Russie qui, présents aux dîners, aux bals et aux différentes manifestations mondaines, prêtent attention à tout ce qui se dit. Une sorte d'« espionnage mondain » peut aussi s'être développé autour d'agents stipendiés par le duc de Vicence. Devant l'absence de preuves, il faut s'en tenir à de telles spéculations. Il faut aussi noter qu'en ce qui concerne les Russes à l'étranger, le rôle des ambassadeurs français en Europe comme collecteurs de l'information, est loin d'être négligeable, comme nous l'avons déjà vu<sup>703</sup>. Il reste que ces nouvelles et ces rumeurs, dans leur grande diversité, parviennent jusqu'à Caulaincourt qui les communique, vraisemblablement dans leur intégralité vu l'inégalité de leur pertinence, à son ministère à Paris, un ministère qui s'intéresse aux informations plus qu'aux moyens de l'obtenir.

L'aspect le plus frappant de ces textes est à la fois cette diversité des sujets abordés et leur présentation chaotique, sans aucun souci de cohérence. Les paragraphes s'enchaînent suivant une logique qui nous échappe, faute de précisions : selon l'ordre d'arrivée des informations à l'ambassade ? Suivant l'ordre selon lequel Caulaincourt se souvient des bruits qu'il a recueillis ? C'est cette présentation qui renforce le côté foisonnant de ces rumeurs et donne de Saint-Pétersbourg l'image d'une société mondaine qui parle de tout sans contrainte ni logique, qui peut tout affirmer et son contraire. Afin de saisir cette réalité, nous avons analysé un exemple précis, celui du « on-dit » du 5 janvier 1810, un de ces documents parmi d'autres, remarquable seulement par sa longueur et par le nombre des thèmes abordés, des plus classiques au plus rocambolesques.

Les « on-dit » se caractérisent, tout d'abord par l'extravagance de certaines nouvelles qui circulent dans la société pétersbourgeoise, reflet des craintes que la politique de Napoléon peut inspirer, à une époque de perpétuels bouleversements de l'équilibre européen :

On dit que l'empereur Napoléon veut se faire couronner empereur d'Occident, que la Confédération du Rhin recevra une autre organisation, que les grandes charges de l'Empire seront possédées par les rois de la Confédération comme elles l'étaient du temps des empereurs d'Allemagne par les électeurs. On dit que les cours d'Allemagne ne sont pas contentes de ce nouvel ordre des choses. Les correspondances politiques et commerciales en parlent ainsi : d'après elles l'Allemagne crierait beaucoup contre l'ambition,

---

<sup>703</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, II, 3.

les projets de l'empereur Napoléon. Pétersbourg est l'écho le plus sonore de l'Allemagne.

On dit que le roi d'Hollande<sup>704</sup> va en Portugal, que la Hollande comme le grand-duché de Berg<sup>705</sup> serait l'apanage du prince royal sous l'administration de la France, qui doit se dessaisir en faveur des confédérés de toutes ses possessions en Allemagne. On donne le Hanovre<sup>706</sup> au roi de Westphalie<sup>707</sup>, une partie de la Souabe<sup>708</sup> au roi de Wurtemberg<sup>709</sup>, Salzbourg<sup>710</sup> et Bayreuth<sup>711</sup> au roi de Bavière<sup>712</sup>, la Poméranie à la Suède, quelque chose vers Hambourg<sup>713</sup> et du côté du Holstein<sup>714</sup> au Danemark et d'autres parties de territoire à la couronne de chacun aux autres princes<sup>715</sup>.

À une époque d'apogée apparent de l'empire napoléonien, ces rumeurs témoignent des projets que l'on prête à l'empereur des Français, mais le tout est présenté avec une surenchère inhérente au colportage des bruits. Les « on-dit » peuvent aussi présenter une bien plus grande précision, comme cette rumeur sur la Hollande qui, dit-on, « va être réunie à la France, d'autres disent seulement jusqu'à la Meuse, et qu'elle recevrait alors un accroissement de territoire en Allemagne »<sup>716</sup>. On est alors bien proche de la réalité<sup>717</sup>. Précision dans les rumeurs qui peut aller jusqu'à des considérations d'ordre militaire : « On dit que 70 000 hommes de l'armée d'Allemagne partent en Espagne »<sup>718</sup>. La société de Saint-Pétersbourg est à l'affût de la moindre nouvelle en provenance de France qui pourrait l'éclairer sur les intentions de Napoléon et sur les remaniements qu'il projette de faire en Europe.

De nombreuses rumeurs concernent bien entendu l'alliance franco-russe. Les réalisations de chacun des empires sont commentées avec intérêt, d'autant plus s'ils touchent à l'évolution des relations entre la France et la Russie : « On parle beaucoup à Pétersbourg du rapport du ministre de l'Intérieur, on est content de l'article sur la Pologne. Celui sur Rome est un chef d'œuvre, dit-on, quelques prêtres y répondront mais les gens raisonnables se

---

<sup>704</sup> Louis Bonaparte (1778-1846), le frère de Napoléon, roi de Hollande de 1806 à 1810.

<sup>705</sup> Créé en 1806 par Napoléon pour Murat, sur la rive gauche du Rhin. En 1808, quand Murat devint roi de Naples, le grand-duché fut donné au tout jeune fils de Louis Bonaparte.

<sup>706</sup> Région du Nord de l'Allemagne, située au sud de la Basse-Saxe. Cette région est en effet annexée au royaume de Westphalie, le 14 janvier 1810.

<sup>707</sup> Jérôme Bonaparte (1784-1860), frère de Napoléon, roi de Westphalie de 1807 à 1814.

<sup>708</sup> Région d'Allemagne méridionale, entre le Wurtemberg et le plateau bavarois.

<sup>709</sup> Frédéric I<sup>er</sup> (1754-1816) : duc de Wurtemberg, roi à partir de 1806, il reçoit d'importants accroissements territoriaux de Napoléon, et donne sa fille à Jérôme Bonaparte. En 1813, il rejoint les Alliés, une fois confirmés son titre royal et ses acquisitions.

<sup>710</sup> Ville d'Autriche, sur la Salzach.

<sup>711</sup> Ville d'Allemagne, en Haute-Franconie.

<sup>712</sup> Maximilien I<sup>er</sup> Joseph (1756-1825) : électeur de Bavière en 1799, puis roi en 1806, Maximilien s'allie à Napoléon contre l'Autriche, mais change de camp en 1813, afin de sauvegarder ses acquis.

<sup>713</sup> Ville d'Allemagne, au confluent de l'Elbe et de l'Alster, au fond d'un estuaire qui donne sur la Baltique.

<sup>714</sup> Région du nord de l'Allemagne, dans la partie sud de l'actuel Schleswig-Holstein.

<sup>715</sup> « Nouvelles et on-dit », Saint-Pétersbourg, 5 janvier 1810.

<sup>716</sup> *Ibid.*

<sup>717</sup> La Hollande est annexée au Grand Empire le 10 juillet 1810 et découpée en 8 départements.

<sup>718</sup> « Nouvelles et on-dit », Saint-Pétersbourg, 5 janvier 1810.

soumettront. Celui sur les colonies espagnoles a changé l'opinion sur les affaires d'Espagne, on les regarde maintenant comme finies, on dit qu'un envoyé de la junte est à Paris »<sup>719</sup>. Cette nouvelle se trouve être favorable à Napoléon, mais un autre passage se révèle diamétralement opposé : « On répandait à Moscou, le dernier jour que l'empereur y est resté, de mauvaises nouvelles sur l'Espagne, on parlait de la perte de Barcelone [...]. On parlait aussi de la prise de Salamanque, on disait le roi concentré avec son armée derrière Madrid »<sup>720</sup>. Est-ce dû à l'écart géographique qui existe entre Saint-Pétersbourg et Moscou, ou simplement à la versalité de l'opinion? Francophiles et francophobes se battent sur le terrain de la propagation des rumeurs, même si la seconde tendance prédomine, avec une très forte mauvaise foi, comme sur la question d'un emprunt contracté par la Russie auprès de son alliée : « On dit que la France a mis à l'emprunt des clauses qui le rendent impossible. On dit qu'elle a fait demander aux banquiers que la Courlande<sup>721</sup> leur fut engagée comme cautionnement »<sup>722</sup>.

La société, toujours dans ce souci de déceler l'essoufflement de l'alliance ou son renforcement, s'intéresse tout particulièrement à l'attitude des souverains face aux représentants de leur alliée respective. Nous reviendrons sur la place de Caulaincourt, mais on peut mentionner les rumeurs qui concernent l'ambassadeur de Russie auprès de Napoléon, le prince de Kourakine à cette période, en l'occurrence : « On dit que l'Empereur a témoigné de l'humeur au prince Kourakine et qu'il n'a pas été invité à un bal chez la reine d'Hollande<sup>723</sup> ; qu'il a réclamé et l'a été ensuite chez la princesse Pauline<sup>724</sup> »<sup>725</sup>. Un ambassadeur qui, du fait de sa position, concentre aussi les railleries de ses compatriotes qui fustigent parfois son comportement : « On plaisante beaucoup sur toutes les phrases, les visites et les démarches du prince Kourakine près des rois qui ont été à Paris, il ne va jamais qu'à six chevaux chez la reine d'Hollande, dit-on »<sup>726</sup>. À l'inverse de cette francophobie, certains constatent au contraire des tendances favorables à l'alliance, lorsqu'ils observent le comportement de leurs semblables, comme ici l'aristocratie moscovite : « On assure que les seigneurs de Moscou, même M. de Markov, s'étaient fait *Napoléonistes* pour plaire à l'empereur Alexandre et que

---

<sup>719</sup> *Ibid.*

<sup>720</sup> *Ibid.* Ces informations sur l'état de l'Espagne sont fausses, ou, du moins, en avance sur les événements.

<sup>721</sup> Région de Lettonie, sur la mer Baltique. Duché vassal de la Pologne, puis annexé par la Russie en 1795.

<sup>722</sup> « Nouvelles et on-dit », Saint-Pétersbourg, 5 janvier 1810.

<sup>723</sup> Hortense de Beauharnais (1783-1837) : fille d'Alexandre de Beauharnais et de Joséphine, fille adoptive de Napoléon, épouse de Louis Bonaparte, reine de Hollande. En 1810, après l'abdication de Louis, elle se sépara de lui. Mère du futur Napoléon III et du duc de Morny, qu'elle eu d'une liaison avec le comte de Flahaut.

<sup>724</sup> Pauline Bonaparte (1780-1825) : veuve en 1802 du général Leclerc, elle épouse le prince Borghèse. Célèbre pour sa beauté, elle est éloignée de la cour en 1810, pour avoir manqué de respect à l'impératrice Marie-Louise. Elle reste attachée à Napoléon, qu'elle rejoint sur l'île d'Elbe, en 1814.

<sup>725</sup> « Nouvelles et on-dit », Saint-Pétersbourg, 5 janvier 1810.

<sup>726</sup> *Ibid.*

tout ce qui s'est dit était absolument dans l'esprit du système »<sup>727</sup>. Une opinion donc, qui ne se limite pas à une vision unique des choses et se joue des contradictions, selon les occasions ou les cercles qui diffusent ces rumeurs.

Autre sujet de prédilection, la politique intérieure, et plus particulièrement le comportement du tsar. En ce début de janvier de l'année 1810, il est essentiellement question du voyage d'Alexandre à Moscou, accompagné de sa sœur, la grande-duchesse Catherine. Une occasion, apparemment anodine, qui est cependant l'occasion de critiques et de commentaires de la part des Russes : « On blâme l'empereur Alexandre d'avoir mené sa sœur la grande-duchesse Catherine à Moscou avec lui. On dit qu'il a montré aux nations de cette ville la petite fille de l'impératrice Catherine »<sup>728</sup>. Les « nouvelles et on-dit » relatent aussi la gloire impériale, avec quelque exagération il faut bien le dire, écho embelli qui rappelle la distance qui sépare Moscou de la capitale :

L'empereur, dit-on, est entré à Moscou à cheval avec le gouverneur et deux aides de camp seulement, on baisait ses pieds, ses genoux, même son cheval, l'affluence et la presse étaient telles qu'il était obligé de s'arrêter à chaque pas, le peuple se prosternait devant lui et ne voulait plus se relever. Rangez-vous, disait-il ! Montez sur nous avec votre cheval, répondait-on, vous êtes un saint, vous ne pouvez nous blesser, nous vous porterons comme notre père. On assure qu'on ne peut se faire une idée de toutes les scènes attendrissantes qui ont eu lieu et qui ont, dit-on, plus d'une fois arraché des larmes à l'empereur<sup>729</sup>.

Des rumeurs qui participent déjà de la légende naissante d'Alexandre I<sup>er</sup> et qui en feront, à sa mort, en 1825, un « roi caché », comme certains de ses prédécesseurs<sup>730</sup>. *A contrario*, les on-dit ne sont pas toujours aussi complaisants, notamment en ce qui concerne l'entourage de l'empereur, tels ses grands dignitaires, Roumiantsov<sup>731</sup> ou Tolstoï<sup>732</sup> par exemple. Sa famille non plus n'est pas épargné, comme ici où il est question de sa descendance et de sa future succession : « On assure que quelques personnes ont parlé à l'empereur depuis son retour d'un rapprochement avec l'impératrice, du désir de la nation de lui voir des enfants, de la haine qu'on portait au grand-duc Constantin »<sup>733</sup>.

En parallèle de ces considérations sur la famille impériale russe, on note la part prise,

---

<sup>727</sup> *Ibid.*

<sup>728</sup> *Ibid.*

<sup>729</sup> *Ibid.*

<sup>730</sup> Voir l'exemple de Boris Godounov et du faux Dimitri et plus généralement Yves-Marie Bercé, *Le roi caché : sauveurs et imposteurs : mythes politiques populaires dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 1990, 483 p.

<sup>731</sup> « Nouvelles et on-dit », Saint-Pétersbourg, 5 janvier 1810 : « On dit le comte de Roumiantsov en défaveur, on dit que l'empereur lui cache différentes choses, qu'il le trouve trop français. »

<sup>732</sup> *Ibid.*, « On dit le comte Tolstoï un peu en défaveur pour avoir montré un extrait d'une lettre de l'empereur Napoléon qui aurait été rapportée dans les gazettes anglaises. »

<sup>733</sup> *Ibid.*

dans les « nouvelles et on-dit », par celles sur Napoléon, surtout en pleine question du divorce. Les bruits à ce sujet se font de plus en plus insistants, autour de tout un ensemble d'indices dont sont friands les Pétersbourgeois :

D'après les nouvelles apportées par le dernier courrier du prince Kourakine, on donne comme on-dit de Paris que S.M. l'Impératrice<sup>734</sup> ne se montre pas depuis quelques temps, qu'elle se dit malade, qu'on en infère qu'elle a connaissance des nouveaux bruits qui courent sur le divorce, on les donne comme s'accréditant chaque jour davantage. On ajoute qu'on parle même tout haut du mariage d'une archiduchesse d'Autriche avec l'empereur Napoléon<sup>735</sup>.

À ces questions qui intéressent personnellement l'Empereur, on peut ajouter tout un ensemble de remarques sur son entourage : « On parle d'une séparation du roi et de la reine de Hollande, on la dit convenue et même approuvée par l'Empereur »<sup>736</sup> ou « on dit que l'empereur Napoléon a une prédilection particulière pour le roi de Westphalie, que c'est le prince qu'il a le mieux traité pendant son séjour à Paris »<sup>737</sup>. Si la question du divorce concerne directement la Russie, on ne peut pas en dire autant de ces nouvelles qui se rattachent plus aux ragots et montrent la certaine fascination qu'exerce, malgré tout, la personne de Napoléon et sa cour<sup>738</sup>.

Cet exemple précis du 5 janvier 1810, qui pourrait être reproduit pour tous les autres « nouvelles et on-dit » qui suivent ce modèle, donne une idée de la profonde hétérogénéité des informations recueillies par Caulaincourt, allant du général au particulier, du domaine privé au domaine public, de la francophilie à la francophobie, des louanges aux critiques sévères d'un personnage, d'une politique ou d'un événement. Certaines nouvelles reflètent un état d'esprit, une position d'une partie de la société, d'autres sont de simples constats, des sujets de discussion dans les salons, comme celle-ci : « on dit que le roi de Suède<sup>739</sup> a eu une attaque d'apoplexie »<sup>740</sup>. Il serait vain de chercher à dégager de chaque rumeur une réalité politique ou un mouvement de l'opinion. Il est cependant indéniable que, parmi la masse des on-dit recueillis, certains se distinguent, et que leur ensemble aide à visualiser la société pétersbourgeoise, son caractère volubile et changeant, ses centres d'intérêt, ainsi que ses jugements sur la conduite des personnages qui évolue en son sein, tel Caulaincourt.

---

<sup>734</sup> Joséphine de Beauharnais (1763-1814) : impératrice des Français, épouse d'Alexandre de Beauharnais puis, en 1796, de Napoléon Bonaparte. Répudiée en 1809, pour n'avoir pas pu donner d'héritier à l'Empereur.

<sup>735</sup> « Nouvelles et on-dit », Saint-Pétersbourg, 5 janvier 1810.

<sup>736</sup> *Ibid.*

<sup>737</sup> *Ibid.*

<sup>738</sup> Visible aussi chez Joseph de Maistre, par exemple.

<sup>739</sup> Charles XIII (1748-1818) : monte sur le trône de Suède en juin 1809, âgé et sans héritier. Il adopte pour successeur un prince danois qui meurt en 1810. La Diète suédoise choisit alors le maréchal Bernadotte qui, dès la fin de 1810, exerce la majorité des pouvoirs, avec l'assentiment de Charles XIII.

<sup>740</sup> « Nouvelles et on-dit », Saint-Pétersbourg, 5 janvier 1810.

*Caulaincourt dans les « nouvelles et on-dit »*

Parmi l'ensemble des nouvelles et des rumeurs rapportées par Caulaincourt, un certain nombre concerne le duc de Vicence lui-même, informations que nous allons répertorier. On remarque, tout d'abord, la relative rareté de ces références à Caulaincourt parmi les « nouvelles et on-dit » et surtout leur redondance : la plupart du temps, les rumeurs sont identiques d'un mois sur l'autre et leur contenu est peu original.

Une des rumeurs les plus fréquentes concernant l'ambassadeur de France est la prévention dont l'entoure le tsar Alexandre, et que perçoit la société de Saint-Pétersbourg, lors des cérémonies officielles notamment<sup>741</sup> : « Le 25, on a lancé neuf bâtiments de guerre, dont un vaisseau de 80. On a beaucoup remarqué que l'ambassadeur de France est venu à cheval avec l'empereur, et qu'il a été tout le temps dans la tribune de la famille impériale au lieu d'être dans celle du corps diplomatique »<sup>742</sup>. Dans ces nouvelles, on insiste particulièrement sur l'amitié que l'empereur de Russie témoigne au duc de Vicence, et que ne peuvent manquer de remarquer les aristocrates russes :

L'empereur a réuni tous les militaires, officiers et soldats, pour la fête de l'ordre militaire de Saint-Georges<sup>743</sup> ; ils étaient tous dans les salles du palais et au nombre de 1365. On a chanté une messe et on a dansé au milieu de ce groupe militaire. La famille impériale et toute la Cour y ont assisté, ainsi que l'ambassadeur de France, que l'empereur y a engagé lui-même<sup>744</sup>.

Une considération qui, dans certaines circonstances comme au moment des premières rumeurs sur un mariage russe de l'empereur Napoléon, s'étend aux membres de la famille impériale, telle la grande-duchesse Catherine :

On fait même parler l'empereur Alexandre et la grande-duchesse Catherine : elle aurait dit, sur ce qu'on lui témoignait quelques regrets de la perdre, qu'on ne pouvait en avoir quand on était le gage de la paix éternelle

---

<sup>741</sup> Cette considération peut aussi agir de façon indirecte, comme par le blâme qui touche les nobles russes qui ont fait des vexations à l'encontre de Caulaincourt. « Nouvelles et on dit », 5 février 1809 : « Depuis son bal et ses excuses à l'ambassadeur de France, le comte de Strogonoff a été invité à la Cour, d'où il était exilé depuis un an, pour ne pas avoir engagé l'ambassadeur de France à une soirée où il avait invité celui d'Autriche. » Plus généralement, les faits et gestes des personnages de l'opposition sont remarqués et rapportés dans les « nouvelles et on dit », 22 avril 1809 : « On a beaucoup remarqué que le comte Strogonoff, l'homme marquant de l'opposition, est venu pour la première fois au dîner donné par l'ambassadeur de France au comte de Roumiantzoff. »

<sup>742</sup> « Nouvelles et on-dit », 27 juillet 1808.

<sup>743</sup> Ordre honorifique russe, créé en 1789 par Catherine II pour récompenser les militaires.

<sup>744</sup> « Nouvelles et on dit », 9 décembre 1808.

pour son pays, et qu'on épousait le plus grand homme qui eût existé. On veut que cette princesse ne traite l'ambassadeur de France avec tant de distinction dont elle l'honore, que parce que c'est une chose convenue et qu'on sait que tout est arrêté.<sup>745</sup>

À cette mise en avant de Caulaincourt par Alexandre s'ajoute la primauté qu'il acquiert par rapport aux personnages de la Cour et surtout par rapport aux autres diplomates. L'ambassadeur d'Autriche est la cible privilégiée<sup>746</sup>, et chacun remarque les vexations qu'il encourt, particulièrement dans le contexte de la marche à la guerre contre l'empire autrichien :

Le public a remarqué que l'ambassadeur de France avait été au spectacle de l'Ermitage le jour de l'audience de celui d'Autriche, qui n'a pas été prié et auquel on a envoyé ni voiture pour l'audience, ni feldjäger<sup>747</sup> et autres personnes pour sa route ; le public en infère que la guerre est inévitable et que la Russie fait cause commune avec la France.<sup>748</sup>

Les Pétersbourgeois sont aussi témoins des initiatives de l'ambassadeur de France, en ce qui concerne les questions de préséance, qui donnent lieu à des scènes qui semblent distraire la société : « La pirouette de l'ambassadeur d'Autriche, quand l'ambassadeur de France lui a passé sous le nez pour se mettre à la droite qu'il venait de prendre, a beaucoup amusé les cercles, mais surtout les demoiselles d'honneur qui en ont été témoins »<sup>749</sup>. En diffusant ces nouvelles, on peut penser que Caulaincourt se plaît aussi à mettre en scène son prestige en tant qu'envoyé de Napoléon auprès de l'alliée de Tilsit.

Mais les « nouvelles et on-dit », et c'est peut-être leur principale vocation, ne relatent pas que des rumeurs qui vont dans le sens de l'alliance franco-russe. Un des types d'informations les plus caractéristiques de ces documents sont les critiques des Pétersbourgeois à l'encontre de la France et de son ambassadeur. Le parti francophobe répète à l'envie que le tsar est sous l'influence du duc de Vicence<sup>750</sup>. C'est ce que déclare la princesse Golovine<sup>751</sup> à un cercle d'invités : « Il est dupe de l'empereur des Français et de son ambassadeur qui nous gouverne ; on lui jette de la poudre aux yeux comme à vous : on vous amuse avec la Finlande, mais on verra avant peu que c'est tout ce qu'on veut nous donner »<sup>752</sup>.

---

<sup>745</sup> « Nouvelles et-on dit », 13 janvier 1808.

<sup>746</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 2.

<sup>747</sup> Chasseurs, type de soldat d'infanterie.

<sup>748</sup> « Nouvelles et on-dit », 15 février 1809.

<sup>749</sup> « Nouvelles et on-dit », 29 janvier 1808.

<sup>750</sup> Une influence qui peut être aussi d'ordre personnel, comme en ce qui concerne les relations d'Alexandre avec Marie Naryschkine : « Nouvelles et on-dit », 24 août 1808, « On dit dans le monde que c'est l'ambassadeur de France qui est cause que l'empereur n'a pas été à la fête de Naryschkine, qui en a été malade de chagrin ».

<sup>751</sup> Sur la princesse Golovine, voir le sous-chapitre suivant.

<sup>752</sup> « Nouvelles et on-dit », 6 au 12 avril 1808. Le grand-duc Constantin donne des marques d'estime à Caulaincourt, au détriment de l'ambassadeur d'Autriche : « On a remarqué qu'à un bal chez M. de Naryschkine, le grand-duc n'avait pas dit un mot au prince de Schwartzenberg, qu'il avait accosté dix fois l'ambassadeur de France et avait causé tout le temps avec sa légation civile ou militaire ». « Nouvelles et on-dit », 22 avril 1809.

Roumiantsov est lui aussi victime de la rumeur d'un blâme que lui aurait infligé l'impératrice mère :

L'impératrice mère aurait fait un long sermon au comte de Roumiantzoff sur son engouement pour la France, lui aurait reproché qu'il déshonorait l'empereur et la Russie en aidant l'ambassadeur de France à consommer la perte de l'Autriche. Elle se serait plainte à lui de l'influence de la France sur l'empereur. « C'est à tel point », dit-elle, « que non seulement tout se règle d'après l'impulsion qu'elle donne, mais les individus sont obligés de faire la cour à l'ambassadeur pour avoir de l'emploi et pour être bien vus par l'empereur ». Le comte aurait répondu qu'il s'était toujours rangé du côté des gens d'esprit, qu'il ne pouvait s'intéresser à des fous.<sup>753</sup>

Le corps diplomatique, et encore une fois les Autrichiens, s'ajoutent à ce concert de critiques, avec une véhémence propre au contexte du début de l'année 1809 : « L'empereur Alexandre se perd, mais, d'ici à un an, il verra comme il a été dupe et fera pendre à la porte de son hôtel l'ambassadeur de France, qui lui fascine les yeux et qui le joue »<sup>754</sup>. Les « nouvelles et on-dit » sont ici le reflet des sentiments violents qui agitent Saint-Pétersbourg.

Si, durant la première partie de l'ambassade de Caulaincourt, les rumeurs alternent les sentiments francophiles et francophobes, avec les crises qui mettent l'alliance franco-russe en péril, les bruits les plus persistants sont ceux qui se rapportent à un possible départ du duc de Vicence. Dès 1808, ce type de rumeur trouve sa place dans les documents envoyés par Caulaincourt à son ministre, « l'ambassadeur de France est rappelé ainsi que toute la légation ; M. de Tolstoï revient aussi. L'armée qui est en Prusse s'assemble pour attaquer la Russie »<sup>755</sup>, preuve du peu de foi en l'alliance que professent certains. Ces bruits se colorent parfois de plus de précision et font entrer en scène le personnage de l'Empereur : « l'empereur Napoléon était, à son retour à Paris, dans une grande méfiance de la Russie et de la Prusse, et au moment d'envoyer le duc de Frioul [Duroc] à Pétersbourg, se méfiant même de son ambassadeur »<sup>756</sup>. Il est inutile de préciser que ces informations sont sans fondement, mais reflètent cependant, dans l'opinion russe, les difficultés de l'alliance. C'est à partir de la paix avec l'Autriche, et quoique l'ambassadeur en ait été félicité<sup>757</sup>, que les rumeurs s'amplifient, liant le renvoi de Caulaincourt au commencement d'un nouveau conflit : « on dit que les lettres de Paris et de la France annoncent que la paix avec l'Autriche y a fait peu de sensation, que le peuple n'a montré aucune joie, parce qu'on la regarde seulement comme une trêve,

---

<sup>753</sup> « Nouvelles et on-dit », 8 avril 1809.

<sup>754</sup> « Nouvelles et on-dit », 22 mars 1809.

<sup>755</sup> « Nouvelles et on-dit », 29 juin 1808.

<sup>756</sup> « Nouvelles et on-dit », 12 mars 1809.

<sup>757</sup> « Nouvelles et on-dit », 1<sup>er</sup> novembre 1809 : « La paix avec l'Autriche a fait une grande sensation. L'empereur comme le ministre en ont paru forts contents ; dans le public, ils en ont parlé aussi. Beaucoup de personnes sont venus en féliciter l'ambassadeur de France ».

depuis qu'on en connaît les conditions. On dit qu'on y parle même de guerre, du renvoi de l'ambassadeur de France de Pétersbourg à cause des affaires de Pologne »<sup>758</sup>. Le bruit d'un rappel de Caulaincourt se retrouve dans les « on-dit » des 14<sup>759</sup> et 26 mars 1810, mais le propre des ces informations est leur instabilité. De fait, entre ces deux occurrences de nouvelles du départ du duc de Vicence, on trouve une idée radicalement différente :

On a parlé pendant deux jours d'un refroidissement entre la France et la Russie ; on allait jusqu'à dire que les gardes avaient l'ordre de se tenir prêtes à marcher. Maintenant, il n'est plus question que de l'ordre que les gardes et les régiments du gouvernement de Pétersbourg ont reçu de vendre sur-le-champ la moitié des chevaux de transport qu'ils ont même sur le pied de paix. On en infère, et des différents articles de la *Gazette de Pétersbourg*, que les relations sont au contraire fort intimes. L'ambassadeur, qu'on faisait partir, reste depuis qu'on dit que l'empereur a rejeté toutes les propositions anglaises.<sup>760</sup>

D'aucuns vont chercher leurs informations à l'étranger, ce qui leur permet d'avancer jusqu'au nom du successeur de l'ambassadeur de France : « La Hollande annonce aussi que M. de La Rochefoucauld<sup>761</sup> est destiné à remplacer le duc de Vicence à Pétersbourg. Ici les on-dit révoquent la chose en doute, parce que, n'étant pas général, il n'aurait pas d'occasion de voir l'empereur. On dit aussi que les deux ambassadeurs vont être rappelés, qu'il ne restera que des chargés d'affaires à Paris et à Pétersbourg »<sup>762</sup>. Cet exemple montre bien la confrontation des « on-dit » entre eux et le chaos qui caractérise l'opinion russe, qui ne peut s'entendre sur une « nouvelle » unique, notamment lorsque le degré de précision est aussi élevé qu'ici.

Jusqu'à la nouvelle de son remplacement par Lauriston<sup>763</sup>, les rumeurs se diffusent et citent différents noms, tel Narbonne<sup>764</sup> ou Otto<sup>765</sup>. Plus généralement, les « nouvelles et on-dit » de la fin de l'ambassade de Caulaincourt sont marqués par les rumeurs sur le revirement d'Alexandre à l'égard de l'ambassadeur : « On a remarqué un article sur l'armée

---

<sup>758</sup> « Nouvelles et on-dit », 11 décembre 1809.

<sup>759</sup> « Nouvelles et on-dit », 14 mars 1810 : « On dit le duc de Vicence rappelé, qu'il n'y aura plus d'ambassadeur de France en Russie, seulement un ministre ».

<sup>760</sup> « Nouvelles et on-dit », 18 mars 1810.

<sup>761</sup> Alexandre de La Rochefoucauld (1764-1841) : militaire français, lié à l'impératrice Joséphine par sa femme, qui devint sa dame d'honneur. Il fut ambassadeur auprès de la cour de Saxe, puis à Vienne, en 1805. En 1808, il fut nommé ambassadeur en Hollande. Rappelé en 1810, il exprima le désir de ne plus être envoyé en mission, et il fut plusieurs fois député de l'Oise. La Rochefoucauld fut par ailleurs un des témoins du mariage du duc de Vicence.

<sup>762</sup> « Nouvelles et on-dit », 1er juillet 1810.

<sup>763</sup> Voir conclusion de la 2<sup>e</sup> partie.

<sup>764</sup> Louis-Marie-Jacques-Amalric, comte de Narbonne-Lara (1755-1813) : ministre de la Guerre en 1791, il émigre puis revient en France après Brumaire. Général de division, en 1801, ambassadeur à Munich en 1810, aide de camp de l'Empereur en 1811, il est plénipotentiaire, avec Caulaincourt, au congrès de Prague, en 1813.

<sup>765</sup> « Nouvelles et on-dit », 4 mars 1811 : « On parle du remplacement du duc de Vicence par M. Otto ou de Narbonne. On place M. le duc de Cadore [Champagny] à Rome ».

polonaise dans le *Publiciste*. On dit que l'empereur Alexandre voit où l'a mené sa confiance en Caulaincourt »<sup>766</sup>. Chacun cherche à décrypter le comportement des membres de la famille impériale, comme l'impératrice-mère, dont l'influence sur son fils est par là-même reconnue<sup>767</sup>. Le contexte général est de plus en plus sensible aux bruits de guerre qui s'amplifient. L'ambassade de France devient, en conséquence, un repaire d'espions : on cite le nom de Hitrov<sup>768</sup>, celui de Chtcherbatov<sup>769</sup>. Mais la société pétersbourgeoise, malgré toute sa francophobie, critique aussi les mesures répressives qui touchent certains Français, comme ce Torcy, qui n'a à se reprocher que son origine :

La police a fait des visites la nuit et enlevé les papiers de plusieurs particuliers, dans ce nombre un M. de Torcy, français au service de Russie comme bibliothécaire. On attribue ces visites à l'idée que ces personnes sont des espions de l'ambassade de France. On n'a rien trouvé chez eux et on n'a rien trouvé chez aucun. On a rendu après dix jours d'examen les papiers de M. de Torcy, en lui faisant des espèces d'excuses.<sup>770</sup>

Encore une fois, quelle part de vérité et d'exagération dans une nouvelle de ce type, surtout quand la même société russe est capable de voir dans l'ambassade de Caulaincourt une manœuvre qui entre dans un vaste projet militaire français : « Le public est fort déchaîné contre l'empereur et le chancelier. On dit qu'ils ont été les dupes de l'ambassadeur de France, qui les a endormis pendant qu'on préparait les moyens d'attaquer la Russie avec tout avantage »<sup>771</sup>. C'est mal connaître le duc de Vicence et son opposition inébranlable à toute nouvelle guerre contre la Russie.

Le rappel de Caulaincourt est, lui aussi, une occasion pour la société pétersbourgeoise de tenter d'interpréter les actes de Napoléon et de voir si une guerre s'annonce véritablement. Mais là encore, les rumeurs sont contradictoires. Ainsi, fin mars, l'aristocratie russe voit dans le départ de Caulaincourt un présage favorable : « chacun explique à sa manière le rappel du duc de Vicence. En général le choix du comte de Lauriston paraît d'un bon augure pour la tranquillité et fait dans un esprit de paix »<sup>772</sup>. Début mai, la rumeur qui s'impose est à l'exacte opposée : « on a remarqué que l'empereur s'est longtemps promené dimanche dernier sur le

---

<sup>766</sup> « Nouvelles et on-dit », 24 septembre 1810.

<sup>767</sup> « Nouvelles et on-dit », 17 janvier 1811. « Le public a remarqué que l'impératrice mère, malgré tout le chagrin que lui donne la position du prince d'Oldenbourg, a affecté d'être très bien pour l'ambassadeur de France au dernier cercle. Il a cru voir que l'empereur avait été très froid pour lui ».

<sup>768</sup> *Ibid.*, « On dit que le général Hitroff, qui vient de disparaître et que sa famille dit en mission, a été arrêté et enfermé comme l'espion de l'ambassadeur de France près du ministre de la guerre ». Le général Hitrov a été arrêté le 1<sup>er</sup> janvier 1811, soupçonné d'être espion de l'ambassadeur de France. Voir 2<sup>e</sup> partie, III, 3.

<sup>769</sup> « Nouvelles et on-dit », 4 février 1811 : « On dit qu'un prince Chtcherbatoff a été arrêté en Lituanie comme espion de l'ambassadeur de France ».

<sup>770</sup> « Nouvelles et on-dit », 4 mars 1811.

<sup>771</sup> « Nouvelles et on-dit », 17 janvier 1811.

<sup>772</sup> « Nouvelles et on-dit », 21 mars 1811.

cours avec l'ambassadeur de France, qu'il y avait rencontré. Le public en infère que la paix ne sera pas troublée »<sup>773</sup>, et le lien entre le tsar et le duc de Vicence reste synonyme de paix. Mais il devient vite évident que le remplacement de l'ambassadeur de France est résolu, et ce sont les retards de Lauriston qui sont interprétés, ainsi : « on dit que M. Lauriston ne viendra pas, que le duc de Vicence restera jusqu'à l'hiver pour endormir l'empereur Alexandre »<sup>774</sup> ou, le mois suivant : « on regarde le retard de M. Lauriston comme une preuve que la guerre est résolue : on dit qu'il n'est pas malade et qu'il ne viendra pas »<sup>775</sup>.

L'année 1811 voit, en général, l'augmentation des rumeurs de guerre et de la francophobie générale<sup>776</sup>. Les « nouvelles et on-dit » se font le reflet de cet état d'esprit général et Caulaincourt en rend fidèlement compte, même quand il est lui-même le sujet de ces rumeurs. Les occurrences du duc de Vicence parmi ces documents sont révélatrices de l'opinion que la société russe porte à son égard, des différentes tendances qui existent, ainsi que des changements brutaux qui peuvent l'affecter, suivant l'influence de la politique extérieure. Fruits des remous de l'opinion, il est évident que ces « nouvelles et on dit » sont rarement fiables, mais l'intérêt consiste justement dans cette imaginaire qui se crée autour de l'ambassadeur de France et de l'alliance franco-russe. Une fois étudié ce type de documents originaux que sont les « nouvelles et on dit », nous pouvons envisager de façon plus précise les sentiments de l'opinion à l'égard de Caulaincourt.

### *Portraits de Caulaincourt par les Russes*

Les mémoires des Russes dressent souvent le portrait de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, preuve que celui-ci a marqué des esprits souvent plutôt enclins à raconter la campagne de 1812 et à en chercher les prémices dans les difficultés de l'alliance franco-russe. De ces témoignages ressortent un certain nombre de traits, en ce qui concerne le duc de Vicence. Les commentaires sont, la plupart du temps, négatifs et très critiques. La comtesse Golovine est l'exemple parfait de la mémorialiste opposée à Caulaincourt : elle évite de parler du personnage, qu'elle a pourtant dû voir à Saint-Pétersbourg, sauf pour parler de l'affaire du duc d'Enghien. Son jugement sur le duc de Vicence (et sur Savary) est sans appel et se concentre en une phrase : « Les noms de Caulaincourt et de Savary ne furent

---

<sup>773</sup> « Nouvelles et on-dit », 8 mai 1811.

<sup>774</sup> « Nouvelles et on-dit », 8 avril 1811.

<sup>775</sup> « Nouvelles et on-dit », 8 mai 1811.

<sup>776</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, III.

prononcés qu'avec horreur. L'un avait amené la victime [le duc d'Enghien], l'autre avait présidé à son exécution »<sup>777</sup>. Mais, au-delà des questions politiques s'impose l'image d'un homme pénétré des obligations de sa mission, fidèle, et emprunt des manières de l'Ancien Régime. Le témoignage de la comtesse Edling, dans ses mémoires, est très sévère (une sévérité renforcée par la victoire russe de 1812) mais présente aussi des aspects favorables au personnage : c'est la tendance majoritaire, parmi ces portraits de Caulaincourt dressés par les Russes :

Ce fut aussi dans la maison de M. Tchitchagoff que j'appris à connaître plus particulièrement le duc de Vicence, alors ambassadeur de Napoléon. Cet homme avait de la noblesse dans les manières et une générosité naturelle qui le portait à ménager les victimes de la Révolution. Combien de fois ne l'ai-je pas vu causer familièrement avec les plus ardents antagonistes de son maître ! Chargé d'étudier les ressources et le caractère des Russes, celui de l'empereur, je doute que ses observations aient contribué à éclairer Napoléon. Doué d'une très forte dose de présomption et de légèreté, il jugea la nation russe d'après les salons de la capitale, et l'administration de l'Empire par les saillies de monsieur le ministre de la Marine, qui se plaisait à répandre en sa présence les torrents de sa mauvaise humeur. Les esprits d'une trempe médiocre s'arrêtent volontiers à la superficie des choses. Monsieur de Caulaincourt ne voyait dans l'empereur Alexandre qu'un homme aimable, sans soupçonner la force de volonté dont il était susceptible, et la finesse extraordinaire de son esprit. Les Russes ne se présentaient à ses yeux que comme un peuple machine, et il ignorait que l'orgueil national et l'attachement à la religion de leurs pères en font un peuple de héros. Monsieur le duc de Vicence, occupé de ses amours, de ses chevaux, de sa fortune, ne cherchait point la vérité. Fort bien traité par l'empereur, mais très mal vu dans les salons de Pétersbourg, dont plusieurs lui restèrent fermés, il supporta ces dégoûts de bonne grâce et n'en fut que plus reconnaissant des bontés de l'empereur. On avait cru pendant longtemps que monsieur de Caulaincourt avait pris part à l'assassinat de monsieur le duc d'Enghien ; mais le général Savary, son prédécesseur, s'était empressé de le justifier, en se chargeant très froidement de tout le blâme. Cette justification m'a été confirmée dans la suite par le vice-roi d'Italie<sup>778</sup>, qui m'a assuré avoir vu Caulaincourt tomber évanoui dans l'antichambre de Napoléon, en apprenant la mort du duc d'Enghien.<sup>779</sup>

Si Caulaincourt est montré comme la dupe de l'empereur Alexandre et aveugle face au sentiment national russe, il est certain que ce jugement est fait *a posteriori*. D'autres points, telle la fortune, les amours et les chevaux sont soit abusifs, soit caricaturaux et proviennent de déformations de la réalité : la fortune et les fastes de l'ambassadeur, la vie mondaine de

---

<sup>777</sup> *Souvenirs de la comtesse Golovine, née princesse Galitzine*, Paris, Plon, 1910, XXXVIII-431 p.p. 350-351.

<sup>778</sup> Eugène de Beauharnais (1781-1824) : fils d'Alexandre et de Joséphine de Beauharnais, général en 1804, vice-roi d'Italie en 1805. Il se distingua en Russie et en Saxe, en 1812-1813. Après la chute de Napoléon, il se réfugia chez son beau-père, Maximilien I<sup>er</sup> de Bavière.

<sup>779</sup> *Mémoires de la comtesse Edling (née Stourdzia), demoiselle d'honneur de sa majesté l'impératrice Élisabeth Alexievna*, Moscou, Imprimerie du Saint-Synode, 1888, 284 p., p. 26-29.

celui-ci, sa fonction de grand écuyer de Napoléon. En revanche, il lui est fait justice en ce qui concerne le duc d'Enghien et ses manières, ainsi que son ouverture d'esprit, sont mis en avant par l'auteur. Cet exemple est cependant particulier dans la mesure où beaucoup de mémorialistes, obnubilés par Napoléon et Alexandre, ou intéressés uniquement par la guerre de 1812, oublient tout simplement de citer Caulaincourt<sup>780</sup>.

Ceux qui font mention du personnage relatent souvent une anecdote en sa faveur ou insistent sur ses vertus : c'est le cas de la duchesse de Dino<sup>781</sup>, qui rencontre l'ambassadeur et le tsar à leur retour d'Erfurt. La scène se passe à Löbikau<sup>782</sup>, le 16 octobre 1808, Caulaincourt s'étant arrêté dans ce lieu afin d'arranger le mariage de la jeune Dorothée avec Alexandre-Edmond de Talleyrand-Périgord. La jeune femme est proprement fascinée par l'ambassadeur, preuve de l'influence de son prestige personnel et de son apparence :

La conversation d'une très jeune personne avec un général de Bonaparte ne pouvait être, réciproquement, bien satisfaisante ; elle le fut cependant pour moi ; je trouvai à monsieur de Caulaincourt l'air noble et beaucoup d'usage du monde. Monsieur de Vicence était loin de ressembler aux courtisans de Napoléon que j'ai vus depuis. Probablement je lui parus moins gauche et moins maussade qu'aurait dû l'être aux yeux de l'élégance française une personne élevée au fond de l'Allemagne, car dans une lettre qu'il écrivit le lendemain au prince de Bénévent, dont il était l'ami, il fit de moi assez d'éloges.<sup>783</sup>

La future duchesse retient donc les manières de l'ambassadeur et la franchise qui le distingue des courtisans. Certains mémorialistes, tel le baron de Damas, émigré français, insistent sur d'autres aspects. Cet officier au service de la Russie est, bien entendu, un opposant à Napoléon et il dédaigne son représentant, à l'instar de Joseph de Maistre : « Je connaissais d'ailleurs tout le corps diplomatique, j'en voyais tous les membres, ceux de l'ambassade de France exceptés »<sup>784</sup>. Mais lui aussi reconnaît certaines qualités au duc de Vicence, dont la personnalité est, comme chez la duchesse de Dino, distinguée de la fonction :

C'est ici le lieu de citer une anecdote aussi honorable pour l'empereur Alexandre que pour Monsieur de Caulaincourt. Plusieurs mois avant cette

---

<sup>780</sup> C'est le cas par exemple de Czartoryski ou de Tchitchagov. Voir Historiographie.

<sup>781</sup> Dorothée de Courlande (1793-1862) : comtesse Edmond de Périgord, en 1809, puis duchesse de Dino, en 1817, duchesse de Talleyrand, en 1838, et duchesse de Sagan, en 1845. Elle fut la maîtresse de Talleyrand, oncle de son mari.

<sup>782</sup> Château de la famille de la duchesse de Dino, en Allemagne.

<sup>783</sup> *Mémoires de la duchesse de Dino*, Paris, Calmann-Lévy, 1901, 364 p., p.227. Il faut ajouter que la future duchesse de Dino avait, à l'arrivée de Caulaincourt, de sérieuses préventions à son encontre, d'où les réprimandes de sa mère, p.227 : « Soyez polie avec le duc de Vicence, causez avec lui, vous savez que l'empereur [Alexandre] le traite comme son ami. Je n'ai pas obtenu de vos sœurs qu'elles lui adressassent la parole ; votre tante partage toutes les ridicules préventions dont il est l'objet ; mais vous qui êtes trop jeune pour avoir des opinions politiques, ou du moins pour en montrer, je vous charge de vous occuper de monsieur de Caulaincourt, car je ne veux pas qu'il parte mécontent ».

<sup>784</sup> *Mémoires du baron de Damas*, Paris, Plon, 1922, 2 vol., p.85.

guerre [celle de 1812], l'ambassadeur, parlant au nom de son gouvernement, affirmait non seulement que son maître ne voulait pas la guerre, mais encore qu'il ne faisait aucun préparatif pour l'entreprendre. « C'est étonnant, dit l'empereur, tous les rapports que je reçois disent le contraire », et en même temps il montra qu'il connaissait parfaitement les dispositions de Napoléon. Mais l'ambassadeur insistait toujours. « Eh bien ! dit Alexandre, je mets de côté l'ambassadeur, je ne parle plus qu'au gentilhomme : que monsieur de Caulaincourt m'affirme sur son honneur que les dispositions de son maître ne sont pas telles que je viens de le dire et je le croirai. » À ces mots Monsieur de Caulaincourt se leva, fit un profond salut, quitta l'empereur sans prononcer une parole et, en loyal serviteur, rendit compte de cette conversation à son gouvernement. On voit qu'une politique loyale et une diplomatie bien faite ont quelque valeur.<sup>785</sup>

Les oppositions idéologiques n'empêchent pas le baron de Damas de formuler un jugement honnête sur un personnage dont le nom reste pourtant lié à celui de Napoléon.

Mais, si ces quelques témoignages donnent une idée de la vision de Caulaincourt par les Russes, si les grands traits de son caractère et de l'image qu'il renvoie sont perçus par ses adversaires, voire par ceux qui soutiennent Napoléon<sup>786</sup>, les mémoires sont un type de document écrit *a posteriori*, ce qui modifie, même inconsciemment, le jugement. En effet, le recul temporel permet de calmer les passions et de dresser un portrait plus clément du duc de Vicence, comme ceux de la comtesse Edling et du baron de Damas. Afin d'étudier les réactions de la société pétersbourgeoise, prises sur le vif, il faut se pencher sur un témoignage essentiel sur la période : la correspondance de Joseph de Maistre.

### *Un exemple particulier : la vision de Caulaincourt par Joseph de Maistre*

Une des figures principales de l'émigration en Russie est celle du penseur contre-révolutionnaire Joseph de Maistre, présent à Saint-Pétersbourg de 1802 à 1817. Envoyé du roi de Sardaigne, Victor-Emmanuel<sup>787</sup>, dont les États continentaux ont été annexés

---

<sup>785</sup> *Ibid.*, p. 107.

<sup>786</sup> Comme Armand Domergue, régisseur du théâtre impérial de Moscou, qui parle ainsi de Caulaincourt : « Si Napoléon, qui jugeait les hommes avec une rare sagacité, fit un choix judicieux en nommant le général Hulin, gouverneur de Berlin, celui de monsieur Caulaincourt, à l'ambassade de Saint-Pétersbourg ne le fut pas moins. En effet, si l'esprit conciliant du général savait neutraliser l'animosité rancunière des Prussiens, la brusque franchise de l'ambassadeur se trouvait heureusement opposée à la politique cauteleuse des Russes, auxquels il faisait, avec fermeté, respecter le traité de Tilsit, dont la base était l'observation intégrale du système continental ». *La Russie pendant les guerres de l'Empire (1805-1815). Souvenirs historiques de M. Armand Domergue*, p.132.

<sup>787</sup> Victor-Emmanuel I<sup>er</sup> (1759-1824), duc d'Aoste, fils de Victor-Amédée III, frère et successeur de Charles-Emmanuel IV, roi de Piémont, dépossédé de ses États par Napoléon, il reste en Sardaigne de 1804 à

par Napoléon<sup>788</sup>, Joseph de Maistre est un témoin de premier ordre en ce qui concerne la vie politique de l'Europe à l'époque napoléonienne, et plus particulièrement en ce qui concerne le milieu diplomatique de Saint-Pétersbourg. Dans son œuvre<sup>789</sup> se distingue sa correspondance fournie, destinée le plus souvent à la cour de Sardaigne (directement à Victor-Emmanuel ou par l'intermédiaire du chevalier de Rossi<sup>790</sup>), où apparaît souvent le nom de Caulaincourt. Celui-ci est l'objet de plusieurs pages de cette correspondance, décrivant les fêtes données, s'attardant sur un comportement, une réplique de l'ambassadeur, s'amusant ou critiquant ce personnage qui, au-delà de la communauté de langue et de culture, ne peut que lui inspirer de l'inimitié. Ces lettres, malgré leur parti pris évident, sont un témoignage de grande valeur sur la vision que peuvent avoir les opposants à Napoléon de Caulaincourt et chaque écart du personnage est analysé sans complaisance, voire parfois avec hostilité. Ce point de vue se révèle très instructif sur le caractère de l'ambassadeur français, sur les tensions et les conflits larvés du milieu des ambassadeurs à Saint-Pétersbourg. Il montre aussi le caractère particulier des relations à cette époque, quand se mêlent intérêts politiques, nationalités, cosmopolitisme européen, luttes d'idéologies... Comment faire coexister deux personnages dont l'appartenance politique et la pensée sont tellement distinctes, malgré une origine nobiliaire et des valeurs de sociabilité communes?

Ambassadeur d'un royaume qui, en réalité, n'existe plus depuis 1802, Joseph de Maistre est dans une situation délicate. En effet, il est citoyen de l'Empire et n'a donc, depuis Tilsit, plus de raison de demeurer en Russie comme ambassadeur. Ces questions de nationalité sont le thème central de sa correspondance où il refuse son appartenance à l'Empire français et où il s'étonne qu'il lui soit permis de demeurer à Saint-Pétersbourg depuis la conclusion de l'alliance franco-russe. La présence de l'ambassadeur français, Savary puis Caulaincourt, est pour lui une menace constante, qui pourtant ne devient jamais effective. Joseph de Maistre, ennemi de Napoléon, auteur de pamphlets contre son régime<sup>791</sup>, ambassadeur d'un pays annexé, citoyen français malgré lui, demeure intouché. C'en est presque vexant. Savary, lors de sa mission préparatoire, remarque bien le penseur contre-révolutionnaire, mais ne semble

---

1814 avant de retrouver son trône mais abdiqua en 1821 face aux mouvements d'émeute qui secouaient son royaume.

<sup>788</sup> En 1802, Napoléon annexe le royaume de Piémont en pleine paix, le divisant en six départements : Pô, Stura, Doire, Agogna, Sesia, Marengo.

<sup>789</sup> Joseph de Maistre, *Œuvres complètes XI-XII*, Genève, Slatkine Reprints, 1979, réédition de *Œuvres complètes de Joseph de Maistre nouvelle édition, contenant ses Œuvres posthumes et toute sa correspondance inédites*, tome onzième. Correspondance III. 1808-1810, Lyon, Librairie générale catholique et classique, Vitte et Perrussel, 1885.

<sup>790</sup> Régent de la Secrétairerie d'État du roi Victor-Emmanuel de Sardaigne.

<sup>791</sup> Il critique notamment avec virulence la politique religieuse de Napoléon, le Concordat et Pie VII.

pas lui accorder une grande importance. Dans ses notes<sup>792</sup>, il le nomme « comte de Meister » et déclare qu'il « prétend toujours être ministre de Sardaigne ». Le rôle politique de l'écrivain est certes insignifiant au regard des autres puissances présentes dans le corps diplomatique, mais le duc de Rovigo insiste toutefois sur deux points : il s'agit d'un « homme d'esprit » et c'est un membre de l'opposition à la paix de Tilsit, puisqu'il est « un habitué de la maison de l'ambassadeur d'Autriche et de celui d'Angleterre ».

Caulaincourt remarque lui aussi, lors de son ambassade, la présence de cet insolite représentant d'un État que ne reconnaît pas la France. Ne sachant quelle attitude adopter face à cette situation particulière, il demande des instructions à son ministre : « Je prierai V.E. de me faire connaître quelle est la position de la Sardaigne relativement à la France. Est-elle en paix ou en guerre ? Son ministre s'est toujours classé ici parmi nos ennemis, quoiqu'il soit venu chez moi dans les jours d'étiquette »<sup>793</sup>. Sans totalement délaissier le personnage, l'ambassadeur de France y voit seulement un cas particulier sans gravité, une singularité au milieu du corps diplomatique qu'il côtoie tous les jours.

La vie à Saint-Pétersbourg amène de Maistre à côtoyer ces Français qui y sont tout puissants et qu'il affecte de considérer avec indifférence, comme le fait son ami Blacas<sup>794</sup> : « nous sommes même entrés ensemble dans une maison où se trouvaient les Français. Blacas ne leur parle jamais, et ne les regarde même jamais : c'est ce qu'il doit faire »<sup>795</sup>. Quand l'hostilité déclarée peut devenir dangereuse, reste à observer une bonne conduite de façade, comme le fait Joseph de Maistre tout au long de la période : « c'est aussi ma position à l'égard des Français : je leur parle avec politesse lorsque l'occasion s'en présente, mais je ne cherche point à les voir », « car ces messieurs, sauf leur respect, sont bien mauvaise compagnie. J'en reviens toujours à ce que je vous ai dit sur la médiocrité des personnes »<sup>796</sup>. La politesse de façade n'exclut pas des critiques subjectives dans la correspondance... Caulaincourt, chef de la délégation française, cristallise ces sentiments, et les relations des deux personnages sont épisodiques et peu chaleureuses : « c'est dans sa maison seule [celle de l'amiral Tchitchagov] (excepté les grands dîners diplomatiques) où je me trouve à table avec l'ambassadeur de France. Il me parle poliment et sans affectation. Je lui réponds de même ; je ne le flatte ni ne lui manque », « je ne vais point faire de visite proprement dite, et il ne m'invite pas à dîner :

---

<sup>792</sup> AMAE, Corr. Pol., Russie, 141, *Notes sur le ministère de la Russie et le corps diplomatique à Saint-Pétersbourg*, 23 août 1807.

<sup>793</sup> Caulaincourt à Champagny, 4 juin 1808.

<sup>794</sup> Blacas (1771-1839) : confident de Louis XVIII, il le suit dans son exil à Mittau, en Angleterre et revient avec lui en France. Rendu responsable de l'échec de la première Restauration, il est écarté du pouvoir par ses opposants.

<sup>795</sup> Joseph de Maistre à M. le chevalier de Rossi, Saint-Pétersbourg, janvier 1808.

<sup>796</sup> Joseph de Maistre à M. le chevalier de Rossi, Saint-Pétersbourg, 30 janvier /11 février 1808.

voilà où nous en sommes »<sup>797</sup>. Parfois, au fil des rencontres, de Maistre tend à dissocier les sentiments de Caulaincourt, de ceux de son entourage, qui lui semble mieux disposé à son égard :

Ma situation est toujours la même. Caulaincourt me regarde comme un animal curieux, et ne me dit rien. Je le regarde comme un animal malfaisant, et je ne lui dis rien. Un salut de part et d'autre lorsque nous nous rencontrons n'est pas une grande dépense. Sa légation, ses entours, me veulent plutôt du bien que du mal, mais ce ne sont point eux qui décident, et je ne les vois pas plus que leur chef.<sup>798</sup>

Les relations de l'émigré et de l'ambassadeur, symptomatiques de la position de Joseph de Maistre face aux Français, sont donc loin d'être faciles, évoluant aussi au fil des mois et au gré des événements. L'hostilité est manifeste, l'indifférence est la vertu prônée par le penseur contre-révolutionnaire : « J'évite autant que je puis de le choquer et même de le rencontrer. Je ne cesse de lui adresser dans mon cœur le vers si connu : *Honorez-moi, Monsieur, de votre indifférence* »<sup>799</sup>, indifférence qui passe aussi par le fait d'éviter au maximum les contacts avec Caulaincourt :

Ma situation est toujours ici un grand phénomène, jouissant toujours de ma qualité et de tous mes droits de ministre, sans être inquiété par les Français, et sans employer à leur égard d'autre précaution que celle de ne pas les insulter, ce qui serait une folie très inutile. L'ambassadeur de France ne me parle pas, généralement parlant, et l'occasion s'en présente peu, car j'évite autant qu'il est possible de me trouver dans les maisons qu'il fréquente.<sup>800</sup>

De nombreuses occasions sont propices à une critique sévère du comportement de l'ambassadeur, ou à des moqueries, comme lors de la célébration de la bénédiction de la Neva en janvier 1808<sup>801</sup>. Joseph de Maistre est témoin de l'influence qu'exerce le duc de Vicence sur la société pétersbourgeoise, comme vu plus haut. Cette mainmise peut être simplement pressante, comme lors de la victoire d'Eckmühl<sup>802</sup> où Caulaincourt demande au général des Jésuites de jeunes chantres pour chanter un *Te Deum* : « il n'y avait pas moyen de refuser »<sup>803</sup>. Mais parfois elle engendre, selon de Maistre, de véritables drames qui le révoltent, comme la mort de Dolgorouki<sup>804</sup> en Finlande :

C'est une grande perte, universellement sentie, et c'est Caulaincourt qui a tué ce brave homme. Blessé par l'inflexibilité du prince Michel, il a voulu

---

<sup>797</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 6/18 mars 1808.

<sup>798</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 30 octobre/ 11 novembre 1808.

<sup>799</sup> *Ibid.*

<sup>800</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 16/28 décembre 1808.

<sup>801</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 2.

<sup>802</sup> Victoire française sur l'Autriche, dans le sud de l'Allemagne, les 21 et 22 avril 1809.

<sup>803</sup> Joseph de Maistre au roi Victor-Emmanuel, Saint-Pétersbourg, 14/24 mai 1809.

<sup>804</sup> Général russe, de la grande famille des Dolgorouki, tué lors de la campagne contre la Suède, en Finlande, en 1808.

qu'on l'écartât. L'empereur ne sachant que faire l'a envoyé en Finlande, et pour éviter les objections, il lui fit donner à 10 heure du matin l'ordre de partir le soir.<sup>805</sup>

Le pouvoir de Caulaincourt apparaît pour l'envoyé du roi de Sardaigne comme véritablement pesant, contrôlant la société et exerçant son pouvoir sur l'esprit de l'empereur Alexandre. Avec de Maistre, on est loin de l'historiographie traditionnelle qui fait de l'ambassadeur français la dupe du tsar, mais le penseur contre-révolutionnaire ne possède évidemment aucun recul sur les événements... Il n'en reste pas moins un témoin privilégié des impairs que commet de Caulaincourt, qui montrent tout cet orgueil et cette vanité de circonstance qui le choquent. Ainsi, lors d'une cérémonie à la Cour pour les représentants des différents pays, « l'ambassadeur a refusé d'être présenté avec les autres »<sup>806</sup>. Même comportement de Caulaincourt chez l'ambassadeur d'Autriche quand il y trouve Blacas et ne peut souffrir sa présence<sup>807</sup>. Cet orgueil est le caractère qui s'impose le plus vite aux observateurs, d'autant plus quand ils sont dans le camp adverse.

Si Joseph de Maistre se garde d'entretenir des relations suivies avec l'ambassadeur et avec son ambassade, il constate aussi avec un certain étonnement les marques d'estime et la reconnaissance que lui témoignent parfois les Français, voire la sollicitude de Caulaincourt en certaines occasions. « Une chose que je ne dois pas non plus vous laisser ignorer, c'est que les Français et leurs alliés (ou esclaves, comme il vous plaira) ne cherchent aucunement à me faire de la peine à la Cour »<sup>808</sup>. Mais ce constat fait par Joseph de Maistre est sujet à variations, selon les moments et les occasions. Ainsi la comparaison entre Caulaincourt et Savary varie sensiblement en à peine un an d'intervalle. Le 18/30 décembre 1808, de Maistre juge ainsi les Français et le duc de Vicence :

Toute la légation française, le chef excepté, me traite avec une politesse marquée. Quant à l'ambassadeur, il me regarde avec des yeux singuliers qui semblent avoir reçu des ordres. Savary, plus féroce peut-être, ou du moins plus fougueux, avait cependant un air moins antipathique ; il me montrait même un certain penchant ou quelque chose qui ressemblait à cela.<sup>809</sup>

À l'arrivée de Caulaincourt, son opinion était très différente, montrant le peu de constance de ces jugements, et la difficulté qu'il a à cerner les intentions et le caractère du

---

<sup>805</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 30 octobre/11 novembre 1808.

<sup>806</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 19 janvier 1809.

<sup>807</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 6/18 mars 1808. « Il alla même jusqu'à lui dire [à l'ambassadeur d'Autriche] qu'il ne pouvait plus se trouver chez lui si le comte de Blacas s'y trouvait; sur quoi l'ambassadeur d'Autriche lui répondit bravement (à ce qu'il m'a dit) que M. l'ambassadeur de France était maître de se conduire comme il le jugerait convenable »

<sup>808</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 19 janvier 1809.

<sup>809</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 18/30 décembre 1808.

personnage :

Il [Caulaincourt] me fit beaucoup de politesses. Il n'a point les formes soldatesques de Savary ; mais de savoir s'il a autant de talent et de franchise, c'est une question à laquelle je ne puis répondre encore. Je suis charmé qu'il ne m'ait pas déclaré la guerre ; car, en vérité, je n'aurais su comment me tenir ici. Quand je pense à tout ce que j'ai dit, fait et écrit depuis 16 ans, je trouve les Français fort honnêtes à mon égard.<sup>810</sup>

Les Français, maîtres de Saint-Pétersbourg, selon Joseph de Maistre, inspirent donc des sentiments divers à l'émigré qui les critique mais s'étonne de leur clémence, qui les fuit mais apprécie parfois leur compagnie. Ces contradictions reflètent la complexité même de la haute société européenne de l'époque.

Les sentiments de Joseph de Maistre à l'égard de l'ambassadeur français suivent une ligne relativement stable tout au long de son séjour. Il s'agit de relever les écarts du Français, ses altercations avec les autres ambassadeurs et ses différends avec Alexandre. En décrivant ces événements, le penseur contre-révolutionnaire trace un portrait assez peu flatteur de Caulaincourt qui se distingue presque seulement par sa vanité et qu'on fait entrer plus ou moins arbitrairement dans des cadres : « Il appartient au parti Talleyrand »<sup>811</sup> déclare ainsi de Maistre sans aucune nuance. Les descriptions de Caulaincourt sont toujours mitigées, balancées par différents sentiments. Souvent il lui reconnaît un certain nombre de qualités, liées principalement à sa naissance, mais vite la critique se fait jour et rabaisse l'ambassadeur à un simple valet de Napoléon, personnage qui représente, par ailleurs, tout ce contre quoi lutte Joseph de Maistre mais qu'il ne peut s'empêcher d'admirer. Dès l'arrivée du grand écuyer, le portrait que dresse le penseur contre-révolutionnaire est sans complaisance :

*Je m'amuse beaucoup à considérer Caulaincourt. Il est bien né et il s'en targue, il représente un homme qui fait trembler le monde, il a six ou sept cent mille francs de rente. Il est le premier partout, etc. Je vous assure cependant qu'il a l'air fort commun sous sa broderie, qu'il est raide en compagnie comme s'il avait des fils d'archal dans les jointures, et, qu'au jugement de tout le monde, il a l'air de Ninette à la Cour*<sup>812</sup>. Ce phénomène, de la puissance balbutiant devant la véritable dignité, m'a frappé 1000 et 1000 fois depuis l'ouverture de la grande tragédie.<sup>813</sup>

L'aspect militaire du personnage, comme celui de Savary auparavant et de Lauriston ensuite, frappe le penseur qui préfère la puissance des mots à la gloire des armes. Qui plus est, le prestige militaire personnel de l'ambassadeur français semble bien réduit (et en effet il n'a jamais détenu un grand commandement) et est critiqué vertement par certains, comme

---

<sup>810</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 13/25 décembre 1807.

<sup>811</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 3/15 février 1809.

<sup>812</sup> *Ninette à la Cour*, comédie de Favart (1757).

<sup>813</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 4/16 janvier 1808.

l'ambassadeur d'Espagne à Saint-Pétersbourg : « d'un autre côté, le général Pardo ne se gêne nullement sur le compte de Caulaincourt : il le traite, à ce qu'on m'assure, de « Général de la Garde qui n'a jamais vu que le feu de la cuisine ». Je suis curieux de voir quelle figure fera un homme qui déplaît à l'Empereur et à la France »<sup>814</sup>. La critique est très forte, spéculant en plus sur les sentiments d'un ancien ambassadeur des Bourbons d'Espagne, pourtant rallié à Joseph<sup>815</sup>, envers la France.

Des anecdotes retracées par de Maistre mettent en avant cet orgueil de Caulaincourt et ce manque de manières qui ne peuvent que révolter un pur représentant de l'Ancien Régime et de la haute société européenne. Le premier exemple tourne autour de la grossièreté de l'ambassadeur, qui contraste étrangement avec sa naissance:

En entrant dans l'église, le jour de la cérémonie [du mariage de la grande-duchesse Catherine avec le duc d'Oldenbourg] l'ambassadeur de France fut heurté par un officier, ce qui n'est pas surprenant dans une foule. Caulaincourt se tournant dit à l'officier : « ....., je n'aime pas qu'on me heurte ainsi ». Si jamais la voix de quelque laquais ivre est parvenue de loin jusqu'à l'oreille de S.M., Elle peut remplir le vide que je laisse ici comme Elle jugera convenable. Est-il possible! Dans l'église du Palais! Au milieu de tout ce qu'il y a de plus grand et de plus respectable! A-t-on jamais entendu rien d'égal ?<sup>816</sup>

En faisant la part de la rumeur et des exagérations, on peut juger de l'écart qui s'est creusé entre le monde catholique de la « vieille Europe » et les représentants de la France impériale, imprégnée presque inconsciemment de militarisme et d'anticléricisme. Mais peut-être s'agit-il simplement d'un mouvement d'humeur qui s'est traduit dans le langage des casernes...

Les anecdotes se succèdent au sujet de l'ambassadeur qui multiplie les inconvenances, considérées par de Maistre comme des « insolences »<sup>817</sup>. Ainsi il refuse d'illuminer son hôtel pour les souverains de Prusse, « ce qui est une insulte bien caractérisée faite à S.M. Impériale encore plus qu'à LL. MM. Prussiennes »<sup>818</sup> ou feint une blessure pour éviter de danser car on lui avait refusé la préséance sur les princes prussiens. « Vous sentez bien, M. le chevalier, que lorsque Caulaincourt se permet toutes ces insolences, il est bien sûr des intentions de son maître »<sup>819</sup>.

À travers ces témoignages, le jugement de Joseph de Maistre semble arrêté,

---

<sup>814</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 30 janvier/11 février 1808.

<sup>815</sup> Joseph Bonaparte (1768-1844) : frère aîné de Napoléon, roi de Naples en 1806, puis d'Espagne de 1808 à 1813. Après la chute de l'Empire, il vécut en exil en Amérique.

<sup>816</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 19 janvier 1809.

<sup>817</sup> *Ibid.*

<sup>818</sup> *Ibid.*

<sup>819</sup> *Ibid.*

uniformément contraire au personnage considéré. Pourtant, on a déjà vu l'étonnement du penseur face aux marques de sollicitude de Caulaincourt. Cela, ainsi qu'un certain recul, amène de Maistre à revoir son point de vue. Le dernier portrait de Caulaincourt, dans la correspondance de l'envoyé du roi de Sardaigne, paraît mettre de côté les inimitiés idéologiques et chercher une image plus approfondie. C'est sûrement le commentaire le plus précieux, montrant l'aspect complexe et souvent ambigu des relations entre deux personnages opposés par leurs idées, mais liés par un ensemble de valeurs communes :

Ce Caulaincourt, au reste, n'est pas du tout un homme mauvais, il est créature de Napoléon, il lui a prêté serment, il lui doit tout, il faut bien qu'il lui obéisse ; mais il déplore sûrement les excès de son maître, et je sais certainement que, parlant un jour avec une femme dont il est amoureux, il lui échappa de dire après avoir reçu une certaine lettre de Paris : « il y a des moments où un honnête homme voudrait mourir ». Je ne le crois d'ailleurs nullement insensible à la manière dont l'empereur [Alexandre] l'a traité ; personnellement je ne puis m'en plaindre. Il est vrai que j'ai eu soin de ne pas compromettre S.M. par des démarches ni même par des discours déplacés ; n'importe, il aurait pu aisément me faire de la peine. *En tout, je n'en voudrais pas un autre.*<sup>820</sup>

Cet extrait est d'une grande perspicacité, mettant en exergue la légendaire fidélité de Caulaincourt, et offrant une sorte d'hommage de Joseph de Maistre à un ambassadeur tout-puissant qui n'en a pas profité pour faire du tort à la légation sarde. Malgré tous les antécédents que nous avons cités et les limites de cet éloge tardif, quel meilleur hommage que celui de ses ennemis ?

Le penseur contre-révolutionnaire, malgré son opposition inébranlable au système impérial et à Napoléon, offre dans sa correspondance, en plus d'une description de la vie mondaine à Saint-Pétersbourg, des témoignages de premier ordre sur l'ambassadeur français à Saint-Pétersbourg, parvenant même à s'extraire des clivages idéologiques pour lui rendre justice et tenter de le cerner de façon plus profonde. Sa clairvoyance s'exerce aussi sur les grands sujets politiques qui marquent la période et on voit la justesse de ses impressions sur la guerre en Espagne qu'il prévoit longue et décisive. Sa vision de l'alliance franco-russe, qu'il récuse avec force, est empreinte d'un grand réalisme, percevant son lent fléchissement. La sombre affaire Hitrov<sup>821</sup> qui jette sur Caulaincourt une possible accusation d'espionnage amène cette réflexion à Joseph de Maistre : « je croirais au reste que cet événement est plutôt le signe que la cause du refroidissement ; quoiqu'il soit vrai aussi qu'après avoir été *signe*, il a pu à son tour devenir *cause* »<sup>822</sup>. L'engrenage fatal de l'alliance est pour lui une réalité, due

---

<sup>820</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 7/19 décembre 1810.

<sup>821</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, III, 3.

<sup>822</sup> Joseph de Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 7/19 décembre 1810.

selon lui aux ambitions de Napoléon, contrées par les véritables intentions d'Alexandre et de la Russie. Caulaincourt n'a de place que comme un représentant orgueilleux assez risible, entouré d'un faste étincelant mais peu convainquant, ou comme un valet inoffensif dépassé par les visées de son maître. Pour Joseph de Maistre seul compte le duel de la Révolution avec l'Europe des monarques.

## CONCLUSION DE LA 1<sup>ère</sup> PARTIE

L'alliance entre la France et la Russie rendait nécessaire, en plus des négociations politiques, une représentation diplomatique apte à séduire la société pétersbourgeoise, récalcitrante face à la France napoléonienne issue de la Révolution française, couverte du sang des Capétiens, en même temps que d'une gloire aussi considérable que récente. La désignation de Caulaincourt n'a, dans cette optique, pas été laissée au hasard. La mission de Savary aide à choisir un général noble, prestigieux, encore influencé par les manières d'Ancien Régime. Qui plus est, à ces qualités s'ajoute, chez le duc de Vicence, une indéniable expérience du métier de diplomate et de la Cour de Saint-Pétersbourg, caractères déterminants qui influencent le choix fait par Napoléon.

Une fois choisi l'ambassadeur de France, le ministère des Relations extérieures met tout en œuvre pour faciliter sa mission et soutenir sa représentation. Un personnel de qualité est mis à sa disposition, tandis que des moyens matériels et financiers viennent renforcer son faste. Un lien direct avec Napoléon et avec Alexandre lui donne un prestige incomparable, tandis que sa supériorité est affirmée vis-à-vis des consuls mais aussi des ambassadeurs des pays alliés de la France, à Saint-Pétersbourg. Ses collègues diplomates, dans les autres postes diplomatiques d'Europe, reconnaissent l'importance de sa fonction, qui le place au sommet de la diplomatie européenne.

Ce prestige qui lui est ainsi fourni est résolument tourné vers la Cour et la société pétersbourgeoise, objectifs rappelés tant par Savary que par Champagny. Le tsar Alexandre, afin de promouvoir l'alliance de Tilsit face à l'aristocratie russe, met en avant l'ambassadeur de France, qui est couvert d'honneurs et participe à tous les aspects de la vie curiale. De surcroît, cette mise en avant n'est pas à sens unique et Caulaincourt lui-même affirme sa préséance et sa place particulière, en de multiples occasions. Ses relations avec la société de la capitale russe sont en revanche plus complexes. Les fêtes qu'il organise ont un impact certain sur la vie mondaine et frappent les esprits par leur ampleur. Mais les réactions de l'aristocratie et l'opinion pétersbourgeoise sont changeantes et difficiles à déterminer. Au final, les sentiments des Russes à l'égard du duc de Vicence apparaissent de moindre importance, en comparaison du conflit des idéologies en Europe. Loin d'être rejeté ou accepté de façon univoque, Caulaincourt suscite des sentiments contrastés où se mêlent apparences, idées politiques, affaires mal éclaircies, tel l'assassinat du duc d'Enghien, situations personnelles, voire mesquinerie. Les relations de Joseph de Maistre avec l'ambassadeur de France résument ces mouvements d'opinion, ces évolutions qui montrent finalement le bilan contrasté de la représentation diplomatique mise en place par Caulaincourt.

Il faut d'abord remarquer, avec la comtesse Edling, que le duc de Vicence reste à Saint-Pétersbourg, durant tout son séjour : « il jugea la nation russe d'après les salons de la capitale »<sup>823</sup> déclare la mémorialiste, et il est certain que sa vision reste cantonnée à la Cour et aux environs de la capitale russe. Ce propos est néanmoins à nuancer, quand on voit la mission de M. d'Asnières, attaché d'ambassade, qui va prendre le pouls de l'opinion moscovite<sup>824</sup> : l'ambassadeur de France ne dédaigne pas totalement le reste de la Russie et étend ses jugements à l'ensemble de la Russie, comme dans cette lettre : « On fronde toujours ici, le gouvernement du pays plus même que ceux étrangers ; on craint V.M. , on commence à croire, même aux gardes, qu'on serait battu si on recommençait, et, à quelques cerveaux brûlés près, la masse, militaires comme civils, désire et veut la paix, parce qu'on redoute les suites de la guerre. Voilà l'opinion de Moscou, de l'intérieur, même d'une grande partie de Pétersbourg »<sup>825</sup>. Mais il est vrai que Saint-Pétersbourg constitue l'horizon principal de

---

<sup>823</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, III, 3. *Mémoires de la comtesse Edling*, p.26-29.

<sup>824</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, II, 1. À noter aussi le mémoire intitulé « Notice sur Moscou », conservé aux AMAE, Mémoires et documents, Russie, 32. Sans date, ce document est vraisemblablement dû à M. d'Asnières, de retour de son voyage à Moscou. Ce long mémoire fournit une description de la ville, de ses habitants, de ses coutumes, de ses divertissements, de ses clubs, de son économie, etc. Caulaincourt a ici une source d'information précieuse mais on peut aussi constater le caractère ponctuel de cette entreprise qui se limite au second grand centre de l'empire russe : de ce point de vue, le constat de la comtesse Edling reste pertinent.

<sup>825</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 4 juin 1808.

l'ambassadeur<sup>826</sup>. Dans ces conditions, et comme le remarque encore une fois la comtesse Edling, il est difficile de juger du sentiment national russe qui se développe lors de la campagne de 1812, autour des patriotes, immortalisés par Tolstoï dans *Guerre et Paix*. Mais ce fait est commun à la plupart des ambassadeurs, qui du fait de leur fonction, demeurent là où réside le pouvoir.

Le bilan d'une représentation diplomatique et de son impact sur l'opinion est difficile à dresser. Les seuls exemples à disposition sont ceux tirés des correspondances, des bulletins qui relèvent les rumeurs, ou des mémoires : dans ces conditions, il apparaît risqué d'émettre un bilan d'ensemble au sujet des sentiments profonds d'une société. Il reste que l'on peut insister sur l'impact des festivités sur l'imaginaire collectif et sur l'élaboration du personnage de l'ambassadeur de France, symbole de l'alliance de Tilsit, homme de confiance de Napoléon et ami d'Alexandre. La représentation diplomatique développée par Caulaincourt, ainsi que sa mise en avant par le tsar Alexandre, font du duc de Vicence le personnage central de la vie mondaine de la capitale russe, de 1807 à 1811.

Qu'il représente la gloire de Napoléon ou qu'il soit considéré comme le laquais de l'Antéchrist, qu'il soit investi d'une part du prestige des armées françaises ou couvert du sang du duc d'Enghien, l'ambassadeur de France ne laisse pas indifférent et occupe les esprits de chacun. Rarement un diplomate a eu une telle influence sur les imaginaires, a cristallisé tant de sentiments sur sa personne. Albert Vandal insiste sur cette image de « l'Ambassadeur tout court », après avoir évoqué les faveurs prodiguées par le tsar à Caulaincourt :

Ces faveurs toute privées ne faisaient point tort aux honneurs publics ; ils étaient prodigués en toute circonstance à celui que Pétersbourg appelait *l'Ambassadeur* tout court, l'ambassadeur par excellence, comme s'il n'eût point existé à ses côtés d'autres représentants. La société, il est vrai, subissait cette situation plutôt qu'elle ne l'acceptait de bonne grâce : elle reprochait à Caulaincourt ses allures dominatrices, son ton d'autorité et de commandement, l'appareil superbe et quasi souverain dont il s'entourait, l'ascendant qu'il paraissait exercer en toutes choses sur l'esprit du monarque : « Bientôt, disait-elle, il rédigerait aussi les ukases »<sup>827</sup>.

Face au duc de Vicence, l'opinion n'est jamais immobile et lui-même ressent ces fluctuations. Il est conscient que sa représentation est nécessaire mais qu'elle est souvent de peu de poids à côté des événements politiques qui peuvent changer complètement les

---

<sup>826</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. II, p. 435, montre ce cloisonnement de l'ambassadeur de France dans la capitale russe, dans ce beau passage de son ouvrage : « À Pétersbourg, notre ambassadeur demeure enveloppé de prévenances ; dépourvu de tout moyen sérieux d'information, séparé de la nation par la barrière infranchissable de la langue, il ne voit que le palais et la cour, où ne s'accuse aucun mouvement suspect, n'aperçoit que ce point lumineux au milieu d'une nuit profonde. Il ignore, il ne peut signaler à son maître l'ébranlement des forces russes, qui peu à peu se répandent et coulent dans les provinces occidentales ».

<sup>827</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. II, p. 28.

sentiments de l'aristocratie russe. Le duc de Vicence insiste sur cette versatilité due aux événements :

Tout y [dans l'opinion] retentit, le départ de la garde pour l'Espagne, comme la réunion d'un corps autrichien vers la Turquie ; tout ce qui annonce du mouvement, même loin du pays, inquiète, parce qu'on est avide de nouvelles, et celles-là sont toujours alarmantes. L'opinion s'agite beaucoup depuis quinze jours, c'est l'approche de l'ouverture de la navigation<sup>828</sup>. Cette agitation augmentera encore, il faut s'y attendre ; les opposants se réunissent, se voient plusieurs fois par jour, chuchotent partout où ils se trouvent ; je ne vois cependant aucun motif réel d'alarmes.<sup>829</sup>

Tout au long de son ambassade, Caulaincourt rend compte de ces changements dans l'opinion, que chaque nouvelle peut renverser : « Depuis l'arrivée du courrier de Madrid, on représente dans le public la nation comme très échauffée contre les Français et on parle des dangers que les troupes, et même l'empereur, peuvent courir »<sup>830</sup>. Les événements de portée européenne ont aussi des répercussions sur l'opinion, telle la conquête de la Finlande par les troupes russes : « Malgré toutes les contrariétés, l'opinion est meilleure qu'il y a quatre mois ; depuis quelque temps on venait beaucoup chez moi, on y reviendra sous peu : la prise de Swéaborg<sup>831</sup> me servira puissamment »<sup>832</sup>. Il faut noter toutefois que si les événements entraînent des changements dans l'opinion, comme ce courrier de Madrid qui informe les habitants de Saint-Petersbourg des affaires d'Espagne, Caulaincourt reste confiant et observe la continuation de sa vie mondaine : « Depuis que les contrariétés se sont multipliées avec les événements [d'Espagne], j'observe plus attentivement que jamais le souverain et tout ce qui marque. Je n'ai vu aucun changement, toutes les relations sont les mêmes, on vient aussi souvent et avec le même empressement chez moi, et chacun garde la mesure qu'on sait qui plaît au maître et qu'il veut »<sup>833</sup>. Les grands personnages de la monarchie suivent leur tsar qui, malgré les revers français, affiche une confiance dans l'alliance et fait de Caulaincourt le promoteur et la vitrine de celle-ci.

Nous reviendrons dans la seconde partie, au fil des négociations étudiées, sur les sentiments de l'opinion russe face aux changements qui s'opèrent en Europe. Il est certain que le jugement de Joseph de Maistre est pertinent et que seul compte véritablement le duel entre l'Europe de Napoléon et celle des vieilles monarchies, qui triomphent finalement en 1815 avec le congrès de Vienne et la Sainte-Alliance. La représentation diplomatique du duc de

---

<sup>828</sup> Période de la fonte des glaces qui bloquent la Baltique en hiver.

<sup>829</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 16 mars 1808.

<sup>830</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 6 avril 1808.

<sup>831</sup> Place forte et port fortifié de Finlande, sur la Baltique, non loin de l'actuelle Helsinki.

<sup>832</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Petersbourg, 6 mai 1808.

<sup>833</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 8 septembre 1808.

Vicence à Saint-Pétersbourg n'est, d'une certaine façon, qu'un phénomène annexe aux conséquences et à l'influence limitée sur les événements. Ce constat n'enlève rien à sa portée politique et au mécanisme mis en place par l'Empereur, son ministre et son ambassadeur, en vue de conquérir la Cour et Saint-Pétersbourg, afin de consolider une alliance qui connaît très vite des difficultés, comme nous allons le voir.

L'influence de Napoléon dans cette entreprise et celle d'Alexandre sur l'opinion de l'aristocratie nous amènent à remarquer un dernier point, à savoir le poids des deux empereurs dans l'alliance de Tilsit. Les deux monarques, par les choix qu'ils font, par les décisions qu'ils prennent, déterminent en grande partie les évolutions de l'alliance. Leur lien direct avec Caulaincourt fait de celui-ci un intermédiaire entre les deux alliés. Il faut alors se demander quel est le rôle du duc de Vicence entre les deux hommes, quelle marge de manœuvre lui est laissée et quel est le bilan de son action politique. Pris entre un Empereur qui veut tout contrôler et un tsar autocrate, l'ambassadeur de France est-il un acteur autonome au sein de l'alliance franco-russe, et a-t-il les moyens de freiner, voire d'empêcher, l'échec de celle-ci ? La seconde partie va nous permettre, à travers l'étude de la place de Caulaincourt entre les deux empereurs et dans les négociations diplomatiques de l'alliance, de dresser son bilan politique.

## Sommaire du tome I

REMERCIEMENTS .....	2
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	3
1. Les relations franco-russes jusqu'en 1807. ....	5
Le premier choc entre Napoléon et Alexandre.....	6
L'ambassade de Caulaincourt.....	8
2. Armand-Louis de Caulaincourt (1773-1827).....	11
Caulaincourt : une figure d'Empire.....	11
Caulaincourt avant l'ambassade de Saint-Pétersbourg .....	12
Caulaincourt après 1811.....	16
3. Historiographie des relations franco-russes et de Caulaincourt. ....	18
Introduction .....	18
Les mémoires au XIX <sup>e</sup> siècle.....	19
Les grands travaux d'érudition de la fin du XIX <sup>e</sup> siècle .....	22
Les Mémoires de Caulaincourt par Jean Hanoteau .....	24
Les dernières productions.....	26
La biographie.....	28
4. Problématique et annonce du plan. ....	30
Problématique et méthodologie.....	30
Annonce du plan.....	31
BIBLIOGRAPHIE .....	35
Sources imprimées .....	36

Correspondances .....	36
Mémoires.....	37
Bibliographie.....	41
Guides de recherche, Instruments de travail. ....	41
Généralités sur l'Empire .....	42
Sur le personnel diplomatique.....	43
Sur l'émigration .....	44
Sur la Russie.....	45
Sur les relations internationales et l'alliance franco-russe.....	46
Sur Caulaincourt et l'ambassade de Saint-Pétersbourg .....	48
Dictionnaires biographiques.....	49
Biographies.....	51
Ouvrages de littérature .....	52
État des sources .....	53
Présentation .....	53
Aux Archives nationales .....	54
Aux Affaires étrangères .....	56
Archives Nationales .....	58
95 AP Fonds Caulaincourt .....	58
Les autres fonds d'archives privées .....	61
AF IV- Secrétairerie Impériale.....	61
Archives des Affaires étrangères-Paris .....	63
Correspondance politique.....	63
Supplément-Russie.....	64
Mémoires et documents-Russie .....	64

Comptabilité du ministère .....	64
Personnel-Dossiers individuels .....	64
Personnel-volumes reliés (Dossiers individuels) .....	65
Affaires étrangères- Centre de Nantes .....	65
Saint-Pétersbourg -Volumes Reliés .....	65
Supplément de la correspondance politique reliée .....	66
Série Cartons et Registres .....	66
Service historique de la Défense-Vincennes .....	67
Bibliothèque nationale-Richelieu .....	67
1 <sup>ère</sup> Partie: L'ambassade de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg, une mission de représentation diplomatique.....	68
CHAPITRE I : LES ORIGINES DU CHOIX DE CAULAINCOURT : EXPÉRIENCES ET PROFIL DE L'ENVOYÉ DE NAPOLÉON (1796-1807).....	69
Introduction .....	69
1. Caulaincourt à Constantinople : une première expérience diplomatique (1796-1797)....	71
Introduction : Constantinople, première coupure dans une carrière militaire.....	71
Aubert du Bayet et Caulaincourt.....	72
Voyage à Constantinople, brouille avec Aubert du Bayet et choix de Caulaincourt comme Mihmandar d'Ali-Effendi .....	74
De Constantinople à Paris : une difficile mission d'intendance.....	78
L'avancement de Caulaincourt .....	81
Conclusion : une entrée dans la diplomatie.....	83
2. La première mission de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg en 1801. ....	84
Introduction : une première expérience à Saint-Pétersbourg .....	84
L'échec de la première alliance russe : la mort de Paul I <sup>er</sup> et l'avènement d'Alexandre I <sup>er</sup>	

.....	85
Le choix de Caulaincourt pour une mission à Saint-Pétersbourg .....	87
Le déroulement de la mission et les questions soulevées.....	90
Les caractères de la mission de 1801 et leur influence sur celle de 1807 .....	93
3. La reconnaissance diplomatique de Savary et la désignation de Caulaincourt comme ambassadeur (1807).....	98
Introduction : la situation après Tilsit .....	98
La mission de Savary .....	99
Portrait de l'ambassadeur de France .....	105
La désignation de Caulaincourt et son arrivée à Saint-Pétersbourg.....	108
Conclusion : tendances générales et originalités.....	114
 CHAPITRE II : CAULAINCOURT EN RUSSIE : MOYENS, FONCTIONNEMENT ET PRESTIGE D'UNE AMBASSADE EXTRAORDINAIRE.....	117
Introduction .....	117
1. Les moyens de l'ambassade: les instruments du prestige.....	119
Le personnel : les secrétaires d'ambassade et les autres membres de l'ambassade.....	119
Les préparatifs matériels : nécessité et prestige .....	129
Les comptes de l'ambassade .....	134
2. Le fonctionnement d'une ambassade extraordinaire.....	145
Ampleur de la production écrite de l'ambassade .....	145
Le lien de l'ambassadeur avec les deux empereurs.....	150
3. Le prestige de l'ambassadeur extraordinaire : les relations avec le personnel diplomatique napoléonien. ....	155
Introduction .....	155
Caulaincourt et les consuls .....	156
Caulaincourt et les ambassadeurs français en Europe.....	162
Caulaincourt et les envoyés des États alliés de la France .....	168

Conclusion : la première ambassade d'Europe .....	172
<b>CHAPITRE III : CAULAINCOURT ET LA SOCIÉTÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG : REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE ET VISÉES POLITIQUES .....</b>	<b>173</b>
Introduction .....	173
1. Saint-Pétersbourg, sa Cour, sa société : un objectif pour Caulaincourt. ....	175
Saint-Pétersbourg .....	175
La Cour selon Savary .....	176
La société pétersbourgeoise .....	180
Conquérir la société, un objectif pour Caulaincourt .....	183
2. La représentation diplomatique de Caulaincourt : la mise en avant de l'ambassadeur de France comme symbole de l'alliance de Tilsit. ....	185
Introduction .....	185
La place de Caulaincourt dans la vie de la Cour .....	186
Questions de préséance et orgueil de l'ambassadeur .....	193
La vie mondaine de l'ambassadeur et ses réseaux .....	197
3. La vision de Caulaincourt par la société de Saint-Pétersbourg. ....	205
Introduction .....	205
Les nouvelles et on-dit : une approche de l'opinion .....	206
Caulaincourt dans les « nouvelles et on-dit » .....	212
Portraits de Caulaincourt par les Russes .....	217
Un exemple particulier : la vision de Caulaincourt par Joseph de Maistre .....	220
<b>CONCLUSION DE LA 1<sup>ère</sup> PARTIE .....</b>	<b>229</b>

ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES

---

**Olivier Varlan**

*titulaire d'un master 2 en histoire*

**L'AMBASSADE DE CAULAINCOURT À  
SAINT-PÉTERSBOURG (1807-1811) :**

**Représentation et négociations diplomatiques  
durant l'alliance franco-russe**

TOME II



Thèse  
pour le diplôme d'archiviste paléographe  
2009

## **2<sup>e</sup> Partie : Caulaincourt et l'alliance franco-russe**

## **CHAPITRE I : NAPOLÉON, ALEXANDRE ET CAULAINCOURT, L'AMBASSADEUR ENTRE LES DEUX EMPEREURS.**

### **Introduction**

Comme le montre le titre de l'ouvrage d'Albert Vandal, l'alliance franco-russe c'est d'abord Napoléon et Alexandre. Napoléon et Alexandre dans le radeau sur le Niémen, Napoléon et Alexandre à Erfurt, Napoléon et Alexandre poursuivant chacun leurs objectifs. Les deux empereurs représentent à eux seuls l'alliance, et l'historiographie s'est attachée à montrer l'évolution de leurs relations et leurs répercussions sur la politique européenne. Nous ne reviendrons pas sur les rapports entre les deux hommes, sauf lorsqu'ils impliquent Caulaincourt. Il s'agit désormais, et avant d'envisager les questions politiques de l'alliance, de déterminer la place de l'ambassadeur de France entre Napoléon et Alexandre et de comprendre la marge de manœuvre qui lui est laissée, ainsi que son indépendance d'esprit. L'action du duc de Vicence lors des négociations diplomatiques, ainsi que pour préserver l'alliance, ne peut se comprendre qu'une fois clarifiées ces relations avec l'empereur de Russie mais surtout avec Napoléon, qui prétend tout contrôler et imposer ses vues à son personnel diplomatique. L'étude de ces relations se fera tout au long des chapitres consacrés

aux questions politiques et permettra de les mettre dans leur contexte, mais il faut auparavant préciser un certain nombre de points, en s'appuyant sur les documents qui rendent compte du lien entre Caulaincourt et Napoléon et entre Caulaincourt et Alexandre.

Nous aborderons donc en premier lieu les relations complexes qui lient le duc de Vicence et son maître. Cette étude permettra de voir la liberté d'action de Caulaincourt et, par là, sa responsabilité effective dans les négociations diplomatiques. Afin de rendre compte de la complexité des relations qui existent entre Caulaincourt et Napoléon nous observerons le langage tenu par le duc de Vicence dans ses lettres et essaierons de qualifier les sentiments qu'il éprouve pour son maître. Dans un second lieu, nous verrons les relations qui existent entre l'ambassadeur de France et l'empereur de Russie, afin de déterminer le degré de leur amitié et ce que celle-ci implique. Nous verrons ainsi les conséquences, et parfois les dangers, de ce lien particulier entre les deux hommes. Après ces considérations sur les relations entre les trois hommes, nous étudierons l'entrevue d'Erfurt de 1808, qui est leur unique réunion lors de l'ambassade de Caulaincourt. Cette entrevue est l'exemple de la primauté qui est donnée, dans l'alliance, aux négociations directes entre les deux empereurs. Il s'agira d'observer le rôle de Caulaincourt et sa place à côté de son maître. L'étude des conversations qu'ils tiennent dans la ville allemande servira aussi de premier jalon pour comprendre l'évolution de la pensée de l'ambassadeur de France, de son indépendance d'esprit et de ses conceptions politiques, sur lesquelles nous reviendrons tout au long de la seconde partie.

## **1. Caulaincourt et Napoléon : l'ambassadeur face à son maître.**

Une étude des relations entre Caulaincourt et Napoléon dépasserait largement le cadre de cette thèse. Elles remontent à la mission du colonel Caulaincourt à Saint-Pétersbourg, en 1801, et se sont développées lorsque celui-ci a été nommé aide de camp du Premier consul puis grand écuyer de l'Empereur. Dans la cadre de l'ambassade de 1807-1811, il s'agit d'observer la marge de manœuvre laissée par Napoléon à son ambassadeur, mais aussi le langage qu'il lui tient et les réactions du duc de Vicence face aux réprimandes ou aux jugements. Pour observer ces relations, la correspondance est le moyen le plus pertinent, les lettres de Napoléon à Caulaincourt, les réponses de l'ambassadeur à l'Empereur, mais aussi les lettres de Champagny, quand il est l'intermédiaire des sentiments de son maître. Nous allons étudier en premier lieu le langage tenu par Napoléon à Caulaincourt, les instructions qu'il lui donne et les exigences qu'il a à son égard. Les réactions du duc de Vicence permettront, en second lieu, d'envisager plus généralement sa relation avec l'Empereur et les conséquences de celle-ci pour son travail de diplomate.

### *La marge de manœuvre laissée à Caulaincourt par Napoléon*

Le langage tenu par Napoléon, dans ses lettres ou par l'intermédiaire de Champagny, est révélateur du rôle politique qu'il entend conférer à son ambassadeur et de la marge de manœuvre qu'il lui laisse pour traiter les différentes affaires qui se présentent. Nous reviendrons plus ponctuellement sur les instructions relatives à ces négociations : il s'agit ici d'étudier plus proprement le langage de l'Empereur, à travers ses instructions, ses reproches, ses conseils mais aussi ses compliments à Caulaincourt.

Le premier document produit par Napoléon à destination de son ambassadeur n'est

autre que ses instructions, datées du 12 novembre 1807. Le principe même de ce texte montre l'importance que l'Empereur accorde à l'ambassade de Caulaincourt mais aussi le contrôle qu'il veut avoir sur les négociations. En effet, ses instructions sont entièrement politiques et entendent préparer le travail du diplomate, chargé de répondre aux sollicitations des Russes au sujet de différentes affaires. La première est le projet de partage de la Turquie, abordé à Tilsit, qui donne lieu aux plus longs développements des instructions<sup>1</sup>. Napoléon s'attarde sur les objectifs d'Alexandre, sur les siens, sur les enjeux de ce projet : Caulaincourt doit saisir toute l'importance de la question, mais surtout les intentions de son maître, afin de tenir un langage de circonstance et de ne pas aller contre les intérêts de la France. Les instructions ont donc pour objectif de diriger l'action de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg mais, malgré ce carcan, elles lui donnent sa légitimité de diplomate, au courant des vues de son maître et apte à négocier avec Alexandre. À l'inverse, comme le souligne Napoléon, l'ambassadeur russe à Paris, Tolstoï, n'a pas les mêmes pouvoirs : « M. Tolstoï paraît n'avoir eu aucune instruction particulière sur la manière d'exécuter le traité de Tilsit, et une instruction propre à faire connaître les vues de l'empereur Alexandre semblait nécessaire »<sup>2</sup>.

Les instructions réduisent donc la marge de manœuvre de Caulaincourt mais accroissent en proportion son importance. On touche ici à l'essence de la diplomatie napoléonienne où l'Empereur, qui entend tout contrôler, insuffle une part de son pouvoir à ses représentants à l'étranger. Il n'en reste pas moins que le ton de ces instructions est directif et que toute l'action de l'ambassadeur de France est prévue et dirigée, comme le prouve ce passage : « Rappelez, Monsieur, à l'empereur Alexandre les conversations qu'il a eues à ce sujet avec Sa Majesté, et comment les deux empereurs sont convenus à ne rien entreprendre à cet égard [sur la Turquie], qu'après s'en être entendus, soit dans le voyage à Paris que doit faire l'empereur Alexandre, soit dans tout autre point où les deux souverains doivent se réunir. Mais ces vues de partage existent, tirez-en au moins cette conséquence que l'empereur des Français ne doit point évacuer la rive gauche de la Vistule, afin d'être prêt à tout événement. Et lorsqu'on vous parlera de l'Albanie et de la Bosnie comme objet de compensation pour l'Empereur, faites sentir l'inégalité de cette compensation pour l'Empereur, et revenez sur la possession de quelques provinces prussiennes de plus, comme objet d'un arrangement parfaitement égal, convenable à tous les intérêts, d'une exécution prompte et facile, et sans aucune de ces conséquences que la politique la plus clairvoyante ne peut prévoir ni

---

<sup>1</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, II, 1.

<sup>2</sup> AMAE, Russie, 144, « Instruction pour monsieur de Caulaincourt », 12 novembre 1807.

prévenir »<sup>3</sup>. Les futurs dialogues que tiendront l'ambassadeur et les Russes sont anticipés par Napoléon qui prévoit toutes les éventualités afin de baliser le travail de son envoyé, qui doit s'occuper d'autres points, telles les questions commerciales ou la lutte contre l'Angleterre : dès son arrivée, Caulaincourt, muni de ces instructions, pourra poursuivre les affaires en cours et parler au nom de son maître.

Ces instructions sont représentatives de celles qui suivent au cours de l'ambassade, communiquées directement par Napoléon ou *via* la correspondance tenue par Champagny. Dans les premiers mois, il s'agit pour Caulaincourt de suivre les instructions de novembre 1807. Le duc de Cadore l'indique dès ses premières lettres : « Vos instructions ont déterminé quelle devait être votre conduite dans les affaires de Suède et dans celles de Turquie »<sup>4</sup>. En attendant que la situation politique évolue, c'est ce document qui règle la conduite du diplomate. Les semaines passant, le ministre demande des nouvelles de l'ambassadeur, mais toujours en fonction des instructions données : « Il est probable qu'elles [instructions] auront fourni le sujet de quelques entretiens, si ce n'est avec l'Empereur, du moins avec son ministre des Affaires étrangères, et il importe beaucoup que vous fassiez connaître ce que vous avez pu pénétrer de ses véritables dispositions »<sup>5</sup>. Les premières réponses de Caulaincourt sont bien reçues par le ministre qui le félicite pour la façon dont il a suivi ses instructions : « Sa Majesté a remarqué avec quelle fidélité vous vous êtes conformé à vos instructions, et elle approuve entièrement la direction que vous avez suivie, un autre courrier vous fera connaître d'une manière plus particulière ses intentions sur chacun des points traités dans vos dépêches »<sup>6</sup>. Cette phrase montre l'absence de marge de manœuvre que l'Empereur entend laisser à son ambassadeur qui doit perpétuellement demander des éclaircissements, comme nous le verrons au fil des différentes négociations qui l'occupent. On ne demande finalement à Caulaincourt que des capacités d'adaptation et l'application à la situation russe des instructions en provenance de Paris : « Je ne doutais nullement que V.E. ne prit les précautions nécessaires pour sauver le secret des affaires et j'ai reconnu sa sagesse ordinaire dans celles dont elle m'a fait part. [...] Sur le reste, vous aurez à attendre les ordres de l'Empereur »<sup>7</sup>.

Le ministre et l'Empereur reçoivent donc les rapports du duc de Vicence et jugent de la pertinence de ses propos ou de la justesse de son comportement. Champagny revient fréquemment sur les discussions tenues entre l'ambassadeur et les Russes, afin de clarifier

---

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Venise, 7 décembre 1807.

<sup>5</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 14 janvier 1808.

<sup>6</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 19 janvier 1808.

<sup>7</sup> *Ibid.*

certaines situations ou de modifier le comportement de Caulaincourt. Si le ton de son représentant à Saint-Pétersbourg ne plaît pas à Napoléon, celui-ci, par l'intermédiaire du duc de Cadore, l'amène à en changer : « Voilà, monsieur, dans quel sens l'Empereur désire que vous raisonnez avec M. de Romanzoff. Il a trouvé que vous n'avez pas mis assez de rigueur dans les réponses que vous lui avez faites. Il approuve tout ce que vous jugerez convenable de dire à l'empereur, et je pense même que vous ne devez contredire ce prince qu'autant que cela sera nécessaire pour qu'il sache qu'on n'adhère pas encore à toutes ses vues, mais quand vous discutez avec son ministre, l'égalité est établie, et l'Empereur désire que vous employiez toutes les armes que vous donne l'évidence incontestable de son droit dans la cause que vous avez à défendre, elle est celle de la stricte justice et de la saine politique »<sup>8</sup>. Le travail de l'ambassadeur français à Saint-Pétersbourg est l'objet d'une véritable censure effectuée par le ministère qui décide du langage de Caulaincourt, qui doit s'adapter aux décisions de ses supérieurs : « Je relis votre [dépêche] n°35, toutes vos réponses à M. de Romanzoff sont justes. L'Empereur y a désiré un peu plus de force uniquement parce qu'il ne veut pas qu'on se fasse un titre de quelques discours mal saisis, mal retenus, ou mal interprétés, tandis que les seuls titres irrécusables sont les traités auxquels il est prêt à se conformer »<sup>9</sup>. Ce dernier extrait montre, au-delà des limites indéniables imposées au duc de Vicence, les responsabilités qui pèsent sur lui et l'importance de chacun des mots qu'il échange avec les Russes.

On voit donc, à travers ces exemples, que Napoléon ne donne pas seulement des instructions à son ambassadeur : il veut régler son langage et orienter directement son travail. La correspondance directe qu'il tient avec le duc de Vicence est, comme nous l'avons vu<sup>10</sup>, une marque du prestige accordé à son ambassade à Saint-Pétersbourg, mais c'est aussi le reflet du contrôle qu'il exerce depuis Paris. Au fil des événements, il continue de prévoir les réactions russes et donne ses instructions en fonction, selon un jeu de questions / réponses : « On ne vous parlera pas sans doute des affaires d'Espagne ; mais si on vous en parlait, vous pourriez dire que l'anarchie qui règne dans cette cour et dans le gouvernement exige que je me mêle de ses affaires »<sup>11</sup>. La formule « si on vous en parlait, etc. » est symptomatique de la volonté de tout anticiper qui anime Napoléon<sup>12</sup>. Le contrôle de l'Empereur s'applique aussi

---

<sup>8</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 9 mars 1808.

<sup>9</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 9 mars 1808.

<sup>10</sup> 1<sup>ère</sup> partie, II, 2.

<sup>11</sup> Napoléon à Caulaincourt, Paris, 6 mars 1808.

<sup>12</sup> On la trouve aussi dans Napoléon à Caulaincourt, Paris, 17 février 1808 : « Il est inutile d'en parler, mais si l'on vous en parle, dites que le Pape étant le chef de la religion de mon pays, il est convenable que je m'assure de la direction du spirituel [...] ».

aux informations qu'il transmet à son ambassadeur. Les lettres de Champagny et de Napoléon décrivent en effet longuement les événements qui se passent en France et dans le reste de l'Europe. Mais toutes ces informations ne sont pas destinées à être révélées dans leur intégralité aux Russes, comme le précise Napoléon au sujet des affaires d'Espagne<sup>13</sup> : « Ceci est pour vous seul ; gardez-en le secret. Vous pourrez en dire un mot à l'empereur et à l'ambassadeur d'Espagne qui est un homme du prince de la paix [Godoy] et qui parlera comme vous »<sup>14</sup>. Toute nouvelle communiquée à Alexandre doit donc d'abord être validée par Paris, la marge de manœuvre du duc de Vicence s'en trouvant par là singulièrement réduite.

Cette logique du contrôle du langage de Caulaincourt implique des critiques de la part de son maître, voire des reproches en certaines occasions. Une des critiques les plus récurrentes concerne le ton adopté par l'ambassadeur face aux Russes, qui ne correspond pas aux intérêts de la France : « Vous ne manquez pas d'insister sur ce que ce n'était point une vaine formalité, mais un moyen expéditif d'arranger tout. Je trouve que vous ne parlez pas assez haut et que vous n'avez pas assez défendu mes intérêts »<sup>15</sup>. De la même façon, les initiatives du duc de Vicence sont sévèrement critiquées, surtout lorsqu'elles favorisent trop la Russie, comme les conseils militaires qu'il donne à Alexandre dans sa lutte contre la Suède : « P.S. : je reçois au moment votre lettre du 5 avril. Je trouve que vous vous donnez trop de mouvement, pour l'expédition de Suède. Je vois avec plaisir tout ce que fait l'empereur, mais il est inutile que vous pressiez tant. Vous avez eu des instructions pour la Finlande, vous n'en avez pas eu pour le reste »<sup>16</sup> ; ou encore : « Je n'approuve point ce que vous avez mis dans votre mémoire à l'empereur. Un ambassadeur de France ne doit jamais écrire que les Russes doivent aller à Stockholm. [...] Il me semble que vous ne dites pas suffisamment ma raison »<sup>17</sup>. Le ton de l'Empereur est sec, cassant, preuve du mécontentement qu'il éprouve lorsque son représentant fait preuve de trop de zèle ou qu'il dépasse la cadre rigide de ses instructions.

D'autres limitations au pouvoir du duc de Vicence interviennent. Ainsi, il ne lui est permis, à l'instar des autres ambassadeurs de Napoléon, de mener des correspondances parallèles. Champagny, écho des volontés de l'Empereur, critique ainsi les lettres échangées

---

<sup>13</sup> Napoléon justifie dans une lettre postérieure le secret qu'il maintient autour des affaires d'Espagne : « Vous sentez qu'avant de lui [Alexandre] parler des affaires d'Espagne, je désire savoir comment elles prendront à Saint-Petersbourg. Vous avez dû recevoir du seigneur de Champagny des instructions sur le langage que vous avez à tenir ». Napoléon à Caulaincourt, Paris, 28 juin 1808.

<sup>14</sup> Napoléon à Caulaincourt, Saint-Cloud, 31 mars 1808.

<sup>15</sup> Napoléon à Caulaincourt, Bayonne, 18 avril 1808.

<sup>16</sup> Napoléon à Caulaincourt, Bayonne, 26 avril 1808.

<sup>17</sup> Napoléon à Caulaincourt, Bayonne, 31 mai 1808.

avec le maréchal Victor : « S.M. approuve que vous ayez promis la remise des soldats russes qui se trouvaient parmi les prisonniers prussiens, mais il aurait voulu que vous vous fussiez borné à rendre compte de ce vœu du gouvernement russe, et il me charge de vous mander qu'en écrivant vous-même au maréchal Victor auquel vous n'aviez pas d'ordres à donner, vous avez excédé la limite de vos fonctions »<sup>18</sup>. Les reproches sont les mêmes au sujet d'une correspondance tenue avec l'ambassadeur français à Copenhague : « Après avoir pris connaissance de cette correspondance entre son ambassadeur à Pétersbourg et son ministre à Copenhague, S.M. m'a ordonné de vous écrire qu'elle la jugeait inutile, et qu'il ne fallait lui donner aucune suite »<sup>19</sup>. Autre exemple de ces limitations, toujours concernant l'implication du duc de Vicence dans les affaires de Suède, Napoléon enjoint son ambassadeur de ne pas fixer par écrit des informations de ce genre : « L'Empereur applaudit toujours les mouvements de votre zèle et aux succès qui les a couronnés jusqu'à ce jour. Il a donné une attention particulière au mémoire que vous avez remis à M. de Romanzoff sur l'invasion de la Suède, mais il a pensé qu'il aurait mieux valu dire en conversation les bonnes choses qu'il renferme que de les consigner par écrit. Il recommande à ses ministres de ne s'expliquer que le moins possible par écrit, en traitant avec le gouvernement près duquel ils résident »<sup>20</sup>. Ces différentes contraventions aux volontés de l'Empereur l'amènent à fixer plus précisément ces limites imposées à la correspondance de son ambassadeur :

M. l'Ambassadeur, S.M.I., qui y a été déterminé par une circonstance particulière, m'a ordonné de rappeler généralement à tous ses ambassadeurs, ministres et agents près des cours étrangères deux principes dont elle leur recommande l'exacte observation. Le premier est que, n'ayant de direction à recevoir que par l'intermédiaire du ministre des Relations extérieures, toutes les fois que d'autres autorités ou des agents quelconques du gouvernement s'adressent directement à eux pour les engager à faire quelque démarche diplomatique, ils doivent en référer au ministre et attendre qu'il leur ait fait connaître les intentions de l'Empereur. Le second est que les ambassadeurs, ministres et agents diplomatiques de S.M. ne doivent remettre de notes officielles aux gouvernements près desquels ils sont accrédités qu'après avoir reçu l'autorisation spéciale. Pour les autres communications qui ne peuvent avoir lieu de vive voix, il suffit de remettre des notes verbales qui n'étant point signées n'ont aucun caractère officiel. En général, l'intention de S.M. est que ses légations s'abstiennent autant qu'il est possible des communications secrètes avec les ministres étrangers. Agréez, etc.<sup>21</sup>

Le message est très clair : tout doit passer par Paris et les initiatives concurrentes n'ont pas de place dans le système napoléonien.

---

<sup>18</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Bayonne, 28 avril 1808.

<sup>19</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Bayonne, 13 mai 1808.

<sup>20</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Bayonne, 23 mai 1808.

<sup>21</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Bayonne, 24 mai 1808 (lettre intégrale).

Cependant, il ne faut pas mésestimer le rôle qui est dévolu à Caulaincourt ainsi que la considération que lui porte Napoléon. Celui-ci, dans des situations de crise comme les prémices de la guerre contre l'Autriche, reconnaît la perspicacité de son ambassadeur et sa connaissance des affaires : « De notre côté aussi il faut nous remuer. Je ne puis rien vous dire de plus ; vous comprenez aussi bien que moi la position des choses »<sup>22</sup>. De même, dans les missives de Champagny revient souvent l'idée du « zèle » du duc de Vicence qui motive son action et la fait approuver par son gouvernement : « L'Empereur compte sur votre zèle, votre activité, votre habileté pour exécuter promptement et avec succès l'ordre que je vous transmets de sa part »<sup>23</sup>. Mais les compliments ne sont souvent que ceux destinés à un brillant intermédiaire. L'action de l'ambassadeur doit être bénéfique pour l'Empereur mais en suivant ses préceptes, Caulaincourt devant se faire l'interprète, face aux Russes, des volontés de son maître. Il lui appartient de faire accepter les décisions de Napoléon ; les moyens qu'il emploie pour y parvenir doivent constituer, pour son maître, sa seule marge de manœuvre : « L'Empereur, monsieur, m'ordonne de vous faire cette communications, mais il veut qu'elle ne soit que pour vous. Vous ne devez même parler qu'avec réserve des considérations politiques qui y sont développées. C'est à vous, monsieur, à faire naître cette disposition et à en profiter pour répandre une lumière salutaire sur un si grand événement et dissiper les préventions que de fausses interprétations auraient pu faire naître »<sup>24</sup>. Les qualités du duc de Vicence s'inscrivent donc dans ce modèle et Champagny peut parler de sa « sagacité »<sup>25</sup> ou de sa « célérité »<sup>26</sup> dans l'exécution des ordres.

Finalement, il ne lui est reconnu aucun pouvoir de décision, aucune liberté, aucune capacité d'élaborer une diplomatie personnelle. Il est, au contraire, contrôlé par son maître et incorporé dans la politique napoléonienne, marquée par sa centralisation, notamment en ce qui concerne les affaires étrangères. Cet état des choses est aussi visible dans la sujétion du duc de Cadore à Napoléon, preuve que c'est ce dernier qui dirige Caulaincourt à distance. Quand l'ambassadeur demande des éclaircissements à son ministre, celui-ci ne peut que les chercher auprès de l'Empereur et, en attendant sa réponse, rester dans le doute quant à ses intentions : « J'ai prié l'Empereur de me mettre en état de répondre à la question que vous me faites relativement aux progrès ultérieurs des armées russes contre la Suède. L'intention de l'Empereur a toujours été de laisser la Russie s'étendre à son gré, ce qui peut vous servir

---

<sup>22</sup> Napoléon à Caulaincourt, Paris, 24 mars 1809.

<sup>23</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 20 août 1808.

<sup>24</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Bayonne, 8 juin 1808.

<sup>25</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 15 février 1809.

<sup>26</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 22 mars 1809.

de règle, en attendant la réponse de l'Empereur. Dans le doute, mieux vaut presser que ralentir les efforts des Russes »<sup>27</sup>. Parfois, le ministre des Relations extérieures fait même l'impasse sur certains sujets, dans ses lettres, sachant que Napoléon exprimera lui-même ses volontés dans sa correspondance directe avec le duc de Vicence : « Elle [S.M.] me dispense d'entrer avec vous dans aucun détail sur la direction que vous avez à suivre. L'Empereur vous la donne »<sup>28</sup>. Cet exemple du rôle de Champagny suit donc le même modèle que celui qui régit les relations entre Napoléon et son ambassadeur, c'est-à-dire un pouvoir vertical qui considère ses subalternes comme des exécutants, comme des reflets des volontés impériales. Les exigences du maître ne sont pas diminuées pour autant, bien au contraire : le représentant de la France à Saint-Pétersbourg doit faire preuve de toutes les qualités requises pour interpréter correctement ses ordres, pour s'y conformer, pour réagir efficacement aux situations qui se présentent. Et, par-dessus tout, on exige de lui une fidélité irréprochable.

#### *Caulaincourt face à son maître*

Les critiques concernant ses agissements en Russie restent dans le domaine du travail et ne provoquent chez Caulaincourt que des ajustements de son action, afin de mieux répondre aux exigences impériales. Pourtant, certaines critiques de Napoléon touchent au fondement de sa relation avec le duc de Vicence et provoquent chez ce dernier de vives réactions. Il n'accepte pas, en effet, que l'on remette en cause la fidélité qu'il éprouve pour son maître et qu'il érige en principe. Début 1808, l'ambassadeur de France critique Champagny qui lui a envoyé un personnage douteux, Vandernotte, vraisemblablement un espion. L'épisode est assez anecdotique mais Napoléon n'accepte pas le ton de Caulaincourt dans sa lettre au duc de Cadore et il le lui signifie :

Je n'approuve pas votre style avec M. de Champagny. *Vous êtes en Russie ; restez-y Français.* Vous n'avez pas le droit de tenir ce langage à moi ou à mon ministre. Vous n'y avez pas songé. Vous pouvez renvoyer l'individu qu'on vous a envoyé vingt-quatre heures après. On s'inquiète peu de ce que vous faites à Saint-Pétersbourg. Si vous n'aviez pas ma confiance, qui est-ce qui m'obligerait à vous la conserver ? Si cela s'adresse à moi, c'est ingratitude de votre part. Si cela s'adresse à M. de Champagny, vous le connaissez bien peu. Je voudrais qu'il eût cette activité et cette malice que vous lui supposez. Je vous dis tout cela pour me décharger et pour n'avoir plus rien contre vous. Je vous répète mon refrain : ne prenez point les mœurs

---

<sup>27</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 16 décembre 1808.

<sup>28</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 23 février 1809.

des seigneurs russes et conservez nos mœurs françaises.<sup>29</sup>

Le ton de cette lettre est très sévère, même si Napoléon affirme qu'il l'écrit afin de se « décharger ». L'ambassadeur est relégué à son rôle de subalterne et d'exécutant qui ne peut même pas faire part de ses impressions à son ministre. Pour s'être écarté de la norme qui lui est imposée, Caulaincourt voit remise en cause sa fidélité à son maître et à la France. L'Empereur va même jusqu'à lui rappeler que sa fonction et ses pouvoirs dépendent de lui seul.

Plus que d'une critique, il s'agit d'un véritable blâme qui ouvre la question des relations personnelles qui existent entre Napoléon et Caulaincourt. En effet, les lettres écrites à cette période par le duc de Vicence sont les documents qui permettent le mieux d'appréhender ses sentiments face à son maître :

À 800 lieues de son pays et de toutes ses affections, on a plus besoin d'encouragement que de blâme. Je suis peiné, je l'avoue à V.E., qu'Elle ait mis à son adresse mes justes plaintes sur l'envoi du sieur Vandernotte, car personne ne lui est plus attaché que moi : certes, il n'aurait pas été question de cet individu, si la méfiance que son arrivée a inspirée à l'empereur même n'avait rejailli sur l'ambassadeur de France. Je prie V.E. de se rappeler que les événements qui se succèdent ne me mettent pas sur un lit de roses, et qu'avec les gens les plus susceptibles du monde, je dois observer les plus grands ménagements pour faire avec succès les grandes affaires. Je justifie peut-être la confiance de l'Empereur par plus de dévouement que de talent : je le sers de tous mes moyens, voilà la vérité ; tout ce qui me paraît un obstacle dans marche me heurte, par cette raison plus forte qu'une autre, mais ne m'éloigne jamais du sentiment que je dois à V.E. et que je professe depuis longtemps pour Elle.<sup>30</sup>

Le destinataire de cette lettre est le duc de Cadore, mais il ne faut pas se leurrer : c'est Napoléon qui est visé lorsque Caulaincourt affirme avec passion sa fidélité à son pays et à sa fonction. Il tente d'excuser les erreurs de jugement qu'on lui impute en proclamant son « dévouement » à l'Empereur. Cette affaire apparemment anodine se mêle donc d'accents sentimentaux, voire passionnels, comme il est visible dans cette missive envoyée à Napoléon en personne : « Si ceux qui ont l'honneur d'être près de V.M. n'ont pas toujours le bonheur de la contenter, un égard de bienveillance les console dans la journée. À mille lieues d'elle, l'impression de sa sévérité ne me quitte pas. Si mon zèle en suivant la route qu'elle m'a tracée a été trop loin, c'est avec une intention si humble, Sire, que je mérite peut-être plus que de l'indulgence. Des reproches sans aucun encouragement quand je sers V.M. de cœur et d'âme m'altèrent, j'ose le lui avouer : si je ne suis pas au lit depuis six semaines, c'est parce qu'on se

---

<sup>29</sup> Napoléon à Caulaincourt, Bayonne, 26 avril 1808.

<sup>30</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 28 avril 1808.

porte bien un jour de bataille. Je supplie V.M. d'excuser ce cri du malheur : si je lui appartenais moins, je n'aurais pas osé le laisser aller jusqu'à elle ! »<sup>31</sup> Le caractère romantique du duc de Vicence apparaît clairement dans ces lignes, où il avoue souffrir physiquement de l'apparente disgrâce dans laquelle il est plongé. Comme dans sa lettre à Champagny, il insiste sur l'éloignement qui est le sien et qui le prive des faveurs impériales. La fidélité de Caulaincourt se manifeste ici à l'extrême, dans toute son ampleur et, parfois, sa déraison. Tel un exilé, l'ambassadeur a besoin du soutien absolu de son maître pour poursuivre sa mission et il avoue implicitement son désir de retour, qui permettrait de revoir ses amis, certes, mais aussi de servir à nouveau Napoléon.

La mission de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg n'est pas pour lui sans difficultés ni tensions personnelles. Les relations avec Alexandre ne remplacent pas le service de l'homme à qui il doit tout et qu'il craint de mal servir en tant que diplomate. Il fait part de ses doutes à Champagny : « Ai-je bien ou mal fait? Je crains toujours de ne pas servir l'empereur comme il veut l'être. Les événements marchent, et je suis si loin que je suis souvent obligé d'improviser jusqu'à ce que je reçoive les ordres de V.E. »<sup>32</sup> Cette dernière phrase montre aussi que le duc de Vicence ne cherche pas forcément à développer son action personnelle : il veut avant tout satisfaire Napoléon par tous les moyens à sa disposition et il recherche les instructions qui représentent la sécurité. En définitive, on observe que, pour Caulaincourt, la faveur de Napoléon et son approbation comptent presque autant que le bilan politique. On voit cela en ce qui concerne les conventions au sujet de la Pologne<sup>33</sup>. Celle qu'élaborent le duc de Vicence et les Russes se trouve désavouée par le ministère français et l'ambassadeur de France vit très mal les critiques qu'il reçoit. Sa justification montre la place qu'il accorde à sa relation avec Napoléon, celle-ci conditionnant en grande partie son action :

Je ne me permets point de justifier la convention. Je me borne à prier V.E. de mettre sous les yeux de S.M. les ordres qui me l'ont fait conclure et qui sont ma justification. Je ne tiens dans le monde qu'à prouver à mon maître que je le sers avec dévouement et fidélité, et surtout avec exactitude. S'il pouvait en douter un moment, ma carrière serait finie, car ce n'est ni l'ambition, ni la fortune qui m'attachent à lui, et je me tiendrais bien plus récompensé par un mot de satisfaction que je n'ai jamais pu l'être par ses bienfaits. Si V.E. se met pour un moment à ma place, à 800 lieues de ma cour, isolé, sans le moindre encouragement depuis trois ans que je lutte dans des circonstances qui n'ont pas toujours été faciles, uniquement soutenu, je puis le dire, par mon zèle, Elle sentira mieux que je ne l'exprime ce que j'éprouve de chagrin, non de ce que cet acte n'est pas ratifié, mais de ce que l'Empereur ait pu penser que j'ai été au-delà de ses instructions, quand j'ai,

---

<sup>31</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 29 juin 1808.

<sup>32</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 29 juillet 1808.

<sup>33</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, chapitre III, 1.

j'ose le dire, la conscience de m'être tenu en deçà même de la réserve qui m'était prescrite. Je ne puis confier mes chagrins qu'à V.E. ; ce sont ceux d'un homme d'honneur réellement affecté, mais pas découragé, et qui défend les intérêts de son maître avec plus de chaleur que son propre honneur.<sup>34</sup>

La doctrine du service et de la fidélité selon Caulaincourt est ici affirmée et on peut penser que, plus que les réalisations effectives de l'alliance ou les résultats politiques, l'ambassadeur est attaché à son honneur, qui règle son comportement avec son maître. C'est son honneur qui lui impose une fidélité inébranlable, une fidélité qui va jusqu'à critiquer Napoléon, pour son propre bien, comme c'est le cas à Erfurt<sup>35</sup>. L'honneur chevaleresque, le service de son maître, la reconnaissance des bienfaits octroyés depuis 1801, tout concourt à lier le duc de Vicence à Napoléon, à se plier à toutes ses décisions et à rechercher ses compliments. Car ces différentes lettres que nous venons de citer ne remettent jamais en cause le carcan mis en place par Napoléon à l'égard de son représentant à Saint-Pétersbourg. L'ambassadeur ne reproche pas les entraves à sa liberté politique mais au contraire l'éloignement de son Empereur et les doutes qu'exprime celui-ci au sujet de sa fidélité. C'est avec ces sentiments que Caulaincourt aborde les différentes négociations de l'alliance et qu'il envisage, plus généralement, son travail à Saint-Pétersbourg.

Dès lors, qu'en est-il exactement des relations personnelles entre Napoléon et Caulaincourt ? Ce sujet dépasse largement le cadre de l'ambassade où les deux hommes, à part l'entrevue d'Erfurt, ne sont en relation que *via* leur correspondance ou celle du ministre des Relations extérieures. Il peut aussi sembler vain de tenter de dresser un quelconque profil psychologique et relationnel, à partir seulement de témoignages écrits. Dans quelle mesure les lettres du duc de Vicence sont-elles le reflet de sa pensée profonde ? Ses protestations de dévouement ne peuvent-elles pas être que simple hypocrisie ? Nous ne prétendons pas évaluer le degré de dévouement, voire d'amour, du grand écuyer à l'égard de Napoléon. On peut cependant penser que leur relation est faite avant tout de fidélité et d'estime réciproque. Elle n'a vraisemblablement pas pu évoluer vers une amitié véritable du fait des différends qui opposent les deux hommes, autour de la question de l'assassinat du duc d'Enghien, de celle du mariage avec madame de Canisy, ou encore des relations avec Talleyrand. Qui plus est, Caulaincourt reproche peut-être à son maître la décision arbitraire de l'envoyer à Saint-Pétersbourg, alors qu'il préférerait la carrière des armes. Tous ces exemples restent du domaine de l'hypothèse. Toutefois, une phrase de Napoléon, recueillie par le duc de Vicence

---

<sup>34</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 8 mars 1810.

<sup>35</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, I, 3, « L'entrevue d'Erfurt : développement de la pensée de Caulaincourt ».

dans ses *Mémoires*, résume assez bien leur relation : « Vous, vous m'avez dit la vérité, mais vous ne m'aimez pas. Vous m'êtes fidèles, parce que vous êtes un homme d'honneur : aussi je vous estime. Vous savez que je ne fais pas le même cas de toutes les personnes que j'emploie »<sup>36</sup>. Le caractère entier de Caulaincourt, sa fidélité pour son maître mais surtout les convictions personnelles qu'il développe et qu'il suit jusqu'à la fin de l'Empire sont la base de l'estime qu'éprouve pour lui Napoléon. Mais ce sont aussi l'obstacle à une véritable relation amicale, à un sentiment plus personnel du duc de Vicence pour son maître. L'admiration<sup>37</sup> et la reconnaissance l'emportent finalement sur l'amour, comme le souligne Émile Dard qui résume, peut-être avec un peu trop de *pathos*, les rapports entre les deux hommes : « Caulaincourt admirait l'Empereur, mais sans l'aimer, et l'Empereur le savait. Il était ulcéré par l'affaire du duc d'Enghien et par les empêchements que Napoléon continuait à mettre à son mariage avec madame de Canisy. [...] Torturé par tant de sentiments divers, le malheureux homme aurait voulu échapper à la politique, retourner sur le champ de bataille où le devoir était simple et clair. Mais l'Empereur ordonnait et il obéissait en soldat »<sup>38</sup>. Marquée par la fidélité et l'obéissance, la relation entre Napoléon et Caulaincourt n'est jamais envisagée sur un pied d'égalité. C'est en revanche avec l'empereur Alexandre que l'ambassadeur développe ce qui semble, en apparence et au moins pour un temps, être une véritable amitié.

---

<sup>36</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. III, p. 185.

<sup>37</sup> Cette admiration de Caulaincourt pour Napoléon est visible dans les mémoires mais aussi dans un document intitulé « Relation de la campagne de Saxe », conservé dans AN 95 AP 18, et qui représente une partie manquante des *Mémoires*. Dans ce texte, le duc de Vicence se permet, *a posteriori*, un éloge de l'Empereur qui insiste avant tout sur le mystère de sa personne : « La vie de Napoléon est un procès perpétuel avec la destinée, et avec lui-même pour l'Empire du monde. Il l'eut gagné, s'il n'eût pas voulu être le seul juge. Son histoire est plutôt merveilleuse qu'instructive pour la société, qui dans le cours de plusieurs siècles, ne présente pas un homme créé avec de telles proportions. Sésostris, Cyrus, Alexandre, César et Charlemagne sont les seuls ancêtres historiques de Napoléon. Henri le Grand, Frédéric le Grand, Catherine la Grande ont une gloire plus en harmonie avec les intérêts communs des peuples et des rois. Dans un siècle, on ne comprendra ni l'apparition, ni la destruction de ce génie colossal, qui, d'une petite île de la Méditerranée, s'élevant tout-à-coup sur l'Europe, la domina pendant vingt ans, disparut de la terre, et laissa ses débris sur un rocher de l'océan !... Mais ses monuments, ses lois, le souvenir de la France, son immense gloire dont le théâtre est partout, éterniseront son nom, et le rendront une des plus brillantes adoptions de la postérité la plus reculée ». On remarque toutefois les critiques voilées de Caulaincourt, surtout quand il déclare : « Il l'eut gagné, s'il n'eût pas voulu être le seul juge ». À noter aussi que Sésostris, pour les hommes de l'époque, représente l'archétype du pharaon conquérant, mêlant différents personnages historiques : Sésostris I et II, voire Ramsès II.

<sup>38</sup> Emile Dard, *Napoléon et Talleyrand*, Paris, Plon, 1935, 420 p., p.313.

## 2. Caulaincourt et Alexandre : les dangers d'une amitié.

La relation entre Napoléon et Caulaincourt, durant la période 1807-1811, est perturbée par un troisième personnage, l'empereur Alexandre. Celui-ci noue avec l'ambassadeur de France ce qui s'apparente à une véritable amitié. Nous avons déjà vu, tout au long de la première partie de cette étude<sup>39</sup>, la naissance de cette relation, en 1801, puis en 1807, ainsi que la distinction particulière que le tsar accorde au duc de Vicence, à travers notamment les nombreuses entrevues privées qui les réunissent. Il est bien sûr presque impossible de déterminer les sentiments réels des deux hommes. Il convient cependant d'en observer les aspects et surtout les conséquences sur le travail de l'ambassadeur, sur ses relations avec Napoléon, ainsi que sur sa pensée.

La relation entre Caulaincourt et Alexandre est, tout d'abord, un objectif politique et, en ce sens, est encouragée par la France. Nous avons déjà montré les raisons du choix de l'ambassadeur de France et la part prise par le tsar dans cette décision. Ainsi, les bons rapports entre l'ambassadeur et le tsar sont le résultat d'une réflexion politique et, pour ainsi dire, une nécessité pour le bon fonctionnement de l'alliance franco-russe. Napoléon souligne ce fait dans une lettre à son ambassadeur : « Elle [S.M.] est touchée des assurances que vous lui donnez des dispositions constantes que témoigne l'empereur Alexandre de concourir avec elle à consolider ou à reconquérir la paix du continent, à peu près détruite par les armements et les menaces de l'Autriche. [...] Je crois que S.M. doit surtout compter sur la loyauté de l'empereur Alexandre, et la sincérité de ses protestations, et S.M. sait avec quel zèle et quel succès vous cultivez ces heureuses dispositions »<sup>40</sup>. Il ne faut pas croire que l'amitié entre Caulaincourt et Alexandre est un événement inattendu ou préjudiciable : c'est au contraire un objectif politique qui doit avoir des conséquences politiques appréciables.

---

<sup>39</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, chapitre I, 2.

<sup>40</sup> Napoléon à Caulaincourt, Paris, 5 mars 1809.

Mais une simple relation de politesse et de bons offices aurait pu suffire, alors que se développe un lien plus profond, qui se manifeste de plusieurs façons. Tout d'abord, le duc de Vicence exprime lui-même à Champagny et à Napoléon les attentions du tsar qui dépassent le simple cadre du métier de diplomate. Ainsi, dans cette lettre, le duc de Vicence reproduit la véritable profession d'amitié que lui a fait Alexandre : « L'empereur me répéta alors ce qu'il m'avait dit au commencement de la conversation, qu'il ne me parlait pas comme à l'ambassadeur, mais comme à un homme qu'il croyait attaché aux deux empereurs et qui voulait maintenir l'alliance et comme à un ami, qu'avec un autre que moi, il n'aurait pas agi comme il l'avait fait dès le principe, qu'il aurait eu les égards qu'on doit au caractère diplomatique, au représentant d'un grand souverain, mais que, de ces égards à la confiance qu'il me témoignait dans ce moment et qu'il me témoignait depuis longtemps, il y avait bien loin »<sup>41</sup>. Tout est dit, dans cette phrase, sur l'amitié que le tsar témoigne à l'ambassadeur de France. Une amitié qui se manifeste par des échanges de mots entre les deux hommes qui dépassent souvent le cadre du travail, comme après le décès d'une fille d'Alexandre, en 1810 : « Je cherchai vainement à engager la conversation : l'empereur me parla de choses insignifiantes ; il m'en dit d'obligeantes sur l'intérêt que je lui avais témoigné dans le chagrin domestique qu'il avait éprouvé »<sup>42</sup>. On voit donc que le duc de Vicence ne cache pas sa relation particulière avec le tsar ; au contraire, il la met en avant comme une des belles réussites de son ambassade. Les Russes voient bien l'ampleur de cette relation qui fait de l'ambassadeur de France une sorte de « favori » du tsar, comme le déclare le ministre des Affaires étrangères, Roumiantsov : « En me parlant des nouvelles de ce pays, il [Roumiantsov] m'a dit qu'on le représentait comme un homme qui m'était dévoué et qui ne quittait pas un moment l'empereur [Alexandre], quand je n'étais pas près de S.M., pour éviter qu'on pût le détacher du système, que, pour moi, on me désignait comme le meneur et le favori de l'empereur »<sup>43</sup>.

Ce lien entre les deux hommes se manifeste aussi à travers les courtes missives qu'ils échangent à Saint-Pétersbourg. Alexandre envoie des billets de quelques lignes où il invite l'ambassadeur chez lui, et en profite souvent pour lui manifester son estime : « Je vous fais mon compliment, général, sur vos brillants succès. J'ai reçu une très aimable lettre de l'Empereur par Czernichef ; demain venez dîner chez moi, en attendant je vous salue »<sup>44</sup>. Le ton de ces textes est parfois très personnel, comme celui-ci : « Je suis bien sensible, général, à

---

<sup>41</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 2 novembre 1809.

<sup>42</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 13 juillet 1810.

<sup>43</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 12 octobre 1809.

<sup>44</sup> AN 95 AP 6, Alexandre à Caulaincourt, s.d.

tout l'intérêt que vous ne cessez de me témoigner. Vous n'avez pas affaire à un ingrat. Tout à vous »<sup>45</sup>. Au-delà des impératifs du travail, le tsar manifeste souvent un réel plaisir à voir l'ambassadeur et il le souligne dans les missives qu'il lui envoie : « Je vous renvoie, général, vos papiers de Suède, que je n'avais gardés que pour les faire lire au comte Romanzoff, en vous exprimant ma reconnaissance pour toute la confiance avec laquelle vous agissez avec moi. Mille excuses de ne vous avoir pas répondu à votre première lettre, mais le temps physiquement m'a manqué. Je me fais une fête de vous revoir »<sup>46</sup>. En cas de maladie du duc de Vicence, Alexandre tient encore à montrer son affliction, plus en tant qu'ami qu'en tant que monarque : « Je vous remercie, général, pour ce que vous venez de m'envoyer et suis charmé que les affaires en Espagne vont bien, mais très fâché de votre indisposition ; vous connaissez l'intérêt que je vous porte »<sup>47</sup>. Ces relations personnelles voient abrogées les règles du protocole, notamment lorsque des affaires privées viennent dissiper les questions politiques. C'est ainsi le cas avec la mort du père de Caulaincourt, en octobre 1808 : « Je suis désolé, général, de la nouvelle que vous venez de recevoir, et je prends une part bien vive à votre chagrin. Je vous attends sans cérémonie dans une heure, venez en frac »<sup>48</sup>. Mais cette disparition du protocole se rencontre parfois aussi au gré des circonstances, preuve du lien original qui existe entre le tsar et l'ambassadeur : « Je vous prie, général, de passer chez moi si cela ne vous dérange pas et en frac. Comptant partir dans quelques heures pour Péterhof, je voudrais recevoir la lettre de l'Empereur avant de m'en aller. Recevez, en attendant, l'assurance réitérée de mon estime »<sup>49</sup>.

Même s'il partage ces sentiments, Caulaincourt ne peut se permettre la même liberté de langage que le monarque. Il préfère mêler ses sentiments personnels à ceux que son maître exprime au tsar, par son intermédiaire : « J'obéis à mon maître en n'ayant rien de secret pour elle [Alexandre]. V.M. connaît son attachement pour sa personne, ses vœux pour la prospérité de son grand empire et la gloire de son règne, elle croira donc facilement son ambassadeur quand il l'assure que l'empereur Napoléon ne peut être indifférent à rien de ce qui intéresse l'empereur Alexandre »<sup>50</sup>. Le duc de Vicence se veut avant tout « l'interprète » des sentiments de son maître : « J'éprouve, Sire, une véritable satisfaction à confier ces détails [sur le rétablissement de la Pologne] à V.M. puisqu'ils lui prouvent de nouveau que les sentiments que lui porte mon maître et dont j'ai eu souvent l'honneur d'être l'interprète, n'ont pas variés

---

<sup>45</sup> AN 95 AP 6, Alexandre à Caulaincourt, s.d.

<sup>46</sup> AN 95 AP 6, Alexandre à Caulaincourt, s.d.

<sup>47</sup> AN 95 AP 6, Alexandre à Caulaincourt, s.d.

<sup>48</sup> AN 95 AP 6, Alexandre à Caulaincourt, s.d. (novembre ou décembre 1808).

<sup>49</sup> AN 95 AP 6, Alexandre à Caulaincourt, s.d.

<sup>50</sup> AN 95 AP 6, Caulaincourt à Alexandre, Saint-Pétersbourg, 22 mars / 3 avril 1808.

et sont inaltérables »<sup>51</sup>. Mais il ne dédaigne pas l'amitié d'Alexandre, bien au contraire : il reste simplement discret sur un sujet qui sort de sa mission. Dans un billet à Alexandre, il manifeste cependant sa gratitude : « Le billet que V.M. vient de me faire l'honneur de m'écrire est une nouvelle preuve de confiance dont je sens tout le prix »<sup>52</sup>.

Cette confiance que l'ambassadeur sent chez le tsar l'amène même à se justifier devant lui de son action lors de l'enlèvement du duc d'Enghien. Il lui montre les pièces qui le justifient, considérant qu'Alexandre le connaît assez bien pour le croire et que son opinion peut avoir une influence sur celles de ses contemporains : « Les renseignements que V.M. a reçus des bords du Rhin, m'ont justifié de l'odieuse calomnie qui pèse sur moi depuis trois ans. Il est des détails que V.M. ne peut pas connaître. Je dois à la confiance dont elle daigne m'honorer de les mettre sous ses yeux. Ils la convaincront à quel point je suis étranger à l'arrestation de M. le duc d'Enghien. Envoyé par le Premier consul à Strasbourg, presque en même temps que le général Ordener, le public a confondu nos missions. Ce général était chargé de se rendre à Ettenheim pour y enlever M. le duc d'Enghien ; l'ordre et les pièces que je mets sous les yeux de V.M. lui prouveront combien ma mission était différente de la sienne, et que par conséquent je n'ai été ni pu être en rien dans cette malheureuse affaire »<sup>53</sup>. Le tsar assure l'ambassadeur de sa confiance et, en quelque sorte, l'absout : « Je savais, général, par mes ministres en Allemagne, combien vous étiez étranger à l'horrible affaire dont vous me parlez. Les pièces que vous me communiquez ne peuvent qu'ajouter à cette conviction. J'aime à vous le dire, et à vous assurer encore de l'estime sincère que je vous porte »<sup>54</sup>. L'affaire du duc d'Enghien est la question qui préoccupe la plus Caulaincourt, dans la mesure où elle touche à son honneur : en se justifiant face au tsar il montre toute la confiance et l'estime qu'il lui témoigne. En comprenant ses arguments et en le lavant de toute action compromettant, Alexandre s'attache le duc de Vicence et scelle leur amitié autour de cette affaire. Il ne faut pas négliger ce point et cette forme d'accord qui lie les deux hommes. Désormais, après avoir été rapprochés par la politique, le tsar et l'ambassadeur sont unis par une confiance et une estime réciproques.

Il apparaît donc que le duc de Vicence dépasse, auprès d'Alexandre, le simple rôle de représentant de Napoléon, pour devenir un ami du tsar. L'imaginaire de l'époque et celle du XIX<sup>e</sup> siècle est marquée par cette relation originale entre un ambassadeur et un souverain. Ainsi, les *Souvenirs de la Cour de Russie sous l'empereur Alexandre*, pseudo-mémoires

---

<sup>51</sup> AN 95 AP 6, Caulaincourt à Alexandre, Saint-Pétersbourg, 4/16 décembre 1809.

<sup>52</sup> AN 95 AP 6, Caulaincourt à Alexandre, Saint-Pétersbourg, 13 juin 1808.

<sup>53</sup> *Journal des débats*, 26 avril 1814, Caulaincourt à Alexandre, Saint-Pétersbourg, 2/14 avril 1808.

<sup>54</sup> *Ibid.*, Alexandre à Caulaincourt, Saint-Pétersbourg, 4/16 avril 1808.

romancés dus à la baronne Adèle de Reiset<sup>55</sup>, sont symptomatiques de cette vision romantique des deux personnages. Caulaincourt y est dépeint comme le confident d'Alexandre et, malgré les inventions romanesques parfois loufoques, certains jugements de l'auteur s'avèrent pertinents : « [Caulaincourt] avait, comme son souverain, le sentiment du noble et du grand ; aussi, malgré son exquise politesse et les respectueux égards qu'il témoignait à l'empereur de Russie, il ne laissa passer aucune occasion de faire sentir aux étrangers, à travers les formes étudiées d'une gracieuse urbanité, que la France n'avait d'autres limites que celles fixées par son chef »<sup>56</sup>. De même, la baronne définit avec intelligence les rapports entre l'ambassadeur et le tsar : « Ce fut dans l'une de ces causeries intimes, si fréquentes chez le grand chambellan, que commença la liaison amicale d'Alexandre avec Caulaincourt, liaison tout à fait en dehors des rapports politiques de l'ambassadeur français avec l'autocrate. Mais avant d'initier le lecteur à ces secrets épanchements, il faut lui faire connaître l'habile diplomate et l'honnête homme qui sut être l'ami sincère d'Alexandre sans compromettre les intérêts de son pays »<sup>57</sup>. Il est évident qu'il ne faut pas s'attarder sur la forme de cet ouvrage mais sur son essence, qui est la reconnaissance par les contemporains de l'amitié entre le duc de Vicence et l'empereur de Russie, une situation peu ordinaire, qui a profondément marqué les esprits mais qui a aussi engendré un certain nombre de questions.

En effet, une telle amitié ne peut être anodine dans un contexte politique aussi complexe que celui de l'alliance franco-russe. Elle entraîne un certain nombre de conséquences. Il s'agit tout d'abord de faire le point sur la confiance que Caulaincourt témoigne à Alexandre. Celle-ci brouille-t-elle son jugement ? Dans les différentes négociations que nous allons étudier, il apparaît souvent que le duc de Vicence laisse son ami hors de tous soupçons et qu'il en fait un partisan inébranlable de l'alliance. Lors de la campagne du prince Galitzine en Galicie, en 1809, seul ce général est rendu responsable des retards des troupes russes, jamais le tsar, victime des mauvais services de ses subalternes<sup>58</sup>. Mais est-ce l'amitié que lui porte Caulaincourt qui immunise Alexandre ? Ne peut-on pas penser que l'honneur de l'ambassadeur ne lui permet pas de soupçonner un double langage ou des intentions voilées ? Le débat est vain, puisqu'il est impossible de démêler les questions politiques et sentimentales, les faux-fuyants et les tromperies, etc. Caulaincourt fut-il la « dupe » du tsar

---

<sup>55</sup> *Souvenirs de la Cour de Russie sous l'empereur Alexandre, de 1807 à 1815, par madame la baronne de Reiset*, Le Mans, imprimerie Monnoyer, 1856, 461 p.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 163.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 162.

<sup>58</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, III, 1.

comme l'affirme Emile Dard par exemple ?<sup>59</sup> L'empereur de Russie l'a-t-il pris dans les rets de l'amitié pour mieux le tromper ? Nous verrons plus loin de quelle façon s'est souvent manifestée la candeur de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg et comment a évolué, après 1811, sa relation avec Alexandre. Mais il est important de relativiser les jugements portés à l'encontre de Caulaincourt et de montrer aussi sa clairvoyance ou, au moins sa perspicacité face au caractère complexe du tsar. Dans une lettre à Napoléon, l'ambassadeur dresse de son ami un portrait contrasté qui, sans remettre en cause sa confiance et son affection, montre les limites de leur relation : « Ses actions, son langage font foi, et quelques nuages politiques, nés de plus d'une circonstance, ne peuvent changer celle formée à cet égard. Quelquefois plus chevalier que politique, il serait fâcheux que la marche des affaires le changeât entièrement, car il ne reviendra pas sur ses pas... Sans doute, comme je crois l'avoir déjà dit à V.M., il ne dit pas toujours tout ce qu'il pense ; mais on est sûr qu'il peut tout ce qu'il dit, il m'a toujours tenu ce qu'il m'avait promis ou annoncé. En général, il aborde franchement les questions : content, il est pressé de le témoigner ; mécontent, il se plaint et boude rarement. Le croire ce qu'on appelle faux est une erreur. Il peut parfois dissimuler, mais il ne trompe pas et cache même mal les impressions qu'il reçoit dans la conversation »<sup>60</sup>.

On peut voir dans ses lignes que le duc de Vicence ne mésestime pas la part obscure du tsar et que son amitié pour lui, si elle oriente son jugement lors des affaires politiques, ne le détourne pas de sa droiture, ni de sa fidélité à Napoléon : défendant l'attachement de l'empereur de Russie à l'alliance, il présente en parallèle ses faux-fuyants et ses travers. Il s'agit aussi de ne pas offrir à l'Empereur une vision trop naïve de son ami, afin d'éviter l'accusation d'être devenu « russe ». Nous verrons, au retour de l'ambassade<sup>61</sup>, les conséquences de la relation entre Caulaincourt et Alexandre. Celle-ci, bien vue lors des premières années de l'alliance franco-russe, devient, avec la méfiance qui s'installe entre les deux empereurs, un danger pour le duc de Vicence. Mais ces conséquences ne se manifesteront qu'en 1811 et 1812 : la correspondance de l'ambassade reste trop marquée par la politesse et par les apparences pour révéler une irritation de Napoléon à ce sujet ou une cause de disgrâce pour Caulaincourt.

En conclusion, on peut donc affirmer la réalité de la relation privilégié qui existe, en 1807-1811, entre Alexandre et Caulaincourt. Il est impossible de la quantifier et d'en percevoir toutes les implications et les conséquences. Le tsar semble, au-delà des objectifs

---

<sup>59</sup> E. Dard, *Napoléon et Alexandre*, p. 185 : « À Pétersbourg, Alexandre en fit sa dupe ».

<sup>60</sup> AN 95 AP 34, Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 14 novembre 1810

<sup>61</sup> Voir Conclusion générale, 1.

politiques, avoir éprouvé une affection sincère pour l'ambassadeur. *A posteriori*, en 1815, il déclare à la duchesse d'Abrantès : « Le duc de Vicence est l'homme que j'estime le plus. Il a du chevaleresque dans l'âme. Oui, c'est un honnête homme »<sup>62</sup>. Sachant que les relations entre les deux hommes viennent d'arriver à une rupture définitive<sup>63</sup>, cette phrase est le symbole de la profondeur des sentiments que l'empereur de Russie a pu éprouver envers le grand écuyer de Napoléon. Pour résumer la complexité de ces rapports entre les deux hommes, il convient de citer pour finir Jean Hanoteau qui a su relativiser toutes ces questions et ne pas être trop définitif à ce sujet :

La mission de M. de Caulaincourt devait se heurter plus gravement au caractère d'Alexandre I<sup>er</sup>. De son vivant, ce prince aimable et avide de plaire a fait illusion à nombre de ses contemporains. Il y avait pourtant dans cet « ange », comme on l'appelait volontiers, des côtés troubles pour lesquels la postérité a été plus sévère. [...] On se demande, dès lors, quelle fut la part de la sincérité dans l'amitié étonnante qui, sautant par-dessus le cérémonial, unit le Tsar à M. de Caulaincourt. [...] L'étude attentive de la correspondance de l'envoyé de France montre cependant que si ce dernier fut incontestablement sous le charme de son impérial ami, s'il lui voua une affection nuancée de respect et de reconnaissance qu'il emporta dans la tombe, il fut maintes fois déconcerté par ce qu'il appelait « un acquis de dissimulation souveraine ».<sup>64</sup>

---

<sup>62</sup> *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, t. IX, p. 447.

<sup>63</sup> Voir Conclusion générale, 3.

<sup>64</sup> J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 100.

### 3. L'entrevue d'Erfurt : développement de la pensée de Caulaincourt.

Comme nous venons de le voir, le duc de Vicence est tenu par sa fidélité à Napoléon et par les instructions que celui-ci lui donne. Son amitié avec l'empereur Alexandre est une insigne faveur mais aussi un danger pour sa relation avec Napoléon qui peut parfois en prendre ombrage. De plus, cette amitié rend difficile, pour l'ambassadeur de France, les jugements objectifs sur le tsar. Entre Napoléon qui entend tout contrôler et Alexandre qui garde secrètes ses véritables intentions le rôle et l'action de Caulaincourt se voient amoindris : l'ambassadeur est avant tout un intermédiaire prestigieux qui doit aborder des affaires sans toujours avoir toutes les cartes en main, comme nous le verrons. Pour les deux empereurs, les grandes questions ne peuvent se traiter qu'entre eux. Ainsi, alors que les débats engendrés par le projet de partage de l'empire ottoman sont dans une impasse à Saint-Pétersbourg<sup>65</sup>, l'idée d'une entrevue entre les deux empereurs s'impose et Napoléon charge son ambassadeur d'en fixer le lieu et la date. L'idée d'un voyage d'Alexandre à Paris est vite abandonnée, au profit d'une rencontre à mi-distance, en Allemagne : « Si l'empereur Alexandre peut venir à Paris, il me fera grand plaisir. S'il ne peut venir qu'à moitié chemin, mettez le compas sur la carte, et pressez le milieu entre Pétersbourg et Paris. Vous n'avez pas besoin d'attendre une réponse pour prendre cet engagement ; bien certainement je serai au lieu du rendez-vous quand il le faudra »<sup>66</sup>. Après différents retards, dus aux hésitations des uns et des autres et aux affaires espagnoles qui retiennent Napoléon, l'entrevue est fixée au mois de septembre 1808.

Caulaincourt a participé aux débats à l'origine de cette entrevue mais il reste longtemps dans l'ignorance de la conduite qu'il doit tenir. Il ne sait pas s'il doit accompagner le tsar ou

---

<sup>65</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, II, 1, sur les négociations relatives au partage de l'empire ottoman qui sont finalement renvoyées à l'entrevue qui se prépare.

<sup>66</sup> Napoléon à Caulaincourt, Paris, 2 février 1808.

assurer la maintenance du poste diplomatique de Saint-Pétersbourg. Il finit par prendre lui-même la décision : « Sans ordre de Votre Majesté ni de son ministre sur ce que je dois faire, je me suis trouvé fort embarrassé sur le parti que je devais prendre. Dans mon incertitude je suis le souverain près duquel Votre Majesté m'a envoyé, puisqu'Elle a marqué ma place auprès de lui »<sup>67</sup>. Le duc de Vicence participe donc à l'entrevue mais déjà se pose le problème de son rôle effectif : en effet, si Napoléon ne lui a pas signifié ses intentions, c'est peut-être parce qu'il considère que son ambassadeur est inutile pour une entrevue entre les deux empereurs. Quoiqu'il en soit, Caulaincourt arrive à Erfurt le 24 septembre, suivi par Alexandre le 27.

Il n'entre pas dans notre propos de retracer cette entrevue, mais simplement de voir le rôle de l'ambassadeur de France et le développement de sa pensée en 1808. Le duc de Vicence, conscient de l'importance historique de cette rencontre, a lui-même produit une longue relation de l'entrevue d'Erfurt, que nous présentons en annexe<sup>68</sup>. Ne s'attachant qu'aux aspects protocolaires, elle présente néanmoins, au jour le jour, les déplacements des empereurs, leurs repas, leurs soirées au théâtre et, par conséquent l'activité de Caulaincourt qui les suit. Chaque détail est consigné, preuve du caractère exceptionnel de l'événement dont le duc de Vicence veut offrir le témoignage :

LL.MM. Impériales de France et de Russie, jalouses de resserrer les liens naturels de l'amitié qu'elles s'étaient promise à Tilsit, décidèrent qu'elles se réuniraient le 27 septembre 1808 dans la ville française d'Erfurt.

Au moyen de ce choix, l'Empereur reçut chez lui l'Empereur de toutes les Russies et les principaux souverains de la Confédération du Rhin, qui avaient été invités à se rendre dans cette ville.

Cette relation n'a point pour objet de chercher à soulever le voile sacré de la politique, elle est destinée à consigner les détails même les plus minutieux du cérémonial qui fut observé dans cette mémorable entrevue.

Il est d'un grand intérêt de recueillir avec soin tout ce qui s'est passé, sous ce rapport, dans cette assemblée de rois et de souverains, présidée, pour ainsi dire, par les deux plus grands monarques du monde ; ce récit dépouillé de toute réflexion, sera le tableau fidèle de tout ce qu'il a été permis d'observer et de connaître dans cette illustre circonstance.<sup>69</sup>

Mais, au-delà de ce rôle de témoin, quelle est l'action diplomatique de Caulaincourt ? Il est certain qu'il participe aux négociations. Lui-même, dans ses *Mémoires*, relate les conversations mais, s'il affirme ne pas avoir été « étranger à ce qui s'est fait au congrès d'Erfurt »<sup>70</sup>, on ne voit pas son action concrète. Jean Hanoteau reconnaît cet effacement du

---

<sup>67</sup> Caulaincourt à Napoléon, Kamenoi-Ostroff, 4 septembre 1808, cité par J.Hanoteau, *Introduction aux mémoires de Caulaincourt*, p. 106.

<sup>68</sup> Annexes, édition de texte n°14.

<sup>69</sup> AN 95 AP 6, Relation de l'entrevue d'Erfurt, 27 septembre 1808.

<sup>70</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 254.

duc de Vicence et attire l'attention sur un autre point, à savoir la pensée de l'ambassadeur qui s'affirme lors de ses rencontres avec Napoléon : « D'ailleurs, à Erfurt, le duc de Vicence ne prit pas une part directe aux négociations diplomatiques et n'eut à jouer qu'un rôle d'informateur et de conseiller. Cette date est cependant importante dans son histoire car, à ce moment, apparaît nettement une nouvelle orientation de ses idées, orientation qui dominera toute la fin de sa carrière politique »<sup>71</sup>. Laissé à l'écart des décisions politiques, Caulaincourt développe en revanche ses idées personnelles. Pour les saisir à cette époque, en 1808, il s'agit d'étudier, en premier lieu, les relations entre l'ambassadeur et son maître, à Erfurt, ainsi que leurs discussions, consignées dans les *Mémoires* du duc de Vicence.

### *Caulaincourt et Napoléon à Erfurt*

Nous avons déjà dit de quelle façon Caulaincourt est resté sans nouvelles de son maître au sujet de l'entrevue. La raison de ce silence est peut-être à chercher dans la demande que fait le duc de Vicence dès son arrivée et qu'il renouvelle tout au long de son séjour en Allemagne : il veut retourner en France. Mais Napoléon n'est pas décidé à lui permettre de retrouver sa famille, ses amis et son amante, madame de Canisy. Voici comment l'ambassadeur de France raconte dans ses *Mémoires* ces différentes tentatives qui montrent aussi les difficultés de ses relations avec son maître :

Après un an de séjour à Pétersbourg, j'accompagnais l'empereur Alexandre à Erfurt avec l'espoir et même la conviction que je ne retournerais pas en Russie. Pendant ce séjour, l'empereur Napoléon causait assez souvent avec moi des affaires, mais rompait la conversation dès que je parlais de mon retour à Paris. Me trouvant un jour plus pressant, il me dit : « Nous arrangerons cela à la fin du congrès ».

Ce terme approchant, Duroc fut de nouveau chargé de me faire entendre raison sur la nécessité de retourner à Pétersbourg. Je m'appuyais vainement sur la promesse faite de ne m'y laisser qu'un an.

L'Empereur me permit d'espérer jusqu'au dernier jour. Alors, il me dit un matin que je devais choisir entre le ministère des Relations extérieures et mon ambassade ; que j'y avais été utile, *qu'il fallait y rester* ; que, dans l'état où était l'Europe, le *maintien des relations avec la Russie* était le *garant de la paix, qu'elle dépendait de moi*, puisque j'étais agréable à l'empereur Alexandre ; que ce prince le lui avait dit ; qu'il voyait que je lui avais inspiré de la confiance et que je ne pouvais le quitter que pour entrer au ministère ; que c'était le seul moyen de conserver les bonnes relations qui existaient ; [...].<sup>72</sup>

---

<sup>71</sup> *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 107

<sup>72</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 245.

Les arguments de Caulaincourt et les promesses qu'on lui a faites, notamment celle de ne le laisser qu'un an en Russie, n'ont que peu de poids face aux raisons de Napoléon et à ses calculs politiques. Voyant que le duc de Vicence est agréable à Alexandre il ne peut envisager de satisfaire son désir de retour. La fidélité de Caulaincourt doit, en cette occasion, se mêler de sentiments plus amers. Une fois encore, il n'est que l'objet politique de son maître qui impose ses décisions et qui utilise les capacités et les relations de son grand écuyer, presque malgré lui.

Une fois mentionné cet échec, Caulaincourt résume les différentes conversations qu'il a avec Napoléon, sur les questions qui préoccupent l'Empereur. Déjà, lorsqu'il refuse le retour en France du duc de Vicence, il montre les espérances qu'il place dans l'entrevue, qui doit prévenir les dangers qui menacent la paix continentale. Il affirme « que l'Autriche annonçait des intentions hostiles ; que l'attitude du cabinet de Pétersbourg pouvait seule maintenir la paix pendant qu'il serait en Espagne ; qu'il fallait pour cela qu'on ne pût pas concevoir un doute sur ses intentions, ni sur le maintien de l'alliance, qu'il était donc indispensable qu'on crût en Europe à l'accord le plus parfait ; enfin qu'il désirait que je retournasse à Pétersbourg où je lui serais d'autant plus utile que M. de Roumiantsov devant venir à Paris pour les affaires d'Angleterre, si on pouvait nouer un arrangement avec ce cabinet, il lui importait d'avoir près de l'empereur Alexandre un homme connu de lui et déjà au courant des affaires »<sup>73</sup>. La question de l'Autriche est, bien évidemment au centre de toutes les préoccupations de l'Empereur qui, devant Caulaincourt, critique aussi le comportement d'Alexandre qui « n'abondait pas dans ses idées contre l'Autriche »<sup>74</sup>. Napoléon cherche à montrer à son ambassadeur les mauvaises intentions des Habsbourg, ainsi que sa propre innocence. Il veut aussi le pousser à solliciter le soutien de la Russie. Mais, et c'est le premier exemple relaté dans les *Mémoires*, le duc de Vicence, loin d'approuver les arguments de son maître, les réfute avec intelligence, encouragé dans sa franchise par Napoléon. Il est possible que ce type de conversations ait déjà eu lieu avant 1807, mais il est plus probable que l'indépendance d'esprit de Caulaincourt se soit formée loin de l'Empereur, dans le cadre de l'alliance franco-russe. Alors que Napoléon veut engager l'alliance dans une politique ferme face à l'Autriche, le duc de Vicence prône des valeurs d'équilibre, de défensive. Au lieu de forcer la main à Alexandre, il préfère développer une collaboration basée sur l'égalité entre la France et la Russie. Nous verrons qu'au retour de Russie, en juin 1811, Caulaincourt défend

---

<sup>73</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p.245-246.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 246.

des idées assez similaires mais plus poussées<sup>75</sup>. Voici, reproduit dans les *Mémoires*, les idées échangées à Erfurt entre l'Empereur et son grand écuyer au sujet de l'Autriche :

[Napoléon] ne cessait de me dire que ce prince [Alexandre] était changé, qu'il lui paraissait avoir une arrière-pensée, puisque le seul moyen d'empêcher l'Autriche de faire la guerre et de se compromettre de nouveau était de la menacer aujourd'hui et de se montrer décidé à agir contre elle d'un commun accord, que le premier intérêt était de donner par tous les moyens de la couleur à l'alliance pour obtenir ce résultat, que cette attitude de l'Autriche nourrissait l'espérance qu'avait l'Angleterre d'une nouvelle coalition et l'empêchait de faire la paix, que plus on attendrait, plus l'état de gêne que la guerre avec l'Angleterre faisait éprouver se prolongerait, qu'il fallait montrer les dents à l'Autriche, dernier espoir de l'Angleterre.

La conversation sur cet objet et sur les affaires générales de l'Europe s'était renouvelée plusieurs fois. L'Empereur, loin d'être choqué de mes observations, quelques opposées qu'elles fussent aux idées qu'il voulait faire prévaloir et qu'il cherchait à m'inculquer, m'excitait à causer avec franchise. Je lui fis souvent observer que son insistance sur l'attitude offensive qu'il voulait faire prendre à la Russie contre l'Autriche, pouvant lui faire craindre qu'il fût décidé à se venger de cette puissance avant d'envoyer ses troupes en Espagne, cette opinion et seulement le doute devaient nuire à ses affaires, d'autant plus que l'empereur Alexandre me paraissait déterminé à tout employer pour l'empêcher ; qu'il me paraissait faire du maintien de la paix avec l'Autriche son premier intérêt.

J'ajoutai qu'on savait par expérience que, Sa Majesté étant toujours fort disposée à jeter le gant, elle ne le serait pas moins à le ramasser et qu'on craignait encore plus ses vues secrètes et son ambition qu'un coup de tête de la part de l'Autriche ; enfin que la Russie croyait servir la cause du maintien de la paix en se tenant dans une réserve extrême qui pouvait, à la vérité, nuire au lieu de servir au maintien de cette paix, si l'Autriche était assez folle pour vouloir faire la guerre à elle seule ; que la Russie, vu l'état actuel de la Prusse, avait bien des raisons de redouter notre influence et même de craindre l'Autriche..

J'ajoutai encore, que notre insistance était même faite pour augmenter cette méfiance, [...] que je l'engageais donc à peser ces considérations, s'il y tenait, et enfin à bien penser qu'on ne pouvait espérer de faire vouloir à la Russie ce qu'elle devait redouter, cette puissance voyant dans son accord avec nous contre l'Autriche, dans des menaces et surtout dans son intervention, un moyen pour Sa Majesté de commencer cette guerre et de renverser l'Autriche, conséquence qu'elle redoutait par-dessus tout.<sup>76</sup>

Caulaincourt donne ici une interprétation très fine de la situation européenne et développe en filigrane ses propres conceptions politiques : l'expression la « cause du maintien de la paix » montre l'importance qu'il accorde à cette notion. Mais ses idéaux ne le rendent pas naïf et, s'il refuse une politique agressive à l'égard de l'Autriche, il est conscient, par exemple, que l'attentisme de la Russie peut pousser Vienne à tenter sa chance contre la France.

Caulaincourt tient un langage totalement libre, tant sur les questions abordées, telles

---

<sup>75</sup> Conclusion générale, 1.

<sup>76</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 246-248.

l'Autriche ou l'Espagne, que sur le système napoléonien pris dans son ensemble : « Je parlai aussi à l'Empereur du système qu'il suivait, de sa position en Allemagne, de sa conduite envers la Prusse, de l'occupation de toutes les places de l'Oder et enfin du développement qu'avait pris, depuis Tilsit, le système français seulement en Allemagne. Je lui dis franchement que chacun se croyait menacé, que la peur faisait taire les petits États, mais que l'Autriche, de fait, ne courait aux armes que par la peur qu'elle avait, comme tout le monde ; que la diversion qu'offraient en ce moment les événements d'Espagne lui semblait, sans doute, le seul et dernier moment qui lui restât pour défendre son indépendance ; que la guerre dont elle nous menaçait ne pouvait être qu'une guerre de désespoir dans l'état où elle se trouvait et étant seule après tant de défaites »<sup>77</sup>. Napoléon tente de changer l'opinion de son grand écuyer, en se défendant des projets qu'on lui prête : « Quel projet me croit-on donc, me demanda l'Empereur? » « De dominer seul », répondis-je. — Mais la France est assez grande ! Que puis-je désirer ? N'ai-je pas assez de mes affaires d'Espagne, de la guerre contre l'Angleterre ? — Il y en aurait, sans doute, plus qu'il n'en faudrait pour occuper tout autre que Votre Majesté ; mais la présence de ses troupes en Allemagne, sa détermination de garder ses positions sur l'Oder, tout porte à croire, comme, pour mon compte, je l'avoue à Votre Majesté, j'en suis convaincu, qu'elle a d'autres projets et que son ambition n'est pas satisfaite. L'Empereur plaisanta sur ce qu'on lui croyait de l'ambition »<sup>78</sup>. Cet extrait est particulièrement significatif des discussions que peuvent tenir l'Empereur et son ambassadeur et qu'ils poursuivent aussi après 1811, et où se mêlent les critiques du duc de Vicence et les défenses souvent cyniques de Napoléon.

Deux points ressortent de ces conversations, et plus particulièrement du dernier extrait des mémoires de Caulaincourt. On remarque tout d'abord que le duc de Vicence est conscient de l'ambition de son maître et que sa fidélité pour lui l'oblige à le mettre en garde contre des entreprises trop inconsidérées. C'est cette ambition de Napoléon qui est, pour le grand écuyer, le grand danger pour les conquêtes de la France et pour la paix de l'Europe. Il ose le déclarer à son maître, considérant que sa franchise peut modifier les intentions de l'empereur des Français. Il se distingue ainsi nettement des courtisans et autres flatteurs en tentant de préserver le maître de l'Europe de sa propre ambition. En second lieu, on peut observer le développement de la pensée de Caulaincourt sur l'Europe. Il ressort des différentes discussions que l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg défend un modèle d'équilibre continental avec une France puissante sur le Rhin et en Italie, mais hors de l'Espagne et de

---

<sup>77</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 249

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 249.

l'Allemagne, en paix avec l'Angleterre et l'Autriche et surtout alliée avec la Russie. Il s'agit d'un modèle d'Ancien régime, certes, mais ne remettant pas en question l'indiscutable prépondérance française sur le continent. Pour le duc de Vicence il est indispensable, au contraire, de protéger les acquis contre de nouvelles entreprises susceptibles de tout remettre en cause.

Napoléon, s'il comprend la position de son ambassadeur, et s'il approuve certains de ses arguments, oscille entre l'intérêt et l'irritation. Il veut connaître toute l'opinion du duc de Vicence pour pouvoir mieux la réfuter. Il va jusqu'à demander au grand écuyer ce qu'il préconise dans la situation actuelle, et celui-ci applique ses conceptions :

Dans ses dernières conversations, l'Empereur me fit l'apologie de ses vues de modération et de paix pour l'Allemagne ; il se montra même fort désireux de calmer l'Autriche et d'en trouver le moyen. Mes réflexions, qu'il appelait, en plaisantant, sa critique, le portèrent à me dire : « Mais quelles sont vos idées ? Quels moyens emploieriez-vous pour calmer ces bonnes gens que vous croyez si effrayés ? »

Souvent, l'Empereur prenait un air de bonhomie qui aurait pu me faire croire qu'il était décidé à changer de système et qu'il sentait le besoin d'en adopter un plus modéré. Comme il me pressait cette fois de dire ce que je pensais et que je ne me suis jamais fait prier pour avouer franchement ce que je croyais juste et dans l'intérêt de l'Empereur comme dans celui de mon pays, je lui dis que ces moyens étaient de prendre des arrangements de finance avec la Prusse, qui lui fissent bien connaître l'étendue des sacrifices au prix desquels elle recouvrerait son indépendance et son territoire et qui lui garantissent qu'on ne lui demanderait pas plus qu'on ne lui avait imposé à Tilsit.

« Retirez vos troupes d'Allemagne, Sire, ajoutai-je ; ne gardez qu'une place comme garantie de vos contributions et le monde restera en paix ».

Je lui fis remarquer que l'Europe avait plus besoin d'être rassurée qu'effrayée ; que tout ce qu'il ferait pour tranquilliser sur ses projets à venir consoliderait son ouvrage en calmant les esprits et ôtant toute inquiétude pour l'avenir ; que cette marche politique lui vaudrait plus qu'une armée de 100 000 hommes et dix places sur l'Oder et lui laisserait, par conséquent, la disposition de toutes ses forces pour couvrir l'Espagne et finir honorablement les affaires de ce pays avant que l'insurrection y fût devenue un système organisé. Je lui représentai que ces affaires faisaient un mauvais effet ; que la résistance prolongée des Espagnols était un dangereux exemple dans l'état où se trouvait l'Europe ; que ma proposition pouvait lui paraître un bien grand sacrifice, mais que les résultats qu'il obtiendrait par là méritaient qu'il le fit de son plein gré et avant que les circonstances devinssent peut-être telles qu'il dût l'offrir à la nécessité.<sup>79</sup>

Napoléon accepte cet échange d'idées, mais seulement dans la mesure où il reste théorique et où il peut convaincre son interlocuteur. Des propositions trop précises l'amènent vite à clore le débat ou à réaffirmer la pertinence de son propre système. Les efforts du duc de Vicence restent du domaine du débat d'idées, de l'hypothétique et, dès cette époque comme

---

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 252-253.

plus tard, il est évident que Caulaincourt se leurre sur les intentions des puissances européennes et sur la stabilité du régime napoléonien. L'Empereur est conscient de l'image qu'il doit renvoyer et de l'importance de toujours garder l'initiative : « L'Empereur convint en partie de la justesse de mes observations, qu'il appelait cependant un système de faiblesse. Il objecta qu'il perdrait par là le fruit de tous les sacrifices déjà faits pour réduire l'Angleterre, qu'il fallait fermer tous les ports au commerce de cette puissance pour l'obliger à reconnaître l'indépendance des autres pavillons »<sup>80</sup>. Les conseils du grand écuyer, souvent avisés, ne tiennent pas assez compte du contexte particulier de l'Europe napoléonienne où les anciennes règles de l'équilibre des puissances sont brisées et où les querelles idéologiques forment l'arrière-plan des conflits militaires. Les deux interlocuteurs ont donc chacun leurs erreurs et leurs illusions : Caulaincourt croit encore en des relations interétatiques normalisées, tandis que Napoléon est toujours poussé par ses ambitions. Dans cette situation, l'empereur des Français garde tout pouvoir de décision et ne peut accepter les dernières propositions de son ambassadeur : « J'objectai qu'on pouvait retirer les armées et évacuer quelques places sans ôter les douaniers ; qu'il serait d'autant plus fort que ses forces seraient plus concentrées ; qu'on ne le soupçonnerait jamais de faiblesse et que, ne se souciant pas de le voir déboucher en Allemagne avec deux ou trois cent mille hommes, personne ne s'exposerait à ce danger pour l'avantage momentané de s'opposer au régime des douanes, qu'il était dans son intérêt de maintenir sur les côtes »<sup>81</sup>.

Il ne nous appartient pas, bien sûr, de trancher entre l'ambassadeur et son maître, chacun défendant un point de vue relativement cohérent, un système avec ses qualités et ses défauts. Ces conversations sont surtout intéressantes du fait des rapports qu'elles laissent entrevoir entre les deux hommes. Caulaincourt, dont l'action diplomatique est tenue par son maître, développe une pensée divergente. Celle-ci est même encouragée par Napoléon pour pouvoir être contredite par lui. Ce schéma est révélateur de la complexité, voire de l'ambiguïté des relations entre l'Empereur et le duc de Vicence : il est indéniable que seule l'estime particulière que porte Napoléon à son grand écuyer explique la liberté de parole de celui-ci, ainsi que le cas qui est fait de ses conseils. Mais, malgré tout l'intérêt qu'il porte à ces propositions, l'homme qui a soumis l'Europe se place toujours dans un rapport de domination lorsqu'il cherche à convaincre Caulaincourt. Et, toujours, il se réserve le pouvoir de la décision, rabaisant son interlocuteur quand celui-ci va trop loin dans sa pensée : « L'Empereur m'écoutait souvent avec un air de bienveillance, quelquefois aussi avec

---

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 253.

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 253.

impatience. Il me dit plus d'une fois, mais aussi avec le ton de la plaisanterie, que je n'entendais rien aux affaires... ». Finalement, Napoléon, à Erfurt, ne dévie pas de sa trajectoire du fait des arguments du duc de Vicence, il ne cherche qu'à lui faire accepter ses propres vues, comme s'il parlait avec le tsar Alexandre et avec l'Europe toute entière. Il néglige donc la pensée de son ambassadeur, en 1808, préférant utiliser son zèle et sa fidélité en le maintenant à son poste à Saint-Pétersbourg où il est véritablement utile, près de l'empereur de Russie :

Je racontai à Duroc mes conversations avec l'Empereur et notamment celle du matin, et la manière dont elle s'était terminée, en lui demandant s'il lui en avait parlé. Il m'assura que non, qu'il s'était seulement plaint de ce que j'étais trop entier dans mes opinions, ajoutant que, s'il voulait m'en croire, l'Europe le traiterait bientôt comme un petit garçon.

La veille du départ [13 octobre], au moment où les affaires allaient définitivement se terminer, l'Empereur me fit de nouveau appeler. La conversation s'établit comme précédemment. Il employa toutes les séductions de son génie, toutes les cajoleries dont il savait faire usage pour me ramener à ses opinions. Il me dit qu'il avait toute confiance en moi, que je pouvais mieux que personne le servir, que j'en recueillerais le prix dans l'occasion. Il me dit, pour me faire aller à Pétersbourg, tout ce qui pouvait déterminer un bon citoyen. Mon choix ne fut pas douteux ; je croyais pouvoir y faire le bien et les qualités de l'empereur Alexandre m'avaient attaché à lui.<sup>82</sup>

La fidélité reste finalement la plus forte chez Caulaincourt, de même que l'amitié pour Alexandre, qui motive le retour à Saint-Pétersbourg. Toute la liberté de parole du grand écuyer s'incline face aux décisions d'un maître auquel il doit toute sa carrière. Mais, à Erfurt, se forge le schéma des discussions futures entre Napoléon et le duc de Vicence, de même que se posent les bases de la pensée de celui-ci qui va se développer les années suivantes au gré des négociations et des événements. La fidélité du grand écuyer pour son maître n'est plus une simple soumission aux ordres, ce n'est pas une acceptation muette de tous les projets. L'action de Caulaincourt appartient à Napoléon mais sa pensée, désormais, se distingue nettement de celle du conquérant de l'Europe : à ce niveau, l'entrevue d'Erfurt, et plus généralement l'ambassade de Saint-Pétersbourg, est une étape essentielle des relations entre les deux hommes. Mais jusqu'où vont les convictions du duc de Vicence ? Son indépendance d'esprit le porte-t-il au-delà du cadre de la fidélité et de l'obéissance ? Il convient de faire le point sur la question épineuse et controversée de la « trahison » de Caulaincourt, qui reste un point obscur de sa carrière et qui, selon les témoins, connaît une manifestation à Erfurt.

---

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 254

## *La trahison de Caulaincourt ?*

La question du comportement ambigu du duc de Vicence à l'égard de son maître dépasse la cadre de son ambassade et concerne bien plus certainement les dernières années de l'Empire et les grandes négociations, comme celle de Châtillon en 1814. Certains historiens, comme Jean Hanoteau, se sont essayés à démêler l'écheveau des accusations portées contre le duc de Vicence, souvent en vain. Nous ne tenterons pas de conclure cette affaire, mais simplement d'étudier les différents points de vue et de les relativiser. Les notions de « culpabilité » ou de « trahison » ne nous apparaissent pas comme appartenant au domaine de l'historien et leur pertinence est bien faible à une époque comme celle du Premier Empire. Il reste que des contemporains fameux, et en première ligne Metternich et Talleyrand, ont affirmé qu'à Erfurt, Caulaincourt avait permis la rencontre entre le prince de Bénévent et l'empereur de Russie, où le premier avait exhorté le second à défendre l'Europe contre Napoléon. On peut citer, pour introduire le problème, le récit que fait Metternich de l'entrevue d'Erfurt et où il présente le rôle d'entremetteur du duc de Vicence :

Ce voyage, entrepris dans la vue explicite d'entraîner l'Empereur de Russie dans des mesures actives contre nous (vœu assez naturel de la part de Napoléon dans un moment où une grande partie de son armée était occupée au pied des Pyrénées, et où il désirait vouer à la conquête de l'Espagne le reste de ses troupes), offrit un point de vue très différent à Talleyrand. Cet homme retors se fit nommer du voyage. Napoléon visait à faire succéder la brouille au froid qui depuis longtemps existait entre nous et la Russie : Talleyrand, au contraire, cherchait à nous rapprocher de cette puissance. Ce dernier paraît avoir réussi dans son entreprise aux dépens de son antagoniste, car c'est ainsi que nous pouvons regarder dans ce moment les relations entre le Souverain de la France et son premier serviteur.

Un homme auquel depuis longtemps j'indiquais une place mémorable dans les fastes des derniers temps, le comte de Tolstoy (éloigné par le comte de Romanzow des conférences d'Erfurt et appelé *par Napoléon*), ne démentit pas son caractère dans une circonstance d'un intérêt immense pour le salut du monde. Cet ambassadeur, que de très justes préjugés avaient toujours tenu éloigné de Talleyrand, mais qui visait au même but en portant Napoléon à l'admettre à sa suite, devait se rapprocher du premier à Erfurt. Cet événement, que je regardai d'avance comme un contrôle précieux des véritables intentions de Talleyrand, eut lieu. C'est l'ambassadeur de France en Russie qui fut chargé du rapprochement. C'est lui qui, en servant d'intermédiaire dans cette importante occasion, nous fournit une preuve de la prétention que M. de Talleyrand m'énouça souvent, sur l'influence sans bornes qu'il exerce sur l'esprit de M. de Caulaincourt.<sup>83</sup>

---

<sup>83</sup> *Mémoires, documents et écrits divers laissés par le prince de Metternich, chancelier de cour et d'état, publiés par son fils le prince Richard de Metternich. Première partie : Depuis la naissance de Metternich jusqu'au Congrès de Vienne (1773-1815), Tome second, Paris, Plon, 1880, 545 p. p. 247-248.*

Pour Metternich, la situation est claire. À Erfurt son pays, l'Autriche, veut se mettre en relation avec la Russie, afin de prévenir une campagne militaire franco-russe contre elle. Talleyrand, sur les intentions duquel beaucoup de biographes ont déjà réfléchi<sup>84</sup>, a l'influence nécessaire pour convaincre Alexandre de s'opposer à Napoléon mais il a besoin de Caulaincourt pour rencontrer le tsar. Dans ses *Mémoires*, connus pour leur fiabilité douteuse, le prince de Bénévent va encore plus loin que Metternich. Il déclare en effet que le duc de Vicence a entièrement approuvé ses vues à Erfurt : « Nous parlâmes de Pétersbourg et de la disposition dans laquelle les deux empereurs venaient à l'Entrevue. Nous mîmes en commun ce que nous savions et bientôt nous fûmes complètement d'accord sur tous les points »<sup>85</sup>. De plus, il affirme que c'est Caulaincourt lui-même qui, à Erfurt, a finalement convaincu Alexandre de ne pas accepter de menacer directement l'Autriche de concert avec Napoléon : « Ce fut M. de Caulaincourt qui, par son crédit personnel, emporta sa détermination »<sup>86</sup>. Si l'on considère qu'à ce moment Talleyrand a trahi Napoléon en poussant le tsar à ne pas le soutenir, voire à préparer un retournement d'alliance, l'implication du duc de Vicence dans ces affaires est grave et donne une nouvelle dimension au développement de sa pensée personnelle. Cependant, Jean Hanoteau pense que ces assertions sont fausses et que, quoique lié par son amitié au prince de Bénévent, le duc de Vicence suit une ligne plus personnelle, marquée par son attachement à l'alliance franco-russe<sup>87</sup>.

Pour clarifier cette question de la « trahison d'Erfurt », il faut revenir sur les relations qui existent entre Caulaincourt et Talleyrand qui, d'une certaine manière, vient s'immiscer entre le duc de Vicence et Napoléon. Nous avons déjà évoqué les premiers contacts entre les deux hommes, en 1797, au retour de Constantinople<sup>88</sup>. Il faut aussi souligner la relation qui existe entre madame de Canisy et le prince de Bénévent, qui se côtoient notamment dans le quartier de Saint-Germain. Talleyrand, à Paris, prend souvent en charge les intérêts de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg comme le souligne J. Hanoteau : « Pendant tout

---

<sup>84</sup> Voir les ouvrages d'Émile Dard ou d'Emmanuel de Waresquiel. Voir la bibliographie.

<sup>85</sup> *Mémoires du prince de Talleyrand*, t. I, p. 413.

<sup>86</sup> *Ibid.*, t. I, p. 438.

<sup>87</sup> *Introduction aux mémoires de Caulaincourt*, p. 108-109. À l'inverse, Émile Dard soutient la thèse de la trahison de Caulaincourt, tout en justifiant son action. Il estime, en effet, que Napoléon a manœuvré afin de s'attacher Caulaincourt, qu'il a tenu madame de Canisy en otage pour le forcer à aller en Russie : « Mais de tels calculs, nés du mépris des hommes qu'inspire le pouvoir, se retournent parfois contre leur auteur quand ceux qui en sont l'objet ont de l'indépendance. C'est ce qui arriva » (E. Dard, *Napoléon et Talleyrand*, p. 195). L'auteur décrit aussi le processus de la trahison : « Talleyrand le séduisit, s'en servit sans aucun scrupule et le compromit gravement. Napoléon en abusa et le tourmenta de toutes manières. Il en conçut un profond ressentiment qu'on se chargea d'envenimer. À Pétersbourg, Alexandre en fit sa dupe. La politique qui l'avait saisi ne le lâcha plus. Il lui fut sacrifié. » (E. Dard, *Napoléon et Talleyrand*, p.185). E. Dard suit donc totalement la thèse de la naïveté et de la compromission de Caulaincourt, tout en soutenant qu'il fut avant tout une victime politique.

<sup>88</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I, 1.

le temps où le duc de Vicence est ambassadeur à Saint-Pétersbourg, c'est Talleyrand qui prend en main les intérêts de madame de Canisy, qui s'occupe de ses affaires, la guide, la conseille, la défend. Il tient fidèlement son ami au courant des audiences de l'Empereur, des démarches de Duroc auprès de ce dernier et auprès du mari. Caulaincourt lui en est reconnaissant, comme il était de nature à l'être. L'intimité entre les deux hommes devient si grande que, bien après que le grand écuyer eut abandonné son poste diplomatique, quand son frère Auguste trouve une mort glorieuse à la Moskowa, c'est le prince de Bénévent qu'il charge de se rendre auprès de la vieille marquise de Caulaincourt pour lui apprendre que, de ses deux fils, le plus jeune n'est plus »<sup>89</sup>. La question du mariage de Caulaincourt avec madame de Canisy est soutenue par Talleyrand auprès de l'Empereur : « J'ai remis votre lettre, mon cher Caulaincourt. Elle a été lue et reçue dans une disposition bienveillante. Le jour où je l'ai remise, votre amie s'est trouvée au bal ; on lui a parlé deux fois et avec les termes de la grande obligeance. Le lendemain, au souper qui suit le concert, on s'est arrêté derrière sa chaise et on lui a dit des choses aimables. Je ne vois là que des dispositions, mais je les trouve toutes bonnes »<sup>90</sup>. Mais ces démarches se font en vain, puisque Napoléon ne tolère pas de divorcés à sa cour : ce n'est qu'en 1814 qu'il donne son accord pour l'union<sup>91</sup>.

Les lettres de Talleyrand à Caulaincourt qui sont conservées ne présentent pas de grandes révélations sur leurs relations. Le prince de Bénévent ne tarit pas d'éloges pour son ami, allant jusqu'à la flatterie : « L'Empereur m'a parlé plusieurs fois de votre correspondance et toujours avec éloge : « C'est un homme de mérite que Caulaincourt ». Je vous dis la phrase littérale dont plusieurs fois il s'est servi. Savary parle de vous dans les meilleurs termes »<sup>92</sup>. Toutes ses lettres sont marquées par ce ton ostensiblement amical<sup>93</sup> : « L'Empereur me paraît parfaitement content de votre correspondance ; il le dit. Je suis persuadé que vous êtes dans son esprit destiné au ministère des Affaires étrangères ; c'est là

---

<sup>89</sup> Jean Hanoteau, « Lettres de Talleyrand à Caulaincourt », *Revue des deux mondes*, t. XXIX, septembre-octobre 1935, p. 786.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 792. Lettre de Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 1<sup>er</sup> février 1808.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 785 : « Il [Napoléon] se fera prier longtemps et c'est seulement à Fontainebleau, au moment de partir pour l'île d'Elbe, que, n'ayant plus d'autre moyen de reconnaître les services de Caulaincourt, il prononcera une parole d'acquiescement ».

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 792, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 1<sup>er</sup> février 1808.

<sup>93</sup> Le tact de Talleyrand et son attachement à Caulaincourt se manifestent ainsi lors du décès du père du duc de Vicence : « J'ai trop d'amitié pour vous, mon cher Caulaincourt, pour ne pas partager toutes les peines que vous éprouvez. Votre malheureux père, si fort, si animé, si jeune encore, meurt en quatre jours. Je n'essaie pas de vous donner des consolations ; j'aurais été auprès de vous que je ne l'aurais pas tenté, mais j'aurais pleuré avec vous. L'Empereur, dans cette circonstance, s'est exprimé sur vous et sur les vôtres avec beaucoup d'amitié, d'intérêt et de sensibilité. Il paraît que les médecins n'ont pas connu la maladie. Votre beau-frère [M. de Saint-Aignan] ne quitte pas madame votre mère ; il se conduit à merveille. Adieu, portez vos pensées sur vos amis, et vous en avez de bien dévoués. Je vous embrasse et vous aime de tout mon cœur ». *Ibid.*, p. 806, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 30 octobre 1808.

ce que je désire pour vous. Vous avez éminemment tout ce qu'il faut pour vous distinguer dans cette carrière »<sup>94</sup>. Avant l'entrevue, le prince de Bénévent n'espère que deux choses : la paix et le retour de son ami<sup>95</sup>. Il ne peut être plus proche des pensées et des désirs de Caulaincourt, mais on ne trouve dans cette correspondance aucune trace de trahison, même dans le langage qui est tenu. « J'espère que de votre entrevue il résultera, non pas des plans de guerre, mais des ouvertures de paix, et il y a bien des raisons à faire valoir pour rendre ces ouvertures-là moins stériles que les autres »<sup>96</sup>. Dans ces conditions, comment Caulaincourt peut-il se douter des véritables intentions de son ami, qui tient un langage si positif et si proche du sien ? Lorsqu'il le met en relation avec Alexandre, à Erfurt (si cet acte est véridique), ne peut-il croire qu'il ne s'agit que de l'application des bonnes volontés énoncées par Talleyrand dans sa correspondance ?

À aucun moment, dans sa correspondance, le duc de Vicence ne semble apercevoir les manœuvres de son ami, même après Erfurt. S'il est directement impliqué dans la trahison d'Erfurt, comment peut-il s'étonner candidement de la disgrâce du prince de Bénévent en 1809 ? Comment peut-il continuer de croire à l'innocence de son ami ? « Vous qui m'avez si souvent consolé dans mon chagrin, mon prince, vous comptez, j'espère, un peu sur moi dans les vôtres. J'en ai été accablé, parce que je me suis mis à votre place et que je sais combien vous êtes attaché à l'Empereur. Tout cela n'est-il pas une intrigue ? [...] Qu'y a-t-il donc eu ? Je ne sais que penser de tout cela. Il me semble que je suis si habitué à voir l'Empereur entouré de gens dévoués que je ne puis concevoir qu'on le mécontente à ce point »<sup>97</sup>. De même, Talleyrand assure son ami de sa probité : « Je croyais avoir mérité, par la continuation pendant tant d'années du service le plus fidèle, d'échapper aux intrigues dont on entoure l'Empereur. J'ignore et veux ignorer d'où elles sortent. La seule chose que je sache, c'est que je suis envers lui sans le plus léger reproche, pas même intérieur »<sup>98</sup>. Pourquoi ces paroles si les deux hommes sont liés par leurs manœuvres à Erfurt ? Même si leur correspondance est épiée, quel besoin Talleyrand a-t-il de jouer pareille comédie ?

Il semble donc, si on s'en tient à la correspondance conservée, que Caulaincourt n'a pas eu une part active à l'attitude de Talleyrand à Erfurt ou, en tous cas, qu'il n'en a pas été conscient. Il reste, entre les deux hommes, une solide amitié qui dure jusqu'en 1814, et une

---

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 795, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 9 mars 1808.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 802. Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 7 septembre 1808 : « Mon vœu est que Savary aille avec l'Empereur [à Erfurt], qu'il vous remplace à Pétersbourg et que vous remplaciez M. de Champagny aux Relations extérieures... Revenez avec l'Empereur, soyez ministre des Relations extérieures et le bon esprit reviendra ».

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 802, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 24 août 1808.

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 813, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 27 février 1809.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 814, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 17 mars 1809.

certaine communauté d'esprit qui pour Jean Hanoteau prend des formes différentes du fait de leurs conceptions différentes de la fidélité : « Caulaincourt avait sa place [dans le groupe de Talleyrand]. Lui aussi redoutait, pour la pérennité de l'édifice, le jour où la main puissante de Napoléon ne serait plus là pour l'étayer. Lui aussi pensait que la grandeur de la France, pour se consolider, avait besoin de se limiter. [...] Mais si le duc de Vicence fut d'accord sur ces aspirations avec son ami, il ne se fit jamais le complice des menées secrètes, des combinaisons louches de ce dernier, allant jusqu'à la trahison. [...] Il y avait, par ailleurs, dans le caractère complexe de Caulaincourt, un grain de candeur qui ne lui laissait pas soupçonner le mal chez ceux qu'il aimait. Non seulement le grand écuyer ne trempa, en quoi que ce soit, dans les affaires d'argent de son partenaire, non seulement, à l'inverse de ce qui se passa pour celle de Talleyrand, sa probité ne fut à aucun moment soupçonnée, mais, en de nombreuses circonstances, son action politique s'écarta très sensiblement de celle du prince de Bénévent, notamment à Erfurt où ce dernier joua dans l'ombre un rôle entièrement favorable à l'Autriche, tandis que Caulaincourt restait fidèlement attaché à l'alliance russe »<sup>99</sup>.

Il est, en définitive, difficile d'accuser le duc de Vicence de quoi que ce soit, si ce n'est d'une certaine naïveté dans ses relations avec ses amis, surtout quand ceux-ci manient avec habilité le double-jeu et les faux-fuyants, tels Talleyrand ou le tsar Alexandre. À Erfurt, les conceptions de Caulaincourt et le langage qu'il tient à Napoléon ne sont pas les reflets d'une trahison mais simplement d'une pensée qui se structure et qui se distingue de celle de son maître. Certains comportements du duc de Vicence, souvent rapportés par des contemporains impliqués dans la lutte occulte contre les ambitions de l'Empereur, peuvent paraître étranges ou douteux *a posteriori* mais, replacés dans le fil des événements, ils ne semblent pas dépasser la simple complaisance vis-à-vis d'amis et de relations. La question du comportement de Caulaincourt se pose à nouveau après l'ambassade, notamment lors des négociations de l'armistice de Pleiswitz, en 1813<sup>100</sup> ou à travers la correspondance de Nesselrode qui implique le duc de Vicence. L'envoyé russe à Paris utilise, dans ses lettres à Spéransky, de noms de codes pour garder secrètes les informations qu'il fournit à son gouvernement. Une missive, notamment, met en jeu Caulaincourt, une fois décryptés les pseudonymes : « Notre ami Polaensky [Nesselrode] me mande qu'il a été très content de tout ce que Holtschinski [Caulaincourt] lui a dit de la part de Louise [Alexandre], et me charge de vous prier de vouloir bien lui en témoigner sa reconnaissance. Il lui a communiqué aussi qu'il

---

<sup>99</sup> *Ibid.*, p.784.

<sup>100</sup> J. Hanoteau étudie précisément les accusations portées contre Caulaincourt au sujet de cette négociation. *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 135-150 et invite à relativiser l'attitude du duc de Vicence.

était sérieusement question de faire revenir mon neveu des pays étrangers. Cette détermination paraît à Holtchinsky plus urgente que jamais, il conseille d'y persévérer, et de ne pas tarder à le mettre à exécution. Polaensky ajoute que Holtchinsky se conduit très bien, et de manière à justifier l'estime et la confiance que Louise lui a accordées. D'après tout ce qu'il a reçu par celui-ci, il compte prolonger encore son séjour là où il est »<sup>101</sup>. Mais quel sens véritable donner à cette lettre ? Caulaincourt donne-t-il de véritables informations à Nesselrode de la part d'Alexandre ou manifeste-t-il seulement ses liens d'amitié avec les Russes ? Quand il se « conduit très bien, et de manière à justifier l'estime et la confiance qu' [Alexandre] lui a accordées », trahit-il son maître ou reste-t-il dans le cadre de son amitié avec le tsar ? Il est impossible de définir clairement l'attitude du duc de Vicence qui lui-même n'évoque jamais aucune manœuvre douteuse. De même, les contemporains qui l'impliquent dans la lutte contre l'Empereur ont intérêt à le faire : seul leur témoignage est disponible, rendant impossible un jugement clair et définitif de l'historien. On ne peut que constater la probité du grand écuyer, la cohérence de sa pensée et de son action qui semble toujours s'inscrire dans la fidélité à Napoléon et dans l'amitié avec Alexandre. Erfurt est la première et une des meilleures illustrations de cet état des choses.

### *Bilans de l'entrevue d'Erfurt*

Les discussions avec Napoléon et les relations avec Talleyrand ne forment qu'une partie de l'action de Caulaincourt à Erfurt. Même s'il n'a qu'un rôle de conseiller entre les deux empereurs, il participe à toutes les discussions politiques qui se tiennent dans la ville allemande. Dans ses *Mémoires*, après les discussions avec l'Empereur, le duc de Vicence revient sur les négociations diplomatiques : « Jusqu'à présent, je n'ai parlé que de mes conversations avec l'Empereur, par conséquent de ce qui m'a été plus personnel. N'ayant pas été étranger à ce qui s'est fait au congrès d'Erfurt, il convient que je revienne sur ce qui s'y est passé [...] »<sup>102</sup>. Il évoque d'abord l'objectif de l'entrevue, à savoir la lutte contre l'Angleterre qui est « le prétexte de l'entrevue d'Erfurt, entrevue qui doit faire époque, puisqu'elle fut le prélude des réunions des souverains qui ont gouverné l'Europe depuis 1814... »<sup>103</sup>. Il étudie ensuite les objectifs de chacun des empereurs et leur état d'esprit : « Tant d'événements

---

<sup>101</sup> *Papiers de Nesselrode*, p. 361. Nesselrode à Spéransky, Paris, 5/17 juin 1811.

<sup>102</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 254.

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 255.

s'étaient passés en Europe depuis Tilsit et les intérêts du monde y avaient, sous certains rapports, été si compromis que chacun y comparut avec le besoin de dissimuler ses embarras, ses inquiétudes ou ses projets secrets pour l'avenir, autant avec le désir de la paix générale, qui pouvait seule rétablir l'Europe sur de meilleures bases et tout réparer »<sup>104</sup>. Caulaincourt revient aussi sur les enjeux de l'entrevue : pour la France, on l'a vu, il s'agit d'avoir les mains libres en Espagne et de contrer les menaces de l'Autriche. Pour la Russie, il s'agit d'acquiescer les principautés danubiennes et de prouver à l'opinion publique que Tilsit n'a pas entraîné que des sacrifices : « Le second [objectif], qui ne l'intéressait pas moins, parce qu'il touchait la vanité de sa nation et, par conséquent, son amour-propre personnel, était d'empêcher à Moscou que la paix de Tilsit et l'alliance n'avaient imposé à la Russie que des sacrifices »<sup>105</sup>. Il faut aussi régler définitivement le statut de la Prusse et de l'Allemagne, qui inquiète la Russie<sup>106</sup> et poursuivre les négociations sur le partage de la Turquie. Mais c'est surtout l'Autriche qui suscite les plus grandes inquiétudes et qui impose un arrangement entre les deux alliés afin de parvenir à une action commune.

Les négociations entre les deux empereurs se déroulent dans le cadre général des festivités de l'entrevue : « Dès le début, les relations entre les deux Empereurs s'établirent de la manière la plus amicale, sans étiquette. On se visitait à toute heure, principalement depuis 3 heures jusqu'au dîner, qui était de fondation chez l'empereur Napoléon. Souvent on se retrouvait le soir quand il n'y avait pas de spectacle ou après. Les rendez-vous avaient lieu le plus souvent chez l'empereur Napoléon. On montait à cheval, on passait la revue des troupes de la garnison et de quelques corps qui partaient pour l'Espagne »<sup>107</sup>. Rapidement, Napoléon se rend compte qu'Alexandre a changé depuis Tilsit, il « ne trouvait plus son allié aussi facile qu'à Tilsit »<sup>108</sup>. Dès lors, les discussions sont complexes, brouillées par les intérêts particuliers de l'un et de l'autre empire :

Les hostiles dispositions qu'avait montrées l'Autriche changèrent, dès l'ouverture du congrès, la nature des négociations et détournèrent la Russie de son but, car plus l'empereur Napoléon, pressé d'envoyer en Espagne les armées qu'il avait en Prusse, insistait pour connaître préalablement jusqu'à quel point il pouvait compter sur l'alliance et sur l'assistance de la Russie contre l'Autriche, plus il pressait, en conséquence, l'empereur Alexandre de prendre contre cette puissance un langage et même une attitude menaçants, seul moyen, disait-il, de l'empêcher de courir aux armes, et plus le cabinet russe, croyait voir dans les démonstrations qu'on lui demandait, un moyen de pousser les choses à bout, s'en montra éloigné. De là, de vives

---

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 255.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 257.

<sup>106</sup> *Ibid.*, p. 257.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p. 258.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 258.

discussions qui suspendirent la marche des autres affaires. Tout fut pendant quelque temps subordonné à cette question. On en vint même aux reproches sur ce que ces ménagements mal entendus, laissant les menaces de l'Autriche impunies, ôtaient à l'alliance son utilité et prouvaient à l'Angleterre qu'elle pouvait encore trouver des alliés sur le continent et se dispenser, par conséquent, de traiter de la paix qu'on allait lui proposer.<sup>109</sup>

Les premières difficultés de l'alliance sont visibles à travers cette question de l'Autriche, le tsar ne voulant pas seconder les visées de Napoléon : « L'empereur Alexandre fut inébranlable. Rien ne put changer sa détermination. Il ne voulut voir dans les raisonnements et dans l'insistance de son allié qu'une preuve de plus des hostiles dispositions et des projets de vengeance qu'il lui soupçonnait. Les intérêts de la Prusse et les autres questions trouvèrent difficilement place de ces sérieuses discussions. Le temps se passait. Rien n'avancait. Les ministres ne pouvaient aider à la marche des affaires dont les souverains s'étaient réservé la direction et même les détails »<sup>110</sup>. La dernière phrase nous intéresse plus particulièrement, montrant l'absence de rôle de Caulaincourt, les deux empereurs décidant de tout, menant les discussions dans une sorte de tête-à-tête au sommet. L'expression « même les détails » utilisée par le duc de Vicence est une critique des méthodes diplomatiques utilisées à Erfurt par Napoléon et Alexandre qui accaparent toutes les questions réservées d'ordinaire aux diplomates.

Malgré les négociations directes entre les empereurs, rien n'avance véritablement : « Au bout de huit jours chacun sondait le terrain, tâchant de découvrir jusqu'où allaient les prétentions de son adversaire, sans pouvoir les pénétrer entièrement. On s'observait, espérant que le lendemain amènerait la solution de tous les problèmes »<sup>111</sup>. Le duc de Vicence est témoin des confrontations entre Napoléon et Alexandre qui prouvent le caractère pénible et difficile de leurs discussions et, finalement, l'ambiance assez terne de l'entrevue, derrière l'apparence fastueuse : « Les souverains, comme les ministres, comme la Cour, commençaient à s'ennuyer, à se fatiguer de cette vie de représentation et surtout de ces discussions qui ne terminaient rien. Il y en eut souvent de vives entre les empereurs. Napoléon, tour à tour adroit, conciliant, séduisant, parfois pressant, voyant qu'il ne pouvait rien obtenir de son allié qui restait toujours dans le cercle qu'il s'était tracé, essaya à deux reprises de se fâcher. Ces moyens n'ayant rien changé aux déterminations d'Alexandre, ses colères n'étant qu'une ruse politique plutôt qu'un emportement réel, elles se calmaient

---

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 259.

<sup>110</sup> *Ibid.*, p. 259.

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 259.

promptement et il revenait à des termes plus conciliants »<sup>112</sup>.

Finalement, on parvient à un vague accord, concrétisé par une convention<sup>113</sup> : la Russie accepte l'intervention française en Espagne, afin de faire libérer des places en Allemagne, ce qui constitue son véritable objectif. Napoléon, insatisfait au sujet de l'intervention contre l'Autriche, a cependant les mains libres dans la péninsule ibérique. Le tsar Alexandre obtient, quant à lui, les provinces danubiennes, ainsi que la Finlande, à conquérir sur la Suède. De plus, est réaffirmée la lutte contre l'Angleterre : « Il fut convenu que les souverains écriraient au roi d'Angleterre [...] »<sup>114</sup>. Le bilan est assez faible, l'Empereur acceptant les réserves du tsar à l'égard d'une action commune contre l'Autriche : « À Erfurt, les négociations, sans toucher encore tout à fait à leur fin, prenaient donc la tournure qui pouvait convenir à l'empereur Napoléon. Ayant fini par se convaincre qu'il ne changerait pas les dispositions auxquelles s'était arrêté l'empereur Alexandre, et qu'il n'obtiendrait pas de lui au-delà de l'engagement d'agir dans le cas seulement où l'Autriche attaquerait la première, il se résigna à s'en contenter »<sup>115</sup>. Les deux empires sont parvenus à se rassurer face aux Habsbourg et à obtenir toute liberté dans les zones de leur action militaire, l'Espagne pour la France, le Danube et la Finlande pour la Russie. « On était donc de part et d'autre assez content. L'Autriche qui avait menacé l'empereur Napoléon, quand il était en Espagne, était menacée à son tour par la Russie, si elle prenait l'initiative de la guerre ; l'empereur Napoléon n'avait donc pas perdu son temps »<sup>116</sup>. Erfurt semble donc conforter l'alliance de Tilsit et satisfaire les alliés.

Le bilan, du point de vue de Caulaincourt, est plus contestable. Tout d'abord, il regrette la façon dont la position de l'Autriche a évolué en Europe. En effet, s'il critique l'attitude de cette puissance dont la « maladroite dissimulation » éloigna « comme je l'ai déjà dit, la confiance », il reconnaît le rôle qu'elle aurait pu avoir comme « utile influence sur la politique de cette époque »<sup>117</sup>. On retrouve son souci de l'équilibre et de la pondération des puissances en Europe, même s'il stigmatise toute volonté de reprise de la guerre par Vienne. Le duc de Vicence est aussi déçu par le comportement de son ami Alexandre. Certes, il le reconnaît, la Finlande est, pour la Russie, une acquisition inestimable, mais « était-ce le moment de sacrifier à de tels avantages personnels des intérêts généraux plus pressants et que le développement des forces et de la puissance de la France pouvait faire regarder comme bien

---

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 261.

<sup>113</sup> AN 95 AP 6, copie de la convention d'Erfurt par Caulaincourt, 12 octobre 1808.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 262.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p. 266.

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 267.

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 260.

plus importants ? »<sup>118</sup> Le langage de Caulaincourt est empreint ici de sa pensée politique d'équilibre, lorsqu'il considère l'entrevue comme une occasion manquée par la Russie de stabiliser le continent et de prévenir de nouveaux conflits. Mais l'ambassadeur français à Saint-Pétersbourg est réaliste et il défend pareillement le point de vue de son ami Alexandre :

On lui reprochera d'avoir sacrifié les intérêts du monde à des considérations du moment. C'est à l'histoire à juger ce grand procès ; mon devoir à moi est de dire quels furent les résultats du congrès et, dans l'intérêt de la vérité, quelles furent les considérations qui y firent souscrire la Russie. Son changement de système depuis Tilsit choquait l'opinion et les habitudes de la noblesse. Le défaut d'importation la ruinait. La gêne qu'éprouvaient son commerce et la baisse de son change causaient un malaise intérieur qui avait établi une opposition réelle à la marche que suivait le gouvernement. Tous ces motifs obligèrent l'empereur Alexandre à s'attacher à obtenir dans cette entrevue des résultats qui pussent éblouir et ramener sa nation à son système politique. Il fallait justifier à ses yeux, non seulement l'alliance, mais aussi la guerre avec l'Angleterre et même l'entrevue. Ce but fut atteint.<sup>119</sup>

Alexandre n'avait pas, selon le duc de Vicence, une totale liberté et l'entrevue était pour lui un danger réel, son entourage, instruit de ce qui était arrivé aux souverains d'Espagne, le suppliant de ne pas se livrer à Napoléon<sup>120</sup>. Le résultat de l'entrevue d'Erfurt est finalement le produit de ces dangers et de ces contradictions entre politique intérieure et extérieure. Le bilan est donc contrasté comme le signale le grand écuyer : « Les empereurs se quittèrent assez satisfaits de leurs arrangements, mais, au fond, mécontents l'un de l'autre. Les illusions de Tilsit étaient tout à fait évanouies et la méfiance extrême, mais le désir de maintenir l'alliance comme moyen d'amener l'Angleterre à la paix et de consolider celle de l'Europe étant franchement prononcé de la part de l'empereur de Russie et de son ministre, on continua à marcher vers ce but »<sup>121</sup>.

Il est évident que ces réflexions n'ont pu naître qu'*a posteriori* mais il est légitime de penser que l'entrevue est, à tous points de vue, une déception pour Caulaincourt. Celui-ci n'a pas apprécié le comportement de Napoléon à l'égard des princes présents à Erfurt, et il critique indirectement le régime : « L'empereur Napoléon fit seul les honneurs du congrès, comme un prince qui est chez lui. Tout se passa avec les meilleures formes. Je doute cependant que les princes qui vinrent faire leur cour soient partis contents, d'abord parce que leur présence, qui flattait sans doute, gênait souvent au fond. Ils purent s'en apercevoir

---

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 268.

<sup>119</sup> *Ibid.*, p. 268.

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 268.

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 270.

quelquefois. Ensuite, parce que ces rois se virent traités à peu près comme l'Autriche traitait autrefois ses électeurs. Ils purent donc se convaincre que si leur nouveau titre les avait débarrassés de leurs anciennes fonctions, il n'avait au fond rien changé à leur situation vis-à-vis du protecteur »<sup>122</sup>. La suprématie napoléonienne sur l'Europe lui apparaît comme une erreur que vient conforter l'échec, selon lui, de l'entrevue : « Ce moment fut un des plus favorables pour en venir à un véritable état de pacification, car la situation où les affaires d'Espagne avaient placé l'empereur Napoléon le rendait disposé à faire des sacrifices. [...] La France serait rentrée dans le système que lui a tracé le cadre que la nature lui a donné, et auquel sa puissance et sa gloire lui donnaient des droits [...]. L'Empereur paraissait réellement résigné à beaucoup de concessions pour arriver à la paix générale. L'essentiel était donc de profiter de cette disposition. La négociation eût forcément tout mis en regard, chacun étant obligé de compter avec son voisin. Nul doute que le grand intérêt d'un meilleur avenir pour la tranquillité du monde en eût imposé à toutes les ambitions »<sup>123</sup>.

En conclusion, on peut dire qu'Erfurt est d'abord, pour Caulaincourt, l'échec de son espérance de retour en France : c'est la première et la plus directe conséquence de cet événement. L'entrevue est aussi, de son point de vue, la dernière possibilité de paix européenne favorable à la France tout en préservant les équilibres. Les difficultés que connaît l'Empereur rendent les accommodements possibles mais les négociations restent assez superficielles et aboutissent à un semi-échec. Enfin, l'entrevue d'Erfurt marque la fin de certaines affaires politiques, comme les négociations relatives au partage de la Turquie, le début d'autres (sur le projet de mariage russe, sur l'Autriche), mais c'est surtout un tournant dans les relations entre les deux empereurs, qui s'éloignent peu à peu l'un de l'autre. Pris entre sa fidélité et son amitié, Caulaincourt, dont le bilan politique à Erfurt est nul, parvient, grâce à sa pensée personnelle, à s'extraire du carcan formé par le lien entre les deux empereurs. Entre Napoléon et Alexandre, s'il n'existe pas de marge de manœuvre pour le duc de Vicence, c'est dans le domaine des idées et de l'imaginaire que celle-ci va se créer. Dans ce sens, l'entrevue d'Erfurt, malgré les désillusions qu'elle occasionne pour l'ambassadeur, est une étape cruciale.

---

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 269.

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 261.

## **Conclusion**

Il apparaît en définitive que Caulaincourt a vu son rôle politique considérablement réduit par l'emprise des deux empereurs et par leurs objectifs. Il a su toutefois préserver sa fidélité à Napoléon, en suivant son sens de l'honneur et ses convictions personnelles. De même, il a développé une relation privilégiée avec Alexandre qui a orienté sa vision de l'alliance franco-russe, sans pour autant en faire un jouet ou une dupe du tsar. Ayant réussi à s'imposer comme un intermédiaire privilégié entre les deux empereurs, Caulaincourt n'est pas cependant le « troisième homme » de l'alliance. Il reste lié par sa fidélité à Napoléon dont il suit les instructions et les ordres et l'entrevue d'Erfurt montre le peu de rôle politique qui lui est effectivement dévolu. N'allant pas contre sa faible marge de manœuvre ou les limites de sa liberté de diplomate, il a cependant développé une pensée personnelle qui se manifeste avec vigueur dès 1808 et qui va se forger peu à peu au fil des négociations et des échecs de l'alliance. Ce sont ces négociations qu'il faut maintenant aborder pour voir l'action concrète de l'ambassadeur et déterminer son bilan politique.

## **CHAPITRE II : CAULAINCOURT ET LES GRANDES NÉGOCIATIONS DE L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE**

### **Introduction**

L'étude de l'ambassade de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg, de 1807 à 1811, est étroitement mêlée à celle de l'alliance franco-russe et des négociations diplomatiques qu'elle implique. Faire l'histoire de cette ambassade, c'est faire l'histoire de l'Europe à la même période. On peut ainsi se demander jusqu'où vont les questions politiques qui concernent l'alliance franco-russe. S'il paraît évident que le projet de partage de l'empire ottoman est une de ces « affaires » qui occupent la France et la Russie, qu'en est-il de la question espagnole qui connaît des répercussions jusqu'à Saint-Pétersbourg ? Bien que n'intéressant directement que Napoléon, les affaires d'Espagne jouent un rôle lors de l'entrevue d'Erfurt ou dans les origines de la guerre de 1809 contre l'Autriche. S'agit-il pour autant d'une question concernant l'alliance franco-russe, ou plutôt d'un phénomène séparé qui s'y greffe et vient perturber l'équilibre entre les deux alliés ? À l'inverse, d'autres affaires, telle la guerre russo-suédoise, deviennent, au fur et à mesure, des questions qui préoccupent essentiellement un des alliés. Débutée comme une entreprise commune contre l'Angleterre, en frappant une nation qui poursuit son commerce avec elle, la guerre contre la Suède devient vite une entreprise de

conquête russe qui débouche, en 1809, sur l'annexion de la Finlande par l'empire des tsars. De franco-russe, la guerre contre la Suède est devenue avant tout une affaire russe.

En définitive, il n'est pas aisé, et sûrement assez artificiel, de définir les « négociations diplomatiques » de l'alliance franco-russe. Prises au sens large, toute l'histoire de l'Europe y est contenue ; au sens étroit, seules quelques affaires impliquent à égalité les deux alliés. On peut tenter de faire une liste restreinte de ces négociations : le projet de partage de l'empire ottoman, le projet de mariage russe de Napoléon, la convention au sujet de la Pologne, les rapports économiques des deux pays dans le cadre du Blocus continental. Les deux derniers exemples posent toutefois problème, dans la mesure où ces négociations ne visent pas à créer quelque chose ensemble, mais à clarifier une situation dans un contexte de heurts et de frictions qui annoncent déjà la fin de l'alliance. Ces questions seront étudiées dans le chapitre suivant. Restent deux négociations qui se distinguent particulièrement parmi l'ensemble des affaires traitées, et qui présentent l'avantage d'avoir pour but une situation nouvelle, apte à renforcer les liens entre Napoléon et Alexandre et à affirmer la cohésion de l'alliance aux yeux de l'Europe : le projet de partage de l'empire ottoman et le projet de mariage russe. Qui plus est, et c'est là l'objectif de notre propos, ces deux négociations voient la mise en avant de l'ambassadeur de France qui est impliqué personnellement dans les discussions. Même si son action est souvent dominée par des facteurs et des décisions qui lui échappent, Caulaincourt est au centre des débats engendrés par ces deux affaires, qui, par l'ampleur de leur visée et par leur impact sur les imaginaires, dominent la période.

Afin d'observer le travail diplomatique de l'ambassadeur et son action concrète sur les événements, nous avons donc pris pour exemple ces deux négociations. La première, le partage de l'empire ottoman, est la plus longue négociation menée par le duc de Vicence et celle qui met en jeu les plus grandes ambitions. Nous allons l'étudier avec précision, en suivant les discussions au jour le jour et de façon linéaire, afin de montrer comment évoluent le langage de Caulaincourt, ses idées et sa vision des pourparlers. L'objectif est de voir l'action concrète du personnage et son bilan, dans le cadre d'une affaire où ses pouvoirs sont presque nuls, mais où il peut tout envisager avec son interlocuteur : il ne peut conclure le partage, mais seulement discuter de toutes les formes qu'il peut prendre. Le projet de mariage russe de Napoléon entraîne lui moins de discussions mais le rôle de Caulaincourt y est tout aussi primordial. Cette fois-ci, il a un but clair et précis à atteindre, à savoir donner une femme à son empereur, et il a tous les pouvoirs pour y parvenir, Napoléon mettant pour seule condition à son accord la célérité des négociations. Les deux situations sont donc très différentes, et c'est aussi pour cela que nous les prenons pour exemple : le duc de Vicence,

sans réels pouvoirs lors du projet de partage, si ce n'est celui de la discussion, peut, lors du projet de mariage, prendre la décision au nom de son maître. Les bases de ces deux négociations sont très différentes et permettent d'envisager, dans des contextes distincts, l'action de Caulaincourt, ses rapports avec Napoléon et Alexandre, et son rôle de négociateur.

## 1. Les conférences sur le partage de la Turquie : un négociateur sans pouvoirs

### *Introduction : les origines des négociations de 1808*

Un des grands projets associés à l'alliance franco-russe est celui du partage de l'empire ottoman, question qui restera pendante tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>124</sup>. Avant d'entrer plus précisément dans les discussions diplomatiques tenues par Caulaincourt, Roumiantsov et Alexandre en 1808, il s'agit d'exposer brièvement les antécédents de cette affaire ainsi que les enjeux soulevés à Tilsit et les instructions données à l'ambassadeur français sur cette question.

Visible dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et l'échec du siège de Vienne, l'affaiblissement de l'empire ottoman est consacré par les deux guerres russo-turques du règne de Catherine II qui voient, pour la Turquie, la perte du littoral nord de la mer Noire, et surtout de la position de force qu'elle avait vis-à-vis de la Russie (vaincue sous Pierre le Grand notamment). Les États européens, conscients de la faiblesse de l'empire turc, attendent son partage, ou protègent son unité afin de maintenir un équilibre européen. La Russie, en effet, convoitant les provinces danubiennes orthodoxes, et espérant mettre un jour la main sur Constantinople et les Détroits, est la première à envisager le dépeçage de la Turquie, son plus grand obstacle vers la Méditerranée<sup>125</sup>. Sous Paul I<sup>er</sup>, la deuxième coalition, permet à l'empire russe de se porter

---

<sup>124</sup> L'ouvrage le plus complet sur la question, mis à part celui d'A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, est celui de Boris Mouravieff, *L'Alliance russo-turque au milieu des guerres napoléoniennes*, Neuchâtel, Baconnière, 1934, 423 p. Il faut aussi ajouter l'article d'Albert Vandal, paru dans la revue d'histoire diplomatique (1890), « Documents relatifs au partage de l'orient négocié entre Napoléon et Alexandre Ier (janvier-juin 1808) », Paris, *Revue d'Histoire diplomatique*, 1890, qui regroupe notamment les rapports de Caulaincourt qui traitent de ces questions.

<sup>125</sup> Une question qui sera une des causes de la guerre de Crimée sous Napoléon III.

jusqu'aux îles Ioniennes et d'étendre ainsi sa zone d'influence<sup>126</sup>, en profitant de la lutte contre la France (dans laquelle l'empire ottoman est lui aussi engagé en raison de l'expédition d'Égypte de Bonaparte)<sup>127</sup>.

Le rapprochement qui s'opère entre Bonaparte, Premier consul, et le tsar Paul I<sup>er</sup><sup>128</sup>, permet d'envisager de façon concrète un partage de la Turquie, préliminaire à une expédition commune vers les Indes, projet cher à Bonaparte. C'est du côté russe que ce projet est mis en avant, notamment dans un mémoire à l'empereur Paul par un de ses conseillers<sup>129</sup>, qui décrit la situation politique européenne et ses nouveaux rapports de force, et qui envisage le partage :

Je propose le partage de la Turquie, d'accord avec la Prusse, l'Autriche et la France. La Russie aura la Roumanie, la Bulgarie et la Moldavie. L'Autriche la Bosnie, la Serbie et la Valachie.

La Prusse recevra en compensation l'Électorat de Hanovre, avec les évêchés de Paderborn et de Munster.

La France aura l'Égypte.

La Grèce, avec toutes les îles de l'Archipel, formera une République sur le modèle des îles vénitiennes, sous la protection des quatre puissances qui partageront entre elles les possessions de la Porte ottomane.

Les Grecs mêmes seront sous le sceptre de la Russie.

Le succès de cette entreprise importante, mais facile, dépend uniquement du secret et de la promptitude. La cour de Vienne recevra avec joie une proposition si inattendue. La Prusse y trouvera de grands avantages ; mais Bonaparte doit être le centre de ce plan. Il verra dans le partage ci-dessus mentionné un sûr moyen d'abaisser la Grande-Bretagne et d'assurer à la paix générale toutes les conquêtes de la France.<sup>130</sup>

Dans ce premier projet de partage de l'époque napoléonienne, la lutte contre l'Angleterre est principalement mise en avant. On remarque aussi une participation égale des quatre grandes puissances continentales de l'époque. Il est bien évident que les guerres de 1805, 1806 et 1807 remettent fondamentalement en question cet état des choses<sup>131</sup>.

En 1807, si la lutte contre l'Angleterre est toujours un objectif de Napoléon, l'équilibre des quatre puissances voulu par Paul I<sup>er</sup> en 1800 est lui totalement remis en cause, après l'abaissement de l'Autriche et l'écrasement de la Prusse : à Tilsit, le « partage du monde » est une affaire franco-russe. C'est à cette occasion que le partage de la Turquie est à nouveau évoqué. Les articles du traité d'alliance de Tilsit font état de ce projet envisagé en raison de

---

<sup>126</sup> Paul I<sup>er</sup>, souverain orthodoxe, se voit même attribuer le titre de protecteur de l'Ordre de Malte.

<sup>127</sup> Voir H. Laurens, *L'expédition d'Égypte...*

<sup>128</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I, 1. « La première mission de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg en 1801 ».

<sup>129</sup> Duc de Broglie, « La politique de la Russie en 1800 d'après un document inédit », Paris, *Revue d'Histoire diplomatique*, 1889, p. 1-13.

<sup>130</sup> *Ibid.*, p.10.

<sup>131</sup> Si, dans les projets de partages de 1808, l'Autriche est souvent associée à la France et à la Russie, la Prusse, du fait de son affaiblissement radical après Tilsit, est définitivement mise à l'écart.

l'enthousiasme des deux empereurs qui statuent sur sort de l'Europe :

Article 8. Pareillement, si par une suite des changements qui viennent de se faire à Constantinople, la Porte n'acceptait pas la médiation de la France, ou si, après qu'elle l'aura acceptée, il arrivait que, dans le délai de trois mois après l'ouverture des négociations, elles n'eussent pas conduit à un résultat satisfaisant, la France fera cause commune avec la Russie contre la Porte ottomane, et les deux hautes parties contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'Empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Romélie<sup>132</sup> exceptées, au joug et aux vexations des Turcs.<sup>133</sup>

Il s'agit à Tilsit d'un projet encore limité dans ses ambitions, qui donnerait à la France les rivages de l'Adriatique, régions proches de sa zone d'influence italienne, et à la Russie les provinces danubiennes (qu'elle occupe déjà à cette période), ainsi que la Bulgarie. Mais vite, Napoléon recule dans ses ambitions, préférant assurer son influence en Allemagne plutôt que de tenter des conquêtes aventureuses, qui risquent de favoriser l'Angleterre, apte à occuper les provinces orientales de l'empire ottoman.

Les instructions de Caulaincourt, du 12 novembre 1807, reflètent cet état d'esprit de Napoléon, qui doute profondément du bien-fondé du partage<sup>134</sup>. Ces instructions s'étendent longuement sur ces questions, ce qui montre leur importance dans la mission de Caulaincourt. Selon le traité de Tilsit, le retrait des troupes d'occupation françaises d'Allemagne doit entraîner celui des troupes russes des provinces danubiennes mais Napoléon « n'est pas très opposé à cette occupation de la Valachie et de la Moldavie par les Russes. Sous quelques rapports, elle peut servir ses intérêts, en le mettant dans le cas de recevoir l'équivalent par la possession de quelques provinces prussiennes [...] »<sup>135</sup>. En revanche, il récuse toute tentative d'agrandissement aux dépens de la Turquie, projet qu'il suppose envisagé par la Russie. Caulaincourt doit rester vigilant face à ces projets qui déplaisent à Napoléon pour différentes raisons : ils entraîneraient de nouvelles guerres dans des régions lointaines pour la conquête de provinces peu riches et trop excentrées, susceptibles par ailleurs d'être occupées par l'Angleterre grâce à sa marine. « Probablement on vous insinuera à Pétersbourg que l'Empereur peut prendre lui-même cette compensation dans les provinces turques les plus voisines de son royaume d'Italie, telles que la Bosnie, l'Albanie. Vous devez repousser tout arrangement de ce genre ; il ne peut convenir à l'Empereur. Il entraîne des conséquences

---

<sup>132</sup> Région qui correspond à l'actuelle Turquie d'Europe, ou à l'antique Thrace.

<sup>133</sup> Appendices du volume I d'A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*. Pour les articles secrets voir aussi : docteur Fournier, *Napoléon I<sup>er</sup>*, Leipzig et Prague, 1888, t. II, p. 250-252.

<sup>134</sup> Appendice du volume I d'Albert Vandal, *Napoléon et Alexandre*. Voir aussi A. Vandal, « Les instructions données par Napoléon... », p.54-78.

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 508.

qu'on ne prévoit pas »<sup>136</sup>.

Toutefois, malgré les lourdes préventions de la France à l'égard de ces projets, le partage reste envisagé à moyen ou long terme, et la faiblesse de la Turquie est une réalité qui conduira un jour ou l'autre à la dislocation : « cette chute de l'empire ottoman peut être désirée par le cabinet de Pétersbourg ; on sait qu'elle est inévitable ; mais il n'est point de la politique des deux cours impériales de l'accélérer, elles doivent la reculer jusqu'au moment où le partage de ces vastes débris pourra se faire d'une manière plus avantageuse pour l'une et pour l'autre [...] »<sup>137</sup>. Des lignes écrites de la main de Napoléon, intercalées au milieu des instructions pour l'ambassadeur de France, insistent sur le fait que, bien que fondamentalement réticente au partage, la France doit être présente quand il se fera, et bien placée dans le dépeçage des provinces ottomanes : « [...] il est possible que l'idée du partage de l'empire ottoman soit décidée à Saint-Pétersbourg ; dans ce cas, l'intention de l'Empereur, est de ne point trop choquer cette cour sur cet objet, préférant faire ce partage seul avec elle, de manière à donner à la France le plus d'influence possible dans le partage, que de porter les Russes à y faire intervenir l'Autriche. Il ne faut donc point se refuser à ce partage, mais déclarer qu'il faut s'entendre verbalement sur cet objet »<sup>138</sup>. Par ces phrases, Napoléon lance indirectement les négociations : sans s'impliquer outre mesure, Caulaincourt doit s'intéresser à ces questions et soutenir les intérêts de la France, même si elle refuse en ce moment le partage. Cette position pourrait apparaître paradoxale mais cadre bien avec le climat diplomatique de l'alliance franco-russe où se mêlent projets grandioses et ralentissements des négociations.

Tout en refusant le principe du partage, Napoléon souhaite que la France y soit impliquée, et, allant plus loin, son ministre envisage, dans les instructions de Caulaincourt, des points très particuliers de négociations, afin que l'ambassadeur français puisse s'adapter à toutes les situations, et répondre aux propositions des Russes :

Et lorsqu'on vous parlera de l'Albanie et de la Bosnie comme objet de compensation pour l'Empereur, faites sentir l'inégalité de cette compensation et ses dangers, et revenez sur la possession de quelques provinces prussiennes de plus, comme objet d'un arrangement parfaitement égal, convenable à tous les intérêts, d'une exécution prompte et facile, et sans aucune de ces conséquences que la politique la plus clairvoyante ne peut prévoir ni prévenir. [...] Et enfin, quoique très éloigné du partage de l'empire turc et regardant cette mesure comme funeste, il ne veut pas qu'en vous expliquant avec l'empereur Alexandre et son ministre, vous la condamnerez d'une manière absolue : mais il vous prescrit de représenter

---

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 509.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 508-509.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 510.

avec force les motifs qui doivent en faire reculer l'époque. Cet antique projet de l'ambition russe est un lien qui peut attacher la Russie à la France, et, sous ce point de vue, il faut se garder de décourager entièrement ses espérances.<sup>139</sup>

En résumé, tout en reculant le moment inévitable du partage, Caulaincourt doit montrer la part que la France y prendra, s'engageant ainsi dans des manœuvres diplomatiques complexes. À cette question turque s'ajoute le projet, dont les préparatifs avaient déjà été engagés à l'époque de Paul I<sup>er</sup>, de menacer la puissance anglaise aux Indes, projet qui apparaît à Napoléon comme une possibilité de poursuivre la lutte contre son principal ennemi. Quoique facilitée en cas de partage de l'empire ottoman, l'hypothétique expédition vers les Indes ne nécessite pas forcément ce sacrifice pour Napoléon qui ne l'envisage pas dans ses instructions à Caulaincourt : « [...] certainement 40 000 Français auxquels la Porte aurait accordé passage par Constantinople, se joignant à 40 000 Russes venus par le Caucase, suffiraient pour épouvanter l'Asie et pour en faire la conquête »<sup>140</sup>.

Les instructions de Caulaincourt montrent donc la place accordée au partage dans les négociations diplomatiques, mais cette place ne doit pas occulter la réalité des intentions de l'Empereur, à savoir d'échanger les provinces danubiennes contre la Silésie, ou tout du moins de maintenir le *statu quo* au niveau des armées d'occupation dans ces régions. Albert Vandal reprend cette question fondamentale, qui sous-tend toutes les négociations diplomatiques de l'après-Tilsit : « Si Caulaincourt ne réussissait pas mieux que Savary à faire agréer l'échange proposé, il ne resterait qu'un moyen de satisfaire la Russie et d'indemniser la France, ce serait de partager en commun la Turquie : Napoléon se résoudrait-il à ce suprême parti ? »<sup>141</sup>

Au début de l'année 1808, dans les premiers mois de l'ambassade de Caulaincourt, les instructions transmises par Champagny restent sensiblement identiques : le 29 janvier, il affirme que « l'Empereur préférerait de beaucoup que les choses restassent telles que le traité de Tilsit les a établies »<sup>142</sup>, mais est-ce possible sans mécontenter Alexandre, la société russe, et surtout l'armée, le duc de Cadore se le demande. Reste l'inévitable temporisation pour un ambassadeur qui doit tout prendre avec des pincettes, des propositions russes aux instructions de ses maîtres :

Dans vos entretiens avec l'empereur Alexandre et le comte de Romanzof, ne rejetez pas absolument l'idée de ce partage : informez-vous comment on veut le faire, quels sont les moyens d'exécution, quelle puissance on veut y faire entrer, et ne cachez pas combien il est peu favorable aux intérêts de la

---

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 510.

<sup>140</sup> *Ibid.*, p. 513.

<sup>141</sup> A. Vandal, « Documents relatifs au partage de l'orient... », p. 422.

<sup>142</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, 28 janvier 1808.

France, qui ne peut y avoir un lot avantageux, fût-il même très étendu. Faites voir aussi l'avantage de différer cette mesure jusqu'à la paix avec l'Angleterre ou au moins jusqu'au moment où on aurait pu lui arracher l'empire de la Méditerranée, qui la met en état de recueillir dès ce moment les plus précieuses dépouilles de l'empire ottoman<sup>143</sup>.<sup>144</sup>

La position française sur la question n'a donc pas évolué jusqu'à ce que les déplacements de la marine anglaise de la Méditerranée vers la mer du Nord (en raison de la guerre russo-suédoise qui menace ses intérêts dans le nord de l'Europe) n'ouvrent de nouvelles perspectives à Napoléon qui, depuis Venise où il se trouve à cette époque, voit les portes de l'Orient s'ouvrir devant lui : désormais l'escadre de Toulon, et les points d'appui d'Italie et des îles Ioniennes rendent possible, voire aisée, la conquête et le partage de l'empire ottoman. Dans la flamboyante lettre du 2 février, transmise par Caulaincourt à l'empereur Alexandre<sup>145</sup>, le projet est mis en route par Napoléon au moyen d'une prose inspirée que le tsar compare au « style de Tilsit »<sup>146</sup>. Non seulement l'Empereur revient sur les buts de l'opération, mais pour la première fois il s'intéresse aux moyens de mener les négociations :

Une armée de 50 000 hommes, russe, française, peut-être même un peu autrichienne, qui se dirigerait par Constantinople sur l'Asie, ne serait pas arrivée sur l'Euphrate qu'elle ferait trembler l'Angleterre et la mettrait aux genoux du continent. Je suis en mesure en Dalmatie ; Votre Majesté l'est sur le Danube. Un mois après que nous en serions convenus, l'armée pourrait être sur le Bosphore. Le coup en retentirait aux Indes, et l'Angleterre serait soumise. Je ne me refuse à aucune des stipulations préalables<sup>147</sup> nécessaires pour arriver à un si grand but. Mais l'intérêt réciproque de nos deux États doit être combiné et balancé. Cela ne peut se faire que dans une entrevue avec Votre Majesté, ou bien après de sincères conférences entre Romansof et Caulaincourt, et l'envoi ici d'un homme qui fût bien dans le système. Monsieur de Tolstoï est un brave homme, mais il est rempli de préjugés et de méfiance contre la France, et est bien loin de la hauteur des événements de Tilsit et de la nouvelle position où l'étroite amitié qui règne entre Votre Majesté et moi ont placé l'univers. Tout peut être signé et décidé avant le 15 mars. Au 1<sup>er</sup> mai nos troupes peuvent être en Asie, et à la même époque les troupes de Votre Majesté à Stockholm. Alors les Anglais, menacés dans les Indes, chassés du Levant, seront écrasés sous le poids des événements dont l'atmosphère sera chargée.<sup>148</sup>

Napoléon conclut ces projets grandioses par une phrase ambitieuse, propre à séduire Alexandre et à le conforter dans l'alliance : « L'ouvrage de Tilsit règlera les destins du

---

<sup>143</sup> Par ces « précieuses dépouilles de l'empire ottoman » ne faut-il pas entendre l'Égypte, qui reste pour Napoléon une province à reconquérir à plus ou moins long terme ?

<sup>144</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, 28 janvier 1808.

<sup>145</sup> Le 17<sup>e</sup> rapport de Caulaincourt à l'Empereur rend compte de cette remise de lettre et des premières réactions de l'empereur Alexandre. Voir annexe n°3.

<sup>146</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 28 février 1808.

<sup>147</sup> Entendre par là le partage de la Turquie.

<sup>148</sup> Napoléon à Alexandre, 2 février 1808, *Correspondance de Napoléon*, t. XVI, p. 587 (lettre non numérotée).

monde »<sup>149</sup>.

Si la forme que prendra l'expédition, ainsi que les détails du partage, reste floue, deux méthodes sont évoquées pour mener les discussions : l'entrevue entre les deux empereurs (ce sera Erfurt), et les négociations entre l'ambassadeur de France et le ministre russe des Affaires étrangères. Dans une lettre de Napoléon à Caulaincourt du même jour, le partage est annoncé de façon encore plus explicite : l'expédition vers les Indes et la défaite de l'Angleterre sont l'objectif principal de l'Empereur mais « pour arriver à ce résultat, il faut partager l'Empire turc »<sup>150</sup>. Les instructions de Caulaincourt afin de mener les négociations sont là aussi plus claires et directives : « Ouvrez-vous là-dessus à Romanzoff ; parcourez avec lui la carte et fournissez-moi vos renseignements et vos idées communs »<sup>151</sup>. Ces mots résument bien le travail que mèneront pendant plusieurs mois Roumiantsov et Caulaincourt, faisant valoir chacun les avantages de leurs pays respectifs, découpant les Balkans, se battant pour des territoires.

Albert Vandal, d'après ces lettres du 2 février 1808, conclut sur la « latitude »<sup>152</sup> laissée à l'ambassadeur de France. Il est vrai que les consignes données à Caulaincourt restent vagues et laissent une grande part à son initiative personnelle. Mais en même temps ce vague, cette imprécision ne permettent pas au duc de Vicence de toujours saisir les véritables intentions de Napoléon : après lui avoir répété de temporiser, il l'entraîne soudain dans une négociation à la portée immense, au cœur même des enjeux de l'alliance franco-russe. L'Empereur engage Caulaincourt à mener des négociations, sans avoir la certitude qu'il en acceptera les conclusions et en se réservant les vraies décisions. Dans cette négociation en aveugle qui s'ouvre, l'ambassadeur reproduit tous ses débats avec Alexandre et Roumiantsov, montrant toutes les étapes des discussions, et nous permettant d'observer et d'analyser son langage diplomatique, sa façon de négocier. À travers l'exemple du partage de la Turquie, hérissé de difficultés quasi insurmontables, se révèle la complexité du travail du diplomate, qui dépend autant de ses maîtres que des aléas de la politique européenne : ces discussions de 1808 sont pour Caulaincourt l'occasion de prouver ses capacités de négociateur et de voir la part de son implication dans les grandes questions soulevées par l'alliance franco-russe.

---

<sup>149</sup> *Ibid.*

<sup>150</sup> Napoléon à Caulaincourt, 2 février 1808. Appendice au volume III d'A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, « Correspondance inédite de Napoléon Ier avec le général de Caulaincourt, duc de Vicence (1808-1809) », p. 549.

<sup>151</sup> *Ibid.*

<sup>152</sup> A. Vandal, « Documents relatifs au partage de l'orient... », p. 430 : « La lettre au tsar n'exprimait pas l'idée du partage, mais la sous-entendait : celle à Caulaincourt, plus explicite, l'admettait formellement ; elle ordonnait à l'ambassadeur d'aborder dès à présent la discussion des parts et des avantages respectifs. »

## *La préparation aux négociations diplomatiques : quelle forme, quels enjeux, quelles limites ?*

Les négociations du partage de la Turquie, avec les lettres du 2 février, sont devenues un objectif principal de l'alliance entre Napoléon et Alexandre, mais il reste à définir la forme qu'elles prendront, ainsi que les zones géographiques qu'elles concerneront. En effet, malgré toute l'emphase de l'Empereur et l'enthousiasme des Russes, certains points restent obscurs et la notion de partage elle-même peut recouvrir des réalités plus ou moins larges. Avant de s'engager dans des discussions aussi pointues et aussi importantes, Caulaincourt doit définir précisément les modalités des négociations et les limites géographiques à imposer au problème. Une semaine, de la fin du mois de février 1808 au début du mois de mars, est nécessaire pour régler ces questions, ou pour les laisser dans le flou, au risque de compromettre le partage.

Le 17<sup>e</sup> rapport de Caulaincourt à Napoléon retrace la remise de la lettre du 2 février à Alexandre, le 26 février 1808<sup>153</sup>. On a déjà rapporté les réactions d'Alexandre face aux projets grandioses de l'empereur des Français<sup>154</sup>. Mais, dès la réception de la lettre, se pose la question de la forme que doit prendre la négociation. Trois méthodes sont envisagées : l'entrevue des deux empereurs, l'envoi d'un émissaire particulier à Paris ou le traitement de l'affaire à Saint-Pétersbourg entre Caulaincourt, Alexandre et Roumiantsov. Le tsar refuse dans l'immédiat la première possibilité, avec toute la politesse requise : « Il faudra bien nous voir, j'irai comme un courrier, mais Paris est trop loin pour la circonstance actuelle. Vous savez que ma présence est nécessaire ici, indispensable même, pour diriger tout ce qu'il faudra employer pour seconder les vues de l'Empereur »<sup>155</sup>. Caulaincourt est lui décidé à diriger les négociations au nom de l'Empereur et met en avant cette méthode : « L'Empereur verrait sûrement V.M. avec grand plaisir à Paris ; mais, si c'est trop loin et qu'elle ne puisse lui envoyer un homme de confiance, il m'autorise à mettre le compas sur la carte et à prendre sur-le-champ les engagements que V.M. voudra pour qu'il se trouve au lieu qu'elle choisira à moitié chemin »<sup>156</sup>. Alexandre déclare alors avoir eu l'intention de régler toutes les affaires de l'alliance franco-russe seulement avec l'ambassadeur de France, au détriment de son propre ambassadeur à Paris : une façon de renforcer encore l'importance des discussions qui vont

---

<sup>153</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 26 février 1808.

<sup>154</sup> Voir supra.

<sup>155</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 26 février 1808.

<sup>156</sup> *Ibid.*

avoir lieu à Saint-Pétersbourg. En résumé, cette première entrevue avec le tsar ne fait qu'effleurer les problèmes et n'aborde même pas le sujet des limites géographiques à donner au partage.

Le lendemain, Caulaincourt rend cette fois-ci compte à Napoléon de son entrevue avec Roumiantsov, qui lui aussi est très favorable au partage et réfléchit aux trois possibilités évoquées<sup>157</sup>. Celle qui consiste à envoyer un émissaire, sans être définitivement écartée, semble être compromise pour la simple raison que personne de compétent n'est disponible. Le nom du comte Potocki, explorateur et écrivain d'origine polonaise, vient à l'esprit du fait de sa connaissance des questions asiatiques mais « encore est-ce plutôt un savant qu'un homme d'affaires ; je ne le désigne pas, il est d'ailleurs absent depuis quinze jours »<sup>158</sup>. Si Potocki ne sera pas le négociateur du partage auprès de Napoléon, ses réflexions sur la question d'une expédition vers l'Inde sont envoyées à Paris par l'ambassadeur de France : « Le premier courrier portera aussi à Votre Majesté toutes les notes recueillies près de ce comte Potocki sur l'Asie ; c'est le rêve de toute sa vie qu'une influence *gallo-russe* s'exerce dans ce pays. M. de Saint-Aignan<sup>159</sup>, qui s'est intimement lié avec lui, pourra répondre à toutes les questions que Votre Majesté daignera lui faire, si les détails écrits dans la pensée d'une expédition russe dans l'Inde par Astrabad<sup>160</sup> ne lui paraissaient pas assez clairs »<sup>161</sup>. Quelques jours plus tard, Alexandre et Caulaincourt reparlent une dernière fois de l'envoi d'un émissaire russe à Paris, en évoquant le nom de l'amiral Tchitchagov, mais cette modalité de négociation est finalement définitivement abandonnée.<sup>162</sup>

Tout en envisageant la forme des négociations, les débats entre Caulaincourt et Roumiantsov s'orientent aussi sur les limites à donner au « grand objet »<sup>163</sup> comme le nomme l'ambassadeur de France. Le ministre russe des Affaires étrangères est enthousiaste mais veut connaître précisément les intentions de l'Empereur : Caulaincourt le rassure sur ce point en lui lisant des passages de la lettre qu'il a reçue le 2 février. Roumiantsov est convaincu et affirme que le tsar et lui sont prêts à tout négocier, même des positions françaises aux Indes. On atteint ici à une diplomatie sans limites où la position de force des négociateurs permet de tout envisager. Mais Caulaincourt ne peut aller trop loin sans être en opposition avec les sentiments de son maître. Sa responsabilité est aussi celle de lire entre les lignes pour voir

---

<sup>157</sup> Caulaincourt à Napoléon, « lettre particulière à l'Empereur », Saint-Pétersbourg, 27 février 1808.

<sup>158</sup> Une autre raison qui joue en défaveur pour Potocki est le fait qu'il n'est pas russe, argument rédhibitoire pour Alexandre. Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 1 mars 1808.

<sup>159</sup> Voir I<sup>ère</sup> partie, II, 1.

<sup>160</sup> L'actuelle Gorgan, ville d'Iran, près de la mer Caspienne.

<sup>161</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 27 février 1808.

<sup>162</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 1<sup>er</sup> mars 1808.

<sup>163</sup> Caulaincourt à Napoléon, « lettre particulière à l'Empereur », Saint-Pétersbourg, 29 février 1808.

jusqu'où vont les désirs de Napoléon. Il impose donc une première limite : « [À la question] l'empereur Napoléon vous dit-il s'il veut chasser les Turcs d'Asie ? Ma réponse a été que non, mais que la question actuelle du partage me paraissait en Europe, que l'Asie ne me paraissait nommée que relativement à l'expédition [vers l'Inde] ; que puisque Votre Majesté [Napoléon] nous disait de *raisonner*, de *présenter nos vues*, que nous pouvions le faire dans différentes hypothèses ; que ce qui intéressait réellement la Russie conviendrait sûrement à Votre Majesté »<sup>164</sup>. Le partage ne concerne donc pour l'instant que les Balkans, l'expédition vers les Indes ne devant utiliser les provinces asiatiques de l'empire ottoman que comme voie de passage : c'est une limite certaine aux ambitions des Russes dans le Caucase et en Moyen-Orient, mais c'est aussi une lecture fidèle des propositions de Napoléon du 2 février. Caulaincourt essaye de se conformer aux idées de son Empereur et présente ces négociations comme une simple réflexion bilatérale (« raisonner », « présenter nos vues »), Napoléon seul pouvant trancher.

Voyant la multiplicité des limites géographiques recouvertes par la notion de partage, les deux hommes s'efforcent de les regrouper en trois ensembles : « le grand partage européen » qui concerne toute la péninsule balkanique, « le partiel », simple échange de territoires (Valachie et Moldavie d'un côté, Albanie et Morée de l'autre) et enfin le « démembrement en Asie » qui vise à la suppression de l'empire turc et met en jeu des provinces comme l'Égypte et la Syrie. Toutefois, ils ne décident pas quelle forme prendra leur partage, celle-ci pouvant évoluer au fil des discussions, même si Caulaincourt a déjà clairement annoncé la forme qu'il préconise : celle qui se limite au continent européen.

Un autre problème à régler est celui de l'intégration des négociations sur le partage dans celles plus générales que tiennent les deux alliés au sujet notamment de l'occupation française de l'Allemagne. Caulaincourt est d'avis de faire du partage une question à part, alors que Roumiantsov soulève en parallèle celle de la Prusse. Caulaincourt évacue le problème de la Silésie, « tout à fait étranger au grand objet » et « du ressort de l'ambassadeur de Paris »<sup>165</sup>. Il ne replace pas tout dans des négociations européennes générales : il se focalise sur la question d'Orient dont il fait un moyen de détourner les esprits des vrais problèmes : le Nord, l'Allemagne, bientôt l'Espagne. Si les négociations du partage ont justement une valeur, c'est dans la mesure où elles offrent un terrain vierge propre à enflammer les imaginations sans remettre en question la situation de l'Europe. C'est ainsi que les conçoit Napoléon et que les présente le duc de Vicence.

---

<sup>164</sup> *Ibid.*

<sup>165</sup> *Ibid.*

Autre moyen d'éloigner les Russes des questions allemandes : le projet d'expédition vers les Indes. Celle-ci paraît intéressante aux Russes, et le ministre affirme qu'Alexandre, d'abord récalcitrant, est maintenant conquis par cette idée. Toutefois, il évoque aussi la possibilité pour la France d'entreprendre une invasion de l'Angleterre, reproche évident fait au recul de Napoléon face à son véritable objectif (qu'il est dans l'impossibilité d'atteindre, ce que ne semble pas mesurer Roumiantsov). Caulaincourt, qui n'est pas dupe de la critique qui est ici faite de la conduite de la guerre par l'Empereur, répond par une remarque pleine de sous-entendus : « Prenez-vous en à votre ancien ministre, monsieur le comte, c'est lui qui nous a forcés à débarquer pour venir à Vienne [...]. Mais rapportez-vous en à l'Empereur, il portera le coup de massue quand il sera temps, et vous aurez votre part de la gloire, puisque vous contribuerez au succès de ses grandes vues »<sup>166</sup>. L'ambassadeur français tente donc par tous les moyens de laisser le partage ainsi que l'expédition vers les Indes à l'écart des autres questions de politique européenne, de façon à préserver les initiatives de Napoléon dans d'autres secteurs. Il fait ainsi preuve d'une grande clairvoyance et comprend les intentions de son maître avec perspicacité.

Cette conférence entre Roumiantsov et Caulaincourt montre cependant toutes les difficultés inhérentes au partage, surtout dans un contexte diplomatique déjà complexe. Les vraies questions sont déjà posées : quelles limites ? Quelles ambitions ? Quelle place dans les rapports de force européens ? Malgré cela, Roumiantsov fait profession de foi au « grand système ». Il préfère l'entrevue à l'envoi d'un négociateur mais dit qu'il faut « s'expliquer avant, afin d'être sûr de s'entendre quand on se verra et qu'une entrevue comme celle-là ne soit pas sans résultat »<sup>167</sup>. Cela va être le travail de Caulaincourt et Roumiantsov dont l'importance est ici augmentée : Erfurt ne pourra être qu'une confirmation des négociations. Si le partage de la Turquie se fait, ce sera à Saint-Pétersbourg, et avec Caulaincourt, comme l'affirme le ministre des Affaires étrangères : « Si l'entrevue n'a pas lieu, vous êtes le seul homme qui puisse terminer cette affaire ; quant aux idées à jeter en avant pour mieux s'entendre, je suis prêt à causer de tout ce que vous voudrez. Prenez cette carte, nous raisonnerons »<sup>168</sup>. Cette forme de négociation semble être admise par les deux parties en présence, reste à la faire accepter par Alexandre. Le partage lui-même reste dans le flou mais n'est-ce pas une des caractéristiques de la diplomatie, que chaque négociateur garde ses intentions réelles cachées et ne les dévoile que progressivement ?

---

<sup>166</sup> *Ibid.*

<sup>167</sup> *Ibid.*

<sup>168</sup> *Ibid.*

Une nouvelle entrevue entre Caulaincourt et Alexandre va tenter de mettre au clair tous les problèmes soulevés. Le tsar, confronté à toutes ces hésitations, ces doutes et ces revirements français veut d'abord être sûr de l'habilitation du duc de Vicence à traiter : « L'Empereur ne vous donne-t-il donc aucun détail sur ses vues dans cette grande affaire ? »<sup>169</sup>. L'inquiétude est légitime mais Caulaincourt brandit encore son principal argument, la lettre du 2 février, et affirme que ses instructions sont semblables au langage que tient Napoléon à Alexandre. Rassuré par ces déclarations, l'empereur de Russie soutient une vision large du partage avec pour objectif Constantinople, le rêve de sa grand-mère, Catherine II. Il ne veut pas se limiter au partage restreint et, pour lui, Napoléon, dans sa lettre, a des ambitions bien plus élevées que le seul partage des possessions européennes de la Turquie. Alexandre est donc partisan de négociations avec Caulaincourt, à Saint-Pétersbourg : « S'il ne s'agit que du partage dont il a été question à Tilsit, tout est prêt. Si l'on veut le partage entier, il faut s'entendre. Je pense, et je l'ai même dit hier à Romanoïff, qu'il faut en raisonner la carte à la main »<sup>170</sup>. Le duc de Vicence est aussi de cet avis et se montre très (trop) optimiste lorsqu'il rétorque au tsar : « une feuille suffira pour mettre nos idées »... Après ces discussions pétersbourgeoises, une entrevue viendra conclure l'affaire, puisque pour Caulaincourt, « seuls les souverains peuvent s'entendre »<sup>171</sup>.

Toujours avec cette volonté d'aplanir les problèmes et de lancer les négociations, Alexandre se rallie aux vues françaises : le partage doit remplacer toutes les autres questions européennes, notamment celle de la Prusse qui reste pendante entre la Russie et la France : « Franchement cette question du partage de l'empire ottoman doit annuler tout ce qui a été proposé et dit sur la Prusse depuis Tilsit »<sup>172</sup>. Tout semble donc réglé pour commencer les véritables négociations mais déjà de nouvelles difficultés se posent dont une qui va empoisonner toutes les discussions : Constantinople. Alors que rien n'a véritablement commencé, le tsar dévoile ses cartes en proposant pour cette ville le statut de cité libre, puisqu'elle est « trop loin de vous et que vous [la] regardez peut-être comme trop important[e] pour nous »<sup>173</sup>. De même, au sujet de l'expédition vers l'Inde, Alexandre dit être prêt à tout pour aider Napoléon à « frapper l'Angleterre » mais, pour lui, tout passe par Constantinople, tandis que Caulaincourt, qui sait que tout doit être fait pour éviter de voir les Russes dans cette ville, envisage déjà des alternatives comme un débarquement à

---

<sup>169</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 1<sup>er</sup> mars 1808.

<sup>170</sup> *Ibid.*

<sup>171</sup> *Ibid.*

<sup>172</sup> *Ibid.*

<sup>173</sup> *Ibid.*

Trébizonde<sup>174</sup>. Il est étonnant de voir comment, avant même d'entrer dans le vif des tractations, chacun défend ses positions ou introduit ses propositions. À la volonté d'agrandir son empire s'ajoute celle de ne pas trop favoriser son allié : un état d'esprit qui ne semble pas propice aux négociations qui s'ouvrent.

Après ces difficiles préparatifs, ces inévitables mais pénibles mises au point, les négociations entre Caulaincourt et les Russes peuvent vraiment s'engager. Leurs modalités sont clarifiées, il s'agira de discussions, d'échanges d'idées entre le duc de Vicence et le comte Roumiantsov ou l'empereur Alexandre qui devront aboutir à un projet, ratifié lors d'une entrevue entre Napoléon et son allié. La priorité est donnée au partage, au détriment des autres questions européennes, confirmant une sorte de *statu quo* temporaire en Allemagne et dans les principautés danubiennes. Les limites du partage sont elles délibérément laissées dans le vague, risquant de changer selon les propositions ou une fois pesées les implications matérielles des conquêtes. Mais ces conférences préparatoires de la fin du mois de février montrent déjà les nombreuses difficultés qui vont être celles des négociateurs. L'évocation de Constantinople, lors de l'entrevue entre Caulaincourt et Alexandre qui confirme le commencement des discussions, est symptomatique : le « grand objet » contient dès ce moment, en germe, les éléments de son échec.

### *Les discussions entre Caulaincourt et Roumiantsov : projets et problèmes*

Le 19<sup>e</sup> rapport de Caulaincourt à Napoléon est le premier d'une série à présenter les discussions qu'il engage avec le ministre russe des Affaires étrangères, au sujet du partage de la Turquie, question qui occupe tout le début du mois de mars 1808. Si les répétitions et les redites sont nombreuses et qu'on peut se perdre dans les méandres des projets et contre-projets, il est intéressant de suivre ces négociations au fur et à mesure, du point de vue de Caulaincourt, depuis les grandes élaborations politiques jusqu'aux désillusions finales.

Avant de se pencher sur les cartes, les deux hommes donnent les grandes lignes et les principes de base de toutes les négociations sur l'empire ottoman. Il s'agit d'abord de faire en sorte que, quelles que soient les modalités du partage, les deux empires ne soient jamais limitrophes, ce qu'exprime ainsi Roumiantsov : « Tout ce qui agrandira la France, tout ce qui

---

<sup>174</sup> Ville sur la côté nord de l'Anatolie, sur la mer Noire.

ajoutera à la puissance de l'Empereur, sans trop vous rapprocher de nous, car il ne faut pas, comme on dit, être nez à nez, nous convient et nous vous aiderons même »<sup>175</sup>. Le ministre russe lance tout de suite de grands projets qui s'appuient sur l'imaginaire de chaque pays : il envisage ainsi la possession des Détroits par la Russie et celle de l'Égypte par la France, au nom d'un projet diplomatique du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>176</sup>. Tout cela est enrobé par lui dans des déclarations de bonne volonté russe : tout sera fait pour aider les Français en Égypte et dans les Indes si la Russie obtient des compensations à la hauteur. Ce sont là les bases de l'égalité que propose Roumiantsov, mais tout cela reste du domaine des aspirations, des bonnes paroles.

Caulaincourt est beaucoup plus prosaïque sur la question, et cette mentalité va marquer l'ensemble de ses discussions. Loin d'envisager en premier lieu de grandes zones d'influence en Orient ou de ressortir des projets datant de l'Ancien Régime, il raisonne d'abord en termes d'intérêts nationaux et ce dans le cadre de la paix de Tilsit et surtout dans celui des instructions contenues dans la lettre de Napoléon du 2 février. Le duc de Vicence, avant de s'engager dans les débats, veut faire reconnaître à son interlocuteur que la Russie a plus à gagner que la France dans le partage, notamment en raison de sa proximité géographique, ce qui va être un de ses arguments principaux : « Nous pensons à ce partage pour vous complaire, pour la carte ; vos intérêts y sont écrits avant les nôtres, vous en conviendrez, et ce que nous avons à espérer plutôt qu'à désirer ne vaut certainement pas ce que vous occupez déjà ; toute la population est là »<sup>177</sup>. De plus, il tient à souligner le fait que, quoiqu'en disent les Russes, l'expédition en Inde est bénéfique aux deux pays, du fait de leur guerre commune contre l'Angleterre. Caulaincourt s'impose, dès la première conférence, comme celui qui respecte la situation diplomatique issue de l'alliance franco-russe et s'en tient à la lettre des traités et instructions. En face de lui, Roumiantsov ne parvient pas à se limiter à ce cadre restreint et garde toujours à l'esprit d'autres problèmes européens, comme la Pologne, véritable obsession russe, espérant des garanties en échange de l'aide russe en Orient. Mais, exaspéré par ce ressassement perpétuel, Caulaincourt le remet à sa place : « [...] vous adoptez tous les doutes des coteries de Königsberg ; cela n'est pas trop sur l'air de Tilsit, avouez-le, monsieur le comte »<sup>178</sup>. Érudant finalement ces nouvelles inquiétudes, et après ces discussions préalables, les deux diplomates se penchent enfin sur les cartes.

---

<sup>175</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 2 mars 1808.

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> *Ibid.*

<sup>178</sup> *Ibid.*

Très vite, Roumiantsov aboutit à un premier projet de partage<sup>179</sup>. La Russie aura la Moldavie, la Valachie (qu'elle occupe déjà toutes les deux), et la Bulgarie ; la France, la Morée et peut-être l'Albanie et Candie<sup>180</sup> ; l'Autriche, la Croatie et peut-être la Bosnie. C'est le modèle du partage raisonnable qui laisse toutefois pendante la question la plus cruciale, celle de Constantinople, qui va vite revenir sur le tapis. Caulaincourt a cependant déjà un certain nombre d'objections, comme par exemple en ce qui concerne la Bosnie, qu'il juge dans le « lot naturel » de la France du fait de sa position géographique sur le chemin de l'Albanie. Les Balkans sont partagés, à l'exception de la Serbie<sup>181</sup> qui pose problème puisqu'elle est peuplée de Slaves mais, possédée par la Russie, serait limitrophe du domaine français. Roumiantsov propose une indépendance et une double influence dans ce pays mais Caulaincourt prêche la voix de la raison : « Deux grandes influences dans un pays, n'est-ce pas comme deux maîtresses dans une maison ? »<sup>182</sup> Le ministre envisage alors de la donner à un archiduc autrichien afin d'en faire une zone tampon, subissant de fait une triple influence, française, autrichienne et russe. Ce projet, assez raisonnable dans ses ambitions, ne paraît pas équilibré au duc de Vicence qui pense autant à la superficie des territoires, qu'à leur population ou leur contiguïté géographique : « Ce que vous prenez est immense ; toutes ces provinces se lient entre elles, toute la population vous restera et sera pour vous, puisqu'elle est chrétienne, tandis que, dans les autres, la grande majorité des habitants est composée de Turcs qui suivront par conséquent le gouvernement ottoman dans sa fuite. Vos provinces seront donc peuplées et les nôtres désertes »<sup>183</sup>. Le partage de la péninsule balkanique est déjà l'objet de grandes difficultés, qui peuvent cependant être surmontées si les parts sont calculées en tenant compte de tous les critères pris en compte par le duc de Vicence.

Mais, alors que ces questions sont loin d'être résolues, Roumiantsov lance le débat sur un problème bien plus difficile, celui du statut de Constantinople, objectif véritable des Russes dans ce partage. « [...] Cette ville, par sa position, par la nôtre, par tous les intérêts de notre commerce dont la clef est au Bosphore et aux Dardanelles, nous revient, ainsi qu'un grand territoire qui comprenne ces points »<sup>184</sup>. Les revendications russes sont clairement annoncées, mais elles sont inacceptables pour Caulaincourt, en particulier la possession des deux détroits par la même puissance : « La clef de la mer Noire et celle de la mer de Marmara, c'est beaucoup pour une porte, monsieur le comte, ce serait déjà beaucoup d'en avoir une.

---

<sup>179</sup> Voir carte en annexe.

<sup>180</sup> La Crète.

<sup>181</sup> La Serbie.

<sup>182</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 2 mars 1808.

<sup>183</sup> *Ibid.*

<sup>184</sup> *Ibid.*

Ceci, il me semble, ne serait même proposable qu'en ayant chacun la sienne »<sup>185</sup>. Roumiantsov s'accroche à cette revendication (« L'une sans l'autre, ce n'est rien »<sup>186</sup>) et propose même à la France d'effectuer toutes les annexions qu'elle veut en Asie, tant qu'elle permet à la Russie de posséder la capitale turque et les détroits qui en dépendent. Le débat n'est pas poursuivi mais il est évident que Caulaincourt ne peut que s'opposer de toutes ses forces à cette idée. Il reste dans une politique d'endiguement de la puissance russe en Méditerranée, issue du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui perdure au XIX<sup>e</sup> siècle : toute sa bonne volonté ne peut le détourner de cette question vitale : éloigner la Russie d'une zone traditionnelle d'influence française.

Roumiantsov et Caulaincourt passent alors à la question des Indes qui paraît très floue : les Russes assurent seulement de leur concours. Le duc de Vicence tente d'avoir des informations plus précises, notamment sur l'armée du Danube, mais le ministre reste très vague : « je sais qu'elle est assez forte »<sup>187</sup>. Cette première conférence n'apporte en définitive que peu d'éléments au partage, si ce n'est au sujet du statut de Constantinople qui est abordé en profondeur, même si les négociateurs campent sur leur position. De plus, à chaque sujet abordé, les détails restent flous et les problèmes sont éludés en passant à une autre question. Il va être nécessaire de fixer les propositions et les revendications et d'aborder les sujets avec plus de profondeur et de méthode. Caulaincourt ne demande pas mieux.

Le surlendemain, Caulaincourt rencontre à nouveau Roumiantsov, « qui voulait encore mieux asseoir ses idées, disait-il, avant de rien faire rédiger »<sup>188</sup>. N'y a-t-il pas déjà une certaine ironie dans cette formule ? La conférence commence très mal car le duc de Vicence se rend compte de l'ambiguïté et des contradictions de son interlocuteur. En effet, alors que deux jours auparavant le ministre lui-même a proposé l'Albanie à la France, il propose cette fois-ci l'Égypte et la Syrie, et accepte que « vous preniez l'Albanie dont il n'a pas été question »<sup>189</sup>. L'ambassadeur de France ne comprend pas ces reculs russes : « L'Albanie n'a jamais pu faire question. Souvent vous me l'avez nommée et, avant-hier encore comme une acquisition sur laquelle vous n'éleviez point de doutes »<sup>190</sup>. Ce point de détail est symptomatique de l'aspect branlant des discussions et de la valse des hésitations russes, ce qui contrarie Caulaincourt qui fait preuve d'une plus grande rigueur dans les négociations.

Le nouveau projet proposé par le ministre russe confirme ce fait : la Russie aura en

---

<sup>185</sup> *Ibid.*

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> *Ibid.*

<sup>188</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 4 mars 1808.

<sup>189</sup> *Ibid.*

<sup>190</sup> *Ibid.*

supplément la Serbie, la France une partie seulement de la Bosnie et l'Autriche la Croatie. Caulaincourt n'est pas convaincu par ce nouveau partage européen qui avantage trop l'allié de la France : « Depuis la dernière fois, vous avez bien augmenté votre lot, monsieur le comte ; si cela traîne, vous mangerez tout »<sup>191</sup>. Roumiantsov recule sur la Serbie mais propose de la donner à une grande-duchesse russe. Encore une fois Caulaincourt récite ce « contact entre grandes puissances »<sup>192</sup>. Il accepte l'idée mais ne peut rien faire de plus : « Comme vous voyez, j'abonde dans votre sens ; au reste, vous savez que je n'ai pouvoir ni pour vous refuser, ni pour nous accorder »<sup>193</sup>. Cette phrase pose un autre problème, celui de l'habilitation réelle de l'ambassadeur français à traiter. Tout reste pour lui dans le domaine de la simple discussion, de la préparation d'un projet concret et réfléchi qui sera discuté puis accepté par les deux empereurs. En conséquence, il garde la tête froide et envisage les choses avec réflexion, sans chercher véritablement à convaincre un interlocuteur, qui lui se perd en projets et qui offre tout à tour différentes provinces à la France afin de lui faire accepter ses revendications nationales.

Dès que Caulaincourt réfute un projet de partage ou montre les avantages exagérés qu'il offre à la Russie, Roumiantsov revient sur les questions qui fâchent l'ambassadeur, comme celle de la Silésie. « Quel rapport la Silésie peut-elle avoir avec le grand objet dont nous nous occupons »<sup>194</sup>. Caulaincourt semble contrarié par les errements russes et la faiblesse des négociations : « Je suis fâché que vous n'ayez pas encore fait rédiger vos vues, nous irions plus vite »<sup>195</sup>. Roumiantsov propose qu'un secrétaire de Caulaincourt rédige sur leur dictée commune puisque « l'empereur Napoléon veut que nous fassions cela ensemble »<sup>196</sup>. Pour le duc de Vicence, des propositions doivent être précises et par conséquent fixées par écrit, afin d'éviter ce qui est justement en train de se passer, c'est-à-dire un flou dans les projets, permettant de nouvelles revendications russes ou des réfutations françaises.

Mais à nouveau, comme à chaque fois que la discussion s'attarde sur un point de procédure ou sur la clarification d'un élément précis d'un projet, Roumiantsov revient sur le sujet qui l'intéresse véritablement : Constantinople, qu'il revendique avec ardeur. Caulaincourt est encore une fois plus que réticent : « La part n'est pas égale. Constantinople à lui seul vaut mieux que tout ce que vous nous offrez en Europe [...]. Constantinople m'effraye, je vous l'avoue. C'est un beau réveil que d'ouvrir les yeux empereur de

---

<sup>191</sup> *Ibid.*

<sup>192</sup> *Ibid.*

<sup>193</sup> *Ibid.*

<sup>194</sup> *Ibid.*

<sup>195</sup> *Ibid.*

<sup>196</sup> *Ibid.*

Constantinople »<sup>197</sup>. Roumiantsov déclare alors que sa possession est nécessaire du fait de la mer Noire. Le duc de Vicence ne peut transiger qu'en proposant un partage des Détroits entre la Russie et la France : « Je ne comprends pas bien la possibilité de l'acquisition de Constantinople, mais si on l'admettait, je vous avoue que je ne consentirais pas à celle des Dardanelles par la même puissance »<sup>198</sup>. Cette idée, qui permet à son pays de continuer à bloquer les ambitions russes vers la Méditerranée, lui paraît, de surcroît, essentielle pour rendre viables les provinces offertes à la France en compensation de l'annexion de Constantinople par les Russes, l'Égypte et la Syrie. Mais le ministre ne peut accepter ce partage qui rend inutile sa proposition et cantonne toujours son pays et son économie à la mer Noire. Dès lors, les négociations s'essoufflent et se perdent en conjectures. Caulaincourt affirme que le commerce russe dépend des autres nations et que par conséquent sa maîtrise des Détroits ne pourrait que gêner les autres nations sans avantager la Russie. Roumiantsov tente de chercher des compensations russes en Serbie dans le cas d'une présence française aux Dardanelles. L'échec des négociations est déjà visible, opposant les deux empires sur la question de l'accès à la Méditerranée, seul véritable enjeu. Symptomatique de cela, chacun tente de laisser les vraies responsabilités à son maître. Roumiantsov d'abord : « Au reste, je prendrai les ordres de l'empereur [Alexandre], peut-être sera-t-il plus facile »<sup>199</sup>. Caulaincourt ensuite : « Nous ne jetons que des idées en avant ; l'empereur Napoléon aura sûrement celles qui concilieront tout et assureront l'avenir par le présent »<sup>200</sup>. Quelle meilleure preuve de l'impasse dans laquelle se sont engagés les deux négociateurs ?

### *L'intervention d'Alexandre et le projet écrit de partage*

Devant les difficultés rencontrées par les deux diplomates, l'empereur Alexandre décide de rencontrer Caulaincourt afin de faire le point sur l'évolution des négociations. Son entrée en matière est assez déconcertante : « [...] il paraît que vous vous entendez bien avec Romansoff et que cela avance ? »<sup>201</sup>. Le duc de Vicence ne partage pas cet optimisme, mais il se cantonne à relever leur principal sujet de divergence et surtout à remettre sur le tapis la

---

<sup>197</sup> *Ibid.*

<sup>198</sup> *Ibid.*

<sup>199</sup> *Ibid.*

<sup>200</sup> *Ibid.*

<sup>201</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 7 mars 1808.

première proposition russe, qui est celle qu'il juge, avec raison, la plus susceptible de plaire à Napoléon : « Nos opinions sont différentes pour Constantinople et les Dardanelles, quoique je n'aie rien à accorder ni à refuser ; c'était au reste la première idée de V.M., elle pensait qu'il faudrait peut-être rendre cette ville indépendante »<sup>202</sup>. En effet, Alexandre avait eu cette idée lors des préliminaires aux conférences, mais, désormais, comme il l'affirme lui-même, « les choses ont changé »<sup>203</sup> et les sacrifices russes exigent des compensations de valeur. C'est une fin de non-recevoir qu'il donne à l'ambassadeur de France : « Vous verrez Romansoff demain et vous finirez par convenir vous-même que je suis modéré dans mes demandes, eu égard à ma position géographique, et à ce que je fais pour vous »<sup>204</sup>. Le langage du tsar s'est durci, tout cela démontrant au duc de Vicence que c'est bien Alexandre qui impose à son ministre une telle intransigeance au sujet de Constantinople : le souvenir du rêve de Catherine II, qui paraît à portée de main, va néanmoins faire échouer les conférences de Saint-Pétersbourg, qui se poursuivent entre Caulaincourt et Roumiantsov.

Deux jours après, a lieu une nouvelle entrevue entre les deux hommes que Caulaincourt, sûrement ébranlé par sa discussion avec Alexandre, retrace avec une certaine amertume :

Le 9, j'eus une quatrième conférence avec le comte de Romansoff, elle roula sur les mêmes objets que la précédente. Mêmes questions, mêmes réponses. Après être plusieurs fois revenu sur les mêmes choses, le ministre finit par me dire que l'empereur ne pouvait consentir à voir la France posséder les Dardanelles, que c'était désobliger ses amis pour *une langue de chat*, qu'il ne pouvait de même voir Constantinople en d'autres mains que les siennes, qu'il fallait que l'Autriche fût entre nous et eût, outre la Serbie, la Macédoine jusqu'à la mer, qu'il verrait avec plaisir que nous prissions de notre côté tout ce qui était à notre convenance, mais que ce n'était pas travailler pour l'avenir et pour le grand système d'alliance qui devait exister entre les deux pays que de se rapprocher sur ce point qui serait un objet continuel de difficultés, que cela forcerait chacun à y entretenir une armée, ce qui était contre les principes d'une politique prévoyante.<sup>205</sup>

C'est presque déjà un constat d'échec, tant Caulaincourt voit son interlocuteur se crispier sur cette revendication que lui-même juge inacceptable. Il tente à nouveau de montrer la nécessité pour l'empire français de pouvoir atteindre ses futures possessions orientales. Il défend aussi l'autonomie de la ville mais Roumiantsov s'agace de ces paroles et estime que c'est Caulaincourt et non Napoléon qui soutient ces arguments ! Il déclare qu'il ne faut pas mettre l'avenir en danger pour quelques « morceaux de terre »<sup>206</sup>, argument un peu fallacieux dans le cadre d'un partage de cette sorte. Ayant trouvé une nouvelle puissance tutélaire,

---

<sup>202</sup> *Ibid.*

<sup>203</sup> *Ibid.*

<sup>204</sup> *Ibid.*

<sup>205</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 9 mars 1808.

<sup>206</sup> *Ibid.*

l'empereur des Français, le ministre russe en fait son dernier recours contre l'ambassadeur : « Toute réflexion faite, Constantinople nous revient, si vous voulez faire quelque chose qui dure, et nous traiter comme nous méritons de l'être : je vous le répète, l'empereur Napoléon nous l'a offert »<sup>207</sup>. S'aventurant presque sur le terrain de la provocation, Caulaincourt propose un prince français à Constantinople pour compenser l'influence russe sur la population grecque. Roumiantsov juge évidemment cela « inadmissible »<sup>208</sup>. Les débats continuent de tourner en rond, et le duc de Vicence devient le symbole des résistances françaises aux revendications russes, alors qu'il est certain qu'il est le plus proche de la pensée de Napoléon, qu'il prend à parti dans son rapport : « Le ministre tint bon pour Constantinople et les Dardanelles ; il m'assura en plaisantant que Votre Majesté serait plus juste que je n'étais traitable »<sup>209</sup>. Rien n'y fait, les arguments n'ont plus de valeur, d'un côté comme de l'autre et le ministre russe en vient à affirmer que le refus français n'y fera rien : ces territoires qui dépendent de la zone d'influence culturelle et politique de la Russie finiront bien par tomber entre ses mains, que ce soit lors de ce partage ou dans un futur plus ou moins proche. On voit bien combien est loin l'enthousiasme commun provoqué par la lettre du 2 février.

L'ambassadeur de France est désormais exaspéré par ces méthodes qui ne sont guère représentatives de l'alliance conclue à Tilsit et il force enfin son interlocuteur à mettre ses propositions par écrit : « Après cette conférence dont voici l'extrait, puisqu'elle dura quatre heures, je proposai au ministre des vues par écrit ; voyant qu'il m'ajournait encore et que nous ne terminions rien, je lui dis : « je vais écrire, monsieur le comte, dictez ! De cette manière vous montrerez en peu de mots à l'Empereur à quel point nous sommes et quelles sont celles de mes objections sur lesquelles nous ne pouvons nous accorder ; il vous donnera ses ordres ; sans cela nous ne serons pas plus avancés dans huit jours qu'à présent »<sup>210</sup>. Voici le résultat écrit des quatre conférences entre Caulaincourt et Roumiantsov :

*« Vues de Romanoff sur le partage de la Turquie à la fin de la conférence du 9 mars ».*

Dans l'idée du traité d'alliance :

La Russie aurait la Moldavie, la Bessarabie<sup>211</sup>, la Valachie et la Bulgarie ;

---

<sup>207</sup> *Ibid.*

<sup>208</sup> *Ibid.*

<sup>209</sup> *Ibid.*

<sup>210</sup> *Ibid.*

<sup>211</sup> Région de l'actuelle Moldavie.

La France aurait l'Albanie, partie de la Bosnie, la Morée, Candie ;  
L'Autriche, la Croatie et partie de la Bosnie.

La Servie serait indépendante et donnée à un prince de la maison d'Autriche ou à tout autre prince étranger épousant une grande duchesse de Russie.

Dans l'idée du grand partage :

La Russie aurait la Moldavie, la Bessarabie, la Valachie, la Bulgarie et partie de la Roumélie<sup>212</sup>, la frontière russe partant de la Bulgarie et suivant celle actuelle de la Servie jusqu'à la chaîne des montagnes qui se dirige sur Trajanopoli<sup>213</sup>, d'où la Maritza<sup>214</sup> servirait de frontière à cette puissance jusqu'à la mer.

La France aurait la Bosnie, l'Albanie, la Morée, Candie, Chypre, Rhodes, toutes les îles de l'Archipel, Smyrne<sup>215</sup> et les Échelles du Levant, la Syrie et l'Égypte.

L'Autriche aurait la Servie en toute propriété, comme province autrichienne, la Macédoine jusqu'à la mer, sauf les parties que la France pourrait désirer pour fortifier sa frontière d'Albanie, de manière aussi à ce que cette puissance ait Salonique. On tirerait donc une ligne de Scopia<sup>216</sup> sur Orfana<sup>217</sup> où la frontière autrichienne aboutirait à la mer.

La Croatie, dont il n'est point parlé, pourrait appartenir à la France ou à l'Autriche, au gré de l'empereur Napoléon.

Soit qu'on adopte l'une ou l'autre idée, les trois puissances copartageantes contribueront à une expédition aux Indes ; la Russie ne prétend rien aux Indes pour sa coopération.

*Objections de l'ambassadeur de France sur lesquelles le comte de Romansoff n'a pu, dit-il, le satisfaire.*

1° La possession de Constantinople par la Russie.

2° La nécessité de donner les Dardanelles à la France, si elle pouvait consentir à voir la Russie s'établir à Constantinople (l'Autriche pourrait être dédommée en Croatie ou Bosnie de la perte qu'elle ferait en Macédoine).

3° Si on ne peut s'entendre sur les deux premières objections, revenir à la première idée de l'empereur Alexandre et aviser aux moyens d'établir un gouvernement indépendant à Constantinople.

4° Demander formellement si l'empereur de Russie ne coopérerait point à la conquête de la Syrie et de l'Égypte qu'il offre ?

*Nota :* Si la France avait les Dardanelles ou qu'on établît un gouvernement indépendant à Constantinople avec un arrondissement en Europe, la Russie pourrait être dédommée en Asie, du côté de Trébizonde.<sup>218</sup>

Le projet russe est cette fois clairement précisé et cohérent mais, encore une fois, il met de côté le vrai problème qui est au centre des objections de l'ambassadeur, à savoir le statut de Constantinople. De même, l'octroi de l'Égypte et de la Syrie à la France soulève une autre question qui va être aussi âprement débattue, celle de la participation d'Alexandre à la

<sup>212</sup> L'ancienne Thrace, l'actuelle région de la Turquie d'Europe.

<sup>213</sup> L'ancienne Trajanopolis, cité antique de Thrace.

<sup>214</sup> Fleuve né en Bulgarie, qui se jette dans la mer Égée.

<sup>215</sup> L'actuelle Izmir en Turquie.

<sup>216</sup> L'actuel Skopje.

<sup>217</sup> Ville à l'est de la péninsule de Chalcidique, sur la mer Égée.

<sup>218</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 9 mars 1808.

conquête de ces provinces, difficilement accessibles à cause de la présence anglaise en mer Méditerranée. Même la mise au propre d'un projet complet ne permet pas de surmonter des difficultés qui ne concernent plus des territoires mais bien des zones d'influences et des prétentions à l'hégémonie.

### *La voie de l'échec des négociations*

Le lendemain, la position russe s'est encore durcie puisque Roumiantsov déclare qu'Alexandre subordonne tout à l'annexion de Constantinople, et « que tout grand partage de l'empire ottoman qui ne donnerait pas cette ville à la Russie serait contre l'opinion de la nation et mécontenterait plus que la situation actuelle, quelque mauvaise qu'elle fût ; [...] »<sup>219</sup>. Le sous-entendu est clair dans ces propos : ou la cité va à la Russie ou on ne touche pas à l'empire ottoman. Mais est-ce véritablement un mal pour l'ambassadeur français et son maître ? Caulaincourt désespère de plus en plus de négociations, où « on n'était pas plus conciliant sur les petites choses que sur les grandes »<sup>220</sup>, surtout quand le ministre lui explique qu'en aucun cas la Russie ne peut soutenir la France de sa flotte pour conquérir l'Égypte, ce qu'il avait d'abord affirmé : « [...] il commença par me dire qu'il ne se rappelait pas m'avoir dit cela : je lui en rappelai alors toutes les circonstances, notamment une qui m'avait frappé ; c'était qu'il m'avait parlé en même temps du duché de Varsovie ; il finit donc par convenir que c'était vrai, mais qu'il s'était trompé, en me disant qu'il s'en était exprimé avec l'empereur, Sa Majesté n'ayant point donné un consentement général à tout ce qu'on pourrait faire de ses flottes »<sup>221</sup>. Un exemple parmi d'autres de la faiblesse des discussions et surtout du ministre russe qui doit toujours s'en remettre à son empereur, plus retors et surtout plus pragmatique que lui. Malgré cela, l'optimisme presque naïf de Roumiantsov ne paraît pas entamé, et quand Caulaincourt lui propose à nouveau de mettre ses vues par écrit, plein de bonne volonté, « il m'assura alors qu'il rédigerait lui-même, ajouta qu'il était sûr que Votre Majesté approuverait tout ce qu'il proposerait, qu'il se félicitait d'avance du résultat de nos conférences, et que, quoique nous ne vissions pas de même sous différents rapports, il était convaincu que Votre Majesté donnerait son assentiment à tout ce que la Russie

---

<sup>219</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 10 mars 1808.

<sup>220</sup> *Ibid.*

<sup>221</sup> *Ibid.*

demandait »<sup>222</sup>. Son optimisme va même jusqu'à faire des propositions disproportionnées : que Napoléon annexe le royaume de Naples et qu'il place Joseph sur le trône de Syrie, s'il le désire ! Mais Constantinople doit être le lot de la Russie.

Le lendemain, 12 mars, Caulaincourt rencontre une nouvelle fois Alexandre. Les deux hommes reviennent d'abord sur la question de la flotte destinée à aider les Français à prendre possession de leurs provinces, contre l'Angleterre. Le tsar subordonne cette aide à un ravitaillement de ses navires par la France, mais Caulaincourt considère que ce n'est pas quelque chose qu'il convient de demander à un allié dans le cadre d'une lutte contre un ennemi commun : à ce niveau, les discussions sont elles aussi au point mort. Il faut bien considérer le fait que cet échec est celui de toute coopération armée entre les deux empires et par conséquent d'une hypothétique expédition commune vers les Indes.

Quand ils discutent à nouveau du partage proprement dit, ce sont toujours les mêmes litanies : Caulaincourt et Alexandre disent chacun que l'autre a le plus « beau lot »<sup>223</sup>, le plus peuplé, le duc de Vicence met en avant le fait que chez les Russes « tout se tient » alors que la France a des « morceaux partout »<sup>224</sup> séparés par la mer et donc par les Anglais. Alexandre, toujours aussi déterminé et intransigeant, exige maintenant Constantinople car il n'avait pas compris au début « l'importance de tout ce que l'Empereur [lui] demandait »<sup>225</sup>. Le principe d'un partage entre deux grandes puissances alliées, sur les bases de l'égalité, semble oublié au profit d'un système de compensations et de rémunérations pour services rendus. On est bien loin de « l'air de Tilsit » que chacun considère comme la référence. À nouveau, Alexandre refuse les Dardanelles à la France afin que les deux pays ne soient pas voisins et il assure que les Échelles du Levant sont la part du lot la plus riche et la plus peuplée. Il revient aussi sur le duché de Varsovie qui reste pour les Russes comme une obsession, une menace latente de guerre, quoiqu'il n'entre en aucune façon dans le cadre du Partage, défini lors des séances préparatoires aux conférences. Mais ce rappel de la politique européenne amène Caulaincourt à faire des réflexions plus générales sur l'Europe et à replacer le Partage dans ce contexte : « Après tout, pouvons-nous jamais être l'ennemi naturel de la Russie ? Nous sommes trop loin d'elle, sire, et quand nous nous en rapprocherons ce ne sera que pour marcher avec elle. L'ennemi de la Russie, sire, c'est l'Autriche ». <sup>226</sup> Cela montre la prégnance des questions européennes générales dans les négociations du partage, tandis que se dessinent les idées plus

---

<sup>222</sup> *Ibid.*

<sup>223</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 12 mars 1808.

<sup>224</sup> *Ibid.*

<sup>225</sup> *Ibid.*

<sup>226</sup> *Ibid.*

personnelles du duc de Vicence sur l'alliance franco-russes.

Finalement, après avoir échoué dans tous les sujets de discussion, Alexandre et Caulaincourt décident de renvoyer les négociations à l'entrevue d'Erfurt : là encore c'est un constat d'échec flagrant et le dernier espoir auquel se raccrocher. Napoléon reste le seul recours, celui qui résoudra tous les problèmes en s'entendant avec le tsar et qui rendra justice aux Russes en leur octroyant Constantinople. Caulaincourt a bien mené les négociations, en défendant les intérêts de son pays, mais ses pouvoirs sont trop limités, seule l'entrevue pourra avoir des résultats concrets.

J'ai l'honneur de lui observer que je ne fais que causer sur l'Asie pour faciliter les moyens de s'entendre, j'ignore les intentions de l'Empereur ; je ne puis ni accepter, ni refuser, ni donner ; je n'ai d'autre mission que de présenter les moyens de s'entendre et de raisonner dans ce sens. Si j'ai donc dit trop ou trop peu dans toute la négociation, je prie Votre Majesté d'en rejeter le blâme sur moi, car l'Empereur ne m'a donné aucune autre instruction que celles qui sont dans la lettre qu'elle a reçue de lui.

*L'Empereur* : Vous faites votre devoir en cherchant à rendre votre lot le meilleur possible, c'est tout simple. Mais l'Empereur appréciera mes raisons ; j'espère beaucoup, puisque voilà une occasion de faire pour moi ce que son amitié m'a toujours promis.<sup>227</sup>

Le rôle de Caulaincourt est au final minimisé, alors qu'il est sûrement le plus proche de la pensée de son Empereur. Les Russes s'illusionnent-ils vraiment sur la bonne volonté de Napoléon ?

Le même jour, Caulaincourt rencontre Roumiantsov qui lui présente un nouveau projet écrit, qu'il critique à nouveau du fait de ses ambitions, sachant que le partage de l'Europe n'est déjà pas satisfaisant. De plus, « s'il avait été question de l'Asie, c'était parce qu'il [Roumiantsov] l'avait voulu et pour lui donner le moyen de développer ses vues dans toutes les hypothèses, la France n'ayant peut-être pas plus d'envie que la Russie d'y avoir des possessions »<sup>228</sup>. Le ministre russe fait la sourde oreille et est certain que Napoléon est d'accord avec ses projets : s'ensuivent de grandes phrases sur l'avenir et les changements qu'il réserve. Caulaincourt se moque un peu des envolées lyriques de son interlocuteur, dans son rapport à l'Empereur : « Voilà, autant que la mémoire peut se le rappeler, ses expressions sur un ton prophétique »<sup>229</sup>. Encore une fois, face aux réticences certaines de l'ambassadeur, Roumiantsov invoque Napoléon, tandis que Caulaincourt exprime sa pensée en toute sincérité, preuve de son intégrité en matière de diplomatie et surtout de son réalisme face à une question aussi complexe et hasardeuse.

---

<sup>227</sup> *Ibid.*

<sup>228</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 12 mars 1808.

<sup>229</sup> *Ibid.*

Vous êtes bien tenace, je [Roumiantsov] n'ai pas voulu faire mention de cette difficulté, parce que cela n'en faisait pas une, j'en suis certain, dans l'esprit de l'empereur Napoléon, lorsqu'il a écrit à l'empereur Alexandre. Écrivez au reste de votre côté, mais vous perdrez votre procès, ajouta-t-il en plaisantant ». Sans instruction, répondis-je, je ne puis rien vous refuser, vous le savez ; c'est mon opinion personnelle, ma conscience, si vous voulez, qui vous le refuse. Je ne capitule pas avec elle quand il est de mon devoir de dire ce que je pense. Là-dessus, il me fit de grandes protestations sur l'estime et la confiance que j'avais, disait-il, inspirées à l'Empereur comme à lui, sur la satisfaction qu'ils avaient de ma manière de traiter, [...].<sup>230</sup>

Après ces dernières discussions stériles, Caulaincourt envoie une lettre particulière à Napoléon où il fait un bilan des conférences. Il commence par une sorte de justification, dans l'espérance que son action diplomatique n'a pas déplu à son maître : « [...] j'offre à Votre Majesté plus de dévouement que de talent dans ces détails ; je lui avoue qu'elle m'a mis à une grande épreuve et que je me croirai bien heureux si elle n'improove pas trop la marche que j'ai suivie »<sup>231</sup>. Il revient ensuite sur la personnalité de Roumiantsov et sur sa conduite des négociations, montrant à Napoléon les écueils qui se sont dressés devant lui tout au long de ces deux semaines : « [...] l'opinion de M. de Romansoff a toujours prévalu, c'était la plus envahissante : aussi Votre Majesté trouvera-t-elle dans le détail de ces conférences que l'ambition croissait chaque jour ; elle y verra aussi le cachet de l'inquiétude et même l'esprit de méfiance que professe la société [pétersbourgeoise] »<sup>232</sup>. Pour l'ambassadeur ces revirements, ces hésitations, ces ambitions toujours accrues ne sont que le reflet des incertitudes de l'alliance et surtout des arrière-pensées qui la sous-tendent : « Je le dis franchement à Votre Majesté, ce cabinet, depuis les pourparlers pour la Silésie, se méfie de la politique de la France, peut-être même de ses intentions à son égard », tandis que « l'Empereur [Alexandre] seul est confiant [...] »<sup>233</sup>.

Sur les problèmes qui ont fait échouer les négociations, Caulaincourt est très perspicace encore une fois, parvenant à démêler l'essentiel du superflu et à appréhender la pensée des Russes : « Cette cour tient à Constantinople par vanité et aux Dardanelles par intérêt, elle sent qu'elle ne peut être maîtresse chez elle et assurer le commerce de la mer Noire, et on peut dire de tout son empire, si elle n'a pas ce point »<sup>234</sup>. Il remarque de plus que Roumiantsov est aussi ministre du Commerce, d'où son insistance sur les Détroits : « [...] il est toujours deux contre

---

<sup>230</sup> *Ibid.*

<sup>231</sup> Lettre particulière de Caulaincourt à l'Empereur, Saint-Pétersbourg, 16 mars 1808, à minuit.

<sup>232</sup> *Ibid.*

<sup>233</sup> *Ibid.*

<sup>234</sup> *Ibid.*

un, je m'en plains chaque jour »<sup>235</sup>. L'insistance avec laquelle le duc de Vicence critique les défauts de ces négociations est révélatrice de l'agacement, voire de la déception, qu'elles ont causé chez lui. Son résumé final à Napoléon est empreint d'une certaine ironie, qui masque mal son amertume : « Je me résume sur l'article de la Turquie ; que Votre Majesté réunisse l'Italie à la France, peut-être même l'Espagne, qu'elle change les dynasties, fonde des royaumes, qu'elle exige la coopération de la flotte de la mer Noire et d'une armée de terre pour conquérir l'Égypte ; qu'elle demande les garanties qu'elle voudra ; qu'elle fasse avec l'Autriche les échanges qui lui conviendront, en un mot, que le monde change de place ; si la Russie obtient Constantinople et les Dardanelles, on pourra, je crois, obtenir d'elle tout ce qu'elle pourra offrir, et lui faire tout envisager sans inquiétude »<sup>236</sup>. Mais, pour tous ces avantages, Napoléon est-il prêt à faire ce sacrifice ?

Désormais, les négociations de Saint-Petersbourg sont considérées comme un échec et seule l'entrevue reste un objectif concret, susceptible de faire aboutir le partage. Dans les mois suivants, la question de la Turquie, et notamment celle de Constantinople est à nouveau évoquée mais les interlocuteurs coupent court aux débats, Caulaincourt n'y voyant pas l'intérêt quand l'entrevue prend de plus en plus forme : « Trente courriers ne tireront pas au clair ce qui se fera dans trois jours d'entrevue et on ne finirait pas en deux ans ce qui se fera en dix jours. Il y a tant de choses scabreuses dans cette grande affaire que des souverains seuls peuvent s'entendre. [...] Les discussions diplomatiques arrêtent plus qu'elles n'avancent »<sup>237</sup>. Le duc de Vicence reconnaît lui-même l'aspect oiseux de toutes ces conférences qui n'arrivent à rien. Fin juin, une nouvelle controverse oppose Caulaincourt et Alexandre au sujet de la capitale turque, le tsar affirmant qu'« [...] il est cependant sans inconvénient pour les autres, l'Empereur l'avouera, que j'aie la clef de la porte de ma maison [c'est-à-dire les Détroits]. *L'Ambassadeur* : Cette clef est aussi celle de Toulon, de Corfou, du commerce du monde »<sup>238</sup>. Les questions de sécurité commerciale des empires sont à nouveau au cœur du problème, mais l'ambassadeur français est profondément désabusé par ce retour incessant des ambitions russes : « Ainsi sommes-nous rivaux, même en paix. Peut-être ne serons-nous jamais amis, certainement pas alliés »<sup>239</sup>. Si tout est renvoyé à l'entrevue, on peut voir l'impact négatif qu'a eu, au fil des mois, le problème des Détroits dans les relations franco-russes : c'est ce constat qui attriste Caulaincourt, plus que l'échec du partage.

---

<sup>235</sup> *Ibid.*

<sup>236</sup> *Ibid.*

<sup>237</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 31 mai 1808.

<sup>238</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 24 juin 1808.

<sup>239</sup> *Ibid.*

### *Conclusion : Caulaincourt et les négociations impossibles*

Toutes ces discussions, au-delà de l'intérêt qu'elles présentent par la multiplicité des sujets abordés et par les ambitions sans bornes et les conceptions nouvelles qui y sont évoquées, sont révélatrices du travail diplomatique de l'ambassadeur mais aussi de la complexité du contexte dans lequel elles se déroulent. Dès le départ, elles sont biaisées et mal assises. Entre Tilsit et la lettre de Napoléon du 2 février, les sentiments de l'Empereur semblent aller complètement à l'encontre d'un tel partage. À l'inverse, les Russes ne se cachent pas d'un double rêve séculaire : celui d'accéder à la Méditerranée et de mettre la main sur leur héritage culturel, la cité des empereurs grecs. Un rêve qui passe forcément par la dislocation de l'empire ottoman, mais qui n'est pas nécessairement applicable à court terme. Pour la Russie, l'annexion de la Moldavie et de la Valachie est un pas dans cette direction et les Français tablent sur cette modération des ambitions russes, de plus déjà occupés en Finlande. Face à l'essoufflement prévisible de l'alliance, et dans un contexte favorable aux conquêtes orientales, Napoléon lance, le 2 février 1808, les négociations en vue d'arriver à un partage, mais celui-ci est limité à l'Europe, quoiqu'un certain flou soit maintenu pour augmenter l'intérêt d'Alexandre. Caulaincourt, au courant des pensées de l'Empereur ou lisant entre les lignes de ses lettres, entend se limiter à un partage restreint, mais faire en sorte que les deux empires collaborent dans une expédition commune pour briser la puissance anglaise en orient : ce sont là les objectifs de Napoléon.

Mais très vite, les ambitions russes se révèlent et, en plus d'être immenses, elles sont mal définies et en perpétuel changement, variant selon l'interlocuteur du duc de Vicence, Alexandre ou Roumiantsov. La carte du partage change d'un jour à l'autre, jusqu'à atteindre la question de Constantinople, objectif de plus en plus avoué des Russes, concession impossible pour les Français, liés par une certaine tradition diplomatique et par des convictions géopolitiques inébranlables. Caulaincourt ne peut, coupé de son maître comme il l'est pendant ces deux semaines de négociations, prendre sur lui de négocier sur ces bases, sachant pertinemment qu'il ne pourra qu'être désavoué dans un futur courrier. De plus, il le sait, il n'a pas les pouvoirs pour trancher : seul Napoléon, lors d'une entrevue avec son allié, peut décider d'affaires aussi importantes pour la France et pour l'Europe. Il s'agit là d'une limite importante aux pouvoirs diplomatiques du duc de Vicence, certes, mais compensée par

sa capacité à comprendre les enjeux d'une négociation.

Son interlocuteur, Roumiantsov, est dans une position bien différente, appuyé par son empereur et autorisé à élaborer des projets ambitieux qui seront désavoués l'heure suivante, sans aucune conséquence sur l'alliance franco-russe. Les choix que Caulaincourt fait durant les conférences, il doit les assumer pendant au moins un mois, le temps d'un aller-retour de courrier, d'où sa position défensive tout au long des discussions. Il se contente d'enregistrer les projets russes, de les réfuter ou de tenter de les faire concorder avec la pensée de l'empereur Napoléon. Il est certain que cette attitude n'est pas propre à faire avancer la question. Mais encore une fois, y a-t-il vraiment une volonté française de la faire avancer ? En parallèle, y a-t-il une volonté russe d'arriver à autre chose qu'à la possession de Constantinople et des Détroits ?

Les interlocuteurs s'aperçoivent vite que les négociations sont dans une grave impasse et les interventions d'Alexandre ne font que les crispent encore plus sur leurs convictions. Les points de détail (sur lesquels ils ne s'entendent pas non plus par ailleurs) ne servent qu'à masquer un désaccord plus profond qui renvoie à un malaise fondamental : sommes-nous des alliés ou des rivaux ? Le projet d'expédition vers les Indes et les méthodes du partage sont propres à des alliés, les discussions entre les deux hommes sont celles de rivaux, qui souhaitent ne jamais entrer en contact dans leurs possessions, qui préfèrent voir un territoire aux mains de l'Autriche plutôt qu'entre celles de l'autre. Dans ces conditions, il n'était pas difficile de prévoir un échec, et au fil des semaines le duc de Vicence se fait de plus en plus critique à l'égard de négociations où il ne voit qu'une surenchère d'ambitions. Il critique aussi les méthodes qu'il juge bien peu professionnelles. Lui est irréprochable sur ces questions, souhaitant mettre les choses par écrit, élaborer des projets concrets, traiter les affaires en ordre, partant de l'Europe jusqu'à l'Asie. Il est par conséquent exaspéré par l'incertitude entretenue par Roumiantsov, qui y voit sûrement un moyen d'introduire peu à peu les vrais objectifs de l'impérialisme russe.

Car c'est à cela qu'on assiste lors de ces conférences de Saint-Petersbourg : au choc de deux impérialismes dans le bassin oriental de la Méditerranée, profitant, vraisemblablement à tort, d'un repli apparent de la puissance britannique. L'alliance de Tilsit permet une approche diplomatique de ces questions qui, à d'autres époques, notamment au XIX<sup>e</sup> siècle, prennent un caractère belliqueux. Caulaincourt est-il conscient de ces luttes d'impérialisme lorsqu'il s'oppose avec tant d'opiniâtreté aux ambitions russes vers les Détroits ? Peut-être, surtout quand il prône, au détour d'une conversation, les valeurs de l'équilibre et de la paix, qui passent pour lui par l'alliance franco-russe. Une alliance qui, au sortir de ces négociations, et

malgré un optimisme grandissant en faveur de l'entrevue, paraît singulièrement diminuée. Le projet le plus grandiose issu de Tilsit, celui qui a proposé les conceptions les plus larges de collaboration entre les deux empires, est aussi le premier symptôme, et peut-être un des plus profonds parce qu'il touche aux rêves et aux ambitions, du mal-être de l'alliance franco-russe.

## 2. Les pleins pouvoirs du négociateur : le mariage russe de Napoléon

Événement à la portée immense dans l'histoire de l'Empire, tant du fait de ses conséquences diplomatiques que par son impact sur les imaginaires, le second mariage de Napoléon est une des principales étapes de l'alliance franco-russe, ce qu'Albert Vandal a bien mis en valeur dans son ouvrage dont le second volume s'intitule : *1809. Le second mariage de Napoléon. Déclin de l'alliance.*<sup>240</sup> En effet, avant d'opter pour le mariage autrichien avec l'archiduchesse Marie-Louise, l'Empereur, suivant en cela la logique de son alliance avec la Russie, envisage d'épouser une grande-duchesse russe, gage de prestige face à l'aristocratie européenne, et ciment possible de ses relations avec Alexandre. Caulaincourt, par sa fonction mais aussi en raison des conditions très particulières de la « demande en mariage » est amené à jouer un rôle non négligeable dans l'affaire, rôle qui est révélateur de son action de négociateur durant son ambassade. Sans étudier tous les aspects de la question du projet de mariage russe<sup>241</sup>, ni s'étendre sur les discussions qui s'y rapportent, il est utile d'appréhender ce rôle du duc de Vicence, quand les pleins pouvoirs lui sont donnés par son maître, fait rarissime, mais dans des conditions, qui, une fois de plus, appellent un échec sans appel.

---

<sup>240</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. II.

<sup>241</sup> La question est longuement traitée dans A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. II, mais aussi dans son article « Négociations avec la Russie relatives au second mariage de Napoléon », *La Revue historique*, septembre-octobre 1890, Paris, 45 p.

Voir aussi, pour les documents, l'article de Pierre Bertrand : « Projet de mariage de Napoléon avec la grande-duchesse Anne de Russie, correspondance secrète et inédite de Champagny et Caulaincourt », *le Correspondant*, 1890.

Les archives sur le sujet sont disponibles aux AMAE, Russie, Supplément, 17 ; et aux AN, parmi les papiers de Caulaincourt, 95 AP 6.

À noter aussi qu'A. Thiers, dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, a déclaré perdue la correspondance sur ce sujet, laissant dans le flou cette question jusqu'aux études qui viennent d'être citées.

L'idée d'un mariage de Napoléon avec une princesse russe est née avec la paix de Tilsit. L'Empereur, qui ne peut avoir d'enfant avec l'impératrice Joséphine et qui, par ses bâtards, sait qu'il peut procréer, doit songer à l'avenir de sa dynastie de façon plus sûre qu'en adoptant un de ses neveux ou son beau-fils le vice-roi d'Italie, Eugène de Beauharnais. Alexandre a deux sœurs encore à ses côtés à Saint-Pétersbourg à l'époque de la paix de Tilsit : l'aînée, Catherine, est un esprit libre et indépendant qui fascine ses compatriotes, la cadette, Anne est plus timide et réservée, c'est, selon le mot de Joseph de Maistre, une « colombe »<sup>242</sup>. Dès l'arrivée de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg, tandis qu'à Paris Fouché presse l'Empereur de divorcer et tente d'en convaincre Joséphine elle-même, les rumeurs font état d'un possible mariage franco-russe entre Napoléon et Catherine, qui aurait été négocié à Tilsit (ce qui n'est sûrement pas le cas). L'ambassadeur français se doit de rendre compte de ces bruits, sans toutefois blesser aucun amour-propre ni forcer la main d'aucune des parties. « Notre ambassadeur en Russie, le général de Caulaincourt, ne pouvait manquer de se faire dans sa correspondance l'écho de ces bruits. Toutefois, n'osant aborder de front si délicate matière, il trouva un moyen d'en instruire indirectement l'empereur »<sup>243</sup>. Albert Vandal fait ici allusion aux « on dit » rédigés par l'ambassadeur et envoyés à Paris pour rendre compte de l'opinion.

Un de ceux du 31 décembre est très éloquent : « Les bruits de divorce de Paris se répètent plus que jamais ici... On fait même parler l'empereur Alexandre et la grande-duchesse Catherine ; elle aurait dit, sur ce qu'on lui témoignait quelques regrets de la perdre, qu'on ne pouvait en avoir quand on était le gage de la paix éternelle pour son pays et qu'on épousait le plus grand homme qui eût existé »<sup>244</sup>. La grande-duchesse est-elle vraiment flattée de cette rumeur et prête à épouser le grand capitaine qui règne sur la plus grande partie de l'Europe continentale? L'essentiel est que l'idée ait pris forme dans l'esprit de chacun et avant tout dans celui des principaux intéressés : Napoléon, Alexandre et surtout sa mère qui, par la volonté du défunt tsar Paul, décide du destin de ses filles. Or le mariage avec l'empereur des Français est loin de lui plaire et, de toute façon, le divorce n'est pas décidé à Paris. L'impératrice-mère, inquiète de ce possible projet, va tout faire pour marier sa fille avant que Napoléon ne se tourne vers elle quand il sera libéré de ses obligations en France. Elle passe en revue les princes allemands et jette son dévolu sur le prince d'Oldenbourg que Caulaincourt juge « laid,

---

<sup>242</sup> Cité par A. Vandal, « Négociations avec la Russie... », p. 4.

<sup>243</sup> A. Vandal, « Négociations avec la Russie... », p. 4-5.

<sup>244</sup> AN, AF IV, 1697, « nouvelles et on-dit de Pétersbourg », 31 décembre 1807.

chétif, couvert de boutons »<sup>245</sup>. Le projet de mariage avec Catherine est ainsi remis en question, même si on peut se demander s'il a eu une quelconque réalité.

L'entrevue d'Erfurt marque une étape supplémentaire dans le projet de mariage russe. Parmi les nombreuses questions abordées par Napoléon et Caulaincourt lors de leurs discussions se présente celle d'une union avec une grande-duchesse russe. Le duc de Vicence et Talleyrand sont chargés de sonder Alexandre à ce sujet, le duc de Bénévent, en raison des liens privilégiés qui existent entre l'ambassadeur et le tsar, priant son ami d'aborder le premier la question. Caulaincourt en rend compte dans ses mémoires : « M.de Talleyrand m'en avait entretenu aussi et m'avait engagé à en parler le premier »<sup>246</sup>. Mais, dès cette époque, les difficultés apparaissent de taille et l'ambassadeur, au fait de la Cour russe, sans dissuader son maître, lui présente tous les problèmes qui vont se présenter : « Caulaincourt fit observer que l'aînée seule était en âge de se marier, et encore ne répondait-il pas du consentement de la famille impériale. La différence de culte serait un obstacle, et les princesses russes changeaient difficilement de religion [...] »<sup>247</sup>. Il revient alors sur l'exemple d'un projet de mariage suédois ayant échoué à l'époque de Paul I<sup>er</sup>. Mais comment Napoléon pourrait accepter cette comparaison quand tout le monde germanique est venu à Erfurt rendre hommage à sa gloire ?

Caulaincourt fait part du désir de son empereur à Alexandre qui accueille l'idée avec compréhension, tout en mettant en avant son argument habituel, celui du droit de veto de sa mère à ce sujet. De plus, Napoléon et lui conviennent que ce projet n'est pas destiné à une issue immédiate et que, par conséquent, la grande-duchesse Anne, qui a alors 13 ans, est plus indiquée que sa sœur pour ce projet. De fait, le mariage de Catherine avec le prince d'Oldenbourg est annoncé dès le retour d'Erfurt. Vandal conclut sur ce premier épisode du projet : « En somme, les propos d'Erfurt, entourés de mutuelles réticences, avaient eu l'inconvénient d'engager l'affaire du mariage sans qu'il y eût, d'une part, volonté arrêtée, de l'autre, désir sincère de la faire aboutir ; ils avaient créé une question de plus entre les deux empereurs, la plus délicate de toutes, et n'en avaient ni déterminé ni même facilité la solution »<sup>248</sup>. Si cette question n'est peut-être pas la « plus délicate de toutes », elle va toucher à des domaines personnels, propres à créer des ressentiments et à laisser des traces durables.

L'année 1809 est un tournant dans la question du second mariage de Napoléon. La situation européenne mais surtout les menaces qui ont pesées sur la vie de l'Empereur (que ce

---

<sup>245</sup> Caulaincourt à Napoléon, 23 novembre 1808.

<sup>246</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p.274.

<sup>247</sup> A. Vandal, « Négociations avec la Russie... », p.11.

<sup>248</sup> A. Vandal, « Négociations avec la Russie... », p.12-13.

soit à la guerre, où il est blessé lors du siège de Ratisbonne, en 1809, ou dans Vienne occupé, où on tente de l'assassiner) le déterminent à divorcer et à contracter une alliance matrimoniale avec une des grandes monarchies européennes. Malgré les dissensions dans l'alliance franco-russe depuis Erfurt et surtout depuis la participation symbolique de la Russie à la campagne de 1809<sup>249</sup>, Napoléon envisage d'abord d'épouser une grande-duchesse, même s'il garde en réserve le projet de mariage autrichien, cher à Metternich et à Talleyrand. Mais il n'est pas question de faire une demande en mariage directe, qui risquerait d'échouer : il s'agit de s'assurer des intentions des Russes. C'est de cette mission qu'est chargé Caulaincourt.

### *Les conditions des négociations*

Champagny, qui sert ici d'intermédiaire à Napoléon, donne ses instructions à Caulaincourt dans une lettre du 22 novembre 1809, lui recommandant de s'ouvrir franchement à Alexandre sur ce sujet, sans engager son maître toutefois :

Des propos de divorce étaient revenus à Erfurth aux oreilles de l'empereur Alexandre, qui doit en avoir parlé à l'Empereur et lui avoir dit que la princesse Anne, sa sœur, était à sa disposition. L'Empereur veut que vous abordiez franchement et simplement la question avec l'empereur Alexandre et que vous lui parliez en ces termes : « J'ai lieu de penser que l'Empereur, pressé par toute la France, se dispose au divorce. Puis-je mander que l'on peut compter sur votre sœur ? Que Votre Majesté y pense deux jours et me donne franchement sa réponse, non comme à l'ambassadeur de France, mais comme à une personne passionnée pour les deux familles. Ce n'est pas une demande formelle que je fais, c'est un épanchement de vos intentions que je sollicite. Je hasarde cette démarche, parce que je suis trop accoutumé à dire à Votre Majesté ce que je pense pour craindre qu'elle me compromette jamais ».

Vous n'en parlerez sous quelque prétexte que ce soit à M. de Romanzoff, et lorsque vous aurez eu cette conversation et celle qui doit la suivre deux jours après, vous oublierez entièrement la communication que je vous fais.

Il vous restera à nous faire connaître les qualités de la jeune princesse et surtout l'époque où elle peut être en état de devenir mère ; car dans les calculs actuels six mois de différence sont un objet.

Je n'ai pas besoin de recommander à Votre Excellence le plus inviolable secret : elle sent ce qu'elle doit à cet égard à Sa Majesté.<sup>250</sup>

La mission du duc de Vicence est donc double : à la fois s'assurer de l'adhésion des Russes, et plus particulièrement d'Alexandre, au projet, et rendre compte au ministère français et à Napoléon des qualités de la (possible) future épouse de l'Empereur. Il est aussi précisé

---

<sup>249</sup> Voir 2<sup>e</sup> Partie, III, 1.

<sup>250</sup> AMAE, Russie, Supplément, 17, Champagny à Caulaincourt, Paris, 28 novembre 1808.

que ces démarches doivent se faire dans un cadre restreint, n'engageant que l'ambassadeur et le tsar<sup>251</sup>. Alexandre doit aborder le sujet avec sa mère en son propre nom, comme une initiative susceptible de plaire à l'empereur des Français : elle ne devra jamais savoir qu'il s'agit d'une demande émanant de la France. On remarque aussi dans cette lettre que le ministre français des Relations extérieures compte sur le lien particulier qui existe entre Caulaincourt et Alexandre pour mener ces discussions. Le projet de mariage russe s'inscrit, dès son commencement, dans un cadre presque privé, en tout cas moins officiel que le projet de partage de l'empire ottoman.

À Paris, le divorce est décidé, de même que le mariage avec la grande-duchesse Anne, et le duc de Vicence a toute latitude pour conclure l'affaire, comme le souligne Albert Vandal: « [Napoléon] n'hésite plus à s'engager avec la Russie, à se fermer tout retour en arrière, et donne pouvoir à Caulaincourt, non seulement pour négocier, mais pour conclure »<sup>252</sup>. Les pouvoirs du négociateur sont donc très étendus, à l'inverse d'autres affaires comme le partage de la Turquie où les discussions qu'il peut avoir avec le ministère russe n'ont qu'une valeur informelle et n'engagent en aucune façon Napoléon. Dans ce cas-ci, si tout est fait pour préserver l'honneur de l'Empereur dans l'hypothèse d'un refus, l'acceptation du mariage par les Russes, selon les conditions fixées par l'ambassadeur, est synonyme d'acceptation par Napoléon. Le seul impératif est celui du temps, comme Champagny le souligne dans les instructions qu'il fournit au duc de Vicence le 13 décembre:

Vous devez donc agir d'après ces trois données positives :

1° Que l'Empereur préfère, si vous n'avez pas d'objection qui puisse faire changer son opinion, la sœur de l'empereur de Russie d'abord ;

2° Que l'on calcule ici les moments, parce que, tout cela étant une affaire de politique, l'Empereur a hâte d'assurer ses grands intérêts par des enfants ;

3° Qu'on n'attache aucune espèce d'importance aux conditions, même à celles de la religion.

Vous avez donc en ce moment toute la latitude nécessaire pour vous conduire avec la prudence qu'exige la circonstance, et pour avancer, s'il y a lieu, sans plus de retardement. Il serait donc très fâcheux que la réponse que vous ferez à cette lettre nous laissât dans l'incertitude, et soit que cette affaire dût manquer par le résultat des renseignements que vous aurez acquis et sur lesquels l'Empereur s'en rapporte à vous, soit qu'elle dût manquer par des refus de volonté de la part de la cour de Russie, le principal est que, s'il y a lieu, on puisse aller en avant. Dans toutes vos combinaisons, partez du principe que ce sont des enfants qu'on veut. Expliquez-vous donc, agissez donc en conséquence de la présente lettre qui a été dictée par l'Empereur. Sa

---

<sup>251</sup> Il faut insister sur ce caractère bien particulier du projet de mariage russe qui reste, officiellement, une affaire secrète, se déroulant en huis clos. Toute la difficulté tient dans l'équilibre des négociations : en cas d'échec, le projet ne doit pas avoir existé. Alexandre met cet argument en avant afin de ne pas forcer la main à sa mère, « ne voulant pas qu'on puisse même penser qu'on en eût l'idée, si la chose ne réussit pas ». (Caulaincourt à Champagny, 15 janvier 1810).

<sup>252</sup> A. Vandal, « Négociations avec la Russie... », p. 15.

Majesté s'en rapporte absolument à votre tact et votre attachement à sa personne.<sup>253</sup>

Les pouvoirs de Caulaincourt sont larges mais ses responsabilités sont d'autant plus importantes, il doit être rapide<sup>254</sup>, efficace et Champagny en appelle encore une fois à son zèle et à sa fidélité. Toutefois, si ses pleins pouvoirs sont effectifs, Caulaincourt ne tient pas entièrement entre ses mains le destin marital de son maître. Napoléon envisage déjà une solution de rechange : l'Autriche, mais subordonnée à la réponse russe. « Et la différence qu'il met entre les deux négociations achève de se révéler par sa manière de les conduire. Tandis que Caulaincourt, agissant en vertu d'instructions positives, va parler officiellement, en termes clairs et pressants, on ne procédera avec le représentant de François II que par allusions, à l'aide de moyens détournés, et tout se passera en conversations officieuses ; on traite avec la Russie, on ne veut que causer avec l'Autriche »<sup>255</sup> déclare Albert Vandal qui voit bien les priorités de Napoléon mais minimise le secret qui entoure les négociations russes. L'archiduchesse autrichienne n'est donc pour l'instant que la solution de rechange à la grande-duchesse, même si le simple fait d'envisager une alternative montre les doutes légitimes que nourrit Napoléon à l'égard de la cour de Saint-Pétersbourg. De plus, du fait des distances entre Paris et Saint-Pétersbourg qui jouent comme toujours un rôle non négligeable dans les négociations, les discussions avec l'Autriche précèdent celles avec la Russie de sorte que, aux Tuileries, on attend avec impatience la réponse d'Alexandre, tout en sachant que tout pourrait se conclure sans délai avec Vienne. Ces données vont, en grande partie, conditionner le projet de mariage russe, et contribuer à un échec que Caulaincourt pressent dès Erfurt et ne peut empêcher, malgré son évidente bonne volonté.

### *Les dépêches de Caulaincourt*

Il est certain que le duc de Vicence est fort satisfait de cette reprise du projet de mariage russe. Sa manière d'y faire allusion dès décembre 1807 montre son attachement à cette idée, même s'il est plus que conscient des difficultés inhérentes, et il en fait part à Napoléon à Erfurt. Mais ces problèmes ne sont qu'affaire de temps et il entend bien les résoudre. Vandal,

---

<sup>253</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, 13 décembre 1809.

<sup>254</sup> Dès le 17 décembre 1809, Champagny écrit une courte lettre à Caulaincourt pour le prier d'obtenir une réponse positive le plus vite possible : « l'empereur l'attend avec impatience ».

<sup>255</sup> A. Vandal, « Négociations avec la Russie... », p. 20.

dans le second volume de son ouvrage sur l'alliance russe, montre la persistance des sentiments de l'ambassadeur en faveur du projet : « Mêle aux conversations d'Erfurt, désirant le mariage, espérant en faire le couronnement d'une politique qui lui était chère, il n'avait jamais perdu de vue ce grand objet, bien que Napoléon et Alexandre ne lui en eussent plus touché mot, le premier dans ses lettres, le second dans ses entretiens ; sans agir, il s'était cru autorisé à observer, et ses yeux étaient restés constamment ouverts sur ce qui se passait entre le tsar et sa mère »<sup>256</sup>. Il s'agit donc d'une négociation qui lui tient à cœur et qu'il espère mener à bien, d'autant plus qu'elle dépend de lui personnellement, même si sa marge de manœuvre est très faible et si toute décision repose entre les mains d'Alexandre et de sa mère. C'est par ses dépêches au ministre Champagny qu'il rend compte de ses discussions avec l'empereur de Russie. Il ne cache rien, notamment les délais imposés par les Russes, mais fait espérer une issue heureuse : jusqu'au bout il croit qu'Alexandre peut convaincre sa mère, voire lui imposer sa décision.

Napoléon a mis un « ultimatum » à la réponse de la Russie, celle-ci devant se faire avant la fin janvier : le 26 arrivent les deux dépêches de Caulaincourt. La première, qu'il a écrite le 3 commence par une enquête sur la grande-duchesse Anne qui se révèle être pleinement satisfaisante : « elle est formée depuis cinq mois »<sup>257</sup> et « sans être très belle, a un regard plein de bonté »<sup>258</sup>. Après diverses réflexions sur le physique et le caractère de la princesse (« on vante plus sa bonté que son esprit »<sup>259</sup>, « elle est bien élevée, instruite, etc. »<sup>260</sup>), Caulaincourt conclut en disant qu'elle tient de sa mère or « on sait que l'Impératrice est encore maintenant, malgré ses cinquante ans, un moule à enfants »<sup>261</sup>. La crudité de ces phrases renvoie à l'impératif de procréation mis en avant par Napoléon qui cherche un enfant plus qu'une femme, un roi de Rome plutôt qu'une impératrice. La première dépêche note aussi la réponse d'Alexandre qui invoque encore le droit de sa mère, éternel leitmotiv. De plus, il renvoie l'affaire : « J'y penserai et je vous donnerai, comme vous le désirez, une réponse, mais il faut me laisser dix jours au moins »<sup>262</sup>. Nul doute que Napoléon ressent le contraste avec les réactions autrichiennes, marquées par leur promptitude et leur enthousiasme, surtout quand on sait que l'empire autrichien sort d'une guerre avec la France tandis que l'empire russe est son allié depuis 1807.

---

<sup>256</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. II., p. 179.

<sup>257</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 5 janvier 1810.

<sup>258</sup> *Ibid.*

<sup>259</sup> *Ibid.*

<sup>260</sup> *Ibid.*

<sup>261</sup> *Ibid.*

<sup>262</sup> *Ibid.*

Une autre information, utile pour saisir la teneur de ces négociations, ressort de cette dépêche du duc de Vicence : il s'agit de l'intervention de Roumiantsov, mis au courant par le tsar, alors que Champagny recommandait de le mettre à l'écart, afin de ne faire de ce projet qu'un unique débat entre l'ambassadeur de France et Alexandre. Qui plus est, le ministre russe des Affaires étrangères voit dans un mariage officiel un souci plus qu'un avantage, une cause de discorde supplémentaire, conception assez originale pour l'époque où fleurissent les mariages royaux... Caulaincourt ne tient que peu compte de cette opinion, mais il veut suivre à la lettre ses directives : « Je déclinai la conversation, lui répondant que j'avais parlé avec confiance à l'empereur, que j'étais donc embarrassé de la confiance qu'il avait jugé à propos de faire, quelque confiance que je fusse habitué à placer dans M. de Roumantsov »<sup>263</sup>. L'empereur Alexandre n'est pas aussi déterminé à rester dans le cadre restreint des discussions avec le duc de Vicence : « [...] je me plaignis de l'embarras que m'avait causé la confiance faite au comte Roumantzof, sans que j'en fusse prévenu. L'Empereur me répondit : « C'est notre ami commun, vous le connaissez, cela mourra avec lui ; ce n'est pas le ministre qui vous a parlé ; il fallait que je m'en ouvrisse à quelqu'un ; il est le seul en qui je pouvais avoir cette confiance » »<sup>264</sup>. Dès lors, on peut se poser la question de l'honnêteté du tsar : s'il parle du projet à son ministre, dans quelle mesure garde-t-il le secret au sujet de la demande en mariage française, notamment auprès de sa mère ?

Il est aussi vite évident qu'Alexandre n'est pas favorable au projet, même s'il affirme le contraire. Le tsar, qui n'ose aller voir sa mère, tente de convaincre Caulaincourt des difficultés et met en avant différents arguments, notamment celui religieux, que l'ambassadeur réfute facilement : « Je répondis, comme m'y autorisait V.E., que cela ne ferait aucune difficulté. « Mais sur cela, me répondit l'empereur, il faudrait prendre un engagement par écrit, pour qu'elle eût son prêtre et sa chapelle ; le prendrez-vous? » Je répondis affirmativement »<sup>265</sup>. Caulaincourt est très au fait de ses pouvoirs et de ses responsabilités et négocie en connaissance de cause. Pour une fois, et contrairement à d'autres questions traitées avec le tsar, il prend des engagements sérieux au nom de son maître. C'est sans compter avec les réticences de son interlocuteur, qui avoue « qu'au point où nous étions, j'eusse préféré qu'il n'eût pas été question de cela. Au reste, ajouta-t-il en plaisantant, ce seront des embarras pour les diplomates. Vous aurez fait la chose, vous ne pourrez donc vous en plaindre. Quant à moi,

---

<sup>263</sup> *Ibid.*

<sup>264</sup> *Ibid.*. Roumiantsov, en effet, ne parle pas en tant que ministre et c'est son excuse pour entretenir Caulaincourt sur ce sujet : « ce n'est pas le ministre qui vous parle, me dit-il, oubliez que vous êtes ambassadeur, que je suis le ministre de l'empereur, nous oublierons aussi la conversation que nous allons avoir. »

<sup>265</sup> *Ibid.*

je serai heureux de tenir à l'empereur par un lien de plus et d'être de toute manière son allié et ami »<sup>266</sup>. Par ces déclarations, il va jusqu'à essayer de convaincre Caulaincourt de ne pas soutenir le projet, au nom des embarras qu'il vont lui causer ; mais celui-ci ne peut abandonner si facilement.

La seconde dépêche arrivée à Paris fin janvier est datée du 6 janvier 1810 : elle rend compte de la réponse de l'impératrice-mère qui, sans refuser tout à fait, demande un délai de réflexion. Alexandre se dédouane déjà en indiquant que Napoléon, n'étant pas nominalelement en cause, n'aura pas à souffrir d'un échec. Ces paroles sont hautement significatives et prophétiques, pourtant Caulaincourt reste confiant. « Malgré cette réticence de mauvais augure, Caulaincourt ne désespérait pas du succès ; il le désirait si vivement qu'il s'efforçait d'y croire ; surtout, il avait confiance dans la sincérité d'Alexandre : « J'ai lieu de penser, » disait-il dans la lettre d'envoi, « que le retard de certaines affaires ne tient qu'aux causes qu'on m'indique » »<sup>267</sup>. Encore une fois, malgré toute sa lucidité politique, le duc de Vicence croit avant tout en Alexandre et estime que, tant qu'il se dit partisan du mariage, tout espoir est encore possible. Au final, l'ambassadeur reste dans l'expectative mais veut tout faire pour donner une femme russe à son maître : « Je serai au courant de ce qui se passe et V.E. en sera exactement informée. La gloire et le bonheur de mon maître lui répondent de mon zèle et de ma fidélité. Je suis Français, mais je lui appartenais avant qu'il m'eût comblé d'honneurs et de biens : je ne serai pas le premier ingrat de ma famille »<sup>268</sup>. Quel plus grand honneur pour Caulaincourt que de faire en sorte que son maître fonde une dynastie et ait un héritier ? Napoléon est lui plus lucide et commence à envisager sérieusement le mariage autrichien, tout en attendant de nouvelles informations susceptibles de confirmer ses craintes ou, pourquoi pas, de donner raison à la confiance que le duc de Vicence porte à Alexandre.

### *Attente et délais : une négociation immobile*

Après cette première réponse, les négociations sont marquées par l'attente, les délais supplémentaires et un détournement progressif de l'Empereur vers l'option autrichienne, tandis que Caulaincourt, conscient et mécontent des attermolements russes, espère toujours une issue favorable. Dans ses lettres à Champagny, il décrit les discussions qu'il a avec

---

<sup>266</sup> *Ibid.*

<sup>267</sup> A. Vandal, « Négociations avec la Russie... », p. 25.

<sup>268</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 6 janvier 1810.

l'empereur de Russie : « On en cause trois heures chaque jour... L'Empereur presse, disant qu'il faut qu'il puisse répondre si le hasard faisait qu'on vînt à lui en parler. On raisonne, ce qu'on n'attendait guère, mais on est encore indécis. On paraît d'accord sur les avantages politiques ; les objections roulent sur l'âge »<sup>269</sup>. Quand le duc de Vicence s'étonne des raisonnements que le projet de mariage peut entraîner, c'est qu'il ne comprend pas les difficultés soulevées par les Russes. Dans son optique et, selon le système européen qu'il défend, le mariage devrait aller de soi et cimenter l'alliance, plus que la mettre en difficulté. Il ne perçoit pas l'écart qui se creuse déjà entre Napoléon et le tsar.

Alexandre continue toutefois à parler avec sa mère et à rendre compte de ces discussions à l'ambassadeur, tout en mettant toujours en avant les mêmes arguments, les mêmes excuses :

Le 20, l'empereur daigna m'entretenir des nouveaux efforts qu'il avait faits pour amener une détermination. Il y a eu comme précédemment des conférences chaque jour. L'impératrice ne met aucune opposition réelle, mais en même temps, et par une suite naturelle de son caractère, elle ne sort pas de son indécision.[...] L'empereur m'a répondu qu'il préférerait, n'étant pas sûr de la discrétion de sa mère, ménager entièrement l'amour-propre de l'empereur Napoléon, qu'il faudrait quelques jours de plus pour cela, mais qu'il y avait tout avantage pour le succès à ne pas trop presser l'impératrice, et, pour l'empereur Napoléon, en ce que ce secret resterait avec lui si la chose ne réussissait pas.<sup>270</sup>

Les moyens à la disposition de Caulaincourt sont très faibles. Au-delà des éloges qu'il peut faire de l'alliance franco-russe et d'un mariage qui viendrait la renforcer, il ne peut que tenter de faire comprendre à l'impératrice-mère que la demande émane de Napoléon (si elle ne le sait pas déjà...). Quand Alexandre lui apprend que Savary a fait une démarche à Paris auprès du consul russe pour se renseigner sur la grande-duchesse, le duc de Vicence propose d'utiliser cette nouvelle afin de faire comprendre à l'impératrice-mère les enjeux réels de l'affaire<sup>271</sup>. Le tsar refuse. Autre tentative de l'ambassadeur qui propose à Alexandre de faire une allusion directe à sa mère : « J'ai eu l'honneur de dire à l'empereur que, d'après les dispositions qu'annonçait l'impératrice, je croyais pouvoir l'autoriser à aller même un peu plus loin, s'il fallait absolument une espèce de confiance de sa part pour la décider à prendre un parti »<sup>272</sup>. Nouvel échec qui prouve que les réticences sont partagées par la mère et par le fils. S'agit-il encore de négociations ou plutôt de demandes unilatérales de la part de Caulaincourt ? « Je ne répète pas à Votre Excellence tout ce que j'ai dit à l'empereur et lui

---

<sup>269</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 15 janvier 1810.

<sup>270</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 21 janvier 1810.

<sup>271</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 15 janvier 1810.

<sup>272</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 21 janvier 1810.

répète en toute occasion, pour le décider à mettre un peu plus de nerf dans la discussion avec sa mère »<sup>273</sup>. Toute cette affaire s'enferme peu à peu dans une sorte de routine exaspérante, faite d'espoirs déçus pour le duc de Vicence et de dérobades de la part du tsar. L'hypocrisie de celui-ci est complète et contribue à aveugler encore l'envoyé de Napoléon de faibles illusions : « Je pressai l'empereur de finir par parler en maître, enfin de se décider ; je lui fis sentir le peu de convenance de ses éternels délais et je terminai par répondre aux choses obligeantes qu'il disait que je ne doute plus du succès puisqu'il voulait bien être l'ambassadeur auprès de sa mère : « l'empereur Napoléon, me répondit-il, peut compter que je le sers comme vous, de cœur et d'âme » »<sup>274</sup>. Si, à Saint-Pétersbourg, la négociation se prolonge sans résultats, à Paris, les impératifs de temps demeurent.

### *Échec et bilan*

À la lecture des différentes lettres du duc de Vicence, Napoléon a fait son choix : celui du mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche. Les dépêches de Caulaincourt sont lues au Conseil et les derniers partisans de l'union matrimoniale avec la Russie abandonnent leur prétendante. Dès lors, la mission du duc de Vicence change totalement. Il va s'agir de ne pas vexer les Russes, malgré toute la mauvaise volonté qu'ils ont pu mettre dans les discussions, et de trouver des arguments contre l'idée de mariage russe, le tout afin de préserver l'alliance politique. Champagny donne de nouvelles instructions à ce sujet :

Vous devez vous rendre chez l'empereur et lui faire connaître ces événements que vous motiverez : 1° sur les obstacles qui sont venus de la Russie et que vous n'attribuerez pas à l'empereur Alexandre et qui ont eu cependant cet inconvénient de laisser dans l'indécision jusqu'à ce moment sur un mariage qui pourrait être fait aujourd'hui si l'on avait voulu se presser; 2° sur le jeune âge de madame la grande-duchesse [...] ; 3° sur la demande relative au prêtre grec, demande qui a été jugée inadmissible.

En résultat, le mariage avec l'archiduchesse ne changera rien à la politique ; vous êtes chargé d'en donner l'assurance la plus positive. [...]

Mettez douceur, discrétion, prudence dans vos communications, accompagnez-les de protestations convenables, elles ne seront pas démenties. Eloignez tout ce qui pourrait blesser, mais faites sentir qu'après vous avoir demandé des délais successifs de dix jours, vous parler le 20 et ne plus fixer aucun terme pour vous répondre a dû paraître une défaite qui obligeait à prendre un parti.<sup>275</sup>

---

<sup>273</sup> *Ibid.*

<sup>274</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 30 janvier 1810.

<sup>275</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 8 février 1810.

Au même moment, de nouvelles dépêches de Caulaincourt sont expédiées qui apportent une réponse cette fois définitive : l'impératrice-mère refuse de laisser sa fille se marier avant deux ans. Connaissant la hâte que Napoléon met dans cette affaire, il ne s'agit de rien d'autre que d'un refus définitif, habilement maquillé. Les arguments habituels sont invoqués : la question religieuse, mais aussi et surtout la jeunesse de la grande-duchesse qui est un péril en cas de mariage, sachant que deux de ses sœurs sont mortes en couches, vraisemblablement du fait de leur âge. « Ces détails, comme ceux que j'ai précédemment donnés à V.E. lui font connaître l'état de la question et me dispensent de toute autre réflexion »<sup>276</sup>. La déception de Caulaincourt est patente et il n'ose se lancer dans des interprétations, préférant se cantonner aux arguments proposés. « L'empereur veut-il encore le mariage? Remettrai-je les fers au feu ? »<sup>277</sup> Pour l'instant la réponse est indéniablement non, mais le projet n'est pas totalement abandonné pour l'ambassadeur qui ignore la tournure prise par les événements à Paris et dans l'esprit de Napoléon. Il va même jusqu'à tenter une dernière fois de pousser Alexandre à faire acte d'autorité, allant jusqu'aux limites prescrites par son rôle d'ambassadeur. Il fait un véritable plaidoyer en faveur de l'alliance et exhorte le tsar à convaincre sa mère. Mais Alexandre oppose les sentiments familiaux à la logique politique de l'ambassadeur :

Votre mère, lui dis-je, ne vous forcerait pas à déclarer la guerre à quelqu'un ? — Non, sûrement, répondit l'empereur. — Peut-elle donc vous empêcher de cimenter la plus grande, la plus utile alliance qui ait existé ? Si c'est une chose politique, utile, avantageuse même, pouvez-vous, comme souverain, mettre dans la balance l'humeur d'une mère pendant 48 heures avec le bien du monde ? Est-ce ne rien pouvoir sur Votre Majesté que l'empêcher de faire la chose qui amènerait à la paix, qui serait la clef de la voûte et qui donnerait le bonheur à votre allié ? Il faut que l'impératrice soit une puissance bien formidable, bien plus imposante que la France et la Russie ensemble, puisque son caprice balance les intérêts de l'une et de l'autre ». Cela a fait effet et préparé à des démarches plus prononcées, si on me les ordonne, mais ne détermine pas encore l'Empereur à prendre un autre ton... ».<sup>278</sup>

Alexandre en effet met toujours en avant le fait que sa mère décide du sort de ses filles :

Dans ma position, que dire à ma mère qui pleure encore deux filles qu'elle a perdues pour avoir été mariées trop jeunes ? Ma sœur serait sans doute trop heureuse, cette destinée peut-elle se comparer à rien de ce qui existe ailleurs, à aucun des sots mariages qu'ont faits les autres ? Comme vous, je sens ces avantages, je les sens comme Russe et aussi comme souverain. Vu l'âge de ma sœur et l'esprit récalcitrant de ma mère, je vous le répète avec le sentiment de ce qui est dû à la dignité et à la majesté du trône,

---

<sup>276</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 5 février 1810.

<sup>277</sup> *Ibid.*

<sup>278</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 18 février 1810.

de ce que je dois de plus à la confiance et à l'amitié de l'empereur Napoléon, et aussi avec la franchise que je mets dans mes conversations avec vous, parce que je vous regarde comme un ami qui a trop de tact pour ne pas donner à ma franchise le caractère que doit avoir dans des rapports la conversation confidentielle d'un souverain, je vous le répète donc, vu l'obstacle de l'âge, je pense que ce serait humilier l'Empereur et moi que de faire dans ce moment une demande à ma mère pour changer sa détermination.<sup>279</sup>

Cette dernière phrase équivaut à une fin de non-recevoir de la part du tsar. Caulaincourt ne peut désormais que faire le bilan de toute cette affaire, en défendant les intentions d'Alexandre, tout en critiquant sa faiblesse face à sa mère : « J'avais fortement chauffé l'empereur entre mes différents courriers et depuis encore. J'ai dit tout ce qu'il est possible d'imaginer pour déterminer, enfin, tout ce qui est pour ce mariage, tout ce qui pouvait faire valoir les avantages qui en seraient résultés pour l'Europe, la Russie particulièrement. L'empereur a eu l'air de penser comme moi, mais sa mère en impose. J'ai négocié avec la mesure qui convenait à son caractère et aux circonstances ; je dois à la vérité de dire que je l'ai toujours trouvé convaincu comme je pouvais le désirer, voulant la chose et disposé à la négocier, mais répétant qu'il ne pouvait contraindre sa mère »<sup>280</sup>. Après avoir suivi ces discussions entre le fils et sa mère, Caulaincourt est convaincu du caractère faible du tsar : « Opiniâtre dans le parti qu'il a pris, il craint d'en prendre un »<sup>281</sup>. Il ajoute : « Ses formes aimables et bonnes envelopperont le fond de la question, et les larmes de sa famille l'auront battu avant qu'il n'ait parlé »<sup>282</sup>. Toute la naïveté présumée du duc de Vicence ne l'empêche pas d'être lucide sur ce point, cruel même à l'égard de la faiblesse du tsar. Mais a-t-il saisi la vérité de ces délibérations ? Qui peut savoir comment les choses se sont passées entre Alexandre et sa mère et si ce résultat n'est pas le produit de leur concertation ? Albert Vandal se pose les mêmes questions sans oser y répondre complètement.

Reste à Caulaincourt à conclure sur son bilan personnel : « Voilà, monsieur le duc [de Cadore], la situation des choses ; on a tort, sans doute, quand on ne réussit pas dans une affaire de cette importance ; mais j'ai pour moi la conscience qu'il n'était pas possible de faire plus »<sup>283</sup>. Il est certain que l'ambassadeur ne peut être critiqué sur sa conduite des négociations, et son ministère ne lui en fait aucun grief. Ses qualités de négociateur, les arguments qu'il a employés, rien n'aurait vraisemblablement pu modifier ce résultat. Même si les Russes avaient changé d'avis, le processus du mariage autrichien était déjà enclenché.

---

<sup>279</sup> *Ibid.*

<sup>280</sup> *Ibid.*

<sup>281</sup> *Ibid.*

<sup>282</sup> *Ibid.*

<sup>283</sup> *Ibid.*

Encore une fois le duc de Vicence est confronté à l'échec d'une négociation impossible, puisque décidée par avance et surtout sans lui. Dans leur esprit, les Russes ont déjà refusé, les Français, quant à eux, se sont déjà faits à l'idée de ce refus.

### *Conclusion*

La question du mariage de Napoléon occupe toute la fin de l'année 1809 et le commencement de l'année 1810, et donne une impulsion nouvelle à la politique étrangère de l'Empire, ressuscitant en quelque façon le « pacte de famille » cher aux derniers Bourbons. C'est en toute logique un frein nouveau dans les relations franco-russes<sup>284</sup>, mais, plus qu'une cause de la guerre de 1812, il s'agit d'un symptôme du relâchement de l'alliance depuis l'entrevue d'Erfurt. Échec politique, c'est aussi un échec personnel pour les deux empereurs et pour Caulaincourt, ardent défenseur de l'alliance. Il est certain, et Vandal revendique ce point, que la responsabilité de cet échec est imputable aux Russes qui, dès le départ, ont tenté d'éluder la question en utilisant tout un arsenal d'arguments, parfois fondés (âge de la grande-duchesse, religion), parfois fallacieux (question du divorce de Napoléon). Toutefois, Napoléon n'est pas totalement innocent dans cette affaire où son double-jeu est évident<sup>285</sup>. Que ce serait-il passé si, en février, la Russie avait accepté la pseudo-demande en mariage, alors que déjà la France préparait le mariage de son Empereur ? Alexandre pose lui-même la question à Caulaincourt, atténuant en quelque sorte sa lourde responsabilité dans l'échec des négociations<sup>286</sup>.

La forme même des discussions était un présage certain du résultat final. Une simple concertation sur un projet de mariage a en effet entraîné plusieurs semaines de débats stériles, ne permettant aucun accord commun, aucune conciliation : le seul résultat concret des

---

<sup>284</sup> En apparence, toutefois, la Russie accepte le mariage avec chaleur et Roumiantsov dit à Caulaincourt à ce sujet : « Nous en sommes satisfaits ; nous n'envions rien à l'Autriche ; nous n'avons contre elle aucun sujet de mécontentement. Ainsi tout ce qui peut assurer son repos et en même temps celui de l'Europe, ne peut que nous être agréable ». (Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 26 février 1810).

<sup>285</sup> A. Vandal, « Négociations avec la Russie... », p. 39.

Une lettre de Champagny à Caulaincourt (Paris, 17 mars 1810) montre la colère de Napoléon face aux insinuations de double négociation faites par Alexandre. Le ministre tente de démontrer que les torts sont entièrement russes et que la décision de l'Empereur, en ce qui concerne le mariage autrichien, a été « subite ».

<sup>286</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 26 février 1810. Alexandre comprend que la France a mené une double négociation : « il est cependant heureux que l'âge de ma soeur nous ait arrêté ici. Si je ne m'étais pas borné à parler du projet de mariage en mon nom et comme d'une chose où vous n'entriez pour rien, quel effet cela aurait-il produit ? » Belle justification *a posteriori* qui retourne complètement les termes du problème.

conférences entre Caulaincourt et Alexandre était de fournir de nouveaux délais à la Russie, et de pousser peu à peu Napoléon à arrêter son choix en faveur de l'Autriche. Le duc de Vicence, responsable et surtout partisan du projet, ne peut qu'utiliser son amitié avec le tsar pour le faire réagir, en utilisant des méthodes de plus en plus énergiques, allant jusqu'à fustiger sa faiblesse de caractère. Les critiques, les suppliques, les arguments n'y font rien : la défense du tsar est sans faille, le droit de veto de sa mère est un recours perpétuel qui sauve l'alliance politique dans la mesure où il désengage tous les acteurs du projet. Par ce moyen, la cour de Saint-Pétersbourg évite une mésalliance et ne se lie pas plus étroitement avec la France de Napoléon.<sup>287</sup> À moins, bien entendu, que toutes les préventions mises en avant par Alexandre ne soient l'unique raison de cet échec. Caulaincourt n'ose aller plus loin dans l'interprétation mais la phrase de lui que nous avons citée plus haut est révélatrice des réflexions qu'il doit faire à titre personnel. Ce qui aurait pu être la plus grande réussite de son travail ambassadeur n'est qu'un jalon supplémentaire dans la détérioration des relations franco-russes, qu'un nouvel échec, finalement accepté par Napoléon.

L'Autriche est, elle, la grande bénéficiaire du second mariage de l'Empereur et Metternich peut estimer avoir sauvé la monarchie des Habsbourg. Champagny, comparant les deux négociations, celle avec la Russie et celle avec l'Autriche, écrit à Caulaincourt cette courte phrase : « La négociation [avec l'Autriche], commencée le matin, s'est terminée le soir »<sup>288</sup>. Quel contraste avec les discussions qui se sont tenues entre le tsar et l'ambassadeur ! Toute l'incohérence des négociations russes est ainsi soulignée : les pleins pouvoirs de l'ambassadeur se sont heurtés à une impasse, comme lors du projet de partage de l'empire ottoman.

---

<sup>287</sup> Albert Vandal indique toutefois que la société russe était loin d'être opposée au projet de mariage : « À Pétersbourg, les cercles officiels et mondains, très hostiles à la France, n'en désiraient pas moins le mariage avec la grande-duchesse, parce qu'il eût satisfait l'amour-propre national et promis à l'empire de grands avantages ». A. Vandal, « Négociations avec la Russie... », p. 41. De même, Caulaincourt affirme que le prince Kourakine lui a donné des raisons de croire que le public russe était favorable au projet : « Il dit que plusieurs personnes lui en ont parlé, mais aucune officiellement, que cela paraît plaire au public ». (Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 30 janvier 1810). Cette phrase rejoint l'opinion de Vandal en démontrant que l'orgueil national prime peut-être sur les sentiments politiques. Pour une fois, la Cour suit une ligne de conduite qui semble opposée à la France, tandis que l'opinion russe ne refuse pas l'alliance matrimoniale entre les deux monarchies...

<sup>288</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 17 mars 1810.

### **3. Conclusion : Caulaincourt négociateur**

Il est forcément trop ambitieux de juger des talents de négociateur de Caulaincourt, en s'appuyant seulement sur ces deux exemples, et sans considérer notamment son action au Congrès de Prague, en 1813, ou à celui de Châtillon, en 1814, qui constituent peut-être le sommet de sa carrière diplomatique. Toutefois, certains points se dégagent des discussions tenues par le duc de Vicence lors de l'ambassade de 1807-1811, éléments révélateurs de la façon dont il envisage l'alliance franco-russe et du rôle qu'il a à jouer au sein des questions de politique européenne.

Il faut dire un mot, tout d'abord, des conditions, dans lesquelles s'engagent ces négociations. Il est impossible de les extraire de leur contexte, et même de leur contexte large. Ainsi, le projet de partage de l'empire ottoman résulte de l'état présumé de faiblesse de la Porte, mais aussi des différents projets déjà élaborés à son encontre, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Le projet de mariage russe découle de l'installation d'une nouvelle dynastie par Napoléon et suit le modèle traditionnel des mariages royaux. Ces deux négociations ne sont donc pas vraiment originales : seule la nouvelle configuration de l'Europe leur donne une portée singulière. L'alliance franco-russe fait de ces discussions des projets qui peuvent avoir un impact majeur sur leur époque : qu'on pense un instant à des Balkans émancipés de la domination ottomane dès 1808 ou à une épouse russe qui viendrait renforcer le lien entre Napoléon et Alexandre. Seulement, les deux projets s'achèment immédiatement vers une impasse, dans la mesure où, l'un comme l'autre, ils ne correspondent plus au contexte de leur élaboration. En effet, dès 1808, l'esprit de Tilsit commence à s'affaiblir quand le projet de partage de l'empire ottoman aurait demandé une cohésion parfaite entre les deux alliés. C'est en juillet 1807 qu'un tel projet était envisageable, s'il l'a jamais été. De même, en 1810, les dissensions sont trop nombreuses entre les deux empires pour que le mariage russe puisse se réaliser, et seul le mariage autrichien apparaît dans l'air du temps. Ces constatations mettent évidemment de

côté le fait que Napoléon est indubitablement opposé à un démembrement de l'empire ottoman et qu'Alexandre, et à plus forte raison sa mère, n'est pas favorable à une union matrimoniale avec son allié.

Dans ces conditions, et une fois ces arguments soulevés, il paraît impossible d'imputer l'échec de ces projets au duc de Vicence. Ses talents de négociateurs, de même que ses défauts, semblent dès lors anecdotiques, s'il est entraîné dans un mouvement qui le dépasse et si toutes les décisions sont déjà prises avant d'engager le débat. Ce point de vue est valable, certes, mais uniquement si on considère les résultats apparents de ces négociations. En effet, le bilan de Caulaincourt est peut-être tout autre. Il a su mener des discussions qui, tout en ne remplissant par leur objectif avoué, ont ménagé les susceptibilités de chacun, et préservé l'alliance politique. Napoléon et Alexandre sont sûrement vexés par ces revers et moins confiants dans l'alliance après chacun de ces échecs. Mais aucune rupture ne marque la fin des deux débats, qui se terminent, à chaque fois, progressivement et d'un commun accord. Sur la question du partage, les ambitions des uns et des autres se neutralisent, les Français critiquant la volonté russe d'obtenir Constantinople et les Détroits, les Russes celle française de partager les Dardanelles et de se créer un empire en Asie grâce à des moyens communs, en profitant d'une expédition visant les intérêts anglais dans les Indes. En ce qui concerne le mariage russe, Napoléon se détourne de son allié au profit de l'archiduchesse autrichienne, tandis que les protestations d'Alexandre masquent difficilement le soulagement qu'il éprouve en étant débarrassé de ce projet. Caulaincourt, dans ces deux occasions, a réussi à suivre à la lettre les instructions de son maître, tout en ménageant les susceptibilités des Russes, lorsqu'il voyait la tournure prise par les négociations.

Il ne faut pas, cependant, faire de ce *statu quo* un objectif que le duc de Vicence s'impose dès le départ. Fervent défenseur de l'alliance, il croit sincèrement en la coopération franco-russe et espère la réussite des projets qui sont l'objet de ces débats. S'il est lucide au sujet du partage de la Turquie qui lui semble chimérique, du moins lorsqu'il concerne les provinces asiatiques de la Porte, il recherche toutefois un accord mutuel, qui se ferait en Europe et qui cimenterait l'entente entre les deux empires, qui en ferait aussi deux complices d'un même « méfait », si l'on peut dire. Le projet de mariage russe lui tient tout particulièrement à cœur, puisqu'il vise à lier personnellement son maître et son ami. Noble, Caulaincourt est aussi sensible à l'idée d'union matrimoniale qui trouve sa justification tout au long de l'histoire et qui lui apparaît comme un lien puissant qui viendrait renforcer une alliance chancelante. Si on ne peut critiquer l'ambassadeur de France pour ces échecs, et lui-même s'en défend, il faut bien voir qu'il est conscient de l'impact de ces revers. L'amertume

qu'il transmet parfois dans ses lettres est le reflet de la déception qu'il éprouve lorsqu'il comprend que les Russes font trainer les discussions, parce qu'ils ne sont pas favorables au mariage de la grande-duchesse Anne avec Napoléon. Le négociateur Caulaincourt est ainsi personnellement touché par les échecs et par les insuccès qui touchent l'alliance franco-russe.

Les négociations ne sont pas particulièrement originales et le travail du duc de Vicence est assez similaire à celui qu'il mène tout au long de son ambassade. Il consiste simplement en discussions, tantôt avec Alexandre, tantôt avec Roumiantsov. Au fil des échanges, se dessinent des arguments et des contre-arguments, des projets qui prennent parfois une forme écrite, comme en ce qui concerne le projet de partage de la Turquie. Caulaincourt fait preuve d'une subtilité assez commune pour un diplomate et semble vite s'agacer devant les procédés oratoires utilisés par ses interlocuteurs, notamment Roumiantsov : pour lui, seules comptent la clarté du propos, la cohésion des idées, en vue d'arriver à un projet clair prêt à être validé par les deux empereurs, comme il cherche à l'atteindre lors des conférences sur l'empire ottoman. De même, lorsque le projet est déjà précisé, comme le mariage de Napoléon avec une grande-duchesse, aucun retard ne lui paraît légitime, tout doit amener une prompte décision. Esprit pratique plus qu'imaginatif, comme peut l'être Roumiantsov, Caulaincourt vise les résultats concrets, mais il prend part à des négociations qui mènent inexorablement à une impasse. C'est peut-être là une des principales limites du diplomate ou au contraire un de ses atouts : militaire, nouveau venu dans la diplomatie, le duc de Vicence ne partage pas le goût de certains professionnels de ce métier pour les discours creux, pour les projets vagues ou imaginaires. Il privilégie la sincérité, la fidélité à son maître et à ses convictions, telle l'importance de l'alliance franco-russe. Napoléon trouve ainsi en Caulaincourt un relais efficace qui ne risque pas de dépasser les objectifs qui lui sont astreints, mais qui fait tout pour faire aboutir ce qui correspond à sa pensée profonde.

La valeur ajoutée du duc de Vicence, comme négociateur, se révèle déjà à travers ces deux exemples. Son lien avec Alexandre est souvent mis en avant et est mis au service des négociations, comme lors du projet de mariage russe. Il semble aussi au fait des intentions de Napoléon et peut lire entre les lignes de ses instructions : leur longue cohabitation, de 1802 à 1807, en fait un connaisseur de la pensée de l'Empereur, de ses conceptions diplomatiques, peut-être de la limite de ses ambitions aussi. Au cours de cette ambassade, le duc de Vicence devient un négociateur de plus en plus expérimenté. Il connaît différents types de discussions, sur des sujets allant du domaine privé à la grande diplomatie. Il a pour interlocuteur un ministre, mais aussi un empereur ; il travaille sur des cartes, sur des chiffres, ou simplement à l'oral, en tête-à-tête. L'ambassade de 1807-1811, en conclusion, est une formation essentielle

pour Caulaincourt, qui développe son aptitude à mener des discussions diplomatiques, initiée timidement en 1801. S'il est choisi en 1813 et 1814 comme envoyé aux Congrès de Prague et de Châtillon, c'est non seulement du fait du prestige attaché à son nom depuis la campagne de 1812, mais aussi grâce à l'expérience qu'il a acquise en Russie. Peu d'ambassadeurs de son époque peuvent prétendre avoir eu une part aussi importante dans la politique européenne, en abordant des sujets aussi divers et en participant à des projets aussi ambitieux que celui du partage de la Turquie : cette expérience est, autant que ses convictions et que son image d' « homme de la paix », une des raisons de son rôle dans les pourparlers qui scandent les dernières années de l'Empire.

### CHAPITRE III : CAULAINCOURT ET L'ÉCHEC DE L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

#### Introduction

La guerre de 1812, au contraire d'autres conflits de la période, ne suit pas un *casus belli* unique et linéaire : elle est le produit de tout un ensemble de facteurs nés de l'alliance franco-russe et de phénomènes annexes. Privilégier une de ces causes est légitime : certains<sup>289</sup> mettent en avant le problème de la Pologne, les Russes craignant son rétablissement orchestré par les Français, d'autres les questions économiques et le souci de Napoléon de conserver à tout pris son système continental contre l'Angleterre. Chercher une cause unique et véritable à la guerre est une entreprise vaine, un contre-sens historique qu'Albert Vandal souligne à la fin du second tome de son ouvrage. Il estime en effet que, entre les deux empereurs, « l'hostilité est [...] irrémédiable, parce qu'elle ne résulte pas seulement de griefs particuliers, mais qu'elle trouve aussi sa cause dans l'ensemble des situations prises »<sup>290</sup>. Dans le cas de l'alliance franco-russe, il faut se méfier des visions linéaires et privilégier une approche qui mêle les différents terrains de désaccord entre les deux États, sans chercher forcément à les hiérarchiser.

---

<sup>289</sup> Ainsi Curtis Cate dans son ouvrage *La campagne de Russie*, voir Bibliographie.

<sup>290</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. II, p. 540.

Il est hors de notre propos de refaire l'histoire de la dégradation de l'alliance, visible dès les premières négociations, comme vu dans le chapitre précédent. Albert Vandal a longuement décrit les événements qui mènent au passage du Niémen en juin 1812, en n'excluant aucun paramètre, que ce soient la guerre d'Espagne ou l'élection de Bernadotte comme prince héritier de Suède. Même si son action sur le cours des événements est en définitive assez faible, Caulaincourt est un acteur et un témoin de ce mécanisme qui pousse les deux pays vers un nouveau conflit. C'est sa façon de percevoir ces causes de la guerre qui est la base de ce chapitre. En effet, dans un document écrit *a posteriori*<sup>291</sup>, il présente ce qu'il considère comme les quatre principales raisons de la rupture entre la France et la Russie. Plutôt que de décrire la marche à la guerre en suivant la correspondance diplomatique de l'ambassadeur au jour le jour, depuis le mariage autrichien jusqu'à son retour pour Paris, il nous a paru plus pertinent de nous attacher à ces quatre facteurs que le duc de Vicence lui-même a décidé de mettre en avant. Car si la définition du *casus belli* de la guerre de 1812 est une affaire d'historiens c'est aussi une question qui intéresse les contemporains de l'événement. Leur vision des choses a également une valeur, puisqu'elle détermine un certain nombre d'actions et de représentations. Dans cette optique, l'exemple de l'ambassadeur de France en Russie est particulièrement pertinent, puisqu'il s'agit d'une des personnes les plus impliquées dans l'alliance franco-russe.

Ce document, à mettre en relation avec le résumé des dépêches<sup>292</sup>, présente donc les quatre grandes causes de la guerre de 1812, selon le duc de Vicence. La première, qu'on pourrait appeler en simplifiant la « question allemande », est directement liée aux conditions de la paix de Tilsit, puisqu'elle concerne les zones d'occupation. La Russie devait évacuer les principautés danubiennes, tandis que la France quittait la Prusse. Mais les deux empires sont attachés aux avantages acquis, en même temps que chacun souhaite l'intégrité, l'un de la Prusse, l'autre de la Turquie. Voici comment Caulaincourt décrit la première cause du différend entre les deux empires :

N°1. Il avait été stipulé par l'article 22 du traité de Tilsit, que les Russes évacueraient la Moldavie et la Valachie. La Russie n'exécutait point cette clause à laquelle la France devait tenir comme intéressée à l'intégrité de l'empire ottoman. Des explications à ce sujet eurent lieu entre les deux gouvernements. La Russie, pour justifier l'occupation des provinces turques, alléguait les délais apportés par la France à l'évacuation des États prussiens. Après d'assez longues discussions, le gouvernement français parut disposé à ne plus s'opposer à l'établissement des Russes en Moldavie et en Valachie ; si la Silésie lui était donnée en échange. La Russie ne voulut point se prêter à

---

<sup>291</sup> Voir annexe n°11.

<sup>292</sup> Voir annexe n°8.

cet arrangement. Cette discussion qui n'avait pas été sans quelque aigreur de la part de la Russie perdit peu à peu de son importance. On se borna de part et d'autre à quelques récriminations faites de loin en loin. La Convention d'Erfurt dissipa tous les moyens et rétablit entre les deux Empires la confiance la plus intime.<sup>293</sup>

Il apparaît que, dans cette affaire, le *statu quo* reste de mise, malgré toutes les négociations entreprises, jusqu'à celle concernant le partage de l'empire ottoman. Toutefois, la question de la présence française en Allemagne, menace latente contre la Russie, va rester comme une épine fichée dans l'alliance franco-russe. Nous ne traiterons pas précisément cette première cause, incluse dans les instructions de Caulaincourt, mais aussi dans les négociations du partage de la Turquie<sup>294</sup> et dans l'entrevue d'Erfurt<sup>295</sup>. Il est cependant important de voir que le duc de Vicence fait remonter les causes de la guerre de 1812 aux origines de l'alliance de Tilsit, même si cette cause lointaine lui apparaît résorbée à la fin de son ambassade.

La deuxième cause est la « question polonaise » à laquelle se raccroche le différend né lors de la campagne de 1809. La troisième cause, sûrement la plus déterminante pour Napoléon, est la raison commerciale. La dernière cause est la plus ponctuelle. Plus qu'une cause c'est un déclencheur de la mécanique de course à la guerre : il s'agit de l'annexion du duché d'Oldenbourg par la France. Nous allons désormais étudier ces trois dernières causes en insistant sur trois aspects en particulier : le rôle de Caulaincourt dans les négociations qui peuvent éventuellement avoir lieu, par exemple lors du projet de note sur la Pologne, les instructions qui sont données au duc de Vicence afin de minimiser les écarts naissants entre les deux empires ou de légitimer la politique de Napoléon et surtout la vision des choses que peut avoir l'ambassadeur sur toutes ces questions. Il s'agira en conclusion de voir les raisons de son départ et de son remplacement par Lauriston. L'ensemble de cette approche nous permettra de faire la part des responsabilités, ou non, du personnage dans l'échec de l'alliance franco-russe.

---

<sup>293</sup> Voir annexe n°11.

<sup>294</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, chapitre II, 1.

<sup>295</sup> Cette cause, secondaire, reste cependant vivace. Ainsi, en 1811, Champagny l'évoque encore : « [...] nous n'avions pas protesté, lorsqu'au mépris du traité de Tilsit, la Russie avait refusé d'évacuer la Valachie et la Moldavie [...] » (Champagny à Caulaincourt, Paris, 26 février 1811).

## 1. La guerre de 1809 et la question polonaise.

Si l'occupation de l'Allemagne et celle des provinces danubiennes est synonyme des premières tensions dans l'alliance, elles restent des causes lointaines de la guerre de 1812, loin d'être irréversibles. La guerre contre l'Autriche en 1809, le règlement de la paix et la question polonaise qui en découle, sont, en revanche, une cause aux lourdes conséquences, qui restent en arrière plan jusqu'au déclenchement du conflit. Les doutes qu'inspire à la France la participation de la Russie à la campagne contre l'Autriche sont vus habituellement comme un grief de Napoléon à l'égard de son allié. La paix de Schönbrunn, qui laisse une grande partie de la Galicie au duché de Varsovie, remet en avant le problème polonais, véritable terreur de la Russie. Deux causes de la guerre, parfois dissociées, mais directement mises en relation par Caulaincourt, ne formant plus qu'une vaste question polonaise qui trouve ses racines dans la renaissance de la guerre en Europe centrale. Dans sa description des causes de 1812, le duc de Vicence raconte d'abord les origines de ce que nous pouvons appeler la « question galicienne » :

Quelque temps avant la guerre de 1809 entre la France et l'Autriche, le gouvernement russe avait fait faire des démarches pour déterminer l'Autriche à désarmer. Son entremise n'ayant point réussi, elle dut conformément au traité d'alliance, rompre avec l'empereur d'Autriche et prendre part à la guerre. Une division russe formée sur la frontière de Galicie, reçut l'ordre d'entrer dans cette province. Mais soit qu'une secrète disposition retardât les opérations de ce corps, soit que les obstacles naturels, les inondations, le mauvais état des routes, le missent en effet hors d'état d'agir à temps, l'empereur Napoléon était maître de Vienne avant que les troupes russes n'eussent paru. Leur tardive entrée en Galicie fut peu utile à la cause commune; elle eût même l'inconvénient de contrarier en quelques points les opérations de l'armée du duché de Varsovie.<sup>296</sup>

---

<sup>296</sup> Voir annexe n°11.

Ces quelques lignes résument l'ensemble des reproches faits aux armées russes : lenteur, attitude douteuse face aux troupes varsoviennes, et laissent planer le doute sur les causes premières de ce retard, « obstacles naturels » ou « secrète disposition ». Il est certain que, du point de vue français, l'attitude des Russes n'a pas servi la cause commune même si Alexandre peut se targuer d'avoir agi « conformément au traité d'alliance ». À la suite de ces considérations, Caulaincourt enchaîne avec le récit des débats qui se tiennent à Saint-Pétersbourg au sujet de la Pologne et qui, après tout un ensemble de péripéties, n'aboutissent à rien :

À l'issue de cette guerre, la Russie qui depuis longtemps avait témoigné la crainte de voir rétablir la Pologne, montra de plus vives inquiétudes. La France fit tout pour la rassurer. L'Empereur écrivit lui-même à l'empereur Alexandre ; il chargea son ministre de l'Intérieur de placer dans son exposé de la situation de l'Empire adressé au Corps législatif, des déclarations dont l'effet devait être de calmer les craintes de la Russie. Cette puissance ne se montra pas complètement rassurée. Elle désira qu'un engagement formel, qu'une convention lui donnât la garantie des intentions exprimées par la France. M. le duc de Vicence fut autorisé à conclure cette convention ; mais l'Empereur ne put la ratifier. Il en approuvait le fond, mais la rédaction paraissait blesser la dignité du gouvernement français et le rendre responsable des événements qui pourraient dans la suite des temps, amener le rétablissement de la Pologne. L'Empereur ne voulait et ne pouvait répondre que de sa volonté. De légers changements de rédaction pouvaient rendre cet acte propre à concilier les vues de la Russie avec celles de la France. Il fut dressé avec ces changements et envoyé tout ratifié à Saint-Pétersbourg. La Cour de Russie le rejeta ; elle répondit par un contre-projet qui reproduisait la plupart des clauses auxquelles le gouvernement français n'avait pu souscrire et appelait conséquemment les mêmes objections ; les choses en sont restées là quoique l'Empereur eut offert de s'entendre sur une rédaction qui put concilier toutes les opinions.<sup>297</sup>

Ce texte de Caulaincourt donne une idée de la complexité de ces projets et contre-projets, qui tendent finalement vers l'échec. Le rapprochement qui s'opère dans son esprit avec la guerre de 1809 est bien visible, de même que son constat d'une question qui reste pendante jusqu'à son départ, alors qu'elle aurait pu être résolue. Une fois vue cette relation entre 1809 et la Pologne, présentée par le duc de Vicence, et rappelé le déroulement des faits, il s'agit de voir plus précisément la part prise par l'ambassadeur de France et surtout sa pensée sur ces événements.

---

<sup>297</sup> Voir annexe n°11.

Les intentions belliqueuses de la cour des Habsbourg, longtemps brisées par la défaite d'Austerlitz en 1805, resurgissent peu à peu et deviennent préoccupantes lors de l'année 1808, d'autant plus que Napoléon se voit accaparé par les affaires d'Espagne. L'entrevue d'Erfurt est une occasion pour lui de mettre au point une ligne d'action commune avec la Russie face à l'Autriche. La convention d'Erfurt envisage cette action, sans que cela se concrétise véritablement. De mois en mois la menace se précise et toutes les cours d'Europe pressentent la reprise de la guerre. Caulaincourt, depuis Saint-Pétersbourg, n'est pas à l'écart de ces informations, de même qu'il est témoin de l'amplification des rumeurs qui secouent l'opinion russe<sup>298</sup>. Andréossy, ambassadeur de France à Vienne, l'informe régulièrement de l'opinion viennoise et des rumeurs de guerre. Dès juillet 1808, les deux ambassadeurs s'inquiètent des intentions de l'Autriche, « prête en un mot à déclarer la guerre à la France, même à la Russie »<sup>299</sup>, mais ces craintes sont tempérées par l'assurance que l'attitude de la cour russe permettra de résoudre la crise : « la conduite loyale de la Russie, dans cette circonstance, a été un coup de massue pour le cabinet de Vienne, qui affectait de s'étayer de l'appui de la Russie pour diriger l'opinion en sens contraire du système de la France »<sup>300</sup>. Durant toute la seconde moitié de l'année 1808 et le début de 1809, chacun est conscient du réarmement de l'Autriche et des risques de guerre, mais, pour le duc de Vicence, l'alliance franco-russe doit permettre de contenir la menace.

En décembre 1808, Champagny prévient Caulaincourt de cette menace que fait peser l'Autriche sur la paix de l'Europe<sup>301</sup>, et un mois plus tard, il lui donne des instructions précises à ce sujet. Il doit, en effet, tenir un langage particulier à Alexandre : « Pressez, Monsieur, pour que l'empereur de Russie prenne des mesures pour en finir avec cette puissance [l'Autriche] qui, en dernier lieu, lui témoigne si peu de déférence et d'égards »<sup>302</sup>. L'ambassadeur doit aussi montrer au tsar les moyens militaires de Napoléon, si la guerre

---

<sup>298</sup> La société pétersbourgeoise semble persuadée de l'imminence d'un conflit contre l'Autriche et le prouve par son comportement à l'égard de l'ambassadeur d'Autriche : « M. de Schwartzenberg est fort mécontent de sa position, de l'abandon où on le laisse, et surtout des préférences qui me sont accordées, il ne s'en cache pas. L'opinion ici est que la guerre entre la France et l'Autriche est inévitable ; à un bal avant-hier chez le ministre de Bavière, ni Russes ni étrangers ne parlaient à M. de Schwartzenberg, parce qu'on sait que l'empereur est fortement prononcé contre sa cour: quelques coteries anglaises le dédommageront sans doute de cet abandon, mais celles-ci ne changeront pas le système. » Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 22 février 1809.

<sup>299</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 257\*, Caulaincourt à Andréossy, Saint-Pétersbourg, 23 juillet 1808.

<sup>300</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 257\*, Andréossy à Caulaincourt, Vienne, 18 septembre 1808.

<sup>301</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 16 décembre 1808.

<sup>302</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 16 janvier 1809.

d'Espagne pouvait faire douter de sa capacité à se retourner contre un nouvel adversaire. L'objectif à atteindre est clair : la Russie doit convaincre Vienne de cesser toute entreprise belliqueuse, et, si cela échoue, seconder la France dans la guerre qui s'annonce. C'est dans ce sens que Caulaincourt doit entretenir Alexandre.

Dès le départ, le tsar manifeste des doutes sur la réalité du danger que représente l'Autriche, sans pour autant remettre en cause son soutien à la France. Il l'affirme : « Je l'ai promis à l'Empereur : si elle remue, ce sera une affaire bientôt faite »<sup>303</sup>. Mais ces assurances s'accompagnent de critiques voilées à l'égard de la France et le message du tsar en est transformé : la Russie aidera la France et ce malgré le comportement de celle-ci. « Les prétentions mêmes de votre cabinet après Tilsit ne m'ont point changé, quelque différence qu'il y eût entre elles et ce que l'Empereur m'avait dit alors. Répétez donc à l'Empereur que rien ne peut me faire varier ; toutes les propositions de l'Autriche ne me changeront pas »<sup>304</sup>. L'empereur de Russie se place résolument dans la ligne de Tilsit. Ces mots montrent l'enjeu que représente la future guerre contre l'Autriche pour l'alliance franco-russe. Étant donné les difficultés que connaît celle-ci, la collaboration contre Vienne est une épreuve qui peut décider des suites du rapprochement entre Napoléon et Alexandre et qui nécessite des mesures concrètes.

En effet, les paroles ne suffisent pas et l'ambassadeur presse le tsar d'adopter un langage « menaçant »<sup>305</sup>, comme le lui indique le duc de Cadore<sup>306</sup>. Il propose une note conjointe des deux pays, en forme d'ultimatum contre l'Autriche, reprise plus sévère de la tentative faite à Erfurt, et tente de convaincre Alexandre que « la modération que S.M. voulait employer ne ferait peut-être qu'encourager des gens qui n'avaient calculé les conséquences d'aucune de leurs mesures [...]. Je fis remarquer à S.M. que si, à Erfurt, on avait tenu un langage plus vigoureux, peut-être les choses n'en seraient point venues là »<sup>307</sup>. Mais, d'une certaine façon, ce projet de note n'est qu'un pis-aller et, pour Napoléon, seul compte véritablement l'action

---

<sup>303</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 17 janvier 1809.

<sup>304</sup> Rapport à Napoléon, 5 février 1809.

<sup>305</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 7 février 1809.

<sup>306</sup> A. Vandal, « La France et la Russie pendant la guerre de 1809 », p. 327, montre les préventions qui entourent l'ambassadeur qui demande avec opiniâtreté des mesures sévères à l'égard de l'Autriche : « À ce moment, ses rapports [ceux d'Alexandre] avec notre ambassadeur sont curieux à observer. Plus que jamais, M. de Caulaincourt est traité au Palais d'hiver en ami, en commensal préféré. Deux ou trois fois la semaine, il dîne chez Sa Majesté, partageant cet honneur avec le petit groupe d'intimes qui compose la société habituelle et privilégiée du tsar. Pendant la réunion, Alexandre saisit toutes les occasions de célébrer Napoléon et la France ; il vante son attachement à l'alliance, son désir de la maintenir inébranlable, d'en remplir toutes les obligations, et ces politesses sans conséquence lui sont un moyen de préparer et de faciliter la tâche qui s'imposera à lui tout à l'heure, dans son cabinet, lorsqu'il se retrouvera seul à seul avec Caulaincourt et devra résister doucement à cet ambassadeur réclamant un concert effectif de mesures ».

<sup>307</sup> Rapport à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 21 février 1809.

militaire conjointe<sup>308</sup>. Amener la Russie à soutenir militairement la France est en définitive l'instruction principale que le ministère des Relations extérieures donne à Caulaincourt : « L'Empereur, Monsieur, vous engage à tout employer pour porter l'empereur Alexandre à ordonner sans délai des mouvements militaires propres à épouvanter ou à soumettre l'Autriche »<sup>309</sup>. Caulaincourt propose très vite tout un ensemble de mesures militaires et envisage une double offensive russe sur le Danube et en Galicie<sup>310</sup>. Fin février, le duc de Vicence met encore en avant « la nécessité d'en imposer par des mouvements de troupes et des mesures qui appuyassent les paroles » mais on sent les premières réticences du tsar qui accepte de préparer la guerre « s'il fallait en venir à *la malheureuse nécessité* de combattre l'Autriche pour la mettre à la raison »<sup>311</sup>. Toutefois, le 28 février, les ordres pour les troupes à l'Ouest sont partis « comme [Alexandre] me l'avait promis »<sup>312</sup>. Malgré les hésitations et les réticences du tsar, l'alliance est sur une voie de coopération face à l'Autriche, suivant en cela les désirs de Napoléon, qui vise à l'efficacité en prévision des combats futurs, et ceux de Caulaincourt, qui espère prouver la solidité de l'alliance<sup>313</sup>.

Il faut justement s'attarder sur les sentiments de celui-ci dans ces circonstances. Son hostilité face aux intentions de l'Autriche est patente, comme en témoigne une lettre à Champagny qui lui « fournit une nouvelle occasion de mettre en opposition la politique ferme et grande de la France avec la politique tortueuse et obscure de l'Autriche, qui cherche à tout diviser pour augmenter sa puissance [...] »<sup>314</sup>. Ses discussions avec Schwartzemberg, alors à Saint-Pétersbourg, révèlent son opposition foncière à tout accommodement avec l'Autriche qui pourrait se faire au détriment des liens existant avec la Russie. Caulaincourt y stigmatise la conduite de la cour de Vienne et ses intentions belliqueuses. L'ambassadeur autrichien tente d'évoquer la possibilité d'une alliance entre leur deux pays, projet assez utopique à la veille d'une guerre : « Nos troupes marcheraient mieux à côté des vôtres que contre vous, car nous valons mieux que ces Russes, qui sont encore bien sauvages. Mais ces Russes, mon prince,

---

<sup>308</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 5 mars 1809. « Ce n'est que par des mouvements menaçants et non par des paroles qu'on parviendra à changer la fausse direction de la politique de cette cour [de Vienne]. »

<sup>309</sup> *Ibid.*

<sup>310</sup> Rapport à Napoléon, 5 février 1809, au soir.

<sup>311</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 24 février 1809.

<sup>312</sup> Rapport à Napoléon, 28 février 1809.

<sup>313</sup> A. Vandal, « La France et la Russie pendant la guerre de 1809 », p.331, montre de quelle façon Alexandre a le choix entre plusieurs solutions : une « assistance accordée d'emblée, de confiance, dans un élan chevaleresque, et une coopération conditionnelle. » Finalement, il choisit la pire solution pour l'alliance, p.331-332 : « Il écarta l'un et l'autre de ces partis pour s'arrêter à un troisième, le pire et le moins digne de tous. Tout en exprimant de justes inquiétudes sur le sort futur de l'Autriche, il ne réclama aucun engagement préalable et ne mit point Caulaincourt dans le cas d'user de ses pouvoirs. Il annonça à Napoléon une assistance sans réserve, pleine et entière, mais résolu de ne la lui prêter qu'en apparence et de s'opposer à l'Autriche qu'un simulacre de guerre. »

<sup>314</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 20 décembre 1808.

ai-je repris, sont des alliés bien loyaux, et leur souverain suit une marche droite que vous n'imitiez pas et que vous n'avez pas assez appréciée quand il vous a donné des conseils. Vous ne l'écouteriez que trop tard pour votre bonheur, M. l'Ambassadeur, si vous ne déterminez pas tout de suite votre cour à prendre une attitude plus pacifique »<sup>315</sup>.

La ligne de conduite du duc de Vicence sur cette affaire est simple : il entend mettre en exergue l'alliance russe tout en espérant que l'Autriche conservera son rôle d'état-tampon et restera en paix. Il n'est pas question pour lui d'un renversement des alliances : la paix passe par le maintien des relations avec la Russie, à charge pour l'Autriche de s'intégrer dans ce système ou d'en être la victime si elle s'y oppose. Ces considérations s'intègrent dans un dessein plus large, celui de la lutte contre l'Angleterre, qu'il explique dans une lettre à Andréossy : « La paix avec l'Angleterre est le but essentiel des efforts des alliés, tout ce qui y tient est non seulement dans leur intérêt mais dans celui de l'Europe. C'est la conduite tortueuse de l'Autriche qui a encouragé les Turcs et favorisé les négociations des Anglais à Constantinople. Sans cet espoir de succès, sans celui d'entraîner l'Autriche dans le même parti et de lui faire prendre les armes, l'Angleterre aurait-elle rejeté toutes négociations, quels moyens a-t-on donc de la contraindre à les reprendre? Il s'en offre plusieurs »<sup>316</sup>. Le premier de ces moyens, c'est d'observer la paix du continent, ce que la cour de Vienne met à mal<sup>317</sup>. La guerre contre l'Autriche est donc pour le duc de Vicence une nécessité politique qui permettra, à terme, une pleine efficacité de l'alliance franco-russe et la fin de la lutte contre les Anglais ; la collaboration militaire des deux empires est dans le prolongement de Tilsit.

Cependant, avant même le commencement de la guerre, les premiers doutes apparaissent, notamment du fait de la renaissance de la question polonaise. Définitivement partagée en 1795 par l'Autriche, la Prusse et la Russie, la Pologne reste une crainte perpétuelle pour Alexandre et son ministre, d'autant que la guerre qui s'annonce laisse présager un démembrement territorial de l'empire des Habsbourg, en cas de victoire française.

Le tsar s'inquiète des bouleversements qui risquent de remettre en cause l'équilibre de l'Europe et, comme Caulaincourt, juge nécessaire l'existence de l'Autriche comme troisième force : « L'empereur [Alexandre] m'a encore répété ce qu'il m'avait dit précédemment, que, s'il ne s'agissait que de donner une leçon à l'Autriche, il serait tout prêt, mais que les conséquences d'une guerre étaient incalculables, que l'existence de l'Autriche était nécessaire

---

<sup>315</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 15 février 1809.

<sup>316</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 257\*, Caulaincourt à Andréossy, s.d., « Réflexions générales sur les affaires avec l'Autriche ».

<sup>317</sup> Le second moyen est de forcer la Porte à renvoyer l'agent anglais, le troisième de terminer les affaires d'Espagne, le quatrième de préparer un débarquement vers l'Égypte ou la Syrie.

au repos de l'Europe, qu'il fallait donc faire l'impossible pour ne pas changer l'état de l'Europe et ne pas mettre de nouveau la France en contact avec la Russie, qu'il parlait ainsi par l'intérêt même qu'il prenait à la durée de notre alliance »<sup>318</sup>. La destruction de l'Autriche est la première crainte, mais elle implique surtout l'augmentation du territoire du grand-duché de Varsovie, prélude à une reconstitution du royaume de Pologne.

Déjà l'empereur de Russie fait allusion à la paix qui suivra le conflit, et à la nécessité de s'entendre auparavant sur cette question : « Il faudra nous entendre sur les moyens à employer, ainsi que sur les résultats, pour qu'il n'y ait pas de différends entre nous : avez-vous quelques idées à cet égard ? Il faut penser à cela »<sup>319</sup>. Quand Caulaincourt envisage le péril imminent, Alexandre est déjà tourné vers le futur traité de paix. Lors de l'audience du 4 février, la question de la Pologne est « plus que sous-entendue »<sup>320</sup> et les craintes russes s'y révèlent : « il paraît qu'on veut toujours voir la Pologne ressuscitée [...] »<sup>321</sup>. Les Russes ne peuvent totalement laisser de côté l'après-guerre, mais le duc de Vicence n'a pas les pouvoirs requis pour leur donner des assurances : « On ne parle que légèrement d'arrangements préliminaires pour le sort à venir de l'Autriche conquise ; je n'entrerai en matière et ne signerai quelque chose sur cela, comme V.M. m'y autorise, que si je ne puis faire autrement. Je marche avec les événements et me règle sur le caractère de ceux auxquels j'ai à faire, pour mieux servir mon maître [...] »<sup>322</sup>. Caulaincourt ne peut qu'offrir ses propres convictions et ses bonnes paroles, personnellement il est pour le « maintien de l'intégrité de l'Autriche en la désarmant et en limitant ses forces dans la paix [...] »<sup>323</sup>, suivant en cela le tsar, qui est « pour le maintien *d'un peu d'équilibre* en Europe »<sup>324</sup>. Les deux hommes ne sont donc pas partisans d'accroissements territoriaux qui, tout en satisfaisant la France et la Russie, risquent d'agrandir le grand-duché de Varsovie. Heureusement pour le duc de Vicence, Alexandre et Roumiantsov ne parlent de la future paix qu'à l'occasion, semblant attendre des résultats concrets pour se prononcer : « Jusqu'à présent, on ne me presse pas pour une convention écrite sur le sort de l'Autriche ou de ses provinces après la guerre ; on se contente d'en parler de temps en temps, sans en faire une condition de la coopération »<sup>325</sup>.

---

<sup>318</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 22 février 1809.

<sup>319</sup> Rapport à Napoléon, 28 février 1809.

<sup>320</sup> Caulaincourt à Napoléon, 28 février 1809, 5 heures du matin.

<sup>321</sup> *Ibid.*

<sup>322</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 8 avril 1809.

<sup>323</sup> Rapport à Napoléon, 16 avril 1809.

<sup>324</sup> *Ibid.* Alexandre évoque, en parlant de l'Autriche, un « tiers puissant et indépendant en Europe » (Rapport à Napoléon, 22 avril 1809).

<sup>325</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 16 avril 1809.

Malgré ces craintes, Caulaincourt est confiant et voit les préparatifs de la Russie<sup>326</sup>, puis l'envoi des ordres pour l'armée qui doit s'avancer en Galicie. Les projets plus ambitieux ont été abandonnés, comme le départ d'Alexandre et de sa garde pour l'armée<sup>327</sup>. Mais l'ambassadeur n'est pas complètement assuré de la bonne marche des opérations ; même lorsqu'il rend compte du bon fonctionnement de la coopération, sa façon de l'exprimer est révélatrice de ses doutes : « Je me suis assuré que l'ordre aux troupes russes rassemblées sur les frontières de la Galicie de se tenir prêtes à marcher dans les vingt-quatre heures a été réellement expédié. Cela se sait et fait sensation »<sup>328</sup>. Pourquoi s'assurer que l'ordre a bien été envoyé si le tsar le lui a dit ?

En ces mois qui précèdent l'entrée en guerre contre l'Autriche, le sentiment est, en définitive, assez mitigé. D'un côté, Alexandre assure Caulaincourt de son soutien et de son dévouement à la cause commune ; d'un autre il montre peu d'empressement à concrétiser ses promesses. La notion d'équilibre qu'il met en avant lui fait-il espérer un remaniement de la carte de l'Europe moins favorable à la France ? C'est ce que suggèrent les historiens, tel Albert Vandal. Quoi qu'il en soit des pensées secrètes du tsar, l'alliance, déjà blessée par la question de l'Allemagne et de la Turquie, est face à un obstacle, la guerre contre l'Autriche : la façon dont il sera résolu est centrale pour l'avenir des relations entre la France et la Russie. Alexandre, le 22 avril, résume l'état qui prédomine avant l'entrée en guerre, à savoir l'assurance d'une coopération, mais des antécédents qui déjà créent griefs et ressentiments : « Général, on peut compter sur moi ; la manière dont je m'explique en est la preuve. Si l'Empereur eût fait quelque chose pour nous l'année dernière en Scanie<sup>329</sup>, nos affaires de Suède seraient finies. Si, pour complaire à M. de Champagny, on n'avait pas toujours retardé les affaires de Turquie, la paix serait faite là, et j'aurais cette armée de plus à offrir à l'Empereur »<sup>330</sup>. Le seul moyen d'effacer ces différends est de montrer à l'Europe la coordination des troupes des deux empires et de s'accorder sur une paix qui satisfasse la Russie : deux points qui vont fournir un grief à chacun des deux pays.

---

<sup>326</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 12 mars 1809 : « La marche des troupes russes, l'ordre donné pour les magasins, quelques dispositions préparatoires faites dans les corps des gardes, plus encore le ton affirmatif avec lequel l'empereur parlait il y a quelques jours des mesures ridicules de l'Autriche, tout cela fait qu'on ne doute pas à Pétersbourg de la coopération de la Russie dans la guerre contre l'Autriche, qu'on regarde comme inévitable : il y a beaucoup de censeurs, mais point d'opposants. »

<sup>327</sup> Rapport à Napoléon, 22 avril 1809.

<sup>328</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 8 avril 1809.

<sup>329</sup> Tandis que les troupes russes envahissaient la Finlande, Bernadotte devait attaquer la Suède en Scanie, mais n'intervint finalement pas.

<sup>330</sup> Rapport à Napoléon, 22 avril 1809.

S'il ne nous appartient pas, bien entendu, de retracer la campagne de 1809, quelques repères chronologiques sont nécessaires pour saisir le contraste qui peut exister entre le « front ouest » et le « front est » de la guerre. Le 12 avril 1809, l'Autriche déclare la guerre puis envahit la Bavière et le duché de Varsovie<sup>331</sup>. L'invasion autrichienne est vite stoppée par Napoléon qui remporte tout un ensemble de victoires : le 20 avril à Abensberg, le 21 à Landshut, le 22 à Eckmühl, le 23 à Ratisbonne. L'offensive de l'archiduc Charles est repoussée, et, le 13 mai, l'Empereur fait, une nouvelle fois, son entrée à Vienne, et se prépare à passer le Danube pour défaire définitivement les Autrichiens. En un mois, est reproduite la campagne de 1805 ; reste à contraindre l'agresseur à la paix.

Que se passe-t-il pendant ce temps à Saint-Pétersbourg ? Mis au courant du commencement de la guerre<sup>332</sup>, Caulaincourt assure ses supérieurs de l'entrée prochaine en Galicie des troupes russes : « Aussitôt les troupes russes avaient reçu l'ordre d'entrer en Galicie, et je ne doute point qu'elles ne pénétreront incontinent dans cette province »<sup>333</sup>. À noter que les derniers mots sont corrigés de : « qu'elles n'aient déjà pénétrés dans cette province ». Il presse Alexandre de faire intervenir son armée et regrette déjà que les opérations n'aient pas été plus promptes, afin d'empêcher les Autrichiens d'envahir le grand-duché de Varsovie : « L'empereur, auquel j'eus l'honneur de faire observer [...] que les Autrichiens n'auraient pas osé entrer dans le grand-duché si les Russes avaient eu d'avance l'ordre d'entrer en même temps en Galicie, et aussi combien il importait d'agir promptement, soit pour éviter le mal, soit pour le réparer si Varsovie était pris, me répondit que l'ordre d'entrer en Galicie partirait encore le soir [...] »<sup>334</sup>. Cependant, tout semble pour l'instant conforme aux projets d'intervention commune.

Mais le duc de Vicence se rend bientôt compte que la marche des opérations n'est pas à la hauteur de ses espérances, malgré les paroles rassurantes du tsar<sup>335</sup>. Lorsqu'il lui demande

---

<sup>331</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 11 avril 1809.

<sup>332</sup> Le duc de Vicence en est averti le 26 avril.

<sup>333</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 257\*, Caulaincourt à Durand, envoyé à la cour de Stuttgart, Saint-Pétersbourg, 4 mai 1809, minute.

<sup>334</sup> Rapport à Napoléon, 28 avril 1809.

<sup>335</sup> Sur la conduite d'Alexandre lors de la campagne de 1809, voir A. Vandal, « La France et la Russie pendant la campagne de 1809 ». Il est certain, quoi qu'en pense Caulaincourt, que la conduite du tsar est plus qu'équivoque. A. Vandal, « La France et la Russie pendant la guerre de 1809 », p.333, rapporte les mots de l'ambassadeur d'Autriche Schwartzberg, à la suite d'une entrevue avec le tsar : « L'empereur me dit [le 15 avril] qu'il allait me donner une grande preuve de confiance en m'assurant que rien ne serait oublié de ce qui serait humainement possible d'imaginer pour éviter de nous porter des coups. Il ajouta que sa position était si étrange que, quoique nous nous trouvassions sur une ligne opposée, il ne pouvait s'empêcher de faire des vœux pour notre succès ».

quand les troupes entrèrent en Galicie, « S.M. réfléchit, compta les marches de réunion des divisions et réserves, et me dit enfin : « j'aime mieux vous accuser trois jours trop tard que trop tôt ; ainsi calculez que mon armée aura passé mes frontières, au plus tard, d'aujourd'hui en quinze jours ». Me fondant sur les précédentes assurances, j'observai que ce mouvement était plus lent qu'on ne me l'avait dit [...] »<sup>336</sup>. Les premiers doutes font place à de véritables inquiétudes et les excuses de toutes sortes pleuvent sur l'ambassadeur de France. Le général Galitzine, qui commande l'armée destinée à intervenir en Galicie, est ainsi malade à Riga<sup>337</sup>, retardant en conséquence la marche des troupes. Le duc de Vicence remarque de même la lenteur qui caractérise les Russes et qui explique le retard : « Le rassemblement de l'armée de Galicie, quoiqu'on l'annonçât d'abord comme réunie, est lent, comme tout ce qui se fait ici. [...] L'intention est droite, il n'y a point de doute ; mais aucun des ressorts n'est assez tendu pour que l'exécution soit prompte »<sup>338</sup>. D'autres causes sont avancées, dont celle qui revient le plus souvent dans la bouche des Russes, à savoir les conditions météorologiques : « Je fis sentir à S.M. que le prince Galitzine arriverait bien tard, qu'il ne serait même plus à temps de rendre de grands services. L'empereur me répondit que les inondations, suite du dégel tardif et de la grande quantité de neige qu'il y avait eu, étaient les seules causes du retard dont je me plaignais »<sup>339</sup>. Le duc de Vicence fait les protestations les plus sévères à l'encontre du général Galitzine et Alexandre se montre « fort piqué des doutes que je montrais sur la conduite du prince Galitzine [...] »<sup>340</sup>. Toutefois, l'ambassadeur ne critique pas le tsar mais l'exécution de ses ordres (fidélité à l'alliance oblige) et craint déjà les répercussions de ce retard sur l'alliance. Qui plus est, instruit des succès de son maître, il ne voit plus tant dans l'intervention de Galitzine une nécessité militaire qu'une question de prestige : « [...] c'était, au reste, plus pour l'honneur de la Russie et celui de la parole impériale que je regrettais ces retards que pour notre utilité, V.M. [Napoléon] ayant déjà fait seule le gros de la besogne »<sup>341</sup>. Pour l'image de l'alliance franco-russe, les armées russes doivent remplir leur objectif.

Cependant, les inquiétudes et les protestations de Caulaincourt se transforment vite en de véritables désillusions. Il est en effet instruit plus précisément de l'état des choses en Galicie et dans le grand-duché de Varsovie. Il envoie M. de Lespinay<sup>342</sup> auprès de Galitzine, puis auprès des troupes varsoviennes. Des nouvelles proviennent aussi de Bourgoing, envoyé

---

<sup>336</sup> Rapport à Napoléon, 4 mai 1809.

<sup>337</sup> Rapport à Napoléon, 10 mai 1809.

<sup>338</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 13 mai 1809.

<sup>339</sup> Rapport à Napoléon, 26 mai 1809.

<sup>340</sup> Rapport à Napoléon, 28 mai 1809.

<sup>341</sup> *Ibid.*

<sup>342</sup> Officier d'ordonnance de Napoléon, attaché à l'ambassade de Saint-Pétersbourg.

de Napoléon auprès du roi de Saxe<sup>343</sup>, de Serra, résident français à Varsovie, ou encore de Poniatowski lui-même. Les nouvelles sont catastrophiques : aux retards s'ajoute la mauvaise volonté des officiers russes qui entravent la marche des troupes du grand-duché. Bourgoing, qui alerte Caulaincourt à ce sujet en des termes assez acerbes, résume bien les reproches qui sont faits à l'encontre des Russes :

Après une assertion aussi positive de la part d'un ambassadeur qui tous les jours a l'honneur d'approcher S.M.I. de toutes les Russies, n'ai-je pas lieu, ainsi que le Roi, ainsi que les ministres et les généraux du duché, d'être étonné que le 27 mai, aucun corps russe n'ait paru ni dans le duché de Varsovie, ni en Galicie ; et d'apprendre qu'enfin les troupes de S.M.I. annonçaient leur entrée prochaine ; mais que leur plan de campagne semblait avoir plutôt pour objet de contrarier que de favoriser les opérations des Polonais, à tel point que ceux-ci font des vœux, secrets à ce que j'espère, mais ardents, pour que les Russes leur épargnent leurs tardifs et dangereux secours.<sup>344</sup>

Serra est lui « témoin de la lenteur de leur marche [celle des troupes russes], de leur peu de disposition à joindre l'armée polonaise [...] »<sup>345</sup>, Poniatowski observe le comportement des troupes russes face aux Autrichiens : « il n'y a pas eu jusqu'à présent le plus petit engagement entre elles et l'ennemi et chaque jour des faits, de plus en plus extraordinaires, ajoutent à la certitude, qu'il s'est établi entre les commandants respectifs le plus parfait concert d'opérations »<sup>346</sup>. De Lespinay conclut sur le comportement des Russes et donne les preuves qu'il y a autre choses que des problèmes météorologiques derrière tout cela : « Dans la lettre que le prince Galitzine m'a remis pour le prince Poniatowski, il lui marque que les débâcles et les débordements l'ont empêché de faire son entrée plus tôt, et beaucoup de choses aussi insignifiantes, que les troupes n'étaient pas rassemblées, tandis que depuis un mois, elles

---

<sup>343</sup> Celui-ci étant aussi grand-duc de Varsovie et par conséquent directement concerné par les événements.

<sup>344</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 257\*, Bourgoing à Caulaincourt, Dresde, 2 juin 1809. L'ambassadeur français auprès du roi de Saxe conclut sa lettre par une très bonne analyse des conséquences de la campagne de 1809 sur l'alliance franco-russe : « [...] ce concours des troupes russes qui devait donner à l'Europe une preuve éclatante de l'adhésion de l'empereur Alexandre au système de l'empereur Napoléon servira plutôt à relâcher qu'à resserrer les liens qui unissent ces deux grands monarques ».

<sup>345</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 257\*, Serra à Caulaincourt, Varsovie, 20 juin 1809.

<sup>346</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 257\*, Poniatowski à Caulaincourt, quartier-général de Pulawy, 27 juin 1809. Dans une autre lettre du 5 juillet, depuis le quartier-général de Radom, Poniatowski demande au duc de Vicence d'intervenir pour résoudre le problème : « Je n'ai point manqué de porter directement à la connaissance de l'Empereur toutes ces circonstances à mesure qu'elles ont eu lieu, et d'exposer à Sa Majesté la conduite franche et amicale, que j'avais toujours observée à l'égard des généraux russes. La distance infiniment plus rapprochée de Pétersbourg me faisant croire qu'en les communiquant également à Votre Excellence, je ne puis que servir la cause commune, je crois devoir à la confiance dont Son Auguste Souverain daigne m'honorer, de la mettre à même de faire de son côté les demandes qu'elle jugera nécessaires. »

étaient cantonnées depuis Grodno<sup>347</sup>, jusqu'à Dubno<sup>348</sup>, si serrées qu'il y avait jusqu'à vingt-cinq hommes chez chaque habitant ; mais la seule chose qui ait pu retarder la marche est la mauvaise volonté »<sup>349</sup>. Ces exemples, parmi d'autres, montrent que Caulaincourt est fréquemment pris à parti par tous les témoins de ces événements. Il lui faut intervenir auprès du tsar, ou au moins justifier le prince Galitzine et ses troupes.

Face à ces nouvelles alarmantes, qui impliquent des conséquences funestes pour l'alliance, le duc de Vicence suit une ligne cohérente dans ses réponses : en apparence, il est confiant et défend le tsar. Dans sa réponse à Bourgoing, il dissocie Alexandre de ses généraux : « Je partage entièrement votre sentiment sur l'[...]intelligence qui existe entre les deux généraux [russe et autrichien] mais ici l'intention de l'empereur Alexandre est toujours la même »<sup>350</sup>. À Serra, il tient un langage identique, preuve de la ligne qu'il s'est fixée : « Sans doute, on ne peut se dissimuler toute la mauvaise volonté que mettent les généraux russes à servir notre cause ; mais par là ils agissent d'une manière bien contraire aux intentions de leur souverain. Depuis l'ouverture de la campagne, l'empereur Alexandre ne cesse de donner les ordres les plus formels d'agir avec vigueur et célérité. Il se plaint ainsi lui-même des lenteurs du prince Galitzine »<sup>351</sup>. Caulaincourt donne donc l'image de la confiance dans l'alliance.

Au contraire, dans sa correspondance vers Champagny et Napoléon, il apparaît en grande partie désabusé, d'autant plus que les critiques françaises pleuvent : en juillet, l'Empereur parle même de la « conduite traîtresse »<sup>352</sup> des armées russes et son exaspération est perceptible. Caulaincourt fait des déclarations à son maître qui ne laissent pas de doute sur son état d'esprit et dénotent même une certaine ironie : « Pendant que Votre Majesté va en moins d'un mois de Paris à Vienne, l'armée russe, qu'on disait toute prête, en emploie un à se réunir sur la frontière de Galicie, dont elle n'était, me répétait-on sans cesse, qu'à une

---

<sup>347</sup> Ville de l'actuelle Biélorussie.

<sup>348</sup> Doubno, ville d'Ukraine

<sup>349</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 257\*, De Lespinay à Caulaincourt, Grezni, 2 juin 1809.

<sup>350</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 257\*, Caulaincourt à Bourgoing, Saint-Pétersbourg, 17 juillet 1809.

<sup>351</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, Supplément à la correspondance politique, 257\*, Caulaincourt à Serra, Saint-Pétersbourg, 18 juillet 1809.

<sup>352</sup> Champagny à Caulaincourt, Vienne, 10 juillet 1809 : « La jonction des Russes à l'armée polonaise (sic) ne devait-elle donc être marquée que par un revers, et par la perte d'une conquête que les Polonais à eux seuls avaient su faire et conserver ? Sans doute, ce n'est pas là l'intention de l'empereur Alexandre, mais il faut qu'il connaisse de quelle manière ses intentions sont remplies ».

C'est à partir de mai que Napoléon commence à s'inquiéter des retards russes : Champagny à Caulaincourt, Vienne, 20 mai 1809 : « Actuellement elle [Napoléon] compte sur les résultats et espère entendre bientôt parler des opérations de l'armée russe en Galicie. Elle désire qu'elles soient promptes ». Une inquiétude qui devient vite de l'exaspération, Champagny à Caulaincourt, Vienne, 2 juin 1809 : « Il est bien fâcheux que six semaines après l'ouverture de la campagne, il [Galitzine] n'ait pas été en état de disposer d'un seul régiment pour opposer quelque obstacle aux Autrichiens qui occupaient encore Varsovie et la plus grande partie du grand-duché ».

marche »<sup>353</sup>. Il va même jusqu'à critiquer le comportement du tsar qui proteste perpétuellement de sa bonne volonté : « Malgré les retards du prince Galitzine, et maintenant ceux de la division laissée aux environs de Bialystock<sup>354</sup>, l'empereur croit *avoir fait l'impossible* pour l'alliance : c'est ainsi que S.M. et son ministre répondent à mes plaintes »<sup>355</sup>. C'est plus par habitude que par conviction cette fois, que le duc de Vicence défend son ami Alexandre, et sans aucune illusion : « Je répondis [à Alexandre] que j'avais depuis longtemps tout dit sur ces retards, que je devais les croire fondés, puisque S.M. ne les avait pas punis, qu'il était de fait que le prince Galitzine ne s'était encore ébranlé, encore en partie, qu'après que le grand-duché avait été évacué »<sup>356</sup>. L'expression « je devais les croire fondés » est un symbole de cette désillusion qui caractérise l'ambassadeur à cette période.

Mais si, dans cette circonstance et au vu des agissements des armées russes, Caulaincourt ne trouve pas de véritable excuse à ces retards et à cette mauvaise volonté, il met en avant, comme il le fera lors de l'affaire d'Oldenbourg par exemple<sup>357</sup>, l'intérêt supérieur que représente l'alliance franco-russe et qui, sans justifier ces actes, les rend accessoires. Sa lettre à Champagny du 25 juin 1809 est le document le plus important pour comprendre la pensée du duc de Vicence au milieu de tous ces événements. L'ambassadeur y explique sa conception de l'alliance et montre que, plus que les résultats militaires, doivent être prises en compte les réelles intentions de l'empereur de Russie et de Roumiantsov :

J'ai toujours considéré cette alliance sous les deux rapports de l'Angleterre et du continent. Sous le rapport de ce qu'elle met pour nous dans la balance contre l'Angleterre et l'empire politique de cette puissance, quoique son action contre elle ne soit de fait que dans l'opinion, la conduite de la Russie a été, je crois, droite, dans l'esprit qui pouvait convenir à notre système. Sous le rapport du continent, par conséquent de la guerre avec l'Autriche, moi qui ai vu de près les choses, je dois à la vérité, si l'Empereur n'est blessé que des retards, de dire que l'intention du souverain et son opinion, comme celle du ministre, prononcée en notre faveur.<sup>358</sup>

Dans cette optique de défense de l'alliance, Caulaincourt justifie l'attitude de Galitzine, tout en critiquant, avec un certain mépris, la société russe qui crée des personnages comme ce général, si peu enclins au rapprochement avec la France : « L'empereur a été mal servi par le prince Galitzine, qui n'est qu'une vieille nourrice habillée en général, qui a tous les préjugés des Russes, qui n'aime par conséquent pas plus notre système qu'il n'aime les Polonais. Pourquoi l'avoir mis là, dira-t-on ? Parce qu'il fallait un homme marquant du monde et qui

---

<sup>353</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 6 juin 1809

<sup>354</sup> Bialystok, ville du nord-est de la Pologne.

<sup>355</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 18 juin 1809.

<sup>356</sup> Rapport à Napoléon, 25 juin 1809.

<sup>357</sup> Voir infra.

<sup>358</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 25 juin 1809.

attirât à lui l'opinion, parce qu'il n'y en a pas de meilleur [...] »<sup>359</sup>. Tout dépend désormais des sentiments de Napoléon envers l'alliance : s'il y est attaché, il doit passer outre et satisfaire les Russes au sujet de la Pologne.

Pour Caulaincourt, l'alliance est à un tournant ; elle peut être maintenue, voire renforcée, ou suivre une pente déclinante vers la rupture définitive. Il est certain qu'il ne veut pas voir détruit le « système » et propose de quitter Saint-Pétersbourg pour permettre l'arrivée d'un nouvel ambassadeur qui apporterait un souffle nouveau aux relations franco-russes et qui lui donnerait l'occasion de revenir en France, comme il en a déjà fait la demande lors de l'entrevue d'Erfurt :

S'il m'est permis de faire une réflexion un peu personnelle, mais qui intéresse beaucoup le service, c'est que, dans la position actuelle des choses, il est tout à fait avantageux à l'Empereur de me remplacer. La nature de mes relations, l'intimité même où mes fonctions m'ont placé près de l'empereur Alexandre, rendent mon zèle impossible à bien remplir. Pour toute chose, les ministres vont rappeler ce qu'ils m'on dit, ce qu'ils ont fait, ce qu'ils attendent encore. Un autre ignore tout cela : il partira du point actuel. Je lui remettrai les affaires dans un moment où la confiance n'aura sans doute pas encore tout perdu ; tout ce qui le gênera, il l'ignorera. Son silence ne pourra être mal interprété, tandis que le mien sera remarqué, et que, par ce fait seul, toute confiance sera détruite.<sup>360</sup>

Tout n'est pas encore perdu, c'est le message principal du duc de Vicence pour Napoléon, mais la crise est grave, voire décisive. Tout va dépendre désormais des suites de la campagne de 1809. Mais l'Empereur raisonne-t-il toujours dans le cadre de l'alliance? La campagne de 1809 est pour lui un lourd grief à l'encontre de la Russie, qu'Albert Vandal met en exergue : « Alors sa confiance dans Alexandre, toujours fragile, plus particulièrement ébranlée depuis Erfurt, s'abattit définitivement. Plus soupçonneux, plus perspicace que son ambassadeur, qui croit toujours à la loyauté du tsar et rejette sur les sous-ordres la responsabilité des retards, il va droit à la vérité, perce à jour le jeu d'Alexandre, comme s'il eût assisté aux entretiens de ce monarque avec Schwartzemberg, et prononce sur sa bonne foi un jugement irrévocable »<sup>361</sup>.

---

<sup>359</sup> *Ibid.*

<sup>360</sup> *Ibid.*

<sup>361</sup> A. Vandal, « La France et la Russie pendant la campagne de 1809 », p. 421.

Après la victoire de Wagram, le 5-6 juillet<sup>362</sup>, et l'armistice de Znaïm, les négociations s'engagent avec l'Autriche, provoquant chez les Russes les plus grandes inquiétudes au sujet du statut futur de la Galicie<sup>363</sup>. Durant la campagne militaire, la participation des armées du grand-duché de Varsovie ressuscite, pour Alexandre et Roumiantsov, le spectre de la Pologne<sup>364</sup>. Le duc de Vicence doit assurer en permanence que la France ne désire pas le rétablissement de ce royaume : « Je répondis à l'empereur qu'il savait, et que je pouvais le lui affirmer, même en prendre l'engagement, que V.M. était sans arrière-pensée sur toutes ces idées polonaises [...] »<sup>365</sup>. Les instructions du duc de Vicence lui permettent seulement de recueillir des informations et de préparer ses interlocuteurs aux décisions qui vont être prises : « On vous a parlé à Pétersbourg du sort futur de l'Autriche. L'Empereur veut que je vous écrive à cet égard que vous ne devez rien signer, ce que sans doute V.E. n'aura pas fait, sur le sort futur de la maison d'Autriche ; que vous ne devez plus vous en entretenir, mais seulement écouter et rendre compte, les circonstances étant changées. Que votre réserve cependant soit de nature à n'éveiller aucun soupçon. L'Empereur qui maîtrise les événements est aussi maîtrisé par eux, et ne peut prendre aucun engagement »<sup>366</sup>.

---

<sup>362</sup> Une victoire précédée d'un sévère revers à Aspern-Essling, les 20-22 mai 1809, dans laquelle A.Vandal, voit une conséquence de l'échec de la collaboration militaire avec la Russie, « La France et la Russie pendant la campagne de 1809 », p. 418 : « Assuré de ses derrières, certain que les Russes n'arriveraient plus à temps pour tomber dans son dos, l'archiduc Charles put rester sur le Danube, attendre Napoléon en se couvrant de cette barrière et, dans d'immortels combats, disputer la victoire ».

<sup>363</sup> Selon une conception très différente, le duc de Vicence fait lui part à Roumiantsov de son espoir de paix pour l'Europe, Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 31 juillet 1809 : « Puisse-t-elle se faire de manière à préparer de la stabilité et par conséquent un repos dont le monde a besoin ! C'est mon vœu, pour le bonheur de notre maître et pour notre propre satisfaction, M. le comte. Ne gâtons pas notre position ici, rendons-là même tout à fait bonne ; il me semble que plus d'un intérêt le veut. J'ai tant envie d'avoir un successeur, que je ne parle pas pour moi, je vous assure, mais uniquement dans l'intérêt général, au moins comme je le vois. »

<sup>364</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 15 juillet 1809, où l'ambassadeur parle des « inquiétudes que donne le prétendu rétablissement de la Pologne ». Alexandre se plaint directement au duc de Vicence au sujet de la Pologne, Rapport à Napoléon, 17 juillet 1809 : « J'ai mis de la bonne foi avec lui [Napoléon], m'en rapportant à la sienne et aux assurances que vous me donniez sur la confiance que je devais placer en lui: dans les circonstances actuelles, je n'ai pressé pour aucun engagement, j'ai agi en loyal chevalier, m'en rapportant à lui, et, depuis lors, on ne cesse de ressusciter les affaires de Pologne, de chercher à nous inquiéter de toutes les manières. »

<sup>365</sup> Rapport à Napoléon, 18 mai 1809. Au passage, Caulaincourt fait remarquer aux Russes qu'ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux : s'ils avaient occupé la Galicie dès le départ, ils ne craindraient pas les mouvements de troupes varsoviens dans cette province...

<sup>366</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Munich, 8 mai 1809 (lettre intégrale).

Les instructions du duc de Vicence varient beaucoup durant cette période. Napoléon est désabusé depuis les nouvelles de la défection des troupes russes à l'est. Dans une lettre de Champagny à Caulaincourt, du 2 juin, il annule les anciennes instructions de son ambassadeur. Il ne compte désormais plus que sur « l'effet moral » de l'alliance : « S'il est prouvé aujourd'hui qu'exiger plus d'Alexandre serait illusion et chimère, cet accord tout extérieur, purement platonique, n'en conserve pas moins une incontestable utilité, pourvu que l'opinion s'y trompe et prenne cette apparence pour une réalité ». Pourtant, quelques jours après, il revient sur sa décision,

La pensée générale des Russes est simple : ils ne veulent pas d'un agrandissement varsovien en Galicie<sup>367</sup>. A l'inverse, les Français doivent tenir compte de l'engagement auprès d'eux du grand-duché mais aussi de la révolte de la Galicie en faveur de celui-ci : il serait honteux pour Napoléon d'abandonner le peuple de cette province à la répression autrichienne<sup>368</sup>. Le principe du partage de la Galicie est acquis pour les Français, reste à savoir la part qu'auront les Russes, et celle dévolue au grand-duché. Le duc de Cadore engage l'ambassadeur de France à parler du partage pour observer les réactions d'Alexandre et de Roumiantsov, selon les termes suivants : « L'Empereur trouve juste d'en [la Galicie] laisser une part à la Russie, et il évalue cette portion à un homme sur cinq, tandis que les quatre autres resteraient au grand-duché. Cette inégalité est fondée sur la différence des positions »<sup>369</sup>. En compensation, « la dénomination de Pologne et de Polonais serait soigneusement écartée »<sup>370</sup>. Le tout doit être amené avec tact et prudence, sans rien offrir de définitif : « Ces ouvertures qui exigent le plus grand ménagement doivent paraître venir de vous et non de votre cour. Ce sont des idées que vous mettez en avant ; vous n'êtes pas sûr même des vues de l'Empereur [...] »<sup>371</sup>. Il est indéniable que les Français, qui sont pour l'instant les victimes de la mauvaise volonté des Russes, reconnaissent les dangers inhérents aux négociations avec l'Autriche. Les dispositions qui vont être prises à l'égard de la Galicie ne doivent pas mettre l'alliance en péril, c'est là l'instruction principale du duc de Vicence pour toutes ces questions : « Regardez cette dépêche comme vous donnant la latitude nécessaire pour traiter la question de la Galicie. Vous êtes autorisé à en parler dans le sens que je vous ai indiqué. Mais vous devez à chaque pas que vous ferez, vous rappeler que dans aucun cas, l'Empereur ne veut se brouiller avec la Russie, ni sortir du système »<sup>372</sup>.

À Saint-Pétersbourg, les discussions entre l'ambassadeur et le tsar sont complexes. Chacun proteste de sa bonne foi, chacun assure de sa fidélité à l'alliance. Les Russes affirment

---

comme décrit par A. Vandal, « La France et la Russie pendant la campagne de 1809 », p. 423 : Même s'il a prescrit à Caulaincourt, dans le premier moment de sa colère, de s'enfermer dans une réserve courtoise, mais absolue, il se ravise promptement : il permet à l'ambassadeur de favoriser la paix du tsar avec la Suède, très désirée à Pétersbourg ; il l'autorise en même temps à renouveler ses efforts afin d'obtenir des Russes, à défaut d'une action sérieuse, tout au moins une démonstration propre à manifester l'alliance. »

<sup>367</sup> Rapport à Napoléon, 28 mai 1809. Roumiantsov déclare à Caulaincourt : « Que l'empereur Napoléon donne ailleurs au roi de Saxe tout ce qu'il voudra, mais qu'il n'ajoute rien au grand-duché vers la Galicie. »

<sup>368</sup> Champagny à Caulaincourt, Vienne, 12 août 1809.

<sup>369</sup> *Ibid.*

<sup>370</sup> *Ibid.*

<sup>371</sup> *Ibid.*

<sup>372</sup> Champagny à Caulaincourt, Altenbourg, 26 août 1809. Le duc de Cadore relate au duc de Vicence une discussion où les négociateurs autrichiens ont insinué que les Russes n'avaient pas bien servi la cause commune : « On a été jusqu'à dire que la Russie n'avait pas été en guerre avec l'Autriche, puisqu'elle n'avait pas tiré un coup de fusil, ni frappé un coup de sabre, que le sang polonais avait seul coulé par les mains des Russes. Vous ne répétez pas ces propos là, que je vous fais connaître seulement pour votre instruction ». Si la France défend son alliée, chacun pense cela en secret.

qu'ils ne veulent aucune compensation, qu'ils souhaitent le maintien du *statu quo*. Leur seule revendication concerne la Pologne, qui doit rester un souvenir pour l'Europe. Les rumeurs d'une restauration de ce pays sont combattues par Caulaincourt avec opiniâtreté : « L'empereur répéta plusieurs fois qu'il avait agi bien franchement dans le principe, jusqu'à ce qu'on eût trop hautement annoncé le projet du rétablissement de la Pologne. J'assurai là-dessus de nouveau l'empereur que V.M. n'avait jamais eu une pensée, encore moins rien fait ni toléré qui pût inquiéter, s'il mettait de côté tout ce que la malveillance inventait, et surtout la mauvaise volonté des généraux, qui cherchaient maintenant à colorer leur désobéissance et leurs lenteurs par mille contes absurdes »<sup>373</sup>.

Sur cette question polonaise, Alexandre et Roumiantsov, pour une fois pourrait-on dire, sont d'une franchise absolue, quand ils déclarent que rien ne sera accepté qui puisse concourir à la renaissance de ce royaume. Roumiantsov déclare à ce sujet : « pour l'empêcher, M. l'ambassadeur, je vous le dis et vous le répète, nous sacrifierions jusqu'à notre dernier homme, nous vendrions notre chemise »<sup>374</sup>. Ces craintes vont jusqu'à la paranoïa ; les Russes prêtant différents projets à Napoléon, comme celui de s'éloigner de l'alliance de Tilsit : « En général, le comte de Romantsoff semble présenter la question sous ce point de vue, c'est que l'empereur Napoléon paraît maintenant tenir peu à l'alliance de la Russie, parce qu'elle est un obstacle invincible au rétablissement de la Pologne qu'il projette »<sup>375</sup>. On peut se demander dans quelle mesure ces craintes russes sont réelles, ou si elles visent à contrer le grief qui a pu naître du côté français. En reprochant les projets de renaissance de la Pologne, Alexandre et Roumiantsov détournent les esprits de l'échec de la collaboration militaire, dont la responsabilité leur incombe. Napoléon, afin de sortir de cette impasse, propose quelques aménagements de territoire, mais en vain, et la poursuite des relations franco-russes semble désormais entièrement subordonnée au nouveau statut territorial qui va échoir au grand-duché de Varsovie. Comme le déclare Alexandre, si la Pologne est restaurée, le monde n'est plus assez grand pour les deux empires<sup>376</sup>. En un mot, à plus ou moins long terme, ce sera la guerre. Seul un arrangement précis et définitif peut renverser une situation devenue critique.

Devant les critiques de l'empereur de Russie, ainsi que l'effervescence de l'opinion pétersbourgeoise<sup>377</sup>, Caulaincourt ne peut que tenter de raisonner ses interlocuteurs, de leur

---

<sup>373</sup> Rapport à Napoléon, 26 juillet 1809.

<sup>374</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 26 juillet 1809.

<sup>375</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 28 juillet 1809.

<sup>376</sup> Rapport à Napoléon, 3 août 1809 : « le monde n'est pas assez grand pour que nous puissions nous arranger sur les affaires de Pologne, s'il est question de sa restauration d'une manière quelconque... »

<sup>377</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 19 août 1809 : « [...] on ne garde aucune mesure dans les propos contre l'empereur Alexandre; on parle même hautement de l'assassiner. Depuis mon séjour à Pétersbourg,

montrer qu'un agrandissement russe sur la frontière occidentale, même minime, a une valeur immense<sup>378</sup>, que toute rumeur sur la Pologne est chimérique, etc.<sup>379</sup> Il insiste sur la part de responsabilité des Russes, point qu'il érige même en principe directeur de sa conduite dans les conversations<sup>380</sup>. Critiquant parfois vertement la conduite des armées russes, il ne montre aucune complaisance, comme le prouve cette discussion avec le ministre russe des Affaires étrangères où celui-ci réclame l'ensemble de la Galicie pour son pays, au vu de sa participation à la guerre : « J'ai placé dans la conversation que, si on partageait la Galicie comme conquête au prorata des efforts faits pour la conquérir, le grand-duché de Varsovie aurait certainement droit à la très grande partie, et que la Russie pourrait se trouver très satisfaite en recevant même beaucoup moins de la moitié, quoiqu'elle la veuille toute, ai-je ajouté en riant »<sup>381</sup>. Toutefois, la situation du duc de Vicence est difficile, puisqu'il est au courant de l'essentiel des futures dispositions du traité, mais dans l'impossibilité d'utiliser ces informations dans ses conversations :

Si j'eusse connu plus tôt les intentions de l'empereur, V.E. aura vu par mes précédents rapports, et aura pu juger par la note, qu'il m'aurait été facile de sonder les intentions et les vues du cabinet russe sur la Galicie. Mais, conformément aux ordres que j'avais reçus, j'ai dû me taire, et la crainte d'éveiller la défiance, déjà très grande, m'en faisait un devoir encore plus impérieux. Car je crois un grand pas de fait que d'avoir amené l'empereur à convenir qu'on peut donner quelque chose de la Galicie au grand-duché ; précédemment tout ce qu'on disait était absolument contraire à cette idée.<sup>382</sup>

Amener les Russes à accepter l'idée d'un partage avec le grand-duché de Varsovie, c'est là le seul véritable bilan de Caulaincourt à cette période, encore le tsar pense-t-il obtenir la majorité de la Galicie...<sup>383</sup> Toutes ces difficultés remplissent le duc de Vicence d'appréhensions et il craint la réaction d'Alexandre à l'annonce la paix. Il demande à ses

---

je n'ai jamais vu les esprits plus agités. »

<sup>378</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 29 août 1809.

Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 22 octobre 1809. À Roumiantsov qui réclame les 2/3 de la Galicie : « J'ai répondu, en faisant valoir la différence qui existait entre la puissance de la Russie et celle du roi de Saxe, qu'un homme sur cinq serait pour elle une immense acquisition. »

<sup>379</sup> A. Vandal, « La France et la Russie pendant la campagne de 1809 », p. 428 : « C'était à cet ambassadeur qu'aboutissaient toutes les plaintes, avec le devoir de les appuyer ou d'y répondre ; il devait incriminer la conduite des généraux russes et défendre en même temps celle des Polonais, tâche d'autant plus ingrate qu'il sentait croître chaque jour les défiances d'Alexandre. »

<sup>380</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 16 septembre 1809 : « V.E. aura vu, par mes précédentes dépêches comme par celles-ci, que, quant aux affaires de Galicie, je pars de ce point qu'il n'en aurait point été question si M. le prince Galitzine eût agi comme me l'avait promis l'empereur et n'eût pas mis les troupes du grand-duché dans la nécessité de profiter de l'enthousiasme des habitants de cette province pour suppléer à l'inactivité des Russes nos alliés. »

<sup>381</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 3 octobre 1809.

<sup>382</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 29 août 1809.

<sup>383</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 13 septembre 1809.

maîtres de tout faire pour ne pas trop heurter Saint-Pétersbourg, en y mettant les formes<sup>384</sup>. Devant les Russes, l'ambassadeur de France montre leur responsabilité et l'importance des compensations qu'ils vont obtenir. Devant son ministre, il recommande de satisfaire le tsar et de faire preuve de souplesse dans le traité de paix : il voit bien l'écart qui existe entre la réalité des choses et les efforts à faire afin de sauver la situation. Mais Napoléon, victorieux, est-il prêt à des concessions ?

La paix de Schönbrunn, le 14 octobre, est la concrétisation de ces projets de partage, et, comme Champagny le signifie à Caulaincourt, « les dispositions du traité sont conformes à ce que j'ai eu l'honneur de vous annoncer. La part de la Russie est à celle du grand-duché dans le rapport d'un à quatre. Cette inégalité se justifie par toutes les raisons que je vous ai exposées. Mais il est inutile de rappeler cette différence pour la justifier, si on ne s'en plaint pas »<sup>385</sup>. Le 3 novembre, le duc de Vicence communique le document à Alexandre : « l'empereur m'interrompt pour lire le traité ; il le lut sans proférer un mot, mais non sans montrer qu'il n'était pas satisfait »<sup>386</sup>. Après cette lecture, le tsar entretient l'ambassadeur de différents sujets puis le congédie. Caulaincourt essaye de montrer que la Russie a obtenu ce qui était sa première revendication, à savoir la conservation de l'Autriche, mais il est certain que le traité est ressenti comme un affront par le tsar.

Reste ce qui est considéré comme le problème essentiel : la Pologne. En parallèle des discussions sur la Galicie, Roumiantsov a proposé à Caulaincourt d'établir une convention afin de garantir la non-restauration du royaume polonais<sup>387</sup>. Au lendemain de la réception du traité, l'empereur de Russie demande des assurances concrètes à l'ambassadeur : « il me demanda formellement d'en prendre l'engagement par écrit, me disant qu'il était temps de réaliser ce qu'on lui avait déjà offert plusieurs fois, qu'il n'était pas difficile à contenter, puisqu'il ne demandait que des assurances qui seraient, autant pour nous que pour lui et pour

---

<sup>384</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 12 octobre 1809 : « [...] et si on veut maintenir l'alliance, ne fût-ce que pour quelque temps, et surtout si on veut en tirer parti, il faut quelques formes de plus [...] ».

<sup>385</sup> Champagny à Caulaincourt, Vienne, 14 octobre 1809. Parmi ces raisons, le devoir dû aux Galiciens reste le plus évoqué, Champagny à Caulaincourt, Vienne, 20 octobre 1809 : « Il est certain que l'Empereur ne veut pas le rétablissement de la Pologne et qu'il est disposé à concourir avec l'empereur Alexandre à tout ce qui pourra consolider l'ordre de choses actuel. Mais il devait aux Galiciens qui lui ont montré tant de dévouement ce qu'il vient de faire pour eux [...] ».

<sup>386</sup> Rapport à Napoléon, 3 novembre 1809.

<sup>387</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 12 octobre 1809. Roumiantsov, en compensation du partage demande « l'assurance écrite qu'il ne serait jamais question du rétablissement de la Pologne et qu'on supprimerait toute dénomination et institution qui sont en opposition avec l'alliance. »

Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 22 octobre 1809. Nouvelle proposition de Roumiantsov : « Voulez-vous régler cette affaire dès ce soir ? Avez-vous des pouvoirs pour signer une convention de concert avec moi ? »

l'Europe, un gage de sa tranquillité actuelle et de la conservation de l'alliance »<sup>388</sup>. Il lance ainsi l'élaboration d'une convention qui seule peut satisfaire pleinement la Russie et rendre supportable le traité qui vient d'être conclu. Finalement celui-ci ne présente vraisemblablement que peu de surprises pour Alexandre et la question de la paix avec l'Autriche, bien que considérée comme un grief par l'alliée de la France<sup>389</sup>, est englobée dans un problème plus large, celui de la Pologne, qui symbolise avant tout les craintes des Russes face aux projets hégémoniques de Napoléon. L'avenir de l'alliance va se décider autour de l'élaboration de cette convention qui doit rendre pour toujours impossible le rétablissement du royaume de Pologne et l'usage du nom même de Pologne. La guerre de 1809 n'est une cause de celle de 1812 que dans la mesure où elle fait renaître le problème créé par le traité de Tilsit autour du grand-duché de Varsovie, problème qui doit être définitivement résolu, afin de normaliser les relations entre les deux empires et d'éviter un nouveau conflit<sup>390</sup>.

#### *Les conventions sur la Pologne : la nouvelle impasse des alliés*

Dans son texte sur les causes de la guerre de 1812, Caulaincourt présente les négociations des conventions sur la Pologne comme la suite directe des questions soulevées par la paix signée entre la France et l'Autriche :

[La Russie] désira qu'un engagement formel, qu'une convention lui donnât la garantie des intentions exprimées par la France. M. le duc de Vicence fut autorisé à conclure cette convention ; mais l'Empereur ne put la ratifier. Il en approuvait le fond, mais la rédaction paraissait blesser la dignité du gouvernement français et le rendre responsable des événements qui pourraient, dans la suite des temps, amener le rétablissement de la Pologne. L'Empereur ne voulait et ne pouvait répondre que de sa volonté. De légers changements de rédaction pouvaient rendre cet acte propre à concilier les vues de la Russie avec celles de la France. Il fut dressé avec ces changements et envoyé tout ratifié à Saint-Pétersbourg. La Cour de Russie le

---

<sup>388</sup> Rapport à Napoléon, 4 novembre 1809.

<sup>389</sup> A. Vandal, « La France et la Russie pendant la campagne de 1809 », p. 444 : « Néanmoins, puisque Napoléon continuait de croire à la nécessité d'un accord au moins apparent avec le tsar, puisqu'il persistait à faire de ce semblant d'alliance la base de son système, c'était de sa part une faute grave que d'avoir donné aux appréhensions d'Alexandre un objet précis et fourni contre lui-même un grief tangible. »

<sup>390</sup> A. Vandal, « La France et la Russie pendant la campagne de 1809 », p. 445 : « Ce germe de mort avait été déposé dans l'alliance par l'acte même de Tilsit, qui avait créé la principauté varsoviennne, mais les événements de 1809 avaient déterminé son éclosion, et lorsque les deux empereurs furent en face du redoutable problème qu'ils avaient jusqu'alors évité d'aborder, lorsqu'ils eurent à l'envisager nettement et à le discuter, ils le trouvèrent insoluble ; leurs tentatives pour s'entendre n'aboutirent qu'à faire éclater leur désunion. Le traité de Schönbrunn fut l'occasion et le point de départ de ce débat fatal à l'alliance, et de la paix avec l'Autriche devait naître à deux ans et demi de date le conflit avec la Russie. »

rejeta ; elle répondit par un contre-projet qui reproduisait la plupart des clauses auxquelles le gouvernement français n'avait pu souscrire et appelait conséquemment les mêmes objections ; les choses en sont restées là quoique l'Empereur eut offert de s'entendre sur une rédaction qui put concilier toutes les opinions.

Ce résumé des négociations marque bien leur complexité et finalement l'impasse dans laquelle elles finissent, du fait de l'incompréhension mutuelle des alliés à cette période. Albert Vandal insiste lui aussi sur les conséquences de la guerre de 1809 sur les questions de Pologne qu'il considère comme le paroxysme des difficultés de l'alliance : « La question de Pologne, née à Tilsit avec le duché [de Varsovie], introduite entre les deux empereurs par l'acte même qui les avait rapprochés, maintenue d'abord à l'état latent, surgie tout à coup de la guerre contre l'Autriche et des insurrections galiciennes, aggravée par les conditions de paix, n'était plus de celles qu'une politique adroite réussirait à assoupir ou à voiler : il était nécessaire qu'elle fût envisagée franchement et abordée de face, tranchée d'un commun effort ou reconnue insoluble, et le débat auquel elle donnerait lieu, compliqué d'une nouvelle et intime péripétie, allait marquer la crise suprême de l'alliance »<sup>391</sup>.

Après la crise qu'ont constitué la participation russe à la guerre de 1809 et la paix entre la France et l'Autriche, Caulaincourt est face à un nouveau problème : celui de la Pologne. Cette question, consubstantielle à la politique européenne depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, ravivée par le traité de Tilsit et la formation du duché de Varsovie, nécessite un accord précis entre les alliés. Le duc de Vicence, s'il veut, au nom de l'alliance franco-russe, rétablir une situation qu'il juge dégradée, doit tout faire pour régler cette difficulté. Mais, entre les obsessions russes et le désintéressement de Napoléon, peut-il, grâce à la convention sur la Pologne, réduire le différend franco-russe ?

Dès les premières semaines suivant la réception du traité de Schönbrunn, Alexandre, faisant mine d'accepter sans sourciller la nouvelle situation européenne, engage les négociations au sujet d'une convention qui devrait préserver la paix en rendant impossible le rétablissement du royaume de Pologne. Dans une entrevue avec le duc de Vicence, le tsar insiste sur le bénéfice que l'alliance représente pour l'Europe, et sur le « désir de s'entendre » qui demeure au sujet de la Pologne. Il demande, en revanche, pour « ôter toute inquiétude pour l'avenir » et pour « resserrer par là les nœuds de cette alliance et lui donner une nouvelle force » la rédaction de cette convention qui aboutirait à ces différents points :

L'engagement qu'il ne sera jamais question du rétablissement de la Pologne, la garantie du partage dans l'état actuel ; la suppression des noms

---

<sup>391</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. II, p. 165.

de Pologne et de polonais dans tous les actes publics ou privés, la suppression de toute dénomination qui y aurait rapport ; la suppression des anciens ordres de Pologne et de toutes les dénominations ou distinctions qui peuvent s'y rattacher ; l'engagement qu'aucun sujet russe ne sera admis au service du roi de Saxe et vice versa ; la suppression de toute dénomination, de toute institution tendant à classer le grand-duché de Varsovie ou la partie de la Galicie qui doit y être réunie autrement que comme une province du royaume de Saxe.<sup>392</sup>

La Pologne n'a plus d'existence administrative depuis 1795, mais, devant la menace que représente le duché de Varsovie, les Russes entendent réduire jusqu'à l'idée même de Pologne et, pour cela, ils ont besoin de la France, soutien des Varsoviens. Au même moment, à Paris, Champagny approuve à l'avance les mesures qui pourront être prises afin de rassurer la Russie à ce sujet<sup>393</sup> et, fin novembre, répondant aux dépêches de Caulaincourt du début du mois, il donne ses instructions à son ambassadeur. Si le principe de la convention lui semble exagéré, il donne son accord à tout projet qui pourrait maintenir la Russie dans l'alliance : « Donnez donc par écrit les sûretés qu'on vous a demandé. [...] Cet objet peut difficilement donner lieu à une convention ; cependant si on en veut une, ne vous y refusez pas, pourvu qu'elle n'ait pour objet que de rassurer contre le rétablissement de la Pologne et l'agrandissement du duché de Varsovie, l'accroissement de la Galicie occidentale que le duché vient de recevoir n'étant qu'accidentel et n'ayant jamais été l'objet d'une vue antérieure à la guerre. [...] Inspirez toute sécurité à la cour de Russie qui a toute raison d'être tranquille »<sup>394</sup>.

Tout semble dans l'esprit de l'alliance, même si Napoléon met deux limites à la liberté d'action de son envoyé. Il insiste en effet sur la notion de dignité qui doit s'attacher à ces négociations, ainsi que sur le souci que doit avoir Caulaincourt de les maintenir dans un cadre strict : « L'Empereur vous autorise à conclure la convention qui vous est demandée et à consentir aux stipulations énoncées dans votre lettre [du 7 novembre 1809]. Il s'en rapporte à vous pour que la teneur de cet acte soit en tout point conforme à sa dignité. [...] En général, vous ne vous refuserez à rien de ce qui aurait pour but d'éloigner toute idée du rétablissement de la Pologne ; mais vous tâcherez d'éviter toute clause qui serait inutile ou étrangère à ce

---

<sup>392</sup> Rapport à Napoléon, 7 novembre 1809.

<sup>393</sup> Champagny à Caulaincourt, Fontainebleau, 7 novembre 1809 : « Enfin, le partage de la Galicie cédée par l'Autriche, s'est fait dans la proportion que vous avez été chargé d'annoncer, et dans mes dépêches, j'ai été au devant du vœu qu'a manifesté le gouvernement russe de voir prendre toutes les mesures propres à prévenir le rétablissement de la Pologne, et à éloigner à jamais cette idée que l'Empereur a constamment repoussée de l'esprit de ceux qui l'ont indirectement nourrie et propagée. Répétez que nous sommes disposés à faire à cet égard tout ce qu'on voudra ».

<sup>394</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 24 novembre 1809.

but »<sup>395</sup>. Les instructions du duc de Vicence sont donc assez faibles et on sent l'attentisme de la France qui laisse faire son allié et son ambassadeur, se réservant le droit d'approuver ou de refuser la convention si elle ne correspond pas à ses vues.

Fort de ses instructions<sup>396</sup>, Caulaincourt entend donner forme à ce texte sur la Pologne, afin de modifier la tournure prise par les relations franco-russes<sup>397</sup>. En effet, le ministre des Affaires étrangères, Roumiantsov s'inquiète des intentions de la France<sup>398</sup> et, déjà, fait mention d'une possible guerre entre les deux alliés : « On répète, même ouvertement, qu'on ne le veut pas, qu'on fera l'impossible pour l'éviter et qu'on ne s'y déciderait que si on était attaqué ou que l'honneur fût trop compromis ». On sent poindre les menaces ou, au moins, la pressante invitation à régler la question polonaise. Preuve de l'importance de ces affaires pour les Russes, dès le 11 décembre Caulaincourt envoie à son gouvernement une note sur la Pologne, prélude à la convention. Alexandre affirme que celle-ci est nécessaire, afin de prévenir un conflit et d'éviter de créer « sur ses frontières un nouvel épisode de guerre ». Pour l'instant, le duc de Vicence apparaît assez effacé, vraisemblablement parce que ses instructions lui ont donné le langage qu'il doit tenir<sup>399</sup> mais ne contiennent pas de stipulations précises : il doit suivre l'argumentation russe, tout en limitant ses ambitions. Son rôle est essentiellement celui d'un témoin et d'un vigile qui renseigne son ministère sur les aspirations d'Alexandre et de Roumiantsov. Il insiste ainsi sur l'importance d'une réponse construite et positive de la France aux démarches russes : « On paraît content, mais on ne se contentera point d'une réponse à la note, on me l'a positivement déclaré : on veut une convention formelle. V.E. aura vu par mes dernières lettres que l'inquiétude et le mécontentement sur les

---

<sup>395</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 29 novembre 1809.

<sup>396</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 27 novembre 1809 : « Sur la demande qu'il [Roumiantsov] m'a faite ensuite si j'avais l'autorisation nécessaire pour stipuler quelque chose relativement aux affaires de Pologne, je lui ai répondu en prenant pour texte ce que V.E. me fait l'honneur de me mander ».

<sup>397</sup> Ces relations s'améliorent cependant, selon Caulaincourt : « On n'est pas content des affaires de Pologne. Il paraît cependant qu'on a pris son parti sur ce qui est fait : le gouvernement affecte de paraître content ; le public l'est plus que dans le premier moment ». (Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 27 novembre 1809).

<sup>398</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 9 décembre 1809 : « Cependant il [Roumiantsov] répète toujours que la Russie fera tout pour maintenir la paix de l'Europe, que l'alliance avec la France est la plus avantageuse de toutes pour elle, qu'elle y tient autant par les principes d'une sage politique que par l'inclination personnelle du souverain. Il ajoute que cette alliance n'est pas moins avantageuse pour la France, que ce n'est pas le grand-duché de Varsovie qui nous en offrirait l'équivalent pour le maintien de la paix et la tranquillité du monde si même nous n'avions pas d'engagement avec la Russie et étions, par conséquent, en position de choisir notre allié, que nul autre ne peut remplacer pour nous celui que nous paraissions disposés à quitter, que nul ne pourra mettre dans la balance un aussi grand poids en notre faveur par rapport au continent, et surtout par rapport à l'Angleterre. Mais, dit-il, la Russie, tout en désirant le maintien de l'alliance, ne peut y rester seule attachée : il faut que la France le veuille aussi ».

<sup>399</sup> Il doit ainsi donner d'inlassables preuves de l'attachement de la France à l'alliance : « J'ai toujours répondu par les mêmes assurances du désir que nous avons de ne rien faire qui pût, non seulement être contraire aux intérêts de la Russie, mais même blesser en rien l'empereur Alexandre [...] ». (Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 11 décembre 1809).

affaires de Pologne augmentaient chaque jour. On veut quelque chose de positif »<sup>400</sup>. La question de la Pologne n'est pas, pour lui, une simple question de fond et d'idéologie : c'est aussi et surtout une affaire formelle, une affirmation, par les mots, de la communauté de vue entre les deux alliés.

Après cette mise en place des revendications russes, au moyen d'une note à destination de Paris, l'ambassadeur français à Saint-Pétersbourg s'attèle, avec Roumiantsov, à la rédaction d'une véritable convention, destinée à fixer l'attitude des alliés face à l'ancienne Pologne : « L'empereur m'a de nouveau développé ce qu'il désire que contienne la convention sur les affaires de Pologne ; car, comme je l'ai précédemment annoncé à V.E., il ne se contente pas d'une note. [...] Je dois avoir demain une conférence sur cet objet avec M. de Romantzoff : je crois que ce ministre me présentera un projet de convention que nous discuterons. Il paraît qu'on tient toujours par-dessus tout à stipuler la dépendance du grand-duché de la Saxe, comme une province de ce royaume »<sup>401</sup>. Dans ces affaires, Caulaincourt n'a qu'un rôle passif, celui de discuter du projet russe et de tenter de le faire coïncider avec les vagues instructions qu'il a reçu. Ainsi, il limite l'ampleur de ce texte, auquel Alexandre voulait faire participer la Prusse et l'Autriche : « Je répondis que cette convention, n'ayant pour but que de rassurer sur le rétablissement de la Pologne et principalement sur l'accroissement du duché de Varsovie, ne regardait de fait que le roi de Saxe, qu'il était donc inutile d'y faire intervenir l'Autriche. Je déclinai cette proposition, ajoutant que, comme on m'en parlait au reste pour la première fois, je n'avais aucune instruction sur cela »<sup>402</sup>. Son rôle est aussi de rassurer les Russes sur la réception qu'aura cette convention à Paris et sur les sentiments de son gouvernement ; Alexandre semble convaincu et accélère le processus de finalisation du texte : « Je cherchai à prouver à l'empereur que l'ensemble de la convention projetée remplissait son objet, qu'il avait d'ailleurs dans les sentiments manifestés si publiquement par V.M. la meilleure de toutes les garanties, qu'il ne serait rien fait, non seulement qui pût être contraire à ses intérêts, mais qui pût même lui être désagréable. L'empereur examina avec moi le projet et me dit de revoir le comte de Romantzoff pour terminer cette affaire »<sup>403</sup>.

Finalement, la convention est signée le 4 janvier par le duc de Vicence, qui semble aussi satisfait que ses deux interlocuteurs : « J'ai signé hier la convention que Sa Majesté m'a autorisé à conclure. V.E. verra par son contenu que je me suis ponctuellement conformé aux

---

<sup>400</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 18 décembre 1809.

<sup>401</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 28 décembre 1809.

<sup>402</sup> Rapport à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 29 décembre 1809.

<sup>403</sup> Rapport à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 1<sup>er</sup> janvier 1810.

instructions qu'Elle m'avait données, que je suis même resté en deçà de la ligne qu'Elle m'avait tracée. L'empereur et le comte de Romantsoff me paraissent entièrement satisfaits : ils me l'ont répété plusieurs fois, et de manière à ne me laisser à cet égard aucun doute »<sup>404</sup>. Caulaincourt, dans sa dépêche à Champagny, précise le rôle qu'il a tenu dans les discussions qui ont amené la rédaction de texte. Il affirme s'être conformé à ses instructions et être parvenu au meilleur accord entre les deux empires :

Plusieurs conférences avec l'empereur et le ministre ont amené ce résultat. On insistait beaucoup sur la nécessité de stipuler la dépendance absolue du duché de Varsovie de la Saxe ; on demandait même qu'il ne fût considéré que comme une des provinces de ce royaume. J'ai longtemps combattu, cependant d'une manière indirecte pour ne faire naître aucune espèce de soupçon, cette prétention qui me paraissait contraire à l'esprit du traité de Tilsit, et je suis enfin parvenu à la faire écarter entièrement [...]. On ne se bornait pas là : on voulait encore stipuler qu'aucun polonais (le prince Poniatowsky nominativement) ne pourrait être fait vice-roi ; on demandait en outre qu'il fût dit positivement qu'on ne ferait rien, sous telle dénomination ou forme que ce fût, qui pût rappeler le roi de Pologne par le fait, si ce n'était par le nom. On insistait aussi pour qu'on ajoutât à la suppression des ordres de chevalerie celle des armes de Pologne. J'ai fait sentir à quelles difficultés ceci pourrait donner lieu, et en général, sur cette question comme sur toutes les autres, je me suis attaché à prouver que toutes les assurances et sûretés qu'on avait désirées et demandées se trouvaient dans l'ensemble et dans l'esprit de la convention, qu'il était donc inutile, et peut-être peu convenable à la dignité des souverains, d'entrer dans autant de détails. J'ai enfin réussi, cependant avec peine, à faire renoncer à ces diverses demandes.<sup>405</sup>

Au sortir de cette négociation, Caulaincourt estime avoir fait œuvre de diplomate et avoir amélioré des relations franco-russes compromises. La fierté transparaît dans ses lettres à son ministre : « Tout neuf dans la carrière, je serais bien heureux si S.M. l'empereur était content de la convention. Sous tous les rapports, j'ai lieu d'être satisfait de mes relations avec la Cour et le ministère »<sup>406</sup>.

Champagny brise rapidement les espérances de Caulaincourt qui croit avoir permis une amélioration dans l'alliance. Dès la réception du document le doute s'installe : « Cette convention est actuellement sous les yeux de l'Empereur qui ne m'a pas encore fait connaître ses intentions à cet égard ; mais j'ai cru devoir vous en accuser la réception [...] »<sup>407</sup>. À cette période, Napoléon est essentiellement occupé par son mariage qui le détourne des questions politiques<sup>408</sup>. Par ailleurs, l'échec du mariage russe a sûrement des répercussions directes sur

---

<sup>404</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 5 janvier 1810.

<sup>405</sup> *Ibid.*

<sup>406</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 6 janvier 1810.

<sup>407</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 31 janvier 1810.

<sup>408</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 8 février 1810.

la convention sur la Pologne. Vexé par le refus qu'il a essuyé sur une affaire qui lui tenait à cœur, Napoléon fait de même : « L'Empereur n'a pas jugé convenable de ratifier dans sa rédaction actuelle la convention que vous avez signée à Saint-Pétersbourg [...]. Ce n'est pas qu'elle n'en approuve le fonds, l'esprit et l'intention, et qu'elle ne soit pas d'accord avec l'empereur de Russie sur le but qu'on a voulu atteindre, mais elle pense qu'on aurait pu y arriver en ménageant davantage sa propre dignité et en se conformant à ce premier principe de la diplomatie qui veut qu'il n'y ait pas d'engagement sans réciprocité, enfin en ne rendant pas l'Empereur responsable d'événements qui sont hors de son pouvoir »<sup>409</sup>. Napoléon met en avant des principes de transparence diplomatique, de réciprocité et de dignité. Il demande aussi le secret autour de ce texte<sup>410</sup>. Il est certain que ses remarques sont souvent justifiées<sup>411</sup> mais, comme Caulaincourt l'a déjà fait remarquer, l'alliance a besoin désormais de toute la bonne volonté de l'Empereur, afin de prouver son attachement à la Russie, même si cela passe par des concessions ou des accommodements.

Toutefois, loin de couper court à toute négociation, la France offre un contre-projet de convention, déjà ratifié, et qui modifie certains articles : il y est dit que Napoléon ne participera pas au rétablissement de la Pologne mais il n'interviendra pas militairement pour la réprimer. L'essence de ce texte est très différente de celle du premier et semble plus conforme à l'honneur français. C'est aussi un moyen de s'éloigner de la Russie et de ses préoccupations. Le duc de Vicence reçoit de nouvelles instructions, à savoir de soutenir ce contre-projet et de le faire accepter par la Russie :

Vous aurez donc à déclarer, monsieur, que l'Empereur n'a pu ratifier la convention que vous avez signée en son nom, et vous en donnerez les raisons tirées de cette lettre, en évitant tout ce qui pourrait blesser. Sans doute on se récriera vivement, peut-être énoncera-t-on des soupçons, supposera-t-on quelques projets ? Vous couperez court à toutes ces plaintes en déclarant que vous pouvez dès le jour même présenter une convention déjà ratifiée par l'Empereur, qui est au fond la même que celle que vous avez signée et qui n'en diffère que par la forme. Je vous envoie cette pièce, monsieur, dans laquelle on s'est rapproché de l'acte que vous avez signé autant que cela a été possible [...] En envoyant ratifié d'avance un acte qui n'a pas été souscrit, l'Empereur prouve d'autant plus son amitié pour l'empereur Alexandre et son désir de le satisfaire, que cette espèce d'avance n'est point une forme ordinaire.<sup>412</sup>

Le refus français a des répercussions immenses à Saint-Pétersbourg. Après plus d'un

---

<sup>409</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 10 février 1810.

<sup>410</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 12 février 1810.

<sup>411</sup> Certaines suivent la logique : « L'article 1<sup>er</sup> ainsi conçu : *le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli* est trop absolu. L'Empereur peut-il répondre de l'avenir ? » (*Ibid.*), mais font preuve d'une mauvaise foi évidente.

<sup>412</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 10 février 1810.

mois d'attente<sup>413</sup> et de doutes<sup>414</sup>, Alexandre comprend l'état d'esprit de son allié et interprète celui-ci comme une volonté de se détacher de l'alliance, alors que la Russie ne sort jamais de son cadre : « Nous ne sommes pas si niais que nous ne voyions pas ce qu'on ne déguise même plus. Au reste, cela ne change point mes intentions : si la paix du monde se trouble un jour, on ne pourra pas dire que c'est par moi ; car la Russie ne veut que la paix et ce qui peut, en la garantissant pour l'avenir, consolider l'ouvrage de l'empereur Napoléon »<sup>415</sup>. Plus important pour notre sujet, Caulaincourt est violemment désavoué par son gouvernement et il tente de se justifier : « V.E. se rappellera encore combien j'étais peu empressé de la conclure ; il ne m'appartient pas de juger les ordres qu'on me donne : j'obéis à Pétersbourg comme je le ferais à Paris, mais j'ose vous observer, M. le duc, un peu plus de confiance en moi, les véritables intentions de l'empereur un peu mieux connues de son ambassadeur, et il pourrait le mieux servir ». Avec raison, l'ambassadeur met en avant les limites de ses instructions et son incapacité à bien négocier dans ces conditions. Mais le contraste avec ses dépêches précédentes fait voir le choc personnel qu'il ressent et son incompréhension face aux décisions prises à Paris, à son insu.

Que faire désormais pour arranger la situation, étant donné que les Russes refusent catégoriquement le texte français ? Lors d'une entrevue, Roumiantsov dit à Caulaincourt que « Telle qu'elle est, la convention n'est plus rien ; tout son but est manqué ». Comme souvent, les négociations piétinent face aux difficultés : « Mes autres conversations avec le comte de Romantsoff ont toujours roulé sur le même texte. Dans la dernière, qui a lieu hier, lui ayant annoncé, pour trancher toutes les difficultés et les réflexions, que la convention m'avait été envoyée ratifiée d'avance, et ayant fait observer que, par cette attention qui sortait des règles établies, nous donnions à l'empereur Alexandre une preuve évidente du désir que nous avons

---

<sup>413</sup> Alexandre s'inquiète régulièrement de l'absence de réponse à la convention : « Le 18, j'eus l'honneur de dîner chez l'empereur. Le matin, j'avais reçu le courrier expédié le 31 janvier. La première question de Sa Majesté fut s'il apportait les ratifications de la convention ; Elle parût étonnée qu'elles n'eussent pas encore été envoyées ». (Rapport à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 19 février 1810). Ou : « L'empereur me demanda encore si les ratifications arriveraient. Je lui observai, comme je l'avais déjà fait, que le courrier avait mis 21 jours pour aller à Paris, qu'il en fallait bien 10 pour l'expédition ». (Rapport à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 23 février 1810). Il est étonnant de voir le langage que tient le tsar qui vient de sortir des négociations sur le mariage russe de Napoléon : « On devait au moins, qu'on ratifie ou non, répondre dans le terme fixé, surtout quand on envoie plusieurs courriers ; c'est une chose sacrée ». (Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 26 février 1810). Le tsar ne semble pas appliquer ses propres préceptes...

<sup>414</sup> Kourakine a transmis à son ministère une phrase de Champagny qui prévoit le refus de Napoléon. Caulaincourt est témoin, *via* Roumiantsov, des inquiétudes russes qui soupçonnent « quelque sujet de mécontentement » : « [...] V.E. [Champagny] lui [Kourakine] a dit, mais en le prévenant de ne point regarder ce qu'Elle disait comme officiel, que l'Empereur ne pouvait prendre l'engagement qu'il ne serait jamais question du rétablissement de la Pologne, mais simplement promettre qu'il ne ferait rien pour l'amener. Après m'avoir donné ces détails, le chancelier a ajouté que la convention n'était rien sans cet article, que c'était là ce que la Russie avait toujours demandé [...] ». (Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 26 février 1810).

<sup>415</sup> Rapport à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 7 mars 1810.

de la satisfaire, il m'a répondu que cet acte, tel qu'il était proposé maintenant, ne remplissait nullement le but qu'on s'était proposé, [...] »<sup>416</sup>. En faisant le bilan de la réception du contre-projet français par les Russes, le duc de Vicence montre les désillusions que celui-ci lui a apportées, ainsi que ses conséquences sur son influence et son prestige personnels :

Voilà, Monsieur le duc, la situation des affaires. L'empereur, qui met du sentiment à tout, est blessé ; il ne le dit pas, mais il ne peut le cacher. Le ministre, qui, en tout ceci, ne veut se montrer que comme politique, paraît ne considérer cela que comme une difficulté qui entrave la marche de l'alliance, mais qui ne la détruit cependant pas encore ; il dit qu'il veut la conserver et, à cet égard, je crois ses paroles d'accord avec ses véritables sentiments. Dans le public, rien n'a transpiré et on ne se doute nullement des difficultés. Il n'y a aucun changement dans tout ce qui est extérieur, et je ne puis même pas dire qu'il y en ait dans le ton et dans les manières ; seulement l'empereur est plus froid et moins causant que de coutume. Je crois avoir beaucoup perdu dans sa confiance, quoiqu'on me traite toujours de même.<sup>417</sup>

Une nouvelle étape semble franchie dans la détérioration des relations franco-russes. Les événements de 1809 auraient pu aboutir à un *statu quo ante* mais, en répondant au refus russe au projet de mariage, par un refus de la convention, Napoléon a marqué la nouvelle orientation de la politique étrangère française. Caulaincourt a, lui, été sérieusement désavoué et a perdu une part de sa crédibilité : son rôle a été minimisé et son ambassade paraît ne peser aucun poids à côté des décisions de l'Empereur.

Malgré cet échec retentissant, les négociations ne sont pas terminées. Caulaincourt tente toujours vainement de faire valoir les arguments de son gouvernement<sup>418</sup>, tandis qu'Alexandre est « occupé d'un contre-projet, qui concilierait les vues des deux cabinets »<sup>419</sup>. Ce contre-projet est envoyé par l'ambassadeur français le 17 mars 1810, le jour même où Champagny écrit : « J'aime à croire que cette affaire est maintenant finie et que la Russie satisfaite reconnaît l'amitié de l'Empereur et le prix que l'on met à cette alliance ». On trouve difficilement un meilleur exemple du problème posé par la distance existant entre Paris et Saint-Pétersbourg. Alors que les négociations prennent, en Russie, une nouvelle tournure, le ministère des Relations extérieures juge qu'elles sont déjà closes.

À Saint-Pétersbourg, Alexandre ne semble pas beaucoup croire en son contre-projet puisque, sans attendre la réponse, il fustige déjà le comportement de son allié. La confiance est brisée. Le tsar revient sur « l'esprit d'insurrection prêché depuis Tilsit aux Polonais » ; il

---

<sup>416</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 10 mars 1810.

<sup>417</sup> *Ibid.*

<sup>418</sup> Rapport à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 11 mars 1810 : « Je me conformai dans mes réponses aux instructions que j'avais reçues, je discutai la convention article par article, pour tâcher de prouver que le fond était le même, qu'il n'y avait de changé que la forme : ce fut vainement ».

<sup>419</sup> *Ibid.*

parle des « bruits qu'on répand en Allemagne et partout sur la prochaine mésintelligence de la France et de la Russie [...] ». Caulaincourt, devant l'ampleur des difficultés qui l'entourent ne peut, encore une fois, que mettre en avant les bons sentiments du tsar Alexandre : « Cependant, quelque chose que j'aie pu lui dire, il m'a toujours paru persuadé que V.M. s'était éloignée de lui et de la Russie par un peu d'humeur ; mais il croit aussi qu'Elle reviendra à lui dans quelque temps »<sup>420</sup>. L'absence de réponse française à la seconde convention russe n'aide pas beaucoup le travail du duc de Vicence, qui ne peut que faire valoir les délais de transport<sup>421</sup>. La situation est la même que lors de l'attente de la première réponse française.

Et le résultat est tout aussi semblable. Dans une note adressée à son ministre, Napoléon juge que son projet est suffisant et refuse tous ceux de la Russie<sup>422</sup>. Pour lui, l'affaire est close. Le duc de Cadore ne renseigne pas directement son ambassadeur et préfère gagner du temps. Il déclare ainsi : « J'ai dû faire connaître au prince Kourakine que S.M., qui s'est très peu occupée d'affaires depuis son mariage, n'avait pu prendre encore une détermination sur le contre-projet présenté par cet ambassadeur et dont il m'a dit avoir les ratifications entre ses mains ». Une simple comparaison de dates met en évidence un mensonge qui est symptomatique des nouvelles relations qui s'instaurent entre Caulaincourt et Paris : jugé quantité négligeable, il est mis presque au même rang que les Russes qui ne découvrent la vérité que progressivement. Toutefois, Champagny, s'il n'ose révéler la pensée de l'Empereur, en donne un aperçu à Caulaincourt, afin de préparer Alexandre : « Je dois d'autant plus vous recommander de discrétion à cet égard, que n'ayant presque pas travaillé avec l'Empereur depuis son mariage, et S.M. venant de partir pour Anvers, j'ignore entièrement son opinion sur la rédaction nouvelle que propose le prince Kourakine. Mais j'aperçois beaucoup de difficultés à ce que l'Empereur contracte jamais un engagement sans réciprocité, qui peut être étendu à l'infini, exprimé d'une manière inusitée entre les puissances où chacune ordinairement ne répond que de ce qu'elle peut et doit faire, et cela vous explique, Monsieur, la peine extrême que l'Empereur a éprouvée à la lecture de la première rédaction »<sup>423</sup>. Le ministre revient sur les questions d'honneur et de réciprocité qui rendent les projets russes inacceptables. Selon lui, Napoléon ne fera rien pour la Pologne mais il ne veut rien faire contre elle : prendre les armes contre elle en cas de révolte « serait un outrage que la

---

<sup>420</sup> Rapport à Napoléon, Saint-Petersbourg, 26 mars 1810.

<sup>421</sup> Rapport à Napoléon, Saint-Petersbourg, 10 avril 1810.

<sup>422</sup> « Observations sur le contre-projet de la Russie, dictée de l'Empereur, remise au ministre le 29 avril 1810 », N. Mikhailovitch, *Les relations entre la Russie et la France*, t. 4, appendices.

<sup>423</sup> *Ibid.*

nation française ne ressentirait pas moins vivement que lui ». Cette lettre est, dans le prolongement de la note de Napoléon du 29 avril, une fin de non-recevoir : ou la Russie accepte les termes modérés de la France ou jamais une convention sur le modèle de la première ne sera signée.

Il est certain qu'Alexandre comprend que son nouveau projet n'aura pas de réponse positive. Caulaincourt est témoin des critiques et de l'amertume de l'empereur de Russie : « Le gouvernement paraît se confirmer de plus en plus dans l'opinion que j'ai déjà fait connaître à V.E., que nous nous sommes éloignés momentanément de lui, parce que nous avons pensé que le mariage de l'Empereur avec une archiduchesse aurait plus d'influence sur la paix avec l'Angleterre que l'alliance politique de la Russie »<sup>424</sup>. De plus, cherchant à prouver la réalité des craintes qui ont motivé la rédaction de la convention, les Russes mettent en avant les mentions du mot de Pologne dans les gazettes européennes<sup>425</sup>. Ils réclament encore et toujours une réponse de Napoléon<sup>426</sup> et, régulièrement, le tsar revient sur la menace polonaise, sur l'injustice de la France, sur la fausse notion de réciprocité, etc.<sup>427</sup> Caulaincourt fait son possible en répondant « à tout comme me le prescrivent mes instructions, avec mesure, mais fermeté, en faisant sentir que, l'alliance ayant été la conséquence d'une paix honorable pour tous deux, on ne pouvait au nom de cette alliance demander une transaction humiliante »<sup>428</sup>. Mais ces arguments ne peuvent cacher la perte d'influence de l'ambassadeur français : « [...] mon crédit, la confiance qu'on avait en moi, ne sont plus les mêmes : il est de mon devoir de le dire à V.E. »<sup>429</sup>.

Plus grave, face aux reproches, tant français que russes, et face aux difficultés qui l'assaillent et qui assaillent l'alliance qu'il s'efforce de défendre, Caulaincourt révèle la précarité de sa situation personnelle. Aux considérations politiques sur la convention se mêle le désir de rentrer en France ou, au moins, de retrouver l'estime de son maître et, au moyen d'instructions plus précises et plus positives, la confiance de ses interlocuteurs russes :

Je mets toute ma gloire à servir l'Empereur fidèlement et à le servir comme il veut l'être : je n'ai pas d'autre amour-propre. Je condamne donc la convention auprès du ministère russe, autant que je la défends, ainsi que son négociateur, auprès de l'Empereur. Je puis dire avec vérité que je sacrifie l'homme à la chose et que je me dévoue pour amener cette affaire au point

---

<sup>424</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 7 mai 1810.

<sup>425</sup> *Ibid.* et Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 29 mai 1810.

<sup>426</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 29 mai 1810 : « Toutes ces conversations se terminent en renouvelant la demande d'une réponse, et d'une réponse positive, au contre-projet envoyé au prince Kourakine : c'est là qu'on en revient toujours, et, sur ce point, je ne puis le dissimuler, l'empereur et le ministre sont même plus prononcés et plus exigeants que je m'y serais attendu [...] ».

<sup>427</sup> *Ibid.*

<sup>428</sup> *Ibid.*

<sup>429</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 7 mai 1810.

où l'Empereur la désire. Mais l'humilité de l'homme ne sert pas mieux que la fermeté et le zèle de l'ambassadeur. On ne cède sur rien, on est blessé ; le refrain est toujours le même : que nous savons depuis longtemps ce que la Russie demandait, que nous lui avons promis, ce que V.E. a dit au prince Kourakine, que j'étais autorisé à satisfaire la Russie sur tous les points, que ce n'est pas elle qui a fait naître ces difficultés, qu'enfin on ne peut lui refuser une réponse. Quelque chose qu'on dise, quelque récrimination qu'on fasse, quelque ton que l'on prenne, l'empereur et son ministre en reviennent toujours là ; c'est la même exigence dans le fond avec le même ton de conciliation dans les formes. Je ne me rebute pas, mais il faut, Monsieur le duc, sentir bien fortement l'empire de ses devoirs et la reconnaissance que je dois à tant de titres à l'Empereur, pour qu'il reste encore assez de forces et de santé pour résister à des chagrins aussi peu mérités.<sup>430</sup>

En résumé, le duc de Vicence est las des discussions qui se tiennent à Saint-Pétersbourg et pour lesquelles il n'est même pas soutenu par son gouvernement. De toutes façons, même si le sujet est de nouveau abordé, Caulaincourt ne parle plus de la convention dans ses lettres.

Reste le problème polonais qui dure jusqu'à la campagne de 1812. Champagny s'efforce de montrer que les bruits sur le rétablissement de la Pologne, ainsi que l'emploi de ce nom, ne sont pas le fait de la France<sup>431</sup>, qui ne peut être accusée de « fomenter les troubles de Pologne »<sup>432</sup>. Il se garde bien de reparler de la convention, jusqu'à ce que Kourakine revienne sur le sujet, à la fin du mois de juin : « Le prince Kourakine est venu hier chez moi. Il m'a communiqué une lettre de M. le comte de Romanzoff en date du 11 juin dans laquelle le ministre prescrit à l'ambassadeur de faire des démarches pressantes relativement à la convention, ou plutôt, dit-il, relativement au bruit qui s'accrédite de plus en plus de l'intention de l'empereur Napoléon de rétablir la Pologne »<sup>433</sup>. Afin de contrer cette nouvelle tentative russe, Champagny, répondant ainsi au désir de Caulaincourt de connaître les intentions de son maître, explicite à son ambassadeur le comportement de Napoléon qui ne peut aller plus loin que le contre-projet français de convention, tant pour l'honneur de la France, que pour éviter le ridicule « en parlant le langage de la divinité, et pour ne pas blesser un peuple qui l'a servi et qui lui est dévoué »<sup>434</sup>. Une nouvelle fois est affirmé le fait que le premier contre-projet est le seul valable pour la France : « Je vous fais cette communication surtout pour votre instruction, persuadé d'avance de la direction et de la sagesse avec laquelle vous en ferez

---

<sup>430</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 1<sup>er</sup> juin 1810.

<sup>431</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 18 juin 1810 (lettre intégrale) : « Pour vous mettre à portée de prouver que si quelques feuilles publiques en Allemagne et en France prononcent encore les mots de Pologne et de Polonais, c'est parce que les personnes chargées de leur surveillance sont entièrement étrangères aux affaires politiques et qu'il est vraiment ridicule de faire de cette inadvertance un grief. Je vous envoie une feuille du journal de l'Empire qui relève un article de ce genre, et c'est par cette feuille qu'il convient de juger les intentions du gouvernement qui n'ont jamais été douteuses à cet égard ».

<sup>432</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 26 juin 1810.

<sup>433</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 1<sup>er</sup> juillet 1810.

<sup>434</sup> *Ibid.*

usage ; mais je dois vous dire que l'Empereur veut que vous mettiez de l'énergie dans votre langage, que vous repoussiez avec force ces plaintes mal fondées [...], que vous répétiez que la convention offerte par l'Empereur satisfaisait à tous les buts qu'on pouvait se proposer autant et mieux encore que les deux autres [...] »<sup>435</sup>.

Les débats sur la convention s'arrêtent à cette période. Un mois après la lettre que nous venons de citer, Napoléon engage son envoyé à clore les discussions : « L'Empereur vous engage à ne plus traiter cette affaire et à renvoyer ici les propositions nouvelles qu'on pourrait vous faire [...] »<sup>436</sup>. En octobre, Champagny transmet la satisfaction de son maître devant l'absence de nouvelles sur la convention, en provenance de Caulaincourt : « L'Empereur a vu avec beaucoup de plaisir, Monsieur, dans vos dernières lettres, qu'on ne vous parlait plus de la convention. L'Empereur veut que ce soit toujours ainsi. Gardez-vous d'en parler et laissez-la tomber dans l'oubli »<sup>437</sup>. Et en effet, les dépêches du duc de Vicence ne font plus mention des projets et contre-projets contre le rétablissement de la Pologne<sup>438</sup>. Les inquiétudes de la Russie persistent mais le grand-duché devient une préoccupation latente, qui vient s'ajouter aux nouvelles difficultés de l'alliance, telle l'ukase de commerce ou l'annexion du duché d'Oldenbourg. Comme pour les grandes négociations de l'alliance, le partage de la Turquie et le mariage russe de Napoléon, l'échec est progressif : petit à petit les débats s'espacent puis disparaissent. Mais le ressentiment n'en disparaît pas pour autant et la situation de Caulaincourt, à partir de la moitié de l'année 1810, devient très difficile. Depuis l'entrevue d'Erfurt les griefs se sont accumulés, autour de la reprise de la guerre entre la France et l'Autriche. L'échec de la convention marque la fin des tentatives pour réduire le différend créé en 1809 : désormais, ces différents problèmes constituent l'arrière-plan permanent de l'alliance franco-russe, alors que de nouveaux griefs, plus concrets, plus palpables, viennent se greffer sur cette situation complexe. Caulaincourt, à partir de cette époque, conscient de l'état catastrophique de l'alliance franco-russe, demande de plus en plus instamment son retour<sup>439</sup>. Il estime désormais que, si, malgré les lourdes conséquences de la guerre de 1809, la situation pourrait encore être sauvée et un nouveau conflit évité, son ambassade vient de

---

<sup>435</sup> *Ibid.*

<sup>436</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 30 juillet 1810.

<sup>437</sup> Champagny à Caulaincourt, Fontainebleau, 13 octobre 1810.

<sup>438</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 19 septembre 1810 : « Il n'est plus question de la convention sur les affaires de Pologne : il paraîtrait que, comme on ne peut l'avoir aussi positive qu'on le désirait, on abandonne cette idée, au moins avec moi. L'empereur voit toujours avec peine dans les gazettes les mots de Pologne et de Polonais ; mais c'est, comme je l'ai dit plus haut, surtout à cause de l'extrême attention qu'y fait le public, qui veut y voir une intention marquée de nourrir les idées du rétablissement de ce royaume et qui lui en fait par cette raison un reproche. Au reste, il ne m'en a plus ouvert la bouche, et le chancelier se tient dans la même réserve ».

<sup>439</sup> Voir conclusion de la 2<sup>e</sup> partie.

recevoir un coup mortel. Son implication dans les discussions autour des nouveaux problèmes qui se posent devient de plus en plus faible ; il considère que seul son remplacement peut sauver l'alliance. Malgré cela, il va être témoin de la formation des deux *casus belli* qui vont être invoqués par les belligérants de la guerre de 1812.

## 2. Le système continental et l'oukase de commerce : le *casus belli* de la France

La troisième cause citée par Caulaincourt est la proclamation, par la Russie, d'un oukase de commerce, jugé contraire aux intérêts de la France et à la lutte contre l'Angleterre. Si, comme nous l'avons vu, la guerre de 1809 et la question polonaise sont une affaire complexe qui détruit peu à peu la confiance entre les deux pays, l'oukase de décembre 1810 est une affaire qui, malgré ses antécédents, s'avère plus ponctuelle et constitue la principale cause invoquée par la France pour justifier la guerre contre la Russie. C'est une question qui renvoie, plus généralement, aux relations commerciales entre les deux empires et au système continental mis en place par Napoléon à partir de 1806, qui est sa principale arme dans la lutte contre l'Angleterre. En faisant atteinte au système, par l'oukase de décembre 1810, la Russie remet en cause l'objectif même de l'alliance ainsi que l'essentiel de la politique napoléonienne. Dans la seconde moitié de l'année 1810, Caulaincourt est particulièrement sollicité par ces questions, tentant d'infléchir les décisions commerciales russes et recevant les plaintes de plus en plus nombreuses de la France.

Avant d'observer plus précisément cette cause de la guerre de 1812, on peut citer le duc de Vicence, qui dans sa note sur les origines de la campagne de Russie, décrit le déroulement de cette affaire, ainsi que ses répercussions sur l'alliance :

N°3. La Russie, en exécuteur du traité de Tilsit, avait déclaré la guerre à l'Angleterre et ses ports étaient fermés à la navigation anglaise. Cette mesure ne suffisait pas pour exclure complètement de l'empire russe le commerce anglais, puisque les pavillons prétendus neutres qui naviguaient sous des escortes et avec des licences anglaises étaient admis dans les ports de la Russie.

Le seul moyen de nuire effectivement au commerce de l'Angleterre était d'exclure les navires soi-disant neutres, surtout ceux qui arrivaient chargés de denrées coloniales, ou plutôt il fallait les admettre et les confisquer. Il fallait encore assujettir les denrées dont l'introduction n'avait pas été prévue, à des droits tels que les facteurs mis en avant pour aider à la contrebande anglaise, fussent pour leurs propres intérêts forcés d'y renoncer.

De telles mesures avaient été prises par la France. Son exemple fut suivi

par la Confédération du Rhin, par la Prusse, par le Danemark. L'adhésion de la Russie eut complété le système et porté le dernier coup au commerce ennemi. Elle se refusa à prendre les dispositions qui lui étaient indiquées. Elle alléguait que les Etats-Unis et le Brésil étaient, par rapport à elle, des États neutres et qu'elle pouvait recevoir les produits de leur territoire, leurs denrées coloniales ; elle ne voulait point convenir que les navires portant ces pavillons ne pouvaient parvenir au fond de la Baltique sans la permission de l'Angleterre, et que conséquemment ils devaient être au compte de son commerce. Elle prétendait qu'il était facile de distinguer la fraude et persistait à admettre ceux qui parviendraient passer pour neutres.

La Russie avait proposé de substituer aux mesures consacrées par le système continental les précautions que lui suggérait sa propre prudence. Elle fit paraître l'oukase du 19 décembre 1810. Cet acte présenté comme funeste à l'Angleterre a semblé essentiellement dirigé contre le commerce de France, il a paru devoir anéantir toutes les relations de nos négociants avec les sujets russes.

Il prohibe l'importation de nos vins en bouteilles, et une partie de nos vins ne peut être envoyée qu'en bouteilles. Il admet nos vins en tonneaux mais par mer seulement, et la mer n'est pas libre, et il les charge d'un droit quadruple de celui qu'ils devaient acquitter avant. Pour les produits de l'industrie anglaise introduit en contrebande, l'oukase ne prononce que la confiscation et seulement pendant la durée de la guerre. Pour les produits de l'industrie française introduits de la même manière, il prononce le brûlement.

Des dispositions si évidemment malveillantes ont excité la juste sensibilité de l'empereur des Français. Il a fait demander la révocation de l'oukase et la conclusion d'un traité de commerce, dont les bases fussent plus d'accord avec les intérêts respectifs. Ces démarches n'ont eu aucun succès. La Russie a constamment répondu que chacun était maître de faire chez soi les règlements qui convenaient à ses rapports commerciaux, et que d'ailleurs les dispositions de l'oukase étaient moins contraires qu'on ne le pensait, au commerce de la France.<sup>440</sup>

Toute l'affaire est ici résumée par Caulaincourt qui montre, avec pertinence, ses enjeux et l'atteinte qui est faite à l'alliance franco-russe. Sans entrer dans les détails des relations commerciales entre les deux alliés ni des dispositions du système continental et de l'oukase russe, nous allons montrer, tout d'abord, la place du duc de Vicence dans les questions commerciales de l'alliance et leurs difficultés, ainsi que les premiers soupçons français contre les mesures russes, puis la rédaction et les conséquences de l'oukase de décembre 1810 qui devient, peu à peu, le *casus belli* revendiqué par Napoléon.

---

<sup>440</sup> Voir annexe n°11.

Nous avons déjà vu, en étudiant les relations entre l'ambassadeur de France et les consuls, l'implication de Caulaincourt dans les affaires économiques qui rythment les relations entre les deux alliés<sup>441</sup>. Nous avons même remarqué l'impulsion donnée par le duc de Vicence au commerce franco-russe, par le biais d'une lettre adressée aux commerçants français à Saint-Pétersbourg, leur enjoignant de remplacer l'influence de l'Angleterre : « Jamais une plus belle occasion ne s'est offerte pour faire renaître notre commerce devenu presque nul en Russie ; elle est sans contredit unique. L'Angleterre vient de perdre un immense débouché. Il faut se hâter de prendre sa place »<sup>442</sup>. En réponse à cette demande de l'ambassadeur, les commerçants proposent différentes mesures, susceptibles de favoriser le commerce français : 1° Un nouveau traité de commerce, remplaçant celui de 1786 ; 2° Un nouveau tarif de douane ; 3° la formation à Saint-Pétersbourg d'une chambre ou d'un tribunal de commerce ; 4° l'établissement d'une factorerie française. D'autres questions sont abordées : « Comment ce commerce peut se faire ? Par quelles voies et sur quelles marchandises ? Quelles sont les villes de France qui peuvent le suivre avec la plus d'utilité, et quels moyens de communication on peut avoir avec elles ? »<sup>443</sup>, etc. Après étude de ces idées, Caulaincourt communique ses conclusions à son ministre, en expliquant les difficultés que connaît le commerce français et surtout le danger d'une paix avec l'Angleterre qui permettrait son retour en force : « Dans cet état de choses, il m'a paru qu'il n'est pas à beaucoup près aussi facile d'obtenir des avantages pour notre commerce que l'état de nos relations avec la Russie semble le permettre, et en même temps qu'il faut bien se garder de préparer aux Anglais les moyens de redevenir une seconde fois les maîtres du commerce de la Russie »<sup>444</sup>. Ces exemples montrent l'intérêt que l'ambassadeur manifeste pour le commerce<sup>445</sup>, qu'il considère comme

---

<sup>441</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, II, 3.

<sup>442</sup> AMAE-Nantes, Saint-Pétersbourg, cartons et registres, volume 22, Caulaincourt à Lesseps, Saint-Pétersbourg, 3 janvier 1808.

<sup>443</sup> AMAE, Mémoires et documents, Russie, 19, « Mémoire du comité commercial français à Saint-Pétersbourg », 3 mars 1808.

<sup>444</sup> AMAE, Mémoires et documents, Russie, 19, Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 27 mars 1808.

<sup>445</sup> Cet intérêt est visible à travers les nombreuses conversations qui se tiennent entre Caulaincourt et Adams, ministre des États-Unis à Saint-Pétersbourg. Les deux hommes abordent les grands problèmes du Blocus et des intérêts commerciaux de leur pays. Par exemple, Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 9 mars 1810 (lettre intégrale) : « J'ai reçu le 3 mars les dépêches de Votre Excellence sur nos relations avec l'Amérique, dont j'ignorais jusqu'alors la nature. Je me suis conformé, dans mes conversations avec le ministre d'Amérique, à ce que ces dépêches me prescrivent. M. Adams revient toujours à la même idée, qu'un peu de condescendance dans ce moment pour le commerce américain pourrait engager les États-Unis à se prononcer tout à fait contre l'Angleterre. Je lui ai observé que nos mesures n'étaient que de représailles et qu'elles étaient uniquement

un des fondements de l'alliance, apte à lier les peuples par des objectifs communs : « Le commerce entre la France et la Russie est susceptible d'offrir un jour aux deux nations de très grands avantages. Sous ce rapport, il mérite de fixer l'attention des deux gouvernements »<sup>446</sup>.

Mais cet enthousiasme est rapidement remis en cause par le contexte du système continental, qui tend à bloquer le commerce de la Baltique pour privilégier les liaisons terrestres, et qui favorise l'industrie française au détriment de ses concurrentes continentales. La Russie souffre rapidement d'un système que Napoléon lui-même contourne en octroyant des licences à certains de ses navires. Cette question des licences est vraisemblablement à l'origine de l'oukase de décembre 1810, à partir du moment où Alexandre s'estime lésé par l'inégalité des dispositions commerciales qui existent entre les deux empires. Champagny est conscient du caractère périlleux du système des licences, qui ne peut que choquer la Russie. Il donne de vagues explications à ce sujet à Caulaincourt<sup>447</sup>, mais celles-ci, qui ne font que présenter les décisions de Napoléon, s'avèrent insuffisantes pour rassurer Alexandre, qui s'étonne de ces mesures mais continue d'assurer son allié de son soutien<sup>448</sup>. La question des licences se cristallise autour de la confiscation, par les Russes, du navire bordelais

---

dirigées contre les productions anglaises ; mais il soutient qu'elles frappent aussi celles des États-Unis et que c'est l'Amérique au contraire qui n'a pris que des mesures de représailles, dont elle est disposée à se désister envers la première puissance qui lèvera les interdictions imposées à son commerce. Il me répète toujours que la France laisse échapper le moment le plus favorable pour faire prononcer les Américains contre les Anglais, événement qui serait bien plus important pour nous que la gêne momentanée qui peut résulter pour le commerce britannique de la difficulté de faire passer peut-être un peu de contrebande sous le pavillon américain, gêne qui nuit plus, dit-il, à l'Amérique et peut-être aussi à la France qu'à l'Angleterre. Il craint, a-t-il ajouté, que cette puissance, éclairée sur ses véritables intérêts, ne cède sur quelques points et ne donne quelques facilités qui renoueraient peu à peu les relations entre elle et les États-Unis. Il paraît croire à un changement dans le ministère anglais, qui en amènerait un dans les rapports de ce gouvernement avec l'Amérique ».

<sup>446</sup> *Ibid*, « Copie d'une note adressée, le 28 mars 1808, par M. l'Ambassadeur de France à S.E. Le comte de Romanzoff ».

<sup>447</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 10 février 1810 : « S.M. a adopté en effet le système d'accorder des licences à quelques bâtiments de commerce, licences qui énoncent le privilège et les exemptions dont les bâtiments doivent jouir. Le but de cette mesure a été de faciliter l'exportation d'une partie de nos denrées dont l'abondance est devenue un véritable fléau pour les propriétaires. [...] Mais l'Empereur n'entend point pousser la condescendance jusqu'à permettre que ces bâtiments qui sortent des ports de France, chargés de nos productions, puissent être employés à transporter dans le continent des denrées anglaises. Cette faculté leur est tout à fait interdite, et ceux que l'on trouverait chargés de productions anglaises ou de denrées coloniales seraient tout-à-fait dans le cas de la confiscation. Voilà, Monsieur, les seules explications que je puis vous donner sur les licences ».

<sup>448</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 9 mars 1810 : « J'ai donné verbalement à M. le chancelier les explications que Votre Excellence m'a transmises sur les licences. Il m'a répété que la Russie n'avait d'autre but que de conformer ses mesures à celles adoptées par nous contre l'Angleterre, qu'elle aurait désiré seulement connaître dans le principe les facilités que nous avons accordées à notre commerce d'exportation, afin d'en accorder de pareilles au sien, qu'elle avait par ce silence perdu un an, n'ayant autorisé, même sur bâtiment neutre, que l'exportation des lins et chanvres. [...] M. de Romanzoff m'a demandé si je pouvais lui donner un extrait quelconque sur la marche que nous suivions pour les licences, afin qu'il réglât sur cela la conduite du comité d'examen. Je lui ai répondu qu'il m'avait demandé verbalement ces explications, que je me bornais à y répondre de même, que la chose était trop simple pour avoir besoin d'être établie par écrit. Il n'a point insisté et m'a dit de nouveau que l'intention de l'empereur était de conformer ses mesures contre l'Angleterre à celles que nous adoptions ; [...] ».

*William-Gustave*. Celui-ci, venu de France mais passé aux mains des Anglais, est confisqué à Riga, après la découverte de papiers anglais, et malgré les licences françaises. Les Russes, en appliquant avec exactitude les mesures du système continental, au détriment même de leur allié, critiquent le système des licences. Champagny, alors qu'il n'est pas dans son bon droit, recommande à son ambassadeur de défendre ce navire : « [...] vous devez réclamer la levée du séquestre mis sur le bâtiment le *William-Gustave* et faire jouir le propriétaire de la protection que S.M. veut accorder au commerce »<sup>449</sup>.

Le problème est complexe, opposant les intérêts commerciaux des deux pays mais surtout leur bonne foi dans ces affaires. La Russie critique ouvertement les licences et montre sa détermination et sa sévérité, dans le cadre du système continental. La France accuse son alliée de laisser passer les marchandises anglaises<sup>450</sup> et justifie ainsi sa propre conduite. Caulaincourt, mis au courant des décisions de Napoléon *a posteriori*, ne peut que défendre les intérêts français, et répondre à une critique par une autre :

Il [Roumiantsov] m'a dit, au sujet du bâtiment de Bordeaux que V.E. m'a chargé de réclamer et sur lequel il m'avait répondu, que, pendant son séjour à Paris, des négociants de Bordeaux s'étaient plaints à lui confidentiellement que les mesures de la Russie contre le commerce anglais étaient plus rigoureuses que celles de la France ; ils avouaient qu'ils commerçaient à peu près ouvertement avec l'Angleterre, qu'on en était quitte pour quelques difficultés et surtout des frais de plus. [...]

Dans mes réponses, j'ai fortement appuyé sur le prix que nous mettions à l'alliance, sur les privations que l'Empereur imposait au commerce français pour établir son système de prohibition contre l'Angleterre, sur les sacrifices qu'il faisait pour cela. J'ai observé que, si ce système n'avait pas eu tout le succès qu'on devait espérer, c'était à cause du relâchement dans les mesures prohibitives qui avait eu lieu dans les ports de plusieurs états : sans nommer positivement la Russie, j'ai fait sentir qu'elle était aussi du nombre.<sup>451</sup>

Dans ces affaires, l'hypocrisie est visible des deux côtés et Caulaincourt est dans une situation difficile, forcé de défendre le système continental, tout en réclamant une exception pour la France. L'affaire, pourtant ponctuelle, du *William-Gustave*, révèle aux yeux des alliés la profondeur du différend commercial qui oppose les deux empires. Le duc de Vicence fait part à son ministre des doutes qu'il conçoit à l'égard des revendications françaises et montre ainsi la pénibilité de sa position : « Dans la conversation, j'ai mis en avant qu'on pouvait

---

<sup>449</sup> *Ibid.*

<sup>450</sup> Alors que Roumiantsov se plaint des conséquences du système continental sur le commerce russe, Caulaincourt montre que celui-ci n'a pas baissé, vraisemblablement grâce à la perméabilité des côtes russes : « Dans une conversation sur le commerce de Russie, à laquelle cette réclamation a donné lieu, j'ai prouvé au chancelier que, malgré la prétendue gêne imposée à l'importation et au commerce anglais, l'année dernière, la place de Riga avait fait plus d'affaires que dans les meilleures années, excepté cependant en grains et en mâtères, qu'il fallait donc qu'on eût pas été si rigoureux envers tous les bâtiments qui étaient venus » (Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 17 mars 1810).

<sup>451</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 17 mars 1810.

confisquer le bâtiment, s'il était réellement prouvé qu'il fût anglais, mais que la nature de la cargaison devait le sauver [...]. D'après les lois, les règlements et les principes actuels, le bâtiment est confiscable, vu l'authenticité de ses papiers. J'ai donc cru devoir borner mes démarches à obtenir pour le moment la suspension de la vente et à montrer de l'intérêt pour une maison française. Dois-je insister, il faudra peut-être le faire par écrit, ce que j'ai évité jusqu'à présent pour ne point donner d'armes contre moi, d'autant que j'ai souvent et vivement pressé la confiscation de plusieurs bâtiments [...] »<sup>452</sup>. Il l'avoue lui-même, le bâtiment est « confiscable » et, par conséquent, les arguments de son gouvernement sont contestables. Malgré cela, l'ambassadeur défend avec opiniâtreté le navire français, au point que Napoléon tempère le zèle de son envoyé, au nom des intérêts supérieurs du système continental : « J'ai rendu compte à S.M. l'Empereur des démarches que vous avez faites relativement à l'affaire du *William-Gustave* et des réponses qui vous ont été adressées. L'Empereur trouve que vous avez été assez loin. Il ne faut pas, pour des intérêts particuliers, compromettre des intérêts supérieurs, et ceux-ci pourraient être blessés, si la protection accordée à un bâtiment venu d'Angleterre rendait le gouvernement russe plus facile à l'égard de ceux qui arriveraient de ce pays sans avoir les mêmes titres à son indulgence. Veuillez donc, Monsieur, ne pas vous rendre plus pressant à cet égard, et attendre patiemment le résultat des démarches que vous avez faites »<sup>453</sup>. Finalement, l'affaire du *William-Gustave* n'est qu'accessoire<sup>454</sup> en comparaison de la lutte contre l'Angleterre et Napoléon accepte de perdre un navire français si la Russie lutte avec lui contre le commerce britannique.

Après l'incident du *William-Gustave* qui a montré les incohérences du système, tout un débat se développe, dans la seconde moitié de l'année 1810, entre Caulaincourt et les Russes, autour des mesures à appliquer à l'égard des navires qui atteignent les ports de la Baltique, et plus particulièrement les neutres. Le problème est simple : Napoléon considère que toutes les denrées coloniales, quelle que soit la nationalité du navire qui les transporte, proviennent ou sont passées par l'Angleterre. En conséquence, elles doivent être confisquées par la Russie ; mais celle-ci estime qu'on ne peut brimer les nations neutres, comme les États-Unis par exemple. Caulaincourt, dans ces circonstances, doit insister sur les mesures à appliquer par l'empire russe. Ainsi, en mai 1810, il demande que seuls les navires français et italiens soient

---

<sup>452</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Petersbourg, 29 mars 1810. Caulaincourt reproduit aussi les manifestations d'attachement au système des Russes : « Il ajoute qu'à cet égard, ils ne font que se conformer aux principes que nous avons émis, qu'ils ne veulent rien innover, surtout ne point gêner notre commerce, qu'ils prient seulement qu'on leur fasse connaître la marche qu'on veut suivre, les principes qu'on adopte, qu'ils s'y conformeront, puisqu'ils n'ont d'autre but que d'agir en tout de concert avec nous, et surtout de nuire à l'Angleterre ».

<sup>453</sup> Champagny à Caulaincourt, Compiègne, 24 avril 1810 (lettre intégrale).

<sup>454</sup> Après une longue indécision, le navire est finalement rendu à ses propriétaires français. Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 24 octobre 1810.

accueillis en mer Noire<sup>455</sup> et propose à Alexandre et à son ministre de conclure un nouveau traité de commerce pour renforcer les liens économique entre les deux pays<sup>456</sup>. Mais ces propositions restent lettre-morte, malgré les assurances de soutien d'Alexandre<sup>457</sup>, à cause notamment des licences françaises qui ont fait soupçonner des relations commerciales entre la France et l'Angleterre<sup>458</sup>. D'un côté comme de l'autre, la confiance a bel et bien disparu.

Cependant, Napoléon semble atteindre enfin les résultats du système continental. Il pressent la crise économique de son ennemie et presse son ambassadeur de faire renforcer les mesures russes : « Mais plus l'Angleterre fait d'efforts pour se soustraire à l'effet du système continental et plus vous devez redoubler de vigilance et de soins pour lui opposer des obstacles, s'il se peut insurmontables. Il faut surtout lui ôter une ressource dont elle n'a que trop heureusement abusé, celle des certificats d'origine soi-disant délivrés par des consuls français. Faites connaître au gouvernement de Russie que ces certificats sont nécessairement faux, parce qu'il est défendu aux consuls français d'en délivrer ; qu'on les fabrique à Londres ; qu'on les y fabrique publiquement ; et que, loin de mériter aucun égard, leur seule présence à bord d'un navire doit en faire prononcer la confiscation »<sup>459</sup>. Le duc de Vicence, par son rôle auprès du tsar aura, selon l'Empereur, une place dans la victoire finale contre l'Angleterre : « C'est ce que vous devez, Monsieur, représenter à la Cour de Russie, en la pressant de concourir de tous ses moyens à un si désirable triomphe. Vous y serez vous-même associé par les efforts que vous aurez fait pour remplir les vues de S.M. »<sup>460</sup>.

Napoléon, pris dans ces projets de gloire, critique de plus en plus l'attitude de la Russie, qui peut seule parachever la victoire sur l'Angleterre : « Je dois vous faire quelques représentations sur l'énorme quantité de denrées coloniales qui arrivent de Russie. De toutes

---

<sup>455</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 2 mai 1810.

<sup>456</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 26 mai 1810 : « Si les rapports avec la Russie devenaient tels qu'on pût obtenir un traité très favorable, nos négociants auraient le temps de se préparer à en profiter dans toute sa plénitude lorsque la paix sera rétablie ; les Russes s'accoutumeraient à recevoir de nous plusieurs des articles que leur fournissaient les Anglais, ils apprendraient à apprécier nos draps, et le gouvernement russe pourrait même refuser aux Anglais des avantages égaux en se fondant que c'est une chose faite et qui a été la conséquence même de la guerre, qu'il ne peut changer dans ce moment, mais qu'il ne veut pas étendre ».

<sup>457</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 12 mai 1810 : « L'empereur me fit l'honneur de me dire qu'il y avait eu 40 bâtiments confisqués l'année dernière, que cette sévérité en imposerait, que les Anglais savaient d'ailleurs bien qu'il n'avaient aucune facilité à espérer ici, qu'au reste, il avait déjà donné les ordres les plus sévères pour l'examen des papiers des bâtiments qui arriveraient et qu'il les renouvellerait encore ».

<sup>458</sup> Champagny s'en défend dans ses lettres à Caulaincourt : « Nul commerce n'existe entre la France et l'Angleterre ; on a seulement laissé passer quelques cargaisons de blé, mais on a mis un terme à cette tolérance, et l'exportation du blé est actuellement défendue. Ainsi la France a trouvé dans les résultats de son système la récompense de la vigueur avec laquelle elle l'a exécuté. Il est à désirer que les autres peuples suivent cet exemple. Le commerce avec l'Angleterre qui leur donne ses denrées et ses marchandises et reçoit leur argent ne peut que les appauvrir et les ruiner » (Champagny à Caulaincourt, Paris, 1<sup>er</sup> juillet 1810).

<sup>459</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 7 septembre 1810.

<sup>460</sup> *Ibid.*

les parties de l'Allemagne, on écrit que la route de Russie à Leipzig par Memel et Königsberg est couverte de chariots russes chargés de ces denrées. On dit qu'ils voyagent par convois très nombreux. D'après cet exposé qui est sûr, on ne peut douter qu'il ne se soit fait par Riga et les autres ports de la Livonie une énorme contrebande. Ces ports ne sont pas surveillés comme celui de Pétersbourg qui est sous les yeux de l'Empereur. Cependant le moment est venu d'exécuter dans toute leur vigueur les mesures prises contre le commerce anglais. Nous touchons à l'instant d'en recueillir les fruits »<sup>461</sup>. En effet, une immense flotte anglaise vient d'être refusée par les ports allemands et se dirige vers les côtes de l'empire russe<sup>462</sup>. Pour Napoléon, c'est le moment crucial, la Russie doit tenir son rôle et bloquer toutes les marchandises anglaises afin que la Grande-Bretagne soit « obligée de faire la paix »<sup>463</sup>. « Si au contraire ces mesures sont abandonnées, ou ne sont pas poursuivies avec vigueur, alors la guerre est indéfiniment prolongée »<sup>464</sup>.

À la fin de l'année 1810, le contexte commercial est particulièrement périlleux. L'année a été marquée par le différend créé par les licences françaises et par la confiscation du *William-Gustave*. Les critiques françaises à l'égard des mesures prises par la Russie se sont amplifiées, face à l'espoir grandissant de voir l'Angleterre abaissée. Ces critiques ont été combattues par Alexandre qui, tout en montrant le mauvais état de son commerce, assure Napoléon de sa bonne foi. La situation entre les deux empires n'est pas simple, mais l'oukase de commerce, arrivant au moment des plus grandes espérances de la France, va porter un coup sérieux à l'alliance et modifier définitivement le regard que Napoléon porte sur son allié.

---

<sup>461</sup> Champagny à Caulaincourt, Fontainebleau, 13 octobre 1810. L'insistance de la France est visible, puisque, quelques jours plus tard, le duc de Cadore reprend cette idée : « Nous ne pouvons nous dissimuler que les ports de Livonie ont admis cette année une grande quantité de ces marchandises [coloniales]. On a vu arriver à Leipsick des convois immenses de chariots venant de Russie qui en étaient chargés. L'Empereur n'en accuse pas le gouvernement russe ; mais ses agents n'ont pas toujours rempli ses intentions. [...] Toute denrée coloniale est nécessairement marchandise anglaise sous quelque pavillon qu'elle arrive. La confiscation est donc la suite des engagements pris par les puissances du continent. Jamais l'Angleterre ne s'est trouvée dans la détresse qu'elle éprouve. [...] Insistez donc sur la confiscation des denrées coloniales » (Champagny à Caulaincourt, Paris, 16 octobre 1810).

<sup>462</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 16 octobre 1810.

<sup>463</sup> Champagny à Caulaincourt, Fontainebleau, 23 octobre 1810.

<sup>464</sup> *Ibid.*

Face aux projets de gloire de l'Empereur, les Russes sont beaucoup plus prosaïques et font valoir avant tout les difficultés de leur commerce<sup>465</sup>. Caulaincourt lui-même dresse à son ministre un bilan contrasté de l'état économique de la Russie<sup>466</sup>, tandis qu'il suit les instructions de son gouvernement, en pressant le tsar de fermer ses ports aux neutres. Mais il comprend bientôt que les Russes ne sont pas disposés à suivre les mesures françaises. De nouvelles critiques contre les licences sont encore un moyen de contrer les demandes françaises en matière commerciale<sup>467</sup>. Caulaincourt observe que Roumiantsov « ne paraît pas vouloir consentir à fermer les ports aux Américains, encore moins à saisir leurs bâtiments ou cargaison s'ils peuvent prouver qu'elle n'est pas propriété anglaise ou d'origine anglaise. [...] Il a eu l'air de regarder les mesures proposées comme n'étant que du ressort de l'administration intérieure de chaque État et n'étant par conséquent pas dans le cas d'être appliquées partout »<sup>468</sup>. Cet argument est un de ceux qui sont le plus invoqués par les Russes, à savoir que chacun est libre de prendre les mesures qu'il juge bonnes pour son pays. Mais, dans le contexte de l'alliance, cette pensée peut paraître choquante à Napoléon qui envisage sa lutte contre l'Angleterre à l'échelle européenne, le système continental étant pour lui un vaste ensemble, et non la superposition d'intérêts nationaux.

Pour répondre aux demandes françaises, Alexandre annonce à l'ambassadeur, fin

---

<sup>465</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 30 septembre 1810 : « [...] les mesures contre l'Angleterre étaient si rigoureuses chez lui qu'il était difficile d'y ajouter, qu'au reste, il ferait avec empressement ce qu'on désirait si cela frappait directement l'Angleterre, mais que les droits et le tarif que V.M. croyait actuellement avantageux pour la France seraient si onéreux pour les Russes et pour les neutres, sans que cela pût nuire à l'Angleterre, que, quand même il y trouverait quelque avantage pour les finances, cela ne lui donnait pas le droit de ruiner les neutres et d'écraser ses sujets [...] Il ajouta que, pour suivre rigoureusement le système, il avait plus que restreint le commerce de son empire, puisqu'il n'avait point donné de licences pour n'offrir en aucune manière les moyens de favoriser le commerce de l'Angleterre [...] ».

<sup>466</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Petersbourg, 19 septembre 1810 : « L'embarras des finances ne diminue pas, malgré les mesures qu'on a prises. [...] Quelques marchands disent aussi que les nombreuses confiscations faites cette année, en nuisant au commerce, sont une des causes du discrédit du papier. Il faut ajouter à cela que les exportations ont été cette année beaucoup moins considérables que les années précédentes. Le commerce de Riga assure qu'elles n'ont pas été au quart de celles de l'année dernière, de sorte que les propriétaires, vu la baisse excessive que l'encombrement des grains a produite dans leurs prix, ont à peine de quoi payer les impositions. Dans l'intérieur, le mal est moins sensible en ce moment, la dépréciation du papier-monnaie ayant fait hausser tous les prix des denrées [...]. Le nombre des fabriques s'accroît journellement, et les anciennes augmentent leur activité ; leurs produits se sont, dit-on, quintuplés depuis l'exclusion des marchandises anglaises. Celles-ci ont presque entièrement disparu : on ne pouvait se procurer des étoffes de laine ; quant à la quincaillerie, les fabriques russes remplacent, quoique assez mal, ce qui était fourni par l'Angleterre ».

<sup>467</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Petersbourg, 8 octobre 1810. Alexandre assure ne pas vouloir suivre le système français des licences : « il a ajouté que le seul avantage qu'il en pourrait retirer serait peut-être quelque profit pour son trésor, mais qu'il ne croyait pas que ce motif lui donnât le droit de ruiner les neutres et d'écraser ses sujets ».

<sup>468</sup> *Ibid.*

octobre, que la Russie prépare un ensemble de dispositions commerciales. Il affirme que son pays « s'occupait de mesures rigoureuses [...]. S.M. ne s'expliqua pas davantage sur la nature de ces mesures ; je répétai que l'admission des neutres les rendait toutes illusoires : l'empereur me dit qu'il ne restait jamais en arrière quand il s'agissait de frapper directement et réellement sur l'Angleterre »<sup>469</sup>. Tandis que Caulaincourt demande une nouvelle fois des mesures contre les navires neutres, Alexandre invoque désormais ces mystérieuses dispositions : « L'empereur me répondit que ce qui était entré était certainement américain, et répéta encore qu'on s'occupait au reste des mesures qui rempliraient le but qu'on se proposait. J'insistai de nouveau pour qu'elles soient énergiques ; je représentai qu'elles n'auraient pas l'effet qu'on devait en attendre, si, sous le prétexte de ne pas repousser indistinctement les neutres, on laissait la porte entr'ouverte aux Anglais, et j'ajoutai qu'il valait mieux gêner momentanément les Américains que de se ruiner ainsi que l'Europe en donnant à l'Angleterre le moyen de prolonger la guerre »<sup>470</sup>. Le duc de Vicence cherche à en savoir plus et transmet régulièrement les oui-dire qu'il récolte : il croit ainsi que la Russie va fermer toutes ses côtes, excepté quatre ports, à savoir Riga, Libau, Revel<sup>471</sup> et Arkhangelsk<sup>472</sup>.

Toutefois, la crise est prévisible. Le contexte est de plus en plus difficile et les plaintes russes fréquentes : « On se plaint que nous ne témoignons point de confiance : nos doutes, les annonces de nos journaux, que de nombreux bâtiments arrivent en Russie, tandis qu'il n'en est pas entré quinze avec chargement depuis le 15 septembre, sont appelés de la mauvaise foi. On y voit un projet de proclamer d'avance des griefs pour former l'opinion et la préparer à des changements. On a la conviction qu'on a plus fait qu'aucune autre puissance et que nous-mêmes dans l'intérêt du système contre l'Angleterre »<sup>473</sup>. De même, quand Caulaincourt insiste sur le fait que toutes les denrées coloniales doivent être saisies, Alexandre rétorque que la France veut le monopole de celles-ci<sup>474</sup> : avec de pareilles déclarations, on est bien loin de l'esprit de Tilsit. Autre mauvais présage, quand l'ambassadeur de France demande des précisions sur les futures mesures, Roumiantsov lui répond qu'il était « depuis trop longtemps en Russie pour pouvoir élever un doute sur les principes de l'empereur Alexandre à cet

---

<sup>469</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 28 octobre 1810.

<sup>470</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 7 novembre 1810.

<sup>471</sup> Trois ports russes sur la mer Baltique.

<sup>472</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Petersbourg, 14 novembre 1810. Arkhangelsk est un port russe qui donne sur la mer Blanche.

<sup>473</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Petersbourg, 15 novembre 1810.

<sup>474</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Petersbourg, 8 décembre 1810.

égard »<sup>475</sup>. Après tous ces mystères et ces atermoiements, Caulaincourt fait l'état de ses connaissances sur les futures mesures et prépare son gouvernement à l'oukase, qu'il pressent contraire au commerce français :

Quoique l'empereur ne m'ait parlé des nouvelles mesures que d'une manière générale et sans rien spécifier, j'ai pu remarquer, d'après ce qu'il m'a dit, que le projet avait pour but, en même temps que de nuire à l'Angleterre [...], de diminuer la masse des importations en Russie et de soutenir par là le change. Dans le fond, il paraît qu'on veut faire à peu près ce que nous demandons, d'autant plus que cela s'accorde à un certain point avec le système de finances qu'on suit dans ce moment ; mais par amour-propre, on veut prendre des mesures qui paraissent particulières à la Russie. [...] Dans toutes ces conversations, l'empereur m'a paru surtout blessé de mes plaintes, des doutes qu'elles manifestaient sur la marche qu'on avait suivie ici [...]. Si on établit le système prohibitif dont on parle, et qui est regardé ici par tout le monde comme le seul moyen de remonter le crédit public [...], il n'y a pas de doute que nos fabriques, qui fournissent déjà beaucoup moins par cette raison et à cause de la baisse progressive du change, perdront entièrement le débouché de la Russie, soit par la prohibition absolue, soit par suite du taux élevé du trafic. Qu'opposer à cela ? De quelle base partir, puisque le traité de commerce semble être expiré, même en comptant comme non avenues les années d'interruption, et que nous n'avons rien fait jusqu'ici pour assurer nos relations commerciales à l'avenir ?<sup>476</sup>

Tout en montrant que le futur oukase est « dans le fond » conforme au système continental, l'ambassadeur annonce les dommages qu'il risque d'occasionner pour le commerce de son pays et conclut sur le peu de moyens qu'il a pour s'opposer à ces mesures.

Les appréhensions du duc de Vicence sont rapidement confirmées, dès le moment où Alexandre lui annonce que les mesures viennent d'être fixées : « S.M. daigna me dire qu'on avait définitivement arrêté dans la dernière séance du Conseil, qui avait duré six heures, les mesures qui réglait pour 1811 tout ce qui était relatif au commerce, qu'on les rédigeait maintenant. Je remarquai, à la tournure de la phrase, qu'on ne voulait pas m'en dire davantage. Je ne me suis permis en conséquence aucune question »<sup>477</sup>. Le tsar fait tout pour retarder la découverte, par la France, des dispositions prises par la Russie au sujet de son commerce. Dans les semaines qui précèdent la publication de l'oukase, il défend celui-ci auprès de Caulaincourt, l'assurant qu'il renforce encore la guerre économique que mène son empire contre l'Angleterre : « Le 27, j'eus l'honneur de dîner chez l'empereur, qui me dit que l'oukase sur le commerce allait paraître, qu'il devait être sous 48 heures à l'impression, qu'on y verrait avec quelle rigueur il agissait contre les expéditions des Anglais, que, vu la nature

---

<sup>475</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 14 décembre 1810.

<sup>476</sup> *Ibid.*

<sup>477</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 25 décembre 1810.

des frontières et l'étendue des côtes, on avait particulièrement intéressé les dénonciateurs des fraudes comme le meilleur moyen de les découvrir. Il ajouta que tout ce qui serait confisqué à l'avenir serait détruit et brûlé, qu'on n'avait pas donné d'effet rétroactif à cette loi, parce que ses effets n'auraient pas atteint l'ennemi, mais qu'elle serait rigoureusement observée »<sup>478</sup>. Le tsar, pourtant, ne peut que se douter de la réaction de l'ambassadeur de France.

Le 15 janvier, la traduction de l'oukase en allemand permet au duc de Vicence de comprendre la teneur de l'oukase. Il en critique immédiatement les conséquences pour le commerce français, ainsi que pour le système continental :

J'ai fait de fortes et pressantes représentations sur ce règlement, fondées sur ce qu'il anéantit presque entièrement notre commerce avec la Russie, et j'ai eu à cet objet plusieurs conversations avec M. le comte de Romantzoff, dont j'adresse le résumé à V.E. Je lui ai d'abord fait sentir que cette loi paraissait plus particulièrement dirigée contre notre commerce que tout autre, puisqu'elle interdisait l'entrée de nos draps, de nos soieries, de nos objets de luxe et que nos vins, le seul objet important qu'elle permît, étaient chargés de droits, qu'on n'en tolérait l'introduction que par mer, et cela au moment où le commerce maritime nous était presque interdit et où l'intérêt général du continent demandait qu'on accordât toute espèce de facilités au commerce de terre. J'ai aussi dit que cet ukase me semblait en contradiction avec le traité de Tilsit, qui stipulait le rétablissement de nos relations commerciales avec la Russie sur le pied où elles étaient avant la guerre. Enfin, j'ai témoigné de l'étonnement que l'on favorisât au détriment de l'allié de la Russie deux états éloignés, l'Amérique septentrionale et le Brésil, le premier qui ne fournissait à la Russie que très peu de choses de première nécessité et auquel elle ne vendait presque rien, et l'autre qui n'avait eu aucune espèce de rapport commercial avec elle depuis trois ans qu'il avait cessé d'être une colonie.<sup>479</sup>

Les demandes de la France au sujet des neutres ont été rejetées, et même bafouées, puisque, en utilisant le pavillon américain ou brésilien, les Anglais peuvent poursuivre leur commerce avec la Russie. Le premier secrétaire de l'ambassade, Rayneval, dans une note sur cet oukase, insiste sur ce fait : « En favorisant ce prétendu commerce américain, on ouvre donc un débouché à celui de la Grande-Bretagne, et cela au moment où cette puissance se voyait enlever toutes les ressources par l'adoption du système continental dans toute sa vigueur »<sup>480</sup>. Pour répondre aux critiques de Caulaincourt qui remarque le rejet des produits

---

<sup>478</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 28 décembre 1810.

<sup>479</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 15 janvier 1811.

<sup>480</sup> AMAE, Mémoires et documents, Russie, 19, « Réflexion sur l'oukase relatif au commerce, du 19 décembre 1810, par M. de Rayneval », 1811. Dans ce document on constate une certaine hypocrisie du secrétaire qui dénonce des mesures prohibitives alors que le système français est le plus sévère. Rayneval dénonce même l'oukase au nom du libéralisme économique ! Pour lui, la Russie, par ces mesures, se coupe des autres pays et revient « vers cet état de barbarie dont elle sort à peine, à pas plus précipités qu'elle n'en est sortie, quelques rapides qu'aient été ses progrès ». Pour lui, le système continental permet la libre circulation sur le continent, et la Russie revient, avec cet oukase, au protectionnisme économique.

français, Roumiantsov tente de montrer que l'oukase frappe tout le monde et est dû à une « situation politique et financière » de la Russie qui avait commandé « une mesure rigoureuse à laquelle elle n'avait pu admettre aucune exception [...] »<sup>481</sup>. De plus, relever l'économie russe, selon lui, c'est poursuivre la guerre contre l'Angleterre et soutenir l'alliance. Le duc de Vicence critique, bien entendu, tous les arguments russes : « J'ai répliqué à tout cela en soutenant toujours qu'admettre les denrées coloniales, sous quelque pavillon qu'elles vinssent, c'était admettre de fait des denrées anglaises, et qu'ainsi le nouvel oukase traitait réellement les amis de la Russie plus mal que ses ennemis »<sup>482</sup>. Pour l'ambassadeur, le bilan de cet acte est clair : « Le commerce français est donc réduit au désespoir et dans une position vraiment critique. J'ai fait ce que j'ai cru convenable pour atténuer l'effet de ces mesures, mais je doute que j'obtienne quelques changements à cet oukase vraiment hostile contre le commerce étranger, surtout dans les circonstances actuelles »<sup>483</sup>. La rupture des relations commerciales entre les deux empires lui paraît consommée, à l'inverse de toutes ses espérances dans ce domaine. Mis à l'écart de la préparation de ce texte, il n'a pu qu'en constater les effets et les déplorer. Le seul point qu'il peut mettre en avant, afin de défendre l'alliance, est la situation économique de la Russie qui rendait de telles mesures nécessaires. Mais son gouvernement peut-il prendre en compte cet argument, quand la victoire économique sur l'Angleterre lui semblait à portée ?

Dès janvier, le ministre des Relations extérieures comprend que la Russie n'est pas disposée à appliquer les mesures du système continental et recommande à son ambassadeur d'attendre les mesures russes, sans trop en espérer :

Le compte que vous rendez de votre conversation avec l'empereur Alexandre et de celle avec son ministre prouve qu'on ne veut pas adopter en Russie nos mesures contre le commerce anglais. [L'absence de réaction russe face aux denrées coloniales] prouve seulement que l'adoption à laquelle il se refuse est repoussée par d'autres par d'autres intérêts que ceux du système continental, quels que soient les motifs, soit qu'ils proviennent de la crainte d'indisposer une partie de la nation russe, ou de décourager un commerce de fraude dont on espère tirer quelque avantage, soit qu'il faille supposer des vues de ménagement envers des ennemis avec lesquels on n'a pas perdu l'espérance de se réconcilier, ce qui n'est pas très probable. Il est inutile que vous insistiez davantage sur l'adoption des mesures qui sont maintenant exécutées sur tout le continent. Bornez-vous donc à dire que l'Empereur attend celle que le gouvernement russe annonce, et lorsqu'on vous en aura donné connaissance, insistez, si vous avez quelque espérance de pouvoir le faire avec succès, pour qu'elles tendent le plus possible au but que se propose l'Empereur, et que leur exécution doit être rigoureusement

---

<sup>481</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 15 janvier 1811.

<sup>482</sup> *Ibid.*

<sup>483</sup> *Ibid.*

suivie.<sup>484</sup>

L'oukase de commerce ne fait, d'une certaine façon, que confirmer les désillusions françaises. Mais la réaction de Napoléon tarde à venir, reflet sûrement de sa réflexion et des décisions qu'il prend de son côté. Dans la lettre de rappel de Caulaincourt, le 21 février, Champagny fait enfin allusion à cette question, en rappelant que la France n'avait « pas protesté lorsque l'Empereur de Russie avait rendu cet oukase sur le commerce qui blesse, non de prétendus droits éventuels, mais des intérêts présents et les intérêts les plus chers de la nation française ; [...] »<sup>485</sup>. Quelques jours après, il évoque les conséquences de la décision russe : « [...] l'impression qu'avait faite en Europe l'oukase sur le commerce ne laissait plus douter que la Russie ne voulait se séparer de la France ; [...] »<sup>486</sup>. Champagny reconnaît toutefois le caractère inéluctable de cet édit que l'ambassadeur de France ne pourra faire révoquer. L'oukase doit servir désormais de contrepoids à certaines décisions françaises, telle l'annexion du duché d'Oldenbourg :

J'ai l'honneur de vous envoyer pour votre instruction seulement, quelques observations sur l'oukase du 19/31 décembre. Elles prouvent que cet oukase anéantit tout commerce de la France avec la Russie en laissant subsister une partie considérable de celui que la Russie faisait avec l'Angleterre, et qui pourra se continuer malgré la guerre, à la faveur des avantages accordés aux pavillons américains, brésiliens et ottomans [...]. On ne dissimule pas avec ceux avec lesquels on veut rester lié. Vous avez bien fait de faire des représentations semblables. Il ne faut pas cacher le mal que cet acte fait à notre commerce, mais vous n'avez pas de démarches à faire pour en obtenir la révocation. Qu'il vous serve seulement au besoin de moyen de récrimination et de répliques à opposer aux plaintes qui pourraient vous être faites contre les actes du gouvernement français, par lesquels la Russie se croirait blessée. Les circonstances où cet acte a été publié et lorsque déjà la baisse du change avait fait cesser les importations de la France, l'opinion qu'il a pu répandre en Angleterre sur l'état d'union du continent, et dans le continent sur les sentiments de la Russie et son attachement à la France et l'influence nuisible à la cause du continent, peut-être plus nuisible encore à l'intérêt de la Russie qui a pu en être la suite, sont des observations politiques à joindre aux observations commerciales [...].<sup>487</sup>

En effet, Caulaincourt utilise, dans les derniers mois de son ambassade, l'oukase comme réponse aux récriminations au sujet de l'Oldenbourg : « Dans toutes nos discussions, j'ai toujours attaqué le dernier oukase contre le commerce, et je m'en suis fait un moyen de répondre aux plaintes qu'on m'adressait »<sup>488</sup>. Mais, au-delà de cet équilibre des griefs,

---

<sup>484</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 8 janvier 1811.

<sup>485</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 21 février 1811.

<sup>486</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 26 février 1811.

<sup>487</sup> *Ibid.*

<sup>488</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 4 février 1811.

l'oukase de commerce s'impose peu à peu comme le *casus belli* invoqué par la France.

La France tarde à répondre mais, à partir de février, elle attaque violemment les décisions russes et considère qu'Alexandre a détruit l'alliance. Le brûlement de marchandises françaises confisquées ne fait qu'accroître la méfiance des alliés :

Ainsi, plus de relations commerciales entre les deux empires : est-ce là un état de paix et d'alliance ? Était-ce ainsi que pensait l'empereur de Russie à Tilsit ? [...] Que de mal peut faire son oukase ? Partout il a été considéré comme une mesure hostile. Qu'on ne le défende pas en disant que chacun a le droit de faire chez soi ce qui lui plaît. Si on insultait des Russes à Paris, [...] si de part et d'autre on travaillait avec acharnement à détruire tout ce qu'il peut y avoir dans l'un et l'autre pays de commerce et d'industrie, dira-t-on qu'on ne fait qu'user d'un droit légitime ? Et ce n'est pas seulement pendant la paix, mais au sein d'une intime alliance qu'on se porte à de pareils excès ! [...] Quel plus grand mal la Russie peut-elle faire à la France ? Ne pouvant envahir notre territoire, elle nous attaque dans notre industrie et notre commerce, elle nous insulte dans le produit de nos arts et de nos travaux. Pendant la guerre elle n'en a jamais fait autant.<sup>489</sup>

L'oukase de commerce est même clairement montré par le ministre comme une déclaration de guerre : « Dans un conseil de ministres où on fit lecture de l'oukase, il fut regardé comme une déclaration de guerre de la Russie »<sup>490</sup>. Il insiste aussi sur l'outrage que constitue le secret qui a entouré la rédaction de cet acte : « Mais la forme la plus choquante dans cet oukase, c'est le mystère qu'on en a fait à l'Empereur »<sup>491</sup>.

Finalement, Caulaincourt doit signifier clairement à Alexandre qu'un pas supplémentaire vers l'Angleterre signifierait la guerre avec la France : « En suivant cette négociation, Monsieur, faites vous donner de nouvelles assurances de la ferme intention de la Russie de ne pas se rapprocher de l'Angleterre. Se rapprocher de l'Angleterre, c'est déclarer la guerre à la France »<sup>492</sup>. L'oukase devient, de cette façon, le *casus belli* de la France et justifie même certains préparatifs déjà engagés : « [Napoléon] ne veut faire la guerre que si la Russie rétablissait ses liaisons avec l'Angleterre. Vous devez donc démentir tout mouvement militaire, tout préparatif qu'on supposerait fait avant l'oukase. Vous ne devez avouer, mais seulement comme postérieur à l'oukase, que la levée de la conscription qui avait été ordonnée par un sénatus-consulte resté sans exécution, et que S.M. ne s'est déterminé à exécuter que lorsque l'oukase du 19/31 décembre lui a décelé les vues peu amicales de la Russie contre lesquelles il fallait se mettre en garde »<sup>493</sup>. Napoléon, plutôt que de tenter de s'arranger avec

---

<sup>489</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 3 mars 1811.

<sup>490</sup> *Ibid.*

<sup>491</sup> *Ibid.*

<sup>492</sup> *Ibid.*

<sup>493</sup> *Ibid.*

Alexandre, abandonne la négociation et préfère utiliser l'oukase comme argument face à l'Europe<sup>494</sup>. Caulaincourt n'est que le témoin et le confident de cette manœuvre politique.

Le duc de Vicence n'a, après ces réactions françaises, qu'un rôle mineur dans toutes ces questions. Il affirme à son ministre qu'« on ne se départira pas de l'oukase sur le commerce [...] »<sup>495</sup> et, en effet, ses tentatives de négociation et ses critiques ne trouvent qu'un tsar sûr de son bon droit et campé sur ses positions : « L'empereur repoussa vivement tout ce qui attaquait la pureté de ses intentions, tout ce que je présentai comme dirigé contre l'alliance et le traité. Je fis sentir que celles du rédacteur de l'oukase n'étaient évidemment rien moins qu'amicales [...]. Je fis aussi sentir que tout cela était dans un esprit bien différent de ce que S.M. m'avait fait l'honneur de me dire Elle-même dans le temps qu'on travaillait à la rédaction de cet oukase [...]. Dans le cours de la conversation, il combattit plusieurs fois l'opinion que cet acte était dirigé principalement contre la France : il a répété qu'il frappait également tous ses voisins, qui s'en plaignaient aussi, mais qui sentaient qu'il n'avait pu faire autrement [...] »<sup>496</sup>. Caulaincourt, qui montre les influences néfastes de l'oukase sur l'opinion européenne<sup>497</sup>, ne parvient pas à modifier l'opinion d'Alexandre ni à faire accepter l'idée d'un nouveau traité de commerce qui pourrait modifier les dispositions de l'oukase. Il fait lui-même le bilan de ses discussions avec le tsar et son ministre : « [...] la négociation relative au traité de commerce n'aura pour le moment, comme je l'avais pressenti, aucun autre résultat »<sup>498</sup>.

En définitive, le duc de Vicence n'a eu qu'une action secondaire dans les événements et les décisions qui ont amené la rupture commerciale entre les deux empires. Il n'a pu empêcher les mesures russes ni convaincre le tsar d'adhérer totalement au système français. Conscient des dangers de cette situation, il a vu son gouvernement tirer profit de l'oukase de décembre 1810 pour l'ériger en argument aux yeux de l'Europe. Cette cause de la guerre de 1812, revendiquée par la France, est contemporaine de l'annexion de l'Oldenbourg, considérée

---

<sup>494</sup> Dans la lettre où Napoléon signifie à Alexandre le rappel de Caulaincourt, il montre les dommages causés par l'oukase qui apparaît comme une déclaration de guerre de la Russie : « Le dernier oukase de V.M. dans le fonds, mais surtout dans la forme, est spécialement dirigé contre la France. Dans d'autres temps, avant de prendre une telle mesure contre mon commerce, V.M. me l'eut fait connaître et j'aurais pu peut-être lui suggérer des moyens qui en remplissant son principal but auraient cependant empêché que cela ne parut aux yeux de la France un changement de système. Toute l'Europe l'a envisagé ainsi, et déjà notre alliance n'existe plus dans l'opinion de l'Angleterre et de l'Europe, fut-elle aussi entière dans le cœur de V.M. qu'elle l'est dans le mien ; cette opinion générale n'en serait pas moins un grand mal » (AN, 95 AP 7, Napoléon à Alexandre, Paris, 28 février 1811, copie).

<sup>495</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 4 février 1811.

<sup>496</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 25 mars 1811.

<sup>497</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 18 mars 1811 : « Je parlai à ce sujet de l'oukase relatif au commerce, que je représentai comme ayant donné à l'Europe entière des doutes sur les intentions de la Russie ».

<sup>498</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 27 mars 1811.

comme la dernière cause par Caulaincourt. Albert Vandal revient avec précision sur les questions commerciales et sur l'oukase russe, analysant la pensée des deux empereurs, que nous n'avons pas abordée<sup>499</sup>. Il montre avec pertinence la relation qui existe entre la question de l'oukase et celle de l'Oldenbourg, reflète tous les deux de l'état d'esprit de Napoléon et d'Alexandre :

[...] Le 31 décembre 1810, avant de connaître la réunion des villes hanséatiques et le péril de l'Oldenbourg, d'un mouvement spontané et non provoqué, Alexandre avait le premier porté à l'alliance une atteinte formelle. L'infraction avait été commise en ces matières de commerce où Napoléon se montrait particulièrement ombrageux. [...] Ainsi Napoléon et Alexandre, à vingt jours d'intervalle, à l'insu l'un de l'autre, sans que les actes du second pussent être considérés comme une réplique aux excès du premier, en venaient à transgresser matériellement le pacte dont ils avaient dès longtemps abjuré l'esprit. Ils arrivaient à ce résultat naturellement, presque inconsciemment, comme au terme inévitable de la marche en sens inverse qui depuis dix mois les éloignait l'un de l'autre.<sup>500</sup>

Sans chercher, comme Albert Vandal, qui, de Napoléon ou d'Alexandre, est à l'origine de la rupture ou qui a commencé le premier ses préparatifs de guerre, il est intéressant de voir la simultanéité de cette affaire avec celle de l'Oldenbourg, mais aussi le parallèle qui existe entre ces deux questions pour Caulaincourt. Celui-ci, dans les deux cas, est dépassé par les événements et ne peut qu'enregistrer les décisions des deux empereurs. Il cherche avant tout à atténuer les conséquences des mauvaises nouvelles qui atteignent l'un et l'autre gouvernement. Mais le contexte n'est déjà plus celui de 1809 et, voyant la formation de griefs précis et la rupture des relations commerciales entre les deux empires, le duc de Vicence s'estime désormais incapable de freiner le délabrement de l'alliance<sup>501</sup>. L'annexion du duché d'Oldenbourg, que nous allons maintenant étudier, apparaît comme la confirmation de la fin du rôle diplomatique effectif de Caulaincourt.

---

<sup>499</sup> Voir A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. II, chapitre XIII : « Le conflit ».

<sup>500</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. II, p. 529-531.

<sup>501</sup> Voir conclusion de la seconde partie.

### 3. L'affaire du duché d'Oldenbourg : le *casus belli* de la Russie.

L'annexion du duché d'Oldenbourg par l'Empire français à la fin de l'année 1810 est considérée comme une des principales causes de la rupture de l'alliance franco-russe. Si les questions économiques, et plus particulièrement l'oukase de commerce, que nous venons de voir, constituent le *casus belli* que revendique Napoléon, l'affaire d'Oldenbourg est celui des Russes. Quand l'occupation de l'Allemagne ou la Pologne sont des causes plus profondes mais plus floues et complexes, cette affaire, plus ponctuelle, va cristalliser les échecs et les déceptions de l'alliance, jusqu'à prendre une ampleur que les Français, et Caulaincourt le premier, ne soupçonnaient pas. Celui-ci fait de cette affaire, ainsi que des mouvements de troupes des deux empires, la quatrième cause de la guerre de 1812. Il la résume en ces termes :

Le duché d'Oldenbourg ayant pour souverain un prince qui se trouve proche parent de l'empereur de Russie, a été compris dans la réunion des provinces hanséatiques au territoire de l'Empire. Sa Majesté en ordonnant cette réunion que les circonstances exigeaient, s'est montrée disposée à donner au duc d'Oldenbourg une autre souveraineté. Deux fois un ministre de France (M. Bacher) a été envoyé à ce prince pour lui porter des propositions.

La Russie sans se prêter aux explications que la France eut pu lui donner à cet égard, a fait paraître une protestation contre la prise de possession de l'Oldenbourg. Cette déclaration refusée par le ministre de France a été communiquée, dans le mois d'avril 1811, aux cours de l'Europe et a disposé l'opinion à entrevoir une nouvelle guerre entre les deux empires.<sup>502</sup>

Dans ces quelques lignes, le duc de Vicence rend bien compte des étapes de la crise, de ses enjeux principaux et de sa conséquence principale : la fait que l'Europe envisage désormais sérieusement une nouvelle confrontation entre la France et la Russie. Il s'agit de voir ce que Caulaincourt pense de cette affaire et ce qu'il y peut. Mais ce texte donne déjà un début de réponse à la première question : le duc de Vicence parle en effet d'une « réunion que

---

<sup>502</sup> Voir annexe : « Les causes de la guerre de 1812 ».

les circonstances exigeaient »<sup>503</sup>. La logique du système continental est, comme pour la cause précédente, au centre des difficultés que connaît l'alliance franco-russe.

*Caulaincourt est prévenu de l'annexion*

Albert Vandal, à la fin du second tome de son ouvrage, décrit le mécanisme qui pousse Napoléon à annexer le duché d'Oldenbourg, dans sa vaste entreprise de parfaire le système continental en incluant les côtes du nord de l'Europe dans l'Empire français. Le petit duché a en effet le malheur de se situer dans la zone qui va entrer plus efficacement dans le système des douanes françaises : « Le réunion des côtes portait d'ailleurs en soi le germe d'un conflit direct avec la Russie. [...] Parmi ces parcelles vouées à l'expropriation figurait le duché d'Oldenbourg, mince bande de territoire qui s'allongeait entre l'Ost-Frise et le Hanovre, et qui effleurait au Nord le vaste estuaire de la Jahde<sup>504</sup>, déjà occupé et fortifié par nos troupes. Oldenbourg était l'apanage d'une antique maison, unie à celle de Russie par les liens du sang : le duc actuel était oncle de l'empereur Alexandre, qui considérait l'Oldenbourg comme un bien de famille. Napoléon allait-il traiter ce protégé, ce parent du Tsar, comme les principicules voisins, c'est-à-dire le déposséder moyennant indemnité pécuniaire, le médiatiser et le pensionner ? »<sup>505</sup> Le problème est posé : les liens familiaux entre la maison de Russie et celle d'Oldenbourg<sup>506</sup> font de cette annexion une affaire hautement épineuse. Napoléon et Champagny sont conscients de cet écueil<sup>507</sup>, d'autant plus redoutable que les relations entre les deux empires sont loin d'être au beau fixe. Le duc de Cadore prévient donc son ambassadeur à Saint-Pétersbourg des projets de l'Empereur et attend son opinion sur la question :

Les villes hanséatiques sont comme une dépendance de la Hollande : depuis longtemps elles sont à la France. L'Empereur veut les réunir à l'Empire. S.M. réunira en même temps une grande partie du Hanovre qui sera détachée de la Westphalie et l'Empire s'étendra jusqu'à la mer Baltique, puisque Lubeck lui appartiendra. Le pays d'Oldenbourg se trouvera enclavé

---

<sup>503</sup> *Ibid.*

<sup>504</sup> Jade : golfe de la côte allemande, sur la mer du Nord.

<sup>505</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. II, p.526-567.

<sup>506</sup> Renforcés par le mariage du fils du duc d'Oldenbourg avec la Grande-duchesse Catherine, sœur d'Alexandre.

<sup>507</sup> L'indépendance de l'Oldenbourg a toujours été une préoccupation de la Cour de Russie. Ainsi dans une lettre de Roumiantsov à Caulaincourt du 8 janvier 1808, après l'entrée de troupes hollandaises dans le duché : « [...] Sa Majesté Impériale a bien voulu charger le soussigné d'engager Monsieur l'Ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté l'Empereur des Français, roi d'Italie, à faire auprès de sa cour les représentations qu'Il jugera convenable, afin que le duché d'Oldenbourg soit évacué par les troupes étrangères qui s'y trouvent encore. »

dans cette réunion. Sans doute son prince ne sera pas dépouillé de sa souveraineté ; mais il sera souverain comme on peut l'être quand on est enclavé dans un grand empire et soumis à ses lois de douanes. Gardez le silence, Monsieur, sur ce projet, mais faites nous connaître la manière dont il sera vu en Russie, et comme la disposition relative au pays d'Oldenbourg ne sera pas agréable, préparez-vous à adoucir l'impression de peine et peut-être de mécontentement que, lors de l'événement, elle pourra faire naître. Par exemple : vous pourrez représenter que cette extension de l'Empire français sera avantageuse au commerce de la Russie [...].<sup>508</sup>

Conscient que cette disposition ne sera pas « agréable »<sup>509</sup> à la Cour de Russie, Champagny est lucide sur les lourds inconvénients de cette affaire ; mais il n'envisage pas de recul : l'annexion est déjà prête. Caulaincourt doit se cantonner à un rôle d'indicateur et préparer le terrain. Sa réponse montre le peu d'enthousiasme qu'il a pour ce projet, dont il voit les conséquences néfastes sur l'opinion russe. Mais, encore une fois confiant dans le gouvernement russe, il minimise les désagréments que va occasionner l'annexion ; sur ce point il se trompe :

En général, tout ce qui se passe loin d'ici n'est que d'un faible intérêt pour le public, mais il n'en est plus attentif à tout ce qui peut accroître notre influence dans le voisinage de la Russie et surtout nous rapprocher de ses frontières. J'ai plus d'une fois été dans le cas de faire cette observation : elle servira de base à ce que j'ai à répondre à V.E. relativement au projet de réunion des villes Hanséatiques à l'Empire. [...] Le sort du prince d'Oldenbourg, pour qui V.E. sait que l'empereur professe une vénération particulière que vient de fortifier le mariage récent de sa sœur, fera dire que la France est sans aucun égard pour la Russie ; mais le gouvernement, que sa politique isole chaque jour davantage de ce qui se passe ailleurs que sur ses frontières, ne s'en formalisera peut-être pas trop, du moins en apparence, si toutefois nos frontières ne s'étendent pas au-delà de l'Elbe [...]. Dans mon opinion, la cour de Russie fera tous les sacrifices qui ne seront que d'amour-propre pour conserver la paix du continent. Je ne crois pas que les liens de famille influent en rien sur sa conduite. Si la réunion projetée n'était pas prononcée d'une manière définitive, si elle se rattachait à ce que V.E. me dit sur la Hollande, qu'elle eût l'apparence d'un moyen de compensation pour la paix avec l'Angleterre, cet événement serait bien adouci aux yeux des Russes, surtout s'il était accompagné de l'envoi en Espagne d'une partie des forces du duché de Varsovie. [...] Alors peut-être parviendrait-on, sinon à donner une couleur favorable à cette réunion, au moins à en atténuer l'impression.<sup>510</sup>

Trop confiant dans la réaction des Russes<sup>511</sup>, le duc de Vicence s'illusionne aussi sur les concessions que les Français seraient prêts à faire. Il cherche déjà des aménagements

---

<sup>508</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, 14 novembre 1810.

<sup>509</sup> *Ibid.*

<sup>510</sup> AN 95 AP 7, Caulaincourt à Champagny, 13 décembre 1810.

<sup>511</sup> Il a pour référence l'annexion de la Hollande, en 1810. Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 3 août 1810 : « M. de Romantsoff ne m'a pas dit un mot de plus et ne s'est permis, ni dans cette première conversation, ni dans celle que j'ai eue depuis avec lui, aucune réflexion sur cet événement. L'empereur a gardé la même réserve ».

favorables à la Russie, quand Champagny lui enjoignait de leur montrer les bénéfices que cette annexion française procurerait à leur commerce. Le 14 décembre, il déclare à Caulaincourt que l'annexion aura bien lieu<sup>512</sup> et que les seules compensations possibles sont pour le duc d'Oldenbourg :

Par cette réunion le duché d'Oldenbourg se trouve tout à fait enclavé dans l'Empire. Il sera donc nécessairement sous l'influence de nos douanes et soumis à toutes les entraves qui résultent d'une telle position. L'Empereur a senti ce qu'elle pouvait avoir de pénible pour le duc. Il m'a chargé de voir ici les personnes chargées de ses affaires [...] et de leur déclarer que si le duc voulait conserver ses possessions enclavées comme elles le sont dans l'Empire français, il était parfaitement le maître ; que si au contraire, il désirait transporter la souveraineté ailleurs, en conservant dans le duché d'Oldenbourg les biens domaniaux, et tout ce dont il jouit à titre particulier, l'Empereur s'y prêterait avec empressement. L'Empereur, Monsieur, se trouve encore possesseur en Allemagne de territoires sur lesquels cette souveraineté pourrait être assise.<sup>513</sup>

Aucune négociation n'est envisagée entre les deux pays et Caulaincourt se voit donc réduit au rôle d'intermédiaire qui doit faire prévaloir les arguments de son maître et tenter de les faire accepter par Alexandre<sup>514</sup>. Si son analyse de la situation est pertinente, il ne comprend pas que les deux empereurs sont déjà fermés aux tentatives de négociations et voient s'accumuler les griefs contre leur allié respectif.

### *La réaction d'Alexandre et de l'opinion russe*

La Russie découvre vite l'annexion de la Hollande et des villes hanséatiques qui inclut le duché d'Oldenbourg<sup>515</sup>. Le 16 janvier, le tsar fait part au duc de Vicence de son mécontentement au sujet de cette affaire. Il commence par évoquer le traité de Tilsit : « Le 16, j'ai eu l'honneur de dîner chez l'empereur, qui me parla des affaires du prince d'Oldenbourg, en me disant que c'était attenter au traité de Tilsit qui lui garantissait positivement et sa souveraineté et sa propriété et son indépendance, qui lui étaient d'ailleurs doublement

---

<sup>512</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 14 décembre 1810 : « Hâtez-vous, Monsieur, de faire part de ces dispositions nouvelles au gouvernement russe. Elles ne tarderont pas à être réalisées. »

<sup>513</sup> *Ibid.*

<sup>514</sup> *Ibid.* « Je me hâte de vous en prévenir pour que vous disposiez la Cour de Russie à l'apprendre sans étonnement et à n'être pas mécontent d'un arrangement devenu indispensable et pressant, et le seul conforme aux véritables intérêts du Prince. »

<sup>515</sup> Le 22 janvier 1811, Napoléon signe un décret qui installe le duc d'Oldenbourg à Erfurt.

garanties par l'acte même de la Confédération du Rhin dont ce prince était membre »<sup>516</sup>. Après s'être raccroché aux termes du traité qui décide du sort de l'Europe depuis 1807, Alexandre invoque les aspects sentimentaux de l'affaire, à travers les liens de parenté qui le lient au duc. Une telle annexion ne peut qu'être une offense personnelle : « L'empereur ajouta qu'on connaissait ses rapports de famille avec le prince d'Oldenbourg, qu'on savait que cette principauté, qui avait appartenu à la Russie, avait été donnée par elle à cette branche de la maison, que la situation de ce pays prouvait évidemment que la réunion de cette petite souveraineté qui ne faisait pas le quart d'un département n'était nécessaire à V.M. ni sous le rapport de l'intérêt de son commerce, ni sous celui de la sûreté de ses nouvelles frontières, que, ne pouvant donc l'expliquer par aucun motif d'intérêt public, il était évident que c'était à dessein de faire une chose offensante pour la Russie [...] »<sup>517</sup>. Le tsar vient de poser ses deux grands arguments : le premier est que la France brise la légalité née à Tilsit, et, par là, le nouvel ordre européen déjà chancelant, le second est que l'amitié entre les deux empereurs ne peut souffrir une telle insulte. Cette annexion de l'Oldenbourg n'est rien d'autre qu'une provocation, révélatrice des intentions belliqueuses de Napoléon. Il est évident que le duc de Vicence ne peut contrer de front ces deux arguments. Il trouve une parade en revenant sur la question de l'oukase de commerce, qu'il met en parallèle, comme grief de la France à l'égard de la Russie. L'une et l'autre issues du système continental, ces affaires sont ainsi intimement liées dans les discussions entre les deux hommes qui mettent en avant ces deux atteintes au traité de Tilsit<sup>518</sup>.

Dès lors, la situation apparaît comme une nouvelle impasse de l'alliance franco-russe. En effet, Caulaincourt n'a aucun pouvoir de négociation, il ne peut que se limiter à celui de persuasion : il doit montrer le bien-fondé d'un acte que ne peut accepter la Cour de Russie. Alexandre, quant à lui, ne cherche pas véritablement une résolution à la crise : il utilise ce grief pour compenser l'oukase de commerce et pour montrer à l'opinion russe et européenne les intentions querelleuses de Napoléon. Cette question de l'opinion est au centre de l'affaire et le duc de Vicence s'en inquiète dans ses lettres. Pour lui, les Russes ne protestent pas, parce qu'ils partagent la pensée de leur empereur. Il dit qu' « on ne s'attendait pas à l'occupation du pays d'Oldenbourg »<sup>519</sup> mais montre aussi que la fin du royaume de Hollande a tout autant

---

<sup>516</sup> Rapport à Napoléon, 17 janvier 1811.

<sup>517</sup> *Ibid.*

<sup>518</sup> Sur la réaction d'Alexandre à cette nouvelle, on peut aussi ajouter l'exclusion qui frappe Caulaincourt à cette période. Caulaincourt à Champagny, Saint-Petersbourg, 4 février 1811 : « Après quinze jours d'exclusion, j'ai eu l'honneur d'être invité à la Cour le premier de ce mois ».

<sup>519</sup> Caulaincourt à Champagny, 4 février 1811.

choqué le public<sup>520</sup>. Ce sont les agissements de la France qui choquent, plus que la spoliation dont le duc est victime : seul Alexandre peut mettre en avant son lien familial qui a peu de poids pour ses sujets. Caulaincourt insiste sur le faible intérêt que les Russes manifestent à l'égard du prince d'Oldenbourg « d'autant moins qu'ils font peu de cas du prince son fils »<sup>521</sup>. Mais il ne minimise pas les répercussions de l'affaire dans le public. Il y voit un motif de peine pour Alexandre mais surtout une « injure nationale » pour les Russes : « à entendre les Russes, c'est la Russie qu'on a démembrée ». L'affaire d'Oldenbourg semble donc une étape supplémentaire vers la rupture, pour l'opinion pétersbourgeoise.

Mais au-delà de ce seul aspect, Caulaincourt pressent les conséquences à l'échelle européenne<sup>522</sup>. Alexandre en est aussi conscient et en joue, lorsqu'il invoque les autres puissances du continent : « toute l'Europe est témoin de la manière dont on traite mon oncle ; elle voit avec combien peu d'égards on en agit avec une puissance alliée, envers un prince ami »<sup>523</sup>. Les Russes font de cette affaire une insulte envers eux et prennent l'Europe à témoin : nous sommes déjà ici dans un mécanisme de justification qui préfigure la fin des relations entre les deux empires et un nouvel affrontement.

### *Des discussions inutiles*

Les conséquences de l'annexion de l'Oldenbourg dans l'opinion sont graves, ainsi que dans l'image que chacun se fait des relations franco-russes. Toutefois, Caulaincourt ne désespère pas de convaincre Alexandre de la justesse de cet acte. Son argument maître est celui qui prévaut durant toute cette période de détérioration de l'alliance, et ce jusqu'en 1812, à savoir que de petits griefs ne peuvent remettre en cause une si grande œuvre. Les intérêts de la

---

<sup>520</sup> L'annexion de la Hollande a eu, en août 1810, un fort écho dans la société : « Dans le public, les affaires de Hollande ont fait la plus vive sensation, et je ne puis dissimuler qu'elle est loin de nous être favorable ». (Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 3 août 1810).

Sur les questions d'opinions, voir « nouvelles et on dit », 21 mars 1811: « Le public paraît en général fort blessé de la tournure des affaires d'Oldenbourg, du peu d'égards qu'on a eu, dit-on, pour l'empereur Alexandre. On veut en inférer que l'empereur Napoléon est décidé à la guerre, et que, dans ce dessein, il fait tout pour pousser la Russie à un changement de système et même à attaquer, pour qu'on puisse dire en France que c'est elle qui a commencé et voulu la guerre. Les préparatifs intérieurs, toutes les mesures de défense donnent une popularité d'autant plus grande à l'empereur, qu'on est convaincu qu'il fera tout pour conserver la paix. [...] Si l'empereur Napoléon tient réellement à l'alliance, s'il est attaché à l'empereur Alexandre, par ménagement pour lui, il réparera le mal qu'il a fait par la prise de possession d'Oldenbourg sans aucune espèce de ménagement. »

<sup>521</sup> Le mari de la Grande-duchesse Catherine. Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 27 mars 1811.

<sup>522</sup> Caulaincourt garde toujours à l'esprit cette conséquence et en fait part à Alexandre comme à son ministre : « J'ai principalement insisté sur l'effet que ce différend pourrait produire sur l'Angleterre » (*Ibid.*)

<sup>523</sup> Rapport à Napoléon, 18 mars 1811.

Russie, de la France, et par conséquent de l'Europe ne peuvent souffrir ces petites contrariétés : « Enfin je présentai le refus du prince d'Oldenbourg comme une difficulté personnelle placée au travers de grands intérêts, et la transposition de sa souveraineté comme un égard pour la Russie et comme le seul moyen même d'éviter les difficultés que la position actuelle de ce prince au milieu de la France, par conséquent de ses douanes et de ses troupes, devaient faire naître entre les deux grands alliés »<sup>524</sup>. De même, toujours dans cette optique, le duc de Vicence n'accepte pas l'ingérence d'intérêts particuliers dans un contexte fragile qui n'a pas besoin de rancœurs personnelles. Il met en avant ces arguments pour persuader la tsar : « Je considérerai enfin l'affaire du pays d'Oldenbourg comme une chose d'intérêt de parenté sur laquelle la Russie ne pouvait fonder un droit direct, et je fis entendre qu'en dernière analyse, l'empereur Alexandre ne pouvait subordonner à un petit intérêt particulier, et d'amour-propre, l'intérêt général de son empire »<sup>525</sup>. C'est là sûrement la pensée essentielle de Caulaincourt sur cette affaire : comment peut-on briser l'alliance pour une affaire si minime qui ressort plus du domaine privé que du domaine public?

Alexandre, qui revendique ce grief et s'y accroche, fait appel à des arguments plus précis et ponctuels. Il revient régulièrement sur l'histoire de l'alliance de Tilsit pour montrer de quelle façon elle est bafouée. Il demande aussi des indemnités pour le duc, tout en refusant de discuter celle qui est déjà proposée. En résumé, il ne fait pas avancer les choses et c'est tout à son avantage. Les deux hommes discutent sur le traité de Tilsit, l'ambassadeur cherchant à disculper son maître, l'empereur montrant comment certains articles sont bafoués. « Lorsque j'ai cherché à prouver que le traité de Tilsit n'avait pas été violé à l'égard du prince d'Oldenbourg [...] l'empereur répliqua que c'était rompre le traité que de détruire ce qu'il avait rétabli [...] »<sup>526</sup>. Des deux côtés, les arguments sont spécieux, les invocations nombreuses à Tilsit, à l'Europe, à un passé béni de l'alliance ou aux griefs respectifs qui s'accumulent. Le duc de Vicence reste conscient que cette affaire doit être résolue afin de contrecarrer la marche à la rupture ; il le signale à Roumiantsov, « l'ayant encore pressé sur la nécessité de s'entendre au lieu de se plaindre si on ne voulait laisser subsister une cause de différends pour l'avenir [...] »<sup>527</sup>. Le seul moyen, pour lui, de sortir de cette crise, c'est d'offrir des indemnités, non au duc d'Oldenbourg, qui reste somme toute une quantité négligeable, mais à la Russie elle-même, comme gage des bonnes intentions de la France. Il va jusqu'à parler de la Pologne : « Quant à ce qui concerne Oldenbourg en particulier, mon opinion est qu'on en aura

---

<sup>524</sup> Rapport à Napoléon, 4 février 1811.

<sup>525</sup> Rapport à Napoléon, 18 mars 1811.

<sup>526</sup> *Ibid.*

<sup>527</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 6 avril 1811.

bon marché avec quelque chose qui satisfasse aux yeux du public, surtout dès qu'on verra que nous ne voulons pas la guerre, ce qui ne peut se trouver ici qu'en les tranquillisant sur la Pologne »<sup>528</sup>. Mais le duc de Vicence ne parle de tout cela qu'à titre indicatif puisque ses pouvoirs sont à peu près nuls et qu'il doit faire face à la mauvaise volonté tant des Français que des Russes. Aucune négociation n'est possible et chacun va camper sur ses positions jusqu'au départ de l'ambassadeur de France.

### *Une affaire non résolue de plus*

L'annexion du duché d'Oldenbourg devient peu à peu, à l'instar d'autres affaires, une question non résolue de plus, une revendication russe qui s'oppose à une revendication française. Caulaincourt est dès le départ conscient des conséquences néfastes de l'annexion mais il affirme que la Cour de Russie la mettra de côté : « Le gouvernement ne reconnaîtra point la réunion d'Oldenbourg mais il ne fera rien au-delà d'une protestation, et restera par conséquent dans la position actuelle. Ces gens-ci n'ont pas assez de caractère pour prendre un parti violent d'aucune espèce, et ils préféreront toujours attendre que les événements les conduisent »<sup>529</sup>. Il définit au passage la politique de la Russie, qui est avant tout attentiste, ce qui se traduira aussi, selon lui, par une stratégie défensive si une nouvelle guerre a lieu : belle analyse de la situation, qui préfigure les réflexions du duc de Vicence avant la campagne de Russie.

Assez vite, et malgré la gravité de cette crise qui, pour Caulaincourt, doit être résolue avant de devenir une cause de rupture<sup>530</sup>, Alexandre semble minimiser l'affaire d'Oldenbourg, au moins aux yeux de l'ambassadeur de France : « Cependant il [Alexandre] ne témoigne, même avec ses intimes, aucune inquiétude sur la crise actuelle, et il paraît toujours penser que l'on s'arrangera. Mais, malgré le calme qu'affecte le gouvernement et qu'il cherche à inspirer de toutes manières, l'agitation ne s'est jamais manifestée aussi vivement que depuis ces dernières nouvelles d'Oldenbourg »<sup>531</sup>. Il est clair que la politique de la Russie consiste à montrer à son allié que la rupture ne viendra pas d'elle, quelque injurieuse que puisse être une

---

<sup>528</sup> Caulaincourt à Maret, Saint-Pétersbourg, 8 mai 1811.

<sup>529</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 4 février 1811.

<sup>530</sup> L'ambassadeur affirme vouloir régler l'affaire avant son départ, en vain. Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 21 mars 1811 : « Dans une dernière conversation, je lui [à Alexandre] ai dit que je tiendrais à gloire de terminer cette petite affaire avant de quitter Pétersbourg. Il a éludé la conversation [...] ».

<sup>531</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 27 mars 1811.

telle action à son encontre. Les protestations sont vives mais ne sont pas suivies d'effets ; et devant Caulaincourt se maintient l'illusion. L'exemple le plus probant est celui de la venue à Saint-Pétersbourg du duc d'Oldenbourg, le 14 avril 1811<sup>532</sup>. Le duc de Vicence entend le tsar en parler comme d'un « désagrément à prévoir »<sup>533</sup> et il est évident que le duc reçoit des consignes strictes que révèle son attitude : « On a remarqué que le duc d'Oldenbourg garde une extrême réserve, et qu'il a plutôt calmé qu'exalté les esprits ; on assure que l'empereur lui a su gré de cette modération : il dit assez ouvertement que, dans la situation actuelle de l'Europe, les grands États ne peuvent subordonner leur marche à de petits intérêts »<sup>534</sup>. Loin de faire du duc spolié un martyr, la Russie maintient encore les apparences, mais déjà la rupture apparaît comme irréversible.

De cette rupture, le ministère français ne veut pas entendre parler. Champagny a ainsi refusé d'ouvrir la note de protestation de Kourakine<sup>535</sup>, note qui sera adressée en avril à toute l'Europe prise à témoin<sup>536</sup>. Napoléon s'étonne de l'importance prise par cette affaire<sup>537</sup> et le duc de Cadore donne à Caulaincourt tous les arguments de la France sur cette question : le traité de Tilsit n'est pas rompu, mais, même s'il l'était, la Russie l'aurait déjà rompu en gardant la Valachie et du fait de l'oukase de commerce de décembre 1810 ; de plus Alexandre ne peut prétendre à des droits sur un territoire enclavé dans l'Empire, etc. Tous ces arguments sont porteurs d'un message, à savoir que rien ne fera revenir Napoléon en arrière et que l'alliance ne peut souffrir d'une telle brouille : si c'est le cas c'est que la Russie a des intentions belliqueuses<sup>538</sup>. Maret, nouveau ministre des Relations extérieures, parle lui de « bagatelles »<sup>539</sup> en ce qui concerne l'Oldenbourg et la Pologne et déjà il met en parallèle les négociations et les armements : « Il paraît que la Cour de Pétersbourg est occupée de deux griefs relatifs l'un à l'affaire du duché d'Oldenbourg, l'autre aux inquiétudes qu'elle a conçues sur la Pologne. Que faut-il faire pour rassurer la Russie ? Une explication franche aurait mieux valu que des armements. Une explication prompte vaudrait mieux que des préparatifs

---

<sup>532</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 16 avril 1811.

<sup>533</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 6 avril 1811.

<sup>534</sup> Caulaincourt à Maret, Saint-Pétersbourg, 23 avril 1811.

<sup>535</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 26 février 1811.

<sup>536</sup> Voir annexe n°11.

<sup>537</sup> Champagny à Caulaincourt, Paris, 26 février 1811: « L'Empereur a dû s'étonner de l'importance que la Russie donne à l'affaire du duché d'Oldenbourg et de la part qu'elle prétend y prendre. »

<sup>538</sup> *Ibid.* : « Vous devez parler dans le même sens à la cour de Russie. L'Empereur est lié par le sénatus-consulte. Quand il le voudrait, il ne pourrait revenir sur ses pas. La Russie n'a dans cette affaire aucun véritable intérêt. Si elle est de bonne foi avec nous, loin de se fâcher de ce qui ne la blesse pas, l'Empereur conseillera au prince son oncle d'accepter l'indemnité qui lui est offerte. Nous renouvelons cette offre au duc d'Oldenbourg et à la Russie. »

<sup>539</sup> Maret à Caulaincourt, Paris, 18 avril 1811.

ruineux »<sup>540</sup>. L'emploi de l'expression « aurait mieux valu » est significatif : quoi qu'il dise, l'heure des armements est venue.

L'annexion de l'Oldenbourg reste un épiphénomène de la détérioration des relations franco-russes, en relation étroite avec les questions commerciales et contemporaines des premiers mouvements de troupes. Mais il reste une cause directe de la guerre de 1812, dans la mesure où il fournit un argument irréfutable à la Russie et une preuve pour l'Europe du mépris que la France témoigne même à ses alliés. Albert Vandal y voit une faute de Napoléon qui n'a pas su percevoir les dangers d'une insulte personnelle à l'égard du tsar, qui a su profiter de cette crise pour affirmer le bon droit de l'empire russe : « Sans intention de brusquer le conflit — il [Napoléon] avait fait questionner le duc de Vicence sur les moyens d'atténuer le mécontentement qui se produirait à Pétersbourg — mais dominé et aveuglé par la conviction que sa volonté devait être tenue en tout lieu pour loi de l'univers, il se rendait coupable vis-à-vis d'Alexandre d'un manquement direct, gratuit, inutile, d'une offense caractérisée, que rien ne saurait justifier ni pallier »<sup>541</sup>. Tous les arguments de Caulaincourt pèsent de peu de poids face au différend irréconciliable qui est en train de se creuser entre les deux hommes. Les premiers effets de cette marche vers un nouvel affrontement se font sentir depuis un certain temps, toile de fond de ces affaires : les troupes des deux empires sont en mouvement.

#### *Caulaincourt face aux mouvements de troupes : le prélude à la guerre*

En parallèle de l'affaire d'Oldenbourg, les deux alliés de Tilsit préparent une guerre qui semble inévitable, au vu des griefs qui s'accumulent. Au début de l'année 1811, chaque pays a trouvé son *casus belli* principal : la France accuse la Russie de briser le système continental mis en place depuis 1806 ; la Russie dénonce l'annexion du duché d'Oldenbourg et les ambitions toujours renouvelées de Napoléon. L'alliance n'est désormais plus qu'un mot et les mouvements de troupes aux environs de la frontière russe se font de plus en plus visibles. Il ne nous appartient pas de retracer les préparatifs militaires de la campagne de Russie. Le troisième tome de l'ouvrage d'Albert Vandal décrit le mécanisme militaire et diplomatique qui mène à la guerre de 1812, sans négliger aucun aspect. Il est en revanche important de voir comment Caulaincourt envisage ces mouvements de troupes et quel est son rôle dans les

---

<sup>540</sup> *Ibid.*

<sup>541</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. II, p. 528-529.

renseignements qui parviennent à Paris, à ce sujet. Nous allons insister sur trois points : les pressions exercées par le ministère sur le duc de Vicence, afin d'obtenir des informations ; les types de documents produits par l'ambassadeur pour répondre à ces demandes ; enfin le sentiment qu'il éprouve face à cette marche à la guerre et sa perspicacité devant ces événements.

Étant donné qu'il ne sort pas de Saint-Pétersbourg et qu'il ne peut savoir exactement ce qui se passe aux frontières, Caulaincourt ne peut être un véritable espion militaire et les renseignements les plus importants proviennent souvent du grand-duché de Varsovie, en prise directe avec la réalité militaire. Le duc de Vicence a, en revanche, une vision plus globale de l'armée russe et peut glaner différentes informations sur le recrutement des troupes ou les politiques engagées par le ministère de la Guerre. Dans les premières années de l'alliance, on ne peut pas parler d'espionnage militaire, quand l'ambassadeur s'intéresse aux armées russes afin de percevoir le potentiel de l'allié de la France. On peut citer comme exemple de ces renseignements militaires les informations générales que l'ambassadeur fournit sur les troupes russes, au moyen d'une note sur le recrutement, datée d'octobre 1809<sup>542</sup>. Ces informations restent partielles et incomplètes, comme le souligne le duc de Vicence : « V.M. trouvera ci-joint une note sur l'armée russe. Elle a toute l'exactitude dont est susceptible une pièce de ce genre, dont les détails ne peuvent être basés que sur des renseignements épars. J'espère pouvoir lui adresser incessamment l'emplacement des différentes divisions »<sup>543</sup>. À première vue, il ne s'agit pas, à cette époque, de prendre un avantage sur un futur adversaire, mais plutôt d'appréhender son système, ses qualités et ses défauts. Toutefois, il est indéniable qu'en tentant de voir si l'armée russe se réforme, Caulaincourt, général de l'armée française, est dans une entreprise de comparaison qui peut se révéler utile en cas de nouveau conflit.

Avec la détérioration des relations franco-russes, une nouvelle guerre est envisageable<sup>544</sup> et le renseignement militaire devient, pour Napoléon, une nécessité et il presse son ambassadeur, *via* Champagny, de poursuivre et d'amplifier son enquête sur l'armée d'Alexandre I<sup>er</sup>. Si ces demandes ont toujours existé, et il suffit de voir la double mission de

---

<sup>542</sup> AN 95 AP 6, « Note sur le recrutement de l'empire de Russie », 12 octobre 1809.

<sup>543</sup> Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 27 novembre 1809.

<sup>544</sup> Au cours de l'année 1810, après l'échec de la conciliation autour de la question de Pologne, l'idée d'une nouvelle guerre entre la France et la Russie apparaît, même si chacun proteste de ses bonnes intentions et de sa fidélité à l'alliance. Certaines phrases de Napoléon et de Champagny apparaissent toutefois bien menaçantes : « Et qu'on ne croit pas, Monsieur, que l'Empereur n'est pas en mesure de faire de nouveau la guerre sur le continent. S'il a 300 000 hommes en Espagne, il en a 400 000 en France et ailleurs. L'armée d'Italie est encore toute entière. L'Empereur pourrait, au moment où la guerre éclaterait, se présenter sur le Niémen avec une armée plus considérable que celle qu'il avait à Friedland. Son intime union avec l'Autriche lui permettrait de compter sur l'appui de cette puissance, déjà fort alarmée des progrès des armées russes en Turquie. L'Empereur sans doute ne veut pas faire la guerre ». (AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 30 juillet 1810).

Deponthon, chargé à la fois d'aider le tsar et de se renseigner sur ses fortifications<sup>545</sup>, le ministre des Relations extérieures, à partir du milieu de l'année 1810, attire plus précisément l'attention de son ambassadeur sur ces questions : « Les forces militaires du pays où vous résidez n'ont pu manquer d'être pour vous l'objet de l'attention la plus constante et la plus suivie, et l'un de vos principaux soins doit avoir été d'en acquérir une parfaite connaissance »<sup>546</sup>. Il recommande au duc de Vicence, dans cette optique, de dresser un état de l'armée russe, mois par mois, en notant toutes les caractéristiques de chaque division, des caractères généraux aux plus infimes détails. Ces demandes prennent encore une nouvelle ampleur à partir de la fin de l'année 1810, comme en témoigne cette lettre de Champagny, qui répond à une note de Caulaincourt sur l'armée russe, intitulée « Répartition et composition des divisions de l'armée russe »<sup>547</sup>, qu'il juge insuffisante. Le ministre des Relations extérieures n'est plus dans une entreprise générale de prise de renseignements, il recherche désormais des informations pour préparer une future campagne, d'où les précisions qu'il demande à son ambassadeur à Saint-Pétersbourg :

Vous m'aviez adressé sur l'état militaire de la Russie différentes notes qui ont fixé particulièrement mon attention, parce que cette partie de vos rapports intéresse beaucoup S.M. Pour répondre au désir qu'elle m'a témoigné, il est nécessaire que dorénavant vous donniez plus d'extension aux notes que vous pourrez m'envoyer sur cet objet, et je vous engage à les multiplier autant qu'il vous sera possible. Celles que j'ai sous les yeux m'ont suggéré quelques observations qui pourront vous servir de direction dans vos recherches.

Vos notes, M. l'Ambassadeur, indiquent positivement la division des régiments d'infanterie en trois bataillons, celle des régiments de cavalerie en 5 ou 10 escadrons. Il serait bon qu'à l'avenir elles puissent faire connaître le nombre de ces bataillons ou escadrons qui sont présents aux divisions de l'armée, et autant qu'il sera possible qu'elles indiquent où se trouvent les troisièmes bataillons et escadrons qui ne sont pas au régiment et même le lieu de dépôt de chaque régiment. A défaut de ces renseignements, on ne connaît que la force *nominative* et non la force *numérique* des divisions. C'est ce qui est arrivé pour l'armée des côtes de la Baltique, lorsque j'ai voulu en faire faire le relevé. Vos états indiquaient bien les noms des régiments qui composent la 5<sup>e</sup> et la 14<sup>e</sup> division, mais ils ne disaient pas s'ils y étaient en totalité ou non. [...]

Je vous demande ces détails pour chaque division en particulier, M. le duc, parce qu'il y a entre la force effective *apparente* et la force effective *sous les armes* une différence qu'on ne parviendra à distinguer qu'à force de renseignements. Par exemple : d'après vos états, le total de l'effectif d'une division devrait être de 15 191 hommes et l'armée russe n'en présente peut-être pas une seule au-dessus de 12 000 hommes. [...]

L'objet de cette dépêche exige de votre part, M. le duc, tout le zèle que V.E. a toujours montré pour le service de l'Empereur. Les recherches

---

<sup>545</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, II, 1.

<sup>546</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 6 août 1810.

<sup>547</sup> AN 95 AP 6, « Répartition et composition des divisions de l'armée russe », octobre 1810.

nécessaires pour arriver à la connaissance des détails que je vous demande ne sont pas sans difficulté. Mais l'habitude que vous avez d'observer militairement vous mettra plus que tout autre à même de répondre positivement et d'une manière satisfaisante au désir de S.M.<sup>548</sup>

Cette lettre insiste essentiellement sur la quantité des effectifs russes et sur la notion de force « sous les armes », qui doit être distinguée de celle « apparente », afin de fournir des données utiles à l'état-major français, dans la perspective d'une nouvelle campagne contre la Russie.

Après la réception d'une note de Caulaincourt, datée du 15 décembre 1810, sur les effectifs des armées, Champagny recommande à nouveau une extrême précision, afin de ne pas sur- ou sous-évaluer l'armée russe : « Ces états donnent de l'armée russe une idée peut-être exagérée. Aujourd'hui que vous m'avez fait connaître les cadres dont elle se compose, l'organisation et le complet des corps, c'est surtout à vous assurer de la différence qui existe entre ce complet et la force effective des corps que vous devez donner vos soins »<sup>549</sup>. Il invite également Caulaincourt à séparer ces effectifs par armes, afin d'offrir une vision plus précise de la composition des armées russes<sup>550</sup>. Encore une fois, il est difficile de discerner dans ces demandes des intentions pacifiques.

À ces exigences se mêle une mauvaise foi évidente de la part de la France qui s'inquiète des mouvements de troupes russes, tout en minimisant les siens. Champagny donne ainsi des recommandations au duc de Vicence, qui doit parer les questions du tsar avec des arguments qui semblent totalement fallacieux ou en revenant sur d'autres questions, tel l'oukase de commerce, grief perpétuellement invoqué par la France :

L'empereur de Russie essayera peut-être, en conversant avec vous, de répondre aux arguments qu'elle renferme [une instruction]. Vous devez répliquer avec force. Si on vous parle de nos prétendus préparatifs, dites qu'il n'y en a point eu. Dites que ce n'est pas 100 000 fusils qui ont été envoyés de France dans le duché de Varsovie, comme l'a dit l'empereur de Russie, mais seulement 20 000 parmi lesquels il y avait des mousquetons qui ont été achetés pour la Saxe et que les bandes tricolores qui couvraient les caisses renfermant ces armes prouvent qu'on n'a eu aussi une trentaine de canons de ceux qui avaient été pris à Iéna, que la Saxe a demandé et que l'on a donnés. Tout cela est fort rassurant.

Dites que les mouvements militaires exécutés du côté de Hambourg sont une fausse nouvelle et qu'il y a eu d'autres transports d'artillerie que celui qui a été occasionné par le changement d'une centaine de voitures ou caissons qui étaient en mauvais état et que l'on a remplacé de l'arsenal de Strasbourg, changement si peu important qu'il s'est fait sans l'ordre de l'Empereur, qui ne l'a appris que lorsque les bruits répandus à cet égard l'ont

---

<sup>548</sup> AN, 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 3 décembre 1810.

<sup>549</sup> AN, 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 8 janvier 1810.

<sup>550</sup> *Ibid.*

mis dans le cas de demander quelques éclaircissements.

À votre tour, Monsieur, plaignez-vous de la conduite de la Russie et surtout de cet oukase si peu amical du 19/31 décembre.<sup>551</sup>

Le dernier argument du duc de Cadore est significatif de l'aspect spécieux de ceux qui le précède : une fois épuisé l'arsenal de ces justifications, à la fois trop précises et trop farfelues, il reste à l'ambassadeur à changer de sujet et à mettre en tort la Russie, pour écarter ses critiques à l'égard de la France.

La dernière lettre de Champagny à Caulaincourt cherche à justifier les nouveaux armements de la France en pointant du doigt ceux de la Russie. Le contexte est clairement à la reprise de la guerre et le ministre critique le fait que le duc de Vicence ne fournit pas d'informations assez précises sur les intentions de la Russie :

Ce ne peut être simplement pour la défense qu'elle [la Russie] fait d'aussi grands préparatifs ; qu'elle abandonne la Finlande à la bonne foi de ses habitants et renonce pour ainsi dire à sa guerre contre la Turquie. L'Empereur se voit donc obligé d'armer, ce qui est fort coûteux. Vos dépêches ne nous font rien connaître de positif sur les vues de ce gouvernement. Il faut que vous les pénétriez. L'Empereur désire, qu'avant votre départ, vous ayez quelques explications propres à en amener le développement et à vous apprendre par quels moyens on peut faire renaître la confiance. L'Empereur ne demande rien à la Russie. Il ne lui en veut point. Il n'a point fait contre elle de plaintes qui puissent l'alarmer. Aussi n'a-t-elle point armé, et les très faibles mesures qu'il venait de prendre et dont vous avez été chargé de faire part n'ont-elles eu lieu qu'après le mouvement des troupes russes.<sup>552</sup>

Le duc de Cadore tente de justifier les agissements de son pays, en cherchant à montrer l'antériorité des armements russes, mais il laisse toutefois la porte ouverte à un arrangement. Cette lettre résume toute la situation diplomatique des derniers mois de l'ambassade de Caulaincourt. La guerre semble se profiler et chaque empire fait valoir ses arguments face à son allié, tout en espérant une solution aux crises que connaît l'alliance. L'idéal serait de poursuivre les relations franco-russes sur de nouvelles bases ; mais, dans l'éventualité probable d'une nouvelle guerre, la France doit prendre l'avantage militaire, mais aussi l'initiative, sur son futur adversaire, tout en paraissant lui laisser la responsabilité des événements.

Caulaincourt est conscient de cette nécessité. Si l'espionnage lui répugne, son regard de

---

<sup>551</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 3 mars 1811.

<sup>552</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 16 avril 1811 : « L'Empereur veut que je vous avertisse, Monsieur, que le gouvernement russe, qui paraît se défier extrêmement de vous, a cherché à vous environner d'épaisses ténèbres et qu'il est parvenu à vous dérober la connaissance de tous ses mouvements. Au moment même où l'empereur Alexandre vous assurait qu'il n'avait pas déplacé un régiment, tout était en mouvement dans toutes les parties de l'empire russe. »

militaire lui fait observer avec attention les armées russes. Il est conscient du nouveau contexte et accepte de satisfaire les demandes de son ministère, en produisant tout un ensemble de documents qui satisfont plus ou moins Champagny, comme nous venons de le voir. En octobre 1810 il envoie un document, intitulé « Répartition et composition des divisions de l'armée russe »<sup>553</sup>, qui donne le nom des divisions russes, ainsi que leur général et leur composition. Il manque cependant les effectifs et l'emplacement des divisions, données les plus essentielles dans la perspective d'un nouveau conflit. Après les demandes de Champagny, le duc de Vicence envoie, en février 1811, tout un ensemble de notes qui constituent son travail de renseignement militaire le plus abouti. L'« État de la répartition des divisions de l'armée russe »<sup>554</sup> présente ainsi l'emplacement des divisions et leur récente évolution, par exemple la 14<sup>e</sup> division « sur la Baltique, comme précédemment sous les ordres du général Vitgenstein<sup>555</sup> » ou la 17<sup>e</sup> « à Witepsk, précédemment en Finlande ». Caulaincourt, pour compléter ces informations, propose aussi un « État de situation des cosaques du Don en état de servir »<sup>556</sup> ou encore un « État des mutations de l'armée russe »<sup>557</sup> qui présente, jour par jour, les changements d'officiers à la tête des régiments de l'armée russe. La « Répartition de l'armée russe en divisions »<sup>558</sup>, datée du 10 février 1811, reprend l'ensemble de ces informations et tente de fournir une vue globale de l'armée. S'ajoute à ce document la « Liste des officiers généraux de l'armée russe, jouissant d'un traitement d'activité »<sup>559</sup>, qui donne les listes des Feld-maréchaux, des généraux en chef, des lieutenants généraux, et des généraux majors de l'armée. L'ambassadeur y décrit aussi l'artillerie, le génie ; il donne l'état des appointements de l'armée russe et même le prix des chevaux et la nature des fournitures données aux soldats. Ces données sont suivies d'un long texte qui les explique et les complète.

Ces deux derniers documents représentent le travail de renseignement militaire le plus complet et le plus exhaustif fourni par Caulaincourt à son ministère. Il est évident qu'il ne

---

<sup>553</sup> AN 95 AP 6, « Répartition et composition des divisions de l'armée russe », octobre 1810.

<sup>554</sup> AN 95 AP 6, « État de la répartition des divisions de l'armée russe », février 1811.

<sup>555</sup> Ludwig Wittgenstein (1769-1843) : aristocrate prussien au service de l'armée russe, il fait toutes les guerres contre la France et obtient le commandement des armées russes en 1813, avant de le céder à Barclay de Tolly.

<sup>556</sup> AN 95 AP 6, « État de situation des cosaques du Don en état de servir », février 1811. Il semble que cette recherche soit le fait de M. Saint-Genest qui y a procédé à Moscou. Caulaincourt à Champagny, Saint-Petersbourg, 21 mars 1811 : « Les recherches de M. Saint-Genest ont été d'abord et principalement dirigées sur les mouvements militaires, mais il a rencontré partout une défiance plus exagérée et plus minutieuse, s'il est possible, qu'à Pétersbourg. La présence d'un Français semble commander la dissimulation de tous les Russes. Est-ce le sentiment d'une faiblesse qui craint de se trahir ? Il s'est procuré néanmoins divers renseignements qu'il m'a transmis successivement, et entre autres l'état des cosaques du Don ».

<sup>557</sup> AN 95 AP 6, « État des mutations de l'armée russe », février 1811.

<sup>558</sup> AN 95 AP 6, « Répartition de l'armée russe en divisions », 10 février 1811.

<sup>559</sup> AN 95 AP 6, « Liste des officiers généraux de l'armée russe, jouissant d'un traitement d'activité », s.d.

peut avoir une vision directe des mouvements de troupes et qu'il ne peut se fier qu'aux informations en provenance du ministère de la Guerre, à Saint-Pétersbourg. Il évoque lui-même les difficultés qu'il connaît pour obtenir ces renseignements :

Ma lettre du 15 décembre et les états qui l'accompagnaient répondent en grande partie aux diverses questions que renferment les lettres de Votre Excellence des 3 et 11 du même mois. Jusque-là je n'avais pu me procurer que des renseignements incomplets et même fort incertains. Ceux que j'avais recueillis sur l'artillerie présentaient tant d'obscurité que j'avais mieux aimé ajourner que de vous en envoyer de trop erronés. L'étendue de l'empire russe, la différence de la langue et l'excessive surveillance que le gouvernement exerce sur cette partie de son organisation opposent à un travail de ce genre les plus grandes difficultés. Dans ce moment-ci surtout, il me devient chaque jour plus difficile d'obtenir de nouveaux renseignements, plusieurs employés du ministère ayant été enlevés : les officiers russes sont extrêmement réservés et si quelques jeunes gens sont indiscrets, ils ne savent rien.<sup>560</sup>

Ces lignes nous permettent d'appréhender la méthode de prise de renseignements qu'utilise le duc de Vicence, à savoir les conversations avec des employés du ministère. L'implantation de l'ambassadeur dans les cercles mondains est un avantage dans cette entreprise, mais il est conscient des difficultés qui existent à cette période et des limites indéniables de ses recherches. Il avoue ne pas pouvoir proposer des renseignements plus précis : « Je regarde comme impossible de réussir à connaître le lieu du dépôt de chaque régiment »<sup>561</sup>. En revanche, il estime que ce qu'il a déjà fourni est considérable : « Pour des renseignements plus détaillés et plus positifs, il est impossible de s'en procurer dans ce moment : je crois même, vu les obstacles qu'on rencontre dans ce travail, avoir fourni à S.M. ce que personne n'a ici »<sup>562</sup>. Même si Napoléon aurait pu espérer des renseignements plus précis, incriminant directement la Russie, Caulaincourt juge son travail accompli.

Le duc de Vicence, en effet, observe que l'opinion russe s'inquiète des signes avant-coureurs de la guerre, mais assure son gouvernement des intentions pacifiques du tsar :

Ce que l'empereur m'a dit, qu'il semblait qu'on voulût le forcer à changer de système, devient de plus en plus une opinion générale. On pense même que nous avons le projet d'attaquer la Russie aussitôt que nous aurions terminé les affaires d'Espagne. La levée de 120 000 conscrits a fait dire hautement que cette attaque serait même plus prochaine qu'on ne l'avait cru, et on lie à ces conjectures les affaires de Pologne.

J'ignore si le gouvernement partage entièrement cette crainte, mais à ma connaissance, il ne fait jusqu'à présent rien qui annonce des projets hostiles et tout porte à croire, comme je l'ai mandé précédemment, qu'il tient à la paix et qu'il a en conséquence adopté un système purement défensif dont il

---

<sup>560</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 17 janvier 1811.

<sup>561</sup> *Ibid.*

<sup>562</sup> *Ibid.*

ne se départira pas.<sup>563</sup>

C'est là l'argument principal de Caulaincourt, dans les derniers mois de son ambassade, face à la menace d'un nouveau conflit franco-russe : les armements de la Russie ne sont que défensifs, Alexandre ne fera jamais le premier pas et, par conséquent, l'alliance peut être sauvée si la France tempère ses revendications et fait des accommodements<sup>564</sup>.

Dans cette optique, le duc de Vicence, dans sa correspondance, montre les ambitions défensives du gouvernement russe, à travers, par exemple, les paroles d'Alexandre qui défend les fortifications russes en déclarant que « si l'Empereur fortifiait Paris, [...], l'accuserait-on avec fondement de faire des ouvrages défensifs ? »<sup>565</sup> ou celles du ministre des Affaires étrangères qui « a vanté la fidélité, la persévérance, la modération de la Russie dans l'alliance, et a ajouté, m'a-t-on encore dit, que, si l'empereur Napoléon était résolu malgré cela à leur faire la guerre, ils ne la craignaient pas, qu'ils se défendraient avec la vigueur et le patriotisme d'une nation qui défend son territoire et qui n'a provoqué en aucune manière une guerre qu'elle fera tout ce qui est honorable pour éviter »<sup>566</sup>. Le message, encore une fois, est double : la Russie ne veut pas la guerre, mais, si elle est agressée, elle la mènera jusqu'au bout.

Caulaincourt n'a plus de rôle effectif sur ces questions, il ne peut que tenter d'influencer son maître en montrant la réversibilité des mesures belliqueuses prises par la Russie, ainsi que les dangers d'une campagne militaire en Russie<sup>567</sup>. S'il obéit à son ministre lorsqu'il lui fournit les renseignements qu'il réclame, tout son langage est tourné vers l'accommodement et la pacification, comme lorsqu'il minimise les informations qu'il transmet : « J'ai commis une erreur dans ma lettre du 23 décembre : au lieu de 250 canons, ce n'est que 50 que l'on a

---

<sup>563</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 17 janvier 1811.

<sup>564</sup> Caulaincourt à Maret, Saint-Pétersbourg, 8 mai 1811 : « Si l'Empereur veut l'alliance, et d'une manière durable, s'il veut [...] faire ce que la Russie désire, il faut le plus tôt possible des faits qui tranquillisent, qui satisfassent : tout reprendra bientôt la marche accoutumée, et, avec la sécurité, la confiance et l'intimité renaîtront ».

<sup>565</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 21 mars 1811. Dans toutes ses discussions avec Alexandre sur les mouvements de troupes, Caulaincourt décrit de quelle façon le tsar réfute ses arguments et ses inquiétudes : « Pour vous convaincre, dit-il, que je ne fais pas de la politique avec l'empereur Napoléon ni avec vous, je vais vous montrer la carte des derniers emplacements où sont mes troupes ». (Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 22 avril 1811). En rendant compte de ces conversations, le duc de Vicence montre à la fois les accusations qu'il porte à la Russie, justifiant son zèle, mais aussi les intentions pacifiques d'Alexandre. Il montre aussi de quelle façon le tsar accuse la France de faire des préparatifs de guerre. Napoléon doit ainsi comprendre qu'en suspendant ses armements, il peut calmer les Russes (voir Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 2 mai 1811).

<sup>566</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 25 janvier 1811.

<sup>567</sup> Il s'efforce de montrer qu'en s'armant, la France justifie les armements russes : « À en croire plusieurs renseignements, les Russes ne sortiraient de leur position actuelle que quand on regarderait la guerre comme inévitable. Il me paraît certain que tout s'ébranlera, même la garnison de Pétersbourg, dès qu'on apprendra que nous faisons des mouvements plus sérieux » (Caulaincourt à Maret, Saint-Pétersbourg, 22 avril 1811).

fait partir de l'arsenal d'ici, et ils étaient sans affûts »<sup>568</sup> ou encore « On ne parle d'aucun mouvement de troupes. Il paraîtrait qu'on s'occupe de former des magasins derrière la Duna et dans l'intérieur ; mais les renseignements que j'ai à cet égard sont peu précis »<sup>569</sup>. Même les informations les plus certaines, comme les fortifications que le général Barclay de Tolly<sup>570</sup> engage sur la Duna, sont relativisées par l'ambassadeur qui, même s'il est conscient de la situation, cherche à en atténuer la gravité. Il tente ainsi de modifier la perception que l'empereur des Français a de son allié russe, et, par là, d'éviter la guerre<sup>571</sup>. De plus, il amplifie les nouvelles belliqueuses en provenance de la France, afin de montrer que c'est l'attitude de Napoléon qui entraîne des préparatifs en Russie : « Toutes les nouvelles qui viennent de France et d'Allemagne font croire plus que jamais à la guerre »<sup>572</sup>. Cette attitude de Caulaincourt ne correspond plus aux attentes de son ministère qui se tourne déjà vers le nouvel ambassadeur français à Saint-Pétersbourg, le comte de Lauriston<sup>573</sup>.

L'étude de ces renseignements militaires et des mouvements de troupes, prélude à la guerre de 1812, permet de voir l'écart qui sépare l'ambassadeur de son gouvernement, mais aussi la position inconfortable du duc de Vicence. Celui-ci, après avoir vécu le délitement de l'alliance lors des crises de 1809 et de Pologne, ou en train de le vivre avec celles de l'ukase de commerce ou d'Oldenbourg, est un des premiers témoins de la marche à la guerre. Du fait de sa fidélité à son maître et à ses engagements, il participe même de ce mouvement, en fournissant des informations qui n'ont d'autre finalité que de préparer une nouvelle campagne militaire. Mais l'amitié qu'il porte à Alexandre et son attachement à l'alliance franco-russe lui font prendre le langage de la modération et de la conciliation, dans l'espoir d'une solution pacifique au différend qui oppose les deux empereurs. Vivant de plus en plus mal son séjour à Saint-Pétersbourg et comprenant peut-être l'inéluctabilité de la reprise de la guerre, qui va à l'encontre de toutes ses valeurs et de toutes ses croyances, Caulaincourt ne souhaite plus

---

<sup>568</sup> *Ibid.*

<sup>569</sup> *Ibid.*

<sup>570</sup> Michel Barclay de Tolly (1761-1818) : issu d'une famille écossaise, il fait les guerres contre la France et dirige les armées Russes en 1812. Remplacé par Koutouzov, il reprend le commandement en 1813.

<sup>571</sup> Dans ses rapports sur l'opinion russe, il montre aussi de quelle façon les rumeurs de guerre peuvent varier. Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 26 février 1811 : « Les bruits de guerre sont un peu tombés ».

<sup>572</sup> Caulaincourt à Maret, Saint-Pétersbourg, 7 mai 1811. Dans une lettre datée du même jour, Caulaincourt fait part d'autres nouvelles du même type : « L'article du *Journal de l'Empire* du 12 a fait une grande sensation, soit parmi les étrangers, soit parmi les Russes. On ne doute plus que la guerre ne soit résolue à Paris. On fait nombre de rapprochements avec de prétendus articles sur l'Autriche publiés peu avant que la guerre ne soit résolue à Paris ».

<sup>573</sup> Le gouvernement français critique finalement le renseignement militaire de Caulaincourt, comme le fait savoir Nesselrode : « [...] car je sais de science certaine que le duc de Bassano s'est dernièrement plaint de ce qu'à Saint-Pétersbourg il n'y avait aucun moyen de se procurer la moindre notion, ajoutant que le duc de Vicence ne leur en avait pas rapporté davantage que n'en mandait actuellement le général Lauriston ». (Nesselrode, *Lettres et papiers*, p. 371, Nesselrode à Spéranski, 4/16 août 1811).

qu'une chose, à titre personnel : son retour en France, auprès de sa famille, de ses amis, mais aussi de Napoléon.

### *Conclusion*

Ces quatre causes présentées par Caulaincourt, notamment la seconde qui présente le plus d'ampleur, et les troisième et quatrième qui donnent à chaque empire un *casus belli* construit, montrent la marche progressive vers la guerre et l'action de l'ambassadeur de France pour la ralentir. Plus que par ruptures, l'alliance se détériore au fil des affaires qui se chevauchent chronologiquement, offrant un climat de plus en plus dégradé. De mois en mois, les susceptibilités s'exacerbent et les motifs de mécontentement se multiplient. Les derniers mois de l'ambassade, qui voient menées des négociations sur la Pologne, sur l'oukase de commerce et sur l'Oldenbourg, sont aussi marqués par des soupçons d'espionnage contre l'ambassade de France, notamment autour de l'affaire Hitrov, général russe soupçonné de collusion avec la France et symbole, pour le public, de la fin prochaine de l'alliance<sup>574</sup>. Pour conclure ce chapitre sur l'échec de l'alliance, on peut citer la page de Joseph de Maistre sur cette affaire, qui résume les appréhensions de la société russe et le climat de soupçons qui s'est créé entre les deux alliés, dont est victime Caulaincourt :

Un nouvel ordre de choses se prépare, Monsieur le Chevalier [de Rossi], et j'ai bien peur que l'année 1811 ne soit encore plus fameuse que celles qui l'ont précédée. À cette expression, *j'ai bien peur*, vous allez dire : *il est toujours le même*. Hélas ! Oui, je suis toujours le même, et je n'attends encore que de nouveaux malheurs pour le monde et pour la Russie en particulier. Mais il faut expliquer les choses *ab ovo*. Dans la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier (n.s.), et pendant un bal magnifique que donnait l'ambassadeur français, le gouverneur militaire, accompagné de quelques agents de la police, se rendit chez le général Hitrof [...], se saisit de tous ses papiers et de sa personne, pendant que sa femme dansait chez l'ambassadeur. [...] Hitrof a été mené d'abord à la citadelle de cette ville, de là à celle de Schlüsselbourg<sup>575</sup>, d'où l'on assure qu'il a filé vers la Sibérie [...]. Il était extrêmement lié avec l'ambassadeur, et même ami de la maison. Nul doute qu'il n'ait trahi l'empereur et que l'on ait trouvé les preuves les plus convaincantes dans ses papiers ; mais comment, et jusqu'à quel point ? [...] Un tel crime n'a point d'excuse, à raison surtout du sang-froid, de la longue délibération et de la détestable persévérance qui l'accompagnent

---

<sup>574</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 21 mars 1811 : « La légation d'Autriche a répandu, d'après une lettre de celle qui est à Paris, que le duc de Vicence était rappelé parce que l'affaire de M. Hitroff, qu'elle veut croire être son espion, lui avait fait perdre la confiance de l'empereur Alexandre. »

<sup>575</sup> Célèbre forteresse, sur le lac Ladoga, elle fut disputée entre Russes et Suédois, puis transformée en prison sous Pierre le Grand.

nécessairement. Caulaincourt, à ce que m'assurent des gens fort instruits, a fort mal pris cette affaire. Il est certain qu'à l'examiner attentivement le coup frappé sur Hitrof renferme *virtuellement* [...] une accusation d'espionnage contre l'ambassadeur et une déclaration de guerre ou au moins d'inimitié contre le maître. [...] Je croirais au reste que cet événement est plutôt le *signe* que la cause du refroidissement ; quoiqu'il soit vrai aussi qu'après avoir été *signe*, il a pu à son tour devenir *cause*.<sup>576</sup>

Cette affaire se déroule dans le contexte de la publication de l'oukase de commerce et avant l'annexion du duché d'Oldenbourg : quel meilleur signe du mécanisme qui mène à la rupture de l'alliance et qui consacre, au-delà des griefs et des questions diplomatiques, une perte mutuelle de confiance et l'annonce du retour du choc entre deux impérialismes et deux idéologies. Caulaincourt, malgré l'importance de son action, de ses relations avec les deux empereurs et de la force de ses convictions, apparaît, après l'analyse des crises de l'alliance, dépassé par les événements. Il n'a pu convaincre ni son maître ni son ami de suivre une politique d'accommodements ; il a vécu les désillusions de 1809 et les camouflets qu'ont représentés l'oukase de commerce et l'annexion de l'Oldenbourg ; il n'a pu que constater les armements des deux empires. Son bilan politique est, malgré lui pourrait-on dire, un échec. La suite de sa carrière peut-elle donner une nouvelle signification à son ambassade en Russie ?

---

<sup>576</sup> Joseph de Maistre à M. le chevalier de Rossi, Saint-Pétersbourg, 7/19 décembre 1810.

## CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE : LE DÉPART DE CAULAINCOURT ET SON REMPACEMENT PAR LE COMTE DE LAURISTON.

Nommé impérativement par Napoléon, Caulaincourt a toujours montré de fortes réticences face à un long séjour loin de la France. Déjà, en 1801, il s'était plaint de la durée d'une mission qui devait consister simplement en un transport de courrier à destination du tsar Alexandre<sup>577</sup>. Ne pouvant refuser sa nomination, en 1807, le grand écuyer avait espéré une ambassade de courte durée : il dut bien vite déchanter<sup>578</sup>. L'entrevue d'Erfurt, en 1808, fut l'occasion, comme nous l'avons vu, de demander son retour ; mais cette démarche fut vaine, Napoléon jugeant le duc de Vicence essentiel à Saint-Pétersbourg<sup>579</sup>. Lors de la crise entre les alliés qui suit la molle campagne russe en Galicie et la signature du traité de Schönbrunn entre la France et l'Autriche, en 1809, Caulaincourt, nous l'avons évoqué<sup>580</sup>, demande à nouveau son retour, pour des raisons politiques cette fois<sup>581</sup>. Il considère en effet qu'un nouvel

---

<sup>577</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I, 1.

<sup>578</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, I, 3.

<sup>579</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, I, 3.

<sup>580</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, III, 2. Cette demande ne reçoit pas de réponse positive de la part de Napoléon et Caulaincourt, dans une situation difficile après l'échec du mariage russe et de la convention sur la Pologne, envoie une lettre assez amère à Champagny : « Je dois des remerciements à Votre Excellence de l'intérêt qu'Elle veut bien témoigner à ma légation et de la suite qu'Elle a mise à faire valoir ma réclamation personnelle. Ce n'est pas à moi de juger si j'ai mérité une faveur : il en coûte tant de demander, même quand on a besoin, que je n'ennuierai plus V.E. Je ne forme qu'un vœu, c'est qu'un autre vienne se ruiner ici et prouver à l'Empereur que je l'y ai bien servi pendant trois ans et, je puis le dire, aux dépens de ma santé comme de ma fortune. Le silence que vous gardez, monsieur le duc, sur mon sort, quelque instance que j'aie pu faire pour le connaître, me dit que je reste ici : habitué à obéir, je ne réclame sur rien, je me borne à vous assurer que, bien ou mal traité, je remplirai mon devoir avec le zèle et le dévouement que je dois à mon maître ». (Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 4 avril 1810).

<sup>581</sup> Caulaincourt estime que des raisons personnelles ne peuvent être suffisantes : « J'aurais pu faire valoir à l'appui ma santé, qui a beaucoup souffert du climat, mes intérêts, le dérangement de mes affaires que chaque

ambassadeur est recommandé dans cette situation, afin de faire table rase des négociations précédentes et de repartir sur des bases saines : cet argument revient dans toutes ses demandes de retour.

Celles-ci s'intensifient dans la seconde moitié de l'année 1810<sup>582</sup> et le début de 1811, tant par leur longueur que par l'ampleur de leur argumentation<sup>583</sup>. Les raisons politiques se mêlent aux raisons de santé et le duc de Vicence obtient finalement son rappel et son remplacement par le comte de Lauriston, aide de camp de l'Empereur. Il est intéressant de se pencher sur ces demandes de retour qui présentent souvent une pensée personnelle et approfondie de Caulaincourt, à un moment crucial de sa carrière, alors que se terminent les fastes de la vie mondaine de Saint-Pétersbourg et que l'alliance franco-russe évolue peu à peu vers un nouveau conflit. Avant d'envisager ces demandes et les réponses du ministre des Relations extérieures, puis la transition avec Lauriston, il faut se demander de quelle façon les raisons invoquées par l'ambassadeur atteignent l'Empereur et influencent sa décision. Pourquoi remplacer Caulaincourt ? Pour préserver sa santé ? Pour accéder enfin à cette demande réitérée ? Ou selon des objectifs politiques clairs ? L'étude de la correspondance croisée de Caulaincourt et de Champagny (puis Maret) permet, sinon de donner une réponse définitive, d'appréhender les arguments en présence et d'observer le mécanisme qui mène au départ du premier ambassadeur français en Europe, qui est déjà entré dans le temps du bilan.

---

jour accroît, et la perte que j'ai faite de mon père, si j'étais de ces gens qui se font valoir, si je n'avais pas, par devoir comme par principe, toujours mis de côté tout ce qui m'était personnel, quand il s'agit du service de mon maître. Sans doute, je ne cache pas à mes amis le désir que j'ai de les revoir, celui que je témoigne à cet égard, mais ce vœu se borne là, et je ne m'en suis jamais caché ». (Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 11 juin 1810).

<sup>582</sup> Dans la première moitié de l'année 1810, Caulaincourt est dans le doute sur son retour, comme il le signifie à Talleyrand : « Je ne demande qu'une chose : qu'on me dise si je reste ou si je reviens. Ce n'eût pas été difficile à dire. Eh bien ! je ne puis l'obtenir. Si vous savez quelque chose sur cela, dites-le moi. Je serais un fou et un ingrat si je ne me trouvais pas bien ici, car jamais ambassadeur n'a été traité comme je le suis » (Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 6 février 1810, cité par J. Hanoteau, « Lettres de Talleyrand à Caulaincourt », p. 149.

<sup>583</sup> Dans ses mémoires, Caulaincourt revient sur l'insistance qu'il manifeste pour demander son retour, en exagérant les moyens utilisés : « Mon insistance ne pouvant obtenir mon rappel, je me fis malade et je m'expliquai avec l'Empereur, directement et indirectement par mes amis, d'une manière si positive qu'il dût prendre son parti et me remplacer pour éviter un éclat qui aurait fait un mauvais effet, car j'étais décidé à quitter cette ambassade à tout prix ». *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 277-278.

## *Des demandes de retour sans réponses*

Comme nous l'avons dit précédemment, Caulaincourt, pour différentes raisons, tel le désir de revoir ses amis et sa famille, mais aussi son état de santé et ses désillusions politiques, souhaite rentrer en France. Cependant, il est difficile de faire cette demande de façon répétée sans mettre en péril sa carrière : sa correspondance suit donc son modèle habituel. Se distinguent cependant quelques lettres à destination de Champagny, qui attirent son attention sur deux points, tout d'abord la mauvaise santé du duc de Vicence, qui constitue un argument de poids :

L'arrière-saison m'a apporté toutes mes infirmités : ma poitrine, fortement attaquée par la rigueur du climat, est de nouveau très souffrante ; à peine puis-je me soutenir quelquefois sur le pied droit. Sa Majesté daignera-t-Elle se rappeler ma répugnance à entrer dans les affaires, et que mon dévouement seul m'y a placé ? Elle a ordonné pour un an, j'ai obéi, puis pour une autre année, je me suis résigné : ces motifs me font espérer qu'Elle n'exigera pas que je coure les risques d'un quatrième hiver ici. Si mes talents n'ont pas toujours répondu à son attente, ma franchise et mon zèle lui ont toujours répondu et trop prouvé mon dévouement pour que je n'aie pas acquis de nouveaux droits à sa bonté. Mon rappel ne tenant dans le principe qu'au désir d'être près de S.M. et à ma répugnance naturelle pour les affaires, mon désir a dû être subordonné à la volonté de mon maître, mais aujourd'hui ma santé et l'intérêt du service m'obligent à insister de la manière la plus positive, afin de ne pas être dans le cas de remettre les affaires peut-être avant deux mois à un secrétaire. L'empereur Napoléon est trop puissant, et la Russie trop liée à notre système, par son intérêt, par les circonstances, par sa position, et surtout par l'opinion et la marche politique que l'empereur Alexandre et son ministre ont si hautement adoptées, pour qu'un changement d'individu ou une absence momentanée puissent influencer sur nos affaires. Dès que nous ne voulons pas la Pologne, la Russie veut l'alliance : or, comme il ne peut être dans l'intérêt de notre cabinet de la vouloir, les affaires marcheront ici d'elles-mêmes, et tout autre, comme j'ai eu l'honneur de le mander à V.E., les fera mieux que moi, car je ne puis empêcher les souvenirs de Tilsit et d'Erfurt de se rattacher à moi, et un antécédent de plusieurs années devient gênant dans une marche politique que mille circonstances et tant d'événements ont nécessairement plus ou moins modifiée sans qu'elle soit changée.<sup>584</sup>

La question de la santé de Caulaincourt amène vite des considérations sur le zèle qu'il a déployé durant son ambassade, malgré la durée de sa mission. Mais désormais, il met aussi en avant « l'intérêt du service » qui rend nécessaire le remplacement de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg. En effet, considérant l'alliance, il estime qu'un nouvel intermédiaire entre Napoléon et Alexandre permettra de sortir de l'impasse<sup>585</sup>. Suit une longue profession

---

<sup>584</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 19 septembre 1810

<sup>585</sup> Caulaincourt a déjà énoncé cette idée en mai 1810, après l'échec de la convention sur la Pologne : « Dans ce

de foi à l'égard de la Russie et de son empereur, qui constitue, d'une certaine manière, des instructions pour son successeur, dont il esquisse même le portrait, insistant sur la « loyauté » et les « formes convenables » qu'il doit avoir :

Je vous le dit en homme convaincu, monsieur le duc, les Russes ne pensent qu'à finir leur affaires de Turquie (que les généraux ne mènent pas bien, quoique l'armée soit belle et bonne), ils ne veulent que jouir de ce qu'ils auront acquis et pousser le temps avec l'épaule jusqu'à ce que la paix avec l'Angleterre, objet de tous leurs vœux, rendu du bien-être à tout le monde. L'empereur est trop sage pour penser à se commettre avec nous, soit par une sottise levée de boucliers, soit en ne remplissant pas ses engagements pour soutenir le système continental. Travaillez donc, monsieur, à entretenir ces amicales et paisibles dispositions, pendant que le génie de l'Empereur pacifiera la puissance. Ramenez la confiance en persuadant au prince Kourakine et à l'empereur Alexandre ce que je répète sans cesse, que les affaires d'Espagne, qui doivent, avec le concours des mesures adoptées par nos alliés, forcer l'Angleterre à la paix, sont d'une trop grande importance dans les grands intérêts qui occupent notre maître pour qu'il ait même la pensée d'inquiéter la Russie relativement à la Pologne si loin de lui ! À mon plus grand regret, je ne persuade plus ; la conviction ne peut venir que de vous, et, je le répète, par un autre ambassadeur, quoique l'empereur Alexandre me témoigne toujours une grande bienveillance.

À l'égard de ce prince, il me semble qu'on ne le juge pas ce qu'il est. On le croit faible : on se trompe. Sans doute, il peut supporter beaucoup de contrariétés et dissimule son mécontentement, mais c'est parce qu'il a un but dans la paix générale, et qu'il espère l'atteindre sans crise violente. Mais cette facilité de caractère est circonscrite : il n'ira pas au-delà du cercle qu'il s'est tracé ; celui-là est de fer et ne prêtera pas, car il y a, au fond de caractère de bienveillance, de franchise et de loyauté naturelle, ainsi que d'élévation de sentiments et de principes, un acquis de dissimulation souveraine qui marque une opiniâtreté que rien ne saurait vaincre. Le talent du cabinet est celui de l'homme qui a à traiter avec lui ; c'est donc de deviner cette limite, car l'empereur ne la passera pas. Les meilleures raisons lui paraîtraient spécieuses et ne feraient, dès que sa défiance serait éveillée, que l'armer davantage contre ce qu'il regarderait comme contraire à ses intérêts. Ne voyant à notre cabinet aucun motif pour heurter ce prince, aucun intérêt réel pour l'inquiéter, je n'avance rien de trop en disant qu'il faudrait venir tirer ces gens-ci par l'oreille pour leur faire entreprendre quelque chose contre nous, et que tout homme qui apportera de la loyauté dans sa conduite et des formes convenables conviendra pour me remplacer et fera même mieux que moi.

Si l'Empereur daigne accorder quelque confiance et un peu d'attention à mes précédentes dépêches et aux réflexions que je me permets de faire ici, veuillez donc, monsieur le duc, m'obtenir son agrément pour que l'hiver ne me cloue pas dans mon lit à Pétersbourg. Faut-il absolument que j'y revienne, j'obéirai ; mais l'Empereur ne peut me refuser d'aller prendre vingt-cinq bains de Barèges quand je suis perclus et que l'usage que j'en ai fait la première année que j'ai été son aide de camp m'a remis sur pied. J'insiste parce que je suis très souffrant ; j'ose donc me flatter que l'Empereur jettera un regard d'ancienne bonté sur un de ses anciens

---

changement de situation, un autre avec lequel on ne pourrait, comme avec moi, revenir continuellement sur le passé, ferait, je n'en doute pas, beaucoup mieux ». (Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 7 mai 1810).

serviteurs, et que V.E. m'annoncera incessamment mon remplacement.<sup>586</sup>

La longue lettre de Caulaincourt, qui a mis en œuvre tout son talent pour convaincre le ministre et Napoléon, ne semble pas atteindre son objectif. En effet, Champagny poursuit sa correspondance sans faire la moindre allusion à cette lettre ; il continue d'aborder les différentes questions politiques, sans prendre en compte la demande du duc de Vicence. Celui-ci n'ose pas revenir à la charge régulièrement et attend le mois de décembre pour envoyer au ministre une lettre de la même teneur. Il commence par y évoquer sa santé, puis affirme les bonnes intentions de la Russie, ainsi que la nécessité d'un nouvel ambassadeur à Saint-Pétersbourg : « Peut-être un nouveau visage réchaufferait-il même plus que je ne puis le faire l'alliance, à laquelle on nous soupçonne d'attacher moins de prix maintenant »<sup>587</sup>. Caulaincourt tente de montrer que ce « nouveau visage » compensera la connaissance qu'il a de la cour et de la société pétersbourgeoises : « Cela remplacera donc bien au-delà, même dès son début, l'avantage que je puis tirer de la connaissance des individus et de l'accès que j'ai à toute heure et en tout lieu chez l'empereur et chez son ministre »<sup>588</sup>. Les arguments du duc de Vicence sont parfois audacieux, comme lorsqu'il déclare que son remplacement est indispensable, si l'alliance cherche de nouvelles bases, mais aussi si elle est sur la voie de l'échec : « S.M. veut-Elle encore l'alliance et ses effets, peu importe celui qui la servira ici : sa politique ménageant les intérêts de frontière de ce pays, qui ne gênera en rien les grands projets qu'Elle peut avoir, les choses marcheront d'elles-mêmes. S.M. ne veut-Elle que les froides relations d'un simple état de paix, a-t-Elle-même d'autres projets, Elle ne peut tenir à ce que ce soit moi qui la représente, puisqu'un autre individu moins près de son auguste personne donnera moins d'importance à la mission, et que tout autre sera plus à son aise et fera donc mieux que moi »<sup>589</sup>.

Mais, malgré tous ces arguments, les demandes du duc de Vicence restent toujours sans réponse, ce qui contrarie l'ambassadeur. Il envoie une nouvelle lettre en janvier où il s'indigne de l'absence de réponse et où sa santé prend une dimension presque tragique : « Depuis quelques jours, je suis si souffrant que je ne vais que parce que les événements politiques m'obligent à me montrer pour qu'on ne dise pas que je me cache. J'ai manqué mourir l'autre jour au bal de la Cour, que j'ai été obligé de quitter. Votre Excellence ne répond jamais à aucune des instantes demandes que je lui adresse pour mon retour. Venu ici

---

<sup>586</sup> *Ibid.*

<sup>587</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 15 décembre 1810.

<sup>588</sup> *Ibid.*

<sup>589</sup> *Ibid.*

malgré moi, y restant contre mon gré, suis-je condamné à y périr parce que j'ai bien servi mon maître ? J'ai assez prouvé à l'Empereur que je ne suis pas de ces gens qui se plaignent de tout et marchandent avec leurs devoirs, pour que S.M. daigne me croire quand je me plains de ma santé. Je supplie donc V.E. de mettre de nouveau mes instantes demandes sous les yeux de l'Empereur et de me faire l'honneur de me répondre à celle-ci »<sup>590</sup>. Malgré cette supplique, la réponse tarde à venir. Caulaincourt reste ambassadeur à Saint-Pétersbourg, mais, malgré le silence de Champagny et de Napoléon, une décision est sur le point d'être prise à Paris. Il semble bien que les différents arguments invoqués par le duc de Vicence ont fini par avoir un écho auprès de l'Empereur qui, *via* son ministre, en informe bientôt son envoyé à Saint-Pétersbourg.

### *Le remplacement de Caulaincourt*

Le duc de Vicence n'abandonne pas ses tentatives et intensifie ses demandes, envoyant une nouvelle missive dès 1811. On peut penser qu'un nouvel hiver en Russie a aggravé sa maladie<sup>591</sup>, mais aussi que la situation de l'alliance franco-russe devient assez alarmante pour motiver son désir de retour<sup>592</sup>. Dans cette lettre, il esquisse déjà un bilan de son ambassade et cherche à montrer de quelle façon sa situation a évolué depuis son arrivée. Tout ce qu'il a pu dire par le passé n'a plus cours, les conditions sont différentes et Caulaincourt estime qu'il est devenu, malgré ses relations avec Alexandre, un obstacle pour les relations franco-russes :

Après de si hauts intérêts, me sera-t-il permis d'entretenir V.E. de ma position personnelle ? Elle se trouve si intimement liée aux objets que je traite, que je ne crois pas pouvoir me dispenser de la mettre sous les yeux de S.M. J'ai joué longtemps ici le premier rôle, *j'étais véritablement le vice-roi de l'empereur Napoléon à Pétersbourg* : l'expression, toute forte qu'elle est, n'a rien d'exagéré, j'ose le dire, sous le rapport de l'opinion que le public avait de mon crédit et de la confiance dont les plus intimes de l'empereur étaient persuadés que je jouissais ; l'empereur Alexandre m'en témoignait effectivement une illimitée, et même beaucoup d'amitié. On était plus certain

---

<sup>590</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 17 janvier 1811.

<sup>591</sup> J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 118, déclare : « Ces raisons de santé, que M. de Caulaincourt lui-même avait mises en avant, n'étaient d'ailleurs pas, quoi qu'il en dise, une simple excuse diplomatique. Il se ressentait d'un trop long séjour dans un climat trop froid pour son tempérament ».

<sup>592</sup> C'est le sentiment de Joseph de Maistre : « Je crois en effet qu'il est parti avec chagrin, la guerre qui était sur le point d'éclater devait lui rendre ce séjour pénible, à moins qu'il ne fût un monstre, ce que je ne crois pas... ». (Joseph de Maistre au roi Victor-Emmanuel, Saint-Pétersbourg, 22 mai / 3 juin 1811). Cité par J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 119-120.

d'être bien vu de lui en ayant pour l'ambassadeur de France des attentions et des prévenances qu'en cherchant à plaire même à la personne la plus en faveur, et l'opinion qu'on avait de mon crédit auprès de lui était telle qu'il m'a fallu, pour ainsi dire, repousser la foule qui aurait voulu arriver par moi aux grâces du souverain, tant on était convaincu qu'une recommandation qui serait venue de Paris ou faite par quelqu'un qui tenait à l'empereur Napoléon était plus puissante sur son esprit que toute autre et celles de sa mère elle-même : aussi mon crédit n'a-t-il eu sous ce rapport de bornes que celles que j'ai cru devoir y mettre moi-même auprès d'un prince auquel la moindre chose aurait porté ombrage. Aujourd'hui tout est changé : ce qui est devoirs extérieurs, convenances envers l'ambassadeur de France, on l'observe toujours avec un extrême soin, et là-dessus tout le monde se modèle sur l'empereur, mais intimité, confiance, crédit, rien de cela n'existe plus pour moi. Un autre ambassadeur viendrait ici sans préventions contre lui, et peut-être retrouverait-il une ombre du passé ; mais pour moi, si je fais encore quelque illusion aux autres, je ne puis m'en faire à moi-même, et je sens que je nuis plus aux affaires que je ne les sers. Le sentiment de l'empereur est blessé. Il se croit trompé et c'est à moi qu'il l'impute : plus il m'a cru lorsque j'étais l'interprète de mon maître dans des temps de bonne harmonie, moins je puis le persuader maintenant que les circonstances sont différentes. J'ose espérer que l'Empereur sentira l'extrême embarras de ma position, dont je ne parle ici que parce que je le crois utile au bien de son service.<sup>593</sup>

Simple hasard de la correspondance ou conséquence directe de cette lettre, Champagny répond enfin à son ambassadeur, non pour argumenter ou tenter de le convaincre, mais pour lui signifier directement son remplacement<sup>594</sup>. On peut être surpris de cette méthode, surtout quand, dans la même lettre, le ministre des Relations extérieures donne ses instructions à Caulaincourt pour la fin de son ambassade : il doit attendre son successeur, le comte de Lauriston, tout préparer pour sa venue et continuer à abreuver les Russes de paroles de paix :

S.M. cédant aux instances si pressantes que vous lui avez faites pour obtenir votre rappel, et convaincue que vous n'en avez fait la demande que parce que le mauvais état de votre santé vous met hors d'état de continuer les bons et utiles services que vous lui avez rendus à Saint-Pétersbourg vous permet de revenir en France.

Dans son intention de maintenir les rapports d'amitié et d'alliance qui existent entre les deux cours, elle a voulu que la nomination de votre successeur précédât l'ordre de votre rappel. M. le comte de Lauriston a été nommé hier son ambassadeur à Saint-Pétersbourg. L'Empereur a cherché dans tout ce qui l'environne la personne qui pouvait être le plus agréable à l'empereur de Russie. Le choix de M. de Lauriston qui, depuis tant d'années, est auprès de la personne de S.M., qu'elle a honoré de tant de témoignages

---

<sup>593</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 4 février 1811.

<sup>594</sup> Joseph de Maistre n'est pas d'accord avec Caulaincourt qui estime que son remplacement est le résultat de ses demandes répétées : « Depuis un mois environ, Caulaincourt a été rappelé. Il a beaucoup dit qu'il l'a été sur ses longues et pressantes instances : croyez-le, si vous voulez. On a varié sur la cause de ce rappel. Les uns disent qu'il est dû à l'affaire Hitrof que j'ai suffisamment détaillée ; d'autres disent que son maître lui reproche de n'avoir pas fait connaître ni assez tôt ni suffisamment les immenses préparatifs faits en Pologne. D'autres enfin disent qu'il est trop acclimaté ici, où il est retenu par une forte passion, ce qui suffit pour alarmer l'esprit sombre et ombrageux de Napoléon ». (Joseph de Maistre à M. le chevalier de Rossi, Saint-Pétersbourg, 14/26 avril 1811). On remarque la mention de la « passion » qu'entretient alors le duc de Vicence pour une Russe.

de confiance et chargé de missions importantes de tout genre et qui dans toutes les cours a obtenu de l'estime et inspiré de la confiance, a paru plus propre qu'aucun autre à prouver le désir de l'Empereur de cultiver et d'entretenir tous les liens qui l'attachent à la Russie. Le comte de Lauriston a quelques uns des titres qui vous ont rendu agréable à l'empereur de Russie. Ses qualités personnelles peuvent faire espérer qu'il obtiendra le suffrage de ce souverain : c'est le vœu de l'Empereur.

Je vous envoie vos lettres de rappel. L'Empereur désire que vous ne les présentiez que lorsque le comte de Lauriston sera arrivé. Votre successeur sera en route au moment où cette dépêche vous parviendra. Je lui ai envoyé hier un courrier sur la route de Lyon pour presser son retour. L'intention de l'Empereur est qu'il parte sans délai : vous pouvez l'annoncer.

Vous lui donnerez connaissance des affaires dont vous avez été chargé. Vous lui remettrez tous les papiers de l'ambassade ; vous le mettrez en possession de la maison donnée par l'empereur Alexandre et du mobilier qui vous appartient personnellement, sauf à vous arranger avec lui, afin que son départ ne soit pas retardé par les préparatifs qu'il aurait à faire.

Si votre état de santé était tel que deux ou trois semaines de retard pussent vous mettre en danger, l'Empereur permettrait alors que vous n'attendissiez pas l'arrivée de votre successeur : mais il exigerait que vous prissiez des mesures pour le rencontrer en route. Au surplus, l'Empereur compte trop sur votre dévouement pour n'être pas comme certain que vous attendrez votre successeur et que vous vous ferez un plaisir comme un devoir de contribuer au succès de son ambassade par les utiles renseignements qu'il recevra de vous. L'Empereur met beaucoup de prix à ce que le poste de son ambassadeur en Russie ne soit pas un moment vacant.

Vous n'aurez en partant à prononcer que des paroles d'amitié et de paix. Vous aurez à déclarer de la manière la plus positive à l'empereur de Russie et à M. de Romanzoff que S.M. persiste dans l'alliance avec la Russie, qu'elle n'en a et ne veut avoir avec aucune autre puissance du continent ; qu'elle n'entrevoit pas même dans la suite des années la possibilité d'une guerre avec la Russie, à moins que la Russie ne se rapproche de l'Angleterre ; en un mot, que rien n'est changé dans la politique, ni dans les affections de l'Empereur, [...].<sup>595</sup>

Selon Champagny, ce sont bien les demandes répétées de Caulaincourt qui ont motivé ce remplacement, ainsi que l'état de santé alarmant de l'ambassadeur. Le silence longtemps observé par Paris est dû à la recherche d'un successeur, dont la nomination devait précéder le rappel du duc de Vicence. Il est cependant difficile de prendre ces assertions pour argent comptant. Pourquoi, en effet, Caulaincourt est-il rester à l'écart de cette démarche ? Pourquoi n'en a-t-il pas été informé ? On peut penser que le grand écuyer de Napoléon est déjà en semi-disgrâce auprès de l'Empereur, situation qui sera la sienne jusqu'au retour de la campagne de Russie, en 1812<sup>596</sup>. Le ton de la lettre peut parfois faire penser à cette hypothèse : ainsi, il n'est pas véritablement rappelé auprès de son maître, on lui « permet de revenir en France ». Napoléon ne peut cependant pas être vexé par les demandes de rappel de

---

<sup>595</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 21 février 1811.

<sup>596</sup> Voir conclusion générale.

son ambassadeur, dont il connaît les réticences depuis juillet 1807. Il est indéniable que c'est l'évolution de l'alliance franco-russe, dont Caulaincourt est un des plus fervents promoteurs, qui mécontente l'empereur des Français. Par voie de conséquence, le duc de Vicence est, peut-être inconsciemment, rendu responsable de cet échec : ce rappel accède à ses vœux mais sonne déjà comme une disgrâce. Il reste que, désormais, Caulaincourt n'est plus ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg. Il cède sa place au comte de Lauriston, un homme au profil assez similaire au sien, noble, militaire, aide de camp de l'Empereur, mais qui ne se distingue aucunement par son expérience diplomatique<sup>597</sup>. En définitive, il semble que Napoléon a choisi un de ses proches, témoignant de sa volonté de maintenir la bonne image de l'alliance. Mais le nouvel ambassadeur de France n'est plus apte à engager de grandes négociations : le contexte politique ne s'y prête plus et chacun semble tourné vers le nouveau conflit qui paraît de moins en moins évitable.

#### *La transition et l'arrivée de Lauriston*

Caulaincourt a désormais deux possibilités : revenir directement à Paris pour raisons de santé ou attendre son successeur. Le choix lui est laissé par Champagny, mais son intuition lui dit que la première solution aggraverait sûrement sa position auprès de Napoléon et, en conséquence, il préfère faire la transition avec le comte de Lauriston, qui, d'après les lettres du ministre des Relations extérieures, risque de ne pas arriver avant plusieurs mois : « J'attendrai ici comme Elle me le prescrit M. le comte de Lauriston, dont le choix ne pourra qu'être agréable. Je ferai certainement tout ce qui dépendra de moi pour le faire apprécier comme il doit l'être et pour le mettre au courant des affaires. Il trouvera tout préparé dès que je connaîtrai plus positivement l'époque de son arrivée »<sup>598</sup>. La première préparation effectuée par Caulaincourt est de signifier ce changement au tsar Alexandre, qui oscille entre le regret de perdre celui qui est devenu son ami et les politesses d'usage face à une décision de son

---

<sup>597</sup> Talleyrand rend compte de ce remplacement et donne ses impressions sur Lauriston : « Les nouvelles de votre santé m'ont fort inquiété, mon cher Caulaincourt ; on nous dit que vous souffrez plus que vous ne le dites. Malgré les douleurs que vous avez éprouvées cet hiver et le plaisir que j'espère que vous aurez à nous revoir, je suis sûr que vous quitterez avec peine Pétersbourg et avec chagrin le loyal, l'attachant, le généreux souverain auprès duquel vous êtes depuis quatre ans et de qui vous vous êtes fait aimer et estimer. C'est Lauriston qui vous succède. Aux yeux de ceux qui veulent, comme moi, la continuation de la bonne harmonie, c'est un des meilleurs choix que l'on put faire. Je le connais peu mais il passe pour une fort galant homme ». (Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 23 février 1811, cité par J. Hanoteau, « Lettres de Talleyrand à Caulaincourt », p. 158-159).

<sup>598</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 8 mars 1811.

allié : « L'empereur m'accorda après le dîner une audience. Je m'acquittai des ordres de V.M. en ajoutant sur M. le comte de Lauriston tout ce qui pouvait faire sentir l'attention amicale qui avait dirigé V.M. dans ce choix. L'empereur me répondit qu'il voyait avec plaisir une preuve de sentiments conformes à ceux qu'il n'avait cessé de professer. Il me parut avoir une très bonne opinion du général Lauriston et me dit que tout ce qui venait de la part de V.M. était sûr d'être bien accueilli ici, [...]. Il me dit ensuite qu'il n'avait point à me parler d'affaires, n'ayant rien reçu de nulle part, et me répéta encore qu'il ne m'avait fait venir que pour me témoigner ses regrets de me perdre et me dire que, quand V.M. voudrait lui envoyer quelqu'un pour qui il avait estime, confiance, et même amitié, Elle ne pourrait choisir quelqu'un qui lui fût plus agréable dans tous les temps »<sup>599</sup>. Cette transition auprès du tsar ne pose pas de problème particulier et semble très bien acceptée. Alexandre est-il conscient du désir de retour qui habite Caulaincourt, ainsi que de sa mauvaise santé ? Croit-il en la nouvelle impulsion qui est offerte à l'alliance ou a-t-il, lui-même, proposé cette solution au duc de Vicence ? Il est évident qu'il est difficile de faire prévaloir un de ces points et que tous ont dû participer de l'acceptation de ce changement par Alexandre, qui manifeste toutefois des regrets sincères.

Le seul problème soulevé par le remplacement de Caulaincourt concerne un point assez secondaire, à savoir le mobilier de l'ambassade. En effet, l'ampleur des sommes dépensées pour l'équipement de l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg amène Champagny à demander un transfert intégral au successeur du duc de Vicence. Celui-ci fait, en revanche, valoir ses droits sur ces biens : « V.E. me prescrit de remettre à mon successeur, avec la maison donnée par l'empereur de Russie, le mobilier du département et le mien, sauf à m'arranger avec lui pour ce dernier. Mais qu'entend-elle par le mobilier du département ? Aux termes du règlement des Relations extérieures, ayant résidé plus de trois ans, tout ce qui m'a été donné pour mon établissement doit m'appartenir : c'est un droit consacré d'ailleurs par l'usage. L'entend-on autrement, que V.E. veuille alors me préciser les intentions de l'Empereur ; car, quelques lésés qu'aient toujours été mes intérêts personnels, mon premier vœu comme mon premier devoir est d'obéir »<sup>600</sup>. La dernière phrase de cette lettre montre à la fois l'importance de ces biens pour Caulaincourt, mais aussi son abnégation et sa lucidité : en semi-disgrâce, comment peut-il espérer récupérer un mobilier qui vaut vraisemblablement plusieurs centaines de milliers de francs<sup>601</sup> ? En effet, Champagny lui enjoint de faire

---

<sup>599</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 11 mars 1811.

<sup>600</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 8 mars 1811.

<sup>601</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, II, 1.

l'inventaire du mobilier et de le laisser à l'usage de son successeur<sup>602</sup>.

Caulaincourt, qui voit sa requête acceptée et son retour imminent, est finalement très accommodant : il accepte de tout préparer pour Lauriston, de lui laisser le mobilier, de l'attendre malgré son retard probable. Il est cependant intransigeant en ce qui concerne son personnel, qu'il recommande avec chaleur. La lettre du 21 mars, à destination du ministre, résume ces points et semble clore le travail de l'ambassadeur, qui, désormais, n'est plus qu'un homme dans l'attente, celle de son remplaçant et celle de pouvoir revoir Paris et l'Empereur :

Je remercie Votre Excellence de l'empressement qu'Elle a bien voulu mettre à m'annoncer mon retour. Quoiqu'il n'ait lieu qu'au moment où le mauvais temps et le froid, qui m'ont si souvent et si cruellement éprouvés, font place à la belle saison, je le regarde comme un grand bienfait.

Toutes les instructions de S.M. seront remplies et M. le comte de Lauriston peut venir avec son bonnet de nuit et se trouver installé le jour même de son arrivée comme je l'étais moi-même. Je lui prépare les voies de manière à ce qu'il trouve toutes les difficultés aplanies. Sa bonne réputation l'a précédé et a fait goûter ce choix par le public autant que par l'empereur, qui veut bien me témoigner hautement le regret de me voir partir, et honorer les derniers moments de mon séjour de nouvelles marques de bienveillance. Je fais pour M. de Lauriston ce que je ferais pour mon frère. Il trouvera le mobilier du département complet et en bon état. Je lui ai aussi réservé tout ce qui m'appartient. Je l'attendrai, le mettrai au courant, enfin il ne dépendra pas de moi qu'il soit content et que le service de l'Empereur marche bien. Je lui laisse une légation qui connaît le pays et qui a acquis de l'expérience dans la marche des affaires. C'est un devoir pour moi, M. le duc, d'en désigner les sujets comme des serviteurs distingués de votre département et M. de Rayneval comme un homme d'état que l'Empereur emploierait utilement comme son ministre dans une cour ; ses anciens services lui donnent des droits à un avancement que son esprit et ses connaissances lui méritent. M. de Saint-Genest, moins ancien dans la carrière, par conséquent aussi de moins d'expérience, est aussi recommandable par son esprit, sa conduite et sa fidélité. M. Prévost peut être partout le premier d'une légation ; comme auditeur, il a une belle carrière devant lui et il la parcourra d'une manière distinguée ; je serais son garant comme celui de ses collègues. Il n'y a ni indulgence particulière, ni bienveillance banale dans ce que je mande à V.E. : je ne suis que juste. Je ne lui parle pas de M. de Rumigny, puisqu'il a l'honneur d'être plus particulièrement connu d'Elle ; il mérite beaucoup et justifiera toujours tout ce que l'on fera pour lui.

Si M. de Lauriston arrive avant le 10 avril, je pars aussitôt que je l'aurai vu ; s'il tarde, la fonte des neiges m'obligera peut-être à attendre quelques jours pour ne pas être arrêté à chaque rivière. Mon bonheur sera bien grand, M. le duc, quand je pourrai déposer aux pieds de l'Empereur l'hommage de mon profond respect et de mon constant et fidèle dévouement. Comme ambassadeur, j'aime à parler encore à V.E. de ma reconnaissance pour les marques de l'obligeant intérêt qu'Elle m'a témoigné et je serais bien empressé de lui en renouveler les expressions comme particulier, ainsi que l'assurance de mon ancien attachement et de ma haute considération.<sup>603</sup>

---

<sup>602</sup> AN 95 AP 7, Champagny à Caulaincourt, Paris, 28 février 1811.

<sup>603</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 21 mars 1811 (lettre intégrale).

Tout semble donc prêt pour le comte de Lauriston et le duc de Vicence n'est plus qu'un ambassadeur en sursis, un chargé d'affaires qui met tout en œuvre pour faciliter le travail du nouvel envoyé de Napoléon, peut-être pour mieux faire accepter, auprès de son maître, sa demande de retour<sup>604</sup>. Il est, en tous cas, lucide sur sa nouvelle situation : « Un ambassadeur rappelé a bien peu de crédit. Son zèle et son dévouement n'ont au reste point de bornes »<sup>605</sup>. Le zèle de Caulaincourt trouve toujours matière à s'exercer, dans la mesure où les affaires en cours, telle l'annexion du duché d'Oldenbourg, les mouvements de troupes ou l'oukase de commerce, restent pendantes. Le duc de Vicence assure aussi la transition en poursuivant les discussions sur ces questions, certes sans succès.

Ce rôle de chargé d'affaires se prolonge de plus en plus, du fait du retard de Lauriston, retard qui entraîne des conséquences sur l'opinion pétersbourgeoise. Les « nouvelles et on dit » témoignent des inquiétudes et des interprétations qui découlent de ce contretemps : « Le retard de M. de Lauriston produit aussi beaucoup d'effet : on dit partout qu'il ne viendra pas, et on y voit un indice de plus de guerre »<sup>606</sup> ou « Les détours qu'a faits M. de Lauriston dans son voyage, les retards qui en sont résultés, ont fait croire qu'il ne viendrait pas. Son passage à Dresde et surtout son voyage à Dantzig n'ont pas été interprétés comme annonçant des intentions amicales pour la Russie<sup>607</sup>. On a cependant dit qu'il avait tenu à Dresde et à Berlin un langage très pacifique ; les lettres du commerce, comme celles de la diplomatie, en parlent dans ce sens »<sup>608</sup>. On voit que le changement d'ambassadeur français à Saint-Pétersbourg est mis en relation directe avec l'évolution de l'alliance franco-russe et que Lauriston est porteur d'espoir, comme le pensait le duc de Vicence. Mais cet espoir sera-t-il suffisant ?

Quoi qu'il en soit, le nouvel ambassadeur arrive à Saint-Pétersbourg dans la nuit du 9 au 10 mai 1811 et Caulaincourt notifie cette arrivée à son ministre : « J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence que M. le comte de Lauriston est arrivé ici hier, à une heure du matin. S.M. a daigné fixer à demain mon audience de congé ; M. de Lauriston remettra ses

---

<sup>604</sup> Il termine aussi sa représentation, comme le souligne Joseph de Maistre : « Caulaincourt a donné depuis longtemps son souper de congé et a fermé sa porte, puis il l'a rouverte et l'on a annoncé un bal et un feu d'artifice ; mais bientôt on a dit que l'état des glaces ne permettait pas de l'asseoir sur la Neva ; le fait est que, son intention étant d'y avoir la famille impériale, il a tâté le terrain, et que ne trouvant pas les esprits disposés, il a renvoyé la fête ». (Joseph de Maistre à M. le chevalier de Rossi, Saint-Pétersbourg, 14/26 avril 1811).

<sup>605</sup> Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 22 mars 1811.

<sup>606</sup> Caulaincourt à Maret, Saint-Pétersbourg, 23 avril 1811.

<sup>607</sup> Caulaincourt reprend cette idée dans ses mémoires : « M. de Lauriston arriva, en effet, quelques temps après. Son voyage avait été long, parce que l'Empereur l'avait fait passer par Dantzig pour voir ses troupes et ses préparatifs, sans doute afin de donner au but de sa mission un caractère un peu hostile, ce qui fut au moins remarqué à Pétersbourg, et, par conséquent, doublement désagréable à M. de Lauriston, dont la droiture et la loyauté furent péniblement éprouvées dès son début ». *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 280.

<sup>608</sup> Caulaincourt à Maret, Saint-Pétersbourg, 7 mai 1811.

lettres de créance immédiatement après »<sup>609</sup>. Le départ du duc de Vicence est désormais imminent, ainsi que son retour auprès de Napoléon, un retour lui aussi porteur d'espoir pour l'alliance franco-russe.

### *Audience de congé et départ de Caulaincourt*

Dès le lendemain, Caulaincourt obtient son audience de congé. Celle-ci est très classique, plus formelle que chaleureuse<sup>610</sup>, le départ de l'ambassadeur étant prévu depuis déjà plusieurs mois. Le point le plus important de ce congé est la mission dont le duc de Vicence est implicitement chargé, à savoir de rendre compte des paroles d'Alexandre à Napoléon :

Le 11 mai, l'empereur daigna m'accorder audience pour la remise de mes lettres de créance. Je lui exprimai les sentiments de Votre Majesté et le prix qu'Elle mettait toujours à l'alliance. Il me dit de rendre compte de vive voix à V.M. de tout ce que j'avais vu, de tout ce qu'il m'avait dit. Il ajouta que je pouvais l'assurer que, du côté de la Russie, on ne voulait que l'alliance, que confiance et amitié pour tous, enfin l'état des choses créé à Tilsit et cimenté à Erfurt, mais qu'il fallait en même temps que cet état de choses donnât paix et sécurité à la Russie, comme cela avait existé pour la France. « Répétez à l'Empereur, me dit-il, « que la Russie ne veut rien au-delà de ce qu'elle a, de ce que les traités lui assurent, qu'elle a été et qu'elle est plus franchement que qui que ce soit dans le système contre l'Angleterre, qu'elle ne demande donc qu'à trouver dans la conduite de la France vis-à-vis d'elle la même fidélité pour ses engagements, et enfin les égards dont elle a donné en toute circonstance des preuves à son allié ».

L'empereur me parla ensuite du roi de Rome, du bonheur que sa naissance donnait à V.M. Il me demanda des nouvelles de l'impératrice et finit par me dire qu'il voulait me voir encore avant mon départ, et me répéta qu'il ne voulait que l'alliance, mais qu'il fallait que V.M. prouvât aussi qu'Elle la voulait.

LL.MM. les impératrices daignèrent me dire des choses flatteuses sur mon séjour ici et me témoigner le regret de me voir partir. L'empereur y ajouta que V.M. était sûre de lui faire toujours plaisir s'il se présentait une circonstance pour me renvoyer près de lui.<sup>611</sup>

---

<sup>609</sup> Caulaincourt à Maret, Saint-Pétersbourg, 10 mai 1811.

<sup>610</sup> Quelques heurts ont eu lieu entre Caulaincourt et Alexandre, notamment lorsque le tsar a refusé de paraître à la fête que voulait organiser le duc de Vicence pour la naissance du roi de Rome, en déclarant qu'il ne pouvait danser « pendant que les troupes françaises marchent de toutes parts ». Caulaincourt en est peiné : « J'eus beau dire à S.M. que je ne connaissais pas de différend réel entre nous autre que la marche de ses troupes et qu'il accrédirait encore par ce qu'il voulait faire le bruit déjà trop répandu de la guerre, enfin qu'il me ferait terminer d'une manière peu agréable une longue mission de paix, il me répondit que ses troupes étaient fort loin de la frontière et nullement en mesure de menacer qui que ce soit [...] » (Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 2 mai 1811). Face au refus de l'empereur, la fête est annulée (voir aussi Joseph de Maistre au chevalier de Rossi, Saint-Pétersbourg, 14/26 avril 1811).

<sup>611</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon, Saint-Pétersbourg, 12 mai 1811 (lettre intégrale).

D'après les paroles d'Alexandre, l'alliance peut-être préservée, si Napoléon y est encore attaché. Caulaincourt s'affirme ici comme l'intermédiaire principal entre les deux empereurs. Il lui appartient de rendre compte des bons sentiments du tsar et de convaincre l'empereur des Français de l'importance de l'alliance, qui rend nécessaire des aménagements et des concessions. Enfin, la dernière phrase de cette audience peut aussi être considérée comme un message caché, plutôt que comme une simple formule de politesse : Alexandre attend le retour de Caulaincourt après la réussite de ses entretiens avec Napoléon. Il peut aussi revenir comme émissaire extraordinaire, apte à mener des négociations ou à faire le lien entre les deux empereurs.

Le travail du duc de Vicence à Saint-Pétersbourg s'achève, après avoir assuré la transition avec Lauriston, qui est introduit dans la société et mis en possession de son ambassade : « L'arrivée de M. le comte de Lauriston a fait beaucoup de plaisir. On me paraît extrêmement satisfait de lui. Je me suis mis à ses ordres pour tout ce qui pouvait dépendre de moi pour le seconder et le mettre à même de servir le mieux possible notre Auguste maître, et je compte partir aussitôt qu'il jugera que je ne lui suis plus nécessaire »<sup>612</sup>. Ce temps de transition, qui a été préparé pendant trois mois, est très bref et Caulaincourt quitte la capitale russe le 15 mai. Il est certain qu'il laisse un certain nombre de regrets à Saint-Pétersbourg. La comtesse Edling<sup>613</sup>, ainsi que Joseph de Maistre<sup>614</sup>, insistent sur sa tristesse au moment du départ. Jean Hanoteau parle même d'une « belle russe » à laquelle il aurait laissé une « part de son cœur »<sup>615</sup>. Mais la tristesse du moment ne remplace pas la satisfaction de rentrer en France : Caulaincourt est désormais tourné vers la confrontation qui l'attend avec Napoléon.

---

<sup>612</sup> Caulaincourt à Maret, Saint-Pétersbourg, 12 mai 1811.

<sup>613</sup> « [...] Caulaincourt, en recevant son audience de congé, éprouva une émotion si extraordinaire, que tout le monde en fût étonné. Prévenu des intentions hostiles de Napoléon, et certain d'avance de son triomphe, Caulaincourt, naturellement bon et reconnaissant, ne put se défendre d'un sentiment douloureux en quittant une cour dont il savait apprécier les vertus et qui l'avait comblé de bontés. Si l'avenir s'était montré à lui dans ce moment, ses larmes auraient coulé pour son maître et non pour Alexandre ! ». *Mémoires de la comtesse Edling*, p. 50.

<sup>614</sup> « Il a pleuré, dit-on, chez la princesse Wiazemski et il a pleuré chez la belle Narishkine, du moins celle-ci l'a assuré ». (Joseph de Maistre au roi Victor-Emmanuel, Saint-Pétersbourg, 22 mai/ 3 juin 1811). Cité par J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 119.

<sup>615</sup> J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 120. Une lettre de Talleyrand à Caulaincourt rend compte de cet amour russe : « On s'attache beaucoup à répandre ici que vous êtes amoureux à Saint-Pétersbourg. Duroc le mande dans ses lettres ; on le dit chez l'Impératrice : cela se dit trop pour qu'on ne s'aperçoive pas que c'est un peu par ordre qu'on a jeté cette petite nouvelle-là dans Paris ». (Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 19 septembre 1809, cité par J. Hanoteau, « Lettres de Talleyrand à Caulaincourt », *Revue des deux mondes*, volume XXX, 1935, p. 144-145). Dans une réponse de Caulaincourt, du 11 décembre, on peut considérer, avec J. Hanoteau, que l'ambassadeur se défend de telles rumeurs : « De grâce, remettez la tête de mes amis. Je vous prierai bientôt de venir aussi au service de la mienne si cela continue, car je ne puis vous dire le mal que cela me fait ». (Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 11 décembre 1809, cité par J. Hanoteau, « Lettres de Talleyrand... », p. 145).

Le nouvel ambassadeur, Lauriston, poursuit le travail de son prédécesseur. Les Russes le mettent sur le même plan que le duc de Vicence et l'invitent à se comporter de même : « Le comte de Romantzoff m'ayant prié d'en agir comme le duc de Vicence, en allant chez lui toutes les fois que je le voudrais, j'ai fait demander mardi dernier si le chancelier était chez lui et je m'y suis rendu de suite »<sup>616</sup>. Il est cependant difficile pour le nouvel ambassadeur de reprendre les questions en cours, telles l'Oldenbourg ou la Pologne, sachant qu'il n'a aucune instruction sur ces sujets, et qu'il croyait ces affaires déjà résolues<sup>617</sup> ! Il reste désormais l'espoir qui réside dans le retour de Caulaincourt auprès de son maître : « L'empereur m'a parlé du voyage du duc de Vicence et de l'espoir que les explications qu'il donnerait amèneraient un résultat satisfaisant pour les deux empires »<sup>618</sup>.

En conclusion de ce chapitre, afin de résumer les points abordés et de montrer les enjeux de ce départ et du retour à Paris, que nous allons aborder ensuite, on peut citer la belle page qu'Albert Vandal consacre à la fin de l'ambassade de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg :

Ce dernier allait rentrer à Paris et y reprendre auprès de son maître son service de grand écuyer : il aurait l'occasion de l'approcher à toute heure, de l'entretenir, de le convaincre. Dès à présent, il avait dépouillé son caractère d'ambassadeur : ce n'était plus qu'un ami commun des deux souverains ; nul ne semblait mieux désigné pour porter de l'un à l'autre un message à la fois intime et solennel. Les termes dans lesquels Alexandre le fit dépositaire de ses suprêmes confidences le frappèrent et l'émurent profondément. Sans les confier au papier, il les enferma et les grava dans sa mémoire, afin de les répéter textuellement à l'Empereur, lorsqu'il lui rendrait compte de sa mission, et nous les retrouverons alors dans sa bouche.

Il quitta Pétersbourg le 15 mai. Lorsqu'il parut pour la dernière fois à la cour et fit ses visites d'adieu, chacun put remarquer sur son visage pâli, sur ses traits fatigués et creusés, une expression de mélancolie profonde. Bien que son ambassade lui eût valu à la fin de pénibles déboires, bien que le climat de Pétersbourg eût altéré sa santé, il s'était pris d'affection pour cette Russie où il avait à la fois goûté de hautes satisfactions et traversé de multiples épreuves ; c'est un penchant de l'âme humaine que de s'attacher aux lieux où elle a connu la souffrance et la joie, où elle a beaucoup agi, beaucoup lutté, c'est-à-dire, en somme, beaucoup vécu. Caulaincourt aimait Alexandre pour les bontés qu'il en avait reçues, et il lui avait voué une reconnaissance sincère : il aimait les élégances de la vie russe et regrettait cette société de hautes allures et d'esprit raffiné, intéressante et charmeresse, dont il avait peu à peu conquis l'estime et forcé les sympathies. Puis, ayant fait de l'alliance l'œuvre maîtresse et l'honneur de sa vie, il la voyait avec douleur se dissoudre et s'anéantir, pour céder la place à un inconnu plein de périls : le pressentiment de l'avenir, le regret de tant d'efforts dépensés en pure perte, l'assombrissaient au moment du départ : il en fût obsédé durant les journées et les nuits sans fin de l'interminable trajet. Il se gardait cependant de pensées par trop décourageantes, qui débiliteraient son énergie. Sa mission n'était pas terminée : un dernier devoir lui restait à remplir : ce

---

<sup>616</sup> AMAE, Correspondance politique, Russie, 153, Lauriston à Maret, Saint-Pétersbourg, 18 mai 1811.

<sup>617</sup> AMAE, Correspondance politique, Russie, 153, Lauriston à Maret, Saint-Pétersbourg, 29 mai 1811.

<sup>618</sup> *Ibid.*

serait de dire à l'Empereur la vérité toute entière telle qu'elle lui apparaissait, de l'informer, de l'éclairer, de l'avertir : il ne faillirait pas à cette obligation, au risque de déplaire, et sacrifierait au besoin sa fortune à sa conscience.<sup>619</sup>

Le principal bilan de Caulaincourt n'est-il pas justement cet espoir qui réside en lui qui est devenu, insensiblement au fil des années, le premier lien entre Napoléon et Alexandre et le symbole de l'alliance franco-russe ?

---

<sup>619</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, p. 173-174.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

L'ambassade de Caulaincourt en Russie, du fait de l'échec de l'alliance franco-russe, ne semble pas avoir de véritable bilan politique. Les grands projets lancés à Tilsit, notamment le partage de la Turquie, aboutissent à des échecs flagrants, et, très vite, le duc de Vicence est essentiellement occupé par les différends qui opposent les deux empires, question polonaise, oukase de commerce, annexion du duché d'Oldenbourg ou mouvements de troupes. L'ambassadeur, à cause du contexte dans lequel il évolue, ne peut rien construire dans le cadre de l'alliance : il échoue même à donner une épouse russe à son maître. Comme on l'a vu, ses échecs lui sont difficilement imputables. En effet, les deux empereurs conservent l'essentiel du pouvoir décisionnel. Napoléon se réserve le pouvoir de trancher, en ce qui concerne les négociations sur la Turquie, et finit par trouver une autre voie que celle du mariage russe, remis en cause par les atermoiements d'Alexandre. Face aux événements qui affaiblissent peu à peu l'alliance, Caulaincourt n'a finalement qu'un rôle marginal, celui de témoin impuissant dont l'action est souvent désavouée, comme lors des discussions autour d'une convention sur la Pologne. Malgré les échecs répétés et les désillusions, deux constantes s'imposent chez lui : la confiance en Alexandre, qu'il juge attaché à l'alliance, et son sentiment que tout peut être sauvé par Napoléon s'il concède certains avantages à son allié et s'il modifie sa politique en Europe. Lorsqu'il quitte Saint-Pétersbourg, en plus du désir

de revoir son pays, le duc de Vicence est animé par la volonté de convaincre l'Empereur de ne pas s'engager dans une nouvelle guerre contre la Russie, qu'il pressent funeste. Cette situation de prophète, à l'écart du mouvement qui entraîne les armées françaises contre la Russie, va pourtant modifier l'image de Caulaincourt auprès de ses contemporains et le faire passer du statut de diplomate en disgrâce à celui d'homme politique indispensable à son maître, dans une situation internationale qui rend nécessaire des négociations de paix. Il est légitime de penser que c'est l'ambassade de Saint-Pétersbourg qui permet l'élaboration ou la confirmation de ces convictions chez le duc de Vicence et qui en fait le symbole d'une politique de paix et d'équilibre européen.

Dans cette optique, nous allons étudier les conséquences, directes et indirectes, de l'ambassade de 1807-1811 dans la suite de la carrière de Caulaincourt, en cherchant à voir comment l'expérience qu'il a acquise, les événements dont il a été témoin et les relations qu'il a nouées, notamment avec Alexandre, ont des répercussions sur son action dans les dernières années de l'Empire et sur l'image que se font de lui ses contemporains. Nous verrons, tout d'abord, le retour du duc de Vicence à Paris, qui constitue un bilan direct de son ambassade et qui permet d'observer les premières conséquences de son séjour à Saint-Pétersbourg. En second lieu, nous nous attacherons à démontrer de quelle façon la campagne de 1812 est, pour celui qui a été le principal diplomate de l'alliance franco-russe, l'épreuve des faits mais aussi, face à ses contemporains, une sorte de consécration *a posteriori*. Enfin, nous achèverons notre étude en évoquant les conséquences de l'ambassade de Saint-Pétersbourg lors des dernières années de l'Empire et en montrant de quelle façon la mission du duc de Vicence en Russie permet le développement de sa carrière et détermine une partie de son action politique, de 1812 à 1815.

## 1. Le retour de Caulaincourt à Paris et sa confrontation avec Napoléon

Les sentiments de Caulaincourt à son départ sont, comme nous l'avons déjà dit, sûrement assez mitigés. À la satisfaction de revoir son pays et ses amis, se mêlent la tristesse de quitter le tsar et ses relations pétersbourgeoises mais aussi l'appréhension que peut avoir Caulaincourt avant de se présenter devant l'Empereur. Le remplacement de l'ambassadeur de France s'est fait de façon assez abrupte, à la suite de longues réclamations : le duc de Vicence n'a pas fait preuve d'une soumission totale aux choix de son maître. De plus, même s'il peut difficilement lui imputer les revers de l'alliance, Napoléon trouve en Caulaincourt un interlocuteur qui symbolise l'échec des relations franco-russes et un défenseur du tsar Alexandre. La confrontation entre les deux hommes revêt une importance cruciale : le duc de Vicence peut peut-être détourner Napoléon d'une nouvelle guerre, en défendant habilement les intentions de la Russie et de son tsar. Caulaincourt, en revenant en France, est porteur d'espoir pour l'alliance. La conversation qu'il a avec son maître, dès son retour, est à la fois le bilan de son action depuis 1807, mais aussi le prélude à la guerre de 1812. Reproduite dans les *Mémoires* de Caulaincourt, source unique de cet épisode, la discussion entre l'Empereur et son grand écuyer est une mise au point, une pause dans l'enchaînement des événements qui mènent au désastre de Russie. Si les tentatives du duc de Vicence pour convaincre Napoléon sont un échec, cette conversation est le principal révélateur des sentiments et des pensées qui habitent l'ambassadeur de retour de sa mission. Plusieurs points se distinguent dans cet échange qui aborde un grand nombre de questions, pendant plus de 5 heures<sup>620</sup> : la disgrâce que connaît Caulaincourt à son retour, sa défense du point de vue russe et d'Alexandre, sa définition de la fidélité, son amour de la paix et, enfin, ses prophéties sur la prochaine guerre contre la Russie.

---

<sup>620</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 296.

*La première conséquence de l'ambassade : la disgrâce de Caulaincourt*

Les modalités du remplacement du duc de Vicence sont le signe avant-coureur de la disgrâce qu'il connaît en quelque sorte à son retour. Dans ses *Mémoires*, Caulaincourt est conscient du fait qu'il a mécontenté Napoléon, dans les derniers mois de son ambassade : « Ne partageant pas la passion du ministère, ne voulant point entrer dans les vues de l'Empereur qui cherchait des prétextes pour justifier son refroidissement et son mécontentement contre le cabinet russe, ma correspondance le mécontentait. Depuis longtemps, appliqué à éviter dans les dépêches tout ce qui pouvait donner prise ou prêter à de fausses interprétations, on ne pouvait en être satisfait. Je disais les faits avec franchise, avec impartialité. Quand il y avait lieu de le faire, *je rendais justice à la conduite du cabinet russe* ; j'annonçais même ses griefs sans m'inquiéter si ma franchise blesserait l'Empereur »<sup>621</sup>. Le ton de l'ambassadeur ne correspond plus aux sentiments de l'Empereur et Caulaincourt sait que, désormais il est « mal noté »<sup>622</sup> par son maître. Ses demandes pressantes de retour ne doivent pas contribuer à augmenter sa faveur auprès de Napoléon. Le duc de Vicence décrit, dans ses *Mémoires*, les formes que prend une disgrâce qui le touche avant même son retour. On peut être étonné de l'ampleur de celle-ci, mais l'ambassadeur n'a pas de raisons d'exagérer les faits dans ses mémoires. Quoiqu'il en soit, ces lignes sont révélatrices de son état d'esprit et de ses craintes, à la fin de son ambassade :

Tout ce qu'on m'écrivait de Paris, tout ce que j'apprenais ne pouvait me laisser de doute sur l'humeur que l'empereur Napoléon avait contre moi. Ne pouvant rien reprendre dans ma conduite, ni dans celle de ses affaires, il se vengea sur mes amis, et exila Mme de C... qu'il avait nommée dame du Palais sans qu'elle le demandât, à l'époque de son mariage avec l'impératrice Marie-Louise. Il l'avait même fort recherchée et désignée, depuis cette époque, de tous les voyages, pensant probablement que cela me serait agréable, car, alors, je lui étais utile en Russie. Cette nouvelle, que je reçus quelque temps avant de quitter Pétersbourg, acheva de me donner la mesure des dispositions politiques et de la position où j'étais. En m'annonçant cet événement, on ajoutait que je devais m'attendre à tout, que si l'Empereur ne m'exilait pas, il me ferait sûrement ressentir son mécontentement d'une autre manière. Comme on m'annonçait, en même temps, le prochain départ de M. de Lauriston, qui venait me remplacer, je trouvais qu'il y avait, pour mon compte, compensation dans ces nouvelles, mon remplacement étant ce qui me tenait le plus à cœur dans des

---

<sup>621</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 278.

<sup>622</sup> *Ibid.*, p. 279.

circonstances où le fardeau politique dont j'étais chargé pesait à mes principes autant qu'à mes opinions.<sup>623</sup>

Les craintes de Caulaincourt se justifient dès son retour à Paris, le 5 juin 1811. Napoléon ne critique pas directement son ambassadeur mais fait part de son irritation face à l'évolution des relations franco-russes. Dans ses *Mémoires*, le duc de Vicence observe néanmoins que l'Empereur évite de faire part de son mécontentement à son grand écuyer en public, puisque celui-ci symbolise, pour les Français, l'alliance franco-russe :

Fort de ma conscience d'avoir bien servi l'Empereur et de lui avoir dit la vérité, je me hâtai de me rendre à Paris où j'arrivai le 5 juin, à 9 heures du matin. Un de mes amis était venu au-devant de moi jusque près de Chalons. Ce qu'il me dit des intentions de l'Empereur, de son irritation contre moi, n'était ni agréable, ni tranquillisant. On pensait, cependant, que de grands intérêts et la situation des affaires d'Espagne qui, d'après les dernières nouvelles, n'étaient rien moins que satisfaisantes, feraient encore ajourner à l'Empereur ses projets hostiles contre la Russie et que la guerre, qu'on croyait imminente un mois avant, serait encore ajournée. On attribuait ce changement aux nouvelles sur l'Espagne, et on en inférait qu'il me traiterai même assez bien en public, afin d'éloigner l'idée d'une rupture avec la Russie, chose à laquelle on s'était attendu peu de temps avant et dont l'opinion publique avait été assez alarmée. Je fis, je l'avoue, de douloureuses réflexions sur la situation d'un homme blessé dans ses plus chères affections, menacé sous le rapport de sa tranquillité, pour avoir bien et loyalement servi son souverain et défendu en homme d'honneur les intérêts de son pays.<sup>624</sup>

Le jour même de son retour, Caulaincourt est reçu en audience par Napoléon, qui entend faire le point sur sa mission et sur l'état des relations franco-russes. Le début de cette conversation est une nouvelle preuve du mécontentement de l'Empereur : « À 11 heures, j'étais à Saint-Cloud où se trouvait l'Empereur. Sa Majesté me reçut sèchement, m'énuméra tout de suite avec chaleur ses prétendus griefs contre l'empereur Alexandre, sans m'adresser aucun reproche personnel »<sup>625</sup>. Les principaux caractères de la disgrâce que va connaître le duc de Vicence jusqu'à son retour de la campagne de 1812 sont visibles dans la discussion qu'il a avec l'Empereur, le 5 juin 1811. On remarque l'irritation de Napoléon à l'égard de son grand écuyer, mais c'est une colère qui vise indirectement la Russie et l'empereur Alexandre : jamais Caulaincourt n'est critiqué sur son bilan ni sur son action personnelle, seulement sur sa naïveté : « L'Empereur fut fort aigre pour moi et me dit que j'étais dupe de l'empereur Alexandre et des Russes ; que je ne savais pas ce qui se passait ; que le maréchal Davout était mieux instruit que moi ; que le général Rapp le tenait plus au courant, etc., etc. »<sup>626</sup>. Tout au

---

<sup>623</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 279-280.

<sup>624</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 280-281.

<sup>625</sup> *Ibid.*, p. 280.

<sup>626</sup> *Ibid.*, p. 285.

long de cette conversation, l'Empereur tente, avant tout, de convaincre le duc de Vicence des mauvaises intentions de la Russie et du bien-fondé des griefs qu'il nourrit contre le tsar. En n'acceptant pas l'argumentation impériale, Caulaincourt consomme une disgrâce dont nous verrons les effets par la suite. Mais, paradoxalement, il prépare ainsi son retour en grâce qui se manifeste à la fin de l'année 1812 et, surtout, lors de l'année 1813.

*Caulaincourt, défenseur de la politique russe et du tsar*

Telle une controverse, la conversation du 5 juin est la confrontation entre deux visions antagonistes des relations franco-russes. D'un côté Napoléon s'efforce de démontrer la fausseté du tsar et la malveillance de ses intentions et de celles de la Russie. De l'autre, le duc de Vicence, qui a pourtant défendu les intérêts de la France face à la Russie, endosse désormais le rôle de défenseur de son ami Alexandre et des intentions de son pays<sup>627</sup>. Ce rôle, qui correspond bien au caractère de l'ancien ambassadeur à Saint-Pétersbourg et à ses conceptions pacifiques, vise à amoindrir les rancœurs de Napoléon, à limiter ses nouvelles ambitions et, par là, à préserver l'alliance de Tilsit et à éviter une nouvelle guerre. Ce programme peut sembler irréel mais, du fait de la centralisation décisionnelle qui caractérise le régime impérial, notamment en ce qui concerne les relations internationales, convaincre Napoléon, c'est infléchir la politique de la France. On mesure ici toute l'importance d'une conversation, en 1811, entre l'Empereur et un des plus grands promoteurs de l'alliance.

Les thèmes abordés sont nombreux, correspondant aux grandes questions européennes, abordées au fil du discours, sans logique et avec d'incessants retours : « L'Empereur sautait d'une question à l'autre et revenait à longs intervalles sur les mêmes, sans doute pour voir si je répondrais les mêmes choses »<sup>628</sup>. Il est intéressant de voir le rapport qui existe entre cette discussion et celle qui se tient à Erfurt entre les deux hommes, et que nous avons déjà

---

<sup>627</sup> A. Vandal note cette défense de la Russie par Caulaincourt. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, p. 175-176 : « Avec un grand courage, Caulaincourt plaida l'innocence d'Alexandre et la loyauté de ses intentions. Il arrivait tout imbu des raisonnements que le séduisant monarque lui avait présentés avec art, en les enveloppant d'effusions flatteuses et de paroles enchanteresses : sur tous les points, il opposa la théorie russe à la théorie française. Il énuméra les services rendus par Alexandre et les dénis de justice, les provocations directes ou indirectes, les offenses caractérisées et les coups d'épingle dont ce prince à l'âme chevaleresque avait eu à souffrir ». A. Vandal insiste ici sur les erreurs contenues dans la démarche du duc de Vicence qui, malgré toute son honnêteté et ses convictions, se trompe sur les véritables intentions du tsar.

<sup>628</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 296.

étudiée<sup>629</sup>. Le contexte est très différent mais la forme de la conversation, ainsi qu'un certain nombre de thèmes sont semblables. Il peut paraître vain de comparer les thèmes abordés lors de ces deux rencontres entre Napoléon et Caulaincourt, surtout quand leur unique source sont les *Mémoires*, mais certaines récurrences sont significatives des préoccupations de l'Empereur. Voici un tableau de ces thèmes<sup>630</sup> :

#### Thèmes abordés par Caulaincourt et Napoléon à Erfurt et le 5 juin 1811.

Conversations de l'entrevue d'Erfurt ( <i>Mémoires</i> , p. 246-254)	Conversation du 5 juin 1811 ( <i>Mémoires</i> , p. 280-298)
Le comportement d'Alexandre face à la guerre contre l'Autriche.	Griefs de Napoléon contre Alexandre : l'oukase de commerce, le caractère de l'empereur, les mouvements de troupes russes.
La paix avec l'Angleterre et le sens de l'alliance.	La guerre de 1809 et la question de la Pologne.
Les affaires d'Espagne.	Réflexions sur la détérioration de l'alliance et les moyens de la sauver.
La domination française en Allemagne.	Réflexions sur la guerre à venir. Paroles d'Alexandre à ce sujet.
Retour sur les affaires d'Espagne.	Affaires d'Espagne.
L'absence de l'empereur d'Autriche à Erfurt et les inquiétudes des cours européennes après le sort fait aux souverains d'Espagne.	Caractère d'Alexandre.
Réflexions sur la paix en Europe et la politique de Napoléon.	Retour sur les différentes affaires territoriales.
	Le mariage autrichien et son influence sur l'alliance.
	Dernières tentatives de Caulaincourt pour convaincre Napoléon de sauver l'alliance.

En observant les discussions entre Napoléon et Caulaincourt, en 1809 et en 1811, on remarque différents points. Tout d'abord, la question de Pologne, qui n'est pas abordée à Erfurt, est un des sujets principaux au retour de l'ambassade, après l'échec de la convention sur le rétablissement du royaume polonais. Autre différence, en 1809, la guerre contre

<sup>629</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, I, 3.

<sup>630</sup> Ces thèmes ne correspondent pas à des pages continues des mémoires mais sont recomposés grâce à certaines mentions qui permettent de suivre le déroulement des conversations.

l'Angleterre est le fil conducteur de la discussion ; en 1811, ce sont les problèmes de l'alliance franco-russe. À Erfurt, il s'agit de déterminer de quelle façon on peut faire la paix avec l'Angleterre ; le 5 juin 1811, de quelle façon on peut maintenir l'alliance avec la Russie. Mises à part ces divergences, certains thèmes sont communs, tel le débat sur le caractère de l'empereur Alexandre, celui sur les affaires d'Espagne et leur influence sur l'Europe ou encore les relations des deux empires avec l'Autriche.

Dès le début de leur conversation, Napoléon présente le principal grief qu'il a vis-à-vis de la Russie, et que nous avons déjà mis en exergue : « [L'Empereur] me parla de l'ukase sur le commerce, de l'admission, des neutres et des Américains, contraire, disait-il, au système continental »<sup>631</sup>. Premier thème abordé, l'oukase est donc bien, pour Napoléon, la première cause de rupture invoquée. Suit une critique du caractère d'Alexandre et de ses manœuvres : « Elle ajouta que l'empereur Alexandre était faux, qu'il armait pour faire la guerre à la France, que les troupes de Moldavie étaient en marche vers la Dwina<sup>632</sup>. L'Empereur me répéta tous les contes, toutes les rapsodies qu'on fabriquait à Dantzig, dans le duché de Varsovie et même dans le nord de l'Allemagne pour lui plaire et dont la fausseté lui avait été si souvent démontrée soit par des renseignements pris ensuite sur les lieux, soit même par les événements »<sup>633</sup>. La défense de Napoléon est simple, elle consiste à montrer les mauvaises intentions d'Alexandre afin de justifier ses propres préparatifs, et de convaincre Caulaincourt de la fausseté de son jugement : s'il est soutenu par son grand écuyer, l'Empereur obtient un gage psychologique face à son adversaire. En s'opposant à son maître, le duc de Vicence montre que les arguments de celui-ci sont contestables et que les torts sont partagés entre les deux alliés.

Caulaincourt répond ainsi point par point aux critiques de Napoléon. Pour répondre à la première critique de Napoléon, il affirme que l'oukase de commerce découle des difficultés de l'économie russe. Allant plus loin, il montre de quelle façon « nos licences étaient même venues dans les ports de Russie insulter à la gêne et aux privations du commerce de ce pays »<sup>634</sup>. Il évoque aussi, pour soutenir cette assertion, l'affaire du navire le *William-Gustave* qu'il considère comme une maladresse<sup>635</sup>. Pour lui, les affaires commerciales entre les deux pays ont souffert de l'oukase, mais surtout de la rigidité des mesures imposées par Napoléon. Il présente une véritable défense de la politique russe, s'attachant à mettre en avant les

---

<sup>631</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p.281.

<sup>632</sup> Le Danube.

<sup>633</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 281.

<sup>634</sup> *Ibid.*, p. 282.

<sup>635</sup> Voir 2<sup>e</sup> partie, III, 2.

mesures russes favorables à la France : « Je citai les nombreuses cargaisons confisquées pour avoir seulement relâché dans ce pays »<sup>636</sup>. Un des principaux arguments du duc de Vicence consiste donc à relever la bonne volonté des Russes, principalement lorsque l'Empereur critique leur mauvaise foi, comme en ce qui concerne le système continental.

Caulaincourt réplique à son maître d'autres façons : il met en avant la façon dont Napoléon n'a pas su saisir les occasions pour consolider l'alliance, et a préféré montrer son mécontentement plutôt que de sauver les apparences. Ce fut le cas, comme nous l'avons déjà remarqué, lors de la paix avec l'Autriche, en 1809 : « Je rappelai à l'Empereur la manière dont il avait conclu la dernière paix avec l'Autriche, en mettant peu de formes avec la Russie. — Je lui ai donné 300 000 âmes ! C'est plus qu'elle n'avait gagné. — Sans doute, Sire ! Mais ici les formes eussent sauvé le fond. Votre Majesté eût mieux fait de ne rien donner »<sup>637</sup>. Autre occasion manquée, selon le duc de Vicence, la convention sur la Pologne : « Je lui parlai de l'effet qui en était nécessairement résulté, ainsi que du refus de ratifier la convention pour la Pologne, lorsqu'elle n'avait été que le résultat de l'offre faite par lui et des ordres qu'il m'avait donnés »<sup>638</sup>. Le duc de Vicence, après avoir vécu les tensions entre les deux alliés, a mûri sa réflexion et, sans chercher à reporter tous les torts sur la Russie, fait la liste de toutes les vexations françaises : « Je lui parlai de ses envois ostensibles d'armes et de canons au duché de Varsovie, publiquement annoncés dans nos journaux, des affaires d'Oldenbourg, de ses réunions, des changements opérés en Allemagne, de ceux annoncés, du style des correspondances ministérielles par la poste, faites pour aigrir plus que des coups de canon, de cette foule d'agents indiscrets lancés de toutes parts pour exciter et brouiller. Enfin, je ne dissimulai pas à l'Empereur que s'ils voulaient la guerre, son cabinet avait tout fait pour y conduire, que si l'on croyait utile de maintenir l'alliance, je ne comprenais pas à quoi ces coups d'épingle pouvaient servir »<sup>639</sup>. L'essentiel de la pensée de Caulaincourt est là : Napoléon, s'il veut l'alliance, doit mettre les formes dans ses relations avec la Russie. Ce sont ces vexations qui, selon le grand écuyer, ont amené cet état de crise ; mais lui ne doute pas des bonnes intentions d'Alexandre.

Il prend ainsi la défense de son ami, affirmant qu'il est toujours resté dans l'esprit de l'alliance : « [...] je lui rappelai la reconnaissance du roi Joseph, accordée dans le moment où les affaires d'Espagne allaient mal et qu'il le savait menacé. Quant à la marche des troupes de Moldavie, je lui citai la proposition que l'empereur Alexandre avait faite à M. de Lauriston

---

<sup>636</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 283.

<sup>637</sup> *Ibid.*, p. 284.

<sup>638</sup> *Ibid.*, p. 284-285.

<sup>639</sup> *Ibid.*, p. 285.

d'envoyer son aide de camp sur toute la ligne de Turquie, même depuis Kiew<sup>640</sup>, pour s'assurer de l'emplacement de chacun des régiments qu'on disait envoyés sur les frontières du duché de Varsovie »<sup>641</sup>. Napoléon juge que Caulaincourt est « dupe »<sup>642</sup> d'Alexandre et veut lui démontrer la fausseté de son caractère. Chacun des deux hommes défend son image du tsar, dont les véritables pensées et les intentions sont une des grandes inconnues de l'alliance franco-russe : « Il est faux et faible, me répéta-t-il. — Il est opiniâtre, répondis-je. Son esprit conciliant fait qu'il cède facilement sur certaines choses auxquelles il n'attache pas une grande importance, mais il se trace en même temps un cercle qu'il ne dépasse pas. — Il a le caractère grec ; il est faux, reprit encore l'Empereur. — Sans doute, répondis-je, il ne m'a pas toujours dit tout ce qu'il pensait ; mais ce qu'il m'a fait l'honneur de me dire s'est toujours vérifié, et ce qu'il m'a promis pour Votre Majesté, il l'a tenu. — Alexandre est ambitieux ; il a un but qu'il dissimule en voulant la guerre ; il la veut, vous dis-je, puisqu'il se refuse à tous les arrangements que je propose. Il a un motif secret : n'avez-vous pu le pénétrer ? »<sup>643</sup>. Les deux hommes vont trop loin dans leur pensée : Napoléon est trop partial et défend la thèse d'un double-jeu d'Alexandre depuis le commencement de l'alliance, alors qu'il paraît certain que c'est au fil des affaires que le tsar s'est résolu à un nouveau conflit. Caulaincourt, tout en croyant malgré tout à l'honnêteté de son ami, est assez lucide, dans la mesure où il reconnaît les obscurités qui demeurent dans le caractère d'Alexandre, et les limites de leur relation. S'il est évident qu'il ne décèle pas les intentions profondes du tsar, le duc de Vicence veut démontrer que ce n'est pas de celui-ci que vient la rupture, mais des décisions de Napoléon. Et si ce sont ces décisions qui ont fait naître la crise, alors l'Empereur seul peut la résoudre. Toutes les attaques et les critiques du grand écuyer n'ont d'autre but que d'amener un changement radical dans la politique de la France.

### *Comment préserver l'alliance franco-russe ?*

Cette défense de la politique russe par Caulaincourt a donc pour objectif de convaincre Napoléon de tout faire pour éviter un nouveau conflit. Après que son grand-écuyer a tenté de montrer les bonnes intentions de la Russie, Napoléon suit sa réflexion et envisage avec lui les

---

<sup>640</sup> Kiev, en Ukraine.

<sup>641</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 284.

<sup>642</sup> *Ibid.*, p. 285.

<sup>643</sup> *Ibid.*, p. 294.

moyens de préserver l'alliance : « Vous croyez-donc que la Russie ne veut pas la guerre et qu'elle resterait dans l'alliance et prendrait des mesures pour soutenir le système continental, si je la satisfaisais pour la Pologne ? »<sup>644</sup> L'Empereur conçoit, pour la première fois dans cette discussion, la nécessité d'accorder des compensations à la Russie et de nouer une véritable relation de réciprocité. Le duc de Vicence propose tout un ensemble de mesures, à savoir tout d'abord de cesser les mouvements de troupes : « La question, répondis-je, n'est plus en Pologne seulement ; cependant, je ne mets point en doute, Sire, qu'on se tiendrait pour très satisfait si Votre Majesté retirait de Dantzig et de la Prusse au moins la plus grande partie des forces qu'on croit n'y être réunies que contre la Russie »<sup>645</sup>. Pressé plus loin dans la conversation, d'énumérer les dispositions à prendre pour sauver l'alliance, Caulaincourt propose de résoudre les problèmes à l'origine du différend franco-russe : « Quant au commerce des deux pays, il faut des arrangements d'un avantage réciproque et la même chose pour le commerce maritime en général ; il faut tolérer l'admission des neutres, si nous voulons conserver la vente et l'admission des licences. Il faut faire au prince d'Oldenbourg un sort qui ne le mette pas, comme à Erfurt, dans votre absolue dépendance ; il faut faire un arrangement pour Dantzig, un aussi pour les affaires de Prusse, etc., etc. »<sup>646</sup>. L'ancien ambassadeur présente ainsi toutes les solutions aux problèmes qu'il a traités mais pour lesquels il devait suivre les instructions de son gouvernement. Libéré de ses obligations, et mis en présence de son maître, il peut vraiment proposer une politique à suivre par la France pour résorber les différents griefs.

Cependant, Napoléon replace tout de suite ce débat dans le domaine de la confrontation qui s'annonce. Quand Caulaincourt lui dit que les mouvements de troupes françaises en Allemagne sont une provocation, l'Empereur lui répond : « Les Russes ont donc peur ? »<sup>647</sup> ou « Ils croient donc me faire la loi ? »<sup>648</sup>. De plus, il n'envisage plus d'accommodements, préférant considérer ceux qui ont échoué : « Je lui [à Alexandre] ai proposé un échange pour l'Oldenbourg. Il l'a rejeté avec dédain. J'ai offert un arrangement sur le duché de Varsovie : on n'en a plus voulu ». Quand le grand écuyer rétorque que, loin de mettre les formes lors de l'annexion de l'Oldenbourg, Napoléon a « chassé de ses États le duc d'Oldenbourg, parent de l'empereur, au moment où son fils épousait sa sœur »<sup>649</sup>, la réponse de l'Empereur est

---

<sup>644</sup> *Ibid.*, p. 286.

<sup>645</sup> *Ibid.*

<sup>646</sup> *Ibid.*, p. 297.

<sup>647</sup> *Ibid.*, p. 286.

<sup>648</sup> *Ibid.*

<sup>649</sup> *Ibid.*, p. 287.

cinglante : « Les Russes sont devenus bien fiers »<sup>650</sup>. Il est évident que la résolution de Napoléon est prise et que, d'une certaine manière, il ne veut, par cette conversation, que convaincre son interlocuteur et non pas se laisser convaincre. La meilleure preuve de ce fait tient dans sa réaction après l'énumération que fait Caulaincourt des mesures à prendre pour l'alliance : « Quand l'Empereur vit que j'entrais dans les questions politiques et qu'en les traitant, il serait obligé de se prononcer, sans doute, plus qu'il ne le voulait, il me dit que M. de Lauriston était chargé de cela [...] »<sup>651</sup>. Napoléon ne veut plus prendre de décision sur les problèmes franco-russes et, en les déléguant au comte de Lauriston, il les laisse au même point, jusqu'au moment de commencer la nouvelle guerre. Caulaincourt, à son retour, doit pouvoir éclairer son maître sur les intentions des Russes ; il ne peut pas lui prescrire des mesures concrètes. Il reste à l'ancien ambassadeur à faire valoir ses convictions et à défendre, au-delà de l'alliance franco-russe, les intérêts de son maître, ceux de son pays et ceux du continent.

#### *La vraie fidélité selon Caulaincourt et son amour de la paix*

Derrière cette défense de la politique russe et des intentions d'Alexandre, ainsi que derrière les mesures qu'il propose, se dessine, chez Caulaincourt, des conceptions fortes qui vont rester les siennes jusqu'à la fin de l'Empire. C'est d'abord la notion de la véritable fidélité, celle qui cherche non pas à flatter l'empereur des Français mais à orienter ses choix pour son plus grand bénéfice et pour celui de son pays. Subissant les critiques de son maître, le duc de Vicence lui démontre la pureté de ses intentions et sa profonde fidélité, fustigeant les courtisans : « Je répondis que d'autres pouvaient souffler le feu en répétant les contes absurdes de quelques agents subalternes qui voulaient gagner leur argent ; que, pour moi, j'étais sûr de l'exactitude de ce que j'avais mandé et de ce que j'avais l'honneur de lui répéter ; que j'étais prêt à *me constituer prisonnier et à porter ma tête sur le billot* si M. de Lauriston et les événements ne justifiaient pas tout ce que j'avais mandé et ce que je lui disais »<sup>652</sup>. Le grand écuyer s'affirme comme un esprit libre, qui n'est pas dans la dépendance de Napoléon et qui, du fait de cette caractéristique, peut mieux le servir, en développant une pensée originale.

---

<sup>650</sup> *Ibid.*

<sup>651</sup> *Ibid.*, p. 297.

<sup>652</sup> *Ibid.*, p. 285-286.

Alors qu'il voit les nouvelles dispositions de Napoléon, Caulaincourt s'oppose à lui, au nom d'un devoir moral : « Mon devoir, dans cette circonstance, est de plaider contre Votre Majesté. Je n'approuve ni ne blâme ; je raconte. Votre Majesté jugera ensuite si tous ces griefs, fussent-ils fondés, doivent la décider à sacrifier les avantages de l'alliance »<sup>653</sup>. Le grand écuyer, subissant les critiques de son maître qui l'accuse de prendre parti pour l'adversaire, s'affirme ainsi comme son meilleur serviteur, celui qui accepte un rôle ingrat pour défendre ses véritables intérêts, même s'il n'en est pas conscient : « La guerre et la paix sont entre vos mains, Sire. Je supplie donc Votre Majesté de réfléchir pour son propre bonheur et pour celui de la France qu'elle va choisir entre les inconvénients de l'une et les avantages bien certains de l'autre. — Vous parlez comme un Russe, répondit l'Empereur. — Plutôt comme un bon Français, comme un fidèle serviteur de Votre Majesté »<sup>654</sup>.

Cette dernière citation montre la principale préoccupation de Caulaincourt dans cette discussion : sauvegarder la paix et préserver un équilibre continental. Pour le duc de Vicence, il est avant tout essentiel de préserver la prépondérance française en Europe : il ne veut pas rabaisser la France mais simplement assurer la pérennité de sa puissance, quitte à limiter son extension actuelle. Dans cette optique, l'alliance, sur un pied d'égalité, avec la Russie lui paraît le meilleur atout pour son pays, même s'il peut envisager d'autres configurations européennes, telle la renaissance du royaume de Pologne. Un passage de la conversation entre Napoléon et son grand écuyer permet d'appréhender ses conceptions qui, tout en plaçant l'alliance franco-russe au sommet des relations internationales, cherchent à assurer d'abord un équilibre européen et une paix favorables à la France :

Vous voudriez donc m'humilier ?

— Pas plus Votre Majesté que la France, répondis-je. Elle me demande le moyen de maintenir l'alliance et ses bonnes relations avec la Russie; je les lui indique.

— Me conseillez-vous cette humiliation ?

— Oui, Sire, de vous replacer dans la position où vous étiez après Erfurt. Je ne vois pas d'humiliation à cela, si Votre Majesté veut maintenir la paix et l'alliance. Si elle croit la restauration de la Pologne politique et plus dans son intérêt, comme elle est incompatible avec l'alliance de la Russie, les explications sont inutiles et mes observations aussi. Alors, il faut raisonner dans un autre système, et, dans ce cas, mon opinion lui est inutile.

— Je vous ai déjà dit que je ne voulais pas rétablir la Pologne.

— Alors je ne comprends pas à quoi Votre Majesté a sacrifié son alliance avec la Russie!

— C'est la Russie qui l'a rompue parce que le système continental la gêne!

— Ceci est un autre procès. Comme partie, je ne puis prononcer, mais

---

<sup>653</sup> *Ibid.*, p. 287.

<sup>654</sup> *Ibid.*, p. 297-298.

Votre Majesté sait bien qu'à Saint-Pétersbourg nous étions encore franchement dans le système continental et dans les pensées de Tilsit, six mois après que des bâtiments français munis de licences revenaient chargés d'Angleterre. »

L'Empereur sourit et me tira l'oreille, en me disant :

« Vous êtes donc amoureux d'Alexandre?

— Non, Sire, mais je le suis de la paix!

— Et moi aussi, reprit l'Empereur, mais je ne veux pas que les Russes m'ordonnent d'évacuer Dantzig.<sup>655</sup>

Toute la pensée politique de Caulaincourt est ici visible : le souci de la paix envers et contre tout, quitte à subir des humiliations, l'attachement à l'alliance russe sans y voir l'unique système possible.

Toutefois, Napoléon, dans son obstination, fait preuve de lucidité, notamment lorsqu'il envisage l'impact moral des revers et des concessions : « Les Russes veulent me forcer à évacuer Dantzig. Ils croient me mener comme leur roi de Pologne ! Je ne suis pas Louis XV ; le peuple français ne souffrirait pas cette humiliation »<sup>656</sup>. Même si l'Empereur comprend mieux que son interlocuteur les vraies intentions des puissances européennes, ainsi que la logique de l'empire napoléonien, Caulaincourt a mieux saisi peut-être la situation actuelle où deux options s'offrent à Napoléon :

Pour moi, Sire, j'ose le répéter à Votre Majesté, je ne vois que deux partis à prendre : rétablir la Pologne et la proclamer afin d'avoir pour soi les Polonais, ce qui peut avoir un avantage politique, ou maintenir l'alliance avec la Russie, ce qui fera arriver la paix avec l'Angleterre et finira vos affaires d'Espagne.

— Quel parti prendriez-vous ?

— Le maintien de l'alliance, Sire ! C'est le parti de la prudence et de la paix.

— Vous parlez toujours de paix ! La paix n'est quelque chose que quand elle est durable et honorable. Je n'en veux pas une qui ruine mon commerce comme a fait celle d'Amiens. Pour que la paix soit possible et durable, il faut que l'Angleterre soit convaincue qu'elle ne trouvera plus d'auxiliaires sur le continent. Il faut donc que le colosse russe et ses hordes ne puissent plus menacer le Midi d'une irruption.

— Votre Majesté penche donc pour la Pologne ? Dans ce cas, il est digne d'elle et de ce grand but de tenir un autre langage. Depuis qu'elle s'y prépare, elle a eu le temps de faire ses réflexions. C'est une grande entreprise à mener de front avec les guerres d'Espagne et d'Angleterre.

— Je ne veux pas la guerre, je ne veux pas la Pologne, reprit vivement l'Empereur, comme s'il eût craint de s'être laissé pénétrer, mais je veux que l'alliance me soit utile, et elle ne l'est plus depuis qu'on reçoit les neutres ; elle ne me l'a jamais été car les Russes ont à peine marché dans la guerre d'Autriche.<sup>657</sup>

---

<sup>655</sup> *Ibid.*, p. 288.

<sup>656</sup> *Ibid.*, p. 287.

<sup>657</sup> *Ibid.*, p. 289.

Une des erreurs de Napoléon à cette période est peut-être de ne pas parvenir à se prononcer clairement sur ses intentions générales vis-à-vis de l'Europe, tandis que le duc de Vicence énonce les deux grands systèmes qu'il conçoit alors. Plus généralement, les deux hommes s'opposent au niveau de leur vision de la paix. Pour Caulaincourt, celle-ci signifie un équilibre européen, où l'élévation d'une nouvelle puissance vient contenir une puissance rivale. Pour Napoléon elle est une *Pax franca/napoleonica*, une paix qui symbolise la défaite de l'Angleterre et l'abandon de toutes les coalitions, au profit d'un empire français incontesté. L'idée de paix revêt, en définitive, deux notions bien différentes : celle de paix acceptée par tous (sur le modèle des congrès de Westphalie) avec la prééminence de la France ou celle de paix imposée unilatéralement à des puissances vaincues (c'est le modèle du traité de Versailles de 1919). Quand Caulaincourt envisage la prépondérance française en Europe, Napoléon veut la suprématie. On mesure ici tout le décalage qui existe entre les deux interlocuteurs.

### *Prophéties de la campagne de Russie*

Durant cette conversation, Caulaincourt ne parvient ni à défendre la Russie et Alexandre, ni à proposer des mesures acceptées par Napoléon, ni à faire valoir sa conception de la paix et de l'équilibre européen. Toutefois, si la mission du duc de Vicence était de tenter de convaincre l'Empereur de la nécessité de sauver l'alliance, il est aussi porteur d'un autre message, qui peut être considéré comme son dernier argument. L'ancien ambassadeur tente en effet de montrer à son maître les dangers inhérents à une campagne militaire sur le territoire russe, et ses paroles font souvent figure de prophétie. Il est certain que les *Mémoires* sont écrits *a posteriori* mais les paroles de Caulaincourt renvoient à des réflexions d'Alexandre à son départ et sont corroborées par certains témoins, tel Ségur<sup>658</sup>. Les principaux éléments de la prochaine guerre sont annoncés lors de cette discussion :

— Je lui fais peur?

— Non, Sire, car, tout en rendant justice à vos talents militaires, il m'a souvent dit que son pays était grand, que votre génie pouvait vous donner beaucoup d'avantages sur ses généraux, mais que, si on ne trouvait pas l'occasion de vous combattre avec avantage, on avait de la marge pour vous céder du terrain et que vous éloigner de la France et de vos moyens serait déjà vous combattre avec succès. On sait en Russie qu'il ne faut pas frapper

---

<sup>658</sup> Voir infra : « Caulaincourt et la campagne de 1812 : une expérience diplomatique à l'épreuve des faits ».

là où est Votre Majesté, mais, comme elle ne peut être partout, on ne cache pas le projet de ne frapper que là où Votre Majesté ne se trouvera pas. « Ce ne sera pas, dit l'empereur Alexandre, une guerre d'un jour. » Votre Majesté sera obligée de revenir en France, et, alors, tous les avantages seront du côté des Russes, puis l'hiver, le climat de fer et, plus que tout cela, le parti pris, la volonté hautement prononcée de l'empereur Alexandre de prolonger la lutte et de ne pas avoir la faiblesse, comme tant d'autres souverains, de signer la paix dans sa capitale... Ce sont les paroles, les réflexions de l'empereur Alexandre que je cite à Votre Majesté. A cet égard, il ne cache ni ses vues ni sa politique, depuis que Votre Majesté est devenue plus menaçante et que les choses paraissent poussées à bout.

— Convenez franchement, reprit l'empereur Napoléon, que c'est Alexandre qui veut me faire la guerre.

— Non, Sire, répondis-je encore. J'engagerais ma tête à Votre Majesté qu'il ne tirera pas le premier coup de canon, ni ne dépassera le premier ses frontières.<sup>659</sup>

Caulaincourt, pour appuyer ses paroles, cite directement les mots d'Alexandre, qui a, d'une certaine façon, défié son allié, par l'intermédiaire du duc de Vicence :

Je répétais alors à l'Empereur les paroles de l'empereur Alexandre qui m'avaient frappé dans des conversations particulières, après l'arrivée de M. de Lauriston, lorsque je n'avais plus de caractère politique, paroles qui n'étaient que l'expression plus positive de ce qu'il m'avait donné à entendre peu avant. Elles me frappèrent tellement que je les notai en rentrant et je les rapporte avec confiance, car je ne crois pas que ma mémoire m'ait fait commettre d'erreur :

— Si l'empereur Napoléon me fait la guerre, me dit ce prince, il est possible, même probable, qu'il nous battra si nous acceptons le combat, mais cela ne lui donnera pas la paix. Les Espagnols ont été souvent battus et ils ne sont ni vaincus, ni soumis. Cependant, ils ne sont pas aussi éloignés que nous de Paris ; ils n'ont ni notre climat, ni nos ressources. Nous ne nous compromettrons pas. Nous avons de l'espace et nous conserverons une armée bien organisée. [...] Je ne tirerai pas le premier l'épée, mais je ne la remettrai que le dernier dans le fourreau.<sup>660</sup>

Tout semble correspondre aux événements ultérieurs qui donnent à ce défi une allure prophétique, alors qu'il n'est à cette période qu'une menace destinée à dissuader Napoléon d'engager une guerre contre la Russie. C'est par ces prophéties que Caulaincourt frappe le plus son maître qui reconnaît peut-être la profondeur de ses vues :

L'Empereur m'écoutait avec une grande attention, même avec étonnement. Il paraissait fort préoccupé ; il garda le silence pendant assez longtemps. Je crus avoir fait sur lui une profonde impression, car son visage, son maintien, qui avaient toujours été plus que sévères, devinrent ouverts, bienveillants. Il semblait m'encourager, autant par l'expression de sa physionomie que par ses questions. Il me parla de la société, de l'armée, de l'administration, même de l'empereur Alexandre sans l'expression d'humeur qui avait précédemment accompagné son nom. L'Empereur fut même, dans

---

<sup>659</sup> *Ibid.*, p. 291.

<sup>660</sup> *Ibid.*, p. 292-293.

ce moment, très bienveillant pour moi et me dit quelque chose de flatteur sur la manière dont je l'avais servi. Je l'assurai qu'il se trompait sur l'empereur Alexandre et sur la Russie ; qu'il ne fallait pas juger ce pays sur ce que disaient certaines personnes et cette armée par ce qu'il avait vu à Friedland ; que, menacé depuis un an, on avait calculé toutes les chances, notamment celles de nos succès.<sup>661</sup>

Mais malgré la précision des informations rapportées par le duc de Vicence et l'impression qu'elles font à l'Empereur, ces paroles ne suffisent pas à détruire la logique dans laquelle s'est engagé Napoléon. Dès que le grand-écuyer aborde les questions militaires, l'Empereur abandonne tous ses doutes et ses craintes pour faire valoir sa force : « Après m'avoir écouté avec attention, l'Empereur m'énuméra ses forces, ses moyens. Dès que je le vis revenu sur ce chapitre, je ne doutai plus qu'il n'y eût plus rien à espérer pour la paix, car c'était cette énumération militaire qui lui montait la tête. En effet, il finit par me dire qu'une bonne bataille aurait raison des belles déterminations de mon ami Alexandre comme de ses fortifications de sable, faisant allusion aux travaux qu'on faisait à Riga et sur la Dwina »<sup>662</sup>.

À partir de ce moment, Caulaincourt a compris l'échec de ses tentatives face à la détermination belliqueuse de l'Empereur qui préfère le hasard d'une bataille, qui lui a presque toujours été favorable, aux aléas de la négociation diplomatique, qui lui semble un plus grand péril pour son régime et pour son empire. Après de nouveaux retours sur les sujets abordés, le duc de Vicence conclut dans ses *Mémoires* cette longue conversation qui finit sur un échec personnel : « Ainsi finit cette conversation de plus de cinq heures, qui ne me laissa aucun espoir pour le maintien de la tranquillité en Europe »<sup>663</sup>. Toutefois, l'importance de cette discussion va se révéler durant la campagne de Russie et contribuer au retour en grâce de Caulaincourt après 1812, ainsi qu'à grandir son importance politique dans les dernières années de l'Empire. Albert Vandal, concluant son étude de cette discussion du 5 juin 1811, insiste sur les erreurs du duc de Vicence mais reconnaît aussi sa clairvoyance et la portée de ses paroles :

Jamais Napoléon n'avait entendu un tel langage ; jamais le danger ne lui avait été si clairement signalé. Cependant, dans les appréciations de Caulaincourt, il faut faire la part de l'erreur et de la vérité. L'ancien ambassadeur s'abusait gravement lorsqu'il montrait l'empereur russe prêt à rentrer de bonne foi dans le système inauguré à l'époque des entrevues. [...] Où Caulaincourt s'était montré admirable de haute sagesse et de clairvoyance, c'était lorsqu'il avait montré les difficultés et les dangers d'une campagne offensive, les désastres qui nous attendaient dans cette voie, et cet

---

<sup>661</sup> *Ibid.*, p. 293.

<sup>662</sup> *Ibid.*

<sup>663</sup> *Ibid.*, p. 298.

intrépide avertissement suffirait à fonder sa gloire.<sup>664</sup>

Cet avertissement, réitéré en vain jusqu'au départ pour la Russie, résultat de la longue ambassade à Saint-Pétersbourg et des conceptions politiques élaborées au fil des affaires de l'alliance, va connaître, dès l'année suivante une terrible confirmation.

---

<sup>664</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, p. 189-190.

## **2. Caulaincourt et la campagne de 1812 : une expérience diplomatique à l'épreuve des faits.**

La campagne de Russie de 1812, objet de toutes les attentions de l'historiographie comme de l'imaginaire collectif, n'entre pas dans les limites chronologiques de notre étude. Pourtant, il serait étrange de ne pas la faire figurer en conclusion, comme un des aboutissements de l'ambassade de Caulaincourt. Sans 1812, l'ambassade du duc de Vicence perd une grande partie de sa signification. C'est pourquoi, sans raconter une nouvelle fois le déroulement de la campagne ni revenir sur ses conditions ou ses répercussions dans l'esprit des contemporains, nous allons envisager le rôle de Caulaincourt en 1812, en s'en tenant principalement à ses mémoires, source de premier choix sur ce sujet et souvent unique témoignage pour certaines scènes, dans la mesure où ils décrivent le pensée de Napoléon en certaines occasions et ses relations tumultueuses avec son grand écuyer. La fin du premier tome raconte l'avancée des armées françaises jusqu'à Moscou, tout le second dépeint le reflux de ces mêmes troupes et enfin le fameux retour en traîneau de Napoléon et Caulaincourt jusqu'à Paris, cadre d'une extraordinaire conversation, unique en son genre dans toute l'histoire impériale. La lecture de ces mémoires permet d'appréhender de façon directe la réalité de cette campagne, vue depuis l'entourage direct de l'Empereur.

Mais notre objectif n'est pas seulement de retracer la campagne de Russie selon le point de vue du duc de Vicence. Il s'agit de mettre en relation ces événements avec les années d'ambassade qui les ont précédés, et, pour ce faire, de déceler tout au long de l'année 1812 les éléments dans l'attitude et les paroles de Caulaincourt qui renvoient à son séjour à

Saint-Pétersbourg. Les occasions sont nombreuses car, malgré de longs moments de disgrâce, Napoléon cherche à convaincre le duc de Vicence du bien-fondé de cette campagne, tandis que le grand écuyer cherche à faire prévaloir ses propres arguments, que nous venons d'étudier à travers la conversation du 5 juin 1811. Son ambassade a formé son esprit aux questions européennes et a abouti à une certaine conception de l'équilibre européen dont il devient un des champions. La campagne de Russie représente tout ce qu'il a cherché à éviter, ou du moins ce qu'il a espéré ne pas voir arriver. C'est un problème complexe qui se pose à lui, c'est surtout, après la longue expérience diplomatique en Russie, l'épreuve des faits. Comment se comporter devant la ruine d'un système que l'on a défendu ? Comment trouver sa place auprès de Napoléon tout en cultivant une opposition à ses desseins et en défendant les conceptions russes et principalement celles du tsar Alexandre ? La guerre contre la Russie en 1812, c'est le pendant absolu de l'ambassade de 1807, une ambassade qui donne toutefois à Caulaincourt un statut particulier. Sa connaissance du pays devient un avantage dans une situation aussi périlleuse et inconnue. Le duc de Vicence, comme Napoléon l'a prouvé en discutant longuement avec lui, est un acteur essentiel de la campagne de 1812. Son rôle, tel qu'il est décrit dans ses mémoires<sup>665</sup>, est celui d'un Cassandre qui sort grandi de l'épreuve, malgré le déchirement qu'elle représente.

De son retour en juin 1811 jusqu'au départ pour Dresde puis pour la Russie, en juin 1812, Caulaincourt, en semi-disgrâce, discute longuement avec l'Empereur qui tente de le convaincre du bien-fondé de la guerre contre la Russie. Cette période correspond pour le duc de Vicence aux dernières illusions en ce qui concerne la paix, des illusions vite dispersées. La première phase de la campagne, vers Moscou, voit le duc de Vicence faire figure de meneur du parti de l'opposition, partisan d'un mouvement arrière des troupes vers la France. Au fur et à mesure que le désastre se précise, Caulaincourt devient le prophète de l'hiver russe, tout en affirmant ses qualités d'organisateur face à la retraite qui se prépare. Enfin, une fois la catastrophe consommée, il accompagne Napoléon jusqu'à Paris, revenant avec lui sur la campagne qui s'achève, ressassant les questions de politique européenne, disputant les sujets avec l'Empereur. À son arrivée à Paris, Caulaincourt, dans la pensée de ses contemporains, a pris une toute nouvelle envergure.

---

<sup>665</sup> Il faut noter que les Mémoires, bien que basés sur des notes prises au jour le jour, ont été rédigés après la fin de l'Empire. Le rôle prophétique de Caulaincourt a pu être arrangé postérieurement. Toutefois, le témoignage des contemporains montre la réalité de ce rôle du duc de Vicence. Si, dans le détail, certaines conversations ont pu être modifiées ou arrangées, l'idée générale ne peut être remise en question.

## *Vers la campagne de Russie : les dernières illusions de la paix*

La première période à étudier est celle qui sépare le retour de Caulaincourt de Russie (5 juin 1811) de son départ avec Napoléon pour Dresde (9 mai 1812) puis pour le Niémen (23 juin 1812). Nous avons déjà décrit la longue discussion qui oppose le duc de Vicence à son maître, le jour même de son retour. La période qui suit est marquée par un certain nombre de conversations semblables entre les deux hommes qui essaient de se convaincre de leur point de vue, le tout dans un climat de marche à la guerre. Sans s'attarder sur ce contexte de préparatifs et d'armements<sup>666</sup>, il est important d'insister sur l'ambiance générale de cette période où tout semble annoncer la guerre contre la Russie et où se mêlent opinions contradictoires, projets grandioses et craintes.

La situation de Caulaincourt est tout d'abord assez particulière. À son retour d'ambassade, il a repris sa place dans la cour impériale et son office de grand écuyer. Toutefois, il doit faire face au mécontentement de l'Empereur qui le place dans une sorte de semi-disgrâce : il ne lui reproche rien de particulier si ce n'est de défendre Alexandre et peut-être de symboliser l'échec de l'alliance franco-russe<sup>667</sup>. Le duc de Vicence, attaché à sa vision de l'honneur, essaye de suivre une ligne de conduite cohérente durant cette période, ne reniant jamais ses opinions mais restant résolument attaché à Napoléon. Il explique lui-même son attitude : « Engagé dans une question d'honneur pour moi, puisqu'elle intéressait mon pays, et de délicatesse, puisque je ne voulais pas être l'agent d'une politique que je condamnais, ma position était embarrassante ; mais mon silence sur toutes ces questions dans le public me sauva »<sup>668</sup>. Le dernier terme utilisé est fort et montre qu'une véritable disgrâce a menacé Caulaincourt à cette époque : son tact et sa fidélité inébranlable lui ont permis de surmonter l'épreuve.

Malgré cette situation difficile, le grand écuyer suit l'Empereur dans ses déplacements,

---

<sup>666</sup> Voir A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, chapitres VI à XIII.

<sup>667</sup> Nesselrode décrit bien les caractéristiques de cette semi-disgrâce : « D'après ce que j'en ai pu apprendre, les explications dont S.M. l'empereur, notre auguste maître, a chargé monsieur le duc de Vicence, auraient un peu rassuré l'empereur Napoléon sur le but de nos armements ; mais il ne paraît cependant pas qu'il le soit encore entièrement, quelque positif qu'ait été le langage de monsieur de Caulaincourt. Il ne se fie pas tout à fait à sa manière de voir, qu'il croit trop favorable à la Russie ; et il y a dans sa façon d'être vis-à-vis de lui une nuance qui, à côté de l'accueil bienveillant qu'il lui fait, dénoterait un reste de froideur. Jusqu'à présent, il ne lui a point rendu encore les grandes et petites entrées, distinction dont, à l'exception du prince de Bénévent, jouissent tous les grands dignitaires et grands officiers de la couronne ». (Nesselrode, *Lettres et papiers*, p. 351, Nesselrode à Spéranski, Paris, 4/16 juin 1811).

<sup>668</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 305.

notamment en Hollande, fin septembre 1811. Cette proximité permet de nouvelles discussions, de nouveaux débats sur les sujets habituels : les objectifs des Russes, le caractère d'Alexandre, l'Espagne, l'Angleterre. Tout en étant agacé par les réflexions du duc de Vicence, Napoléon recherche sa conversation, et ce avant tout pour le convaincre, et peut-être se convaincre lui-même. Albert Vandal met en avant ce caractère particulier des conversations que tiennent les deux hommes : « Avec Caulaincourt, il s'entretenait périodiquement. Le blâme de ce galant homme qu'il aimait et estimait, cette opposition qui n'intriguait point et ne se manifestait que devant lui, mais s'exprimait alors avec une verte franchise, le gênait et le troublait. Sachant apprécier à leur valeur les forces morales, il n'aimait pas à sentir auprès de lui cette conscience en révolte ; son désir eût été de la ramener non par la contrainte, mais par la discussion et le raisonnement : c'était à ses yeux comme une puissance qu'il aurait eu grand intérêt à convaincre »<sup>669</sup>. Convaincre Caulaincourt, c'est convaincre le parti de la paix et de l'alliance russe, c'est convaincre l'Europe et Alexandre lui-même et imposer à tous une guerre *politique* comme il se plaît à le répéter continuellement.

Ce parti de la paix prend forme à cette époque, autour des personnalités qui symbolisent le refus de la guerre contre la Russie. Ségur, le grand mémorialiste de la campagne de 1812<sup>670</sup> donne un exemple, peut-être reconstitué mais authentique par les idées qu'il met en avant, de ces débats entre Napoléon et les partisans de la paix, à savoir ici Duroc, le comte de Ségur et Caulaincourt.

Dans cette vue, il s'adressa encore à trois de ses grands officiers [le duc de Frioul, le comte de Ségur, père de l'auteur, le duc de Vicence], dont les services et l'attachement connus autorisaient la franchise ; tous les trois, comme ministres, envoyés et ambassadeurs, avaient, à différentes époques, connu la Russie. Il s'attacha à leur persuader l'utilité, la justice et la nécessité de cette guerre ; mais l'un d'eux surtout [*note de l'auteur : le duc de Vicence*] l'interrompait souvent avec impatience : car, dès qu'une discussion était établie, Napoléon en souffrait les écarts.

Ce grand officier, s'abandonnant à cette impétueuse et inflexible franchise qu'il tenait de son caractère, de son éducation militaire, et peut-être aussi de la province où il était né, s'écriait : « qu'il ne fallait pas s'abuser, ni prétendre abuser les autres ; qu'en s'emparant du continent, et même des États de la famille de son allié, on ne pouvait accuser cet allié de manquer au système continental ! Quand les armées françaises couvraient l'Europe, comment reprocher aux Russes leur armée ? Était-ce à l'ambition de Napoléon à dénoncer l'ambition d'Alexandre? »<sup>671</sup>

Ségur continue longuement sur les arguments du duc de Vicence, le tout présenté avec

---

<sup>669</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, p. 340.

<sup>670</sup> Philippe-Paul de Ségur, *Histoire de Napoléon et de la Grande Armée pendant l'année 1812*, Paris-Bruxelles, Baudouin, 1825, 2 vol. Réédition 1960, Hachette, augmentée d'extraits de la réfutation du général Gourgaud, 2 vol.

<sup>671</sup> P. de Ségur, *Histoire de Napoléon et de la Grande Armée...*, t. I, p. 74-75.

une véhémence supérieure à celle des *Mémoires* de Caulaincourt ; mais les idées sont les mêmes, répétées sans cesse depuis la conversation du retour de Saint-Pétersbourg.

À travers cet exemple donné par Ségur, Caulaincourt entre dans ce « parti » de l'opposition à la guerre, dont Vandal évoque d'autres membres lorsqu'il décrit les appréhensions des soldats à la veille de franchir le Niémen : « L'écho des sourdes oppositions de l'intérieur leur arrive, altérant leur confiance. Ils savent que des hommes tels que Cambacérès, Mollien<sup>672</sup>, Decrès, Lavalette<sup>673</sup>, blâment l'entreprise : ils ont entendu dire que non seulement Caulaincourt, mais d'autres officiers connaissant bien la Russie, ont fait part à l'Empereur de leurs craintes, et que l'un d'eux, le colonel de Ponthon, l'a supplié à genoux de s'arrêter : ces récits courent les quartiers généraux, confirment des doutes que le simple bon sens suffit à faire naître »<sup>674</sup>. Le duc de Vicence, dans son opposition, a une valeur supplémentaire, celle de connaître la Russie. Comme Deponthon, ses mises en garde ont l'allure de sombres prophéties et, du fait de son expérience, son opposition n'en est que plus véhémente.

Cependant, son refus de la guerre ne le fait jamais tomber dans une véritable opposition, et, comme l'a dit Vandal dans un passage précédemment cité<sup>675</sup>, Napoléon reconnaît ce fait, surtout à une période où Talleyrand est tombé définitivement en disgrâce (mars 1812). Le duc de Frioul recommande à son ami de ne pas renouer ouvertement ses liens avec le prince de Bénévent : « Je revins à Duroc qui m'engagea à cesser tout à fait de voir M. de Talleyrand, qui avait, depuis longtemps, me dit-il, mécontenté l'Empereur sous plus d'un rapport, et, notamment, par les réflexions qu'il s'était permises sur la guerre d'Espagne, quoiqu'il eût été l'un des premiers à porter l'Empereur à s'emparer de ce trône »<sup>676</sup>. La disgrâce de Talleyrand est une affaire complexe et assez sordide, orchestrée par Maret, alors ministre des Relations extérieures. Le duc de Vicence, ami de Talleyrand et loin d'être ami avec le duc de Bassano, estime que la « trahison » du prince de Bénévent n'est pas, dans ces circonstances, totalement injustifiée : « Il est bon de rapporter la vérité sur ce qui se passa dans cette affaire de M. de Talleyrand, car c'est elle qui le poussa à bout, peut-être avec quelque raison »<sup>677</sup>. Il faut noter aussi que, dans l'esprit de beaucoup de contemporains, Caulaincourt est totalement lié à Talleyrand qui inspire toutes ses réflexions sur la paix. En témoigne cette mascarade jouée

---

<sup>672</sup> Nicolas-François Mollien (1758-1850) : ministre du Trésor public à partir de 1806, il crée la cour des comptes en 1807.

<sup>673</sup> Antoine-Marie Chamans, comte de Lavalette (1769-1830) : aide de camp de Bonaparte, il est directeur général des postes, puis conseiller d'État et comte d'Empire en 1808.

<sup>674</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, p. 452.

<sup>675</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, p. 450. Il est dit avant tout que Caulaincourt « n'intriguait point ».

<sup>676</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 307.

<sup>677</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 324-325.

dans le salon même de Maret : « On mit en scène des caricatures vivantes et j'eus l'honneur d'être aussi joué dans une des plus gaies. J'étais un soi-disant automate, un mannequin, auquel *l'Enchanteur boiteux* faisait répéter à tout propos : « *La paix fait le bonheur des peuples* » »<sup>678</sup>. Malgré cette amitié et une certaine communion de vues, la disgrâce de Talleyrand ne modifie pas la situation de Caulaincourt auprès de Napoléon, qui a toujours su dissocier les deux hommes. Le duc de Vicence, opposé aux desseins de son maître, n'entre pas, à la suite du prince de Bénévent, dans l'opposition à Napoléon.

Durant cette période, une scène en particulier cristallise les sentiments de Caulaincourt et de Napoléon et montre à la fois toute la complexité de leurs relations et de leurs opinions respectives. Il s'agit de la célèbre audience de Kourakine, ambassadeur de Russie à Paris, le 15 août 1811, qui symbolise le point de non-retour dans les relations franco-russes. Le duc de Vicence, présent lors de la scène en devient un acteur involontaire suite à une réflexion bien sentie de l'Empereur. Mais voici la scène vue par Caulaincourt :

— M. de Caulaincourt, ajouta encore l'Empereur, est devenu Russe. Les cajoleries de l'empereur Alexandre l'ont accaparé.

En quittant le prince Kourakin, l'Empereur fit quelques pas vers le milieu de la salle, cherchant à lire dans les yeux de l'auditoire l'impression qu'il avait faite. M'apercevant dans la croisée, car je ne lui avais sûrement pas échappé, l'Empereur vint à moi avec humeur et me dit :

— N'est-ce pas que vous êtes devenu Russe ?

Je répondis d'un ton très ferme :

— Je suis un très bon Français, Sire, et le temps prouvera à Votre Majesté que je lui ai dit la vérité comme un fidèle serviteur !

L'Empereur qui vit que je prenais la chose au sérieux, fit alors comme s'il avait plaisanté et me dit :

— Je sais bien que vous êtes un brave homme, mais les cajoleries de l'empereur Alexandre vous ont tourné la tête et vous êtes devenu Russe, ajouta-t-il en souriant.<sup>679</sup>

Si Caulaincourt accepte les reproches de Napoléon en privé, il les souffre difficilement devant un auditoire, et notamment un auditoire étranger. Profondément vexé, comme il le sera pareillement durant la campagne lors d'un épisode sur lequel nous reviendrons, il envisage de se retirer, mais Duroc l'en dissuade. Ses paroles montrent au passage toute la différence qui existe entre les deux hommes, le duc de Frioul ne concevant le service que dans la passivité, même si son opinion est opposée à celle de son maître : « Il plaisanta sur ce que j'appelais remplir un devoir. Il me laissa cependant assez voir qu'il pensait au fond comme moi, mais que c'était perdre son temps et se dévouer pour rien que d'espérer ramener l'Empereur à

---

<sup>678</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 325.

<sup>679</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 309.

d'autres idées politiques »<sup>680</sup>. Est-ce que le fait que Duroc côtoie Napoléon depuis le début de sa carrière lui fait mieux saisir son caractère, et notamment son obstination à suivre son étoile plutôt que les conseils de ses collaborateurs ? À côté d'autres personnages plus cyniques ou fatalistes, plus réalistes aussi peut-être, Caulaincourt est pénétré de ses devoirs, c'est un homme entier qui n'accepte pas les concessions en ce qui concerne sa notion de l'honneur, de la fidélité, du devoir moral. Jusqu'en 1815, il ne transige jamais avec ses convictions, même quand elles peuvent porter préjudice à sa carrière.

Après cette scène, et dans sa droite ligne, Napoléon engage Caulaincourt à parler à l'ambassadeur russe pour tenter de faire valoir les arguments français, mais le grand écuyer refuse ce rôle auquel il ne croit pas : « La finale de cette conversation fut encore de m'engager à voir le prince Kourakin et à lui parler dans ce sens. Je m'y refusai formellement et dis franchement à l'Empereur qu'il savait que je ne voyais aucun Russe et n'avais plus de relations avec eux, ne voulant rien dire ni faire soit contre mes devoirs, soit contre mon opinion et ma conscience ; que ces motifs m'ayant fait cesser toutes relations avec eux et avec tous les étrangers, je ne pouvais pas les renouer pour dire une chose que je ne croyais pas. J'ajoutai, en plaisantant que Sa Majesté ne voudrait pas elle-même me faire jouer un tel rôle ». Le duc de Vicence affirme et revendique sa probité totale, dans un sens comme dans l'autre. D'un côté, il a rompu toute relation avec les Russes, et ne peut donc être soupçonné d'intelligence ou de trahison<sup>681</sup>. Mais d'un autre côté, et c'est là un aspect plus original, il refuse d'utiliser ses relations pour servir des desseins qu'il désapprouve, quand bien même ces desseins sont ceux de son maître, auquel il doit tout. Il va jusqu'à invoquer le sens moral de Napoléon, qui ne peut aller contre le sens de l'honneur de son subordonné.<sup>682</sup>

Ayant refusé cette mission, Caulaincourt tente une fois de plus de convaincre l'Empereur de l'erreur qu'il s'apprête à faire. Il théorise ensuite l'ambition de Napoléon qui cherche une « suprématie » sur l'Europe et non un état de « *primus inter pares* »<sup>683</sup>, comme sous l'Ancien régime par exemple. Il lui affirme que « cela pouvait paraître momentanément avantageux pour la France, qu'il en résultait cependant déjà et en résulterait encore plus tard

---

<sup>680</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 310.

<sup>681</sup> Si on suit Nesselrode, il faut nuancer ce propos et remarquer le lien entre le duc de Vicence et l'agent russe à Paris, qui dans une de ses lettres, fait figurer un *post-scriptum* de la main de Caulaincourt (Nesselrode, *Lettres et papiers*, p. 371, Nesselrode à Spéranski, Paris, 4/16 août 1811). Il reparle de cette relation, p. 385, dans une lettre à Spéranski, Vienne, 10/22 septembre 1811 : « Je n'ai rien à y ajouter [à une dépêche], sinon que les notions qu'elle renferme me viennent de l'auteur des *post-scriptum*, qui me les a communiqués par son ami Henry, car, pour lui-même, il m'a été impossible de le voir ». Même si le lien avec la Russie reste indirect, il perdure à cette époque.

<sup>682</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 310.

<sup>683</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 312.

un état hostile d'opinion, de sentiment et de jalousie, qui aurait tôt ou tard de funestes résultats pour nous ; qu'une telle situation ne pouvait s'imposer aux nations dans ce siècle ». C'est la théorie fondamentale de la paix pour Caulaincourt. Mais pour Napoléon, le contexte ne se prête plus à ces réflexions. « L'Empereur plaisanta sur ma modération »<sup>684</sup>. Deux conceptions de la paix s'opposent une nouvelle fois, et seul le résultat des campagnes militaires semble pouvoir donner raison à l'une ou l'autre : « [...] je la [la paix] trouvais dans plus de modération, dans une attitude moins menaçante de notre part contre toutes les puissances, tandis que l'Empereur ne la voyait que dans la soumission absolue de toutes ces puissances aux mesures qu'il exigeait »<sup>685</sup>.

À cette vision de la paix, dont nous avons déjà parlé, s'ajoute un patriotisme puissant et surtout économe du sang de ses compatriotes : « [...] cent Russes tués au-delà de l'Oder ne me paraissaient pas la compensation d'un seul Français tué sur le même terrain »<sup>686</sup>. Ces différentes raisons renforcent et étayent l'opposition de Caulaincourt que Napoléon cherche à briser au moyen de ce fameux pouvoir de persuasion que décrit le duc de Vicence et auquel il résiste au moyen d'une maxime qu'il se répète : « Ceci est juste, ceci est bien, ceci seulement est dans l'intérêt de la France, par conséquent dans le véritable intérêt de l'Empereur »<sup>687</sup>. Pénétré de son devoir et de sa fidélité, Caulaincourt, durant toute cette période, accepte les brimades et voit se profiler la guerre contre la Russie.

À Dresde, juste avant le départ pour le Niémen, Napoléon réunit les princes européens dans une sorte d'apothéose de l'unité européenne prête à repousser les hordes asiatiques. Le duc de Vicence est présent et l'empereur François II d'Autriche vient même lui parler, notamment de son ami Alexandre<sup>688</sup>. Dans l'esprit de tous, Caulaincourt est avant tout l'ami naïf du tsar, celui qui rêve encore de conserver l'alliance franco-russe pour concilier son amitié et sa fidélité et qui prône, comme son ami Talleyrand, un pacifisme européen. Mais les faits pour l'instant sont contre lui et les contemporains, malgré leur inquiétude, ne peuvent qu'y voir un phénomène marginal. Albert Vandal décrit ainsi le personnage lors du séjour à Dresde, avant l'épreuve des faits dans les plaines de Russie : « Caulaincourt, duc de Vicence, fixait les regards par sa haute taille, sa belle prestance, son extérieur sympathique et ouvert : on lui témoignait toutefois plus de considération que d'empressement. Son opposition à la guerre était connue, et cet homme intrépide, qui ne craignait pas de contredire le maître du

---

<sup>684</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 313.

<sup>685</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 313.

<sup>686</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 317.

<sup>687</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 314.

<sup>688</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 331.

monde, était considéré comme un phénomène rare, curieux, un peu inquiétant, à regarder de loin »<sup>689</sup>.

### *La marche vers Moscou : Caulaincourt et le parti de l'opposition*

La campagne commence par un accident de mauvais augure : l'Empereur tombe de cheval. Caulaincourt, comme d'autres témoins, commente cette chute : « Je fis sur-le-champ la réflexion que cela était d'un mauvais augure et, certainement, je ne fus pas le seul [...] »<sup>690</sup>. Ce qui aurait arrêté un esprit superstitieux ne suffit pas à dissuader Napoléon dans son entreprise. Les premiers événements ne lui sont pas défavorables : les Russes reculent et quittent même le camp retranché préparé par Barclay de Tolly. Mais vite le déroulement de la guerre inquiète l'Empereur et son entourage : les armées françaises ne font pas de prisonniers, les troupes s'éparpillent, les chevaux meurent, la manœuvre d'encerclement voulue par l'Empereur ne réussit pas. Napoléon ne remet pas en question le bien-fondé de la campagne, mais le recul russe l'entraîne de plus en plus profondément vers Smolensk et Moscou.

Le 1<sup>er</sup> juillet, Balachof, envoyé d'Alexandre auprès de Napoléon, est reçu par celui-ci en présence de Caulaincourt. Il s'agit de la dernière tentative de négociation : pour Albert Vandal c'est la rupture définitive entre les deux empereurs et la fin de son ouvrage sur l'alliance franco-russe. Lors du dîner avec Balachof, l'Empereur, reproduisant ce qu'il avait fait avec Kourakine, lance une pique au duc de Vicence qui prend très mal cette insulte faite devant l'ennemi :

« L'empereur Alexandre traite bien les ambassadeurs. Il croit faire de la politique avec des cajoleries. Il fait de Caulaincourt un Russe ».

C'était le reproche accoutumé. Comme il ne pouvait m'atteindre devant mes compatriotes qui me connaissaient assez pour apprécier, comme moi, le motif de cette espèce de reproche, je n'y faisais plus attention.

Répété avec intention comme un titre qu'on voulait me ménager sans doute à la bienveillance de l'empereur Alexandre, ce mot me choqua, et je ne pus m'empêcher de répondre d'un air piqué à l'Empereur :

— C'est sans doute parce que ma franchise a trop prouvé à Votre Majesté que je suis un très bon Français qu'elle veut avoir l'air d'en douter. Les marques de bonté dont m'a souvent honoré l'empereur Alexandre étaient à l'adresse de Votre Majesté. Comme votre fidèle serviteur, Sire, je ne les oublierai jamais.

L'Empereur, s'apercevant de l'irritation où j'étais, parla d'autre chose et

<sup>689</sup> A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. III, p. 418.

<sup>690</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 344.

congédia peu de temps après M. de Balachof.<sup>691</sup>

Napoléon tente de plaisanter sur le sujet, de montrer à tout le monde que Caulaincourt se leurre sur Alexandre : « Vous vous affligez, ajouta l'Empereur, du mal que je vais faire à votre ami »<sup>692</sup>. Le duc de Vicence explose, après toutes ces humiliations:

J'étais si outré de ce reproche : « Vous êtes Russe », que je ne pus me contenir. Je répondis à l'Empereur que j'étais plus Français que ceux qui soufflaient cette guerre, que je lui avais toujours dit la vérité, tandis que les autres faisaient des contes pour l'exciter, espérant lui plaire, que, sachant ce que je devais de respect à mon souverain, je supportais ses plaisanteries devant mes compatriotes, dont l'estime m'était acquise, mais que c'était m'outrager que de mettre en doute devant un étranger ma fidélité et mes sentiments français ; que je me faisais gloire, puisque Sa Majesté le publiait, d'être contre cette guerre, d'avoir tout fait pour l'empêcher, que je m'honorais même des désagréments et des chagrins qui en étaient résultés pour moi ; que, voyant depuis longtemps que mes services ne lui étaient plus agréables, je lui demandais à me retirer ; que, ne pouvant aller honorablement chez moi tant que la guerre durerait, je le priais de me donner un commandement en Espagne et la permission de partir dès le lendemain.<sup>693</sup>

Le duc de Vicence envisage sérieusement de quitter l'armée de Russie, outré par toutes ces vexations mesquines de la part de l'Empereur. Mais celui-ci, ne voulant pas en arriver là, tempère l'ardeur de son grand écuyer et règle l'affaire assez aisément en lui tirant une oreille et en lui disant : « Etes-vous fou de vouloir me quitter ? [...] Je vous estime, vous le savez, et n'ai point voulu vous blesser »<sup>694</sup>. Tout cela montre les difficultés de la situation de Caulaincourt lors de cette campagne mais aussi son importance pour Napoléon qui, tout en le critiquant souvent, estime son jugement et veut le garder à ses côtés.

Tout au long de la marche vers Moscou, Caulaincourt se borne à son office de grand écuyer. Il s'occupe notamment du service des estafettes, chargées de convoier le courrier de France en Russie et réciproquement<sup>695</sup>. Son action est assez proche de celle d'un intendant, il organise les déplacements de l'Empereur, est chargé par lui de différentes missions. On le voit aussi visiter les hôpitaux, afin de « donner de l'argent aux blessés, de les consoler, de les encourager »<sup>696</sup>. À cette occasion, il stigmatise les défauts d'organisation et le dénuement tragique des soldats. Il décrit l'avancée tragique de l'armée française où déjà se profile le désastre. C'est là l'essentiel de son opposition durant la première phase de la campagne.

Napoléon, vraisemblablement avant tout pour se rassurer, critique les réflexions du duc

---

<sup>691</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 355.

<sup>692</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 356.

<sup>693</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 357.

<sup>694</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 358.

<sup>695</sup> Les documents de ce service des estafettes sont conservés dans AN 95 AP 12.

<sup>696</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 375.

de Vicence, notamment ce qu'il a pu dire sur l'hiver russe. En l'occurrence, la température est plus que clémente et l'Empereur affirme que « nous l'avions trompé sur le climat de la Russie comme sur le reste, que ce pays était comme la France, seulement que l'hiver y durait plus longtemps, et qu'on avait, pendant six ou sept mois, le froid que nous avons quelquefois pendant douze à quinze jours. Ces reproches, faits souvent avec aigreur, se renouvelaient en toute occasion. Je représentais vainement à l'Empereur que je n'avais rien exagéré, que je lui avais dit la vérité sur tout comme le plus fidèle de ses serviteurs. Je ne le persuadais pas »<sup>697</sup>. Caulaincourt, de même que Berthier<sup>698</sup>, ne parvient pas à persuader Napoléon des difficultés qui l'attendent et du danger qu'il peut y avoir à continuer sa marche vers Moscou. Le « parti de la paix » qui s'est formé avant la campagne, prêche en toute occasion les arguments de la modération, critique les défauts d'organisation de l'armée et surtout tente de détourner l'Empereur de ses illusions :

Le prince de Neuchâtel ne se décourageait pas plus que moi, que nous tous, et nous tâchions en toutes occasions d'éclairer Sa Majesté sur sa véritable situation et de calmer cette fougue qui tendait à nous faire courir tout à fait les aventures. [...] Chacun redoublait de zèle pour parer aux inconvénients d'une position qui devenait chaque jour plus difficile. Citer le prince de Neuchâtel, le duc de Frioul, les comtes Daru<sup>699</sup>, de Lobau<sup>700</sup>, Durosnel<sup>701</sup>, de Turenne<sup>702</sup>, de Narbonne, le duc de Plaisance<sup>703</sup>, parmi ceux qui ne laissaient échapper aucune occasion d'éclairer l'Empereur<sup>704</sup>, ce n'est que rendre hommage à une vérité que l'élévation et la franchise de leur

---

<sup>697</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 381.

<sup>698</sup> Sur le rôle de Berthier et sur l'influence que Caulaincourt a sur lui, selon Napoléon, *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 383 : « Quelque sévère et dur que fût l'Empereur pour le prince de Neuchâtel, dès que celui-ci en trouvait l'occasion, il lui parlait de la France, de l'affaiblissement de notre cavalerie, de l'état de l'artillerie, des conséquences que pourraient avoir les moindres revers et du mécontentement qui existait en Allemagne. Ses réflexions étaient rarement bien reçues, mais cela ne l'empêchait pas de revenir à la charge. L'Empereur lui disait souvent que c'était Caulaincourt qui lui mettait ces idées dans la tête, qu'il le rendait Russe. Aussi, avais-je souvent ma bonne part de sa mauvaise humeur, surtout quand l'occasion se présentait de lui tenir le même langage ».

<sup>699</sup> Pierre Daru (1767-1829) : intendant général de la Grande Armée, il prépare la campagne de Russie tout en y étant opposé.

<sup>700</sup> Georges Mouton, comte de Lobau (1770-1838) : général de division, il se distingue en Espagne et en Autriche en 1809, il est aide-major général de la garde en 1813.

<sup>701</sup> Antoine Durosnel (1771-1849) : aide de camp du général d'Harville, oncle de Caulaincourt, il est nommé écuyer cavalcadeur de l'Empereur, d'où ses liens avec le grand écuyer. En 1809, il est aide de camp de l'Empereur et gouverneur des pages. En 1812, il commande les gendarmes de la Grande Armée et est aide-major général de la cavalerie.

<sup>702</sup> Henri de Turenne (1776-1852) : issu d'une des plus grandes familles de la noblesse, Turenne refuse d'émigrer et se rallie à l'Empire. Chambellan de Napoléon en 1809, il est maître de la garde-robe en 1812 et promu colonel lors de la campagne de Russie. Il reste fidèle jusqu'au bout à Napoléon.

<sup>703</sup> Charles-François Lebrun, duc de Plaisance (1739-1824) : troisième consul de Bonaparte, architrésorier d'Empire, il s'oppose à la suppression du Tribunat et se retire de la vie politique en 1807, avant d'organiser l'annexion de la Hollande, en 1810.

<sup>704</sup> Voir le témoignage de Ségur, *Histoire et mémoires*, t. IV, p. 93 : « Ces ministres et ces généraux, chacun en ce qui les concernait, n'épargnaient pas la vérité à l'Empereur. S'il arrivait qu'elle l'irritât, alors Duroc, sans céder, s'enveloppait d'impassibilité ; Lobau résistait avec rudesse ; Berthier gémissait et se retirait les larmes aux yeux ; Caulaincourt et Daru, l'un pâlisant, l'autre rougissant de colère, repoussaient les vives dénégations de l'Empereur, le premier avec une impétueuse opiniâtreté et le second avec une fermeté nette et sèche ».

caractère avait consacrée depuis longtemps. Les détracteurs de cette grande époque diront ce qu'ils voudront : jamais souverain n'a été entouré de plus d'hommes capables, gens de bien avant tout et nullement courtisans, quels que fussent l'admiration et l'attachement qu'on professât pour le Grand Homme. Les circonstances extraordinaires, au milieu desquelles nous vivions, avaient moins éveillé l'ambition que le zèle et le dévouement. Avec des formes que nuançaient les caractères et les habitudes de chacun, à quelque porte qu'eût frappé l'Empereur, il était sûr de trouver, s'il l'eût demandé, une vérité même désobligeante plutôt qu'un flatteur. La gloire, soit qu'on en fût rassasié, soit que la raison portât à se méfier de ses prestiges, n'avait enivré personne. On était resté modéré et bon Français avant tout.<sup>705</sup>

Pour Caulaincourt, il n'y a pas de doute à avoir : ceux qui ont tenté d'avertir l'Empereur sont les seuls bons Français, conduits par une vraie fidélité, tandis que ceux qui servent Napoléon à la lettre le desservent sur le long terme. Toute l'opposition que tolère Caulaincourt est circonscrite dans ce dévouement plus large, plus global, plus authentique selon lui. Elle est aussi une opposition foncièrement conservatrice, comme l'est le personnage du duc de Vicence. S'opposer à la campagne, c'est tenter de sauvegarder les acquis de l'Empire : « La Révolution comprimée, la religion rétablie, nos lois, notre administration, notre industrie centuplée, l'état prospère de nos finances, tout ne nous révélait-il pas, à chaque instant, ce que nous devons à l'Empereur et ce que nous pouvions encore espérer de lui ? »<sup>706</sup> Il faut dès lors tout faire pour ne pas perdre ces acquis, et ce quoi qu'il en coûte. « Il est certain que cette opposition, si j'en juge d'après moi, ne dérivait que du sentiment conservateur des intérêts de la propre gloire de l'Empereur »<sup>707</sup>. Caulaincourt s'affirme donc comme le véritable serviteur qui prévient son maître de dangers qu'il ne peut encore apercevoir mais qui sont susceptibles de ruiner son œuvre, une œuvre foncièrement opposée aux tendances révolutionnaires selon le duc de Vicence.

Tous ces avertissements ne restent pas totalement lettre morte, surtout quand les événements laissent présager une issue funeste à l'entreprise. Le recul des armées russes se poursuivant, Napoléon envisage un moment de ne pas poursuivre la marche plus loin. Caulaincourt applaudit à ce choix mais doit vite déchanter et comprendre que ses mises en garde ne sont pas d'un poids suffisant dans l'esprit de l'Empereur, que tout succès berce de nouvelles illusions.

Je lui répondis que cette marche [arrêter la marche des armées françaises] était réellement celle qui lui donnerait la paix, parce qu'elle le fortifiait à mesure qu'il avançait, qu'elle ne lui faisait pas courir des chances trop éloignées, que la marche des Russes lui prouvait assez qu'ils voulaient l'attirer dans l'intérieur, l'éloigner de ses points d'appui, l'enfermer dans leurs

<sup>705</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 384-385.

<sup>706</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 386.

<sup>707</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 386-387.

glaces, et qu'il ne fallait pas jouer leur jeu, etc. Sa Majesté parut approuver fort mes réflexions et avoir tout à fait pris son parti ; je me hâtai de raconter ma conversation au prince de Neuchâtel pour qu'il tâchât de maintenir l'Empereur dans ces sages dispositions, mais il parut douter qu'elles survécussent à la prise de Smolensk<sup>708</sup>. Hélas! Il avait trop raison ; elles m'avaient rendu si heureux que je m'étais laissé aller à des illusions !<sup>709</sup>

Les tentatives pour stopper la marche des armées françaises vers Moscou sont en définitive un échec complet. De même, les rares tentatives de négociations avec les Russes échouent rapidement face à la détermination d'Alexandre et à celle de Napoléon qui se nourrit des quelques succès rencontrés par ses armées. La bataille de la Moskowa, le 7 septembre 1812 est une victoire plus que douteuse qui augmente encore pour le duc de Vicence l'aspect dramatique de cette guerre. Son frère est tué lors de la prise de la Grande Redoute qui décide de la bataille. Ce malheur devient le signe de malheurs à venir : « La mort de mon malheureux frère n'avait pu qu'ajouter à mes tristes pressentiments qu'il partageait »<sup>710</sup>. Après La Moskowa<sup>711</sup>, les armées françaises font leur entrée dans Moscou, que viennent de quitter les troupes de Koutouzof. Après avoir tout fait pour tenter de convaincre Napoléon de ne pas s'aventurer en Russie, puis de s'arrêter dans une des villes conquises (Vilna<sup>712</sup>, Vitebsk<sup>713</sup>, Smolensk), Caulaincourt va essayer de le persuader de quitter au plus vite Moscou. L'idée du « parti de l'opposition » est simple : « Quant à nous, nous étions bien d'accord qu'il n'y avait d'autre moyen de finir cette guerre que de quitter Moscou quarante-huit heures après y être entré, si l'ennemi nous le livrait, et de revenir à Witepsk »<sup>714</sup>.

### *Caulaincourt et l'hiver russe*

Dès le premier soir de Napoléon au Kremlin, le 15 septembre, un nouveau drame vient mettre en péril le séjour des Français : l'incendie de Moscou<sup>715</sup>. Sans revenir sur la polémique qui entoure les causes de cet incendie, il faut montrer son impact psychologique sur les

---

<sup>708</sup> Ville de Russie, sur le Dniepr, dont la prise fut particulièrement meurtrière.

<sup>709</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 393.

<sup>710</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 437.

<sup>711</sup> Borodino pour les Russes, qui revendiquent la victoire.

<sup>712</sup> L'actuelle Vilnius, capitale de la Lituanie.

<sup>713</sup> Ville de Biélorussie, sur la route vers Moscou.

<sup>714</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 437.

<sup>715</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 11 : « À 10 heures et demie, mon valet de chambre, homme actif, qui avait été avec moi à Pétersbourg pendant mon ambassade, m'éveilla et me dit que la ville était en feu depuis trois quarts d'heure ».

Français et sur le duc de Vicence qui décrit l'horreur qui les environne. Caulaincourt participe activement à la lutte contre le feu, dans les écuries du Kremlin, au palais Galitzine où il loge et sur le pont sud du Kremlin<sup>716</sup>. Après avoir quitté la ville durant quelques jours, l'Empereur et son entourage reviennent s'installer au Kremlin : « Notre retour à Moscou fut au moins aussi triste qu'avait été notre départ. Je ne puis exprimer tout ce que j'avais éprouvé depuis la mort de mon frère. Le spectacle de ces derniers événements acheva de m'accabler. L'horreur de tout ce qui nous environnait ajoutait encore au chagrin de sa perte. Si on ne peut sentir exclusivement ses peines personnelles quand on est entouré de tant de douleurs et spectateur de tant d'infortunes, on n'en est que plus malheureux. J'étais accablé ! Heureux ceux qui n'ont pas vu cet affreux spectacle, cette image de la destruction ! »<sup>717</sup> On voit bien ici l'état d'esprit d'un homme accablé par les malheurs de ses compatriotes, par sa tristesse personnelle mais aussi par le décor de désolation qui l'entoure. On atteint ici à la valeur émotionnelle de la campagne de 1812 pour le duc de Vicence. Elle est vécue comme une véritable douleur, et ce à différents niveaux. Le premier c'est le niveau personnel, à savoir la souffrance provoquée par la mort de son frère à Borodino : elle reste en toile de fond pour toute la fin de la campagne. La seconde souffrance est liée à la dissolution de l'alliance franco-russe et à la guerre qui est menée par son pays contre son ami Alexandre. La troisième est liée à la ruine prochaine de l'œuvre de Napoléon, qu'il critique mais admire, et qu'il voit se fourvoyer dans les plaines de Russie. La dernière est la plus large : tristesse de voir la ruine de son pays, douleur de participer à un désastre annoncé, de voir souffrir et mourir des compatriotes pour un objectif politique qu'il réprovoe au plus haut point. Toutes ces raisons font de la campagne de 1812 un moment hautement tragique de la vie de Caulaincourt, une conjoncture presque apocalyptique, la fin de beaucoup de choses qui lui étaient chères.

À Moscou, son objectif immédiat est de persuader l'Empereur de faire demi-tour. Il ne croit pas à son projet de s'installer au Kremlin pour y passer l'hiver<sup>718</sup>. Cet hiver russe devient pour lui le souci principal et l'argument mis en avant pour convaincre Napoléon, même si le beau temps ne joue pas en sa faveur. Durant le séjour moscovite, Caulaincourt est la plupart du temps ignoré par son maître<sup>719</sup> qui se moque de ses présages : « Voilà un échantillon de ce terrible hiver de Russie dont M. de Caulaincourt fait peur aux enfants »<sup>720</sup>. Une autre fois, après une discussion avec son grand écuyer, l'Empereur lâche à Duroc et Berthier :

---

<sup>716</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 14.

<sup>717</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 21.

<sup>718</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 24-25.

<sup>719</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 40 : « L'Empereur, ne causant plus avec moi depuis longtemps [...]. »

<sup>720</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 42.

« Caulaincourt se croit déjà gelé »<sup>721</sup>. Face à ce mépris du danger, le duc de Vicence s'active en prévision des futures difficultés de l'armée, en commençant par l'équipement de ses propres hommes. Il montre par là, dans ses *Mémoires*, les drames qui auraient pu être évités et ses réussites personnelles :

Je fis payer la solde à tous les employés de mon service et donnai l'ordre de doubler les capotes avec des fourrures ou au moins le collet à ceux qui ne pouvaient s'en procurer d'assez grandes. J'ordonnai aussi qu'on se fit des gants et des bonnets fourrés. C'est à cette prévoyance, dans le premier moment où il était assez facile de se procurer des fourrures et au soin et à l'énergie du sieur Gy [premier piqueur de la maison de l'Empereur], qui commandait l'équipage, et qui, m'ayant suivi à Pétersbourg, connaissait le climat de la Russie, que je dus de pouvoir assurer le salut des bons et braves serviteurs de l'Empereur qui étaient sous mes ordres.

En arrivant, j'avais organisé de nombreux ateliers pour augmenter les moyens de transporter des biscuits et de l'avoine. Je fis forger un grand nombre de fers à glace ; je pris, en un mot, toutes les précautions nécessaires pour ne pas être embarrassé, si l'on faisait des mouvements pendant l'hiver, et j'eus la satisfaction de leur devoir le salut de mes malades et celui des équipages jusqu'à Wilna.<sup>722</sup>

Il faut insister sur l'importance de l'expérience pétersbourgeoise de 1807 pour la campagne de 1812, au niveau des conditions matérielles. Caulaincourt et ceux qui l'ont accompagné lors de son ambassade sont au fait des réelles conditions de l'hiver russe et sont par conséquent beaucoup plus prévoyants. Le rôle de prophète qui incombe au grand écuyer trouve sa justification dans son expérience personnelle, et se greffe sur son sens de l'organisation et de l'intendance qui domine son caractère depuis l'époque des guerres révolutionnaires<sup>723</sup>.

Ne côtoyant Napoléon que du fait de sa charge de grand écuyer, occupé à ses préparatifs, le duc de Vicence organise sa vie au Kremlin en toute simplicité, loin des formidables pillages qui l'entourent, tentant même de préserver certaines pièces : « Je crus pouvoir me dispenser d'y aller [au spectacle], ne sortant de chez moi que pour accompagner l'Empereur à cheval. Je lisais beaucoup et ne manquais point de livres, quoique l'hôtel Galitzin, où j'avais établi mes gens et mes équipages, eût été pillé de fond en comble pendant la nuit que nous avons été à Pétrouskoïé<sup>724</sup>. J'occupais au Kremlin deux petites pièces sur la terrasse au midi. À l'exception des grands appartements, rien n'était meublé, mais on achetait pour peu de choses les meubles sauvés des maisons incendiées ou ceux des boutiques que les

---

<sup>721</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 56.

<sup>722</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 26.

<sup>723</sup> On l'a vu ainsi lors du retour de Constantinople à Paris en 1797, en qualité de *Mihmandar* de l'envoyé ottoman.

<sup>724</sup> Localité de la banlieue de Moscou où se replie Caulaincourt durant l'incendie de Moscou.

ébénistes avaient abandonnées. J'achetai aussi, pour quelques napoléons, tous les portraits de la famille impériale de Russie, dont les soldats se faisaient des abris dans leurs bivouacs »<sup>725</sup>.

Le « 2 ou 3 octobre »<sup>726</sup>, Napoléon parle à nouveau d'affaires à Caulaincourt, lui proposant notamment d'aller à Saint-Pétersbourg pour tenter de conclure la paix avec Alexandre. Le duc refuse une initiative qui lui paraît inutile et vaine<sup>727</sup>. Comme à son habitude, Napoléon tente de convaincre Caulaincourt des velléités de paix de la part des Russes, mais le duc de Vicence voit plutôt dans l'incendie de Moscou une preuve de leur bellicisme et est bien sûr que, étant donné la situation des armées françaises, l'heure n'est plus aux négociations :

Voyant qu'il ne pouvait me déterminer, l'Empereur ajouta qu'à commencer par moi, tous ceux qui avaient été en Russie lui avaient fait des contes sur le climat et insista de nouveau sur sa proposition. Pensant peut-être que ma répugnance ne tenait qu'à une espèce d'embarras de me présenter à Pétersbourg, où j'avais été si bien traité, dans un moment où la Russie était si ravagée, l'Empereur me dit :

— Eh bien! N'allez qu'au quartier général du maréchal Kutusof.

Je répondis que l'un n'aurait pas plus de succès que l'autre. J'ajoutai que je me rappelais ce que l'empereur Alexandre m'avait dit dans un autre temps, que je connaissais son caractère et que je refusais la mission qu'il voulait bien me confier, parce que j'étais sûr qu'il ne signerait pas la paix dans sa capitale ; que cette démarche de notre part devant être sans résultats, il était plus convenable de ne pas la faire.

L'Empereur me tourna sèchement les talons, en me disant :

— Eh bien! J'enverrai Lauriston ; il aura l'honneur d'avoir fait la paix et de sauver la couronne à votre ami Alexandre.<sup>728</sup>

Les piques de l'Empereur ne parviennent pas à convaincre le duc qui refuse, avec raison. En effet, la mission de Lauriston ne dépasse pas le camp de Koutouzov. Parlant de cet échec avec son grand écuyer, Napoléon tente de se convaincre de l'avantage qu'il représente. La formule qu'il utilise est une preuve du crédit particulier dont jouit le duc de Vicence dans son esprit, crédit que n'a pas entamé son ambassade à Saint-Pétersbourg, bien au contraire : « Vous avez eu raison, ajouta l'Empereur, de ne pas vous charger de cette mission : vous leur auriez fait entendre raison »<sup>729</sup>. La conversation se poursuit entre les deux hommes.

---

<sup>725</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 41.

<sup>726</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 46.

<sup>727</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 46 : « « Voulez-vous aller à Pétersbourg ? me demanda l'Empereur. Vous verrez l'empereur Alexandre. Je vous chargerai d'une lettre et vous ferez la paix ». Je répondis que cette mission serait fort inutile, qu'on ne me recevrait pas ».

<sup>728</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 47. Ségur relate aussi cet événement et fait au passage un petit portrait du duc de Vicence en 1812. Ségur, *Histoire de Napoléon et de la Grande Armée...*, t. II, p. 54 : « Ce grand officier avait plu à Alexandre : il était le seul, entre tous les grands de la cour de Napoléon, qui eût pris quelque ascendant sur son rival ; mais, depuis quelques mois, Napoléon le repoussait de son intimité, n'ayant pu lui faire approuver son expédition ». Refus de Caulaincourt que Ségur dit, p.55 : « plus capable d'opiniâtreté que de flatterie ».

<sup>729</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 63.

L'Empereur se courrouce lorsque son interlocuteur emploie le terme « embarras » et demande de quels embarras il parle : « Mais l'hiver, Sire, répondis-je, en sera déjà un bien grand, le manque de magasins, de chevaux pour votre artillerie, de transports pour vos malades et vos blessés, les mauvais vêtements de vos soldats. Il faudrait à chacun une peau de mouton, des gants bien fourrés, un bonnet pour couvrir ses oreilles, de grands chaussons, des bottes pour les empêcher d'avoir les pieds gelés. Tout vous manque. On n'a pas préparé un fer à crampon pour les chevaux. Comment traîneront-ils l'artillerie ? Ce que j'aurais à dire à Votre Majesté serait à l'infini. Ensuite l'interruption de vos communications. La saison est encore belle : que sera-ce dans quinze jours, dans un mois, peut-être même plus tôt ? »<sup>730</sup> Ce ton prophétique, sûrement véridique dans le fond est peut-être un petit peu embelli par le recul... Quoi qu'il en soit, il est certain que Caulaincourt est un fervent partisan du retour en France, afin d'éviter la rudesse de l'hiver, et un critique averti de l'état des fournitures de l'armée<sup>731</sup>. Que l'on compare seulement avec ses propres achats pour l'ambassade de Pétersbourg<sup>732</sup>...

Le séjour à Moscou devient de plus en plus problématique. L'administration de la ville, par Mortier et Lesseps<sup>733</sup>, semble témoigner d'une volonté de passer l'hiver au Kremlin. De même, l'Empereur envisage des projets à long terme, comme l'émancipation des serfs, projet que réprouve Caulaincourt et auquel son maître n'est pas vraiment attaché<sup>734</sup>. Mais un point crucial va emporter la décision de Napoléon : les communications avec la France. Tant qu'il peut gouverner l'Europe du Kremlin, l'Empereur ne presse pas le retour. En décidant de faire porter sur les feuilles de route, par les estafettes, des mentions concernant les conditions du voyage, Caulaincourt montre à son maître le danger qui se profile d'être totalement coupé de la France<sup>735</sup>. En effet, les courriers prennent de plus en plus de temps à parvenir à Moscou, à cause des attaques des Cosaques notamment.

---

<sup>730</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 63.

<sup>731</sup> Il s'intéresse particulièrement aux chevaux, son domaine de prédilection et affirme qu'« avec des fers à glace et quelques soins, on eût certainement sauvé le plus grand nombre », *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 79.

<sup>732</sup> Voir 1<sup>ère</sup> partie, II, 1.

<sup>733</sup> Caulaincourt parle de lui avec beaucoup de respect : *Mémoires de Caulaincourt*, II, p.79 : « ce brave homme », p.80 : « le digne et respectable M. de Lesseps ». « Il prouva, dans cette occasion, qu'il n'avait pas oublié l'hospitalité qu'il avait reçue en Russie pendant trente ans et notamment depuis le Kamtchatka jusqu'à Pétersbourg, lorsque M. de la Pérouse, avec lequel il était embarqué, l'envoya porter des dépêches en France. J'ai été témoin des efforts de cet homme de bien ; il m'a souvent confié ses chagrins, tout ce que l'aspect de tant de malheurs lui faisait éprouver. Je ne suis que vrai en rendant justice aux honorables sentiments qui l'ont toujours guidé ».

<sup>734</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 82: « Lesseps est comme vous, contre l'émancipation. Cependant, des personnes qui connaissent aussi bien que vous les Russes ne pensent pas de même. Vous êtes contre parce que ce ne serait pas de bonne guerre contre votre ami Alexandre. Cependant ces incendies ne sont pas de bonne guerre non plus. Ils justifieraient bien quelques représailles. Au reste, je pense comme vous sur cette émancipation. »

<sup>735</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 89 et AN 95 AP 12.

Dès lors, surtout après le revers essuyé par Murat le 18 octobre<sup>736</sup>, le départ est inévitable, la retraite s'amorce. Après le combat de Maloïaroslavets, mené par le prince Eugène contre Koutouzov, le retour vers la France s'annonce difficile et Napoléon prend la mesure des dangers qui s'annoncent. Il s'en ouvre au duc de Vicence, le 25 octobre, en ces termes : « Ceci devient grave, me dit-il. Je bats toujours les Russes, mais cela ne termine rien »<sup>737</sup>.

Il est inutile de s'attarder sur les malheurs qui touchent l'armée française lors de cette fameuse retraite. Caulaincourt suit l'Empereur et est témoin des principales scènes qui frappent les mémoires. Il est présent lorsqu'un parti de Cosaques met en danger la sécurité de l'empereur des Français, suivi seulement de ses proches<sup>738</sup>. Lui et Berthier défendent aussi le général Wintzingerode (ainsi que son aide de camp Narishkine), capturé par les troupes françaises et accusé de trahison par Napoléon, parce qu'il était né allemand et servait le tsar comme aide de camp. On voit, à travers cet exemple, la communauté d'esprit entre officiers français et russes, perdurant malgré les horreurs de la guerre qui les entourent.

Devant toutes les difficultés qu'il rencontre, harcèlement des Cosaques, éparpillement des troupes, froid de plus en plus intense<sup>739</sup>, Napoléon envisage, lors d'une conversation avec le duc de Vicence, dans la nuit du 28 au 29 octobre, son retour à Paris, afin de faire face à la réaction de l'Europe et de rassurer les esprits dans la capitale française. Caulaincourt approuve cette décision, tout en représentant à son maître l'état de délabrement avancé de l'armée :

Je répondis à l'Empereur que, par la même raison que je croyais le mal plus grand qu'il ne le voyait et qu'il ne le pensait, je n'hésitais pas pour le remède ; qu'il n'y en avait qu'un seul, qui était de dater ses ordres du jour, comme ses décrets, du palais des Tuileries ; que je ne m'arrêtais pas aux considérations secondaires, à ce qu'on dirait et penserait à l'armée, quand il était question de ce qu'on pourrait penser en Europe. [...]

Je cherchai à éclairer l'Empereur sur la situation réelle de l'armée ; je lui représentai le mal et sa désorganisation comme d'autant plus difficiles à arrêter que le découragement de quelques chefs en était cause.[...] Je parlai à l'Empereur de l'impression que ferait, non seulement en France mais en Europe, la nouvelle de sa retraite et, plus encore, celle des désastres auxquels il ne voulait pas encore croire et je conclus que son retour en était le contrepoids nécessaire.<sup>740</sup>

---

<sup>736</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 73.

<sup>737</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 93.

<sup>738</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 93-99.

<sup>739</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 198-199 : « Le froid était tel que, même au feu de la forge, les ouvriers ne travaillaient qu'avec des gants et restaient, au plus, une minute sans se frotter les mains, pour les empêcher de se geler. On peut juger par ces détails, si insignifiants dans toute autre circonstance, des causes de nos désastres et de tout ce qu'il aurait fallu prévoir pour les éviter. C'est à ces causes qu'il faut les attribuer en grande partie et non à la fatigue et aux attaques de l'ennemi ».

<sup>740</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 114.

Le 21 novembre, la décision est prise<sup>741</sup> et Caulaincourt est choisi pour accompagner l'Empereur dans son traîneau. Il est certain que sa charge de grand écuyer le prédestine à une mission de ce genre mais on peut aussi penser que, vu le rôle joué par le duc de Vicence et la portée rétrospective de ses prophéties, il est la personne la plus adaptée pour discuter de ce désastre avec Napoléon.

Avant ce départ, Caulaincourt est encore témoin d'une des plus grandes catastrophes de la campagne : le passage de la Bérézina. D'un point de vue théorique, il s'agit d'une victoire militaire, et presque d'un miracle dans la mesure où les débris de l'armée française auraient pu être annihilés et Napoléon capturé, mais les civils qui suivent l'armée font l'objet d'un véritable massacre perpétré par les troupes russes : « Spectateurs malheureux de ces scènes d'horreur et de cruauté, les Français purent, de la rive sur laquelle nous étions, compter en quelque sorte les victimes qu'immola la barbarie des Russes, sans pouvoir les secourir. On perdit 10 000 hommes »<sup>742</sup>. Le duc de Vicence est horrifié par ces scènes où il stigmatise la cruauté des Slaves, preuve que son attachement au système franco-russe tient essentiellement à son amitié pour Alexandre et pour les aristocrates de Saint-Pétersbourg. Il partage foncièrement les préventions de ses compatriotes contre les peuples faiblement civilisés de la Russie.

Après ce passage éprouvant, commencent les préparatifs du départ de Napoléon pour les Tuileries. L'escorte est très réduite et le duc de Vicence est confirmé comme compagnon de route de l'Empereur : « Il [Napoléon] me parla des personnes qu'il emmènerait. Ce choix se borna à moi pour partir avec lui, au duc de Frioul et au comte de Lobau pour le suivre, à M. Wonsowicz, officier polonais qui avait fait toute la campagne et dont le courage et le dévouement étaient éprouvés. Les autres aides de camp de l'Empereur et les officiers de sa Maison étaient désignés pour le rejoindre successivement. Chaque semaine, le prince de Neuchâtel devait lui expédier deux de ses officiers d'ordonnance. Il ne prenait d'escorte que jusqu'à Wilna. La cavalerie napolitaine, qui accompagnait la division Loison, la fournirait. Au delà de Wilna, il voyagerait sous le nom du duc de Vicence »<sup>743</sup>. Le 5 décembre 1812, à 10 heures du soir<sup>744</sup>, Napoléon quitte l'armée en compagnie de Caulaincourt. Commence alors un des plus formidables tête-à-tête de l'Histoire, après un des plus grands désastres de l'histoire militaire. Le froid prévu par le duc de Vicence a consacré la ruine de la Grande Armée. Reste

---

<sup>741</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 166-167: « L'Empereur me parla ensuite de son voyage en France comme d'une chose arrêtée et me dit que je l'accompagnerais, qu'il n'avait pas besoin d'un autre capitaine des gardes ».

<sup>742</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 186.

<sup>743</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 198.

<sup>744</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 205.

à faire le bilan de cette campagne et à envisager un avenir où Caulaincourt est amené à jouer un rôle particulier.

### *Le retour en traîneau*

Le retour de Napoléon et Caulaincourt vers Paris occupe la seconde moitié du deuxième volume des *Mémoires*. Le récit du duc de Vicence suit les postes à travers l'Allemagne, tout en reproduisant les longues conversations que tiennent les deux hommes, sur différents sujets, tant sur la Russie que sur la politique européenne, sur les hommes de l'époque que sur la jeunesse de l'Empereur. Ce récit est essentiel pour l'histoire de l'Empire et il est difficile de le synthétiser du fait de la profusion de sujets abordés et de l'imbrication entre discussions et étapes du voyage. Nous allons toutefois nous arrêter sur les questions qui intéressent directement le rôle de Caulaincourt lors de la campagne, celles qui donnent une idée de sa pensée ou celles qui éclairent un aspect de sa personnalité. Car durant tout ce voyage, le duc de Vicence n'est pas un auditeur passif mais un véritable interlocuteur lors des débats qui s'instaurent<sup>745</sup>. Il est aussi celui qui organise le voyage, en adéquation avec sa charge de grand écuyer de l'Empereur.

Sujet inépuisable et surtout inévitable : la guerre contre la Russie. Malgré tous les désastres, Napoléon tente toujours de convaincre le duc de Vicence de la logique de cette guerre que toute l'Europe doit approuver. Il développe le concept de croisade contre la Russie, nécessaire selon lui à la protection de la civilisation occidentale<sup>746</sup> : « Les Russes doivent paraître un fléau à tous les peuples, me disait-il encore ; la guerre contre la Russie est une guerre toute dans l'intérêt bien calculé de la vieille Europe et de la civilisation. [...] Les revers que vient d'éprouver la France feront cesser toutes les jalousies, mettront fin à toutes les

---

<sup>745</sup> Il est même poussé en ce sens par Napoléon, *Mémoires de Caulaincourt*, II, 374 : « Si j'ai omis beaucoup de choses dans les détails que je viens de donner sur les conversations que j'ai eues avec l'Empereur pendant notre long tête-à-tête, je puis, du moins, garantir l'exactitude de ceux que je rapporte et, le plus souvent même, celle des paroles. Ma conscience ne m'a pas plus trompé que ma mémoire. J'avais depuis longtemps l'habitude de dire franchement à l'Empereur ce que je pensais, sans craindre de le choquer, et je lui dois la justice de déclarer que, pendant ce voyage, il m'a plutôt invité à casser les vitres qu'à ménager mes expressions. Il m'y encourageait même par la franchise de sa discussion et de ses confidences. Il m'a prouvé ce que je pensais déjà, que, s'il n'aimait pas toujours toutes les vérités, il estimait, cependant, ceux qui les disaient en conscience ».

<sup>746</sup> On peut observer l'évolution de la pensée de Napoléon à ce sujet. D'une guerre politique pour préserver le système continental, on est passé à une guerre idéologique entre deux continents. C'est une argumentation de vaincu qui cherche à rallier les ennemis de demain autour d'une cause supérieure.

inquiétudes qu'a pu faire naître sa puissance ou son influence. On ne doit plus voir qu'un ennemi en Europe. Cet ennemi, c'est le colosse russe »<sup>747</sup>. Caulaincourt réplique : « C'est Votre Majesté que l'on craint ; c'est elle qui est l'objet de l'inquiétude générale, l'objet qui empêche d'apercevoir les autres dangers. C'est la monarchie universelle que les cabinets redoutent »<sup>748</sup>. Le duc de Vicence montre à l'Empereur le véritable état d'esprit des puissances européennes qui voient d'abord le péril le plus proche. Mais est-il possible de croire que Napoléon se berce de pareilles illusions? Ne tente-t-il pas plutôt de justifier *a posteriori* sa guerre, et d'en atténuer l'échec ?

Les justifications de Napoléon concernent aussi le déroulement de la campagne militaire. Il s'agit à nouveau de faire la part du vrai dans les mises en garde du duc de Vicence et de minimiser l'échec. L'Empereur reconnaît que ce fût une erreur d'attendre à Moscou et d'avoir été trompé par le beau temps. Toutefois il récuse les « proclamations prophétiques »<sup>749</sup> d'Alexandre et montre la politique au jour le jour des Russes et leur graves erreurs militaires. Sur ce point il a indéniablement raison et l'on s'étonne encore de l'incapacité des Russes qui n'ont pu écraser les débris français ni capturer l'Empereur. Cet échec est sûrement à imputer à un état de délabrement des troupes russes comparable à celui de l'armée française. Napoléon reconnaît donc implicitement que Caulaincourt avait raison, sur deux points au moins : la rigueur de l'hiver russe et la nécessité de ne pas s'attarder à Moscou<sup>750</sup>. Dans son esprit, le duc de Vicence a gagné une envergure supplémentaire, et il accepte de lui donner raison sur ces questions qu'il a défendues pendant les longs mois de la campagne. Après cet épisode, il n'est plus question de le critiquer à ce sujet : les événements ont été assez éloquents.

Durant le voyage, les sujets abordés sont nombreux, notamment en ce qui concerne la politique européenne. La discussion passe sur les sujets habituels, la guerre contre l'Angleterre, l'équilibre de l'Europe, l'ambition de Napoléon. Napoléon met encore en avant la

---

<sup>747</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 213.

<sup>748</sup> *Ibid.*

<sup>749</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 219-220.

<sup>750</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 315 : « Cette guerre de Russie est une mauvaise affaire, me dit l'Empereur, en me cherchant amicalement l'oreille pour me la tirer. Je me suis trompé, M. le grand écuyer, non sur le but et l'opportunité politique de cette guerre, mais sur la manière de la faire. Il fallait rester à Witepsk. Alexandre serait aujourd'hui à mes genoux. La séparation de l'armée russe, après le passage du Niémen, m'a ébloui. Les Russes, n'ayant pu nous vaincre nulle part, et Kutusof ayant été imposé à Alexandre à la place de Barclay, qui valait mieux que lui, j'ai cru que des gens qui ne savaient pas se battre et un souverain qui se laissait imposer un mauvais général se décideraient à faire la paix. Je suis resté quinze jours de trop à Moscou. Le résultat fera dire que les Russes sont invincibles chez eux, à cause de leur climat, et on se trompera car, avec plus de prévoyance, si j'avais suivi mon premier plan, ils étaient perdus ».

« modération »<sup>751</sup> de Caulaincourt qui expose ses notions d'équilibre : « cette extension prodigieuse de puissance détruisait les idées de stabilité et empêchait même la confiance qui consacre toutes les institutions [...] »<sup>752</sup>. Cette idée de confiance dans les relations internationales a été un des piliers de l'ambassade du duc de Vicence, soucieux d'une certaine transparence et de l'honnêteté dans les rapports entre les deux pays. Le grand écuyer revient aussi sur la question polonaise, la création d'un état-tampon justifiant seule la guerre qui vient d'être menée : « j'avais toujours compris les avantages de cette restauration pour former un État intermédiaire »<sup>753</sup>. Il va même plus loin en regrettant le sort qui a été fait à la Prusse en 1807 : il aurait voulu la création d'un grand royaume prussien de Pologne. On voit ici les vues profondes de Caulaincourt sur l'Europe, ses réflexions sur les moyens d'aboutir à un ordre européen, même en y excluant la Russie. En définitive, la discussion est sensiblement proche de celles du début de l'année mais Napoléon est dans un état d'esprit très différent et, sur les mêmes sujets, il peut avoir des réflexions toutes autres. Ainsi, alors qu'il avait montré avec un certain brio les avantages qu'il y avait à continuer la guerre d'Espagne<sup>754</sup>, il déclare ici, avec plus de sagesse : « Sans doute [...] il aurait mieux valu finir la guerre d'Espagne avant de se lancer dans cette expédition de Russie, quoiqu'il y ait beaucoup à dire sur une telle question »<sup>755</sup>.

L'Espagne est un sujet de prédilection dans le traîneau<sup>756</sup>, mais aussi l'affaire du duc d'Enghien<sup>757</sup>, la conspiration de Malet<sup>758</sup>, ou les collaborateurs de Napoléon, tel Narbonne<sup>759</sup> ou Maret qui est présenté par Caulaincourt comme un fauteur de guerre. L'opposition entre les

<sup>751</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 223.

<sup>752</sup> *Ibid.*

<sup>753</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 227.

<sup>754</sup> Moyen notamment de fixer les Anglais dans la péninsule ibérique.

<sup>755</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 234. Comparer avec la conversation du retour de Russie dans Conclusion générale, 1.

<sup>756</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 237. Le duc de Vicence insiste avec raison sur « l'effet moral » que l'insurrection espagnole a pu avoir sur les autres nations européennes.

<sup>757</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 255. Sur cette affaire toujours brûlante, Caulaincourt se justifie en citant les paroles de l'Empereur qui le dédouane de toute responsabilité : « « N'avez-vous pas été chargé de nous raccommoier avec Bade pour la violation du territoire? » Je répondis que oui, et que quelques personnes m'avaient même charitablement imputé l'arrestation du prince. — On sait bien que ce n'est pas vrai, reprit l'Empereur. Le commandant de la gendarmerie vous dénonça même dans le temps comme ayant fait avertir sous main le prince qu'Ordener allait le faire arrêter et comme étant ainsi cause qu'il l'avait couché en joue et avait manqué le tuer. Je n'en ai rien cru ».

<sup>758</sup> Sur ce sujet, on remarque l'esprit profondément conservateur de Caulaincourt, qui déclare, *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 340 : « Nos institutions, notre organisation ne sont pas complètes. Il faut rattacher tous les grands intérêts du pays à la conservation de ce qui existe [...] ».

<sup>759</sup> On remarque le parallèle qui existe entre Caulaincourt et Narbonne, *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 329 : « Les hommes de cette trempe et de l'Ancien Régime valent ordinairement mieux que cela [que Pradt]. À l'armée, à la Cour, on ne les aime pas. Cependant, voyez Narbonne. Personne n'a servi avec plus de zèle. Malgré son âge il supporte les fatigues, les privations comme un jeune homme. Il n'est cependant soutenu que par un sentiment d'honneur ».

deux hommes est évidente et va s'imposer comme une constante de la politique étrangère des dernières années de l'Empire :

Je fis observer à l'Empereur qu'il ne me paraissait pas que sa puissance eût acquis dans l'opinion depuis deux ou trois ans ; qu'à mon avis nous déclinions même en nous agrandissant. Je rendis justice aux nobles qualités de M. de Bassano, ce qui parut faire plaisir à l'Empereur. Je lui représentai cependant que, dans le public, on accusait bien plus son ministre pour avoir été partisan de cette guerre et, en général, pour ne point résister à l'ardeur belliqueuse de Sa Majesté que pour la paix des Turcs et l'alliance des Suédois avec les Russes, parce que tout le monde savait que l'Empereur seul gouvernait et que ses ministres n'avaient ni l'habitude ni le pouvoir de trancher les questions, de disposer des millions et d'envoyer, de leur propre autorité, des agents avec de tels pouvoirs. J'ajoutai qu'en agissant près de ces cabinets comme il le disait maintenant, M. le duc de Bassano aurait annoncé clairement à la Russie que la guerre que nous niions mûrir à Dresde était résolue. Ces démarches eussent donc contrarié sa politique.<sup>760</sup>

Tout en montrant l'association dans l'esprit de ses contemporains entre Maret et le parti de la guerre, Caulaincourt critique aussi le fonctionnement des ministères, entièrement subordonnés aux volontés de l'Empereur et donc incapables d'initiatives. Cette critique montre de quelle façon le duc de Vicence justifie l'indépendance d'esprit des collaborateurs de Napoléon, qui seule peut le détourner d'erreurs comme la guerre de 1812. Ces paroles sont aussi révélatrices du ton qui est permis au duc de Vicence lors des conversations dans le traîneau.

Au-delà des sujets abordés, sont intéressantes les modalités mêmes de ces discussions. Napoléon est lui-même conscient de leur caractère exceptionnel, comme il le dit au détour d'une réflexion sur l'Angleterre : « Si 30 000 Anglais, me dit-il, débarquaient en Belgique ou dans le Pas-de-Calais et mettaient à contribution 300 villages, s'ils allaient brûler le château de Caulaincourt, ils nous feraient bien plus de mal qu'en m'obligeant à avoir une armée en Espagne. Vous crieriez bien fort, monsieur le grand écuyer, vous vous plaindriez bien plus haut que vous ne faites, quand vous dites que je vise à la monarchie universelle. Les Anglais jouent le jeu qui me convient. Je payerais leur ministère qu'il n'agirait pas mieux dans mon intérêt. *Il faut bien se garder de parler des réflexions que je vous fais*<sup>761</sup>, car, si l'idée leur venait de faire des expéditions sur mes côtes, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, de se rembarquer dès qu'on aurait réuni des forces pour les combattre et d'aller immédiatement menacer un autre point, la partie ne serait pas tenable »<sup>762</sup>. Napoléon n'est toutefois pas au courant de la prise de notes effectuée par son interlocuteur, mise par écrit qui se fait à la

---

<sup>760</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 258-259.

<sup>761</sup> Non souligné par Caulaincourt.

<sup>762</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 235.

dérobée, lors du repos de l'Empereur<sup>763</sup>. Les discussions se poursuivent durant les quinze jours que dure le voyage et les *Mémoires* de Caulaincourt donnent une idée de la liberté de ton<sup>764</sup>, voire des plaisanteries qui s'échangent, telle cette réflexion de Napoléon sur le danger de leur capture<sup>765</sup> :

— Vous figurez-vous, Caulaincourt, la mine que vous feriez dans une cage de fer, sur la place de Londres?

— Si c'était pour partager votre sort, Sire, je ne me plaindrais pas!

— Il n'est pas question de se plaindre, mais d'une chose qui peut arriver à l'instant et de la figure que vous feriez dans cette cage, enfermé comme un malheureux nègre qu'on y dévoue à être mangé par les mouches, parce qu'on l'a enduit de miel, reprit l'Empereur en riant aux éclats.

Et le voilà riant pendant un quart d'heure de cette bouffonne idée et de cette figure dans cette cage.<sup>766</sup>

Tout cela renforce encore le caractère exceptionnel de ce voyage. Lors d'une scène où il achète des bijoux à une étape pour l'impératrice, Napoléon résume cette portée du retour en traîneau : « Je porterai cela à Marie-Louise comme un souvenir de mon voyage. Il est juste, Caulaincourt, que nous partagions. Il faut que vous en donniez aussi à la dame de vos pensées. Jamais homme n'a eu aussi long tête-à-tête avec son souverain. Ce voyage sera un souvenir historique pour votre famille. L'Empereur n'oubliera jamais vos soins »<sup>767</sup>.

Et en effet, ces soins sont nombreux, puisque le duc de Vicence s'occupe de tout, de l'approvisionnement, des chevaux, des relations avec les maîtres de poste<sup>768</sup>. Il annonce aussi l'Empereur à Varsovie où réside M. de Pradt<sup>769</sup>, ambassadeur de Napoléon auprès du grand-duc. Cette rencontre est l'occasion d'une scène célèbre, qui donne déjà la mesure de la nouvelle réputation qui entoure le duc de Vicence : celle de l'homme qui a prévu et annoncé le

---

<sup>763</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 261 : « La soupe et le café se faisant attendre, l'Empereur, engourdi par le froid et le feu qui s'allumait, sommeilla. J'en profitai pour prendre des notes ».

<sup>764</sup> Caulaincourt se réjouit en particulier des sentiments exprimés par Napoléon : « L'Empereur me demandait souvent si je ne serais pas heureux aussi de revoir les personnes que j'aimais. La manifestation, si bonne, si naturelle, des sentiments réels de l'Empereur me faisait un bien que je ne puis exprimer. J'aurais voulu que toutes les oreilles de l'Europe pussent l'entendre et tous les échos les répéter. Je suis bien sûr de n'avoir pas perdu un mot de cette conversation que j'aurais voulu prolonger à l'infini ». (*Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 278).

<sup>765</sup> Le danger est permanent durant le voyage, notamment lorsque le traîneau traverse la Prusse ou certains États d'Allemagne. Napoléon s'en inquiète : « Si on nous arrêtait, Caulaincourt, que nous ferait-on ? Croyez-vous qu'on me reconnaisse, qu'on sache que je suis ici ? On vous aime assez en Allemagne, Caulaincourt ; vous parlez la langue ; vous protégez les maîtres de poste et prenez tous mes gendarmes pour leur donner des sauvegardes. Ils ne souffriraient pas qu'on vous arrêtât et qu'on vous maltraitât ». Le duc de Vicence a, semble-t-il, laissé un bon souvenir lors de ses voyages en Allemagne durant les campagnes de 1805 et 1806. (*Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 285).

<sup>766</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 286-287.

<sup>767</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 289.

<sup>768</sup> À Eisenach, se produit une altercation : face à un maître de poste qui refuse de prêter ses chevaux, Caulaincourt dégaine son épée et menace de lui passer à travers le corps s'il ne s'exécute pas sur le champ (*Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 336).

<sup>769</sup> Dominique de Pradt (1759-1837) : aumônier de l'Empereur, archevêque de Malines, il devient ambassadeur à Varsovie en 1811. Disgracié après 1812, il intrigue contre Napoléon avec Talleyrand.

désastre. Pradt s'inquiète de l'état de l'armée : « Avons-nous beaucoup perdu ? — Trop, répondis-je, avec un profond soupir. Voilà les résultats bien dignes de ceux qui ont soufflé cette guerre. Quelle folie ! — Tout le monde ne l'a pas soufflée. Tout le monde n'a pas trompé l'Empereur sur ces tristes résultats, mais qu'importe ? Aujourd'hui on vous rend bien justice, monsieur le duc. On sait que vous avez tout fait pour l'empêcher »<sup>770</sup>. Les contemporains de Caulaincourt ont donc saisi immédiatement la portée des prédictions du grand écuyer. Après cette rencontre, a lieu une conversation houleuse entre Napoléon et son ambassadeur à Varsovie auquel il impute certaines causes de la défaite, comme l'absence des cavaliers légers polonais qu'il avait demandés. Mais Paris n'attend pas et le voyage se poursuit à un rythme soutenu.

Le 18 décembre, c'est l'arrivée dans la capitale. Le duc de Vicence se présente aux Tuileries avec une barbe de quinze jours et laisse enfin l'Empereur qui le congédie en ces termes : « Bonsoir, Caulaincourt. Vous avez aussi besoin de repos »<sup>771</sup>. Le retour à Paris est d'abord l'occasion de découvrir la totale dislocation de l'armée après le départ du roi de Naples, chargé de son commandement. Encore une fois, Caulaincourt l'avait prévu et Napoléon avait dédaigné son « pressentiment »<sup>772</sup>. Rapidement, afin de faire face à la nouvelle situation européenne, la vie reprend son cours et l'Empereur veut confier le portefeuille des Relations extérieures à son grand écuyer en attendant le retour de Maret. Le duc de Vicence doit refuser et explique dans ses *Mémoires* son état de fatigue physique et psychologique après toutes ces épreuves :

Le lendemain, l'Empereur m'ordonna de me charger du portefeuille des Affaires étrangères pendant l'absence de M. de Bassano et de lui apporter quelques parties de la correspondance de Vienne, ainsi que les derniers

---

<sup>770</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 266. Voir aussi sur cette rencontre le récit qu'en fait l'abbé de Pradt dans ses mémoires, *Histoire de l'ambassade dans le grand duché de Varsovie en 1812*, par M. de Pradt, archevêque de Malines, alors ambassadeur à Varsovie. Paris, Pillet, 1815, 239 p. P.207-9 : « [...] lorsque les portes de mon appartement s'ouvrent et donnent passage à un grand homme qui marchait appuyé sur un de mes secrétaires d'ambassade. « Allons, venez, suivez-moi », me dit ce fantôme. Un taffetas noir enveloppait sa tête ; son visage était comme perdu dans l'épaisseur de la fourrure où il était enfoncé, sa démarche appesantie par un double rempart de bottes fourrées : c'était une espèce de scène de revenant. Je me lève, je l'aborde, et, saisissant quelques traits de son profil, je le reconnais et lui dis : « Ah ! C'est vous, Caulaincourt ; où est l'Empereur ? — À l'hôtel d'Angleterre ; il vous attend. — Pourquoi n'avoir pas descendu au Palais ? — Il ne veut pas être reconnu. — Avez-vous tout ce qu'il vous faut ? — Donnez-nous du vin de Bourgogne et de Malaga. — La cave, la maison, tout est à vous. Et où allez-vous comme cela ? — À Paris. — Et l'armée ? — Il n'y en a plus, dit-il en levant les yeux au ciel. — Et cette victoire de la Bérézina, et ces six mille prisonniers du duc de Bassano ? — On a passé... Quelques centaines d'hommes échappés... On a bien d'autres choses à faire qu'à les garder ». Alors, le prenant par le bras, je lui dis : « M. le duc, il est temps d'y penser, et que tous les vrais serviteurs de l'Empereur se réunissent pour lui faire connaître la vérité. — Quelle cacade ! Me répondit-il ; au moins je n'ai pas à me reprocher de ne pas l'avoir annoncée. Allons, marchons, l'Empereur attend ». Cette conversation permet de voir pour le général Caulaincourt l'horreur que représente la perte de l'armée française, sentiment qui n'est qu'à peine amoindri par celui d'avoir prévu le désastre.

<sup>771</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 350-351.

<sup>772</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 345-346.

traités avec l'Autriche et la Prusse. Harassé des quatorze nuits que je venais de passer sur le qui-vive, sans avoir fermé l'œil, écrasé en quelque sorte par le sentiment de la responsabilité qu'un tel voyage, fait dans de telles circonstances, avait laissé peser sur moi et encore plein de la préoccupation où j'avais été, sans cela, qu'il arrivât quelque chose à l'Empereur, qui s'était confié à mes soins et à ma foi, ces impressions si récentes m'avaient causé une telle tension de nerfs que j'avais besoin de repos. Je priai donc l'empereur de me dispenser de ce travail et de le laisser à M. de la Besnardière [chef de la division des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères]. Il y consentit.

Je ne puis dire de quel poids mon cœur, mon imagination se trouvèrent soulagés, quand j'eus le bonheur de donner le bras à l'Empereur pour descendre de sa chaise de poste, au perron des Tuileries. Je ne crois pas que j'éprouve jamais une satisfaction, un contentement de moi-même semblable à celui que je ressentis en le voyant sain et sauf dans son palais.<sup>773</sup>

On mesure par cet extrait la tension psychologique qui a pu habiter le duc de Vicence durant tout ce voyage de retour et le soulagement qu'il éprouve en arrivant à Paris. La campagne de 1812 a été, à tous points de vue, une épreuve, qui a marqué à la fois son physique et son mental. Malgré cela, la vie de cour se poursuit, d'autant plus que Napoléon doit montrer à tous que son régime n'est pas atteint par la perte de son armée en Russie.

Mais la situation générale n'en reste pas moins catastrophique et des mesures s'imposent. Le 3 janvier, Napoléon réunit un conseil extraordinaire pour discuter des modalités des négociations avec les puissances européennes, notamment l'Autriche. À ce conseil sont présents Talleyrand, Cambacérès, Duroc, Maret, Champagny, Decrès et Caulaincourt<sup>774</sup>. Le prince de Bénévent, l'Archichancelier, Decrès et le duc de Vicence prônent des négociations franches avec les Habsbourg. Mais l'objectif politique de l'Empereur est tout autre, lorsqu'il convoque ces hommes : il est de pure propagande comme le remarque le grand écuyer : « Ce conseil n'eut aucun résultat, mais, par sa composition, il avait produit l'effet politique désiré. Aussi, *le Moniteur* l'annonça-t-il à l'Europe comme à la France. C'était tout ce que voulait l'Empereur. Quant au résultat, il suivit, comme de coutume, son opinion et le ministre exécuta ses ordres »<sup>775</sup>. Cette « composition » dont il parle, c'est, mis à part le duc de Bassano, la présence de dignitaires de l'Empire modérés, partisans de l'arrêt des entreprises aventureuses. Désormais, conforté dans ce rôle par la campagne de 1812, sorti grandi des malheurs qui ont touché ses compatriotes et ses proches, Caulaincourt est devenu l'homme de

---

<sup>773</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 353. Il revient sur les conséquences physiques du voyage, p. 375 : « S'il m'est permis de dire un mot sur ce que j'éprouvai moi-même à la suite de ce voyage, je dirai qu'à la maigreur près je n'en éprouvai pas d'autres inconvénients que ceux qui affectèrent l'Empereur, quoique je n'eusse pas clos la paupière pendant ces quatorze jours et nuits et que se fût ajoutée à la fatigue l'inquiétude que devait donner à un galant homme un tel dépôt confié à son honneur autant qu'à ses soins et à sa prévoyance. Arrivé à Paris, je fus au moins huit jours sans pouvoir dormir, tant j'avais le sang fouetté ».

<sup>774</sup> Baron Fain, *Manuscrit de 1813*, t. I, p. 131.

<sup>775</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 399.

la paix, personnage qu'il va incarner, pour Napoléon et dans l'esprit de ses contemporains, jusqu'à la fin de l'Empire, à Prague, à Châtillon, au ministère des Relations extérieures, durant les Cent-Jours.

La campagne de Russie a un impact immense sur l'image du duc de Vicence et vient, en grande partie, justifier les discours qu'il a tenu depuis son retour de Saint-Pétersbourg, en 1811. Napoléon utilise cette nouvelle image du grand écuyer, afin de poursuivre ses objectifs politiques, mais la plupart des contemporains reconnaissent simplement sa clairvoyance et son courage. Le comte de Narbonne est le symbole de cet état d'esprit. S'adressant à Rambuteau, il fait l'éloge des deux personnages qui, selon lui, se sont illustrés en 1812 : « Ah, mon ami, que d'illusions perdues ! Que de choses je pensais écrire, et dont je n'ai pas tracé un mot ! Mais il est deux hommes que je livre à ta reconnaissance de Français et que je voue à ton admiration : c'est Ney et Caulaincourt ! [...] L'un, me dit-il, a sauvé l'armée ; l'autre s'est montré le plus noble serviteur de l'Empereur ; il est impossible d'être plus loyal, plus dévoué, plus éclairé, plus parfait gentilhomme ; il a toujours eu le courage de la vérité ; et cependant, quand lui, Lauriston, Davout, Daru et moi nous insistions après Smolensk pour que l'Empereur bornât là sa première campagne, le suppliant de réorganiser la Pologne et d'attendre le printemps, les impatients de l'état-major général nous appelaient *les Russes* ! »<sup>776</sup>.

---

<sup>776</sup> *Mémoires du comte de Rambuteau*, p. 91.

### **3. L'ambassade de Saint-Pétersbourg, fondement du rôle de Caulaincourt à la fin de l'Empire.**

L'ambassade de 1807-1811 s'est trouvée, paradoxalement, justifiée par le désastre militaire de 1812 : Caulaincourt, qui avait un bilan politique nul et qui n'avait pu freiner la détérioration des relations franco-russes, s'est vu confirmé dans ses convictions par l'échec de Napoléon. La vraie fidélité du grand écuyer s'est révélée plus fondée que les conseils des fauteurs de guerre. L'idée d'une guerre défensive plutôt qu'offensive, dans les plaines de Russie, a reçu une brutale justification. L'équilibre européen semble désormais une nécessité pour conserver les acquis des guerres révolutionnaires et napoléoniennes. La paix semble être devenue non plus un objectif souhaité, mais un objectif vital.

Il n'est pas de notre objet de retracer l'action politique de Caulaincourt dans les dernières années de l'Empire, ni de voir son rôle dans les congrès de 1813 et 1814. Une étude serait à consacrer à son travail de ministre des Relations extérieures et aux négociations qu'il mène à Prague et à Châtillon et qui se voient contrariées tant par les ambitions des alliés que par les revirements de Napoléon, afin d'observer comment il applique ses principes et quelle est la marge de manœuvre qui lui est laissée. Cette étude, qui permettrait de mettre en perspective l'ambassade de Saint-Pétersbourg et la campagne de 1812 avec les dernières années de l'Empire, serait seule à même de montrer l'évolution de la pensée politique du duc de Vicence. Avant de clore cette thèse sur l'ambassade de 1807-1811, il faut insister sur ses conséquences, après 1812 et les événements que le grand écuyer a vécu en suivant l'Empereur en Russie. Nous allons, pour cela, évoquer le retour en grâce de Caulaincourt, les raisons de son rôle politique à la fin de l'Empire, ainsi que son action, à Paris, en 1814, où il sert d'intermédiaire entre Napoléon et Alexandre. Ces différents points représentent les dernières conséquences de l'ambassade de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg.

## *Le retour en grâce de Caulaincourt*

La première conséquence du retour de la campagne de 1812 est la nouvelle faveur qui accompagne Caulaincourt et qui est due à sa conduite depuis son arrivée à Paris, en juin 1811. Considéré comme un symbole de l'échec de l'alliance franco-russe, jugé manipulé par Alexandre, le duc de Vicence suit néanmoins, en 1811 et 1812, la ligne qu'il s'est fixée, selon la pensée politique qu'il a développée en Russie. Cette fidélité à son maître, à son pays, à ses amitiés, et surtout à lui-même lui permet de sortir grandi du désastre que constitue la campagne de Russie, tant face à ses contemporains qui, comme l'abbé de Pradt ou le comte de Narbonne, reconnaissent sa clairvoyance, que face à Napoléon qui le comble peu à peu de faveurs. Le retour en traîneau en est déjà un signe et, dès l'arrivée à Paris, personne ne s'y trompe : « On m'entoura, me fêta comme si j'eusse été un favori, comme un homme en crédit qui venait de passer quatorze nuits et autant de jours, tête à tête avec la puissance... »<sup>777</sup>. Le terme de « favori » montre bien cette nouvelle estime en laquelle est tenu le grand écuyer de l'Empereur, qui se voit même proposé le ministère des Relations extérieures<sup>778</sup>, en remplacement de Maret, toujours dans l'Est de l'Europe. Le refus de Caulaincourt, motivé par son épuisement moral et physique, n'est qu'un report.

Pour démontrer ce retour de faveur, lors de l'année 1813, il n'est besoin que d'évoquer les nouvelles fonctions qui lui sont octroyées par son maître, et qui sont bien visibles dans ses états de service<sup>779</sup>. Ainsi, le 5 avril 1813, il est nommé sénateur, fonction honorifique puisqu'il ne peut l'exercer du fait de ses autres activités. Grand écuyer et aide de camp de Napoléon, il doit en effet l'accompagner lors de ses campagnes militaires en Saxe, en 1813. Le 24 mai 1813, une nouvelle faveur lui est octroyée par l'Empereur. Duroc étant mort la veille, tué par un boulet de canon, Caulaincourt est nommé grand maréchal du Palais, en remplacement, jusqu'au 18 novembre, date à laquelle le général Bertrand est choisi pour cette fonction<sup>780</sup>, et seulement parce que le grand écuyer devient ministre des Relations extérieures. Il faut insister sur les responsabilités immenses qui incombent au duc de Vicence lorsqu'il cumule ces deux fonctions : il doit s'occuper de tout ce qui concerne les déplacements, le

---

<sup>777</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. II, p. 353.

<sup>778</sup> *Ibid.*, voir supra.

<sup>779</sup> Voir annexe n° 7.

<sup>780</sup> Service historique de la Défense, Dossiers de généraux, Yd 403, Caulaincourt, Extrait des minutes de la secrétairerie d'Etat, Gorlitz, 24 mai 1813 : « Jusqu'à ce que nous ayons pu pourvoir à la place de Grand maréchal de notre palais, le duc de Vicence, grand écuyer, en remplira les fonctions ».

logement, la sécurité de l'Empereur. Ce point amène à envisager une étude de la place de Caulaincourt dans la vie de cour et dans les questions d'intendance<sup>781</sup>. À cette période, le duc de Vicence a des responsabilités qui en font le principal collaborateur de Napoléon, pour ce qui concerne le quotidien. Une étude des négociations de Caulaincourt à la fin de l'Empire serait utile pour cerner les aspects les plus visibles de son action politique ; une étude précise de sa fonction de grand écuyer et des autres charges dont il s'occupe permettrait de caractériser véritablement sa place auprès de l'Empereur, ainsi que dans les processus de la vie curiale.

Principal collaborateur de Napoléon dans ses déplacements, en 1813, Caulaincourt l'est aussi en ce qui concerne les affaires politiques. Maret étant resté à Paris et le grand écuyer étant toujours à proximité de l'Empereur, celui-ci l'utilise comme ministre des Relations extérieures en campagne, comme « ministre des Affaires étrangères à la suite »<sup>782</sup>, chargé de recevoir les dépêches importantes<sup>783</sup>. Durant la campagne de Saxe, et même si Napoléon garde tout pouvoir décisionnel et traite les affaires avant tout par lui-même, Caulaincourt s'approche, sinon de l'idée de favori<sup>784</sup>, au moins de celle de premier collaborateur, d'interlocuteur principal de l'empereur des Français. Il est indéniable que la consécration apportée par la confirmation des prophéties de juin 1811, mais aussi l'intimité créée par le retour en traîneau ont contribué à donner ce nouveau rôle au duc de Vicence qui devient peu à peu un des personnages, voire le personnage central des dernières années de l'Empire<sup>785</sup>. Ce point, occulté par les événements et par le destin personnel de Napoléon, ne nous apparaît pas

---

<sup>781</sup> On trouve dans AN 95 AP 12 un ensemble considérable de documents liés au travail du grand écuyer et notamment à l'organisation des déplacements de l'Empereur lors de la campagne de Saxe.

<sup>782</sup> A. Sorel, *L'Europe et la Révolution française, t. VIII, La coalition, les traités de 1815*, p. 108.

<sup>783</sup> Dans AN 95 AP 12, on peut voir que le duc de Vicence traite les dépêches du comte de Narbonne, du baron de Serra, du comte Andréossy etc. Il fait, dans ses papiers, le récapitulatif de ces dépêches, sous le titre : « Dépêches du duc de Vicence, chargé de la correspondance diplomatique en l'absence de M. le duc de Bassano ». Caulaincourt fait part de sa nouvelle situation au comte de Narbonne, dans une lettre du 24 avril 1813, de Mayence : « En l'absence de Monsieur le duc de Bassano qui est à Paris, l'Empereur a ouvert vos dépêches du 17. S. M. a daigné me la remettre et me charger d'y répondre » (AN 95 AP 12, Caulaincourt à Narbonne, Mayence, 24 avril 1813). Le duc de Vicence reçoit aussi la copie des correspondances échangées par Maret en 1812-1813 avec les ambassadeurs français en Europe (AN 95 AP 13).

<sup>784</sup> Las Cases parle de Caulaincourt comme d'un favori mais cela semble concerner les premières années de l'Empire : « L'Empereur l'affectionnait beaucoup, on le regardait comme une espèce de favori ; ses qualités personnelles non moins que ses emplois en faisaient un des premiers personnages de l'Empire ». (Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, tome I, p. 878.

<sup>785</sup> Un signe de cette importance : les lettres que lui écrivent les frères et sœurs de Napoléon, Louis, Caroline et Élixa, mais aussi Joséphine et Hortense de Beauharnais. Ces lettres demandent des nouvelles de Napoléon, mais surtout une intervention de Caulaincourt en leur faveur. Ainsi, Marie-Louise, sur le point de partir en Autriche, demande au duc de Vicence s'il n'y a pas un moyen de rester en France : « [...] si vous trouviez cependant un moyen pour que je puisse faire cet arrangement, vous me feriez bien plaisir de l'écrire. J'ai une si grande confiance dans votre esprit et dans l'attachement que vous avez toujours montré à l'Empereur et à moi, que je suis persuadée que personne ne pourra me donner un meilleur conseil que vous » (AN 95 AP 14, Marie-Louise à Caulaincourt, Rambouillet, 20 avril 1814).

assez mis en valeur. Si, dans le cadre que nous nous sommes fixé, nous ne pouvons que constater le prodigieux changement qui s'est opéré en ce qui concerne la faveur de Caulaincourt, entre juin 1811 et 1813, il apparaît essentiel de parvenir, à travers de nouvelles recherches, à montrer l'ampleur de la place de ce personnage à cette période.

Une place qui est encore renforcée par sa nomination au poste de ministre des Relations extérieures, le 20 novembre 1813. À Erfurt, en 1808, Napoléon avait déjà proposé ce portefeuille à son ambassadeur : « Alors, il me dit un matin que je devais choisir entre le ministère des Relations extérieures et mon ambassade [...] »<sup>786</sup>. Malgré son désir de retour, cette proposition avait été refusée par l'ambassadeur. Elle est réitérée par l'Empereur, au mois d'octobre 1813, mais Caulaincourt est toujours très réticent. Un passage d'une de ses notes montre les enjeux de cette nomination :

Quatre jours après, l'Empereur revint à la charge et eut la bonté de me raisonner et de vouloir entrer dans les motifs de mon refus. Je m'appuyai sur ce que je ne m'étais jamais senti les facultés, les connaissances nécessaires et encore moins les moyens nécessaires pour tenir la place à sa satisfaction et avoir un travail qui lui convînt. Il objecta que j'avais, de fait, rempli les fonctions pendant une partie de la campagne de 1813, qu'ayant été longtemps ambassadeur, et, depuis, chargé de missions importantes, j'avais l'habitude des affaires et tout ce qu'il fallait. Il eut encore la bonté de me dire qu'il me rendrait facile ce qui pourrait m'embarrasser et ajouta que ma réputation d'homme qui voulait la paix et qui était modéré le servirait dans ces circonstances, au dehors comme au-dedans. Il plaisanta même sur cette réputation d'homme de paix, comme si l'un pouvait plutôt que l'autre la faire, s'il ne la voulait pas, mais que telle était l'opinion et qu'il fallait faire quelque chose pour elle.<sup>787</sup>

Finalement, après différents événements, dont le refus de Talleyrand de s'occuper de cette fonction, Caulaincourt est contraint d'accepter un ministère qui, du fait de la situation internationale, est un fardeau. Mais l'honneur n'en reste pas moins considérable, et le duc de Vicence atteint par cette nomination le sommet de sa carrière politique. En un an, du retour de la campagne de Russie, jusqu'à la fin de l'année 1813, l'ancien ambassadeur de Saint-Pétersbourg, a atteint le sommet de la diplomatie française. Devenu le premier collaborateur de l'Empereur en campagne, il s'impose aussi comme le principal interlocuteur des alliés, qui voient en lui l'homme de la paix.

---

<sup>786</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. I, p. 245.

<sup>787</sup> Note du 9 novembre, de la main de Caulaincourt, cité par J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 162-163.

Les négociations de 1813 et 1814 sont marquées par leurs difficultés insurmontables, dues aux manœuvres des alliés mais aussi à celles de Napoléon. Caulaincourt y joue le premier rôle du côté français, même si sa bonne volonté ne suffit pas à contrecarrer les ambitions des coalisés ni à imposer la paix à la France, quand l'Empereur la refuse. Étudier ces négociations permettrait de voir de quelle façon le duc de Vicence tente de faire prévaloir sa conception de l'équilibre européen<sup>788</sup>, et quel est son bilan politique définitif. La conférence de Pleiswitz en mai 1813, les congrès de Prague, en août 1813 et de Châtillon, de janvier à mars 1814, ont donné lieu à de vastes débats sur les intentions des alliés, celles de Napoléon et sur le rôle effectif de Caulaincourt, voire sa possible « trahison », étudiée par Jean Hanoteau dans son introduction aux *Mémoires*<sup>789</sup>. Si nous avons déjà évoqué les intelligences avec l'ennemi dont certains historiens ont accusé le duc de Vicence, c'est à cette période que son attitude est la plus complexe, partagé entre son souci de la paix et sa fidélité à Napoléon. Il serait intéressant de faire définitivement le point sur cette question épineuse qui a particulièrement retenu l'historiographie du tournant du XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles mais ce débat, qui renvoie à la situation complexe de l'Europe à cette période, n'appartient pas à notre sujet. Il nous faut simplement insister sur les raisons du choix de Caulaincourt comme négociateur, ainsi que comme ministre des Relations extérieures.

Le texte que nous avons cité au sujet du choix fait par Napoléon de Caulaincourt pour le ministère permet d'appréhender la relation qui existe entre l'ambassade de Saint-Pétersbourg et le rôle de Caulaincourt dans les négociations de 1813-1814 et même au-delà, durant les Cent-Jours. L'Empereur fait tout d'abord référence à l'expérience diplomatique acquise lors de l'ambassade, point sur lequel nous avons déjà insisté. Il est certain qu'une mission de presque quatre ans, dans le contexte exceptionnel de l'alliance franco-russe, a permis d'acquérir l'expérience nécessaire à de difficiles négociations. Qui plus est, le duc de Vicence a dû faire face, comme nous l'avons étudié, à différentes situations de crise qui le préparent à toutes les éventualités. Même si cette constatation peut paraître évidente, elle est essentielle

---

<sup>788</sup> Sa position à cette période est des plus difficiles, puisqu'il comprend en grande partie les arguments des alliés et qu'il s'oppose à la volonté de puissance de Napoléon, tout en voulant préserver son pays. Dans AN 95 AP 14, on trouve un petit ouvrage intitulé : *Le Moniteur supprimé ou le double moniteur du 20 janvier 1814*, qui présente une proclamation des coalisés, datée de Francfort, le 1<sup>er</sup> décembre 1813. Le duc de Vicence a souligné dans ce texte les expressions : « Les puissances alliées ne font point la guerre à la France », « Les souverains alliés désirent que la France soit grande, forte et heureuse » et « Les puissances confirment à l'Empire français une étendue de territoire que n'a jamais connue la France sous ses rois ». Il serait intéressant de faire le point sur les sentiments exacts de Caulaincourt et sur le tiraillement qui existe entre sa fidélité et ses convictions.

<sup>789</sup> J. Hanoteau, *Introduction aux mémoires de Caulaincourt*, p. 135- 150.

pour comprendre la place qu'occupe le grand écuyer dans ces négociations : militaire avant 1807, il est désormais inévitable dans le monde de la diplomatie.

Mais le point le plus essentiel, qui revient dans toutes les occasions, est cette idée d'homme de la paix. Caulaincourt, depuis son ambassade et la campagne de 1812, représente une certaine idée de modération, utilisée par Napoléon face aux alliés<sup>790</sup>. Nous avons vu que le duc de Vicence est conscient de cette manœuvre au retour de Russie, quand l'Empereur convoque un conseil avant tout destiné à calmer les esprits en Europe. Pour le congrès de Prague, Napoléon, malgré les réticences de l'intéressé, désigne Caulaincourt, du fait de ses relations avec Alexandre<sup>791</sup> mais surtout de ses convictions pacifiques : « [Napoléon] me dit un matin que je serais son *plénipotentiaire*, que ma *nomination devant être agréable à la Russie et à l'Autriche*, elle serait utile à ses affaires ; que cela le déterminait donc à se priver de mes services près de lui, quelque nécessaire que je lui fusse, n'ayant pas de grand maréchal et me trouvant chargé de tout »<sup>792</sup>. De plus, Caulaincourt, par sa position auprès de l'Empereur et par ses relations avec les Russes donne « plus de poids en France, comme en Europe, à cette mission »<sup>793</sup>, que le comte de Narbonne, par exemple, qui devient son second dans les négociations du congrès. Il en va de même de sa désignation pour le congrès de Châtillon, qui découle de la nomination comme ministre des Relations extérieures.

Durant toute cette période, le duc de Vicence s'impose comme le personnage principal du parti de la paix, puisque Talleyrand est écarté de la vie politique, et ce en opposition directe avec Maret, qui représente le parti de la guerre. L'Empereur en est conscient lorsqu'il choisit son nouveau ministre des Relations extérieures : « Maret ne peut rester. On le croit contre la paix, comme si c'était lui qui gouverne et qui dicte mes notes ! » Jean Hanoteau insiste lui aussi sur cette dualité : « Désormais, pour l'opinion publique, Caulaincourt sera « l'homme de la paix », Maret « l'homme de la guerre » »<sup>794</sup>. Il est sûrement un peu limité de réduire le rôle du duc de Vicence durant ces années à celui d'objet politique de Napoléon,

---

<sup>790</sup> Dès l'époque de l'ambassade, Caulaincourt incarne, pour les Russes, cette idée de modération. Nesselrode en juge ainsi, lorsque Maret devient ministre des Relations extérieures : « Il a été un moment question du duc de Vicence pour le ministère, et s'il avait été ici [à Paris], je crois qu'il l'aurait emporté. Pour nous, cela aurait peut-être mieux valu » (Nesselrode, *Lettres et papiers...*, p. 342, Nesselrode à Spéranski, Paris, 9/21 avril 1811).

<sup>791</sup> AN 95 AP 12 : « Conversation de l'empereur Napoléon avec le duc de Vicence avant son départ pour Mayence et celui du duc de Vicence pour Prague », 1813 : « [...] il ajouta que cela devait me plaire ; qu'il me rendait par là tout facile avec mon ami Alexandre, auquel je conservais sans doute de l'intérêt ».

<sup>792</sup> AN 95 AP 12 : « Conversation de l'empereur Napoléon avec le duc de Vicence avant son départ pour Mayence et celui du duc de Vicence pour Prague », 1813. Il faut insister cependant sur les réticences de Caulaincourt qui, au vu des concessions envisagées par Napoléon, estime que la paix n'est pas possible. Il s'en ouvre à Berthier : « J'observai au prince qu'une fois parti, personne ne discuterait pour moi, ni pour la paix, et que je ne voulais pas aller me casser le nez à Prague ».

<sup>793</sup> *Ibid.*

<sup>794</sup> *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 160.

symbolisant la volonté de paix de la France. Il n'en reste pas moins que c'est à travers cette image qui s'est forgée autour de lui que les conséquences de son ambassade sont les plus visibles. En 1815 encore, Napoléon veut le nommer à nouveau ministre mais désespère de le persuader, du fait d'une situation diplomatique impossible à gérer. Hortense de Beauharnais détermine alors son beau-père à poursuivre ses démarches auprès du duc de Vicence, qui seul peut convaincre les alliés des bonnes intentions de la France : « Tout le monde sait combien il a, dans toutes les circonstances, fortement insisté pour la paix, et la France en a un si grand besoin ! — Il est trop porté pour les étrangers. — Mais Sire, ne faut-il pas que les étrangers soient convaincus que vous voulez la paix ? Ce choix serait le garant de vos intentions »<sup>795</sup>.

Malgré l'échec de la paix en 1813-1814, malgré un bilan politique nul, certes malgré lui, Caulaincourt représente toujours quelque chose. C'est là sa plus grande force, celle d'incarner une idée, envers et contre tout, même dans l'échec, même instrumentalisé par son maître. De plus, il n'incarne pas cette idée de façon totalement passive : il a forgé lui-même cette représentation, en soutenant un modèle européen, en conservant une ligne de conduite fixe, en défendant ses convictions au péril de sa carrière. L'ambassade de Saint-Pétersbourg a été un tournant parce qu'elle l'a forcé à se démarquer petit à petit de son maître, à suivre ses directives tout en conservant une indépendance d'esprit. Il a pu observer concrètement les erreurs de l'empereur des Français, ses ambitions et les différences qui existaient entre sa conception de l'Europe et la sienne. D'autres personnages de l'Empire ont toujours gardé une indépendance d'esprit, même dans l'ombre de Napoléon, mais Caulaincourt l'a transcrite dans les mots et dans les faits, l'offrant aux regards de ses contemporains, qui ont, après la confirmation apportée par la campagne de Russie, approuvé son action et sa pensée, même brimées par les événements. En définitive, l'ambassade de 1807-1811 s'inscrit dans l'évolution de la pensée du duc de Vicence mais permet à celui-ci de se créer un environnement relationnel et de fixer concrètement ses opinions politiques.

---

<sup>795</sup> *Mémoires de la reine Hortense*, t. II, p. 337.

La dernière conséquence de l'ambassade de Saint-Pétersbourg est justement à chercher dans cet aspect relationnel, et notamment dans le lien qui existe entre l'ancien ambassadeur et les deux empereurs. Durant les années 1812 et 1813, l'amitié entre Caulaincourt et Alexandre est, sinon mise à mal par les événements, au moins mise en veille, d'autant plus que le duc de Vicence refuse, en 1812, toutes les missions auprès du tsar qui lui sont proposées. Chargé, en mai 1813, de négocier un armistice avec Alexandre<sup>796</sup>, l'ancien ambassadeur à Saint-Pétersbourg ne peut rencontrer son ami, dont le refus lui est signifié par Nesselrode : « Sa Majesté l'empereur vient d'apprendre l'arrivée de Votre Excellence aux avant-postes. Quel que soit le plaisir que Sa Majesté Impériale aurait eu à vous revoir, monsieur le duc, et à vous exprimer les sentiments qu'elle vous conserve personnellement, elle regrette que les circonstances dans lesquelles elle se trouve s'opposent à ce qu'elle puisse vous admettre à son quartier général »<sup>797</sup>. Les circonstances ne permettent plus d'entretenir la relation entre les deux hommes. De plus, lors des négociations comme celles de Châtillon, les Russes sont souvent parmi les plus hostiles à la France, à l'instar de Razoumovski qui « ne voit pas Caulaincourt sans voir en même temps l'ombre du duc d'Enghien »<sup>798</sup>. Grandis par la défaite française en Russie puis à Leipzig en 1813, les anciens alliés de Napoléon n'entendent pas lui être favorables et le duc de Vicence ne peut faire prévaloir ses anciennes amitiés.

Pourtant, la situation évolue rapidement et, le 31 mars 1814, après la prise de Paris par les alliés, Caulaincourt est envoyé à Bondy pour discuter les conditions de l'abdication de Napoléon<sup>799</sup>. Après avoir vu Nesselrode, il demande une audience auprès d'Alexandre : « Son ancienne bienveillance, dis-je, ne peut me refuser cette faveur quand je suis si près de lui et chargé d'une mission de paix »<sup>800</sup>. Avant de rencontrer le tsar, il a un entretien avec le grand-duc Constantin, symbole de ses anciennes relations pétersbourgeoises : « Il me parla de Pétersbourg, du temps que j'y avais passé, de l'intérêt qu'il portait à nos prisonniers, à nos

---

<sup>796</sup> AN 95 AP 12, Napoléon à Caulaincourt, Dresde, 18 mai 1813 : « [...] notre intention est que vous vous rendiez aux avant-postes, où vous demanderez à être admis auprès de l'empereur Alexandre pour lui faire cette proposition et négocier, conclure et signer toute convention militaire ayant pour but de suspendre les hostilités ».

<sup>797</sup> AN 95 AP 12, Nesselrode à Caulaincourt, Wurschen, 8/20 mai 1813

<sup>798</sup> *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode, 1760-1850*, t. V, p. 201, lettre de Anstett à Nesselrode, Châtillon, s.d.

<sup>799</sup> Napoléon compte personnellement sur Caulaincourt et sur sa fidélité pour cette mission : « Allons Caulaincourt ; il faut partir ; allez sauver la France et votre Empereur. Faites ce que vous pourrez. On nous imposera sûrement de dures conditions, mais je m'en remets, dans ces circonstances, à votre honneur comme Français et à la fidélité comme à l'attachement dont vous m'avez donné des preuves » (*Mémoires de Caulaincourt*, t. III, p. 64).

<sup>800</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. III, p. 70

blessés ; enfin je ne puis assez faire l'éloge de la délicatesse qu'il mit dans toute cette conversation »<sup>801</sup>. Le souvenir de l'alliance est vivace, surtout chez des personnes comme le grand-duc qui ont toujours manifesté des sentiments francophiles. Mais, mis à part une certaine sollicitude, les objectifs politiques ne laissent plus de place à d'autres intérêts<sup>802</sup>. Lorsque Caulaincourt revoit Alexandre, celui-ci insiste sur leur amitié : « Ce prince me reçut tout de suite et m'accueillit avec son ancienne bonté, je puis même dire avec son amitié accoutumée. Il m'embrassa en me disant : « C'est le duc de Vicence que je revois toujours avec grand plaisir et comme ami » »<sup>803</sup>. Mais, malgré la profonde estime que l'empereur russe manifeste à l'ancien ambassadeur, il dissocie les aspects privés et publics et montre immédiatement que leur relation n'aura pas de répercussion sur les événements politiques : « Il fit l'éloge de nos troupes, des habitants et ajouta encore qu'il était sans ressentiment et uniquement mû par le désir de donner la paix au monde ; que, quelles que fussent mes fonctions, il me verrait toujours avec plaisir près de lui ; qu'il avait regretté de ne pas me voir en Saxe et à Prague, mais que les circonstances l'en avaient empêché. Il me dit encore beaucoup de choses obligeantes pour moi, en me prévenant toutefois que je devais me considérer uniquement comme parlementaire, ne me mêler de rien à Paris jusqu'à ce qu'il m'eût fait connaître ses intentions, celles de ses alliés et sous quels rapports on me permettait de rester ; qu'il se rapportait à moi pour observer ces conditions »<sup>804</sup>. Mais, malgré ces avertissements, est-il possible de mettre de côté leur amitié, quand les décisions se prennent au fil des conversations et que l'avenir réservé à Napoléon peut changer d'un instant à l'autre ?

En ces quelques jours qui voient la chute de l'Empereur et la première Restauration, s'observe aussi toute la complexité des relations qui lient Napoléon, Caulaincourt et Alexandre et qui découlent en droite ligne de l'ambassade de 1807 à 1811. Tenu par sa fidélité à son maître et encouragé par son amitié avec le tsar, le duc de Vicence, prend ainsi, dans Paris tenu par les alliés, la défense de Napoléon. Au tsar, il montre les qualités de l'ancien maître de l'Europe et insiste sur le fait « que les grands hommes avaient, comme tous les humains, les défauts de leurs qualités »<sup>805</sup>. Mais Alexandre ne se laisse convaincre de rien et continue seulement à manifester sa bonté envers le duc de Vicence qui ne parvient pas à imposer l'idée du maintien du régime napoléonien ou celle de la régence au nom du roi de

---

<sup>801</sup> *Ibid.*, p. 71-72.

<sup>802</sup> AN 95 AP 12, Caulaincourt à Napoléon, Paris, 31 mars dans la nuit : « L'empereur m'accueillit, comme à Pétersbourg, je puis dire, en ami ; mais quelle différence dans ses paroles, quand il fut question d'affaires ».

<sup>803</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. III, p. 72.

<sup>804</sup> *Ibid.*, p. 73.

<sup>805</sup> *Ibid.*, p. 95.

Rome. La politique des alliés et les intérêts en jeu sont trop importants pour que Caulaincourt puisse influencer ce débat. Dans ses *Mémoires*, le grand écuyer raconte toutes les conversations qu'il a tenues à cette période, avec Talleyrand, Schwartzberg et Alexandre, cherchant à défendre la cause de son maître et à prouver jusqu'au bout sa fidélité. Ces conversations nous éloignent des conséquences de l'ambassade de 1807-1811, sauf dans la mesure où la relation entre le tsar et l'ancien ambassadeur semble contribuer à définir le nouveau statut de Napoléon. Ayant abandonné peu à peu l'idée d'influencer la décision d'Alexandre en ce qui concerne le nouveau régime politique, Caulaincourt cherche à obtenir la bienveillance du tsar dans le choix du lieu de l'exil de l'Empereur. Refusant un lieu trop éloigné du continent, le ministre des Relations extérieures propose l'Italie, la Corse, la Sardaigne, Corfou, et amène à parler de l'île d'Elbe : « C'est ce mot que j'érigeai en offre formelle, en engagement sacré qui devint, un peu plus tard, le salut de l'Empereur, quand la trahison, les désertions et tous les événements qui en furent la conséquence<sup>806</sup>, l'eurent livré à la merci de ses ennemis [...]. Il est de fait que c'est à cette ouverture que l'Empereur dut, plus tard, la souveraineté de l'île d'Elbe qu'il n'aurait pas eue si l'empereur Alexandre n'eût loyalement tenu à sa parole, malgré les observations et l'opposition de plusieurs cabinets et de beaucoup de Français »<sup>807</sup>. Un exil à l'île d'Elbe que Napoléon n'aurait sûrement pas obtenu sans l'aide de Caulaincourt et de l'amitié du tsar pour celui-ci. En congédiant le grand écuyer, Alexandre montre, de façon implicite, que cette sollicitude à l'égard de son ennemi vient de son amitié pour le duc de Vicence, et de l'admiration qu'il éprouve pour sa fidélité et son sens de l'honneur : « Si l'empereur Napoléon abdique et vous charge d'une réponse, revenez ; je vais vous faire donner un passeport pour que les avant-postes vous laissent passer quand vous vous présenterez. Croyez-moi, engagez-le à prendre son parti et à ne pas repousser mes offres. Je suis plus son ami qu'il ne pense et, bien certainement, le vôtre car j'aime les hommes qui sont fidèles à leur devoir »<sup>808</sup>. On peut donc considérer cette décision comme une conséquence inattendue et originale de l'ambassade de Saint-Pétersbourg et surtout du lien existant entre Caulaincourt et Alexandre.

---

<sup>806</sup> Allusion à la défection de Marmont qui ruine, peu après, les derniers (et maigres) espoirs militaires de Napoléon.

<sup>807</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. III, p. 157-158. Caulaincourt insiste plus loin sur le fait que c'est Alexandre seul qui a soutenu l'idée de l'île d'Elbe, et ce grâce à lui : « [...] l'empereur Napoléon, qui ne pouvait avoir mieux et qui aurait eu bien moins bien si cette conversation et celle antérieure n'eussent pas paru plus tard à l'empereur Alexandre un engagement pris que sa loyauté le porta à soutenir, quand l'arrivée de M. de Metternich et de lord Castlereagh, jointe aux représentations et à l'opposition du gouvernement provisoire, eut mis décidément sur le tapis l'idée d'un établissement au-delà des mers et la nécessité d'éloigner davantage l'empereur Napoléon de la France et de l'Italie, dont l'Autriche ne voulait céder aucune partie, y redoutant son voisinage ».

<sup>808</sup> *Ibid.*, p. 158.

Celui existant entre Caulaincourt et Napoléon connaît aussi son paroxysme à cette époque. Lorsque l'Empereur considère, comme à Châtillon, qu'il peut encore poursuivre ses manœuvres militaires, il reste très sévère à l'égard de son ministre : « Aussi l'Empereur, mécontent de mon insistance et des cruelles vérités dont mes dépêches l'accablaient, ne me ménageait pas »<sup>809</sup>. Mais, peu à peu, au fil des revers et des désillusions, Napoléon baisse sa garde, tandis que le duc de Vicence prend, à cette période, la stature d'un « presque-favori », comme son maître le reconnaît : « Si vous aviez voulu, Caulaincourt, je vous aurais comblé de faveurs. Vos réflexions toujours rudes ont repoussé l'attrait que j'avais pour vous ; vous vouliez me mener comme vos postillons »<sup>810</sup>. Le grand écuyer se fait, lui, un devoir de prouver son dévouement à son maître, jusqu'à la fin, jusqu'au moment où il sera délié de sa fidélité : « J'ai à cœur de vous sauver, Sire, de vous assurer une existence qui vous donne encore l'indépendance d'un souverain »<sup>811</sup>. Les derniers événements de la chute de Napoléon, l'abdication et surtout la tentative de suicide, marquent le sommet de leur relation. Lorsqu'il confie son acte d'abdication à son grand écuyer, l'Empereur déclare : « C'est à vous, Caulaincourt, que je confie mon acte d'abdication, à vous personnellement, puisque je confie par là, non seulement mes intérêts personnels, mais ceux de toute ma famille et de tout ce qui m'est cher ». Quand le duc de Vicence veut appeler des secours après la tentative d'empoisonnement de son maître, celui-ci affirme : « Je ne veux que vous, Caulaincourt ! »<sup>812</sup>. Il lui fait, au même moment, des adieux touchants : « « Donnez-moi votre main » me dit l'Empereur, et il la serra. « Embrassez-moi », et il me serra contre son cœur avec émotion. [...] « Je désire que vous soyez heureux, mon cher Caulaincourt », me dit-il avec une touchante bonté, « vous méritez de l'être... » »<sup>813</sup>. On pourrait multiplier les exemples de l'estime et de l'attachement que Napoléon témoigne à celui qui est resté jusqu'au bout avec lui et qui fait preuve d'un dévouement et d'une loyauté inébranlable. En avril 1814, entre Alexandre et Napoléon, Caulaincourt s'impose par sa fidélité, parvient à concilier ces deux relations, et même à obtenir un résultat politique grâce à son rôle d'intermédiaire.

Les *Mémoires* ne parlent pas (à dessein ?) de la suite des événements, qui détruit, d'un côté comme de l'autre, sa relation avec les deux empereurs. L'action de Caulaincourt en mars-avril 1814, est irréprochable, mais il échoue à s'insérer dans le nouveau régime. Jean Hanoteau décrit cet échec, et évoque aussi le projet, soutenu par Alexandre mais refusé par

---

<sup>809</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>810</sup> *Ibid.*, p. 184.

<sup>811</sup> *Ibid.*, p. 239.

<sup>812</sup> *Ibid.*, p. 361.

<sup>813</sup> *Ibid.*, p. 360-361.

Louis XVIII, d'envoyer le duc de Vicence en ambassade à Saint-Pétersbourg<sup>814</sup>. Même si, comme nous l'avons évoqué, Napoléon choisit Caulaincourt comme ministre des Relations extérieures durant les Cent-Jours, ces projets brisent son attachement pour lui, comme le prouve certaines déclarations, à l'île d'Elbe<sup>815</sup> ou à Sainte-Hélène<sup>816</sup> : reste l'estime ou la reconnaissance de l'Empereur face à la fidélité de son grand écuyer. De la même façon, Alexandre est fortement contrarié par l'attitude de Caulaincourt durant les Cent-Jours, et par son ralliement à Napoléon. Ainsi, même s'il aide encore son ami, par exemple en intervenant en sa faveur lorsque ses possessions dans l'Aisne sont occupées par les Prussiens<sup>817</sup>, les relations entre l'ancien ambassadeur à Saint-Pétersbourg et le tsar sont définitivement brisées. Une dernière lettre de Caulaincourt montre de quelle façon il remercie Alexandre d'avoir permis sa réinsertion dans la société française mais clôt aussi leur amitié qui a trop souffert des questions politiques : « Sire, V.M. me pardonnera de m'adresser directement à elle et avec toute confiance. Elle a fait agréer à ma femme que ma quarantaine aurait un terme prochain. J'en ai douloureusement compté les jours, Sire, car au milieu de mes malheurs, j'ai senti avant tout le regret de ne pas voir V.M. Maintenant que le gouvernement s'est prononcé, j'espère qu'elle ne verra plus un coupable là où le roi n'a pu en trouver, car V.M. n'a jamais pu douter des sentiments d'honneur d'un homme qui a fait ses preuves dans d'autres temps. Devenu un simple particulier, je ne demande rien ; je n'importunerai donc pas V.M. Mes vœux se bornent à la voir avant de partir et à lui offrir l'hommage du respect des sentiments qu'elle m'a permis de lui vouer, dans un temps où je n'étais pas comme aujourd'hui battu par la tempête. Aujourd'hui comme alors, Sire, je suis digne d'avoir été honoré par V.M. du titre de son ami »<sup>818</sup>. L'emploi de l'expression « avoir été » est significatif de cette rupture de leurs relations. Quoi qu'il en soit, Caulaincourt, après l'épisode des Cent-Jours, retourne définitivement dans la vie civile.

La relation de Caulaincourt avec Alexandre constitue donc la dernière conséquence de

---

<sup>814</sup> J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 180-186.

<sup>815</sup> Au général Duval qui allait à Paris, Napoléon hésite puis déclare qu'il n'a rien à dire au duc de Vicence (Pons de l'Hérault, *Mémoires aux puissances alliées*, Paris, Picard, 1899, p. 311, cité par J. Hanoteau, *Introduction aux Mémoires de Caulaincourt*, p. 183, note).

<sup>816</sup> À Sainte-Hélène Napoléon parle très rarement de son grand écuyer et, parlant de ses diplomates à Barry O'Meara, il ne reconnaît que le rôle du comte de Narbonne : « De tous les ambassadeurs que j'aie jamais employés, a continué Napoléon, Narbonne était le plus habile. [...] Si un homme tel que Narbonne eût été envoyé à Alexandre en 1812, il est probable que la paix se serait conclue ». (Barry E. O'Meara, *Napoléon dans l'exil*, t. I, p. 104.

<sup>817</sup> AN 95 AP 15. Nesselrode à Caulaincourt, Paris, 2/14 juillet 1815 : « En conséquence, j'ai été autorisé à intervenir en sa faveur auprès du ministère prussien, et je m'empresse, monsieur le duc, de vous faire part que des ordres ont été donnés pour que le séquestre mis sur vos terres dans le département de l'Aisne soit levé et toute vente suspendue immédiatement ».

<sup>818</sup> AN 95 AP 15, Caulaincourt à Alexandre, 1815 (fin juillet), lettre intégrale.

l'ambassade de Saint-Pétersbourg. Une fois les pouvoirs politiques du duc de Vicence disparus, en même temps que ceux de Napoléon, il ne lui est plus resté que le prestige de cette relation qui lui a permis, en acquérant l'île d'Elbe pour son maître, de participer de la légende napoléonienne et de témoigner sa fidélité à son maître. La chute de Napoléon et les Cent-Jours nous font ainsi appréhender la complexité des relations qui lient les trois hommes à la fin de l'Empire et la lutte sentimentale qui s'organise, pour ainsi dire, autour de Caulaincourt. Cultivant son amitié pour le tsar, mais lié par sa fidélité à l'Empereur, le duc de Vicence voit finalement ses relations avec les deux empereurs rompues, une cassure qui correspond à la fin de sa carrière politique, preuve que celle-ci fut liée en grande partie à ce triangle relationnel. En définitive, l'ambassade de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg a fondé l'importance majeure du duc de Vicence dans les années suivantes, et a permis l'élaboration d'opinions souvent indépendantes de celles de son maître. La campagne de 1812 a justifié la conduite de l'ancien ambassadeur de France, qui, grâce à son opposition constante et désintéressée, s'est vu paradoxalement lié au destin de Napoléon, devenant son intermédiaire principal avec les alliés et une sorte de favori. Dans ces conditions, l'amitié entre le duc de Vicence et le tsar Alexandre, perdurant tant bien que mal de 1811 à 1814, n'a pu surmonter la complexité des liens tissés entre les trois hommes et, du fait des événements politiques et des choix qu'ils ont entraînés, a finalement été rompue, provoquant la fin de la carrière politique de Caulaincourt, en 1815. On peut donc dire que l'ambassade de 1807-1811 a permis ce rôle de la fin de l'Empire, mais qu'elle a aussi créé une situation si complexe que Caulaincourt a finalement perdu ses appuis et qu'il a dû achever sa carrière. Sa seule possibilité pour durer aurait été d'abandonner Napoléon et de solliciter, le plus tôt possible, l'amitié d'Alexandre ; mais cette hypothèse ne pouvait aucunement cadrer avec sa conception de la fidélité et de l'honneur. L'honneur, qui fut toujours la première préoccupation du duc de Vicence, dans toutes les situations et dans toutes les circonstances, et qui constitue, sans surprise, le dernier mot de ses *Mémoires*<sup>819</sup>.

---

<sup>819</sup> *Mémoires de Caulaincourt*, t. III, p. 426 : « J'ose croire que j'ai toujours justifié sa confiance et que l'empereur Napoléon a dit encore plus d'une fois dans son adversité : Caulaincourt est un homme d'honneur ! »

## Sommaire du tome II

<b>2<sup>e</sup> Partie : Caulaincourt et l'alliance franco-russe</b> .....	2
CHAPITRE I : NAPOLÉON, ALEXANDRE ET CAULAINCOURT, L'AMBASSADEUR ENTRE LES DEUX EMPEREURS. ....	3
Introduction .....	3
1. Caulaincourt et Napoléon : l'ambassadeur face à son maître. ....	5
La marge de manœuvre laissée à Caulaincourt par Napoléon .....	5
Caulaincourt face à son maître .....	12
2. Caulaincourt et Alexandre : les dangers d'une amitié.....	17
3. L'entrevue d'Erfurt : développement de la pensée de Caulaincourt.....	24
Caulaincourt et Napoléon à Erfurt .....	26
La trahison de Caulaincourt ?.....	33
Bilans de l'entrevue d'Erfurt.....	38
Conclusion.....	44
CHAPITRE II : CAULAINCOURT ET LES GRANDES NÉGOCIATIONS DE L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE .....	45
Introduction .....	45
1. Les conférences sur le partage de la Turquie : un négociateur sans pouvoirs .....	48
Introduction : les origines des négociations de 1808 .....	48
La préparation aux négociations diplomatiques : quelle forme, quels enjeux, quelles limites ? .....	55
Les discussions entre Caulaincourt et Roumiantsov : projets et problèmes .....	60
L'intervention d'Alexandre et le projet écrit de Partage.....	65

La voie de l'échec des négociations .....	69
Conclusion : Caulaincourt et les négociations impossibles .....	74
2. Les pleins pouvoirs du négociateur : le mariage russe de Napoléon .....	77
Le projet de mariage russe de 1807 à 1809 .....	78
Les conditions des négociations .....	80
Les dépêches de Caulaincourt .....	82
Attente et délais : une négociation immobile .....	85
Échec et bilan .....	87
Conclusion.....	90
3. Conclusion : Caulaincourt négociateur .....	92
CHAPITRE 3: CAULAINCOURT ET L'ÉCHEC DE L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE .....	96
Introduction .....	96
1. La guerre de 1809 et la question polonaise .....	99
L'alliance face à la menace autrichienne .....	101
La marche des armées russes : le grief de la France .....	107
La paix et la question polonaise : le grief de la Russie .....	113
Les conventions sur la Pologne : la nouvelle impasse des alliés .....	118
2. Le système continental et l'oukase de commerce : le casus belli de la France.....	132
Caulaincourt et les questions commerciales de l'alliance .....	134
L'oukase de commerce et ses conséquences.....	140
3. L'affaire du duché d'Oldenbourg : le casus belli de la Russie.....	149
Caulaincourt est prévenu de l'annexion.....	150
La réaction d'Alexandre et de l'opinion russe .....	152
Des discussions inutiles.....	154
Une affaire non-résolue de plus .....	156
Caulaincourt face aux mouvements de troupes : le prélude à la guerre.....	158
Conclusion.....	167

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE : LE DÉPART DE CAULAINCOURT ET SON REMPLACEMENT PAR LE COMTE DE LAURISTON.....	169
Des demandes de retour sans réponses .....	171
Le remplacement de Caulaincourt.....	174
La transition et l'arrivée de Lauriston .....	177
Audience de congé et départ de Caulaincourt.....	181
CONCLUSION GÉNÉRALE .....	185
1. Le retour de Caulaincourt à Paris et sa confrontation avec Napoléon .....	187
La première conséquence de l'ambassade : la disgrâce de Caulaincourt.....	188
Caulaincourt, défenseur de la politique russe et du tsar .....	190
Comment préserver l'alliance franco-russe ?.....	194
La vraie fidélité selon Caulaincourt et son amour de la paix .....	196
Prophéties de la campagne de Russie.....	199
2. Caulaincourt et la campagne de 1812 : une expérience diplomatique à l'épreuve des faits.....	203
Vers la campagne de Russie : les dernières illusions de la paix .....	205
La marche vers Moscou : Caulaincourt et le parti de l'opposition .....	211
Caulaincourt et l'hiver russe .....	215
Le retour en traîneau .....	222
3. L'ambassade de Saint-Pétersbourg, fondement du rôle de Caulaincourt à la fin de l'Empire.....	230
Le retour en grâce de Caulaincourt .....	231
Caulaincourt, l'homme de la paix de la fin de l'Empire .....	234
Caulaincourt, intermédiaire entre Napoléon et Alexandre.....	237

ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES

---

**Olivier Varlan**  
*titulaire d'un master 2 en histoire*

**L'AMBASSADE DE CAULAINCOURT À  
SAINT-PÉTERSBOURG (1807-1811) :**  
Représentation et négociations diplomatiques  
durant l'alliance franco-russe

ANNEXES



Thèse  
pour le diplôme d'archiviste paléographe  
2009

## I. Éditions de textes

Nous proposons ici un ensemble de documents, la plupart extraits des papiers de Caulaincourt (AN 95 AP) et écrits de sa main (en minute ou en copie). Certains de ces documents servent de base aux réflexions de plusieurs chapitres, d'autres sont présentés ici afin d'illustrer la multiplicité des écrits liés au travail du diplomate. Les correspondances sont souvent les plus utiles pour comprendre les négociations politiques, mais il ne faut pas négliger les différents mémoires, les notes, les récapitulatifs, etc. Caulaincourt, qui doit faire face à de nombreux événements et qui gère la plus importante ambassade d'Europe, est un grand producteur de papiers qui analysent de multiples situations : ces annexes tendent à en montrer un échantillon représentatif, à défaut d'être exhaustif. À côté des inventaires de papiers et des résumés de dépêches et de rapports figurent donc différentes notes sur des points de cérémonial ou sur des questions politiques, des documents qui concernent la biographie de Caulaincourt ou encore, par exemple, une longue relation de l'entrevue d'Erfurt, au jour le jour. Ces documents, souvent étonnants par leur diversité, ne sont qu'un aperçu de la richesse du fonds 95 AP qui mêle le travail du général, du grand écuyer, du diplomate, du ministre Caulaincourt, en le remplaçant dans le cadre de sa famille.

Pour ces éditions, dans un souci d'harmonisation, nous avons modernisé l'orthographe du duc de Vicence, essentiellement les imparfaits et les terminaisons en –ens (changées en –ents), quand ils étaient employés. Les fautes de langue ont été corrigées et la ponctuation rétablie. En revanche, les noms propres ont été laissés tels quels, même lorsqu'ils présentaient des formes farfelues (il suffit de voir toutes les formes du nom du ministre russe des Affaires étrangères Roumiantsov, ou les occurrences de toponymes russes).

**1. Inventaire des papiers de l'ambassade de France, remis par S.E. M. le Duc de Vicence à S.E. M. le comte de Lauriston, 6/18 mai 1811, 3 p. in 8°, 95 AP 10.**

*Ce document, de la main de Caulaincourt et conservé dans ses papiers personnels (3 pages in 8°, 95 AP 10) est le reçu original signé par Lauriston des papiers de l'ambassade. Il s'agit d'un inventaire qui rend compte de l'organisation des papiers de l'ambassade de Saint-Pétersbourg, telle que déterminée par l'ambassadeur. On retrouve l'ensemble des principaux documents encore disponibles aujourd'hui, essentiellement aux archives des Affaires étrangères. Ainsi, certains dossiers, comme celui intitulé « Pièces relatives à la guerre d'Autriche en 1809 » ont été reliés dans les volumes disponibles aux archives diplomatiques de Nantes. Cet inventaire, en plus d'offrir une liste des différents papiers utilisés par les ambassadeurs est utile pour comprendre le travail de Caulaincourt et surtout son souci du classement et de l'organisation, caractéristique qu'il a pu développer par ses fonctions d'aide de camp et de grand écuyer.*

Liasse marquée :

- A. Papiers de la mission du général Hédouville.
- B. Papiers de la mission du général Savary.
- C. Instructions du duc de Vicence, traités, conventions, etc.

- D. Lettres de S.M. l'Empereur et Roi au duc de Vicence.
- E. Rapports des conversations de M. le duc de Vicence avec S.M. l'empereur Alexandre, contenant 52 numéros avant le voyage d'Erfurt et 138 depuis.
- F. Dépêches du ministre des Relations extérieures à M. le duc de Vicence relatives aux affaires politiques, numérotées à mesure de leur réception. En tout 213 numéros du duc de Cadore, plus une dépêche du duc de Bassano<sup>1</sup>.
- G. Pièces jointes aux dépêches du ministre des Relations extérieures.
- H. Dépêches de M. le duc de Vicence au ministre des Relations extérieures depuis le numéro 1 jusqu'au n° 448 inclusivement.
- J. Copie de 31 lettres particulières du duc de Vicence au duc de Cadore.
- K. Notes politiques du ministère russe et du duc de Vicence pendant les années 1807. 1808. 1809. 1810 et 1811.
- L. Lettres et billets particuliers du duc de Vicence à l'empereur Alexandre et au comte de Romanzoff.
- M. Correspondance avec les ministres de France dans les Cours étrangères.
- N. Marine française en Russie ; correspondance avec le ministre de la Marine.
- O. Commerce français; correspondance avec les consuls; pièces diverses.
- P. Affaires militaires. États divers des troupes Russes et leur répartition, etc.
- Q. Copies de différentes notes, projets de notes, mémoires, etc.
- R. Pièces officielles, proclamations, bulletins, etc.
- S. Pièces relatives à la guerre d'Autriche en 1809.
- T. Correspondance avec le prince Poniatowski, les autres autorités du duché de Varsovie pendant la guerre de 1809.
- U. Copies de lettres et pièces communiquées.
- V. Lettres et copies de lettres diverses.
- X. Affaires de chancellerie; pièces relatives à l'ambassade.
- Y. Chiffres ; savoir : ordinaire, chiffrant et déchiffrant. 2<sup>e</sup> ordinaire, chiffrant et déchiffrant. 1<sup>ère</sup> réserve, chiffrant et déchiffrant. Réserve, deux tables. Chiffre pour correspondre avec Stockholm, Copenhague et Vienne, deux tables. Chiffre pour correspondre avec Vienne seulement. Chiffre pour correspondre avec Constantinople. Chiffre pour correspondre avec Riga.

---

<sup>1</sup> À savoir Maret.

Note. Ne sont pas compris dans le présent état les lettres ministérielles, notes et papiers divers, relatifs aux affaires particulières qui sont déposés à la chancellerie de l'ambassade.

*Je déclare avoir reçu les papiers contenus dans le présent inventaire.  
Saint-Pétersbourg le 6/18 mai 1811, le comte de Lauriston [signature].*

## **2. Exemple de dépense annuelle : 1809, février 1810, 3 p. in 8°, AF IV 1699.**

*Ce document, de février 1810, de 3 pages in 8°, conservé dans le fonds de la secrétairerie impériale (AF IV 1699) résume les sommes octroyées à Caulaincourt pour soutenir sa représentation diplomatique à Saint-Pétersbourg. Champagny fait le rapport de ces dépenses à Napoléon pour justifier les sommes envoyées à l'ambassadeur. Ce rapport permet de voir les différents types de dépenses : étrennes, illuminations, Te Deum, etc., et surtout l'ampleur de ces dépenses qui, bien qu'accessoire en comparaison des comptes généraux de l'ambassadeur et de l'ambassadeur, s'élèvent jusqu'à 10 000 francs d'illuminations pour un trimestre. À la fin de son rapport, Champagny semble justifier ces sommes en citant les exemples d'autres légations pour lesquelles ces mêmes manifestations sont remboursées. On peut penser que Napoléon, au vu des fonds déjà accordés à Caulaincourt, devait être réticent face à ces dépenses supplémentaires.*

### **Rapport à Sa Majesté l'Empereur et Roi:**

Sire,

Votre Majesté m'ordonne de lui faire connaître quelles sont les sommes qui ont été payées à monsieur le duc de Vicence pendant 1809 pour les dépenses extraordinaires. J'ai l'honneur de lui en présenter le relevé, fait sur les états et pièces qu'il m'a adressés successivement. Il lui a été payé pour frais de la fête qu'il a donnée à l'empereur de Russie et en vertu de l'approuvé de Votre Majesté, une somme de 64 293 Francs 60 centimes.

### 1<sup>er</sup> Trimestre

Étrennes aux gens de la Cour, etc.	980 r.
Illumination à l'occasion des fiançailles de la grande-duchesse Catherine.	850 r.
Illumination à l'occasion de l'anniversaire de l'avènement au trône de l'empereur.	850 r.
Pour gratification aux gens de la cour les jours d'audience.	522 r.
<b>Total</b>	<b>3 202 r. /6 147 F 84 c.</b>

### 2<sup>e</sup> Trimestre

Illumination pendant 3 jours à l'occasion du mariage de la grande-duchesse Catherine.	2 550r.
Gratification aux gens de la cour les jours d'audience.	632 r.
Aux Jésuites pour deux <i>Te Deum</i> .	150 r.
<b>Total</b>	<b>3 332 r. /5 930 F 96 c.</b>

**Total** : 74 372 F 40 c.

### 3<sup>e</sup> Trimestre

Illumination à l'occasion de la fête de l'impératrice reine.	850 r.
Pour un <i>Te Deum</i> à l'occasion de la fête de S.M. l'empereur Napoléon.	250 r.
Illumination pour la même fête.	1300 r.
Illumination pour le jour de la fête de l'empereur Alexandre.	1300 r.
Illumination à l'occasion de la fête de l'impératrice régnante.	850 r.
Illumination pour l'anniversaire du couronnement de l'empereur Alexandre.	850 r.
Gratification aux gens de la cour les jours d'audience.	640 r.
Aux Jésuites pour un <i>Te Deum</i> .	75 r.
<b>Total</b>	<b>6 095 r<sup>2</sup>/ 10 056 F 25 c.</b>

### 4<sup>e</sup> Trimestre

Illumination le jour de la naissance de l'impératrice mère.	850 r.
Illumination à la nouvelle de la paix avec l'Autriche.	850 r.
<i>Te Deum</i> à la même occasion.	500 r.
Illumination pour la naissance de l'empereur Alexandre.	850 r.

---

<sup>2</sup> Le compte exact aurait dû être 6115 F.

Gratifications aux gens de la Cour.

631 r.

**Total** : 3 681 r. /5 963 F 22 c.

**Total** : 90 391 F 87 c<sup>3</sup>.

J'ai l'honneur d'observer à Votre Majesté que les frais d'illumination sont habituellement remboursés aux agents diplomatiques, pour le jour de la fête de Votre Majesté. J'observe aussi que dans plusieurs légations, telles celles de Madrid et Naples, les ambassadeurs portent ordinairement en dépenses les étrennes et gratifications qu'ils donnent aux Gens de la Cour. Je suis avec un profond respect, Sire, De Votre Majesté impériale et royale, le très humble et très obéissant serviteur et fidèle sujet,

**Champagny, duc de Cadore (signature).**

---

<sup>3</sup> Le total est erroné : il devrait être de 92 411, 87 F.

### **3. Exemple de rapport à l'Empereur, 26 février 1808, 5 pages in 8°, AF IV 1697.**

*Il s'agit d'un exemple de rapport à Napoléon, de 5 pages in 8°, daté du 26 février 1808, conservé dans le fonds AF IV 1697 Russie, et qui correspond au moment où Alexandre reçoit la lettre de Napoléon, du 2 février, qui lance les négociations sur un éventuel partage de l'empire ottoman. Au-delà de l'évident intérêt du texte, en ce qui concerne les questions politiques de l'époque, il faut remarquer deux points essentiels. Dans la première partie du texte, on voit les rapports qu'entretiennent Caulaincourt et Alexandre et le peu de cérémonial qui subsiste entre eux : ce fait est patent dans la façon que le duc de Vicence a d'entrer en contact avec le tsar pour lui remettre une lettre. La seconde partie du rapport est typique de ces documents, présentés sous forme de dialogues entre l'ambassadeur et l'empereur, afin de reproduire l'ambiance des discussions et de rendre compte exactement des paroles du tsar. Les dernières lignes du texte montrent l'interpénétration des phases de travail et de fêtes : la limite n'est pas fixe et représentation et négociations diplomatiques se mêlent souvent, au gré des circonstances.*

#### **17<sup>e</sup> Rapport de Caulaincourt à Napoléon- 26 février 1808.**

M. Darberg<sup>4</sup> étant arrivé le 25 au soir, je prévins de suite le comte de Romansoff de l'ordre donné par V.M. au prince de Ponte-Corvo. Il envoya mon billet à l'empereur.

Le 26, au matin, je fus chez lui [Roumiantsov], mais il était avec l'ambassadeur d'Autriche et devait travailler à midi avec l'empereur. Je passai alors chez le grand-maréchal Tolstoï que je prévins de l'arrivée de M. Darberg, porteur d'une lettre pour S.M. et de la

---

<sup>4</sup> Porteur de la lettre de Napoléon du 2 février.

première livraison de l'ouvrage sur l'Égypte. J'ajoutai que j'avais aussi une lettre de V.M. pour l'empereur ; il me dit qu'il avait l'ordre de le prévenir si je venais et de l'avertir si j'avais quelque chose à lui remettre. Il se rendit donc chez S.M. qui me donna l'ordre de passer chez elle tel que j'étais. Je demandai la permission d'aller chercher la lettre de V.M. et je l'apportai de suite.

*L'empereur* : « Pourquoi ne vouliez-vous point entrer, il n'y a point de cérémonie dans mon cabinet. Je ne reçois jamais assez tôt une lettre de l'Empereur et je vous vois toujours avec plaisir. L'Empereur se porte-t-il bien ? Je pense que nous aurons à causer.

*L'ambassadeur* : J'ai l'honneur de remettre à V.M. une lettre de l'Empereur mon maître ».

L'empereur la prit avec empressement et me dit : « Je vous demande, général, la permission de la lire. Vous n'êtes point de trop », ajouta-t-il, parce que je me retirais. L'empereur était sérieux ; son visage s'anima peu à peu, il sourit à la fin de la première page, puis après il s'écria : « Voilà de grandes choses », et répéta plusieurs fois : « Voilà le style de Tilsit ». À la fin de la phrase : « ne cherchons pas dans les gazettes », il s'écria : « Voilà le grand homme », me lut cette phrase, puis continua tout bas jusqu'à la fin. Il me prit ensuite par la main et me dit en la serrant avec émotion : « Dites à l'Empereur combien je suis touché de sa confiance, combien je désire le seconder. Vous êtes témoin de la manière dont je reçois sa lettre, je veux vous la lire ». L'empereur la lut avec moi ; il s'arrêtait à chaque phrase, mais surtout à celle précitée. Après, il me dit : « Général, je vous parle franchement, cette lettre me fait grand plaisir ; c'est le langage de Tilsitt. L'Empereur peut compter sur moi, car je n'ai point changé de ton, vous le savez. Je suis bien aise de ne pas avoir évacué ces provinces, c'est beaucoup de besogne de faite. J'ai sûrement encore plus d'envie que l'Empereur de nous rencontrer. Il faudra bien nous voir, j'irai comme un courrier, mais Paris est trop loin pour la circonstance actuelle. Vous savez que ma présence est nécessaire ici, indispensable même, pour diriger tout ce qu'il faudra employer pour seconder les vues de l'Empereur. C'est à lui à diriger toute cette opération ; c'est une bonne chose d'y faire entrer les Autrichiens ; c'était déjà la pensée de Tilsit ».

*L'ambassadeur* : L'Empereur verrait sûrement V.M. avec grand plaisir à Paris ; mais, si c'est trop loin et qu'elle ne puisse lui envoyer un homme de confiance, il m'autorise à mettre le compas sur la carte et à prendre sur-le-champ les engagements que V.M. voudra pour qu'il se trouve au lieu qu'elle choisira à moitié chemin.

*L'empereur* : Voilà la difficulté ; l'Empereur a vu par Tolstoï que je n'en avais pas ; en connaîtriez-vous un ici ? J'ai choisi Tolstoï parce qu'il n'est pas intrigant ; eh bien ! Il ne me

mène pas les affaires. L'Empereur n'est pas content de lui ; de vous à moi je m'en aperçois depuis longtemps ; j'en ai souvent causé avec Romansoff. Nous avons eu l'idée de tout traiter avec vous, mais n'aurait-on pas trouvé cela extraordinaire à Paris ? Je ne veux rien faire qui déplaît à l'Empereur.

*L'ambassadeur* : Sa Majesté n'a point parlé de cette affaire à M. de Tolstoï ; elle est tout à fait secrète et confidentielle sous tous les rapports.

*L'empereur* : Je sais cela, je suis tout à fait de cet avis. Ceci restera entre nous, Romansoff et moi ; cela me convient tout à fait. Je vais m'occuper de tout ce que l'Empereur nous demande, en causer avec Romansoff et, ensuite, avec vous. Mandez toujours cela à l'Empereur.

*L'ambassadeur* : J'attendrai demain à cause des nouvelles de Finlande, si V.M. le permet.

*L'empereur* : Vous avez raison ; je désirerais bien vous annoncer la prise de Sveaborg<sup>5</sup> et pouvoir aller à Paris, mais comment n'y rester que quelques jours ? C'est impossible pour ce pays-ci ! C'est un voyage que je ferai à la paix. Remerciez bien l'Empereur de sa coopération en Scanie<sup>6</sup> ; êtes-vous encore fâché de votre négligé ? Moi, je suis bien aise de vous avoir vu. À ce soir. »

Le soir, au bal, L'empereur me parla plusieurs fois, me répéta : « J'ai plus d'une fois relu la lettre de l'Empereur ; voilà des paroles de Tilsit ». Je l'assurai qu'on n'en avait jamais proféré d'autres.

---

<sup>5</sup> Swéaborg, en Finlande.

<sup>6</sup> Région à l'extrême sud de la Suède, où Bernadotte était censé faire une diversion, en 1808, pour soutenir l'effort de guerre russe en Finlande.

**4. Premier mémoire sur la Russie (extrait). Caulaincourt à Champagny, Saint-Pétersbourg, 17 avril 1808, AMAE Mémoires et Documents, Russie, 32.**

*Ce document, conservé dans la série Mémoires et Documents des archives des Affaires étrangères, Russie, 32, est un mémoire du duc de Vicence, daté du début de son ambassade, qui résume les grandes tendances de la société pétersbourgeoise, les premières réalisations de sa mission, les sentiments des personnages de la cour, etc. Il s'agit d'une sorte de bilan des premières semaines de l'ambassade, qui présente tous les aspects de la situation russe. Ce mémoire est particulièrement intéressant dans la mesure où il montre les interactions qui existent entre questions politiques et économiques et entre celles-ci et la vie de cour : tous les domaines se croisent pour Caulaincourt qui parle tour à tour de l'accueil qui lui a été fait, d'Alexandre, des ministres ou des finances de l'empire russe. Le texte présenté ici ne représente que la première partie du document qui se poursuit ensuite avec des considérations très précises sur les taux de change, que nous n'avons pas jugé utile de reproduire, puisque ces questions sortaient de notre sujet.*

Ce serait une prétention étrange, après un séjour de trois semaines [?] de se permettre des opinions prononcées sur la situation de cet empire, sur les détails de son administration, sur les personnes qui y jouent un rôle considérable. Je crois cependant de mon devoir de ne pas laisser partir ce courrier sans informer V.M. de ce que j'ai pu apprendre en puisant dans des sources que j'avais raison de regarder comme impartiales. Je laisserai les conjectures de côté, en tâchant de ne présenter à V.M. que des renseignements que je n'aurai point le désagrément d'avoir à désavouer dans la suite.

L'accueil qui a été fait au ministre de V.M. a été d'une grâce, d'une obligeance et d'une honnêteté parfaites. J'ai eu l'honneur de rendre compte à V.M. de quelques détails à cet égard. Toutes les nuances sont restées jusqu'à présent les mêmes ; entre autres ce qui m'a été dit par

M. le comte de Roumiantsoff à l'occasion de la libre entrée de mes effets n'a laissé rien à désirer. Mais ce qui prouve tout dans une cour aussi scrupuleuse, aussi difficile peut-être sur l'étiquette que celle de Russie, c'est le témoignage délicat d'attention et d'amitié de l'empereur Alexandre, que j'ai le bonheur de porter aujourd'hui à sa connaissance. Cette démarche ne saurait manquer de faire sensation dans les autres cours de l'Europe.

L'empereur Alexandre est aimé dans le pays. Dans les classes inférieures de la capitale ce sentiment est profond, comme il doit l'être d'après l'affabilité extrême de ce souverain, même pour le dernier de ses sujets. Parmi les seigneurs il y en a bon nombre qui tiennent encore à l'ancienne politique favorable à l'Angleterre. Leurs intérêts d'ailleurs, en souffrant cette guerre, donnent plus de force à ces impressions, mais il y en a aussi de l'autre côté dont la marche est droite et prononcée et leur parti, si je ne me trompe pas entièrement, a acquis plus de consistance depuis quelque temps. L'occupation de la Finlande et la déclaration de sa réunion à l'empire y ont fortement contribué. L'orgueil national chez les Russes va au-delà de l'expression ; s'il y avait été blessé grièvement par la paix de Tilsit, il s'adoucit par une conquête aussi importante pour la sûreté du pays que celle de la seule contrée limitrophe d'où le talon d'Achille pourrait être blessé. Dans cette monarchie, l'espoir de s'agrandir un jour ou l'autre du côté de la Turquie augmente les impressions favorables pour la France et bientôt je pense, les petites difficultés de la société seront à peu près vaincues. L'empereur poursuit sa route avec modération dans les formes, mais en même temps avec assez de fermeté dans les actions, pour faire perdre l'espoir d'un changement subit. Et l'ambassadeur de France, poursuivant également les intentions du grand empereur avec beaucoup de suite et de tenue, ne laisse échapper aucune des occasions multipliées qui se présentent pour tirer avantage de sa position.

Le ministère ne se conduit pas avec moins de sincérité. Le comte de Roumiantsoff, en même temps ministre des Affaires étrangères et du Commerce, est réputé pour sa droiture, très attaché à son pays et dans la conviction intime qu'il est de l'intérêt de sa patrie de rester unie à la France. On dit que le prince Kourakine, ministre de l'Intérieur, est dans les mêmes sentiments. Il passe pour un homme très fort, d'une opinion à lui et qui ne reçoit pas facilement des impressions étrangères. Le nouveau ministre de la Guerre, le comte Araktcheyeff<sup>7</sup>, général d'artillerie, est à ce qu'on assure un homme de tête et de mérite : ce qu'il y a de certain c'est qu'il a déjà déployé beaucoup de fermeté à maintenir la discipline

---

<sup>7</sup> Alexis Arakcheyev (1769-1834) : général et homme d'État russe, il est inspecteur de l'artillerie en 1803 et fait les campagnes contre la France. De 1808 à 1810, il est ministre de la Guerre et réorganise l'armée russe. Après 1815 et jusqu'à la mort du tsar, il demeure un conseiller influent au conseil d'État.

militaire envers plusieurs jeunes officiers de naissance et de distinction. Enfin le ministre de la Marine, amiral Tchitchagoff, celui que je connais le mieux personnellement, se prononce le plus ouvertement en faveur de l'alliance française et sur ses sentiments d'admiration pour le grand empereur. C'est un militaire rempli de connaissances dans son métier, d'une réputation brillante d'intégrité, avec des formes ouvertes et franches et qui, dans ce moment, a une grande part à la confiance de l'Empereur. Il a beaucoup d'estime pour le comte de Herden, ancien officier de la marine hollandaise et lui a fait donner une partie de la flotte à commander sous ses ordres immédiats.

C'est un sujet bien tendu à toucher que celui de la crainte d'un renouvellement de scènes désastreuses<sup>8</sup>. Je dois cependant à V.M. de lui dire ce que j'ai pu apprendre à cet égard ; et j'ai la satisfaction de pouvoir l'assurer que tous les gens éclairés avec lesquels j'ai pu me permettre d'en parler regardent les inquiétudes en Europe comme peu fondées. Il n'est pas difficile de trouver des raisons à l'appui de cette opinion. Les circonstances sont entièrement différentes. Toute la famille impériale, le grand-duc à sa tête, s'est trop prononcée pour que les coupables puissent raisonnablement avoir l'espoir d'un lendemain : et quand il n'y aurait que la circonstance d'avoir dans le prince Lobanoff un gouverneur général de la ville de beaucoup de caractère et d'une parfaite fidélité, elle pourrait suffire pour sortir toute tentative d'un forfait aussi exécrationnel du rang des événements très probables.

Quoiqu'incontestablement la guerre pèse beaucoup sur les finances et par l'augmentation des dépenses et par la diminution de plusieurs branches de revenus, les ressources de cet empire sont assez vastes pour pouvoir se permettre de n'avoir jusqu'à présent pas trop d'inquiétude sous ce rapport. Il y a deux remèdes. Celui de l'émission nouvelle d'assignations de banque et celui d'un emprunt dans la Hollande. On s'est déterminé déjà pour le premier. Je crois, comme je l'espère, qu'on n'en aura qu'un usage modéré, pour ne pas attaquer trop gravement la confiance. Mais je m'attends qu'on aura également recours à l'emprunt et je pense qu'on fera très bien puisque c'est le seul moyen de relever le change, que je crois encore menacé de quelque baisse. Je serais très étonné si le prince Dolgorouki<sup>9</sup>, n'était pas chargé de suivre cette affaire dans laquelle il dépendra de V.M. de donner de véritables marques d'affection au souverain de cet empire. [...]

---

<sup>8</sup> Ce paragraphe fait allusion aux rumeurs concernant une possible tentative d'assassinat contre Alexandre Ier, les circonstances politiques rappelant celles à l'origine du meurtre du tsar Paul I<sup>er</sup>.

<sup>9</sup> Serge Nicolaevitch Dolgorouki, prince (1770-1829) : ambassadeur de Russie en Hollande.

## **5. Discussion de cérémonial pour le prince d'Oldenbourg, s.d., 4 p. in 8°, 95 AP 6.**

*Ce document, conservé dans le fonds 95 AP 6, est un mémoire rédigé par Caulaincourt, en 4 pages in 8°, sur les questions de préséance en ce qui concerne le prince d'Oldenbourg, époux de la grande-duchesse Catherine, sœur du tsar Alexandre. Ce mémoire est intéressant, non pas du fait des événements relatés, qui appartiennent au domaine de l'histoire diplomatique européenne, mais par la démarche qu'il suppose. En effet, il implique tout un travail de recherche effectué, ou plus vraisemblablement commandé, par Caulaincourt, afin de justifier une situation actuelle par des exemples du passé. On voit ainsi que la Révolution n'est pas une coupure totalement pertinente dans le domaine de la diplomatie européenne et que le Premier Empire s'inscrit dans la continuité de l'Ancien Régime, l'exemple de Louis XIV restant le plus souvent évoqué pour appuyer une prétention française face à une cour d'Europe. Ces questions peuvent apparaître comme tatillonnes, voire spécieuses, mais sont le reflet de l'orgueil affiché de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, qui doit ainsi affirmer le prestige de sa fonction et de l'alliance franco-russe.*

**Les exemples prouvent que les ambassadeurs de France avaient le pas sur les cadets des premières maisons souveraines<sup>10</sup>.**

Le mariage d'un prince d'Oldenbourg avec une princesse de Russie, l'avantage que lui donnera cette alliance de joindre à la qualité de parent de l'empereur Alexandre, l'honneur de devenir son beau-frère, donne lieu (sur l'étiquette à observer par l'ambassadeur de S.M. l'empereur et roi) à une question de cérémonial, dont la solution paraîtra difficile, si on cherche à l'appuyer sur ce qui s'est pratiqué dans de semblables occasions. En effet, les

---

<sup>10</sup> Titre du document.

archives des Relations extérieures ne contiennent le récit d'aucun fait dont l'exemple puisse s'appliquer exactement à la circonstance présente ; et, dans le résumé qui va suivre, on n'a pu que réunir ceux qui ont paru y être le plus analogues.

Dans cet exposé, on a cru devoir préférer l'ordre chronologique à l'importance des événements, parce qu'il fera mieux connaître les principes qu'on avait établis, et comment les considérations particulières en ont modifié ou changé l'application.

C'est surtout dans la conduite que le gouvernement français a plusieurs fois prescrit à ses ambassadeurs envers les Électeurs et les princes de l'Empire, qu'on a trouvé des rapports avec la question qu'il s'agit présentement de résoudre.

Si on veut faire remonter les exemples jusqu'à près de deux siècles, on trouvera qu'au sacre de la reine Christine<sup>11</sup>, en 1633, Mr Chanut<sup>12</sup>, ambassadeur de France en Suède, eut le pas et la préséance sur les princes cadets des maisons des Deux-Ponts<sup>13</sup>, de Wurtemberg et de Hesse<sup>14</sup>.

Louis XIV par sa dépêche du 10 février 1683 prescrivait au marquis d'Oppede, son ambassadeur au Portugal, de donner la main chez lui aux princes de la maison de Neubourg<sup>15</sup> qui passeraient à Lisbonne, pourvu qu'il fût certain de recevoir d'eux le même traitement, en leur rendant leur visite.

On voit par un mémoire sur le cérémonial, sous la date du 25 septembre 1755, qu'en 1688, l'Électeur de Saxe, Jean Georges IV<sup>16</sup>, s'étant rendu à la Haye, Louis XIV écrivit au comte d'Avaux<sup>17</sup> que, si cet Électeur ne lui faisait pas notifier son arrivée, il ne devait pas lui faire faire de compliment, que si cet Électeur la lui faisait notifier, il devait se contenter de lui faire rendre le compliment, à moins qu'il ne fut assuré que ce prince lui donnerait le pas et la main chez lui.

S.M. marqua de plus au comte d'Avaux qu'en lieu tiers, il ne devait pas disputer le rang à cet Électeur.

Ces ordres étaient fondés sur ce qu'en 1658, les ambassadeurs de France à la Diète électorale de Francfort, pour l'élection de l'empereur Léopold<sup>18</sup>, en avaient usé ainsi avec

---

<sup>11</sup> Christine de Suède (1626-1689) : fille de Gustave II Adolphe, reine de Suède de 1632 à 1654.

<sup>12</sup> Pierre Chanut (1601-1662) : chargé de plusieurs ambassades, il résida en Suède de 1645 à 1649.

<sup>13</sup> Deux-Ponts (Zweibrücken) : ville d'Allemagne, dans l'actuelle Rhénanie-Palatinat.

<sup>14</sup> Région d'Allemagne, comprise entre le Rhin, le Main et le Weser.

<sup>15</sup> Ville d'Alsace, dans l'actuel Bas-Rhin.

<sup>16</sup> Jean-Georges IV (1668-1694) : électeur de Saxe de 1691 à 1694.

<sup>17</sup> Jean-Jacques de Mesmes, cote d'Avaux (1640-1681) : magistrat français, participe à la signature du traité de Nimègue (1678).

<sup>18</sup> Léopold I<sup>er</sup> (1640-1705) : roi de Hongrie (1655-1705), roi de Bohême (1756-1705), archiduc d'Autriche et empereur (1658-1705).

ceux des Électeurs qui s'étaient trouvés en personne à cette Diète.

C'est ainsi, (ajoute le Mémoire) qu'il en a été usé en 1741 de la part des Électeurs de Mayence et de Cologne à la Diète d'élection de l'empereur Charles VII<sup>19</sup>, les électeurs n'ayant pas fait de difficultés de traiter entièrement d'égal à égal avec l'ambassadeur de France.

En 1695, M. d'Avaux, ambassadeur de France en Suède, ayant demandé à Louis XIV comment il en userait à l'égard du prince de Wolfenbuttel et d'un frère du duc de Gottorp<sup>20</sup> qui devaient se rendre à Stockholm, le roi lui répondit qu'il ne voyait aucune raison qui pût donner lieu à ces princes de disputer le rang à son ambassadeur en lieu tiers, et que tout ce qu'ils pouvaient élever était qu'il leur donnât la main chez lui.

On voit par une lettre de Louis XIV du 11 juillet 1698, au comte de Gallard, son ambassadeur en Angleterre (sic), qu'il devait être visité le premier par le frère du duc de Parme<sup>21</sup>, qui se trouvait alors en Angleterre sous le nom de M. de Sales.

Une lettre de M. de Chamilly<sup>22</sup>, ambassadeur de France au Danemark, du 4 novembre 1698, prouve que le jeune prince de Hesse, neveu de la reine de Danemark<sup>23</sup>, n'avait fait aucune difficulté de faire à cet ambassadeur la première visite.

Voici ce que porte un extrait du cérémonial remis le 6 juin 1725 à M. le comte de Braneat, ambassadeur du roi en Suède : « les ambassadeurs du roi doivent éviter de se trouver en lieu tiers avec les princes régents ou souverains de l'Empire, à qui ils ne pourraient céder ni la main, ni le pas ; mais lorsque les ambassadeurs du Roi d'une part, et de l'autre les princes régents ou souverains de l'empire se visitent, ils doivent se donner réciproquement la main les uns chez les autres ».

« Les ambassadeurs du roi donnent la main chez eux aux princes cadets de l'Empire, mais ils l'ont chez ces mêmes princes, lorsqu'ils vont les voir, comme ils doivent l'avoir aussi en lieu tiers ».

On apprend par une dépêche de M. de Camilly<sup>24</sup>, ambassadeur du roi en Danemark, du 10 juin 1726, que le prince royal l'avait fait asseoir à table au dessus du prince de Colmbach son beau-frère.

Une lettre de M. Le Dran du 27 mars 1744 s'exprime ainsi : « les ambassadeurs de France traitent d'égal à égal avec les Électeurs, et même prétendent la préséance en lieu

---

<sup>19</sup> Charles VII Albert (1697-1745) : empereur germanique de 1742 à 1745, compétiteur de Marie-Thérèse à la succession d'Autriche.

<sup>20</sup> Frédéric IV (1671-1702) : duc de Schleswig-Holstein-Gottorf, de 1695 à 1702.

<sup>21</sup> François Farnèse (1678-1727) : duc de Parme et de Plaisance de 1697 à sa mort.

<sup>22</sup> Noël Bouton de Chamilly (1636-1715) : maréchal de France, il se distingue lors de la guerre de Hollande.

<sup>23</sup> Charlotte-Amélie de Hesse-Cassel, épouse de Christian V de Danemark (1646-1699), roi de 1670 à sa mort.

<sup>24</sup> Pierre Blouët de Camilly (1660-1753) : chevalier de Malte, nommé ambassadeur à la cour de Danemark en 1726. Vice-amiral de France en 1751.

tiers ».

On voit par une note qui se rapporte à l'année 1746, et qui avait pour objet d'établir les droits des princes de sang de France, relativement à l'étiquette, qu'entre les souverains d'Allemagne, ils ne traitaient d'égal que les seuls Électeurs, et qu'ils n'ont jamais accordé l'égalité aux autres princes, même ceux du premier ordre, quoique considérables d'ailleurs par l'ancienneté de leur maison et par la puissance de leurs États, tels que les cadets ou archiducs de la maison d'Autriche, ducs d'Insruck [Innsbruck] et les puînés des maisons électorales, les princes de la maison de Hesse, ceux de Wurtemberg etc.

Tels étaient les principes qui avaient formé les bases des instructions et de la conduite des ambassadeurs de France dans toutes les cours sans exception, lorsqu'en 1750, celle de Vienne proposa un règlement de cérémonial, qu'elle prétendait ne différer en aucun point, sauf de très légères modifications, de ce qui s'était pratiqué jusque-là. Entre les diverses exigences que contenait le projet de la cour de Vienne, on trouvait celle d'astreindre les ambassadeurs à prendre une audience publique et séparée non seulement de l'impératrice douairière comme reine de Hongrie et de Bohême, mais encore de l'archiduc aîné, comme prince héréditaire de ces deux royaumes, des archiducs cadets, des archiduchesses aînées, enfin de la princesse Charlotte de Lorraine<sup>25</sup>, comme sœur de l'empereur.

Cette demande fut l'objet d'un examen sérieux dont le résultat servit à prouver de nouveau que le droit de préséance des ambassadeurs français sur les princes cadets des souverains du premier ordre n'avait encore reçu aucune atteinte, puisque tous les faits établissaient, que les ambassadeurs du roi étaient en possession de traiter d'égal à égal avec les souverains du second ordre, et ne cédaient pas la préséance en lieu tiers aux Électeurs.

Il était donc permis de regarder les propositions de la cour de Vienne comme inadmissibles.

Néanmoins, après une vive et assez longue discussion, Louis XV, par une suite d'égards particulier pour Marie-Thérèse<sup>26</sup>, consentit à se relâcher en faveur de la famille impériale, de la règle qui, jusqu'alors, avait été générale, mais il ne paraît pas que cette condescendance se soit étendue à d'autres familles souveraines.

---

<sup>25</sup> Anne-Charlotte de Lorraine (1714-1773) : sœur de l'empereur François III de Lorraine.

<sup>26</sup> Marie-Thérèse d'Autriche (1717-1780) : reine de Hongrie (1741-1780), de Bohême (1743-1780). Ayant fait élire son époux Frédéric III de Lorraine empereur, elle porta le titre d'impératrice, à partir de 1745. En 1765, elle associa au pouvoir son fils Joseph II.

**6. Relation de la réception de LL. MM. le roi et la reine de Prusse à Pétersbourg, s.d., 2 p. in 8°, 95 AP 8.**

*Exemple, conservé dans les archives privées de Caulaincourt, 95 AP 8, de 2 pages in 8°, du cérémonial qui entoure la vie de la cour, et notamment lors des circonstances particulières, comme la réception des souverains de Prusse à Saint-Pétersbourg, en janvier 1809. Ce voyage de Frédéric-Guillaume III et de son épouse, la reine Louise, sont l'occasion de célébrations officielles et de fêtes qui sont un exemple parmi d'autres des fastes de la cour impériale de Russie et de la capitale de l'empire des tsars. Caulaincourt, comme avec sa relation de l'entrevue d'Erfurt, s'intéresse particulièrement à l'aspect formel de ces relations entre souverains, qu'il a vécu en tant que grand écuyer de l'Empereur. On voit par ce texte que, pour lui, le cérémonial et les témoignages de considérations entre princes ont une véritable signification : leur objectif politique est certain et ces rencontres participent de la concorde entre les nations. Les exemples de Tilsit et d'Erfurt son bien évidemment vivaces dans son esprit lorsqu'il relate ces événements.*

Leurs Majestés le roi et la reine de Prusse ont fait leur entrée à Pétersbourg, le 7 janvier, à midi. Le grand-duc Constantin avait été la veille les recevoir à deux postes de Pétersbourg et les avait accompagnés à Strelna<sup>27</sup>, maison de campagne qui lui appartient, où ils ont passé la nuit. Le même soir l'empereur s'y était rendu et était resté deux heures avec eux. Le 7, S.M. fut au devant d'eux à la première maison sur le chemin de Strelna à Pétersbourg. Leurs Majestés prussiennes y trouvèrent un déjeuner préparé dans la maison de campagne de M. Berguine, riche négociant. Les équipages de la Cour les y attendaient. Après le déjeuner, le roi monta à cheval avec l'empereur, les princes Guillaume et Auguste<sup>28</sup>. Un nombreux

---

<sup>27</sup> Résidence royale, entre Péterhof et Saint-Pétersbourg, donnée au grand-duc Constantin en 1797.

<sup>28</sup> Fils du roi de Prusse.

cortège de généraux et d'aides de camp escortait les deux souverains. Le roi de Prusse était à la droite de l'empereur. La reine suivait dans une voiture de la cour à 8 chevaux, escortée d'un escadron de la garde à cheval, derrière lequel venaient sept autres voitures. Dans la première se trouvait le ministre de Prusse. Le grand-duc Constantin se tenait à cheval près de la voiture de la reine. Arrivée à la porte de la ville, la reine fut complimentée par un des maîtres de la Cour, de la part de l'impératrice régnante ; par un chambellan, de la part de l'impératrice-mère, et par un écuyer de la part des grandes-duchesses. Plusieurs salves d'artillerie et le son des cloches de toutes les églises annoncèrent l'entrée des souverains dans la ville ; depuis la porte jusqu'au palais impérial, les régiments des gardes et toute la garnison de Pétersbourg formaient une haie, au travers de laquelle passa le cortège. Il y avait 42 bataillons et 18 escadrons, formant en tout 29 640 hommes.

Le roi et l'empereur s'arrêtèrent sur la place du palais et virent défiler toutes les troupes, ce qui dura plus de deux heures. La reine monta au palais, et resta pendant toute la parade près d'une fenêtre qui donnait sur la place.

À la frontière, Leurs Majestés avaient été reçues par le comte Lieven, aide de camp général, chargé de les complimenter et de les accompagner jusqu'à Pétersbourg, par le général commandant la division et le gouverneur de la province. À chaque station, se trouvait une escorte de 25 hommes de cavalerie commandée par un officier. Le général Ouvaroff, premier aide de camp général de l'empereur, commandant les chevaliers gardes, fut envoyé par S.M. à la rencontre du roi et de la reine jusqu'à Koskowa.

Les impératrices reçurent la reine et le roi au haut de l'escalier. La reine embrassa l'impératrice régnante pendant que le roi embrassait l'impératrice mère. Le roi donna le bras à l'impératrice mère, et la reine marchait entre l'empereur, qui lui donnait le bras, et l'impératrice régnante qui était à sa droite.

**7. États de service de Caulaincourt (Armand-Augustin-Louis), duc de Vicence, fils de Gabriel-Louis et de Anne-Joséphine de Barandier de la Chaussée d'Eu, né le 9 décembre 1773, à Caulaincourt, marié, le 16 mai 1814, à demoiselle Adrienne-Hervey-Louise Carbonnel de Canisy, s.d., 4 p. in 8°, 402 AP 61.**

*Ce document, sans date, de 4 pages in 8°, conservé dans un registre appartenant à la famille d'Harville et déposé dans les archives privées de la famille Mornay-Soult 402 AP 61<sup>29</sup> récapitule toutes les étapes de la carrière militaire et diplomatique du duc de Vicence, sous la Révolution et l'Empire. La liste est exhaustive, malgré quelques erreurs de détail. Après cette liste chronologique, l'auteur résume les campagnes militaires auxquelles Caulaincourt a participé, les décorations qu'il a obtenues, ses titres, ses dotations et même les blessures qu'il a reçues. La note finale, qui fournit un indice pour la datation du document, rappelle la présence du nom du duc de Vicence sur l'Arc de Triomphe, achevé sous la monarchie de Juillet. Des états de services d'une période postérieure qui, d'une certaine façon, participent de la légende familiale du personnage, dont l'importance est ici rappelée à travers cette liste de hauts faits et de distinctions.*

Volontaire au régiment royal-étranger (7<sup>e</sup> de cavalerie en 1791), 13 janvier 1788.

Sous-lieutenant de remplacement, surnuméraire, 17 juillet 1789.

Sous-lieutenant titulaire, 4 novembre 1789.

Aide de camp du général de Caulaincourt (son père), 25 septembre 1791.

A cessé d'être employé, par suite de la démission du général, 22 mai 1792.

Volontaire dans la garde nationale parisienne, section de la Croix-Rouge, 1<sup>er</sup> juin 1792.

---

<sup>29</sup> On trouve la minute de ce document au Service historique de la Défense, Yd 407 : « Certificat de services délivré à M. le marquis de Mornay, en réponse à sa demande du 21 mars 1900. Extrait des registres matricules et documents déposés aux Archives de la Guerre », mai 1900.

Sergent-major au 17<sup>e</sup> bataillon de réquisition de Paris, 24 août 1792.

Passé au 1<sup>er</sup> bataillon de Paris, novembre 1793.

Incorporé au 16<sup>e</sup> régiment de chasseurs, 27 janvier 1794.

Brigadier, 11 avril 1794.

Maréchal des logis, 5 mai 1794.

Maréchal des logis chef, 20 mai 1794.

Capitaine dans les troupes à cheval, aide de camp du général Aubert du Bayet, 25 mars 1795.

Chef d'escadron, à la suite, du 8<sup>e</sup> régiment de Cavalerie et maintenu dans ses fonctions d'aide de camp, 25 décembre 1795.

Autorisé à suivre le général Aubert du Bayet dans son ambassade à Constantinople, 15 mars 1796.

Autorisé à remplir les fonctions de Mismandar (maréchal des logis) auprès du ministre désigné de la Porte ottomane en France, 12 avril 1797.

Rentré en France pour accompagner ce ministre, juin 1797.

Employé à l'inspection de cavalerie de l'armée de Sambre-et-Meuse, 16 août 1797.

Passé successivement, en cette qualité, à l'armée d'Allemagne puis à l'armée de Mayence.

Chef d'escadrons en pied au 8<sup>e</sup> régiment de cavalerie, 9 novembre 1798.

Chef de brigade, commandant le 2<sup>e</sup> carabiniers, 30 juillet 1799.

Envoyé en mission en Russie en 1801 et rentré en France en 1802<sup>30</sup>, 1801-1802.

Aide de camp du Premier consul, en conservant le commandement de son régiment, 8 septembre 1802.

Général de brigade, 29 août 1803.

Aide de camp de l'Empereur, 19 mai 1804.

---

<sup>30</sup> *Corrigé de* : « Envoyé en mission en Russie en 1800 et rentré en France la même année ».

Grand écuyer, 10 juillet 1804.

Général de division, 1<sup>er</sup> février 1805.

Ambassadeur en Russie, 3 novembre 1807.

Remplacé, sur sa demande, dans ses fonctions, 20 février 1811.

Accompagne l'Empereur à la Grande Armée, 1812.

Sénateur, 5 avril 1813.

Faisant fonction de grand maréchal du Palais, 24 mai 1813.

Plénipotentiaire au congrès de Prague, 16 juillet 1813.

Ministre des Relations extérieures, 20 novembre 1813.

Retiré, avril 1814.

Ministre des Affaires extérieures, 21 mars 1815.

Grand écuyer de l'Empereur, 26 mars 1815.

Pair de France, 2 juin 1815.

Membre de la commission du gouvernement provisoire, 22 juin 1815.

Retraité, 6 octobre 1815.

Décédé à Paris le 19 février 1827.

### Campagnes

1792, 1793, Armée du Nord.

1794, Armée des côtes de Cherbourg.

1795, Armée d'Italie.

1797, Armées de Sambre-et-Meuse, d'Allemagne et de Mayence.

1798, 1799, 1800, (1801), Armée du Rhin.

Vendémiaire an XIV, 1805, 1806, 1807, Grande Armée.

1812, Russie.

1813, Saxe.

1814, France.

### Blessures

Deux coups de feu, le 2 novembre 1799, à la bataille de Winheim<sup>31</sup>.

### Décorations

Membre de la légion d'honneur, 11 décembre 1803 ; Commandant, 14 juin 1804 ; Grand-Aigle, 1er février 1805.

Grand-croix de l'ordre de St-Hubert de Bavière.

Grand-croix de l'ordre de St-Joseph de Wurtzbourg.

Grand-croix de l'ordre de la Fidélité de Bade.

Décoré de la Couronne verte de Saxe.

Chevalier des ordres de St-André de Russie et de St-Léopold, d'Autriche.

### Titres

Duc de Vicence, lettres patentes du 7 juin 1808.

---

<sup>31</sup> J. Hanoteau, *Introduction aux mémoires de Caulaincourt*, p. 39, met en cause cette datation, puisqu'il affirme que le 2 novembre, le 2<sup>e</sup> de carabiniers se distingua lors de l'attaque de Heilbronn par le prince de Hohenlohe, et que Caulaincourt fut blessé à Weinheim, le 3 décembre.

## Dotations

5882 fr., de rente annuelle sur le grand-livre, décret du 27 septembre 1807.

50 000 fr., sur la Westphalie, et 66 000 fr sur le Hanovre, décret du 10 mars 1808.

19 000 fr., sur le grand-duché de Berg, décret du 17 mars 1808.

60 000 fr., de rente annuelle, sur le Mont de Milan, décret du 29 mars 1808.

**Nota: le nom du duc de Vicence est inscrit au côté Ouest de l'Arc de Triomphe de l'Étoile.**

## **8. Relevé des dépêches du 7 juillet 1807 au 18 mars 1812, s.d., 8 p. in 8°, 95 AP 6.**

*Ce document de travail de la main de Caulaincourt, de 8 pages in 8°, conservé dans ses papiers personnels, 95 AP 6, résume les dépêches envoyées par l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, à destination de la France. Cette énumération permet de suivre les envois de courrier, dont le contenu est très brièvement résumé par le duc de Vicence. Quelques dates supplémentaires permettent de suivre l'évolution de l'ambassade et de l'alliance franco-russe, depuis Tilsit jusqu'à la guerre de 1812. En plus de rappeler la chronologie des événements, ce document est, encore une fois, un témoignage du souci d'organisation et de synthèse du duc de Vicence, dont la correspondance est classée et résumée, afin de rendre compte des grandes lignes et de l'évolution de l'alliance. À noter aussi la présence de numéros (de 1 à 4) à la suite de certains résumés de dépêches. Il s'agit des causes de la guerre de 1812, telles qu'elles sont perçues par Caulaincourt.*

**7 juillet 1807.** Traités de Tilsitt.

**Août.** M. le général Savary est envoyé à Pétersbourg.

**Dépêche du 9 octobre.** Explication entre la Russie et l'Angleterre sur l'affaire de Copenhague<sup>32</sup>.

**Dépêche du 18 octobre.** La légation anglaise quitte Pétersbourg. Rappel de l'ambassadeur de Russie à Londres. Déclaration de la Russie. 24 octobre/ 7 novembre.

---

<sup>32</sup> Bombardement de Copenhague par l'escadre anglaise, 2 septembre 1807.

**Dépêche du 6 décembre.** Préparatifs de la Russie contre la Suède.

**17 décembre.** M. le duc de Vicence, ambassadeur de France arrive à St-Pétersbourg.

**Dépêche du 25 décembre.** Explications relatives à la Moldavie et la Valachie<sup>33</sup> occupées par la Russie et dont la France demande l'évacuation (n°1).

**Dépêche du 15 février 1808.** Nouvelles explications sur le même sujet, la Russie paraît prendre quelque ombrage : elle s'inquiète de la présence du maréchal Davout à Varsovie.

**Dépêche du 25 février.** Explications sur l'évacuation de la Prusse par les troupes françaises, et sur celle de la Valachie et de la Moldavie par les troupes russes. Ces dissensions quoique légèrement traitées paraissent jeter quelque froideur entre les deux cabinets.

**Dépêche du 2 avril 1808.** Déclaration de la Russie (16/28 mars) portant réunion de la Finlande à son territoire.

**Dépêche du 4 avril.** Ukase du 20 mars/1<sup>er</sup> avril, portant prohibition des marchandises anglaises.

**Dépêche du 29 juin.** La Russie prohibe l'importation de denrées coloniales (l'ukase n'est pas joint). Nouvelles observations sur les affaires de Turquie. Projet d'entrevue entre les deux Empereurs.

**Dépêche du 28 août.** La Russie annonce qu'elle est prête à soutenir son alliance avec la France, si l'Autriche continue ses armements.

**Dépêche du 8 septembre.** Départ pour Erfurt.

**Dépêche du 22 novembre.** Le Prince Kourakine, ambassadeur de Russie à Vienne, est envoyé à Paris. Il est remplacé par le comte de Stackelberg.

---

<sup>33</sup> Principautés danubiennes, vassales de l'empire ottoman.

**Dépêche du 15 janvier 1809.** Voyage du Roi de Prusse à Pétersbourg. Fiançailles de la grande-duchesse Catherine avec le prince d'Oldenbourg (10 janvier). Le mariage a eu lieu le 18 avril.

**Dépêche du 5 février.** Arrivée de M. de Schwartzenberg, ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg.

**Dépêche du 22 février.** Démarche de la Russie pour déterminer l'Autriche à désarmer (n°2).

**Dépêche du 28 avril.** Rappel du chargé d'affaires de Russie à Vienne. Ordre donné à l'armée russe d'entrer en Galicie<sup>34</sup>.

**Dépêche du 26 juillet.** Plaintes du gouvernement russe sur la conduite des Polonais.

**Dépêche du 31 juillet 1809.** Ukase du 26 mai sur le commerce neutre et les préventions à prendre contre le commerce anglais.

**Dépêche du 2 août.** Inquiétude de la Russie relativement à la Pologne.

**Dépêche du 18 septembre.** Conclusion de la paix entre la Russie et la Suède (17 septembre)<sup>35</sup>. M. de Roumiantsov est à cette occasion élevé à la dignité de chancelier.

**Dépêche du 11 décembre.** La Russie témoigne le désir de régler par une convention les affaires de Pologne.

**Dépêche du 5 janvier 1810.** Annonce de la signature de la convention sur la Pologne.

**Dépêches de M. le duc de Cadore, 10 février, 17 mars, 30 avril, 20 et 30 juillet.** Elle n'est pas ratifiée par S.M. l'Empereur et Roi.

**Dépêche du duc de Vicence des 10, 11 et 17 mars.** Difficultés à ce sujet.

---

<sup>34</sup> Région d'Europe centrale, au nord des Carpates, province de l'empire des Habsbourg, où intervient de façon ambiguë l'armée russe, en 1809.

<sup>35</sup> Traité de Fredrickshamm entre la Suède et la Russie.

**Dépêche du 26 mars.** Plaintes de la Russie sur ce même sujet.

**Dépêche du 30 mars.** Convention entre la Russie et l'Autriche sur les limites de la Galicie (7 mars).

**Dépêche du 13 décembre.** La Russie refuse d'adopter dans toute leur étendue les mesures prises en France et en Allemagne, relativement aux denrées coloniales. (n°3)

**Dépêche du 13 janvier 1811.** Envoi de l'ukase du 19 décembre 1810 qui interdit l'entrée en Russie des draps, soieries de France etc. Charge de droits l'importation des vins.

**Dépêche du 27 mars.** Dissension sur cet ukase. Récrimination sur la convention relative à la Pologne.

**Dépêche des 4, 9 et 19 février, 21 et 27 mars, 6 et 23 avril, 3 et 7 mai 1811.** Difficultés sur le duché d'Oldenbourg réuni à l'Empire avec les départements hanséatiques par le sénatus-consulte de décembre 1810. Protestation de la Russie. Plaintes sur les marches de troupes françaises dans le Nord de l'Allemagne. Préparatifs militaires en Russie. (n°4)

**Dépêche du 10 mai.** Arrivée à Pétersbourg de M. le comte de Lauriston ambassadeur de France, en remplacement de M. le duc de Vicence.

**Dépêche du 12 mai.** Nouvelles plaintes de la Russie sur les affaires de Pologne, la marche des troupes françaises, l'affaire d'Oldenbourg, etc.

**Dépêche du 24 mai.** Inquiétude des Russes sur la marche des troupes saxonnes dans le duché de Varsovie.

**Dépêche du 29 mai.** Rassemblement de l'armée russe. L'empereur Alexandre annonce vouloir se tenir sur la défensive.

**Dépêche du 30 mai.** Lettre du roi de Prusse à l'empereur de Russie pour lui transmettre de la part de la France des assurances pacifiques.

**Dépêche du 22 juin.** Arrivée dans les ports russes de 80 navires américains, suédois, etc. dont une grande partie sur ...<sup>36</sup>. On a lieu de croire que ces derniers avaient débarqué sur la côte des denrées coloniales. Une frégate anglaise en parlementaire amène à Revel M. de Bezerra, ministre de Brésil.

**Dépêche du 18 juillet.** Audience donnée par l'empereur Alexandre à cet envoyé (Bezerra), le 9 juillet.

**Dépêche du 19 juillet.** Ordre donné au prince Kourakine d'entrer en pourparlers sur les points de dissension, l'affaire d'Oldenbourg, etc.

**Dépêche du 8 août.** Le gouvernement russe annonce que son ambassadeur a les pouvoirs nécessaires pour entendre ce qui lui serait proposé sur toutes les affaires qui ont amené les difficultés.

**Dépêche du 6 septembre.** Effet de la conversation de S.M. avec le prince Kourakine à l'audience du 15 août. Inquiétude de la Russie.

**Dépêche du 9 novembre.** Elle cherche à faire la paix avec la Turquie.

**Dépêche du 16 novembre.** L'empereur Alexandre annonce l'intention de renvoyer à Paris M. de *Nesselrode*<sup>37</sup> (secrétaire de la légation russe) pour terminer toutes les dissensions.

**Dépêche des 1, 11 et 13 décembre.** Hésitations sur l'envoi de M. de Nesselrode.

**Dépêche du 27 décembre.** Le gouvernement russe se plaint de prétendues démarches de la France pour empêcher la paix avec la Turquie. Nouvelles observations sur les mouvements de l'armée française.

---

<sup>36</sup> Mot illisible.

<sup>37</sup> Souligné par Caulaincourt.

Karl Robert von Nesselrode, comte (1780-1862) : aide de camp du tsar Paul Ier, Nesselrode se tourne vers la diplomatie et est envoyé comme attaché d'ambassade à Paris, en 1807. Il avertit Alexandre des préparatifs de guerre de Napoléon. Il représente la Russie au congrès de Vienne et devient ministre des Affaires étrangères en 1816, poste qu'il conserve jusqu'à la mort de Nicolas Ier.

**Dépêche du 10 janvier 1812.** Difficulté relative au passeport de M. Labenski, nommé consul général de Russie au Brésil. Récriminations à cet égard.

**Dépêche du 3 février.** La Russie regarde la guerre comme inévitable, fait ses préparatifs et annonce qu'elle n'attaquera pas la première.

**Dépêche du 15 février 1812.** La Suède se plaint à la Russie de l'entrée des troupes françaises en Poméranie.

**Dépêche du 14 mars.** Départ d'une partie de la garde russe pour l'armée. Arrivée de M. de Czernischeff<sup>38</sup> porteur d'une lettre de S.M. pour l'empereur Alexandre.

---

<sup>38</sup> Alexandre Ivanovitch Czenicheff (1786-1857) : aide de camp du tsar Alexandre I<sup>er</sup>. Il fut envoyé en 1808, à Paris et Bayonne, avec des commissions spéciales pour Napoléon. Il est surtout connu pour avoir porté une lettre à l'Empereur, au début de la campagne de Russie, dernière possibilité d'accommodement entre les deux empereurs.

**9. Analyse des rapports du duc de Vicence à l'Empereur avant Erfurt, 1807-1808, s.d., 11 p. in 8°, 95 AP 9.**

*Dans la correspondance diplomatique de Caulaincourt se distinguent particulièrement les nombreux rapports qu'il rédige après ses longues conversations avec l'empereur Alexandre. Très précis, reproduisant souvent au mot près les discussions, ils offrent un matériau de choix sur la politique européenne de l'époque et les aléas de l'alliance franco-russe. Dans un souci de clarté et d'organisation, Caulaincourt fournit ici un résumé de ces rapports, en 11 pages in 8°, donnant pour chaque date une idée des questions abordées, ainsi que les réactions d'Alexandre. Le style de ce document est lapidaire, presque télégraphique mais permet de saisir les grandes évolutions et d'entrer dans le travail diplomatique du duc de Vicence. Il faut toutefois noter que cette analyse se limite aux 52 premiers rapports qui couvrent la période depuis l'arrivée de l'ambassadeur jusqu'au départ pour l'entrevue d'Erfurt. L'orthographe a été rétablie sauf pour les noms propres et les mots en interligne incorporés au corps du texte pour faciliter la lecture. Les termes soulignés le sont de la main de l'auteur, et correspondent le plus souvent à des phrases prononcées, notamment par le tsar.*

**1<sup>er</sup> rapport. Décembre 1807.**

Arrivée à Pétersbourg le 21 décembre. Audience le 22. [Alexandre] a fait en octobre contre l'Angleterre ce qu'il ne devait faire qu'en décembre. Agira de même contre la Suède. Choses obligeantes pour l'ambassadeur.

## **2<sup>e</sup> rapport. 23 décembre.**

Dîner chez l'empereur avec les personnes les plus marquantes. Affecte de parler de l'empereur. Rétablir les faits sur ce qu'il s'est passé et dit à Tilsit relativement à la Turquie. Rejette avec indignation ce qui est relatif à la Silésie<sup>39</sup>. Les Turcs ont rompu l'armistice en attaquant. Serait dans son droit pour en tirer vengeance. Étonné, mécontent de ce qui a été dit à ce sujet à Tolstoï. C'est Napoléon qui a fait les ouvertures relatives à la Turquie, se croyant dégagé envers elle par la déposition de Sélim.

## **3<sup>e</sup> rapport. 29 décembre.**

Recevra les envoyés de Hollande et de Westphalie. Alexandre demande les réponses aux dépêches de Savary. Il faut aussi des avantages à la Russie. Réflexion sur Napoléon et les Français, sur les Russes. Il sait être le maître chez lui. Désire éviter la guerre de Suède.

## **4<sup>e</sup> rapport. 3 janvier 1808.**

Buxhövdén<sup>40</sup> commandera en Finlande. Alexandre espère éviter cette guerre. Il ignore si la flotte suédoise est dans les ports de la Finlande.

## **5<sup>e</sup> rapport. 7 janvier.**

Note de Staremberg, envoyé d'Autriche à Londres, qui paraît même à Stadion<sup>41</sup> celle d'un Anglais. Réclame la coopération promise des Français en Scanie. La note à la Suède et les troupes pour l'expédition de Finlande seront prêtes en février.

---

<sup>39</sup> Province du royaume de Prusse, que Napoléon voulut annexer, en échange, pour la Russie, des provinces danubiennes.

<sup>40</sup> Théodor Théodorovitch Buxhövdén (1750-1811) : officier russe. Après avoir participé aux campagnes d'Austerlitz et de Friedland, il prit Swéaborg, le 15 mai 1808, lors de la campagne de Finlande de 1808, et, en décembre, vit l'évacuation de la Finlande par les troupes suédoises.

<sup>41</sup> Johann Philipp von Stadion, comte (1763-1824) : diplomate autrichien, il est ambassadeur à Stockholm, Londres, Berlin, puis, de 1803 à 1805, à Saint-Pétersbourg. Après Austerlitz, il est nommé chancelier et ministre des Affaires étrangères. En 1809, la défaite l'oblige à laisser sa place à Metternich. Il dirige ensuite le ministère des Finances jusqu'à sa mort.

**6<sup>e</sup> rapport. Idem.**

On attend le retour des agents envoyés à Swéaborg. La cour de Lisbonne partira pour le Brésil.

**7<sup>e</sup> rapport. 13 janvier.**

Alexandre presse la coopération en Scanie. Buxhowden est arrivé.

**8<sup>e</sup> rapport. Idem.**

L'ambassadeur fait changer la note à la Suède en une déclaration de guerre. Expédition aux Indes. Démonstration à Floulague [?]. Davout est un alarmiste, dit Alexandre. Tout sera prêt, ajoute-t-il : *on ne commande pas ici au climat.*

**9<sup>e</sup> rapport. 25 janvier.**

L'ambassadeur propose un coup de main sur Swéaborg. Le dégel empêche les vivres d'arriver. La note et l'expédition ajournées de 15 jours.

**10<sup>e</sup> rapport. 27 janvier.**

M. Duponthon accompagne le ministre Tchitchagoff dans sa tournée. Alexandre s'occupe du projet sur Swéaborg.

**11<sup>e</sup> rapport. 1<sup>er</sup> février.**

Impatience d'une réponse sur le dernier courrier de Savary, sachant Napoléon de retour. Rappelle Tilsitt. Il faut de la réciprocité. C'est Napoléon qui a proposé la coopération de ses troupes en Scanie, la déclaration à la Suède sera communiquée au Danemark. Les ouvertures de l'ambassadeur de Suède à la Russie repoussées comme venant de l'Angleterre.

### **12<sup>e</sup> rapport. 9 février.**

L'impatience augmente, Tolstoï ayant annoncé que l'ambassadeur était chargé des réponses sur la Valachie. *Joué, mal récompensé*. Mécontent de ce qu'on a reparlé de la Silésie à Tolstoï. La position des Français sur l'Oder<sup>42</sup> et dans le duché<sup>43</sup> *menaçante*. Paroles de Napoléon sur le contact a-t-il changé? Il faudra prendre son parti. Ne veut rien entendre sur la cession de la Silésie à la France, ne dépouillera jamais un prince malheureux.

### **13<sup>e</sup> rapport. 14 février.**

Courrier russe. Même mécontentement. Alexandre verra l'ambassadeur de Suède, lui parlera net sur ses dangers.

### **14<sup>e</sup> rapport. 16 Février.**

Protestation de sentiment du roi de Suède. Alexandre repousse tout : *être ennemi de la France, c'est être le mien. Il faut faire cause commune avec elle, avec le Danemark, avec moi*. La déclaration sera remise, et les troupes qui sont sur la frontière la passeront, le lendemain 17, si l'ambassadeur de Suède ne donne pas une réponse satisfaisante.

### **15<sup>e</sup> rapport. 19 février.**

Éloge de la France. *Le génie amène tout* dit Alexandre. Déclaration *contre la Suède* expédiée. Russes en Finlande. Discours du roi d'Angleterre. À propos de Turquie, *il faut que cela finisse*. Portugal, *Étrurie*<sup>44</sup>, Hanovre, *sont des équivalents* dit Alexandre. Il regrette de ne pas avoir évacué la Valachie. Démonstration d'une expédition dans l'Inde dans le principe impossible maintenant, ferait malades 100 000 âmes. L'occupation de l'*Allemagne inquiète tout le monde*. La cour de Prusse *n'a pas de quoi dîner*. La France a beaucoup *acquis depuis Tilsit et n'a rien évacué*.

---

<sup>42</sup> Fleuve qui traverse la Silésie polonaise et se jette dans la Baltique.

<sup>43</sup> Le grand-duché de Varsovie.

<sup>44</sup> Le royaume d'Étrurie, créé en 1801, a été annexé par Napoléon, en 1807.

**16<sup>e</sup> rapport. 25 février.**

Alexandre veut que l'ambassadeur écrive à Bernadotte pour la coopération en Suède.

**17<sup>e</sup> rapport. 26 février.**

Lettre de Napoléon à Alexandre sur le partage de la Turquie et sur une entrevue. Plaintes de l'ambassadeur contre des officiers de marine russe, et d'Alexandre contre une proclamation de Davout (délation).

**18<sup>e</sup> rapport. 1<sup>er</sup> mars.<sup>45</sup>**

La lettre de Napoléon à l'ambassadeur ne dit rien des bases du partage comme semble l'annoncer celle à Alexandre, qui *n'a jamais désiré que la Valachie et la Moldavie*. Est cependant prêt si Napoléon veut autre chose dans le but d'une expédition dans l'Inde.

**19<sup>e</sup> rapport. Idem.**

Détails sur le Partage et l'expédition de l'Inde. Roumiantsov renvoie pour l'affaire des bâtiments au ministre de la marine.

**20<sup>e</sup> rapport. Idem.**

Sur le partage de la Turquie.<sup>46</sup>

**21<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup> rapports. Idem que 20<sup>e</sup>.**

**24<sup>e</sup> rapport. 12 mars.**

Alexandre demande que ses bâtiments comme auxiliaires soient nourris et entretenus par nous. Il a le projet de Roumiantsov sur le partage de la Turquie et n'y a fait que des

---

<sup>45</sup> Caulaincourt a écrit « 18<sup>e</sup> Rapport. 18 mars », par inattention, vraisemblablement en confondant avec le numéro du rapport.

<sup>46</sup> Caulaincourt a rayé les termes : « même sujet ».

changements à notre avantage. *Il ne veut pour lui, que ce que la géographie l'oblige à exiger.* Consent qu'on admette l'Autriche. Réflexion sur le projet de Partage. Erfurt<sup>47</sup> pour l'entrevue. Presse d'écrire de nouveau à Bernadotte pour la coopération en Scanie. Merveld, on fera disparaître les cocardes blanches. Ordres de Pologne, *morts qu'on veut ressusciter.* *L'occupation prolongée du duché le rend méfiant.*

### **25<sup>e</sup> rapport. 12 mars.**

Discussion avec Roumiantsov sur le Partage. Griefs du Préambule. *Asie, Constantinople, Dardanelles.* La note sera sans nom. Alexandre répondra à Napoléon. Les Dardanelles appelés *la langue de chat.*

### **26<sup>e</sup> rapport. 26 mars.**

Arrestation d'Alopéus<sup>48</sup>. Égards pour Steding<sup>49</sup>. Annonce de la marche des Français en Scanie. L'ambassadeur presse pour une expédition contre Gothland<sup>50</sup> et contre Stockholm. Première ouverture sur les prohibitions. Effets que tout cela doit produire à Londres. Alexandre prêt à se sacrifier.

### **27<sup>e</sup> rapport. 4 avril.**

Réunion de la Finlande. Paroles de Napoléon. Le ministre anglais veut la guerre. Les Russes se portent sur Vasa<sup>51</sup> pour passer le Golfe<sup>52</sup> s'il gèle. Swéaborg disposé à capituler. Le ministre de la guerre pourvoit à tout. La rivière venant du nord à Tornéo<sup>53</sup> pour frontière.

---

<sup>47</sup> En capitales.

<sup>48</sup> Maxime Maximovitch Alopéus (1748-1822) : envoyé extraordinaire de Russie à Londres, en 1807, puis ambassadeur en Suède.

<sup>49</sup> Baron Curt de Steding (1746-1837) : ambassadeur de Suède à Saint-Pétersbourg. Il signe le traité de paix de Fredrikshamn, en 1809, entre son pays et la Russie.

<sup>50</sup> Gotland : île de Suède, dans la Baltique.

<sup>51</sup> Port de Finlande, sur le golfe de Botnie, l'actuelle Vaasa

<sup>52</sup> Le golfe de Botnie, entre la Suède et la Finlande.

<sup>53</sup> Le Torne : fleuve de Laponie qui rejoint le golfe de Botnie et sépare la Suède et la Finlande.

### **28<sup>e</sup> rapport. 9 avril.**

Extrême mécontentement d'Alexandre en apprenant le retour<sup>54</sup> précipité de Bernadotte qui doit arriver en Seelande<sup>55</sup>, après l'arrivée d'un courrier de Paris. Plaintes, humeur contre l'ambassadeur. Swéaborg sera remis le 3 mai, s'il n'est pas secouru. Difficulté d'étiquette entre Andréossy et Kourakine.

### **29<sup>e</sup> rapport. 11 avril.**

Lelorné [?]. Alexandre mécontent de Tolstoï. Lettre interceptée de Droyer [?]. Bavardages.

### **30<sup>e</sup> rapport. 20 avril.**

Événements à Madrid<sup>56</sup>. Moniteur du 29 mars. Départ de Napoléon pour Bordeaux. Abdication de Charles IV<sup>57</sup>. Français à Madrid. Retard de l'entrevue. Mécontentement qu'il cause. La Suède repousse toutes les offres d'accommodement de la Russie. Entrevue. Reproche sur l'abandon des Danois. Débarquement en Suède. Difficultés pour faire vivre l'armée en Finlande. L'ambassadeur empresse la conquête par un mémoire. Il est fait duc. Le duc d'Oldenbourg.

### **31<sup>e</sup> Rapport. 27 avril.**

Réflexion d'Alexandre sur Merveldt et Pozzo di Borgo<sup>58</sup>. Met à profit le mémoire. Détails russes sur l'Espagne. Dispositions militaires pour l'exécution du Partage. Mécontent du départ de Napoléon au moment de l'entrevue, la saison ne lui permettant pas de s'absenter [en parlant d'Alexandre] pendant que la mer sera ouverte à cause des entreprises des Anglais. Réflexions sur la France, sur Napoléon, sur la Russie.

---

<sup>54</sup> Rayé : « départ ».

<sup>55</sup> Zélande, province des Pays-Bas.

<sup>56</sup> Émeutes de mars à Aranjuez, contre Godoy.

<sup>57</sup> Charles IV (1748-1819) : fils de Charles III, roi d'Espagne en 1788. L'entrevue de Bayonne, en mai 1808, consacre sa déchéance, au profit de Joseph Bonaparte. Il finit ses jours à Rome, après une résidence surveillée en France.

<sup>58</sup> Charles-André Pozzo di Borgo, comte (1764-1842) : corse, élu à l'Assemblée législative, Pozzo di Borgo se met au service de l'Angleterre en 1796 puis intrigue contre Napoléon à Saint-Petersbourg. Chassé après Tilsitt, il retrouve la faveur du tsar à partir de 1812 et entre à Paris avec les coalisés. Il y reste comme représentant du tsar.

### **32<sup>e</sup> rapport. 30 avril.**

Au lieu de répondre, Napoléon garantit aux Turcs la prolongation de l'armistice. Alexandre montre les articles secrets de Tilsit et en cite les paroles *de Tilsit*<sup>59</sup>. Attaque les journaux. Frégate russe prise en Sicile. Défense à Serra-Capriola de paraître à la Cour. L'ambassadeur presse l'expédition de Suède.

### **33<sup>e</sup> rapport. 6 mai.**

Prise de Swéaborg et Gothland. Pendant que l'ambassadeur presse pour une assurance sur la prolongation de l'armistice avec les turcs, Sébastiani<sup>60</sup> se dispose à quitter Constantinople. Roumiantsov qui voulait attaquer aussitôt que les firmans de guerre avaient été délivrés par la Porte, diffère d'opinion avec l'empereur.

### **34<sup>e</sup> rapport. 21 mai.**

Deux lettres de Napoléon. Mort de la fille d'Alexandre<sup>61</sup>. Roumiantsov est sûr que les Turcs forceront d'eux-mêmes à agir contre eux, s'inquiète donc peu de ce que nous avons cru devoir dire et promettre à Constantinople, Sébastiani passe à Yassi<sup>62</sup>. Roumiantsov voudrait qu'on arrêtât des bases pour l'entrevue. Alexandre l'accepte sans condition, en ayant 26 jours d'avance. Plaintes sur la non-coopération en Scanie. L'opinion est pour Ferdinand<sup>63</sup>. La notification de son avènement n'obtient cependant qu'un simple accusé de réception.

---

<sup>59</sup> Barré.

<sup>60</sup> Horace-François-Bastien Sébastiani de la Porta, comte (1772-1851) : il participe à la campagne d'Italie et au coup d'Etat de Brumaire. Général de division à Austerlitz, il est ambassadeur à Constantinople de 1806 à 1808. Il combat en Espagne, en Russie et lors des dernières campagnes de l'Empire. Après un exil au début de la Restauration, sa carrière reprend sous la monarchie de Juillet où il occupe différents ministères. Il est fait maréchal de France en 1840.

<sup>61</sup> La petite Élisabeth.

<sup>62</sup> Ville de Moldavie, aujourd'hui Iasi.

<sup>63</sup> Ferdinand VII (1784-1833) : fils de Charles IV, il complota contre Godoy, amant de sa mère. Son arrestation en 1807 provoque une insurrection qui finit par le proclamer roi en 1808. Napoléon impose son arbitrage entre le père et le fils et impose Joseph comme roi d'Espagne après l'abdication des Bourbons. À la chute de l'Empire il obtient le trône d'Espagne que la France lui assure, en 1823, contre les libéraux espagnols.

### **35<sup>e</sup> rapport. 29 mai.**

Lettre de Napoléon sur les mouvements de l'Autriche. Alexandre les attribue à des ouvertures de notre part sur le Partage. Plaintes sur la non-coopération. Reprise de Gothland. Ne reconnaît-il pas Charles IV?

### **36<sup>e</sup> rapport. 12 juin.**

Attaque de journaux. *Tout est changé à Paris depuis quelque temps*, dit Alexandre. Attention pour Sébastiani. Le langage des journaux sur Charles IV et Ferdinand a fait prévoir le dénouement. Mademoiselle Georges<sup>64</sup>. Détails sur une lettre de Merveld à Londres. Ordre à Pozzo-di-Borgo de partir. Rapprochement désiré depuis longtemps par l'Autriche auquel Alexandre ne s'est pas prêté. Loue l'ambassadeur sur le rapprochement qu'il a opéré à Pétersbourg.

### **37<sup>e</sup> rapport. 13 juin.**

*Moniteur* du 25 Mai. Anglais devant Liebau<sup>65</sup> et Revel.

### **38<sup>e</sup> rapport. 19 juin.**

L'officier russe dont se plaint le maréchal Davout sera jugé. Il a relâché les quatre chirurgiens russes arrêtés. L'ukase de prohibition sera appliqué à Liebau et Riga.

### **39<sup>e</sup> rapport. 24 juin.**

Entrevue. Partage de la Turquie. Constantinople et les Dardanelles. *La clef de ma maison*. Frégate suédoise à Mittau<sup>66</sup> ramène Alopéus et vient chercher Madame (duchesse d'Angoulême)<sup>67</sup>.

---

<sup>64</sup> Marguerite-Joséphine Wemmer, dite mademoiselle George (1787-1867) : comédienne remarquée en 1801, elle triomphe à Paris à partir de 1802, mais quitte furtivement cette ville pour Saint-Pétersbourg, en 1808. Elle y reste jusqu'en 1813.

<sup>65</sup> Libau, port de Lettonie, aujourd'hui Liepāja ou Liepāja.

<sup>66</sup> Mitau, ville de Lettonie, lieu de résidence de Louis XVIII, en exil. Aujourd'hui Jelgava.

<sup>67</sup> Marie Thérèse Charlotte de France, duchesse d'Angoulême (1778-1851) : fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, appelée aussi Madame Royale, mariée en 1799 au duc d'Angoulême. Elle revient en France sous la

**40<sup>e</sup> rapport. 3 juillet.**

Journaux (attaques contre la Russie). Armements de l'Autriche, folie! Mauvaises nouvelles d'Espagne. *Je ne suis pas l'allié d'un jour*, dit Alexandre.

**41<sup>e</sup> rapport. 10 juillet.**

L'ambassadeur ayant appris les mauvaises nouvelles d'Espagne, prend sur lui de demander à Alexandre la reconnaissance de Joseph, comme un moyen de calmer les esprits à Vienne et même en Espagne. Il l'obtient à l'instant, et M. de Roumiantsov lui remet l'ordre adressé à cet égard à l'ambassadeur de Russie à Madrid. Entrevue à Erfurt du 25 au 30 septembre. Explication sur l'éloignement des Bourbons d'Espagne. Motifs de la reconnaissance de Joseph.

**42<sup>e</sup> rapport. 16 juillet.**

Affaires de Suède et de Finlande. Insuccès des Suédois en Norvège. Succès de la flottille russe. Dispositions hostiles de l'Autriche. Reconnaissance de Joseph à l'instant qu'on l'a demandé. Assurance de fidélité à l'alliance. Mouvements en Espagne. Joseph parti le 1<sup>er</sup> pour Madrid.

**43<sup>e</sup> rapport (24 juillet)<sup>68</sup>.**

**44<sup>e</sup> rapport. 30 juillet.**

Les Turcs attaquent les Russes. Mustapha Bariacture<sup>69</sup> marche sur Constantinople. *Sélim remis sur le trône, s'il n'est pas étranglé*, mande le pacha. Paroles d'Alexandre sur les Turcs *barbares*. Réflexions d'Alexandre, sur la politique en général, sur l'empire des circonstances, sur ce que l'alliance commandée par elle peut maintenir la tranquillité du monde.

---

Restauration et repart en exil après la chute de Charles X.

<sup>68</sup> Description du rapport oubliée.

<sup>69</sup> Mustafa Beirakdar, pacha de Roustchouk, qui renverse, en juillet 1808, le sultan Mustafa IV (1779-1808), et place sur le trône son jeune frère Mahmoud.

**45<sup>e</sup> rapport. 6 août.**

Deux lettres de Napoléon. Reconnaissance de Joseph doit calmer les esprits à Vienne. Andréossy satisfait des dernières explications. La France a attiré en Espagne les Anglais qui auraient menacé le Nord.

**46<sup>e</sup> rapport. 12 août.**

Guerre probable avec la Porte. Assimile la médiation de la France pour la Porte à celle que la Russie proposait pour l'Espagne. L'Araxe<sup>70</sup> pour frontière. Lettre du roi de Suède. Mauvaise nouvelle d'Espagne, Alexandre n'en est que mieux.

**47<sup>e</sup> rapport. 14 août.**

La Finlande ne pourra être acquise qu'en hiver.

**48<sup>e</sup> rapport. 22 août.**

Insurrection des Espagnols en Zélande. Notes de Champagny à Metternich. Autrichiens fous. On fixe l'entrevue au 27 à Erfurt. *Napoléon peut compter sur moi.* Réflexion sur la politique de l'Angleterre. Affaire de Prusse.

**49<sup>e</sup> rapport. 24 août.**

Réponse de l'empereur à la reconnaissance de Joseph. Annonce l'évacuation de la Prusse. Démarche russe pour nous à Vienne. Réflexion sur la dynastie. *Bourbons d'Espagne importants.*

**50<sup>e</sup> rapport. 26 août.**

Mauvaises nouvelles d'Espagne. Lettre d'Alexandre à Napoléon. Nobles et bonnes dispositions pour nous. Nouvelle démarche à Vienne. Lettres du roi de Prusse. Réflexions

---

<sup>70</sup> L'Araxe, rivière née en Turquie, qui sert aujourd'hui de frontière entre l'Iran et l'Azerbaïdjan.

politiques.

**51<sup>e</sup> rapport. 3 septembre.**

Courrier russe et français du 17 août. Mécontent des conditions imposées à la Prusse. Le traité n'est pas fait quoiqu'annoncé. Non évacuation. Conversation de l'empereur Napoléon avec Metternich. *La Silésie* occupée. Entrevue, détails du voyage arrêtés.

**52<sup>e</sup> rapport. 7 septembre.**

Dépêche de Paris du 20 août. Nouvelle démarche à Vienne ; mais mécontent des affaires de la Prusse, qui ne peut payer une somme *aussi exorbitante*, mécontent de l'occupation des trois places de l'Oder. *L'Europe inquiète a besoin d'être rassurée*. Allusion à l'inscription du buste de Napoléon. *La modération seule peut servir les intérêts*. Inquiétude sur l'attaque de Saumarcz [?] contre sa flotte. Appuie à Vienne la reconnaissance de Joseph.

**10. Rapport à l'Empereur sur le projet de partage de la Turquie, 3 mai 1808, 20 p. in 8°, 95 AP 6.**

*Pour illustrer les négociations sur le partage de la Turquie, voici un exemple de note rédigée par Caulaincourt, afin de récapituler les propositions faites lors des discussions et de faire le point sur cette question. Ce texte développe toute la pensée du duc de Vicence sur le partage de la Turquie, sur les formes qu'il doit prendre, sur les avantages qui peuvent en découler pour chacun des alliés. L'alliance et la paix restent les mots d'ordre et, pour ainsi dire, le cadre de ce partage. On voit ici de quelle façon se développe la pensée de l'ambassadeur de France, au fil des négociations, et quelle est l'ampleur de sa réflexion : il va même jusqu'à envisager l'évolution à long terme des relations internationales et, pourquoi pas, une rupture de l'alliance qui doit rester à l'esprit dans des négociations de cette sorte. Il propose avec ce rapport un texte long, construit et exhaustif qui doit permettre à son maître d'appréhender tous les aspects de la question et de faire de nouvelles recommandations à son ambassadeur. Ce texte est conservé dans le carton AN 95 AP 6 ; il est de la main de Caulaincourt, écrit sur la colonne de droite, sur 20 pages in 8°.*

Le projet de démembrement de la Turquie d'Europe que nous avons sous les yeux, porte sur les bases suivantes.

La Russie acquiert la Valachie<sup>71</sup>, la Moldavie, la Bessarabie<sup>72</sup>, la Bulgarie, la plus grande partie de la Romélie<sup>73</sup>, avec Constantinople, et un arrondissement en Asie de l'autre côté du Bosphore.

La France acquerrait sur le continent d'Europe, l'Albanie, la Morée, la partie occidentale

---

<sup>71</sup> Principauté danubienne, dans l'actuelle Roumanie.

<sup>72</sup> Région située entre les fleuves Prout et Dniestr, aujourd'hui partagée entre la Moldavie et l'Ukraine.

<sup>73</sup> L'actuelle Turquie d'Europe.

de la Macédoine ; elle acquerrait les Îles des mers de Grèce et du Levant, Smyrne<sup>74</sup> ou tout autre point sur la côte occidentale de Natolie<sup>75</sup>, depuis la hauteur de Mitylène<sup>76</sup> jusqu'à celle de Rhodes, le reste des Échelles, la Syrie et l'Égypte.

Les possessions de l'Autriche sépareraient celles des deux puissances, la cour de Vienne acquerrait la Serbie<sup>77</sup> entière, la Bosnie, la Croatie en tout ou en partie et tout le territoire oriental de la Macédoine, ses limites du côté de la Russie suivraient celles de la Serbie jusqu'après de Solimisk, et ensuite la chaîne de montagnes qui s'étend de Solimisk à Trajanopolis d'où elles descendraient le cours de la Maritza<sup>78</sup> jusqu'à son embouchure. Ses frontières du côté de la France s'étendraient de Scopia<sup>79</sup> jusqu'au fond du golfe de Comtessa<sup>80</sup> près d'Orfano<sup>81</sup> et les possessions de l'Autriche arriveraient ainsi jusqu'à la mer.

Tel est le plan de partage présenté et l'on prétend qu'il offre l'avantage de mieux maintenir l'amitié des deux puissances en évitant tout contact immédiat entre leurs États. Le désir d'en perpétuer la bonne harmonie sera constamment partagé par la France ; mais la distribution de territoires, indiquée dans ce projet de démembrement assurerait-elle aux copartageants des avantages également durables, et donnerait-elle la garantie de cette solide et longue paix qui est le premier vœu des deux cours alliées ? C'est le sujet de l'examen qu'on va faire.

On est d'abord frappé de cette observation : que toutes les provinces qui seraient cédées à la Russie sont liées, sur une ligne très étendue, à ses anciennes possessions ; que cette puissance peut y porter à l'instant et par plusieurs points, ses principales forces de terre et de mer ; que le Danube, cette grande ligne de défense, étant franchie, aucune des provinces devenues limitrophes de la Russie n'est assez couverte ; que toutes les plaines arrosées par ce fleuve sont les plus fertiles ; on observe encore que Constantinople, le meilleur port de l'Europe, devient par sa position, ses arsenaux, sa population immense, le centre d'une nouvelle puissance navale ; que toutes les rives de la mer Noire suivraient successivement le sort de cette capitale ; qu'en occupant les Dardanelles et les deux rives du Bosphore, on ferme à son gré la mer de Marmara et la mer Noire ; qu'on s'ouvre par terre le chemin de l'Asie ; par mer, celui de la Méditerranée et de toutes ses côtes, et qu'une nouvelle guerre vaudrait

---

<sup>74</sup> L'actuelle ville d'Izmir, sur la côte orientale de la mer Égée.

<sup>75</sup> L'Anatolie.

<sup>76</sup> Mytilène, autre nom de l'île de Lesbos, en mer Égée.

<sup>77</sup> La Serbie.

<sup>78</sup> La Maritza, ou Marica, fleuve né en Bulgarie qui se jette dans la mer Égée et qui sert de frontière entre la Grèce et la Turquie.

<sup>79</sup> Skopje, capitale de l'actuelle Macédoine.

<sup>80</sup> Actuel golfe d'Orfanou, à l'est de la péninsule de Chalcidique.

<sup>81</sup> Ville à l'est de la péninsule de Chalcidique.

inévitablement à la Russie de nouvelles conquêtes.

Si l'on compare cette position à celle des Provinces qui, dans le projet proposé, appartiendraient à la France, l'infériorité de leurs ressources, de leur population, de leur force, est dans une disproportion remarquable. ces provinces ne tiendraient aux autres États de l'Empereur Napoléon, que par une bande de territoires, étroite, couverte de montagnes, difficile pour les communications habituelles et pour les transports de tous les moyens de défense ; le pays est en général peu fertile ; une chaîne de montagnes le parcourt depuis l'Herzégovine jusqu'à la pointe de la Morée, et en couvre dans quelques points toute la largeur ; la population n'est que de 2 300 000 habitants, tandis que celle des possessions russes serait de 6 000 000.

Salonique<sup>82</sup> qui appartiendrait à la France n'est qu'un port de commerce, enfoncé dans un golfe, où l'on parvient difficilement, d'où l'on sort avec peine. On trouverait un grand nombre de rades, mais tenant presque toutes à des plages désertes ; beaucoup d'abris pour les bâtiments, mais aucun établissement de marine ; enfin ces provinces sont séparées par l'Italie et la Sicile des forces navales que la France a dans ses ports de la Méditerranée; et les acquisitions que cette puissance aurait faite lui procureraient moins un accroissement de forces maritimes, qu'un plus grand nombre de côtes à défendre.

Il est vrai que la Russie laisserait aussi à la France Candie<sup>83</sup>, Chypre, Rhodes et les îles de la Grèce ; mais il faudrait en prendre possession, ce qui est presque impossible en temps de guerre et ce qui peut rendre la paix plus difficile. La principale puissance de la France, il faut bien l'avouer, a jusqu'ici été continentale. Avant qu'elle ait obtenu le même lustre maritime, quel fonds établir sur l'acquisition projetée d'un archipel qu'il faudrait conquérir pièce à pièce et sur l'acquisition des autres îles du Levant.

Les mêmes remarques s'appliquent encore aux autres possessions que la Russie consentirait à abandonner à la France, au fond de la Méditerranée. Il est plus difficile d'arriver en Syrie, en Égypte et aux Échelles du Levant qu'il ne l'est à la Russie d'occuper toutes les provinces de la Turquie d'Europe. Il faut, pour le premier cas, de grandes et dispendieuses expéditions, et la Syrie et les Échelles du Levant étant environnées des possessions ottomanes, on aurait à y porter plus de forces pour s'y défendre, que la Russie n'aurait à entretenir dans ses nouvelles provinces, qui étant séparées des Ottomans par la mer, ne seraient pas exposées à leurs incursions.

Tout serait concentré et intimement lié dans les nouvelles acquisitions de la Russie :

---

<sup>82</sup> L'actuelle Thessalonique, dans le Nord de la Grèce.

<sup>83</sup> La Crète.

tout serait disséminé dans celles de la France.

Les moyens proposés à la France, pour lier entre elles ses possessions d'Europe et d'Asie, ne pourraient pas remplir ce but. L'usage d'une route militaire qui traverserait les nouvelles provinces d'Autriche et de Russie, est un avantage trop précaire, trop soumis aux circonstances du moment pour en faire dépendre le sort de plusieurs possessions plus éloignées. Sans doute l'heureuse amitié qui unit l'empereur Napoléon à son allié ne s'altérera pas ; mais les dispositions personnelles qui donnent pour longtemps la garantie de la paix, laissent encore à désirer que cette union des deux puissances soit, pour des temps plus éloignés, à l'abri de toute atteinte.

Ces passages de troupes françaises habituellement admises à traverser le territoire russe, ne rétabliraient-ils pas entre les deux puissances le contact immédiat et les occasions de conflit que la Cour de Russie a témoigné l'intention d'éviter ? S'il fallait que ces points de contact existassent, il serait sans doute plus avantageux, pour assurer les communications de la France avec ses acquisitions d'Asie qu'elle possédât toute la partie méridionale de la Macédoine et de la Romélie et qu'elle arrivât jusqu'aux Détroits qui séparent l'Europe de l'Asie, que d'avoir habituellement à faire un emprunt de territoire, source trop continuelle de discussions.

Du moins, cette ligne de possessions assurerait à la France un moyen de se rapprocher davantage de ses acquisitions d'Asie, quoiqu'on eût encore, pour y parvenir, à emprunter le territoire ottoman. Et si l'expédition de l'Inde à laquelle l'empereur Alexandre se montre disposé à concourir devait avoir lieu à travers l'Asie mineure, les troupes françaises pourraient s'y porter par les Dardanelles et conserver par la même voie leur communication avec l'Europe, communications nécessaires à leurs opérations et à leur sûreté.

Mais il faut dire plus : Constantinople ne peut appartenir à la Russie. Cette seconde tête d'un colosse déjà immense le rendrait trop redoutable. Constantinople dominant sur l'Europe et sur l'Asie, avec ses ressources actuelles, avec toutes celles qui lui viendraient de la Crimée où il y a déjà des arsenaux de marine très respectables et de toutes les parties de l'empire russe, avec lesquelles il aurait bientôt des communications faciles, Constantinople rend la Russie l'unique dominatrice de la Méditerranée, les établissements français dans les Échelles seraient sans défense. La possession des îles possédées par la France deviendrait précaire, son commerce serait exposé à de grandes pertes. Toutes les forces maritimes de la Russie pourraient se montrer devant Toulon. Que serait-ce si jamais cette puissance était alliée avec les Anglais ?

Non seulement le projet présenté laisse dans un isolement absolu les possessions que la

France aurait en Asie, il compromet aussi la tranquillité de ses possessions d'Europe, en séparant par une trop faible barrière les nouvelles provinces qu'occuperaient les deux puissances, la partie de la Macédoine et de la Romélie, qui serait occupée par l'Autriche, serait, par sa position trop difficile à défendre. Elle n'offre aucun obstacle aux invasions. La chaîne du Rhodope qui la séparerait des possessions russes n'est pas une barrière, et tôt ou tard elle serait franchie. Car pourrait-on espérer de voir constamment régner la même harmonie entre la Russie et l'Autriche ? Trop d'intérêts les divisent, leurs frontières se touchent déjà par un grand nombre de points, et de nouvelles limites devenues communes à ces deux puissances multiplieraient les occasions de différends. Si la guerre survenait, les communications de la Servie avec la Macédoine autrichienne seraient faciles à intercepter, et ce dernier pays qui se prolonge sur une étroite largeur entre deux grands territoires, n'a, dans sa position, aucun moyen de défense.

L'Autriche ne pourrait jamais avoir de grandes forces en Macédoine sans trop exposer les provinces qui forment le cœur de la monarchie. Il sera au contraire de l'intérêt de la Russie de porter au midi de ses États des forces nombreuses. La Russie aurait donc habituellement l'avantage d'y attaquer l'Autriche du fort au faible ; et dans une telle position, la balance des États, qui ne peut se maintenir que par une juste opposition de forces, est bientôt détruite.

L'établissement de l'Autriche en Macédoine, tel qu'il est proposé, n'aurait donc, pour dernier résultat, que de faire disparaître la trop faible barrière qui séparerait les possessions de la Russie et de la France, or, la Macédoine autrichienne étant conquise, les remarques déjà faites par la Russie sur l'inconvénient du contact des deux États, s'appliqueraient à ce nouvel ordre des choses ; et comme cette conquête serait probablement faite par la Russie, l'inégalité déjà évidente de ce partage s'accroîtrait encore au préjudice de la France.

La France et la Russie paraissent, pour le maintien de la paix, n'avoir à choisir qu'entre ces deux alternatives : ou il faut que leur nouvelles possessions soient assez séparées pour que la puissance intermédiaire puisse se défendre contre une invasion (et ce serait peut-être l'effet qu'on obtiendrait si la Porte ottomane restait maîtresse de la Bulgarie, de la Roumélie et de Constantinople) ou il faut, si les possessions de la France et de la Russie deviennent limitrophes, que la France trouve dans l'étendue et les ressources de ses acquisitions les moyens de les conserver, de les défendre et d'établir entre elles des communications faciles.

L'histoire a fourni trop de mémorables exemples de la fortune et de la puissance de Constantinople, pour ne pas faire sentir le besoin d'une prévoyance. Constantinople, avant et depuis la conquête faite par les Ottomans a commandé à tous les pays dont la Turquie d'Europe se compose. Ces avantages tiennent à sa position et, pour ne citer que des exemples

liés, pour ainsi dire, à la question qu'on examine ici, on a vu, après la destruction de l'empire latin, que Baudouin<sup>84</sup> avait fondé, les princes français établis en Épire<sup>85</sup>, en Thessalie<sup>86</sup>, à Athènes, en Morée, perdre leurs possessions, successivement envahies par la puissance qui dominait à Constantinople.

Ces remarques, ces souvenirs ne tiennent point à une injuste défiance, mais au désir de ne fonder pour la Russie, pour la France, que des établissements qui puissent, à côté l'un de l'autre, s'élever et prospérer constamment, sans trouble et sans jalousie.

La France verra sans peine les avantages que son allié retirera de ses acquisitions nouvelles, quoiqu'elle puisse difficilement en attendre d'aussi grande pour elle-même. En effet, la plupart des provinces que le projet de partage attribue à la Russie sont déjà occupées par ses armes, tandis que l'empereur Napoléon n'a aucun corps de troupes sur le territoire ottoman. Des rapports de religion et d'habitudes peuvent rendre facile à la Russie la soumission définitive de la Valachie et de la Moldavie, et elle trouverait dans les provinces voisines les mêmes avantages ; mais peut-être la Bosnie et l'Albanie, où sont les principaux établissements turcs, coûteraient, pour être conquis par la France et l'Autriche et surtout pour être maintenus dans la soumission, beaucoup de fatigues et de sang.

Enfin, et cette observation semble mériter une haute attention, c'est à l'Empire même de Russie que seraient unies ses nouvelles acquisitions dans la Turquie d'Europe, tandis que les acquisitions faites par l'empereur Napoléon, ne seraient pas réunies à la France même, mais au royaume d'Italie qui doit un jour en être séparé. Si les intérêts de la France et de ce royaume sont aujourd'hui confondus, alors ils deviendront distincts : chaque État aura sa puissance propre et ce ne sera plus à un empire de trente-trois millions d'hommes, mais à un royaume qui n'a que cinq millions d'habitants, que les provinces turques seront réunies.

Cette circonstance y introduit une nouvelle cause de faiblesse, que la difficulté des communications, déjà remarquée dans ce mémoire, ne pourra qu'augmenter encore. D'un côté le royaume d'Italie, de l'autre l'Albanie et les autres provinces qui seraient acquises par l'empereur Napoléon formeraient, pour ainsi dire, deux corps séparés qui ne pourraient pas même avoir des relations entre eux, sans emprunter près de Trieste le territoire autrichien.

Tous ces motifs font sentir la nécessité de donner aux acquisitions que l'empereur Napoléon peut faire en Turquie, une consistance qui leur soit propre, qui assure leur conservation et qui puisse, à quelques égards, dédommager la France de l'avantage

---

<sup>84</sup> Baudouin I<sup>er</sup> (1171-1206) : premier empereur latin de Constantinople, après la prise de la ville par les croisés, en 1204.

<sup>85</sup> Région du nord-est de la Grèce.

<sup>86</sup> Plaine centrale de la Grèce, au nord de la Béotie et au sud de la Macédoine.

inappréciable que trouverait la Russie à ne faire de conquêtes qu'autour d'elle, à y rassembler ses principales forces et à donner à sa puissance navale un vaste et nouveau développement. Il en résulte que si Constantinople doit cesser d'être aux Turcs, il ne peut être laissé qu'à la France ; non qu'il puisse en être longtemps dépendant, mais pour servir à fonder sur les débris de l'empire Turc qui s'écroule un nouvel État européen, soumis aux lois de la civilisation qui régit toute l'Europe, sous l'influence de la France qui ne pourrait être que très faible ; sous l'influence de l'Italie qui, quoique immédiate, ne constituerait pas une suprématie permanente ; État dont l'existence ne pourrait faire ombrage à aucune des puissances qui peuvent actuellement avoir des vues sur la Turquie.

La France est disposée à tenir compte dans les projets de démembrement qui pourront être adoptés, de ce que la Russie et l'Autriche auraient fait, pour concourir à une expédition dans l'Inde ; elle aimerait surtout à reconnaître dans tous les temps les services que lui aurait rendu son allié ; mais en examinant les compensations auxquelles ces services pourraient donner lieu, on ne peut point perdre de vue que d'un côté les opérations qui pourront être dirigées contre l'Inde ont plutôt pour objet d'y affaiblir la puissance des Anglais et d'y relever celle de la France ; que ces opérations sont sans doute importantes ; mais qu'elles n'entraînent que des sacrifices passagers, et que, d'un autre côté, le démembrement de la Turquie, s'il est jugé nécessaire à la tranquillité de l'Europe doit se faire dans de telles proportions que la paix soit solidement assurée et que le temps sanctionne ce premier partage.

**11. Projet sur le partage de la Turquie, proposé avant l'entrevue d'Erfurt par la Russie, sur la demande du Cabinet Français, 1808, 8 p. in 8°, 95 AP 6.**

*Ce document est dans la droite ligne du précédent, dans la mesure où il s'intéresse aux négociations sur le partage de la Turquie. Cependant, alors que le rapport, cité en annexe n°10, développait une réflexion de grande ampleur, ce document, rédigé par les Russes et recopié ici par Caulaincourt, présente l'évolution des discussions et sert à préparer l'entrevue d'Erfurt, qui doit permettre de prendre une décision définitive sur le partage. Il s'agit ici d'un document de travail qui résume tous les points et qui présente, sans fioriture, l'état de la question. On voit, par cet exemple, l'écart entre un document émanant de Caulaincourt, et un projet issu du ministère russe. On voit aussi la démarche du duc de Vicence qui recopie systématiquement les notes et les projets russes, afin d'en garder trace et de s'en imprégner. Cette copie, de la main du duc de Vicence, est conservée dans le carton 95 AP 6 et se présente sur 8 pages in 8°.*

Puisque S.M. l'Empereur des Français et Roi d'Italie vient de juger que pour arriver à la paix générale et asseoir la tranquillité de l'Europe, il fallait affaiblir l'empire Ottoman par le démembrement de ses provinces, l'empereur Alexandre, fidèle à ses engagements et à son amitié, est prêt à y concourir.

Le première pensée qui a dû se présenter à l'empereur de toutes les Russies, qui aime à se retracer le souvenir de Tilsitt, lorsque cette ouverture lui a été faite, c'est que l'Empereur son allié voulait porter tout de suite à exécution ce dont les deux monarques étaient convenus dans le traité d'alliance relativement aux Turcs, et qu'il y ajoutait la proposition d'une expédition dans l'Inde.

L'on était convenu à Tilsitt que la puissance ottomane devait être rejetée en Asie, ne conservant en Europe que la ville de Constantinople et la Romélie. L'on en avait alors tiré

cette conséquence, que l'empereur des Français acquerrait l'Albanie, la Morée et l'île de Candie.

L'on avait dès lors adjugé la Valachie, la Moldavie à la Russie donnant à cet empire le Danube pour limite, ce qui comprend la Bessarabie qui, en effet, est une lisière au bord de la mer et que communément on considère comme faisant partie de la Moldavie. Si l'on ajoute à cette part la Bulgarie, l'empereur est prêt à concourir à l'expédition de l'Inde, dont il n'avait pas été question alors, pourvu que cette expédition dans l'Inde se fasse comme l'empereur Napoléon vient de le tracer lui-même, à travers l'Asie mineure.

L'empereur Alexandre applaudit à l'idée de faire intervenir dans l'expédition de l'Inde un corps de troupes autrichiennes, et puisque l'Empereur son allié paraît le désirer peu nombreux, il trouve que ce concours trouverait une compensation suffisante si l'on adjugeait à l'Autriche la possession de la Croatie turque et de la Bosnie, à moins que l'empereur des Français ne trouvât sa convenance à en retenir une partie. L'on peut outre cela offrir à l'Autriche un intérêt moins direct, mais très considérable, en réglant ainsi qu'il suit le sort de la Serbie qui est sans contredit une des belles possessions de l'empire ottoman.

Les Serbiens sont un peuple belliqueux, et cette qualité qui commande toujours l'estime doit inspirer le désir de bien arrêter leur destinée.

Les Serbiens, pleins du sentiment d'une juste vengeance contre les Turcs, ont secoué le joug de leurs oppresseurs avec hardiesse et sont, dit-on, résolus de ne le reprendre jamais. Il paraît donc nécessaire pour consolider la paix de songer à les rendre indépendants des Turcs.

La paix de Tilsitt ne prononce rien à leur égard. Leur propre vœu exprimé vivement et plus d'une fois les a portés à prier l'empereur Alexandre de les admettre au nombre de ses sujets. Ce dévouement pour sa personne lui fait désirer qu'ils vivent heureux et satisfaits sans vouloir étendre sur eux sa domination : S.M. ne cherche pas les acquisitions qui pourraient entraver la paix. Elle fait avec plaisir ce sacrifice et tous ceux qui peuvent conduire à la rendre prompte et solide. Elle propose par conséquent d'ériger la Serbie en royaume indépendant, de donner cette couronne à l'un des archiducs qui ne fut pas chef de quelque branche souveraine et qui fut assez éloigné de la succession au trône d'Autriche. Dans ce cas ci l'on stipulerait même que jamais le royaume ne pourrait être réuni à la masse des États de cette maison.

Toute cette supposition de démembrement des provinces turques, telle qu'elle est énumérée ci-dessus, étant calquée d'après les engagements de Tilsitt, n'a paru offrir aucune difficulté aux deux personnes que les deux Empereurs ont chargé de discuter entre elles quels étaient les moyens d'arriver aux fins que se proposent LL.MM.II.

L'empereur de Russie est prêt à prendre part à un traité entre les trois empereurs qui

fixerait la conclusion ci-dessus énoncée ; mais d'un autre côté ayant jugé que la lettre qu'il venait de recevoir de la part de l'Empereur des Français semblait indiquer la résolution d'un beaucoup plus vaste démembrement de l'empire Ottoman que celui qui avait été projeté à Tilsitt. Ce monarque, afin d'aller au-devant de ce qui paraît convenir aux intérêts des trois cours impériales et surtout afin de donner à l'Empereur son allié toutes les preuves d'amitié et de déférence qui dépendent de lui, a annoncé que sans avoir besoin d'un plus grand affaiblissement de la Porte ottomane, il y concourrait volontiers.

Il a posé pour principe de son intérêt en ce plus grand partage, que sa part d'augmentation d'acquisition serait modérée en étendue ou extension, et qu'il consentait à ce que la part de son allié surtout fut tracée sur une bien plus grande proportion. S.M. a ajouté qu'à côté de ce principe de modération, elle en plaçait un de sagesse qui consistait à ce qu'elle ne se trouvât pas, par le nouveau plan de partage, moins bien placée qu'elle ne l'était aujourd'hui pour ses relations de limites et commerciales.

Partant de ces deux principes, l'empereur Alexandre verrait non seulement sans jalousie, mais même avec plaisir, que l'empereur Napoléon acquiert et réunisse à ses États, outre ce qui a été mentionné ci-dessus, toutes les Iles de l'Archipel, Chypre, Rhodes, et même ce qui restera des Échelles du Levant, la Syrie et l'Égypte.

Dans le cas de ce plus vaste partage, l'empereur Alexandre changeait sa précédente opinion sur le sort de la Serbie ; il désirerait, cherchant à faire une part honorable et très avantageuse à la maison d'Autriche, que la Serbie fut incorporée à la masse des États autrichiens et qu'on y ajoutât la Macédoine à l'exception de la partie de la Macédoine que la France pourrait désirer pour fortifier sa frontière d'Albanie, de manière à ce que les Français puissent obtenir Salonique ; cette ligne de la frontière autrichienne pourrait se tirer de Scopio<sup>87</sup> sur Orphana<sup>88</sup> et ferait aboutir la puissance de la maison d'Autriche jusqu'à la mer.

La Croatie pourrait appartenir à la France ou à l'Autriche au gré de l'empereur Napoléon.

L'empereur Alexandre ne dissimule pas à son allié que trouvant une satisfaction particulière à ce qui a été dit à Tilsitt, il place d'après le conseil de l'Empereur son ami ces possessions de la maison d'Autriche entre les leurs, afin d'éviter le point de contact toujours si propre à refroidir l'amitié.

La part de la Russie en ce nouvel et vaste partage eut été d'ajouter à ce qui lui avait été adjugé dans le projet précédent, la possession de la ville de Constantinople avec un rayon de

---

<sup>87</sup> Skopje.

<sup>88</sup> Ville qui donne sur le golfe d'Orfanou, à l'est de la péninsule de Chalcidique.

quelques lieues en Asie, et en Europe une partie de la Romélie de manière que la frontière de la Russie du côté des nouvelles possessions de l'Autriche, partant de la Bulgarie et suivant les frontières de la Servie jusqu'un peu au-delà de Solismick et de la chaîne de montagne qui se dirige depuis Solismick jusqu'à Trajanopol y compris, et depuis la rivière Marizza jusqu'à la mer.

Dans la contestation qui a eu lieu sur le second plan de partage, il y a eu une différence d'opinion, que l'une des deux personnes supposait que si la Russie possédait Constantinople, la France devait posséder les Dardanelles ou au moins s'approprier celle qui était sur la côte d'Asie. Cette assertion a été combattue de l'autre part par l'immense disproportion que l'on venait de proposer dans les parts de ce nouvel et plus grand partage, et que l'occupation même du fort qui se trouvait sur la rive gauche de l'Asie détruisait tout-à-fait le principe de la Russie, de ne pas se retrouver plus mal placée qu'elle ne l'était maintenant relativement à ses relations géographiques et commerciales.

L'empereur Alexandre uni par le sentiment de son extrême amitié pour l'empereur Napoléon a déclaré pour lever la difficulté :

1° qu'il conviendrait d'une route militaire pour la France, qui traversant les nouvelles possessions de l'Autriche et de la Russie, lui ouvrirait une route continentale vers les Échelles et la Syrie.

2° que si l'empereur Napoléon désirait posséder Smyrne ou tel autre point de cette côte qui est vis-à-vis de Mytilène jusqu'à celui qui se trouve placé vis-à-vis de Rhodes et y envoyer des troupes pour les conquérir, l'empereur Alexandre était prêt à l'assister dans cette entreprise, en joignant à cet effet un corps de ses troupes aux troupes françaises.

3° Que si Smyrne ou cette autre possession de la côte de Natolie, tels qu'ils viennent d'être indiqués ayant passé sous la domination française, venait ensuite à être attaqué non seulement par les Turcs, mais même par les anglais en haine de ce traité, S.M. l'empereur de Russie se portera en ce cas au secours de son allié toutes les fois qu'il en sera requis.

4° S.M. pense que la maison d'Autriche pourrait sur le même lieu assister la France en la prise de possession de Salonique et se porter au secours de cette Échelle toutes les fois qu'elle en sera requise.

5° L'empereur de Russie déclare qu'il ne désire pas acquérir la rive méridionale de la mer noire qui est en Asie, quoique dans la discussion, il avait été pensé qu'elle pourrait être de sa convenance.

6° L'empereur de Russie a déclaré que quels que fussent les succès de ses troupes dans l'Inde, il ne prétendait pas y rien posséder, et consentait volontiers à ce que la France fît pour

elle toutes les acquisitions territoriales dans l'Inde, qu'elle jugerait à propos ; qu'elle était également la maîtresse de céder une partie des conquêtes qu'elle y ferait à ses alliés.

Si les deux alliés conviennent entre eux d'une manière précise qu'ils adoptent l'un ou l'autre de ces deux projets de partage, S.M. l'empereur Alexandre trouvera un plaisir extrême à se rendre à l'entrevue personnelle qui lui a été proposé, et qui peut-être pourrait avoir lieu à Erfurt. Il suppose qu'il serait avantageux que la base des engagements qu'on y doit prendre soient d'avance fixée avec une sorte de précision afin que les deux empereurs n'aient à ajouter à l'extrême satisfaction de se voir, que celle de pouvoir signer sans retard le destin de cette partie du globe, et nécessiter par là, comme ils se le proposent, l'Angleterre à désirer la paix dont elle s'éloigne aujourd'hui à dessein avec tant de jactance.

**12. 1809. Guerre d'Autriche, 2 p. in 8°, 95 AP 6.**

*Note écrite sur le bureau de l'empereur Alexandre par le duc de Vicence, à la suite d'une conversation, pour le mieux pénétrer des motifs qui devaient le préparer et le déterminer à agir contre l'Autriche dans le cas où les dispositions politiques de cette puissance ne changeraient point, et où son agression, qui paraissait imminente, aurait lieu.*

*Le sous-titre de ce document est à lui seul révélateur de son intérêt, puisqu'il montre le contexte de son élaboration : Caulaincourt le soumet au tsar après l'avoir rédigé dans le bureau de celui-ci. Dans ce texte, l'ambassadeur de France développe une argumentation visant à convaincre Alexandre de s'engager aux côtés de la France contre l'Autriche, qui, en refusant de reconnaître Joseph Bonaparte et en faisant des armements, semble préparer une nouvelle guerre. Si le propos n'est pas original, la forme et le ton de ce texte montrent le lien qui unit le tsar et l'ambassadeur et le caractère que prend leur travail commun. Ne gardant pas la réserve qui est la plupart du temps celle d'un ambassadeur, Caulaincourt cherche par tous les moyens à convaincre le tsar réticent. Ce texte est une copie (l'original étant remis à l'empereur russe) de la main de Caulaincourt, sur deux pages in 8°, conservée dans le carton 95 AP 6. La seule date fournie est l'année 1809.*

Si l'Autriche n'eut pas armé pendant que ses voisins étaient en paix, on n'eut pas été dans le cas de lui demander la reconnaissance du roi Joseph comme un gage de ses intentions pacifiques.

Elle veut lier maintenant cette reconnaissance aux arrangements faits à Erfurt, et sous ce prétexte elle veut qu'on lui fasse préalablement des confidences. La question pour avoir vieilli n'a cependant changé ni d'objet, ni de motif. L'Autriche n'a donc aucune raison pour refuser aujourd'hui ce que son ambassadeur, son ministère offraient et promettaient hier. Si l'Autriche, on le répète, n'eut pas armé, on n'eut pas insisté sur cette reconnaissance ; car il faut le lui dire, on n'en a pas besoin pour l'Espagne : c'est pour pouvoir évacuer la Silésie,

restaurer la monarchie prussienne, et par conséquent pour assurer la tranquillité future de l'Europe qu'on la lui demande. Pauvre cabinet qui ne devine pas cela et ne voit pas les avantages qui résulteront pour lui-même de la sécurité qu'il *donnera dans ce moment aux autres* ! Cet aveuglement qui n'est pas naturel, ne doit-il pas faire penser que l'Autriche a d'autres projets?

Cet amour-propre viennois que l'Autriche se plaint qu'on a blessé, le serait cent fois plus si on n'avait pas demandé à ce cabinet cette reconnaissance qu'il désire maintenant ; car l'Espagne sera-t-elle moins conquise et le roi Joseph moins bien établi à présent à Miranda ou à Madrid, parce que messieurs de Vienne ne l'auront voulu qu'en décembre ou en janvier prochain? La preuve que la France fait comme la Russie état de la cour de Vienne, c'est qu'elle a demandé cette reconnaissance. Ne dites donc pas, messieurs de Vienne, que vous ne voulez pas vous mêler de cette affaire-là, quand vous vous plaignez en même temps qu'on en fait d'autres sans vous ; car ce n'est pas être d'accord avec soi-même ; et la première chose quand on veut récriminer, est d'être conséquent.

M. de Metternich garantissait à Paris la reconnaissance, l'empereur d'Autriche faisait annoncer à Erfurt qu'on était prêt à *entretenir des relations amicales avec le roi Joseph comme Roi d'Espagne*. M. de Stadion mandait à cet égard le 14 au prince Kourakin : *Il ne doute pas que ces communications seront de nature à convaincre V.E. du prix que mon auguste maître met en toute occasion à l'opinion et aux bons sentiments de l'empereur Alexandre*. Et le 16, M. de Stadion décline tout, même la confiance qu'il dit que sa cour a placée dans l'empereur Alexandre. Il lie la reconnaissance des affaires d'Espagne à celles d'Erfurt, ne peut-on pas induire de là que les armements de l'Autriche sont un vieux projet lié aux affaires d'Espagne ? Quand l'ingrate Autriche peut supposer que l'empereur Alexandre la trompe, ne peut-on pas supposer aussi qu'elle est capable de toutes les folies ? Et en récapitulant tout ce qu'elle a dit et fait, peut-on trouver sa marche loyale ? Si on mettait en regard tout ce qu'elle aurait dû faire, le parallèle serait encore moins en sa faveur.

Il n'a rien été fait contre l'Autriche à Erfurt, bien plus on y a établi les bases de sa tranquillité présente et avenir, si sa maladresse ne gâte pas tout ce qu'une sage prévoyance a réglé ; cependant elle doute des intentions de son ancien allié comme de celles de son puissant voisin, pense-t-elle qu'on lui raconte ses affaires parce qu'elle dit à chacun : *Je me méfie de vous* ! C'est fermer la bouche aux gens qui voudraient parler.

La question se réduit à ceci : il faut que l'Autriche désarme si elle ne reconnaît pas le roi

Joseph parce que les grands alliés ne peuvent s'embarquer dans les affaires de l'Èbre<sup>89</sup> ou du Danube s'ils n'ont pas la certitude que la maladresse ou la mauvaise humeur de l'Autriche ne cache pas le projet de les attaquer pendant qu'ils arrangeront leurs affaires ; car on peut le dire, cette reconnaissance consentie, il ne reste pas en Europe un prétexte de trouble ; pourquoi la refuserait-elle ?

Il faut que le comité de Vienne ait la vue aussi courte que M. de Stadion pour ne pas avoir deviné que la reconnaissance du Roi Joseph est un *mezzo termine* poli pour ne pas lui demander un compte trop détaillé de l'accroissement de son armée... Si l'Autriche, comme elle le dit, ne veut réellement pas la guerre, la France pouvait se passer de sa reconnaissance des affaires d'Espagne ; pourquoi, dira-t-on, n'en reste-t-on pas là dans le moment actuel ? Parce que l'Autriche a armé, et que c'est à celui qui a fait le bruit à rassurer par un acte quelconque. Ce n'est pas, comme le dit l'Autriche, une marque de condescendance, un sacrifice qu'on lui demande ; elle a ouvert la porte avec ses cinq cent mille hommes, il faut qu'elle la ferme par la reconnaissance du roi Joseph et on en parlera plus. Si elle ne reconnaît pas, il faut qu'elle désarme ; ce dernier parti serait-il celui qu'elle préfère ?

En dernière analyse, on ne peut trop faire sentir à l'Autriche son inconséquence, sa maladresse et surtout l'inconvenance de ses doutes envers la Russie. En fait de vérités, on ne saurait trop lui en dire, ce n'est pas l'arme dont elle se sert ; les sophismes, les gaucheries, les passions aveugles de quelques-uns de ses hommes d'État troublent depuis si longtemps l'Europe et ont déjà tellement ébranlé le trône des anciens États qu'on ne peut espérer que ce cabinet change de langage. L'empereur Alexandre aura donc d'autant plus de mérite à tenter ce dernier moyen d'empêcher cet ingrat cabinet de faire une grande folie qui peut compromettre les plus chers et les plus grands intérêts du monde.

---

<sup>89</sup> Fleuve d'Espagne qui, né dans les Monts Cantabriques, se jette dans la Méditerranée, après avoir traversé la Catalogne.

**13. Les quatre grandes causes de la guerre de 1812 selon Caulaincourt, s.d., 8 p. in 8°, 95 AP 6.**

*Base du dernier chapitre de la seconde partie, ce texte de la main du duc de Vicence présente, en 8 pages in 8°, ce qu'il considère comme les quatre principales causes de la guerre de 1812. Les numéros renvoient au relevé des dépêches que nous éditons dans l'annexe n°8. Ce texte est important, dans la mesure où il montre le travail que le duc de Vicence effectue a posteriori sur les événements qu'il a vécu, cherchant à comprendre l'enchaînement des faits et à déterminer, parmi l'enchevêtrement des causes, celles qui ont eu une incidence directe sur les relations franco-russes et qui ont provoqué la reprise de la guerre. Pour une étude plus précise de ces points, on se reportera au chapitre correspondant. Ce document est conservé dans le carton 95 AP 6.*

N°1. Il avait été stipulé par l'article 22 du traité de Tilsit, que les Russes évacueraient la Moldavie et la Valachie. La Russie n'exécutait point cette clause à laquelle la France devait tenir comme intéressée à l'intégrité de l'Empire ottoman. Des explications à ce sujet eurent lieu entre les deux gouvernements. La Russie pour justifier l'occupation des provinces turques alléguait les délais apportés par la France à l'évacuation des États prussiens. Après d'assez longues discussions, le gouvernement français parut disposé à ne plus s'opposer à l'établissement des Russes en Moldavie et en Valachie ; si la Silésie lui était donnée en échange. La Russie ne voulut point se prêter à cet arrangement.

Cette discussion qui n'avait pas été sans quelque aigreur de la part de la Russie perdit peu à peu de son importance. On se borna de part et d'autre à quelques récriminations faites de loin en loin. La Convention d'Erfurt dissipa tous les moyens et rétablit entre les deux Empires la confiance la plus intime.

**N°2.** Quelque temps avant la guerre de 1809 entre la France et l'Autriche, le gouvernement russe avait fait faire des démarches pour déterminer l'Autriche à désarmer. Son entremise n'ayant point réussi, elle dut conformément au traité d'alliance, rompre avec l'empereur d'Autriche et prendre part à la guerre. Une division russe formée sur la frontière de Galicie, reçut l'ordre d'entrer dans cette province. Mais soit qu'une secrète disposition retardât les opérations de ce corps, soit que les obstacles naturels, les inondations, le mauvais état des routes, le missent en effet hors d'état d'agir à temps, l'empereur Napoléon était maître de Vienne avant que les troupes russes n'eussent paru. Leur tardive entrée en Galicie fut peu utile à la cause commune ; elle eût même l'inconvénient de contrarier en quelques points les opérations de l'armée du duché de Varsovie.

À l'issue de cette guerre, la Russie qui depuis longtemps avait témoigné la crainte de voir rétablir la Pologne, montra de plus vives inquiétudes. La France fit tout pour la rassurer. L'Empereur écrivit lui-même à l'empereur Alexandre ; il chargea son ministre de l'Intérieur de placer dans son exposé de la situation de l'Empire adressé au Corps législatif, des déclarations dont l'effet devait être de calmer les craintes de la Russie. Cette puissance ne se montra pas complètement rassurée. Elle désira qu'un engagement formel, qu'une convention lui donnât la garantie des intentions exprimées par la France. M. le duc de Vicence fut autorisé à conclure cette convention ; mais l'Empereur ne put la ratifier. Il en approuvait le fond, mais la rédaction paraissait blesser la dignité du gouvernement français et le rendre responsable des événements qui pourraient dans la suite des temps, amener le rétablissement de la Pologne. L'Empereur ne voulait et ne pouvait répondre que de sa volonté. De légers changements de rédaction pouvaient rendre cet acte propre à concilier les vues de la Russie avec celles de la France. Il fut dressé avec ces changements et envoyé tout ratifié à Saint-Pétersbourg. La cour de Russie le rejeta ; elle répondit par un contre-projet qui reproduisait la plupart des clauses auxquelles le gouvernement français n'avait pu souscrire et appelait conséquemment les mêmes objections ; les choses en sont restées là quoique l'Empereur eut offert de s'entendre sur une rédaction qui put concilier toutes les opinions.

**N°3.** La Russie, en exécutant le traité de Tilsit, avait déclaré la guerre à l'Angleterre et ses ports étaient fermés à la navigation anglaise. Cette mesure ne suffisait pas pour exclure complètement de l'Empire russe le commerce anglais, puisque les pavillons prétendus neutres qui naviguaient sous des escortes et avec des licences anglaises étaient admis dans les ports de la Russie.

Le seul moyen de nuire effectivement au commerce de l'Angleterre était d'exclure les

navires soi-disant neutres, surtout ceux qui arrivaient chargés de denrées coloniales, ou plutôt il fallait les admettre et les confisquer. Il fallait encore assujettir les denrées dont l'introduction n'avait pas été prévenue, à des droits tels que les facteurs mis en avant pour aider à la contrebande anglaise, fussent pour leurs propres intérêts forcés d'y renoncer.

De telles mesures avaient été prises par la France. Son exemple fut suivi par la Confédération du Rhin, par la Prusse, par le Danemark. L'adhésion de la Russie eut complété le système et porté le dernier coup au commerce ennemi. Elle se refusa à prendre les dispositions qui lui étaient indiquées. Elle alléguait que les États-Unis et le Brésil étaient, par rapport à elle, des États neutres et qu'elle pouvait recevoir les produits de leur territoire, leurs denrées coloniales ; elle ne voulait point convenir que les navires portant ces pavillons ne pouvaient parvenir au fond de la Baltique sans la permission de l'Angleterre, et que conséquemment ils devaient être au compte de son commerce. Elle prétendait qu'il était facile de distinguer la fraude et persistait à admettre ceux qui parviendraient à passer pour neutres.

La Russie avait proposé de substituer aux mesures consacrées par le système continental les précautions que lui suggérait sa propre prudence. Elle fit paraître l'ukase du 19 décembre 1810. Cet acte présenté comme funeste à l'Angleterre a semblé essentiellement dirigé contre le commerce de France, il a paru devoir anéantir toutes les relations de nos négociants avec les sujets russes.

Il prohibe l'importation de nos vins en bouteilles, et une partie de nos vins ne peut être envoyé qu'en bouteilles. Il admet nos vins en tonneaux mais par mer seulement, et la mer n'est pas libre, et il les charge d'un droit quadruple de celui qu'ils devaient acquitter avant.

Pour les produits de l'industrie anglaise introduit en contrebande, l'ukase ne prononce que la confiscation et seulement pendant la durée de la guerre.

Pour les produits de l'industrie française introduits de la même manière, il prononce le brûlement.

Des dispositions si évidemment malveillantes ont excité la juste sensibilité de l'empereur des Français. Il a fait demander la révocation de l'ukase et la conclusion d'un traité de commerce, dont les bases fussent plus d'accord avec les intérêts respectifs. Ces démarches n'ont eu aucun succès. La Russie a constamment répondu que chacun était maître de faire chez soi les règlements qui convenaient à ses rapports commerciaux, et que d'ailleurs les dispositions de l'ukase étaient moins contraires qu'on ne le pensait, au commerce de la France.

**N°4.** Le duché d'Oldenbourg ayant pour souverain un prince qui se trouve proche parent de l'empereur de Russie, a été compris dans la réunion des provinces hanséatiques au territoire

de l'Empire. Sa Majesté en ordonnant cette réunion que les circonstances exigeaient, s'est montrée disposée à donner au duc d'Oldenbourg une autre souveraineté. Deux fois un ministre de France (M. Bacher) a été envoyé à ce Prince pour lui porter des propositions.

La Russie, sans se prêter aux explications que la France eut pu lui donner à cet égard, a fait paraître une protestation contre la prise de possession de l'Oldenbourg. Cette déclaration refusée par le ministre de France a été communiquée, dans le mois d'avril 1811, aux cours de l'Europe et a disposé l'opinion à entrevoir une nouvelle guerre entre les deux empires.

En effet la conduite de la Russie, souvent contraire à l'esprit de l'alliance de Tilsit, l'ukase du 19 décembre, les abus tolérés dans les ports russes quant à l'admission de cargaisons prétendues neutres, tout pouvait donner lieu de croire que la Russie avait changé de système. La France a suivi les lois d'une juste prudence en faisant les dispositions nécessaires pour n'être pas prise au dépourvu. L'armée d'Allemagne a été renforcée. Les États de la Confédération du Rhin ont préparé leurs contingents, etc. Le gouvernement russe a donné plus d'activité aux préparatifs qu'il avait dès longtemps commencés. Plusieurs divisions ont été rappelées de l'armée du Danube ; les fortifications de la Duna ont été achevées et des rassemblements de troupes sur la frontière du duché de Varsovie ont complété ce que la Russie appelait son système de défense.

M. le comte de Lauriston, envoyé à Pétersbourg en remplacement de M. le duc de Vicence a constamment cherché à faire expliquer le gouvernement russe. Aucune de ses démarches à cet égard n'a pu réussir. On se retranche dans des allégations vagues, des récriminations usées et des protestations de ne vouloir point la guerre, de ne songer qu'à sa défense et nullement à une agression.

Le gouvernement russe a prétendu qu'il devait lui-même attendre les propositions de la France sur les points en discussion. Il a donné au prince Kourakine l'ordre d'entendre ce qui lui serait dit, sans aller au-delà. On a souvent annoncé de Pétersbourg l'envoi de M. de Nesselrode avec des instructions étendues, et la mission de terminer toutes les difficultés. Il n'a point été expédié, les préparatifs ont redoublé de part et d'autre : la garde russe a été dirigée sur Wilna, et les dernières dépêches de M. de Lauriston annonçaient que l'Empereur Alexandre partirait le 16 avril pour la même ville.

#### **14. Relation de l'entrevue d'Erfurt, 27 septembre 1808, 45 p. in 8°, 95 AP 6.**

*Ce long document de 45 pages in 8°, conservé dans le carton 95 AP 6, de la main du duc de Vicence (très soigné), est la relation de l'entrevue d'Erfurt par Caulaincourt. Ne s'intéressant qu'au cérémonial de l'entrevue, l'ambassadeur décrit les journées des empereurs, les gens qui les côtoient, les repas qu'ils prennent, les déplacements qu'ils font, les fêtes qu'ils organisent ou encore les pièces de théâtre auxquelles ils assistent. Ce document est d'une grande précision et, rédigé par un homme qui n'a pas quitté son maître durant toute l'entrevue, il est d'une importance essentielle pour appréhender, jour après jour, l'entrevue d'Erfurt. Même si on peut regretter qu'il ne s'agisse pas d'une relation exhaustive, présentant aussi les négociations politiques, ce texte est révélateur de la richesse des papiers de Caulaincourt qui, saisissant comme pour ses Mémoires la grandeur des événements qu'il vit, offre ici un témoignage inestimable sur un des grands moments de l'Empire. Nous présentons ici l'ensemble du texte, excepté les listes des membres des suites des deux empereurs. Nous avons conservé la présentation des paragraphes, représentative du style du duc de Vicence pour ce document. Plus que d'un récit, il s'agit d'un emploi du temps, d'où l'aspect saccadé de la relation qui met bout à bout différentes observations de Caulaincourt.*

LL.MM. Impériales de France et de Russie, jalouses de resserrer les liens naturels de l'amitié qu'elles s'étaient promise à Tilsit, décidèrent qu'elles se réuniraient le 27 septembre 1808 dans la ville française d'Erfurt.

Au moyen de ce choix, l'Empereur reçut chez lui l'empereur de toutes les Russies et les principaux souverains de la Confédération du Rhin, qui avaient été invités à se rendre dans cette ville.

Cette relation n'a point pour objet de chercher à soulever le voile sacré de la politique, elle est destinée à consigner les détails même les plus minutieux du cérémonial qui fut

observé dans cette mémorable entrevue.

Il est d'un grand intérêt de recueillir avec soin tout ce qui s'est passé, sous ce rapport, dans cette assemblée de rois et de souverains, présidée, pour ainsi dire, par les deux plus grands monarques du monde ; ce récit dépouillé de toute réflexion, sera le tableau fidèle de tout ce qu'il a été permis d'observer et de connaître dans cette illustre circonstance.

D'après les ordres de S.M., toutes les dispositions furent prises pour donner à cette grande époque toute la solennité et toute la magnificence dont elle pouvait s'environner.

S.E. M. le duc de Frioul<sup>90</sup>, grand-maréchal du Palais, envoya M. de Canouville<sup>91</sup>, maréchal des logis et deux fourriers du palais avec les instructions nécessaires pour préparer à Erfurt le logement de LL.MM. Impériales, des souverains et des officiers de leur suite.

S.E. envoya également M. de Beausset, préfet du Palais, pour établir le service de la bouche, dans les deux palais impériaux et dans ceux destinés aux principaux souverains de la Confédération.

Le service de la chambre et celui de l'écurie furent aussi installés avant l'arrivée de LL.MM.

Le palais du gouvernement fut choisi pour être celui de l'Empereur, comme étant le plus vaste et le plus convenable à l'intention que S.M. avait annoncé d'y tenir sa cour.

L'hôtel de M. Tribel, le plus élégant et le plus moderne, fut destiné à devenir le palais de l'empereur Alexandre et celui de M. le sénateur Reymann fut réservé pour S.A. le grand-duc Constantin.

Des logements convenables furent aussi réservés pour les princes souverains de la Confédération et un détachement de tous les différents services de la maison de l'Empereur fut établi dans chacun de ces palais.

Les ministres, les officiers de la suite de l'empereur Alexandre et ceux de l'Empereur furent logés dans le voisinage du palais de leurs souverains respectifs.

Le garde meuble impérial envoya de Paris, des lits, des tentures des Gobelins, des bronzes, des lustres, des porcelaines etc. et tout ce qui pourrait contribuer à l'embellissement des deux palais impériaux.

Le major général désigna le 1<sup>er</sup> régiment de hussards, le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers et le 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère pour former la garnison de la ville d'Erfurt.

---

<sup>90</sup> Duroc.

<sup>91</sup> Antoine-Alexandre-Marie-François comte de Canouville (1763-1834) : revenu d'émigration en 1802, il est membre du Corps législatif en 1810, baron de l'Empire en 1813. Il se rallie à Louis XVIII.

Un bataillon des plus beaux grenadiers de la Garde Impériale et 20 gendarmes d'élite y fut envoyé pour faire le service aux palais de LL.MM. Impériales et Royales.

L'Empereur en recevant l'empereur Alexandre dans une ville frontière de ses États, désira profiter de cette heureuse circonstance pour faire jouir l'empereur Alexandre de la représentation de nos chefs-d'œuvre dramatiques, en conséquence, la salle des spectacles d'Erfurt fut réparée et les comédiens ordinaires du théâtre français de S.M. l'Empereur y furent envoyés et arrivèrent avant LL.MM. (on trouvera à la fin de cette relation le nom des différents acteurs qui eurent l'honneur de jouer devant LL.MM.).

L'Empereur donna à S.E. le maréchal duc de Montebello<sup>92</sup> l'honorable mission d'aller recevoir l'empereur de Russie aux frontières de la Confédération du Rhin. S.E. se rendit en conséquence sur les bords de la Vistule à Bromberg<sup>93</sup>.

M. le général Oudinot<sup>94</sup> fut nommé gouverneur d'Erfurt.

S.M. le roi de Saxe<sup>95</sup> arriva le 26 à Erfurt. M. le comte de Boze, M. de Marcolini et M. de Hag, aides de camp, composaient la suite de S.M.

Les officiers de l'Empereur, arrivés à Erfurt depuis quelques jours, eurent l'honneur de recevoir S.M. le roi de Saxe dans le palais qui lui avait été préparé.

### **Départ de S.M. l'Empereur et son arrivée à Erfurt.**

S.M. était partie de son palais de Saint-Cloud le 23 septembre à 5 heures du matin.

Elle s'arrêta quelques heures à Metz et coucha le 24 à Kaizerlauten<sup>96</sup>. Elle en repartit le 25 à 4 heures du matin.

### **24-25 septembre**

L'Empereur ayant rencontré aux environs d'Altzey une brigade de dragons, descendit de

---

<sup>92</sup> Lannes.

<sup>93</sup> L'actuelle Bydgoszcz, en Pologne.

<sup>94</sup> Nicolas Charles Oudinot, duc de Reggio (1767-1847) : promu maréchal après la victoire de Wagram, en 1809.

<sup>95</sup> Frédéric-Auguste I<sup>er</sup> (1750-1827) : roi de Saxe à partir de 1806.

<sup>96</sup> Kaiserslautern, dans le département français du Mont-Tonnerre, dans l'actuelle Rhénanie-Palatinat, en Allemagne.

voiture et leur fit exécuter plusieurs manœuvres.

S.M. entra dans Mayence à 3 heures après midi, elle s'y arrêta peu et fut visiter les grands travaux de fortification qui s'exécutent à Cassel, village en face de Mayence. Elle parcourut à cheval tous les ouvrages de la tête de pont et passa en revue une brigade de dragons qui arrivait de Francfort.

S.M. avait trouvé à la descente de sa voiture à Mayence S.A.A. le grand-duc de Hesse-Darmstadt<sup>97</sup>, le prince héréditaire de Bade, le ministre du prince primat<sup>98</sup> et les envoyés de plusieurs autres princes de la Confédération.

S.M. étant remonté dans son carrosse arriva à Francfort le même jour à 8 heures du soir.

S.A.E. le prince primat avait eu l'honneur de recevoir S.M. à la frontière de ses États ; l'Empereur le fit monter dans son carrosse.

Lorsque S.M. descendit au palais du prince primat, plusieurs princes et une foule de grands seigneurs se trouvèrent réunis dans la grande salle que S.M. devait traverser ; ce monarque adressa la parole à plusieurs d'entre eux et se rendit dans ses appartements où il reçut le grand-duc de Wurtemberg<sup>99</sup> avec lequel il s'entretint assez longtemps.

La princesse Stéphanie, le duc de Nassau<sup>100</sup> et quelques autres princes furent successivement introduits auprès de l'Empereur.

Toute la ville de Francfort était accouru au devant de S.M. et L'accueillit avec les plus vives acclamations, de nombreuses décharges d'artillerie et le son des cloches annoncèrent l'entrée de S.M. La ville entière était illuminée.

S.M. dîna seule dans ses appartements avec la princesse Stéphanie Napoléon.

Il y eut dans le même moment un grand concert dont le prince primat fit les honneurs, etc.

## **26 septembre**

S.M. se repose jusques à 4 heures du matin, heure à laquelle elle remonta en voiture pour continuer son voyage.

---

<sup>97</sup> Louis X, landgrave de Hesse-Darmstadt, allié de Napoléon, prit le titre de grand-duc.

<sup>98</sup> Carl von Dalberg (1744-1817) : prince-archevêque de Mayence, il devient prince primat de la Confédération du Rhin.

<sup>99</sup> Duché de Würzburg, érigé en grand-duché par Napoléon, en 1806, au profit de Ferdinand III de Toscane, avant de revenir à la Bavière en 1815.

<sup>100</sup> Frédéric-Auguste (1738-1816) : duc de 1806 à 1816. Le comté de Nassau est devenu duché en 1806.

S.M. le roi de Westphalie, parti de son palais de Napoleonshoë<sup>101</sup>, arriva dans la matinée à Vacha, petite ville frontière de ses États, pour y recevoir son auguste frère.

LL.MM. soupèrent au château de Philipsthal, appartenant au prince de Hesse-Philipsthal<sup>102</sup>, aide de camp du roi de Westphalie.

L'Empereur remonta dans son carrosse à minuit et arriva à Erfurt à 10 heures du matin le 27 septembre.

Depuis Paris jusqu'à Erfurt, S.M. voyagea *incognito*, elle fut escortée jusqu'à Mayence par la gendarmerie départementale et par 8 sous-officiers de la garde et depuis Mayence jusqu'à Erfurt, elle fut escortée par des détachements de cavalerie que S.E. le duc de Valmy<sup>103</sup> avait fait disposer.

Le corps des négociants d'Erfurt avait obtenu la permission de former une garde d'honneur pour S.M. Cette garde fut au devant de l'Empereur jusques aux frontières de Gotha<sup>104</sup> où on avait élevé un magnifique arc de triomphe.

Cette garde d'honneur accompagna S.M. jusques à son palais et fit partie du cortège du monarque pendant tout le temps de son séjour.

Quatre gardes bourgeoises firent, à tour de rôle, le service journalier au palais et précédèrent la voiture de S.M. lorsqu'elle sortait.

### **Départ de l'Empereur de Russie et Son arrivée à Erfurt.**

L'empereur Alexandre partit de Pétersbourg le 14 septembre, arriva le 16 à Riga et le 18 à Königsberg, où LL. MM. le roi et la reine de Prusse l'attendaient.

Le grand-duc Constantin, le comte de Romantzof, le duc de Vicence ambassadeur de France près la cour de Russie, avaient précédé S.M. l'empereur Alexandre.

S.E. le maréchal duc de Montebello eut l'honneur de recevoir S.M. l'empereur Alexandre à Bromberg sur la frontière de la Pologne.

S.M. arriva à Cuthin le 23 à midi où elle trouva le grand-duc Constantin qui l'attendait.

L'arrivée de S.M. l'empereur Alexandre fut annoncée par 21 coups de canon.

---

<sup>101</sup> Wilhelmshöhe, château des environs de Cassel, nommé Napoleonshoë sous Jérôme Bonaparte.

<sup>102</sup> Guillaume de Hesse-Philippsthal (1726-1810) : landgrave de Hesse-Philippsthal.

<sup>103</sup> François-Christophe Kellermann, duc de Valmy (1735-1820).

<sup>104</sup> Ville d'Allemagne (Thuringe), capitale du duché de Saxe-Cobourg-Gotha.

À peine descendu de voiture, S.M. monta à cheval accompagné des maréchaux d'Empire Lannes et Soult et se rendit à la division du général Nansouty<sup>105</sup>, composée des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> régiments de cuirassiers et des 2<sup>e</sup> régiments de carabiniers, qui l'attendait dans le plus bel ordre de bataille, elle y fut accueillie par une salve de 21 coups de canon, tirés par l'artillerie légère. L'empereur Alexandre parcourut les rangs avec la plus grande attention et laissa échapper plus d'une fois des signes de son admiration. Dans chaque régiment S.M. russe fut accueillie par des cris répétés de *Vive l'empereur Alexandre*, et ces acclamations se répétèrent lorsque la division défila devant lui par escadrons. S.M. l'empereur Alexandre étant rentrée dans son palais, daigna recevoir une visite des officiers supérieurs, qui lui fut présentée par M. le général Saint-Germain<sup>106</sup>. L'empereur Alexandre, après avoir renouvelé ses éloges, dit *qu'elle tenait à l'honneur de se trouver parmi d'aussi braves gens et de si braves militaires*.

S.M. daigna admettre à sa table les généraux et les colonels de la division et eut la bonté d'adresser la parole à chacun d'eux.

A 2 heures 3/4 l'empereur Alexandre est monté en voiture, ayant fait placer à sa droite M. le maréchal Lannes et seul avec lui. S.E. le maréchal racontait avec le plus grand attendrissement toutes les bontés particulières dont l'empereur Alexandre l'avait honoré pendant tout le voyage (S.M. voyage habituellement dans une calèche à 2 places).

M. le maréchal Soult, son état-major, les généraux et les officiers supérieurs de la division Nansouty, escortèrent S.M. sur la route de Francfort-sur-l'Oder.

L'empereur de Russie arriva à Weimar le 26 au soir, après avoir passé par Leipsic<sup>107</sup>, sans passer par Berlin.

Des relais de poste avaient été préparés sur la route de S.M. pour elle et pour sa suite avec défense d'en recevoir les paiements.

M. le maréchal Soult, d'après les ordres du major général, avait disposé des escortes de cavalerie légère ou des dragons, à chacun des relais par où l'empereur Alexandre devait passer, dans les pays occupés par l'armée française et partout où il y avait des corps de troupes elles se mirent en bataille et rendirent tous les honneurs à S.M.

[Suite de l'Empereur]

---

<sup>105</sup> Comte Étienne de Nansouty (1768-1815) : chambellan de l'Impératrice, premier écuyer de l'Empereur et comte en 1808.

<sup>106</sup> Antoine de Saint-Germain (1761-1835) : général de brigade en 1805, il est fait baron de l'Empire en 1809, puis comte en 1813.

<sup>107</sup> Leipsig.

[Suite de l'empereur de Russie]

### **Arrivée de LL.MM.II. et RR. de France et de Russie à Erfurt.**

#### **Le 27 septembre**

Le bruit du canon et le son des cloches annoncèrent l'arrivée de S.M. dans la ville d'Erfurt.

Les membres de la municipalité, les députés de la bourgeoisie, de l'université, du clergé et les corps militaires étaient réunis à la porte de la ville sous la direction de M. le commandant Bigé.

M. de Dantzen, directeur de la municipalité présenta à S.M. l'Empereur les clefs de la ville et lui adressa le discours suivant :

« Sire, j'ai l'honneur de présenter à Sa Majesté Impériale les clefs de la ville d'Erfurt et la supplie d'agréer nos sentiments d'admiration et d'amour, ainsi que le tribut de notre fidélité et de notre soumission. »

Les acclamations, les cris de *Vive l'Empereur* et tous les témoignages d'un véritable amour et d'un entier dévouement furent prodigués à S.M. jusques à son palais où elle trouva le roi de Saxe qui l'attendait au bas de l'escalier. (Il faut observer ici à l'égard du roi de Saxe et des autres souverains qui sont venus à Erfurt, qu'il ne leur a été rendu aucun honneur militaire, ni à leur arrivée ni à leur départ.)

S.M. l'Empereur, après s'être retirée dans ses appartements et s'être reposée environ une heure admit à son audience la régence des états d'Erfurt et la municipalité de la ville.

M. de Dantzen, portant la parole, présenta à S.M. l'adresse suivante :

« Sire, lorsque Votre Majesté a visité dernièrement les États de Son Empire, elle a recueilli partout l'hommage de ses sujets et les preuves de son attachement à Votre Auguste Personne ; tous Ses pas ont été marqués par des actes de bienfaisance dont le récit nous a pénétrés des plus vives émotions. Les habitants de la ville d'Erfurt offrent à Votre Majesté par notre organe les mêmes sentiments de dévouement et de fidélité. Soumis avec confiance à son autorité tutélaire nous unissons nos vœux aux vœux de tous les Français pour la prospérité de ses nobles projets, pour l'honneur de Son Empire et pour la gloire et la félicité de Son règne.

Qu'il plaise à Votre Majesté d'agréer l'hommage de la plus profonde vénération que nous mettons à Ses pieds, en la suppliant de continuer à nous honorer de la bienveillance dont nous nous efforcerons toujours de nous rendre dignes. »

Signé : Dantzen, directeur de la ville ; Weissementel, bourguemestre ; Puygel, Reymann, sénateurs ; Weissebron, Spitz, etc., députés de la bourgeoisie.

Sa Majesté, après s'être entretenue quelque temps avec ces députés des différents intérêts de la ville d'Erfurt, monta à cheval pour aller rendre une visite au roi de Saxe, en quittant ce souverain, l'Empereur sortit d'Erfurt par la porte de Weimar ; à peu de distance S.M. trouva en bataille les grenadiers de la Garde commandés par M. d'Arquier, le 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère commandé par M. de Cabannes Puymissen, le 1<sup>er</sup> régiment de hussards commandé par le colonel Junire et le colonel d'Haugeranville à la tête du 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers.

Après avoir parcouru les rangs de ces différents corps, S.M. fit rapprocher les lignes d'infanterie et déployer la cavalerie plus en avant sur la route de Weimar et fut ensuite à la rencontre de l'empereur Alexandre.

Ce fut à une lieue et demie de la ville que les deux souverains se rencontrèrent.

Aussitôt que l'empereur Alexandre aperçut l'Empereur, ce prince descendit de voiture et l'Empereur de cheval et ces deux souverains s'embrassèrent cordialement.

Les deux empereurs montèrent ensuite à cheval ainsi que le grand-duc Constantin et passèrent au grand galop devant les troupes qui présentèrent les armes, les tambours battant aux champs. De nombreuses salves d'artillerie se mêlèrent au son des cloches et aux acclamations d'une immense population qu'un événement aussi remarquable avait attirée de toutes parts.

L'empereur Alexandre portait sur son habit la grande décoration de la Légion d'honneur et l'Empereur celle de Saint-André de Russie ; il en a été ainsi pendant toute la durée du séjour de LL.MM. Impériales à Erfurt.

L'Empereur, dès ce moment, comme pendant tout le voyage a donné constamment la droite à l'empereur Alexandre ; S.M. faisant les honneurs et étant chez elle à Erfurt.

L'Empereur conduisit l'empereur Alexandre au palais qui lui avait été destiné et se retira dans le sien, après être resté environ une heure avec l'empereur de Russie.

À 3 heures ½ l'empereur Alexandre vint rendre visite à l'Empereur qui descendit jusques au bas de l'escalier pour le recevoir et lorsque l'empereur Alexandre se retira S.M. le reconduisit jusques à la porte d'entrée de la salle de gardes. Les postes bordaient la haie, présentaient les armes et les tambours battaient au champ.

Les mêmes honneurs militaires ont été rendus pendant le voyage aux divers souverains.

Le roi de Saxe fut rendre visite à S.M. l'empereur de Russie.

À 6 heures l'empereur Alexandre vint dîner chez S.M., il en a été ainsi pendant tout le temps du séjour de LL.MM. à Erfurt.

S.M. le roi de Saxe et le grand-duc Constantin dînèrent avec LL.MM.II.

À l'égard de la préséance des souverains, autres que LL.MM. Impériales, il a été réglé que leurs rangs seraient établis d'après l'époque de leur adhésion à l'acte de la Confédération du Rhin.

M. le grand maréchal du Palais invita à dîner tous les officiers de la suite de l'empereur Alexandre, du roi de Saxe et de S.A. le grand-duc Constantin ; il a été de même pendant tout le temps du voyage.

À 9 heures, l'Empereur ramena l'empereur Alexandre au palais de Russie.

Il fut offert des rafraichissements à LL.MM.

S.M. après être restée seule quelque temps avec l'empereur Alexandre se retira à 11 heures.

L'empereur de Russie accompagna l'Empereur jusques au haut de l'escalier.

Toute la ville était élégamment et richement illuminée.

Les princes de Weimar<sup>108</sup>, de Reuss<sup>109</sup>, la princesse de la Tour et Taxis<sup>110</sup> arrivèrent dans la soirée etc.

L'empereur Alexandre, d'après l'invitation de S.M., donna ce jour-là à S.E. le grand maréchal, *le mot d'ordre* de la place et les deux souverains le donnèrent alternativement pendant tout le temps du voyage.

### **Le 28 septembre**

Le lever de l'Empereur eut lieu à 9 heures ainsi que pendant tout le temps du voyage. MM. les officiers de la suite de l'empereur Alexandre eurent l'honneur d'être présentés à S.M.

Les grandes entrées leur furent accordées pour toute la durée du voyage.

LL.MM. Impériales s'envoyèrent réciproquement un officier pour s'informer des nouvelles de leur santé.

MM. les grands officiers, les ministres, et les officiers de la cour de France eurent

---

<sup>108</sup> Duché de Saxe-Weimar.

<sup>109</sup> Ancienne principauté d'Allemagne, en Thuringe.

<sup>110</sup> Les Thurn und Taxis, famille d'origine autrichienne.

l'honneur d'être présentés à S.M. l'empereur de Russie.

M. le général Oudinot, les généraux et colonels de la garnison eurent le même honneur.

Les deux empereurs ont déjeuné chacun chez eux aujourd'hui, et pendant tout le voyage il en a été ainsi.

LL.MM. Impériales se visitèrent réciproquement pendant la matinée et restèrent enfermées ensemble pendant plusieurs heures. A 5 heures l'empereur Alexandre fut rendre visite à S.M. le roi de Saxe et se rendit ensuite chez l'empereur Napoléon.

Le roi de Saxe, le grand-duc Constantin, le duc de Weimar dînèrent avec LL.MM. Impériales.

Après le dîner LL.MM. se rendirent au théâtre où les comédiens français eurent l'honneur de représenter devant elles la tragédie de *Cinna*<sup>111</sup>.

Après le spectacle, les deux empereurs se rendirent au palais de Russie, où elles restèrent enfermées ensemble plusieurs heures.

Elles se séparèrent à minuit.

Parmi les personnages de distinction arrivés aujourd'hui et qui assistèrent au spectacle, on remarquait les princes de Reuss-Gera Ebersdorff, les princes de Homburg<sup>112</sup> etc. et de Schwartzbourg<sup>113</sup>, le duc régnant de Gotha, le duc de Mecklembourg-Schwerin, le duc de Mecklembourg-Strelitz<sup>114</sup>, le duc de Holstein-Oldenbourg, etc.

### **Le 29 septembre**

Le roi de Saxe, le prince de Mecklembourg-Schwerin, le prince de Gotha, le grand-duc Constantin, le prince de Neuchâtel<sup>115</sup>, le comte de Romantzoff eurent l'honneur de dîner avec LL.MM. Impériales.

Il faut observer ici que pendant tout le temps du séjour à Erfurt, les princes souverains de la Confédération tels que le roi de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg, le prince primat etc. ont été invités à dîner avec LL.MM. par un officier de la suite de l'Empereur.

Après leur dîner, LL.MM. honorèrent le spectacle de leur présence et y virent la

---

<sup>111</sup> *Cinna ou la clémence d'Auguste*, de Corneille (1640).

<sup>112</sup> Bad Homburg vor der Höhe, en Hesse.

<sup>113</sup> Duché de Thuringe.

<sup>114</sup> Les deux principautés issues de la division du Mecklembourg-Schwerin en 1695. Région du Nord de l'Allemagne, sur la Baltique.

<sup>115</sup> Berthier.

représentation d'*Andromaque*<sup>116</sup>.

L'empereur de Russie et tous les illustres étrangers qui assistèrent au spectacle, ont paru admirer de plus en plus les chefs-d'œuvre de la scène française et bien apprécier le beau talent de Talma<sup>117</sup> et des autres acteurs.

À la représentation de *Cinna*, la loge de LL.MM. Impériales était située au centre des premiers en face du théâtre ; l'Empereur crut s'apercevoir que cette trop grande distance ne permettait pas à l'empereur Alexandre à cause de la faiblesse de son ouïe de bien entendre les beaux vers de Corneille ; d'après ses ordres il fut élevé une estrade sur l'emplacement occupé ordinairement par l'orchestre, des fauteuils y furent placés pour LL.MM. et des chaises à droite et à gauche furent destinées pour le roi de Saxe etc., la précédente loge que LL.MM. abandonnaient fut réservée pour les princesses.

LL.MM. ont occupé ces mêmes places pendant tout le temps qu'ont duré les représentations dramatiques à Erfurt.

Les deux souverains se retirèrent après le spectacle au palais de Russie et ne se séparèrent qu'à 11 heures et demie avec le cérémonial ordinaire.

### **Le 30 septembre**

LL.MM. Impériales montèrent à cheval dans la matinée et parcoururent les environs de la ville d'Erfurt.

S.M. le roi de Saxe, le grand-duc Constantin, le prince de Mecklembourg-Strelitz, le duc de Holstein-Oldembourg, le prince héréditaire de Weimar, le comte de Tolstoy, grand maréchal du palais de Russie eurent l'honneur de dîner avec LL.MM. qui se rendirent ensuite au théâtre où les comédiens français représentèrent la tragédie de *Britannicus*<sup>118</sup>.

LL.MM. Impériales se retirèrent ensuite au palais de Russie et se séparèrent à minuit.

Ce jour-là arrivèrent à Erfurt le prince Guillaume de Prusse<sup>119</sup>, le duc Guillaume de Bavière<sup>120</sup>, le prince Léopold de Cobourg et M. de Vincent<sup>121</sup>, envoyé d'Autriche.

---

<sup>116</sup> *Andromaque* de Racine (1667).

<sup>117</sup> François-Joseph Talma (1763-1826) : le plus grand acteur français de la période, protégé par Napoléon.

<sup>118</sup> *Britannicus* de Racine (1669).

<sup>119</sup> Guillaume de Prusse (1783-1851) : général de cavalerie, épouse d'Anne de Hesse-Homburg (1785-1846).

<sup>120</sup> Guillaume de Bavière (1752-1837) : comte palatin von Birkenfeld-Geinhausen, duc de Bavière.

<sup>121</sup> Envoyé de l'empereur d'Autriche à Erfurt, pour l'y représenter.

### **Le 1<sup>er</sup> octobre**

Tous les princes de la Confédération qui continuaient à se rendre à Erfurt furent admis au lever de S.M.

Il devait y avoir ce jour là une grande parade mais le mauvais temps ne le permit pas.

M. le baron de Vincent, envoyé d'Autriche obtint une audience de S.M. Cette audience dura 4 heures et ½.

Le roi de Saxe, le grand-duc Constantin, le prince Guillaume de Prusse, le duc Guillaume de Bavière et M. le duc maréchal Lannes eurent l'honneur de dîner avec LL.MM. Impériales.

Le soir après la représentation de *Zaïre*<sup>122</sup>, LL.MM. Impériales se retirèrent au palais de Russie et se séparèrent à minuit.

### **Le 2 octobre, dimanche**

S.M. reçut pendant son déjeuner le célèbre Goëte<sup>123</sup> auteur de *Werther*<sup>124</sup> et conseiller intime du duc de Weimar, elle daigna s'entretenir longtemps avec lui.

Il fut élevé un autel dans la grande salle d'audience du palais. M. Meymung, doyen du chapitre collégial de Sainte Marie, après avoir présenté l'eau bénite à S.M., dit la messe, assisté de deux chanoines.

Le roi de Saxe, le grand-duc Constantin, le prince Galitzin, le prince Léopold de Cobourg et M. le prince de Bénévent eurent l'honneur de dîner avec LL.MM. Impériales.

Après leur dîner, LL.MM. se rendirent au théâtre où les comédiens français eurent l'honneur de représenter devant elles la tragédie de *Mithridate*<sup>125</sup>.

Elles se retirèrent ensuite au palais de Russie et se séparèrent à 11 heures.

M. Bourgoing, ministre de France à Dresde, M. le duc de Mondragone, ambassadeur de Naples en Russie et M. le duc de Biskensfeld, M. Bignon etc. arrivèrent ce jour là.

---

<sup>122</sup> *Zaïre* de Voltaire (1732).

<sup>123</sup> Le poète allemand Johann von Goethe (1749-1832).

<sup>124</sup> *Les souffrances du jeune Werther* (1774).

<sup>125</sup> *Mithridate* de Racine (1673).

### **Le 3 octobre**

LL.MM. Impériales montèrent à cheval à 3 heures après midi et virent manœuvrer le 1<sup>er</sup> régiment de hussards.

S.A. le grand-duc Constantin et tous les officiers de la suite de LL.MM. assistèrent à ces manœuvres.

Le roi de Saxe, le grand-duc Constantin, le maréchal Soult et le comte de Tolstoy, ambassadeur de Russie près la cour de France, eurent l'honneur de dîner avec LL.MM.

Les comédiens français eurent celui de représenter devant elles la tragédie d'*Oedipe*<sup>126</sup>.

Quoique cette relation soit destinée seulement à rapporter tout ce qui s'est passé à Erfurt, sous le rapport du cérémonial, il est d'un grand intérêt d'y consigner un trait qui a eu pour témoins tant d'illustres spectateurs. Dans la 1<sup>ère</sup> scène d'*Oedipe*, Philoctète dit à son confident : *L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux*. À ce vers célèbre pour toujours, S.M. l'empereur Alexandre se tourna vers l'Empereur et avec toute la grâce possible, eut l'air de lui demander la continuation de son amitié. Les places élevées qu'occupaient LL.MM. permirent à tous les spectateurs d'être initiés dans le secret de cette heureuse application. Il ne saurait rester aucun doute sur ce fait, parce que plusieurs personnes admises dans la confiance intime de S.M. ayant cru pouvoir interroger sa modestie, en obtinrent la certitude le soir même.

LL.MM. se retirèrent au palais de Russie et se séparèrent à 11 heures.

Pendant le spectacle S.M. le roi de Wurtemberg<sup>127</sup> arriva à Erfurt.

La suite de ce prince était composée de [...].

### **Le 4 octobre**

S.M. travailla avec ses ministres toute la matinée, à 11 heures, elle reçut les députés du plat pays d'Erfurt et s'entretint avec eux pendant une heure de l'administration des états d'Erfurt.

S.M. le roi de Wurtemberg vint à midi faire sa visite à l'Empereur, qui vint au devant de lui jusque à la salle des gardes et le reconduisit jusque à la porte d'entrée du 2<sup>e</sup> salon.

Une députation de l'université d'Erfurt eut l'honneur de présenter à S.M. dans une

---

<sup>126</sup> *Edipe* de Corneille (1659).

<sup>127</sup> Frédéric de Wurtemberg, dont le duché est érigé en royaume en 1805.

audience particulière une adresse en latin, imprimée sur satin. L'Empereur daigna s'informer du sort actuel de l'université et leur fit espérer qu'elle s'occuperait des moyens de l'améliorer.

S.M. fit remettre aujourd'hui à M. de Marshall, ministre directeur du duché de Nassau, une tabatière enrichie de diamants, comme un témoignage de satisfaction qu'elle avait éprouvée en apprenant la promptitude avec laquelle le contingent du duc de Nassau s'était mis en marche, ainsi que la belle tenue de ces troupes.

L'Empereur a donné le grand cordon de la Légion d'honneur à M. le comte de Romantsoff, ministre des Relations extérieures de la cour de Russie.

M. de Champagny, ministre des Relations extérieures et S.E., M. le duc de Montebello, maréchal Lannes ont été autorisés à accepter et à porter le grand cordon de Saint-André de Russie.

L'Empereur est allé rendre visite au roi de Wurtemberg et s'est rendu immédiatement après chez l'empereur de Russie.

L'empereur de Russie avait reçu la visite du roi de Wurtemberg.

À 4 heures LL.MM. Impériales sont montées à cheval, ont passé en revue le 6<sup>e</sup> régiment de Cuirassiers et lui ont fait exécuter plusieurs manœuvres. S.A. le grand-duc Constantin, le duc de Weimar ont assisté à cet exercice militaire.

Le roi de Wurtemberg, le roi de Saxe, le grand-duc Constantin, la princesse de la Tour et Taxis dînèrent avec LL.MM. Impériales.

Le soir LL.MM. se sont rendues au théâtre où les comédiens français ont eu l'honneur de représenter la tragédie d'*Iphigénie en Aulide*<sup>128</sup>.

LL.MM. le roi et la reine de Westphalie sont arrivés ce soir à 8 heures.

La suite de LL.MM. était composée de [...]

S.M. satisfait de la belle tenue du 1<sup>er</sup> régiment d'hussards qu'elle avait passé en revue le 3 dernier a fait plusieurs promotions, soit dans les grades, soit dans la Légion d'honneur.

M. de Juniac, colonel de ce régiment, a été nommé chevalier de la couronne de fer.

## **Le 5 octobre**

S.M. le roi de Bavière et S.A. le prince primat arrivèrent le matin et vinrent rendre leur visite à S.M. l'Empereur ainsi que le roi et la reine de Westphalie.

---

<sup>128</sup> *Iphigénie en Aulide* de Racine (1674).

S.M. les a reçus avec le même cérémonial qu'elle avait observé à l'égard des rois de Saxe et de Wurtemberg et peu d'heures après, elle leur rendit leur visite.

LL. MM. Impériales montèrent à cheval à 3 heures après-midi et furent voir manœuvrer le 17<sup>e</sup> d'infanterie légère.

S.M. la reine de Westphalie, le roi de Bavière, le roi de Saxe, le roi de Westphalie, le prince primat, le grand-duc Constantin, dînèrent avec LL. MM. Impériales.

Elles se rendirent ensuite au théâtre où elles virent la représentation de la tragédie de *Phèdre*<sup>129</sup>. Elles terminèrent leur soirée comme précédemment.

La suite du roi de Bavière est composée de MM. de Montgelas<sup>130</sup>, principal ministre, le comte de Reuss, aide de camp, Warkemberg, aide de camp.

La suite du prince primat se composait du prince de la Leyen son neveu, du comte Charles de Beudt, son ministre à Paris et du Baron de Pfurth, son chambellan.

### **Le 6 octobre**

LL.MM. Impériales et Royales ayant accepté l'invitation qui leur avait été faite par le duc régnant de Weimar, montèrent dans le même carrosse et partirent à midi.

Elles arrivèrent à deux heures dans la forêt d'Ettersberg où le duc de Weimar avait fait construire un salon de chasse, magnifiquement décoré et divisé en trois pièces séparées, par des colonnes à jour. Celle du centre, plus élevée que les deux autres, fut réservée pour LL.MM. Impériales.

L'arrivée des deux monarques fut annoncée par les acclamations d'une immense population et par les fanfares des orchestres qui étaient disposés auprès de cette tente.

Le duc de Weimar et le prince héréditaire son fils reçurent LL.MM. à la descente de leur carrosse. LL.MM. trouvèrent à l'entrée du salon, S.M. le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, le roi de Saxe, le prince primat, le duc d'Oldenbourg, le prince Guillaume de Prusse, les princes de Mecklembourg qui s'y étaient rendus séparément.

LL.MM. Impériales étaient accompagnées de S.A. le grand duc Constantin, du prince de Neuchâtel, du prince de Bénévent, du comte de Tolstoy, grand maréchal de Russie, de M. le duc de Frioul, grand maréchal du palais, des ducs de Vicence, de Rovigo, du général

---

<sup>129</sup> *Phèdre* de Racine (1677).

<sup>130</sup> Maximilian von Montgelas (1759-1838) : adepte de la philosophie des Lumières, principal ministre de l'électeur de Bavière qui enrichit et modernise son pays.

Lauriston, du comte Oggeruski, aide de camp de l'empereur de Russie, du général Nansouty premier écuyer, de M. de Montesquiou, chambellan, de M. de Bausset, préfet du palais, et de M. Cavaletti, écuyer de S.M.

LL.MM. Impériales, après avoir accepté quelques rafraichissements qui leur furent présentés par le duc de Weymar, s'amusèrent à tirer pendant près de deux heures sur des cerfs et des chevreuils qui resserrés dans des toiles étaient contraints à passer très près d'elles.

Après la chasse où il fut tué 57 cerfs ou chevreuils, LL.MM. se rendirent à Weymar.

Le corps des arquebusiers et les magistrats de la ville complimentèrent Leurs Majestés à leur entrée.

En arrivant au palais, LL. MM. Impériales furent reçues à la descente de leur carrosse par madame la duchesse régnante suivie de toute la cour.

LL.MM. se reposèrent pendant une heure dans leurs appartements et se rendirent ensuite dans celui de la duchesse de Weymar, où s'était déjà rendue la reine de Westphalie.

Le roi de Westphalie se trouvant incommode était resté à Erfurt.

S.M. la reine de Westphalie, S.A. la duchesse de Weymar, S.M. le roi de Bavière, S.M. le roi de Wurtemberg, S.M. le roi de Saxe, S.A. le grand-duc Constantin, S.A. le prince primat, S.A. le prince Guillaume de Prusse, S.A. le duc d'Oldenbourg, S.A. le prince de Mecklembourg-Schwerin, S.A. le duc de Weimar, S.A. le prince héréditaire de Weimar, S.A. le prince de Neuchâtel, S.A. le prince de Bénévent, dînèrent à 6 heures avec LL.MM. Impériales.

(Un dîner avait été préparé pour LL.MM. par les employés de la bouche de l'Empereur, mais S.M. ne voulut pas en user et préféra le dîner allemand du prince de Weymar.)

Après leur dîner LL.MM. Impériales se rendirent au théâtre au milieu d'une double haie formée par les gardes du duc de Weymar et par la garde bourgeoise de cette ville.

La ville était entièrement et très richement illuminée et chaque soldat tenait en sa main une torche allumée.

LL.MM. virent représenter la tragédie de *la mort de César*<sup>131</sup> par les comédiens ordinaires de S.M. qui avoient reçu l'ordre de se rendre à Weymar pour cette représentation.

Après le spectacle, LL.MM. retournèrent au palais du duc de Weymar et la soirée se termina par un bal qui fut ouvert par S.M. l'empereur Alexandre et par la reine de Westphalie.

Pendant le bal, S.M. daigna s'entretenir avec plusieurs dames et avec plusieurs

---

<sup>131</sup> *La mort de César*, de Voltaire (1734).

personnages distingués, on remarqua qu'elle causa longtemps avec deux hommes de lettres célèbres en Allemagne et en France, M. Wieland<sup>132</sup>, auteur d'*Agathon* et M. de Goëte, auteur de *Werther*.

LL.MM. se retirèrent à minuit dans leurs appartements.

### **Le 7 octobre**

LL.MM. Impériales, après leur lever, firent une visite à la duchesse régnante de Weymar et montèrent ensuite dans leur carrosse pour se rendre sur le Mont Napoléon, près d'Iéna, elles y arrivèrent à 10 heures ½ et déjeunèrent sous une tente que le duc de Weymar avait fait dresser, sur la place où l'Empereur avait bivouaqué la veille de la célèbre bataille d'Iéna.

Un pavillon de mille pieds carrés et décoré des plans de la bataille d'Iéna était élevé sur le Windknollen<sup>133</sup>, point le plus élevé du Mont Napoléon.

LL.MM. daignèrent y recevoir une députation de l'université d'Iéna.

S.M. daigna entrer avec ces députés le plus grand détail sur la situation de la ville, de l'université et de l'église catholique, ce prince voulut bien se charger de faire réparer tous les dommages que l'incendie et le long séjour d'un hôpital avoient causés.

S.M. promit de doter à perpétuité la cure des catholiques de cette ville.

S.M. a accordé la somme de 300 000 F pour remplir ces différents objets.

S.M. fit distribuer beaucoup de gratifications aux habitants d'Iéna, en considération des pertes qu'ils avoient éprouvées pendant la guerre.

LL.MM. montèrent ensuite à cheval et parcoururent successivement toutes les positions que les deux armées avoient occupées la veille et le jour de la bataille d'Iéna et se rendirent ensuite dans la plaine d'Asperld où le duc de Weymar avait fait préparer une enceinte très étendue pour la chasse à tir.

LL.MM. Impériales remontèrent en voiture à 3 heures et arrivèrent à Erfurt vers les 5 heures du soir.

S.M. la reine de Westphalie, S.M. le roi de Bavière, S.M. le roi de Wurtemberg, S.M. le

---

<sup>132</sup> Christoph Wieland (1733-1813) : poète et romancier allemand, dont l'œuvre la plus célèbre est le roman *Agathon* (1766).

<sup>133</sup> Lieu-dit des environs d'Iéna.

roi de Saxe, S.A. le prince primat, S.A. le grand-duc Constantin dînèrent avec LL.MM. Impériales.

S.A.I. la princesse Stéphanie et S.A.R. le grand-duc héréditaire de Bade arrivèrent dans la soirée à Erfurt.

Après le spectacle, LL.MM. se retirèrent au palais de Russie et se séparèrent à 11h ½.

### **Le 8 octobre**

Le prince et la princesse de Bade vinrent dans la matinée présenter leurs hommages à l'Empereur et furent, après, rendre visite à l'empereur de Russie.

M. de Beausset, préfet du palais, reçut de S.M. l'autorisation pour accepter de porter la grande décoration de l'ordre royal du mérite civil, dont S.M. le roi de Wurtemberg avait daigné l'honorer.

LL.MM. Impériales montèrent à cheval à 4 heures et furent visiter la citadelle d'Erfurt.

Au moment de se mettre à table, l'empereur Alexandre s'aperçut qu'il avait oublié chez lui son épée, l'Empereur lui fit présent de celle qu'il portait et pendant son séjour à Erfurt l'empereur Alexandre n'en porta plus d'autre.

S.M. a fait plusieurs promotions dans le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers.

S.M. la reine de Westphalie, S.A.I. la princesse de Bade, S.M. le roi de Bavière, S.M. le roi de Wurtemberg, S.M. le roi de Saxe, S.M. le roi de Westphalie, S.A. le prince primat, S.A. le grand-duc Constantin dînèrent avec LL.MM. Impériales.

LL.MM. se rendirent ensuite au théâtre où elles virent représenter la tragédie de *Rodogune*<sup>134</sup>.

La duchesse de Hilbourghausen<sup>135</sup> est arrivée dans la soirée et S.A. le prince Guillaume prit congé de S.M.

LL.MM. se retirèrent au palais de Russie et restèrent ensemble jusqu'à minuit et demi.

### **Le 9 octobre**

S.M. a fait dire aujourd'hui la messe dans son palais comme dimanche passé.

---

<sup>134</sup> *Rodogune, princesse des Parthes*, de Corneille (1644).

<sup>135</sup> Épouse du duc Frédéric I<sup>er</sup> de Hilbourghausen (1780-1826).

LL.MM. restèrent séparément dans leur palais jusqu'à 3 heures, elles montèrent alors à cheval et furent voir manœuvrer le 6<sup>e</sup> régiment de cuirassiers. L'empereur Alexandre témoigna ouvertement sa satisfaction sur la promptitude et la précision des évolutions.

LL.MM. se rendirent ensuite au palais de France où elles dînèrent avec la reine de Westphalie, la princesse de Bade, le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, le roi de Saxe, le roi de Westphalie, le grand-duc Constantin, le prince primat et le prince de Bade.

LL.MM. honorèrent ensuite le théâtre de leur présence et y virent représentée la tragédie de *Mahomet*<sup>136</sup>.

Elles se retirèrent ensuite au palais de Russie et se séparèrent à minuit.

Ce soir, S.M. la reine de Westphalie et Son Auguste Époux, ainsi que le prince Primat prirent congé de l'Empereur pour retourner dans leurs États.

M. Bigi, commandant d'armes de la place d'Erfurt, a été décoré de la croix de la Légion d'honneur.

### **Le 10 octobre**

S.A. la princesse Stéphanie, la duchesse d'Hilbourghausen, S.M. le roi de Bavière, S.M. le roi de Wurtemberg, S.M. le roi de Saxe, S.A. le grand-duc Constantin, S.A. le prince de Bade dînèrent avec LL.MM. Impériales qui se rendirent ensuite au théâtre où elles virent représenter la tragédie de *Radamiste*<sup>137</sup>.

Elles se rendirent ensuite au palais de Russie et se séparèrent à 11 heures ½. S.A. le prince de Waldeck<sup>138</sup> arriva dans la soirée.

### **Le 11 octobre**

Son Altesse le prince héréditaire de Hesse d'Armstadt arriva dans la nuit et se présenta au lever de S.M.

À 4 heures après midi, LL.MM. montèrent à cheval et firent le tour des fortifications de la ville.

---

<sup>136</sup> *Mahomet*, de Voltaire (1741).

<sup>137</sup> Peut-être la forme théâtrale de l'opéra de Haendel, jouée à cette époque.

<sup>138</sup> Principauté d'Allemagne, constituée d'enclaves en Prusse et en Hesse.

LL.MM. après avoir visité les fortifications de la ville d'Erfurt, rentrèrent au palais de France, l'empereur Alexandre voulant réparer quelque désordre dans sa toilette, sur l'invitation de S.M., passa dans l'intérieur des appartements où les valets de chambre de l'Empereur s'empressèrent à le servir. L'empereur Alexandre ayant pris plaisir à examiner avec détail les différentes pièces qui composaient les deux nécessaires en vermeil à l'usage de l'Empereur ; S.M. s'empressa de les faire porter le soir même chez l'empereur Alexandre.

Ces deux pièces étaient neuves et n'avaient presque pas servi.

La princesse de Bade, le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, le roi de Saxe, le prince de Bade, le grand-duc Constantin et le prince héréditaire de Hesse d'Armstadt dînèrent avec LL.MM.

Les comédiens français eurent l'honneur de représenter la tragédie du *Cid*<sup>139</sup> devant LL.MM. Impériales.

Après le spectacle, LL.MM. se retirèrent au palais de Russie et se séparèrent à une heure après minuit.

### **Le 12 octobre**

Le conseiller provincial de Bisch et tous les employés supérieurs du baillage d'Erfurt ont eu l'honneur d'être présentés à S.M. Ce monarque leur a adressé plusieurs questions sur l'état du pays soumis à leur administration, sur les pertes qu'il a éprouvées pendant la guerre et sur le montant des revenus publiés. Ayant appris que la province était chargée d'une dette assez considérable, S.M. daigne consoler les députés en leur promettant un avenir plus tranquille et les charge de présenter un mémoire détaillé sur toutes les mesures nécessaires pour soulager et relever ce pays.

Par un décret de ce jour, S.M. accorda la croix de la légion d'honneur aux sieurs Goëthe, conseiller intime du duc de Weymar, Wieland, *idem*, Starke, médecin major à Iéna, Vogel, bourguemestre d'Iéna.

Madame la princesse Stéphanie, le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, le roi de Saxe, le prince de Bade, le grand-duc Constantin et le prince de Waldeck eurent l'honneur de dîner avec LL.MM. Impériales.

LL.MM. se rendirent ensuite au théâtre où elles virent représenter la tragédie de

---

<sup>139</sup> *Le Cid*, de Corneille (1636).

*Manlius*<sup>140</sup>.

Elles se retirèrent ensuite au palais de Russie et se séparèrent à minuit et ¼.

### **Le 13 octobre**

M. le professeur Erhard de Leipsic a eu l'honneur d'être admis au lever de S.M. et de lui présenter une traduction en allemand du Code Napoléon.

Immédiatement après S.M. a reçu dans son cabinet les lettres de recrédence que lui a présentées S.E. le général comte de Tolstoÿ, ambassadeur de S.M. l'empereur de Russie, rappelé de ce poste pour être employé à l'armée.

Trois voitures de S.M. attelées de 6 chevaux chacune avaient été chercher monsieur l'ambassadeur à son logement et l'y reconduisirent.

M. de Rémusat<sup>141</sup>, premier chambellan de S.M., a rempli les fonctions de grand-maître des cérémonies dans cette circonstance.

M. l'ambassadeur fut présenté à S.M. par le prince de Bénévent, vice grand-électeur, faisant les fonctions d'archichancelier d'État.

Au sortir de l'audience, M. le comte de Tolstoy a reçu la grande décoration de la légion d'honneur dont S.M. a bien voulu l'honorer.

Les ordres pour le prochain départ de LL.MM. ont été donnés aujourd'hui.

De riches et magnifiques présents ont été distribués de la part des deux empereurs aux ministres, grands officiers et officiers de leur suite.

S.M. l'empereur de Russie, en témoignage de sa satisfaction, a fait remettre de très beaux présents à tous les comédiens ordinaires de S.M. et à monsieur Dazincourt<sup>142</sup>, directeur des spectacles de la cour.

S.M. a fait remettre de sa part une bague de diamant à monsieur le doyen Meymung qui avait rempli deux fois les fonctions d'aumônier et 30 napoléons à chacun des assistants.

L'empereur Alexandre a donné à S.E. le duc de Vicence l'ordre de Saint-André et à LL.AA. les princes de Bénévent et de Neuchâtel la plaque de cet ordre en diamant.

S.A. le prince héréditaire de Hambourg a obtenu l'agrément de S.M. pour rester au service de l'Autriche.

---

<sup>140</sup> *Manlius* de Christian le Prévôt d'Iray (an VI).

<sup>141</sup> Auguste-Laurent de Rémusat, chambellan de Napoléon.

<sup>142</sup> Dazincourt (1747-1809) : acteur français.

L'Empereur a fait présent à monsieur le comte de Tolstoy, grand maréchal du palais de Russie, de fort belles tentures de Gobelins et des porcelaines qui avaient été envoyées ici par le garde-meuble.

S.A. la princesse Stéphanie, S.M. le roi de Bavière, S.M. le roi de Wurtemberg, S.M. le roi de Saxe, S.A. le prince de Bade, S.A. le grand-duc Constantin dînèrent avec LL.MM. Impériales.

LL. MM. se rendirent ensuite au théâtre où les comédiens ordinaires de S.M. eurent l'honneur de représenter devant elles la tragédie de *Bajazet*<sup>143</sup>.

LL.MM. le roi de Bavière et de Wurtemberg prirent, ce soir, congé de LL.MM. Impériales et Royales et partirent dans la nuit pour retourner dans leurs états.

LL.MM. se rendirent après le spectacle au palais de Russie où elles restèrent ensemble jusques à minuit.

#### **Le 14 octobre**

S.M., après son lever, a donné audience à monsieur de Vincent, envoyé d'Autriche et lui a remis une lettre en réponse à celle de S.M. l'empereur d'Autriche.

À 11 heures, l'empereur Alexandre se rendit chez S.M. qui le reçut et le reconduisit avec toutes les cérémonies observées jusqu'à ce jour.

S.A. le grand-duc Constantin, en prenant congé de S.M., reçut d'elle en présent une épée dont la poignée en or était d'un travail admirable.

S.M. se rendit ensuite au palais de Russie avec toute sa cour. Les deux souverains montèrent en voiture et se séparèrent à peu près au même endroit où avait eu lieu leur première entrevue sur la route de Weimar, après s'être embrassés et s'être donné de nouveaux témoignages des sentiments qui les unissaient.

L'empereur Alexandre a suivi la route de Weimar où il doit s'arrêter un ou deux jours et l'Empereur est rentré à Erfurt d'où il est parti après avoir reçu les adieux du roi de Saxe.

Monsieur le comte de Romantzoff partit le même jour pour se rendre à Paris.

S.M. a voyagé *incognito* et est arrivée à Saint-Cloud le 18 octobre à 9 heures ½ du soir.

C'est ainsi que s'est terminée l'auguste réunion qui a attiré sur la ville d'Erfurt l'attention de toute l'Europe.

[Trait]

---

<sup>143</sup> *Bajazet*, de Racine (1672).

Voici les détails qui sont parvenus relativement au séjour de l'empereur Alexandre à Weimar.

S.M. l'empereur Alexandre arriva à Weimar vers 2 heures après midi, accompagné de S.A. le grand-duc Constantin et de tous les officiers de sa cour.

Un instant après arrivèrent la princesse et le prince de Bade, le grand-duc de Hesse-d'Armstadt, les princes héréditaires de Mecklembourg, d'Oldembourg, etc. L'entrée de S.M. se fit au son des cloches et d'une manière très solennelle.

Sa voiture était précédée et suivie d'une escorte de cavalerie française, d'un détachement de hussard et de toute la vénerie du duc de Weimar.

Cette solennité fit d'autant plus d'impression sur les habitants de la ville de Weimar que c'était précisément l'anniversaire de la bataille d'Iéna, deux ans auparavant, des scènes de terreur et les combats les plus sanglants avaient rempli les mêmes contrées où l'on venait de voir naguères le vainqueur reparaître avec son auguste allié et avec tous les souverains d'Allemagne qui, sous sa protection puissante, jouissent de la plus grande tranquillité. D'aussi grands souvenirs, d'aussi grands bienfaits durent concourir à l'éclat de l'entrée de l'empereur Alexandre et fortifier encore dans son âme tous les sentiments d'union et d'amitié qu'il venait de promettre à l'empereur Napoléon.

L'empereur Alexandre dîna avec la famille du duc de Weimar et avec tous les princes annoncés ci-dessus, il se rendit ensuite au théâtre allemand où l'on représenta l'opéra de *Camille*<sup>144</sup>, composé par Paër<sup>145</sup>.

Monsieur le duc de Vicence fut chargé de l'honorable mission d'accompagner S.M.

La société se termina par un bal qui fut ouvert par S.M. l'empereur Alexandre et par la princesse Stéphanie de Bade.

S.M. partit le lundi 17 à 9 heures du matin pour retourner dans ses États, les mêmes honneurs lui furent rendus jusques aux frontières de Pologne.

[Liste des comédiens français qui ont fait le voyage d'Erfurt, notamment Talma]

---

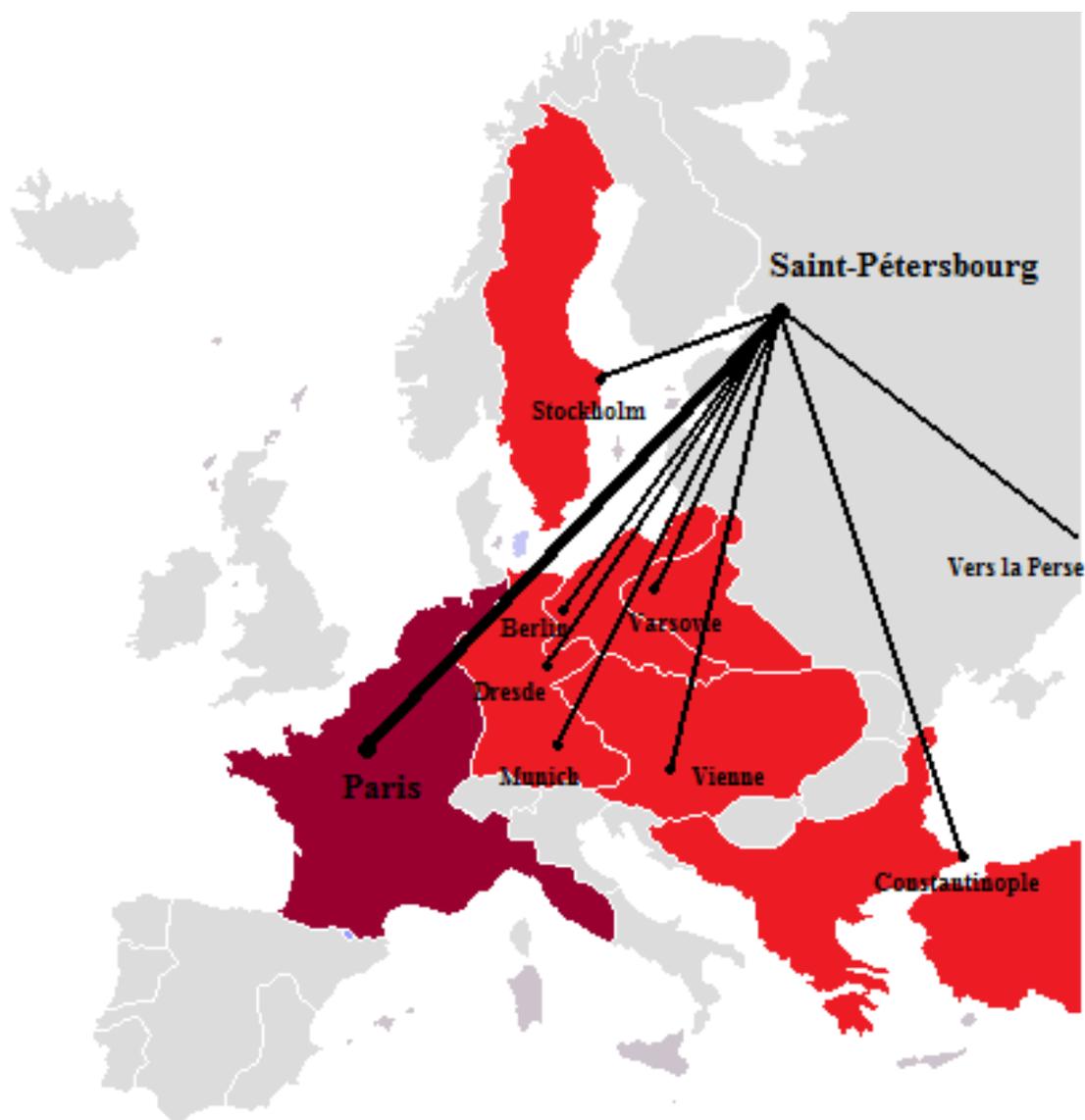
<sup>144</sup> *Camille* de Paer (1799).

<sup>145</sup> Ferdinando Paer (1771-1839) : compositeur et chef d'orchestre italien, maître de chapelle de Napoléon

## II. Cartes et généalogie

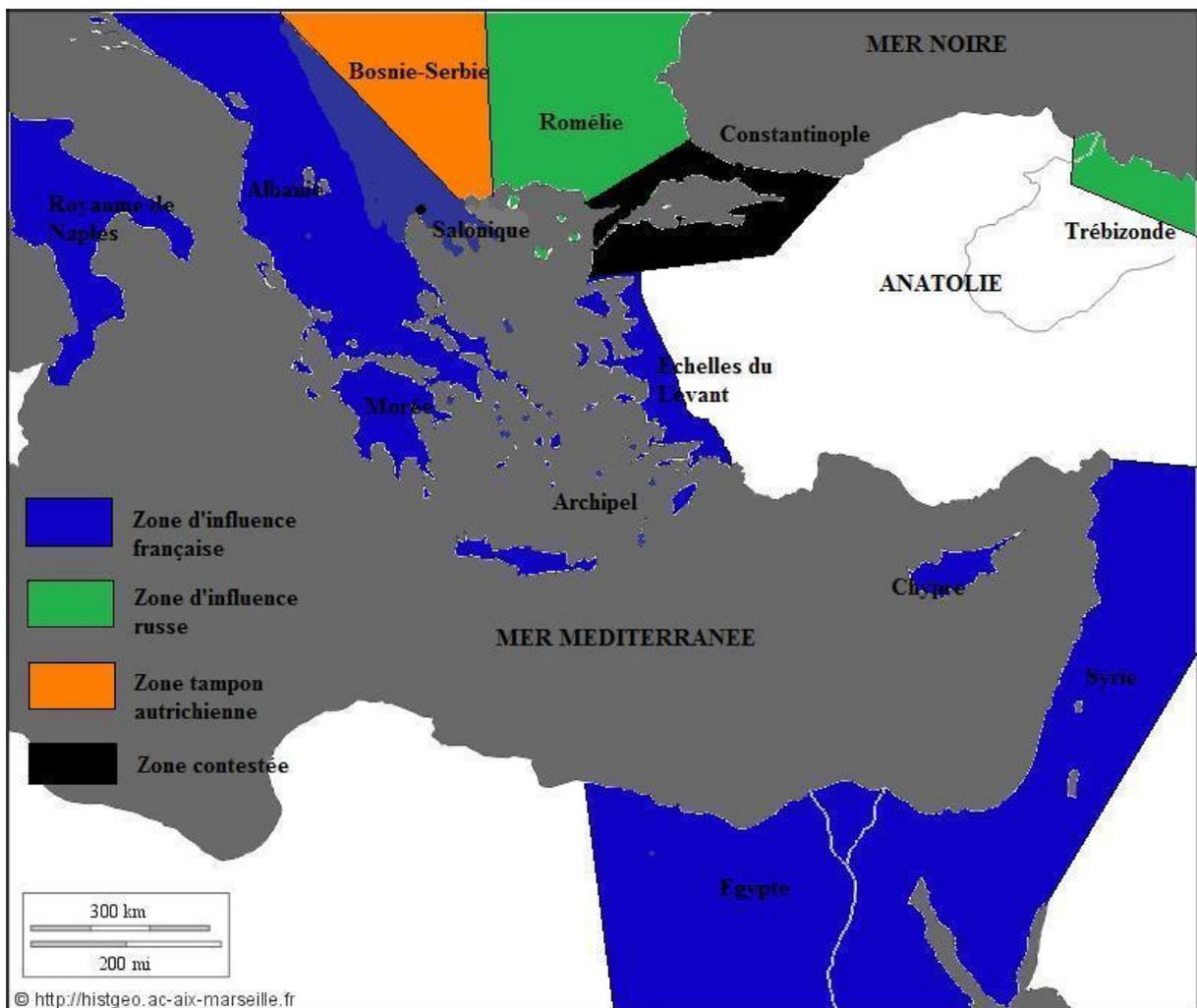
### Carte n°1 : Caulaincourt et les ambassadeurs français en Europe

Les lignes symbolisent les correspondances échangées entre le duc de Vicence et les autres ambassadeurs français en Europe (voir 1<sup>ère</sup> partie, II, 3) et avec la France. En rouge, les pays qui sont par conséquent le plus en relation avec l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg. Les frontières sont celles de l'Europe en 1811.



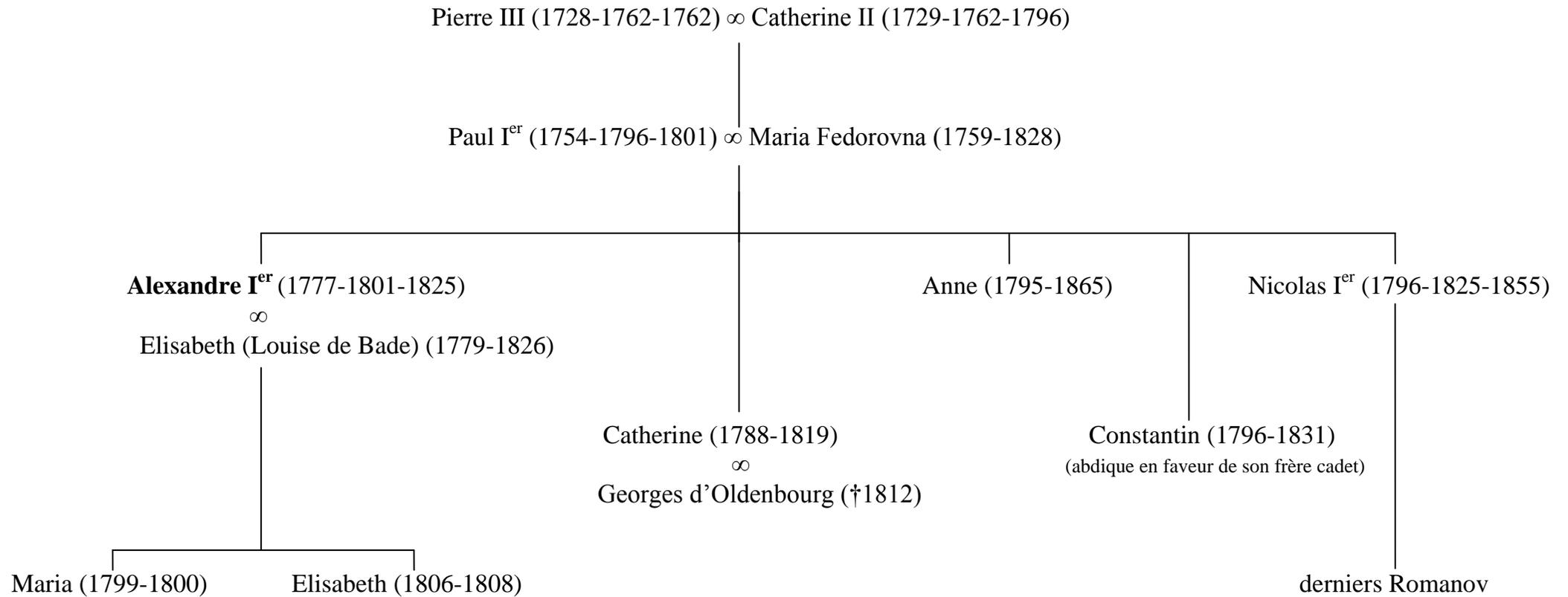
## Carte n°2 : le projet de partage de l'empire ottoman

Carte schématique qui montre les grandes zones d'influence française, russe et autrichienne, selon le projet de partage le plus étendu, celui qui inclut les provinces asiatiques de l'empire ottoman. On peut voir les provinces réservées à chaque puissance, mais aussi l'incertitude qui demeure sur les frontières et sur la région de Constantinople et des Détroits.



## L'entourage du tsar Alexandre I<sup>er</sup>

Quand il y a trois dates, la seconde est celle de l'accession au trône du souverain

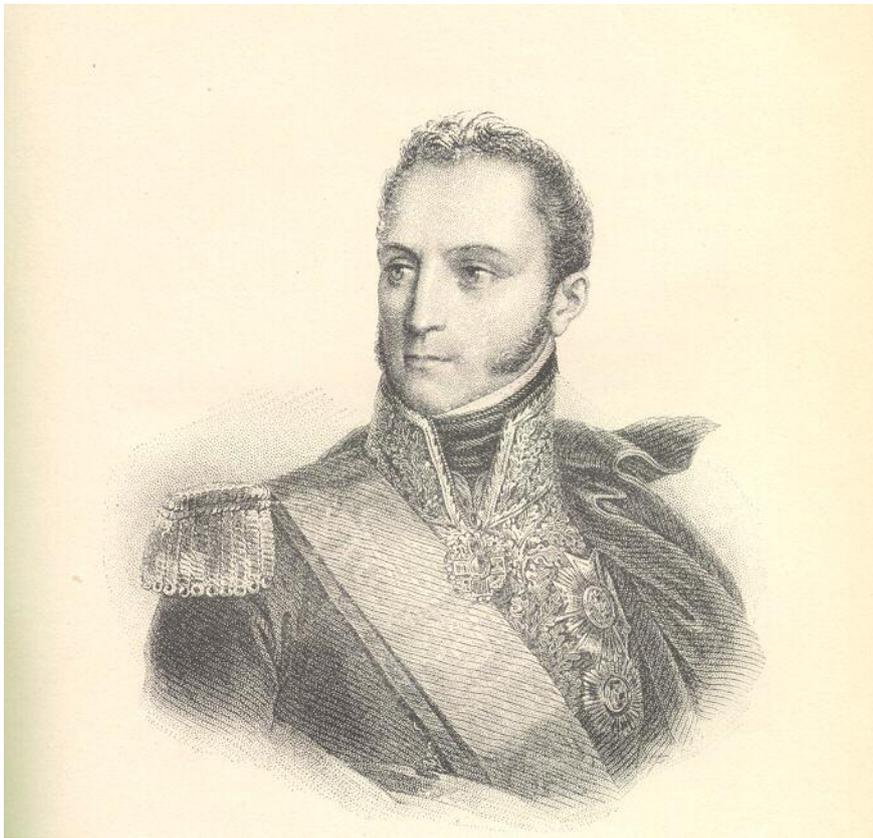


### III. Documents iconographiques

Caulaincourt



*Gravure de Caulaincourt d'après le portrait par Gérard*



*Caulaincourt, gravure anonyme*



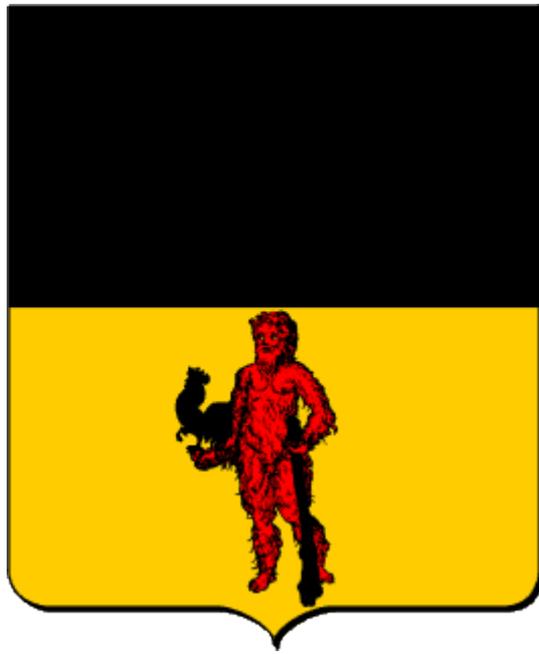
*Caulaincourt, gravure anonyme*



*Le Sacre, par David, 1805-1807, musée du Louvre*



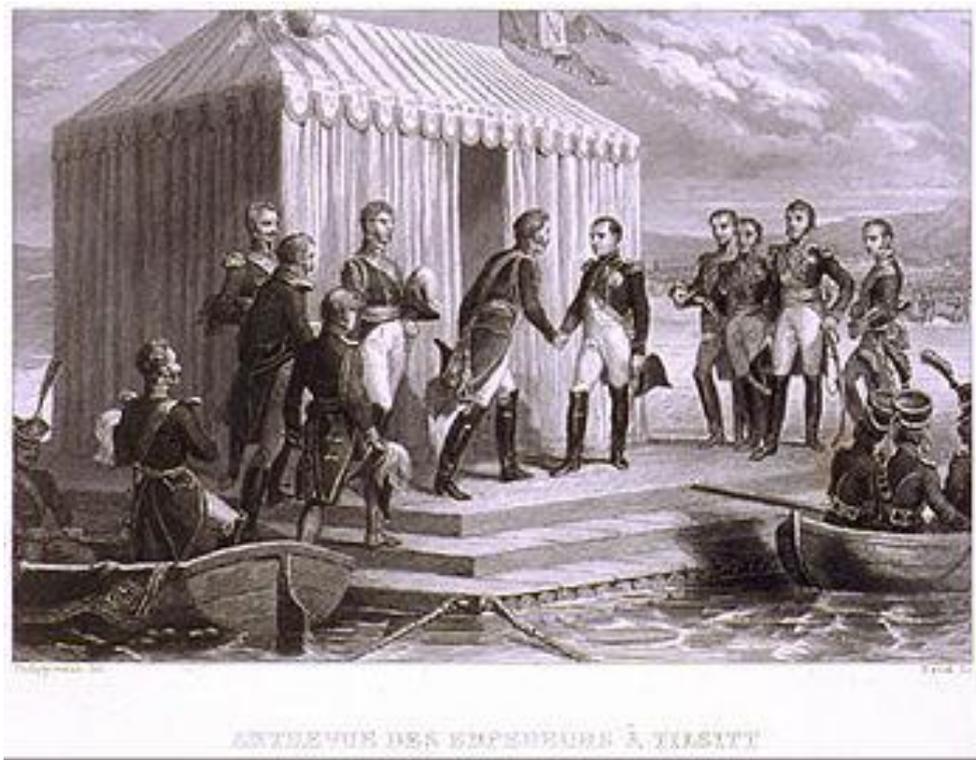
*Détail du Sacre. 14. Talleyrand. 15. Eugène de Beauharnais. 16. Caulaincourt*



*Armes du duc de Vicence*



*Statue de Caulaincourt, à Verdun*



*Alexandre et Napoléon sur le radeau du Niémen*



*Dessin représentant Alexandre*



*Gravure représentant Alexandre I<sup>er</sup>*

## Talleyrand



*Portrait de Talleyrand par Pierre-Paul Prud'hon, 1807, musée Carnavalet*

**Lauriston**



*Gravure représentant le général Lauriston*

## Entrevue d'Erfurt



*L'entrevue d'Erfurt par Nicolas Gosse, château de Versailles  
(On peut observer Caulaincourt à l'arrière-plan, derrière Talleyrand)*

## Sommaire des annexes

<b>I. Éditions de textes</b> .....	2
1. Inventaire des papiers de l'ambassade de France. ....	3
2. Exemple de dépense annuelle : 1809. ....	6
3. Exemple de rapport à l'Empereur. ....	9
4. Premier mémoire sur la Russie (extrait).....	12
5. Discussion de cérémonial pour le prince d'Oldenbourg.....	15
6. Relation de la réception de LL. MM. Le roi et la reine de Prusse à Pétersbourg. ....	19
7. États de service de Caulaincourt .....	21
8. Relevé des dépêches du 7 juillet 1807 au 18 mars 1812.....	26
9. Analyse des rapports du duc de Vicence à l'Empereur avant Erfurt. 1807-1808.....	32
10. Rapport à l'Empereur sur le projet de partage de la Turquie, 3 mai 1808.....	44
11. Projet sur le Partage de la Turquie. ....	51
12. 1809. Guerre d'Autriche. ....	56
13. Les quatre grandes causes de la guerre de 1812 selon Caulaincourt. ....	59
14. Relation de l'entrevue d'Erfurt, 27 septembre 1808. ....	63
<b>II. Cartes et généalogie</b> .....	86
Carte n°1 : Caulaincourt et les ambassadeurs français en Europe .....	86
Carte n°2 : le projet de partage de l'empire ottoman .....	87
L'entourage du tsar Alexandre I <sup>er</sup> .....	88
<b>III. Documents iconographiques</b> .....	89

# **SOMMAIRE GÉNÉRAL**

(pour un sommaire plus détaillé voir à la fin de chaque tome)

## **TOME I**

**REMERCIEMENTS, 2**

**INTRODUCTION, 3**

- 1. Les relations franco-russes jusqu'en 1807, 5**
- 2. Armand-Louis de Caulaincourt (1773-1827), 11**
- 3. Historiographie des relations franco-russes et de Caulaincourt, 18**
- 4. Problématique et annonce du plan, 30**

**BIBLIOGRAPHIE, 35**

**ÉTAT DES SOURCES, 53**

**1<sup>ÈRE</sup> PARTIE : L'AMBASSADE DE CAULAINCOURT À SAINT-PÉTERSBOURG, UNE MISSION DE  
REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE, 68**

**CHAPITRE I : LES ORIGINES DU CHOIX DE CAULAINCOURT : EXPÉRIENCES ET PROFIL DE  
L'ENVOYÉ DE NAPOLÉON (1796-1807), 69**

- 1. Caulaincourt à Constantinople : une première expérience diplomatique (1796-1797), 71**
- 2. La première mission de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg en 1801, 84**
- 3. La reconnaissance diplomatique de Savary et la désignation de Caulaincourt comme ambassadeur (1807), 98**

**CHAPITRE II : CAULAINCOURT EN RUSSIE : MOYENS, FONCTIONNEMENT ET PRESTIGE  
D'UNE AMBASSADE EXTRAORDINAIRE, 117**

- 1. Les moyens de l'ambassade: les instruments du prestige, 119**
- 2. Le fonctionnement d'une ambassade extraordinaire, 145**
- 3. Le prestige de l'ambassadeur extraordinaire : les relations avec le personnel diplomatique napoléonien, 155**

**CHAPITRE III : CAULAINCOURT ET LA SOCIÉTÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG :  
REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE ET VISÉES POLITIQUES, 173**

- 1. Saint-Pétersbourg, sa Cour, sa société : un objectif pour Caulaincourt, 175**
- 2. La représentation diplomatique de Caulaincourt : la mise en avant de l'ambassadeur de France comme symbole de l'alliance de Tilsitt, 185**
- 3. La vision de Caulaincourt par la société de Saint-Pétersbourg, 205**

**CONCLUSION DE LA 1<sup>ÈRE</sup> PARTIE, 229**

## **TOME II**

### **2<sup>E</sup> PARTIE : CAULAINCOURT ET L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE, 2**

#### **CHAPITRE I : NAPOLÉON, ALEXANDRE ET CAULAINCOURT, L'AMBASSADEUR ENTRE LES DEUX EMPEREURS, 3**

- 1. Caulaincourt et Napoléon : l'ambassadeur face à son maître, 5**
- 2. Caulaincourt et Alexandre : les dangers d'une amitié, 17**
- 3. L'entrevue d'Erfurt : développement de la pensée de Caulaincourt, 24**

#### **CHAPITRE II : CAULAINCOURT ET LES GRANDES NÉGOCIATIONS DE L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE, 45**

- 1. Les conférences sur le partage de la Turquie : un négociateur sans pouvoirs, 48**
- 2. Les pleins pouvoirs du négociateur : le mariage russe de Napoléon, 77**
- 3. Conclusion : Caulaincourt négociateur, 92**

#### **CHAPITRE III : CAULAINCOURT ET L'ÉCHEC DE L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE, 96**

- 1. La guerre de 1809 et la question polonaise, 132**
- 2. Le système continental et l'oukase de commerce : le casus belli de la France, 139**
- 3. L'affaire du duché d'Oldenbourg : le casus belli de la Russie, 149**

#### **CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE : LE DÉPART DE CAULAINCOURT ET SON REMPLACEMENT PAR LE COMTE DE LAURISTON, 169**

**CONCLUSION GÉNÉRALE, 185**

- 1. Le retour de Caulaincourt à Paris et sa confrontation avec Napoléon, 187**
- 2. Caulaincourt et la campagne de 1812 : une expérience diplomatique à l'épreuve des faits, 203**
- 3. L'ambassade de Saint-Pétersbourg, fondement du rôle de Caulaincourt à la fin de l'Empire, 230**

## **TOME III : ANNEXES**

- I. Éditions de textes, 2**
- II. Cartes et généalogie, 86**
- III. Documents iconographiques, 89**